

**LA CARRIÈRE
POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND**

de 1814 à 1850

TOME PREMIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

EMMANUEL BEAU DE LOMÉNIE

**PARIS
LIBRAIRIE PLON
1929**

LA CARRIÈRE POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND

de 1814 à 1830

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1929.

LA
CARRIÈRE POLITIQUE
DE
CHATEAUBRIAND

de 1814 à 1830

TOME PREMIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

EMMANUEL BEAU DE LOMÉNIE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE. 6^e

Tous droits réservés

*20134



Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

A LA MÉMOIRE

DE MON ARRIÈRE-GRAND-PÈRE

CHARLES LENORMANT

DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS

DE MON ARRIÈRE-GRAND'MÈRE

MADAME CHARLES LENORMANT

DE MON GRAND-PÈRE

LOUIS DE LOMÉNIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DE MON ONCLE

CHARLES DE LOMÉNIE

*Je dédie cet ouvrage
pour lequel, avant moi, ils ont tous travaillé.*

AVANT-PROPOS

A l'époque où j'ai commencé à étudier la carrière politique de Chateaubriand, j'acceptais de confiance pour vrai le jugement de Charles Maurras : « Loin de rien conserver, Chateaubriand fit au besoin des dégâts afin de se donner de plus sûrs motifs de regrets. »

Il était en effet couramment admis que Chateaubriand n'avait été toute sa vie qu'un dilettante morbide, qu'un égoïste avide de mise en scène, qu'un vaniteux prêt à sacrifier à une satisfaction d'amour-propre, à l'effet d'une belle phrase, ses devoirs de chef de parti et ses convictions de royaliste ; ou en tout cas, les plus indulgents ne voyaient en lui qu'un poète égaré dans la politique.

Sans doute je savais bien pourtant qu'il avait, sa vie durant, excité l'admiration et l'enthousiasme d'une foule d'hommes aussi distingués souvent que moralement estimables, dont un grand nombre en outre avaient été des royalistes très sincères ; je savais, en particulier, que mes arrière-grands-parents, que mon grand-père Louis de Loménie qui l'avaient connu et fréquenté intimement dans ses dernières années, lui avaient voué un véritable culte.

Mais ses adversaires répondaient que les contemporains, comme lui imprégnés des illusions romantiques, aveuglés par les préjugés du libéralisme révolutionnaire, n'étaient en mesure

de juger ni ses torts à lui, ni le mal que ses campagnes ou ses doctrines avaient pu faire à la cause royaliste.

Le cas de Chateaubriand posait donc deux questions essentielles : la première était celle de savoir si ses idées, ses doctrines, ses campagnes et celles de ses partisans, si le romantisme enfin dont il était le père étaient bien, comme on l'a tant de fois soutenu, responsables de la chute de la monarchie. La seconde, plus générale et tant de fois discutée aussi était celle de la prétendue opposition entre les dons et les goûts de l'homme de lettres et ceux de l'homme politique ou, comme on dit, de l'homme d'action. Un même homme peut-il être à la fois poète et homme d'action ; ou, au contraire, les dons du poète et de l'homme d'action ne s'excluent-ils pas l'un l'autre ?

C'était cette question qui me préoccupait surtout au début de mon travail ; c'était elle que je cherchais surtout à résoudre en étudiant le cas particulier de Chateaubriand.

Le fait est que le cas particulier de Chateaubriand est un de ceux qui la posent avec le plus de netteté.

Chateaubriand lui-même, en effet, en a été particulièrement préoccupé. Sans cesse il la discute ; sans cesse, au cours de ses *Mémoires*, il s'efforce de démontrer que l'ostracisme jeté par les politiques professionnels sur les gens de lettres est absurde et injuste ; et il a écrit un jour (*Mémoires d'Outre-Tombe*, V, 213) : « En montrant ce qu'ils peuvent faire dans les emplois, je veux défendre les gens de lettres contre les gens de diplomatie, de comptoir et de bureau ; » ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter quelques lignes plus loin, après avoir cité quelques-uns des plus grands écrivains dont la carrière fut à la fois politique et littéraire : « Nonobstant ces exemples et mille autres, le talent littéraire, bien évidemment le premier de tous, parce qu'il n'exclut aucune autre faculté, sera toujours dans ce pays un obstacle au succès politique. »

Après cinq ans de travail, j'arrive aujourd'hui à des conclusions pour moi-même assez inattendues.

D'abord, j'ai maintenant la conviction que Chateaubriand

politique est un des hommes de son temps dont les idées, le rôle et l'influence ont été interprétés avec le plus d'inexactitude et appréciés avec le plus d'injustice.

Sans doute, il fut un des maîtres de la génération romantique. Mais le romantisme, le libéralisme n'ont pas été des doctrines aussi simples qu'on l'a imaginé depuis. Il faut y distinguer plusieurs courants contraires ; il faut surtout distinguer les divers moments de leur évolution, et se rendre compte, que si la monarchie s'était, de façon durable, rétablie en France (et je crois bien aujourd'hui qu'il s'en fallut de peu que ce rétablissement ne fût possible il y a cent ans), l'évolution des idées du siècle eût été très différente. Or, de tous ses contemporains. Chateaubriand fut, en réalité, celui peut-être qui vit, qui comprit le mieux de quelle façon et par quels moyens après la crise révolutionnaire la France et la monarchie pouvaient se réadapter l'une à l'autre. Il crut, avec une sincérité sans défaillance, à l'utilité, à la nécessité de cette réadaptation réciproque ; il y travailla avec zèle pendant quinze ans ; et il fut, à deux reprises au moins, sur le point de la faire réussir.

Il ne fut donc pas, bien au contraire, le dilettante amateur de ruines que l'on a prétendu. Et le poète qu'il était vit plus clair que les hommes d'affaires et les politiques professionnels. Si bien que ma seconde question, celle de la prétendue inaptitude des hommes de lettres à la politique me semble aujourd'hui, dans une certaine mesure au moins, résolue en faveur de Chateaubriand.

Cependant, pour finir, Chateaubriand ne réussit pas. Il ne semble même pas, à proprement parler, avoir absolument voulu réussir. Ceux qui se plaisent à faire porter à son tempérament et à ses défauts d'homme de lettres la responsabilité de son échec vont, dans une certaine mesure, triompher à leur tour, d'autant plus que lui-même, lorsqu'il écrivit ses *Mémoires*, en vint dans sa vieillesse à exagérer, presque, par bravade, son inquiétude d'esprit. Pourtant une exacte étude du sujet et de l'homme nous force à distinguer encore.

D'abord, l'échec politique de Chateaubriand ne lui est pas imputable à lui seul. Les politiques professionnels, s'ils réussirent mieux leur propre carrière, ne sauvèrent pas davantage le régime.

Quant à ses torts personnels, ils sont beaucoup moins, comme on le soutient d'ordinaire, de s'être montré aveuglé par la vanité, l'avidité et l'amour-propre, que d'avoir, comme il l'a reconnu lui-même avec peut-être un peu trop de complaisance, manqué de cette âpreté d'ambition personnelle qui soutient les hommes d'action dans la poursuite des honneurs, de la fortune et du pouvoir. Il dédaigna, avec sans doute trop d'orgueil, de s'accrocher aux places de gouvernement. Il fut, en outre, gêné par une certaine maladresse à flatter, à intriguer, à s'insinuer, à faire sa cour aux gens en faveur, par un certain manque de souplesse à supporter les affronts, par une certaine sauvagerie instinctive, une certaine raideur presque timide en public qui l'empêchait d'être tout à fait lui-même hors d'un cercle fermé et confiant d'amis simples et sûrs, par une certaine inquiétude de goûts que, dans son embarras, il a lui-même plus tard affecté de grossir et de systématiser.

Quelques-uns de ces traits de caractère sont dus, sans doute, à la nervosité, à la susceptibilité excessive de son tempérament de poète, à l'orgueil trop ombrageux que ses succès littéraires avaient développés chez lui et à la blessure que les mauvais procédés de ses rivaux politiques avaient causée à son amour-propre.

Mais les autres, pour la plupart, sont seulement le fait d'une âme haute, délicate, trop scrupuleuse, trop désintéressée, trop noblement dédaigneuse des avantages de la fortune, trop avide de grandeur pour se plaire dans les intrigues.

Si Chateaubriand politique échoua, c'est sans doute à cause de ses faiblesses, mais c'est aussi et peut-être surtout parce que ses rivaux, ses adversaires, les hommes qui formaient l'état-major des cadres politiques de l'époque n'eurent ni assez de grandeur, ni assez de noblesse pour le comprendre et pour le seconder au lieu de le jalouser et le combattre.

A mesure que nous entrons dans le détail de cette carrière, l'aventure change d'aspect.

Le problème de l'opposition entre l'homme de lettres et l'homme politique apparaît, en face du cas particulier de Chateaubriand, trop simpliste, un peu factice et peut-être insoluble.

Mais, à la place, nous voyons se dessiner un drame particulier, très complexe mais très émouvant, celui d'un grand esprit très lucide et d'un beau caractère à la fois très noble et trop inquiet, plus que personne avide des satisfactions d'amour-propre et plus que personne aussi convaincu de leur vanité, sans cesse aux prises avec la jalousie et sans cesse préoccupé d'organiser sa vie.

Pour faire revivre, pour faire saisir dans toute sa puissante variété ce drame émouvant, je m'en suis tenu à considérer la carrière politique de Chateaubriand entre 1814 et 1830, pendant les seize ans seulement au cours desquels il a joué, il a été à même de jouer un rôle effectif. Auparavant, pendant l'émigration, puis sous l'Empire, ses principes royalistes lui interdisaient l'accès du pouvoir. Il serait vain de chercher à déterminer dans quelle mesure, en outre de sa volonté et des circonstances, ce fut son tempérament qui, pendant cette époque, le tint écarté des affaires. Du reste, Albert Cassagne a consacré à cette période de sa vie un ouvrage sérieux paru en 1911, qui pourrait sans doute être complété, mais qu'il n'y a pas lieu de refaire. Je me contenterai de rappeler au début de mon ouvrage les faits principaux de la vie de Chateaubriand jusqu'en 1814.

Après 1830, c'est volontairement encore que Chateaubriand rentre dans la retraite à la chute des Bourbons. Il continuera sans doute à exercer jusqu'à la fin une grande influence sur les idées des générations nouvelles. J'étudierai peut-être un jour cette période de sa vie. Mais après la déception profonde d'avoir vu s'écrouler le régime qu'il avait tant travaillé à établir, il n'est plus tout à fait lui-même. Du reste, à cette date, sa carrière proprement politique est finie.

Je signale, pour terminer, qu'il est faux de juger le Chateau-

briand de la Restauration d'après le Chateaubriand des dernières années tel qu'il apparaît dans ses *Mémoires*. En effet, Chateaubriand déçu et vaincu a tendance à affecter l'attitude d'un homme qui, non seulement ne tient plus, mais n'a jamais tenu à rien. Les lettres qu'il écrivait sur le moment, dans le feu de l'action, ont un tout autre ton et possèdent une valeur documentaire autrement considérable. Pour bien le juger il faut le replacer dans le cadre de l'époque ; il faut suivre pas à pas les négociations, les intrigues auxquelles il a été mêlé ; il faut se représenter sous son vrai jour la situation respective des partis et des hommes.

Je demande seulement à mes lecteurs de la patience, car les questions de doctrine politique sont de tous temps complexes et ne se résument pas dans le film papillotant d'une vie romancée.

LA CARRIÈRE POLITIQUE DE CHATEAUBRIAND

(DE 1814 A 1830)

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE RESTAURATION. — LES CENT-JOURS

En 1814, Chateaubriand avait quarante-cinq ans. Au moment où l'Empire allait s'écrouler, tandis que les armées coalisées, après la bataille de Leipzig, franchissaient le Rhin, tandis que Napoléon, à bout de ressources, livrait coup sur coup les derniers combats de la campagne de France, seul avec sa femme, dans la petite propriété de la Vallée-aux-Loups qu'il possédait à côté de Sceaux, hanté de projets confus, il préparait un pamphlet, une sorte de réquisitoire qui, au jour de plus en plus inévitable de la chute du régime, devrait, pensait-il, décider l'opinion encore hésitante, exercer sur les événements une influence définitive, et peut-être lui ouvrir à lui-même les voies du pouvoir.

Paradoxe prétention, pense-t-on généralement. Car Chateaubriand, pour le grand public, c'est René, c'est l'auteur d'*Atala*, des *Martyrs*, du *Dernier Abencérage*, c'est le voyageur, l'amoureux, le dilettante, l'homme de lettres enfin.

Mais à côté, derrière, peut-être même avant l'homme de lettres, un autre homme existait déjà en lui dont il nous faut d'abord considérer quelle avait été la formation.

Un trait, pourtant essentiel, du caractère de Chateaubriand a été, le plus souvent, négligé de façon complète, le goût de l'histoire. Dès ses premières années de jeunesse, il avait été doué d'une puissante imagination historique, qu'il nourrit toujours de lectures étendues et qui fut le fond de toutes ses rêveries et de toutes ses méditations.

Sans doute, quand jeune officier de vingt ans, débarqué de Com-

bourg à Versailles tout plein encore des songes frémissants qui avaient absorbé son adolescence solitaire, il avait fait connaissance avec la brillante société des dernières années de l'ancien régime, il était, dit-il, ravi « d'espérance et de crainte » le jour où, pour la première fois, il arrivait à faire insérer une idylle dans l'*Almanach des Muses*. Mais, dès ses premiers contacts avec le monde, la société des gens de lettres lui avait fait horreur, et dans son *Essai sur les révolutions*, il a tracé de ceux qu'il avait pu fréquenter un portrait des plus sévères. Au contraire, sauvage, timide, occupant d'énormes et sérieuses études ses nombreux loisirs solitaires, il était, dit-il, « trop plein de ses lectures » pour ne pas comparer sans cesse aux scènes du passé les spectacles auxquels il assistait, tellement même que le jour où, présenté à la cour, il fut pour la première fois invité à la chasse du roi, « mon imagination, dit-il curieusement, prit cette chasse historiquement et je me sentis à l'aise (1). »

En outre, ses lectures l'entraînaient à des rêves immenses d'aventures mêlés de curiosités politiques. C'est ainsi qu'il s'était décidé en 1791 à entreprendre son voyage d'Amérique, soi-disant pour découvrir le passage du Nord-Ouest, en réalité parce que, dans le désarroi des débuts de la Révolution, il subissait, comme tous les contemporains, le prestige de la jeune République du Nouveau Monde et s'imaginait aller trouver chez elle des leçons de philosophie politique.

Sans doute, quand quelques mois plus tard il était rentré en France pour émigrer, il rapportait surtout dans ses bagages, avec les premières esquisses de son étrange épopée des *Natchez*, une foule d'émotions confuses au milieu desquelles les images d'*Atala* et de *René* commençaient à se dessiner ; mais le cadre de l'épopée elle-même était chargé d'histoire, puisqu'il y évoquait la conquête du Mexique par les Espagnols. Et probablement aussi avait-il déjà pris quelque conscience des préoccupations politiques qui devaient tant l'absorber plus tard. Car, une fois revenu en Europe, quand, après sa brève campagne à l'armée des princes, blessé, malade, sans ressources, il s'était réfugié en Angleterre, c'est l'histoire et la politique qui, pendant plusieurs années, l'avaient occupé principalement. Il avait commencé la composition de son *Essai sur les révolutions*, le premier livre qu'il devait publier, l'énorme ouvrage où, pendant plusieurs années il avait versé pêle-mêle le fruit de ses lectures, de ses observations d'émigré et de voyageur et de ses réflexions de penseur encore novice.

(1) *M. O.-T.*, I, 208.

S'il n'avait pas pour cela abandonné la poésie, les rêves, les effusions lyriques de toutes sortes ; s'il avait poursuivi l'exploitation et la mise en œuvre de la mine de Natchez ; puis, si, après la crise morale qui, dans sa solitude d'exilé, sous l'influence d'un groupe d'émigrés de ses amis l'avait ramené à la religion, il avait commencé, à partir de 1798, la composition du *Génie du Christianisme*, le livre qui devait brusquement lui assurer le succès et la gloire, là non plus pourtant l'intention, le souci politique ne l'avaient pas quitté. Le *Génie du Christianisme*, il ne le cachait pas, avait bien à ses yeux un but, une utilité politique, celle de ramener, avec le goût des anciennes traditions religieuses, les principes et les mœurs de la France d'autrefois.

En le publiant au moment où, après les dix ans de révolution, la société se réorganisait, et où Bonaparte se présentait comme le pacificateur, le restaurateur de la France, il n'avait pas caché qu'il s'offrait à collaborer avec le Premier Consul. Et c'est dans ces intentions que, rentré en France et rayé de la liste des émigrés, il avait sollicité et obtenu en 1803 le poste de secrétaire d'ambassade à Rome.

Si quelques mois plus tard, le 14 mars 1804, au moment où Napoléon, en assassinant le duc d'Enghien, avait révélé de façon éclatante que les espoirs fondés sur lui par les royalistes étaient illusoires, il avait démissionné et abandonné brusquement du jour au lendemain sa carrière à peine commencée ; si, pendant les dix années qui avaient suivi, les dix grandes années de sa production littéraire, celles où il a écrit les *Martyrs*, l'*Abencérage*, l'*Itinéraire*, *Moïse*, celles où il a commencé ses *Mémoires*, il s'était retiré dans une sorte de retraite coupée seulement de quelques mois de voyage en Orient ; pourtant, sous cette apparente tranquillité il était resté ardemment, passionnément mêlé au mouvement des idées et des événements. Même au milieu du silence sans cesse plus absolu que Napoléon imposait à toute opposition, voire à toute presse quelle qu'elle fût, il avait résisté presque seul.

Ses ouvrages, les plus purement littéraires, révélaient pour ses contemporains une allure et des intentions politiques.

Les *Martyrs*, sous le voile de la fiction, dissimulaient à peine des attaques passionnées contre le système d'oppression impériale, contre l'école athée des philosophes révolutionnaires ; Galérius, pour les initiés, avait plus d'un trait de caractère du ministre de la police Fouché, et Dioclétien représentait Napoléon lui-même.

Dans l'*Itinéraire*, en peignant les ruines accumulées par le gouvernement des Turcs, c'est indirectement l'absolutisme sous toutes ses formes qu'il avait combattu, tandis que l'*Abencérage*, à travers les aventures de Blanca, de Lautrec, et d'Aben-Hamet, devait évoquer,

toujours par opposition avec l'abaissement des mœurs contemporaines, la noblesse et la grâce de l'antique honneur chevaleresque.

Surtout il était devenu directeur du *Mercur*, la revue où il avait groupé un certain nombre d'écrivains de tendance plus ou moins ouvertement royaliste, et où il avait osé écrire, dans son célèbre article du 4 juillet 1807, la phrase fameuse : « Lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît chargé de la vengeance des peuples ; *c'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'Empire.* »

Et enfin, en 1811, dans le discours qu'il avait préparé pour sa réception à l'Académie, il avait pris la défense de la liberté et il avait attaqué les régicides avec une vivacité qui devait exaspérer tous les anciens révolutionnaires devenus hauts fonctionnaires de l'Empire.

Ses attaques n'étaient pas passées inaperçues, bien au contraire. Napoléon lui avait répondu par des violences, des menaces, sans compter des tracasseries de toutes sortes. Non seulement il avait supprimé son *Mercur* en 1807, il avait interdit son discours de réception en 1811, il l'avait mis lui-même en 1812 sous la surveillance de la police ; mais à la publication de chacun de ses ouvrages il avait provoqué toutes sortes de taquineries de la censure, il avait soutenu, il avait encouragé les campagnes, les critiques, les attaques des écrivains officiels, de tout ce parti des philosophes révolutionnaires ralliés sans doute par prudence et par intérêt au despotisme impérial, mais d'autant plus acharnés à combattre et à vilipender tout ce qui pouvait représenter l'indépendance réactionnaire et catholique, si bien que, vers la fin de l'Empire, Chateaubriand avait acquis un grand prestige dans les milieux royalistes, dans ces groupes réduits au silence, mais nombreux encore qui, sans espoirs précis, attendaient un changement ; car, a dit Villemain (1), « il était l'image d'une protestation vivante contre l'abus de la dictature et l'oppression de la pensée. »

Sans doute il n'avait jamais eu encore l'occasion de se montrer dans un rôle vraiment actif. Sans doute les rêves de poésie et d'amour dans lesquels il avait dépensé ses besoins d'aventure et de grandeur l'avaient absorbé. Sans doute son manque de patience et son dédain de l'argent lui avaient donné des habitudes un peu bohèmes dont il ne devait jamais se défaire complètement. Par moments, embarrassé au milieu des difficultés matérielles dont la suppression du *Mercur*, dont l'étouffement de ses ouvrages par la police l'accablaient, dégoûté de la littérature par la bassesse des

(1) *La Tribune moderne*, p. 191

gens de lettres officiels, mis en défiance sur sa propre valeur par l'acharnement des critiques, doutant davantage de lui-même à mesure que les années passaient et que le régime impérial semblait s'affermir, il avait traversé des crises de découragement et de dégoût.

Tantôt il s'était lamenté, car, disait-il (1), « bien que je n'aie pas de sujet positif de chagrin, l'incertitude de mon avenir me trouble, et je voudrais, s'il était possible, sortir de cette position qui ne m'assure jamais de lendemain. »

Tantôt, au contraire, il avait mis une sorte d'affectation à ne rien désirer de plus, à se montrer heureux de sa retraite. Il avait écrit un jour (2) : « Si j'étais riche, il est bien clair que mon rôle serait fini dans la vie et que je deviendrais un gentleman farmer dans toute la force du mot. J'ai en horreur les livres, la gloriole et toutes les sottises du monde. » Et un peu plus tard il avait ajouté (3) : « Dans l'entière liberté d'âme dont je jouis, je n'aspire qu'à la solitude et au repos. Le reste me fatigue. A mon âge, il faut être dans un lieu retiré d'où l'on puisse voir s'envoler les années, et non pas dans un tourbillon où le temps s'enfuit sans que vous puissiez le regarder venir. La passion qui a succédé aux autres dans mon cœur c'est celle de mon jardin ; il faut bien, quand on est vieux, radoter de quelque chose ; mes petits arbres font mes délices. »

Mais ces crises de découragement comme ces protestations de dédain de l'ambition étaient peut-être seulement le fait d'une âme à la fois noble, avide de succès, et consciente de sa valeur, luttant avec elle-même.

Cet homme, en effet, dont les débuts, pendant la crise révolutionnaire, avaient été si pénibles, après avoir connu depuis la publication du *Génie du Christianisme* les plus éclatants succès et les tentations de toutes sortes, était resté dans la vie familière très simple et très digne. Non seulement parmi toutes les admiratrices qui s'étaient offertes à lui il avait su se faire des amies fidèles et distinguées, depuis Mmes de Beaumont et de Custine jusqu'à Mme de Duras, dont l'appui devait plus tard lui être si précieux et au sujet de laquelle il écrivait dans ses *Mémoires* : « La chaleur de l'âme, la noblesse du caractère, l'élévation de l'esprit, la générosité du sentiment en faisaient une femme supérieure » ; non seulement il avait su en même temps conserver l'affection passionnée de sa femme et, malgré les difficultés d'une union par bien des côtés mal assortie, se montrer avec elle, dans la vie commune, si affectueux, que le philosophe

(1) Lettre à Mme de Duras, 27 janvier 1811.

(2) Lettre à Mme de Duras, 29 mars 1810. — *Corr. gén.*, I, 348.

(3) *Id.*, 1^{er} février 1812. — *Corr. gén.*, II, 367.

Joubert pouvait écrire un jour en parlant d'eux : « Ce sont deux aimables enfants » ; non seulement en même temps, avec Joubert lui-même, Fontanes, quelques autres, les uns célèbres, les autres simples amateurs comme l'Anglais Frisell, ou bien opposants fanatiques comme l'ardent Clausel de Coussergue, il avait su se créer, dans les milieux les plus divers, des amis tous distingués ; mais son opposition à l'Empire était toujours restée digne et lucide.

Il avait bien vu d'ailleurs un Fontanes, un Pasquier, un Molé, simples hommes de lettres comme lui, à l'origine, et qui ne le valaient pas, arriver sans effort aux principales charges politiques, simplement parce qu'ils n'avaient pas eu les mêmes scrupules que lui à se rallier à Napoléon.

Peut-être un régime nouveau, en le délivrant de son attitude d'opposant, en lui ouvrant une carrière nouvelle, allait-il lui révéler à lui-même les dons et les goûts d'un véritable chef politique.

On ne pouvait encore le deviner ; lui-même sans doute ne savait pas. Plus que bien d'autres pourtant il avait le droit d'y rêver au moment où dans sa retraite il griffonnait les premiers brouillons de *Buonaparte et les Bourbons*.

Mais les circonstances tout d'abord n'allaient pas lui être favorables.



Ce devait être en effet une étrange aventure que la Restauration des Bourbons. Un mois ou cinq semaines avant le jour où, le 12 avril, le comte d'Artois, lieutenant général du royaume, allait au milieu des acclamations faire son entrée solennelle à Paris, et coucher aux Tuileries, nul, en France ni en Europe, n'aurait cru à un si brusque ni si facile changement de régime.

Les historiens sur ce point sont unanimes. Les souverains alliés, en franchissant le Rhin avec leurs armées, voulaient seulement imposer à la France un traité qui rendrait définitivement impossible le retour des guerres désastreuses dont la Révolution et l'Empire avaient depuis plus de vingt ans ensanglanté l'Europe.

En février encore ils négociaient avec Napoléon lui-même au congrès de Châtillon. Jugeant les prétentions de celui-ci excessives, ils avaient envisagé diverses solutions, soit la transmission du trône impérial au roi de Rome avec une régence de Marie-Louise, soit l'élection de Bernadotte ou de quelque autre maréchal de l'Empire, soit encore l'établissement d'une République.

Ils avaient bien autorisé aussi les princes de la Maison de Bourbon à rentrer en France à la suite de leurs armées, et le comte d'Artois attendait les événements à Nancy tandis que le duc d'Angoulême errait dans le Sud-Ouest à la suite de l'armée anglaise. Mais les princes étaient seulement tolérés, sans que nul dans l'état-major des coalisés leur manifestât la moindre faveur ou cherchât si peu que ce fût à leur faciliter la tâche. Leurs partisans, traqués par la police impériale, étaient désorganisés et sans lien ; et, assure Vitrolles, agent royaliste venu dans le courant de mars tâter le terrain auprès de Metternich et de l'empereur d'Autriche, les souverains refusaient de s'intéresser à eux en prétendant qu'ils n'avaient, sur leur passage, depuis leur entrée en France, rencontré aucun mouvement royaliste sérieux.

En vain Vitrolles leur faisait-il remarquer que, tant que Napoléon ne serait pas définitivement vaincu, l'opinion n'oserait s'exprimer ; les souverains, qui obscurément souhaitaient l'affaiblissement de la France, redoutaient l'importance que le rétablissement des Bourbons devait lui rendre.

Ils ne se décidaient qu'en arrivant à Paris lorsque, l'opinion commençant à se détendre devant la défaite cette fois certaine de Napoléon, ils comprenaient qu'aucune des solutions envisagées jusque-là n'avait de chance de stabilité sérieuse, qu'avec elles le retour de Napoléon serait toujours à craindre, et que seuls les Bourbons, représentant une tradition et un principe, pouvaient avoir assez de force pour assurer l'essentiel, c'est-à-dire le rétablissement de la paix.

C'est bien ainsi, du reste, qu'à Paris même et bientôt dans toute la France l'opinion, d'abord hésitante, comprenait, elle aussi, les choses ; et quand on apprenait que pour assurer un plus rapide rétablissement de la paix les Alliés, et surtout l'empereur Alexandre de Russie, promettaient de ne pas abuser de leur victoire, de rendre à la France ses anciennes limites et d'évacuer aussitôt son territoire sans réclamer aucune contribution de guerre, un brusque enthousiasme, que nul n'aurait cru possible quelques semaines plus tôt, éclatait en faveur de ces Bourbons depuis si longtemps ignorés, qui, par le seul prestige de leur nom, apportaient tout à coup un terme imprévu aux maux de l'invasion et aux souffrances que vingt années de guerre de plus en plus dure avaient accumulées.

Seulement le plus curieux est que, dans cette ardeur de royalisme, tout le haut personnel impérial allait montrer un zèle inattendu ; et, devançant les royalistes encore désorganisés, c'est lui qui allait, à son profit, assurer le changement de régime.

Comprenant, en effet, que de toutes façons, par la force des choses,

le retour des Bourbons devenait inévitable, les hauts fonctionnaires de l'Empire s'étaient dit que, pour sauver leurs intérêts particuliers et tous les avantages que leur rang leur assurait sous le gouvernement tombé, mieux valait accueillir de bonne grâce les nouveaux maîtres, et, tandis qu'il en était temps encore, les accaparer. Sans attendre, le Sénat, composé par Napoléon de ceux qu'il croyait ses plus fidèles serviteurs, et d'un certain nombre de républicains, voire de régicides ralliés qu'il avait les uns et les autres couverts d'honneurs et d'argent, le Sénat proclamait la déchéance de l'Empereur et appelait les Bourbons au trône, cependant que les maréchaux, les uns après les autres, annonçaient leur adhésion au changement de régime, et que Talleyrand s'instituant de sa propre autorité chef du gouvernement provisoire, prenait la direction des négociations. Dans cette dernière voie les uns et les autres manifestaient même une ardeur presque cynique.

Profitant de ce que les princes n'étaient pas encore à Paris, ils avaient, dès les premiers jours, circonvenu Alexandre et ses alliés ; ils avaient préparé, sous le patronage de l'empereur de Russie assez désorienté, un projet de constitution par lequel, non seulement « Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi, était rappelé au trône », non seulement les grades de l'armée, les titres de la nouvelle noblesse étaient conservés, mais encore le Sénat impérial était déclaré héréditaire, maintenu en possession de toutes les dotations dont Napoléon l'avait enrichi, cependant que l'ancien Corps législatif, sans élections nouvelles, devenait la Chambre des députés du nouveau régime. L'avidité des sénateurs s'était même étalée avec tant d'impudence qu'à Paris, dans la presse et dans les rues, des protestations éclataient aussitôt (1).

Louis XVIII sans doute, en arrivant en France, allait faire des restrictions. Il réservait l'essentiel, c'est-à-dire son droit au trône non en vertu du vote du Sénat, mais en vertu de sa naissance ; il refusait sa sanction à quelques-unes des plus exorbitantes prétentions des sénateurs. Mais pour le reste, dans la déclaration qu'il publiait à Saint-Ouen, dans la Charte qu'il proclamait, il restait en partie prisonnier de ce qui avait été fait avant son retour par le gouvernement provisoire avec l'appui d'Alexandre. Il maintenait les sénateurs impériaux, en leur reconnaissant l'hérédité de leur titre, dans la Chambre des pairs qu'il créait. Enfin il acceptait que, sans élections nouvelles, le corps législatif impérial formât la première Chambre des députés de la monarchie restaurée.

Cette série de mesures, la dernière surtout, allaient, dès les mois sui-

(1) Voir en particulier la brochure de Bergasse.

vants, entraîner des conséquences graves. Les princes, rentrés à l'improviste, après plus de vingt ans d'exil et d'isolement, après tant de bouleversements, ramenaient de vieux courtisans, de fidèles serviteurs ; mais autour d'eux manquaient, par la force des choses, les hommes politiques au courant des vœux et des besoins du pays ; ils étaient sans indications précises pour savoir sur qui s'appuyer et dans quel sens agir.

Des élections faites, aussitôt après leur retour, auraient permis un classement des idées, auraient permis à un certain nombre d'hommes nouveaux et populaires d'apparaître dans les rangs royalistes, à un certain nombre de ces provinciaux traditionalistes qui, pendant l'Empire, instruits par les épreuves s'étaient lentement mûris, de se révéler à eux-mêmes.

Au lieu de cela, il allait falloir préparer l'organisation du régime nouveau avec, pour seul appui dans les deux assemblées, une foule d'anciens révolutionnaires plus ou moins repentis, de fonctionnaires impériaux inquiets de leur situation, au milieu desquels surgissaient quelques constitutionnels de 1789 plus ou moins disciples de l'école philosophique du dix-huitième siècle et vieilliss depuis vingt-cinq ans dans leurs anciennes chimères de théoriciens.

Sans doute parmi ceux-ci un certain nombre étaient restés ou étaient lentement redevenus des royalistes de raison, mais il leur manquait cette ferveur de respect pour la famille royale, cette chaleur d'amour et d'enthousiasme pour tout ce que représente la tradition et l'institution monarchiques sans lesquelles le royalisme est un système froid et sans vie. Et pour commencer, on composait un ministère dans lequel, à côté du duc de Blacas, vieux courtisan chargé du ministère de la Maison du roi, c'est-à-dire d'un portefeuille non politique, l'abbé de Montesquiou, ancien président de la Constituante, vieux faiseur inlassable de constitutions nouvelles, allait, comme ministre de l'Intérieur, être chargé de représenter l'élément royaliste avec Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, cependant que le baron Louis, Beugnot, Malouet, etc., tous anciens fonctionnaires de l'Empire, détenaient les autres portefeuilles.

Ceux-ci, bien entendu, maintenaient dans leurs administrations, à tous les échelons de la hiérarchie, le personnel impérial auquel ils adjoignaient quelques constitutionnels, en faisant valoir l'expérience des affaires que les uns et les autres possédaient. (Chateaubriand écrira plus tard dans *la Monarchie selon la Charte* : « Quand on allait se plaindre d'un mauvais choix ou en proposer un bon, on répondait : « Nous irions partout chercher un bonapartiste habile s'il voulait « être employé »). C'est ainsi, en particulier, que

l'abbé de Montesquiou prenait pour conseiller, avec le titre de « directeur de la librairie », un universitaire, Royer-Collard, sorte de métaphysicien politique, royaliste de raison, mais constitutionnel avant tout. C'est ainsi qu'il choisissait pour secrétaire général de son ministère, un autre universitaire, un jeune protestant, Guizot, lui aussi royaliste de théorie mais dont toutes les relations, toutes les sympathies, allaient au groupe des idéologues de l'école philosophique révolutionnaire et qui s'empressait de maintenir en fonction tous les préfets de Napoléon (1).

Pour récompenser et pourvoir les royalistes fidèles, les vieux émigrés rentrés à la suite des princes ou demeurés à l'écart pendant l'Empire, il ne restait que des charges de cour, des sinécures parfois inutiles ou des titres militaires de parade. On en abusait imprudemment et bien souvent à la légère sans avoir l'excuse de renforcer par là le régime nouveau puisque tous les postes d'où il était possible d'exercer une action effective sur le gouvernement, restaient aux mains des hommes de la Révolution et de l'Empire.

Cependant, dans les Chambres, les anciens muets de Napoléon chargés à l'improviste de devenir les fondateurs d'une libre constitution royaliste, partagés entre le désir d'exagérer leur zèle libéral pour se faire, maintenant qu'il n'y avait plus de danger, pardonner leur long silence, et la crainte de compromettre leur situation personnelle s'ils ouvraient trop largement la porte aux libertés, discutant les lois fondamentales qui devaient compléter la Charte (les lois sur le régime électoral et sur la presse en particulier), hésitaient, sans plan général. En même temps, pour faire du zèle toujours, on multipliait les mesures en faveur du clergé comme cette ordonnance sur

(1) Voir POTHAS : *Guizot pendant la Restauration*, p. 15 et 16. M. Pouthas, dans l'ouvrage si documenté qu'il a consacré à Guizot pendant la Restauration, constate, d'après une étude minutieuse du *Moniteur* et du *Dictionnaire des Préfets*, que de mai 1814 à mars 1815, tant que Guizot resta secrétaire général de l'Intérieur, sept anciens émigrés seulement, plus deux autres royalistes déclarés furent nommés préfets. Toutes les autres préfectures furent réservées aux anciens fonctionnaires de l'Empire. M. Pouthas ajoute lui-même : « A partir du mois de septembre, quand l'influence de Guizot s'est affermie sur son ministre, plus une seule nomination de royalistes extrêmes. »

M. Pouthas a pensé rendre service à la mémoire de Guizot en insistant sur la façon dont celui-ci maintenait en fonctions le personnel impérial. Mais par là même aussi il a lavé la première Restauration du reproche que, pour excuser les Cent-Jours, lui ont fait, depuis cent ans, les historiens de gauche : celui d'avoir réservé toutes les places aux émigrés. En outre, il justifie la révolte des ultras après les Cent-Jours. Nous verrons en effet qu'un des grands arguments de ceux-ci pour exiger une épuration complète en 1815 et 1816, sera de dire que si le retour de Napoléon avait été possible, c'est que l'empereur avait rencontré, pour lui ouvrir la route, des partisans dans toutes les préfectures. Chateaubriand, en particulier, insistera longuement sur ce point dans *la Monarchie selon la Charte*.

la célébration du dimanche par laquelle Beugnot, pris d'un fanatisme religieux imprévu, prétendait fermer ce jour-là toutes les boutiques.

Aussi, au bout de quelques mois, l'enthousiasme qui avait accueilli les Bourbons tombait-il. Bien que la paix eût été obtenue ; bien que Napoléon fût exilé ; bien que les Alliés eussent évacué la France sans réclamer ni indemnité ni restitution d'aucune sorte ; bien que, selon la promesse faite, les grades de l'armée et les titres de la noblesse eussent été maintenus, tout le monde était mécontent.

Les royalistes, ceux qui avaient souffert en France ou en exil, déçus de se voir écartés et presque oubliés, exaspérés de voir dans toute la France les anciens bonapartistes transformés du jour au lendemain en fidèles serviteurs du roi faire maintenant, au nom des Bourbons, la leçon à ceux que quelques mois plus tôt ils surveillaient, espionnaient, et jetaient en prison, pour le compte de l'Empereur, inquiets de voir à la Chambre les anciens faiseurs de constitutions révolutionnaires recommencer une fois de plus leur jeu dans lequel cette fois la Restauration allait se trouver compromise, les royalistes déçus et mécontents exhalaient dans la presse, dans les salons et dans les cafés, avec une amertume sans cesse plus vive, leurs plaintes et leurs protestations, et commençaient, au milieu de leur désarroi, à rendre la Charte responsable de leurs mécomptes.

Les bonapartistes, de leur côté, pour défendre la situation paradoxale et inespérée qui leur était faite, se déclaraient outragés par les attaques des royalistes et, protestant de leur patriotisme, faisaient sonner leur expérience des affaires, se plaignaient de l'abus des charges de cour, du réveil des anciens usages qui, disaient-ils pour faire peur, annonçaient un retour aux privilèges d'ancien régime et préparaient la reprise des biens nationaux ; cependant que les militaires, à plus juste titre, se montraient scandalisés de la façon dont étaient organisés les corps de parade de la maison du roi, et dont les titres militaires étaient distribués.

Il était nécessaire de poser tout d'abord ces traits principaux pour permettre de faire comprendre et de faire apprécier l'attitude et le rôle de Chateaubriand au moment où il allait être brusquement jeté en pleine carrière politique. La façon dont le changement de gouvernement s'opérait, dont, dès les premiers jours, le personnel impérial accaparait le régime nouveau allait en effet lui couper l'herbe sous le pied.

*
* * *

Nous savons que pendant les derniers mois de l'Empire, Chateaubriand avait travaillé à une sorte de réquisitoire. Il pensait, dit-il dans ses *Mémoires*, qu'une insurrection nationale se produirait au dernier moment, et, ajoutait-il (1), « je préparais ma brochure comme un remède lorsque le moment de l'anarchie viendrait à éclater. »

Pour pouvoir suivre les événements de plus près il avait loué rue de Rivoli un appartement où chaque jour ses amis venaient aux nouvelles : le philosophe Joubert, quelques notables royalistes, la duchesse de Lévis, la marquise de Montcalm, sœur du duc de Richelieu, le vieil ami de Mme de Chateaubriand, Clausel de Coussergue et même quelquefois Fontanes, le poète, devenu grand maître de l'Université impériale, qui jugeait prudent de se ménager des alliés pour l'avenir, ou les frères Bertin, les directeurs du *Journal des Débats* que la censure avait particulièrement gênés. (Elle leur avait même imposé de changer le nom de leur journal pour l'appeler *Journal de l'Empire*).

Chateaubriand et sa femme, l'un dans ses *Mémoires*, l'autre dans son *Cahier Rouge*, nous ont raconté les angoisses qu'ils avaient traversées pendant ces dernières semaines de l'Empire.

La police veillait toujours ; au cas d'un retour de fortune, possible jusqu'au dernier moment, toute apparence de complot aurait été impitoyablement punie. Chateaubriand avait été obligé de prendre toutes sortes de précautions pour travailler à son pamphlet, couchant avec son manuscrit sous son oreiller, l'emportant ou le confiant à sa femme chaque fois qu'il sortait. Il lui avait bien fallu tout de même se mettre en rapport avec un éditeur ; mais celui-ci, par peur de se compromettre, interrompait la composition à chaque nouvelle favorable à Napoléon. Si bien que le 31 mars, le jour où les armées alliées, définitivement victorieuses, avaient fait leur entrée à Paris, et où les négociations pour un changement de régime avaient commencé ouvertement, la publication n'était pas encore prête.

Chateaubriand, pour prendre date cependant, s'était hâté au moins de l'annoncer en faisant coller sur les murs une affiche ainsi conçue :

(1) *M. O.-T.*, III, 377.

« *De Buonaparte et des Bourbons*, et de la nécessité de se rallier à nos
« princes légitimes pour le bonheur de la France et celui de l'Europe,
« par Fr.-Aug. DE CHATEAUBRIAND, auteur du *Génie du Christianisme*.
« Cet ouvrage paraîtra demain ou après-demain au plus tard chez
« Mame et chez les marchands de nouveautés, 31 mars 1814. »

Puis, tandis que de jeunes royalistes après avoir, pour éveiller un mouvement d'enthousiasme populaire, parcouru les rues avec une cocarde blanche au chapeau, venaient en délégation tenter de persuader l'empereur de Russie de la nécessité d'accepter le retour des Bourbons, il s'était joint aux négociateurs. Il avait, il semble bien, assisté à une réunion tenue le 31 au soir à l'hôtel de Mortefontaine, et au cours de laquelle MM. de La Rochefoucauld, Fitz-James, de Crusol, etc., après leur manifestation de la journée s'étaient mis d'accord pour rédiger une adresse à l'empereur de Russie; et, avec quatre d'entre eux, il était allé, si on en croit Bourrienne et Pasquier, porter cette adresse à l'hôtel de Talleyrand où déjà Alexandre était descendu (1).

Il était retourné après cela s'occuper de sa brochure. Les jours suivants, modifiant légèrement sa conclusion pour l'adapter aux événements nouveaux, il avait hâté le plus possible l'impression. Enfin, le 3 ou le 4 avril, les premiers exemplaires avaient été prêts à paraître (2) et dans son numéro du 4 avril le *Journal des Débats*, qui avait repris son ancien titre depuis le 31 mars, avait annoncé l'ouvrage au public en publiant un long extrait.

Sans doute Chateaubriand arrivait un peu tard. Déjà Talleyrand, qui avait su persuader à l'empereur de Russie de loger chez lui, avait, en qualité de vice-président du Sénat et de Grand Électeur, pris de sa propre autorité l'initiative de former un gouvernement provisoire dont il s'était adjudgé la présidence en s'adjoignant pour collègues quelques-uns de ses clients : le duc de Dalberg, le comte de Jaucourt, le général de Beurnonville et l'abbé de Montesquiou. Déjà, le 3 avril, le Sénat s'était hâté de proclamer la déchéance de Napoléon. Déjà diverses publications paraissaient de côté et d'autre.

Certains en ont profité pour discuter l'importance du rôle joué par la publication de *Buonaparte et les Bourbons*; et ils se sont moqués quand plus tard, dans ses *Mémoires*, Chateaubriand aura fait dire à Louis XVIII que cette brochure « lui avait plus profité qu'une armée de cent mille hommes ».

(1) Voir PASQUER, II, 266. BOURRIENNE, X, 30.

(2) Voir CASSAGNE, *Vie pol. de Fr. de Chat.*, p. 395. — Ch. DE LOMÉNIE, *Trois années de la vie pol. de Chat.*

Bien entendu, comme pour la plupart des mots historiques, l'exactitude de ce mot prêté à Louis XVIII est incontrôlable (1). Mais l'influence de la brochure de Chateaubriand n'en reste pas moins considérable.

Si en effet le Sénat avait prononcé déjà la déchéance de Napoléon, l'autorité du Sénat lui-même était à ce moment des plus discutée. Et d'ailleurs rien n'était encore fixé quant au rappel des Bourbons. Ni les sénateurs ni le gouvernement provisoire n'avaient pris parti ; les manifestations royalistes de Paris, celles, plus nettes, de Bordeaux, étaient encore trop isolées, et même, à Paris, trop maigres pour signifier rien de définitif. Napoléon enfin était encore à Fontainebleau avec sa garde, le maréchal Soult avec une armée à Toulouse. Or, il était bien certain que les vieux révolutionnaires du gouvernement provisoire et du Sénat ne devaient se convertir tout à fait les jours suivants qu'en se sentant forcés par l'opinion. C'était donc l'opinion, hésitante encore, affolée par tant de bouleversements imprévus, qu'il fallait convaincre, soutenir, encourager, en lui apportant d'une part des arguments contre Napoléon, en lui faisant aussi connaître les Bourbons. La presse avait là un rôle essentiel à jouer. Or, ce qui est certain, c'est que parmi les proclamations, les brochures, les articles de journaux, qui parurent coup sur coup dans les premiers jours d'avril, l'œuvre de Chateaubriand fut de beaucoup la plus forte.

Sans doute elle contenait des exagérations trop voyantes et des violences injustes. Non seulement Chateaubriand accusait Napoléon de n'être pas Français ; il lui déniait presque jusqu'au génie militaire en lui reprochant de ne savoir gagner des batailles qu'à coup d'hécatombes formidables, de ne pas savoir disputer patiemment le terrain à l'adversaire, d'ignorer la science des habiles retraites ; il lui déniait tout talent d'administrateur ; il refusait de lui attribuer les perfectionnements de l'industrie et les progrès de l'agriculture, « dus, dit-il, au partage des grandes propriétés, à l'abolition de quelques droits féodaux et à plusieurs autres causes produites par la Révolution ; » il lui refusait toute grandeur d'âme et même tout bon sens, et il écrivait : « Buonaparte est un faux grand homme, la magnanimité qui fait les héros et les véritables rois lui manque... L'imagination le domine et la raison ne le règle point. Ses desseins ne sont point le fruit de quelque chose de profond et de réfléchi, mais l'effet d'un mouvement subit et d'une résolution soudaine. Il a quelque chose de l'histriion et du comédien. »

(1) Voir CASSAGNE, *Vie pol. de Chat.*, p. 405.

Quand ensuite il passait aux Bourbons, les éloges qu'il faisait d'eux manquaient un peu d'éclat ; surtout la conception qu'il présentait des formes de gouvernement royal était, par la force des choses, un peu vague : « le roi, disait-il, c'est un chef dont la puissance paternelle est réglée par des institutions, tempérée par les mœurs, adoucie et rendue excellente par le temps comme un vin généreux né de la terre de la patrie et mûri par le soleil de la France. »

Il est vrai que pour la violence des injures, pour la banalité des éloges, les adresses, les brochures contemporaines allaient en général beaucoup plus loin ; tel par exemple le décret de déchéance du Sénat ou, mieux encore, la proclamation du conseil municipal de Paris, qui déclarait entre autres que les soldats étaient morts « immolés (par Napoléon) à la démence de laisser après lui le souvenir du plus épouvantable oppresseur qui ait jamais pesé sur l'espèce humaine ». Et par contre, certains des tableaux de Chateaubriand avaient une grandeur, une couleur et aussi une vérité saisissantes qu'on ne trouve pas ailleurs dans les pompeuses et viles publications de l'époque, tel, par exemple son tableau, des désastres causés par la conscription, au cours de laquelle il écrivait : « Les générations de la France étaient « mises en coupe réglée comme les arbres d'une forêt : chaque année « 80 000 jeunes gens étaient abattus. Mais ce n'était là que la « coupe régulière... On avait fini par prendre sans compter : l'âge « légal, les qualités requises pour mourir sur un champ de bataille « n'étaient plus considérées ; et l'inexorable loi montrait à cet égard « une merveilleuse indulgence ; on montait vers l'enfance, on descendait vers la vieillesse ; le réformé, le remplacé étaient repris. « Des colonnes mobiles parcouraient nos provinces comme en pays « ennemi pour enlever au peuple ses derniers enfants. »

Ou bien encore son tableau des folies auxquelles aboutissaient les excès de la censure : « Toute liberté expire, tout sentiment honorable, « toute pensée généreuse deviennent des conspirations contre l'État. « Si on parle de vertu on est suspect ; louer une belle action, c'est « une injure faite au prince, les mots changent d'acception ; un « peuple qui combat pour ses souverains légitimes est un peuple « rebelle ; un traître est un sujet fidèle ; la France entière devient « l'empire du mensonge : journaux, pamphlets, discours, prose et « vers, tout déguise la vérité. S'il a fait de la pluie on assure qu'il a « fait du soleil : si le tyran s'est promené au milieu d'un peuple « muet, il s'est avancé, dit-on, au milieu des acclamations de la foule. « Le but unique, c'est le prince : la morale consiste à se dévouer à ses « caprices, le devoir à le louer. »

Et ce trait enfin où l'on reconnaît une blessure personnelle : « Les

« gens de lettres étaient forcés, par des menaces, à célébrer le des-
« pote. Ils composaient, ils capitulaient sur le degré de la louange,
« heureux quand, au prix de quelques lieux communs sur la gloire
« des armes, ils avaient acheté le droit de dénoncer quelques crimes,
« de rappeler quelques vérités pressantes. »

Dans l'ensemble, toutes ces invectives paraissaient si justes que des bonapartistes sincères comme Mme de Rémusat, par exemple, au lieu d'être choqués, approuvaient.

Surtout les pages les plus nombreuses révélaient non seulement un pamphlétaire mais un historien véritable, un homme politique qui ne se contentait pas de voir les défauts du régime impérial, mais qui était de taille à opposer système à système.

Ses violences contre la tactique napoléonienne prennent plus de portée quand il les complétait par l'observation suivante : « Le chef-
« d'œuvre de l'art militaire, chez les peuples civilisés, est évidem-
« ment de défendre un grand pays avec une petite armée ; de laisser
« reposer plusieurs millions d'hommes derrière 60 ou 80 000 soldats ;
« de sorte que le laboureur qui cultive en paix son sillon, sait à
« peine qu'on se bat à quelques lieues de sa chaumière ; l'empire
« romain était gardé par 150 000 hommes et César n'avait que
« quelques légions à Pharsale. »

Et quand abordant les fautes de la politique de Napoléon, il en venait à parler du blocus continental, ses jugements avaient une lucidité que le temps passé fait mieux ressortir encore : « N'a-t-il pas
« donné toutes les colonies du monde aux Anglais ? ne leur a-t-il pas
« ouvert au Pérou, au Mexique, au Brésil, un marché plus considé-
« rable que celui qu'il voulait leur fermer en Europe... Et quand Bu-
« naparte aurait réussi à fermer les ports de l'Espagne et de la Baltique,
« il fallait donc ensuite fermer ceux de la Grèce, de Constantinople, de
« la Syrie et de la Barbarie ; c'était prendre l'engagement de conquérir
« le monde ; tandis qu'il eût tenté de nouvelles conquêtes, les peuples
« déjà soumis, ne pouvant échanger le produit de leur sol et de
« leur industrie, auraient secoué le joug et rouvert leurs ports. ».....
« Il avait, par des combinaisons absurdes ou plutôt par une igno-
« rance et par un dégoût décidé de la marine, achevé de perdre nos
« colonies et d'anéantir nos flottes. Il bâtissait de grands vaisseaux qui
« pourrissaient dans les ports et qu'il désarmait lui-même pour sub-
« venir aux besoins de son armée de terre. *Cent frégates répandues
« dans toutes les mers auraient pu faire un mal considérable aux ennemis,
« former des matelots à la France, protéger nos bâtiments marchands.* »

Retenons ce dernier passage. Plus tard Chateaubriand, ministre et pair de France, reprendra la même idée. Quand il aura à discuter

la question de l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique, il saura montrer la nécessité, pour résister à l'hégémonie britannique, de ne pas laisser l'Angleterre accaparer le commerce du Nouveau Monde ; et un jour, dans un de ses plus beaux discours, pour répondre à un discours insolent du ministre anglais Canning, il redira, comme une menace cette fois, tout le mal qu'une guerre de corsaires adroitement menée pourrait faire au commerce anglais.

C'est qu'en effet les attaques de sa première brochure n'étaient pas improvisées pour les besoins du moment. La politique qu'il suivra, une fois entré réellement dans les affaires, ne sera pas improvisée non plus et nous aurons, quand nous étudierons Chateaubriand ministre, à nous souvenir de ses thèses de 1814.

Pour le moment, en tous cas, au lieu de n'apporter comme tant d'autres que des injures, il faisait réfléchir et, ce qui explique son succès, il prenait position tout de suite en véritable homme de gouvernement.

La valeur de l'ouvrage apparaissait si frappante que dès sa publication il s'imposait. Les éditions, pendant les mois d'avril et de mai, se succédaient sans arrêt, éditions faites d'accord avec l'auteur qui modifiait à mesure que les événements se déroulaient, quelques passages, ou contrefaçons publiées sans son assentiment par divers libraires de province (1). Les *Débats* assurent que le 10 mai dix mille exemplaires étaient déjà vendus. Des traductions paraissaient bientôt en allemand et en anglais (2).

Il semble même que dès les premiers jours le texte de Chateaubriand inspirait quelques documents officiels. Fontanes, en particulier, rédigeant le 2 avril une adresse du gouvernement provisoire à l'armée, paraît bien lui avoir fait plusieurs emprunts. Enfin Vitrolles, partant le 4 retrouver le comte d'Artois à Nancy, emportait la brochure avec lui, pour la signaler tout de suite au prince, tandis que Napoléon de son côté la lisait à Fontainebleau. D'ailleurs le grand nombre de pamphlets et d'articles publiés les jours suivants, tant pour l'approuver que pour la combattre montre également la grande influence qu'elle avait tout de suite exercée (3).

Cependant Chateaubriand lui-même ne tirait pas tout d'abord grand bénéfice de son succès.

Le 12 avril, le jour où le comte d'Artois faisait son entrée à Paris,

(1) Voir à ce sujet au catalogue de la Bibliothèque nationale, la liste des éditions successives. Voir aussi : *Corr. gén.*, II, 381, la correspondance de Chateaubriand avec Peignot, inspecteur de la librairie.

(2) Voir catalogue de la Bibliothèque nationale,

(3) Voir CASSAGNE : *ouv. cité*, p. 401.

il figurait bien dans la délégation de royalistes notoires qui suivait à cheval le cortège ; et il était, ce jour-là, présenté au prince à qui M. de Vitrolles avait fait lire sa brochure. Le 21, c'est le duc de Berry qui le recevait ; l'empereur de Russie aussi lui accordait une audience. Enfin, quand Louis XVIII arrivait à son tour d'Angleterre et le 29 avril, à Compiègne où il s'était arrêté, recevait pour la première fois les autorités, les maréchaux, les délégations venues au-devant de lui, il avait tenu à être de la cérémonie, et deux jours après, le 1^{er} mai, il publiait dans le *Journal des Débats* un récit inévitablement un peu pompeux mais tout de même plus digne que les niaises exagérations par lesquelles tout ce qui tenait une plume se croyait obligé de montrer son zèle ; et où, en particulier, il s'était tiré en somme assez adroitement de la difficile tâche de faire de Louis XVIII un portrait physique à la fois exact et séduisant (1) car, dit-il dans ses *Mémoires*, « je craignais, l'effet de l'apparition de Louis XVIII... Qu'allait-on penser à l'aspect de l'invalidé royal remplaçant le cavalier qui avait pu dire comme Attila : « L'herbe ne croît plus partout où mon cheval a passé. »

Il allait même maintenant avoir un appui précieux dans la nouvelle cour. Car le duc de Duras, le mari de sa fidèle amie, gentilhomme de la Chambre du roi par droit de naissance, venait de reprendre ses fonctions et son influence.

Mais les princes qui, sans doute, l'avaient accueilli poliment, ne semblent pas s'être d'abord bien rendu compte de sa valeur. D'après le *Journal de Paris*, le duc de Berry lui aurait fait ce compliment un peu étrange : « Maintenant, vous n'aurez plus de verve, car il n'y a plus de danger. » L'empereur de Russie, si on en croit les *Mémoires* de Mme de Boigne, il est vrai fort sujets à caution, l'aurait reçu en même temps qu'un journaliste vaudevilliste, Étienne, dont il venait de voir jouer une pièce la veille ; et après avoir félicité Étienne de sa pièce, il se serait excusé de ne pas avoir encore lu la brochure de Chateaubriand, et aurait terminé l'entretien en assurant « que les gens de lettres devraient s'occuper d'amuser le public et nullement de politique ».

Son rôle dans les réunions royalistes, semble bien aussi avoir été assez effacé. Tandis que s'agitaient et se mettaient en avant toute

(1) « Le roi portait un habit bleu distingué seulement par une plaque et des épau-
 lettes, ses jambes étaient enveloppées de larges guêtres de velours rouge bordées d'un
 petit cordon d'or. Il marche difficilement, mais d'une manière noble et touchante ; sa
 taille n'a rien d'extraordinaire ; sa tête est superbe ; son regard est à la fois celui d'un
 roi et d'un homme de génie. Quand il est assis dans son fauteuil, avec ses guêtres à
 l'anglaise, tenant sa canne entre ses genoux, on croirait voir Louis XIV à cinquante
 ans. »

une série de jeunes gentilshommes riches, exaltés, portant beau, dont le brillant vicomte Sosthène de La Rochefoucauld, qui devait tant faire de mal à la Restauration, était le type le plus caractéristique, lui était loin d'être le plus ardent et le plus habile.

Si glorieux en effet qu'il eût rendu son nom, si ancienne aussi que fût sa race, il gardait, en face des représentants des grandes familles de cour quelque chose de cette sauvagerie des gentilshommes de province qui l'avait embarrassé déjà dans sa jeunesse, lors de sa présentation à Versailles, avant la Révolution. Il restait toujours agacé par eux comme au temps où en 1792, partant pour l'armée de Condé, il avait à Bruxelles rencontré pérorant au milieu d'un cercle de gens de cour, Rivarol à propos duquel, évoquant ce souvenir en 1822, il écrivait : « Cette émigration fate m'était odieuse ».

Surtout, à ce moment, comme naguère, comme, nous aurons maintes fois l'occasion de le revoir, jusqu'à la fin, il avait une horreur instinctive des parlotes, des discoureurs qui se font valoir ; car lui-même l'a dit dans ses *Mémoires* (I) : « bien que sincère et véridique, il a toujours manqué d'ouverture de cœur ». — « Si, ajoutait-il, j'essaie de commencer un récit, soudain l'idée de sa longueur m'épouvante ; au bout de quatre paroles, le son de ma voix me devient insupportable et je me tais. »

D'ailleurs, Talleyrand et les hommes du gouvernement provisoire continuaient à conserver l'influence et à réserver les places à leurs partisans.

Aussi avait-il peu de chose à espérer, et comme beaucoup de royalistes, il s'impatiait. Rien ne prouve qu'il eut, à ce moment des prétentions précises d'ambition ; mais les tracasseries de la police et de la censure impériales avaient compromis les bénéfices qu'il pouvait tirer de ses grandes œuvres ; sa propriété de la Vallée-aux-Loups était hypothéquée. Il était sans fortune assurée. Et, quand il voyait toute la troupe des bonapartistes les plus compromis s'accrocher au pouvoir ; quand il voyait l'abbé de Prat, prêtre déconsidéré de toutes façons, devenir grand chancelier de la Légion d'honneur, quand il voyait Bourrienne devenir directeur des Postes et Fouché lui-même, l'ancien ministre de la police, remonter sur l'eau ; quand surtout il voyait ceux de ses anciens amis : Pasquier, Fontanes, Molé, etc..., qui, moins scrupuleux que lui, avaient fait leur fortune en acceptant les places de Napoléon, rester malgré le changement de régime en faveur et au pouvoir ; quand il voyait Fontanes, l'ancien grand maître de l'Université impériale, non seule-

(I) II, 147.

ment garder son poste, mais devenir en outre pair de France et, d'un air parfaitement naturel, recevoir les compliments du comte d'Artois en lui disant seulement avec gravité : « Monseigneur, nous avons traversé des temps difficiles » ; quand il voyait Pasquier, l'ancien préfet de police de Napoléon, revenir sans la moindre difficulté préfet de police de Louis XVIII, il se disait qu'il avait bien aussi quelques droits à faire valoir.

Or on offrait seulement de lui donner, à titre honoraire bien entendu, le grade de colonel pour le récompenser de ses services à l'armée de Condé (1). En vain, paraît-il, Mme de Duras était-elle allée trouver M. de Blacas pour demander quelque chose de plus sérieux, elle n'avait rien pu obtenir ; et dans son désappointement il songeait à partir pour la Suisse.

Heureusement Mme de Duras avait alors tenté une dernière démarche auprès de Talleyrand. Celui-ci, toujours prêt, pour se maintenir, à dire oui à son interlocuteur du moment, avait affecté une grande surprise d'apprendre que Chateaubriand n'était pas pourvu ; feignant, paraît-il, de croire que s'il n'avait rien, c'est qu'il n'avait rien voulu, nous dit Mme de Chateaubriand (2), il avait offert de lui donner l'ambassade de Suède ou celle de Constantinople, les deux seules qui restaient encore sans titulaire ; et comme Chateaubriand, assure sa femme, préférait celle de Suède à cause du mal qu'il avait dit des Turcs dans son *Itinéraire*, la nomination était signée le 8 juillet et le nouvel ambassadeur se voyait invité à venir au ministère prendre connaissance de la correspondance du poste.

Si Chateaubriand avait accepté, c'est qu'on lui avait laissé espérer que peut-être la nomination n'était pas définitive. « Le roi, en effet, assure Mme de Chateaubriand, lui aurait dit (3) : « C'est une bague au doigt que je vous donne, mais ne partez que quand je vous le dirai, j'ai besoin à Paris de mes bons serviteurs. » Et, en attendant, le traitement de ministre était le bienvenu, pour lui permettre de tenir son rang au milieu de tous les hommes de cour et de politique chargés de titres, d'honneurs et de prébendes. Mais il se disait qu'il faudrait tout de même sans doute partir un jour. Or cette nomination était absurde, car en Suède, à un poste que n'importe quel diplomate de carrière était en mesure d'occuper sans difficulté, lui ne pouvait être utile à rien. Le prestige qu'à Paris lui donnait sa digne résistance à l'Empire et l'éclatant succès de sa récente brochure, l'action qu'il était en mesure d'exercer soit sur la presse, soit près du

(1) Voir *Corr. gén.*, I, 280, et *l'Amateur d'autographes* août-sept. 1906, p. 259.

(2) *Cahier rouge*, p. 114.

(3) *Id.*, p. 115.

pouvoir, était impossible s'il s'en allait. Il soupçonnait que Talleyrand et peut-être le roi lui-même, embarrassés par sa personnalité trop accusée, n'étaient pas fâchés de l'éloigner.

Aussi était-il assez découragé, inquiet à la pensée d'un nouvel et peut-être long exil tandis que les anciennes créatures de Napoléon tenaient le haut du pavé. Il s'était, de dépit, en attendant les événements, retiré dans sa Vallée-aux-Loups, où, pour occuper son temps, il travaillait à achever sa tragédie de *Moïse*; et là, tandis que l'hiver arrivait, songeant à ses rêves passés, revivant avec cette vivacité d'imagination qui faisait son charme et son malheur, les espoirs qu'il avait formés pour la Restauration et les désillusions qui déjà, de côté et d'autres, s'accumulaient, il traversait une crise de tristesse et il écrivait à sa fidèle amie : « Voilà qu'il me passe par la tête tout ce que j'avais fait et senti ici ; je songeais à ces longs jours qui s'écoulaient dans l'espoir d'aller voir un moment Nathalie (Mme de Noailles) seule aussi dans sa belle vallée... Je me voyais partant, revenant, allant m'enfermer dans la tour, pour rêver à elle et aux *Martyrs*, persécuté par le tyran, glorieux de sa haine, rêvant de grands ouvrages au milieu des menaces, amoureux, inspiré, malheureux et content. Aujourd'hui, ambassadeur en Suède. La belle fin ! Quitter tout, travail, songes, et le reste !... J'aurais dû mourir le jour de l'entrée du roi à Paris. »

Pourtant, au lieu de se laisser aller à son dépit et à son découragement, il réagissait. A cette curieuse époque où deux mondes longtemps séparés reprenaient contact, avec leurs costumes (1), leurs usages, leurs manières différentes, où chacun jouissait de la paix et de la liberté brusquement retrouvées, où les officiers de toutes les armées d'Europe accueillis en alliés découvraient les charmes de l'existence française, la vie sociale était intense. Chateaubriand prenait part à quelques réunions, il venait de temps en temps dans le salon de Mme de Duras où il rencontrait Blacas. Il dînait le 26 septembre chez Mme de Staël, avec laquelle de tout temps, malgré leur différence d'opinion, il est resté en très bons termes. Il assistait à quelques banquets royalistes (2). En même temps il prenait, à

(1) La question du costume prenait même à cette époque une importance imprévue. On n'osait, pour les fêtes de cour, rétablir l'usage des somptueux « habits habillés » brodés et galonnés du Versailles d'avant la Révolution ; mais comme il n'existait pas pour les hommes de véritable tenue de cérémonie, on s'en tenait à l'uniforme qui, sous l'Empire, dans les fêtes des Tuileries avait été presque exclusivement en honneur. C'est en partie pour cela qu'il avait fallu créer en faveur des gens de cour tous ces titres militaires de parade, dont l'abus exaspérait les anciens soldats de l'armée impériale.

(2) Voir. Ch. DE LOMÉNIE, *Trois années de la vie politique de Chateaubriand*, p. 33

quelques semaines d'intervalle, deux initiatives qui, mieux encore que la brochure de *Buonaparte et des Bourbons*, allaient le mettre en vedette et faire comprendre la valeur politique qu'il pouvait avoir.

Nous sommes, en effet, au moment où, après l'enthousiasme des premiers mois, tout commençait à aller mal ; où le gouvernement nouveau voyait les mécontentements de toutes sortes s'accumuler ; où royalistes et révolutionnaires, militaires et émigrés se plaignaient également ; où partisans du gouvernement absolu, défenseurs des libertés s'irritaient les uns et les autres, et pour des raisons contraires, de l'attitude de la Chambre des Députés.

C'étaient les anciens bonapartistes ou révolutionnaires qui criaient le plus fort.

Sans doute aucun d'eux n'avait souffert ni dans sa vie ni dans sa fortune ; car par une exception unique dans l'histoire, les Bourbons, les émigrés, les royalistes, revenus décimés après vingt ans d'exil, de spoliations, de souffrances de toutes sortes, n'avaient exercé aucunes représailles. Sans doute un grand nombre d'entre eux étaient encore au pouvoir et aux affaires.

Mais ils se sentaient tout de même dans une situation assez fausse, ils avaient peur d'un changement. Pour se mieux défendre, ils attaquaient, ils multipliaient les plaintes dans la presse ; et l'un d'entre eux en particulier, Carnot, l'ancien régicide, l'ancien général de la Révolution, resté, il est vrai, assez dignement dans la retraite sous l'Empire, mais que le roi venait de confirmer dans son emploi d'inspecteur général du génie et de nommer chevalier de Saint-Louis, blessé, paraît-il, de ce qu'on ne l'avait pas accueilli aux Tuileries avec assez d'enthousiasme, publiait une brochure, le *Mémoire au roi*, qui avait bientôt un retentissement énorme et où lançant un véritable réquisitoire contre les émigrés, responsables, assurait-il, de tous les malheurs de la France, il faisait une apologie sans réserve des régicides, il protestait contre les sévices de toutes sortes dont, selon lui, les anciens républicains étaient victimes et, accusant le gouvernement nouveau de manquer à ses promesses de réconciliation, il l'attaquait avec passion.

Chateaubriand jugeait utile de répondre. Les arguments ne lui manquaient pas. Car si les royalistes avaient pu omettre quelques maladresses depuis leur retour, eux, pourtant, si longtemps maltraités, avaient autant de raison qu'un Carnot de se plaindre. Chateaubriand mieux que personne savait quel désagréable accueil était fait à leurs demandes. Et le fait même qu'un Carnot pouvait, sans être inquiet, publier une brochure telle que la sienne, était la

meilleure preuve que les anciens révolutionnaires n'étaient pas persécutés.

Mais au lieu d'opposer récriminations à récriminations, il comprenait que l'œuvre utile et sage était de faire taire ses griefs personnels pour prendre la défense du régime contre ceux qui, de droite ou de gauche, l'attaquaient.

Une première fois, dans le numéro des *Débats* du 4 octobre, il publiait un long article où, pour répondre aux critiques, pour redonner confiance, il opposait, dans une belle et parfaitement juste antithèse la situation de la France telle qu'elle était en mars 1814 et telle qu'on pouvait la voir au moment où il écrivait :

« Pour mieux juger de notre position au mois d'octobre de cette
« année, disait-il, rappelons-nous l'état où nous nous trouvions au
« mois de mars de cette même année ; la France était envahie depuis
« le Rhin jusqu'à la Loire, depuis les Alpes jusqu'aux montagnes de
« l'Auvergne, depuis les Pyrénées jusqu'à la Garonne. Paris était
« occupé par l'ennemi. Cinq cent mille Russes, Anglais, Prussiens
« restés de l'autre côté du Rhin, étaient prêts à seconder les efforts
« de leurs compatriotes par une seconde invasion qui aurait achevé
« la désolation de la France. Toute l'Espagne se préparait à franchir
« les Pyrénées sur les traces de l'armée anglaise, espagnole et portu-
« gaise. Plus d'un million de Français avaient, en moins de treize
« mois, été appelés sur le champ de bataille. Un insensé, à qui l'on ne
« cessait d'offrir la paix, s'obstinait à arracher le dernier homme et
« le dernier écu à notre malheureuse patrie.

« S'il parvenait à prolonger la guerre, la France courait le risque de
« ne plus offrir dans quelques mois qu'un monceau de cendres. S'il
« acceptait enfin la paix, cette paix ne pouvait plus être faite qu'à
« des conditions aussi déshonorantes pour lui que pour notre patrie.
« Il aurait fallu payer des contributions énormes, céder nos places
« frontières en garantie des traités... Quel était notre unique espoir ?
« Une famille que nous avions accablée de tous les maux en recon-
« naissance de tous les biens qu'elle avait versés sur nous pendant
« tant de siècles... Qu'est-ce que le roi trouva en arrivant ? Quatre
« cent mille étrangers dans le cœur de la France, 1 700 millions de
« dettes, des armées désorganisées et sans solde depuis plusieurs mois,
« plus de 30 000 officiers qui avaient droit à un sort et à des récom-
« penses, une constitution à faire, des craintes à calmer, des espé-
« rances à remplir, des partis en présence, et tous les éléments d'une
« guerre civile. Il paraissait sage à quelques personnes, que le roi, au
« milieu de tant d'embarras, ne connaissant ni le terrain sur lequel il
« marchait, ni l'état des opinions, ni le caractère des hommes en

« France, inconnu lui-même à son peuple, il paraissait sage, disons-
 « nous, que le roi conservât autour de lui une force étrangère. Le roi
 « rejeta noblement cette idée ; une paix honorable fit sortir les alliés
 « du royaume, il ne nous en coûta ni contributions ni places fortes,
 « nous conservâmes nos anciennes frontières et même nous nous
 « agrandîmes du côté de la Savoie. Les monuments des arts nous res-
 « tèrent. La modération, le génie et la vertu d'un seul homme ont
 « opéré ces prodiges ; et il n'en a pas coûté une goutte de sang à la
 « France et personne n'a été ni inquiété, ni persécuté pour son opi-
 « nion. Au retour de Charles II en Angleterre, le Parlement fit mettre
 « en jugement plusieurs coupables. Au retour de Louis XVIII en
 « France, tout le monde conserve la vie, la fortune, la liberté. »

Il ne s'en tenait pas là. Quelques semaines plus tard, il revenait à la charge. Il publiait, au mois de novembre, une brochure : *les Réflexions politiques* qui, reprenant le même sujet, élargissait la discussion.

Le mécontentement, en effet, n'avait pas cessé ; le *Mémoire* de Carnot, en particulier, publié d'abord clandestinement, était réimprimé et circulait de plus en plus.

Chateaubriand, cette fois, commençait sa brochure en s'attaquant directement à Carnot. Il le nommait à peine en passant dans une note ; il dédaignait de faire valoir contre lui aucun grief particulier, il évitait toute injure ; mais sa réponse hautaine et digne n'en prenait que plus de force.

« Par quelle imprudence, faisait-il observer, des hommes qui
 « devraient surtout se faire oublier sont-ils les premiers à se mettre
 « en avant, à écrire, à dresser des actes d'accusation, à semer la
 « discorde, à attirer sur eux l'attention publique ? Qui pensait à eux ?
 « Qui les accusait, qui leur parlait de la mort du roi ? Qui les priait
 « de se justifier ? Que ne jouissent-ils en paix de leurs honneurs ? Ils
 « s'étaient vantés dans d'autres écrits d'avoir condamné Louis XVI
 « à mort. Hé bien, personne ne voulait leur ravir cette gloire ; ils
 « disent qu'ils sont proscrits. Est-il tombé un cheveu de leur tête,
 « ont-ils perdu quelque chose de leurs biens, de leur liberté ? Y a-t-il
 « aujourd'hui beaucoup de courage et de danger à braver un Bour-
 « bon ?... Est-il bien glorieux de rompre le silence que l'on gardait
 « sous Buonaparte pour venir dire de fières vérités à un monarque
 « qui, assis après vingt ans de douleurs sur le trône sanglant de son
 « frère ne répand autour de lui qu'une miséricorde presque céleste. »

Passant ensuite à l'un des principaux arguments de Carnot, le reproche fait par lui et par tant d'autres aux émigrés d'avoir, en quittant la France, et en abandonnant Louis XVI, causé en quelque

sorte eux-mêmes la mort du roi, il répondait avec adresse : « Les émigrés ont eu peut-être leurs torts, leurs faiblesses, leurs erreurs ; mais dire à ces infortunés qui ont tout sacrifié pour le roi que ce sont eux qui ont tué le roi, cela est trop insensé et trop cruel. »

Puis il se retournait vers les royalistes.

Pour que la Restauration pût s'établir en effet et durer, il ne suffisait pas de répondre aux arguments des révolutionnaires, il fallait encore, en outre, réconcilier avec la Charte les royalistes. Il fallait auprès de ceux-ci plaider en faveur de ce qui a été fait depuis le mois de mars ; leur montrer que s'ils avaient de justes raisons de mécontentement, les circonstances ne permettaient pas de faire mieux pour le moment ; leur faire voir à côté des inconvénients, les avantages que le régime nouveau leur apportait.

Ici Chateaubriand avait quelque mérite ; car, nous le savons, il était de ceux qui, personnellement, pouvaient avoir à se plaindre. Surtout, le plus intéressant est que, pour la première fois, il prenait position sur la question constitutionnelle et, tandis qu'au même moment un grand nombre de royalistes réclamaient un retour à l'ancienne constitution de la France, tandis que Bonald, que les disciples de Joseph de Maistre affectaient de prendre la défense du gouvernement absolu, tandis que de Toulouse, où il n'était encore que conseiller général de la Haute-Garonne, M. de Villèle, le futur ministre, avait publié dès le mois de mai une brochure où il avait très vivement critiqué les principes posés par la déclaration de Saint-Ouen, Chateaubriand, au contraire, tout en reconnaissant que tel ou tel perfectionnement, telle ou telle modification était souhaitable, que la Chambre des pairs devait être héréditaire, l'âge d'éligibilité abaissé, etc., approuvait nettement la Charte, le régime des deux Chambres et toutes leurs conséquences. Mais ici, il faut comprendre, il faut expliquer.

Un des grands griefs qu'il est aujourd'hui d'usage, à droite, de faire valoir contre Chateaubriand, est son amour pour la Charte, son admiration pour le gouvernement à l'anglaise. On lui reproche une sorte de manie constitutionnelle, à laquelle on l'accuserait volontiers d'avoir sacrifié la monarchie elle-même.

Or sa position, qui, nous aurons à maintes reprises l'occasion de le constater, ne changera guère au cours de sa carrière politique, sa position dès cette époque était très différente.

Tandis qu'avec les constitutionnels disciples de 89, avec un Royer-Collard, un Montesquiou, avec en contre-partie un Bonald, la métaphysique politique était très en honneur, Chateaubriand, lui, n'était pas, n'avait jamais été, et, bien qu'il dût écrire en 1816 *la Monar-*

chie selon la Charte, ne devait jamais être, à proprement parler, un théoricien constitutionnel.

Les théories qu'il improvisera à l'occasion, sur ce genre de questions, manqueront toujours d'originalité ; les formules même dont il se servira apparaîtront parfois assez confuses. Et pourtant ses œuvres politiques sont fortes, durables ; elles révèlent même un sens politique beaucoup plus juste que celles de la plupart des théoriciens.

C'est qu'en réalité Chateaubriand, le plus souvent, au lieu de se placer au point de vue philosophique pour prendre parti se place, lui, le poète, lui le rêveur, à un point de vue à peu près uniquement pratique.

Nous avons vu qu'au mois de mars, en écrivant *De Buonaparte et des Bourbons*, il s'était montré des plus réservé sur la question proprement constitutionnelle ; il s'était contenté de parler vaguement « d'institutions tempérées par les mœurs. »

A ce moment, en effet, on ne savait pas encore dans quelles conditions le roi serait amené à prendre le pouvoir. Il jugeait inutile de compliquer la situation déjà très confuse par des controverses théoriques ; et sans doute n'avait-il pas encore lui-même beaucoup réfléchi à ce genre de problème.

Mais au mois de novembre la situation n'était plus la même. S'il prenait cette fois contre ceux qui rêvaient de revenir à l'ancien régime la défense de la Charte, ce n'était pas pour des raisons abstraites : c'est pour deux raisons pratiques très simples.

Tout d'abord, observait-il, l'ancien gouvernement n'existe plus, ses éléments sont dispersés : « Si ceux, déclarait-il, qui pensent sans « y avoir bien réfléchi, qu'il est possible de rétablir l'ancien gouver- « nement obtenaient la permission de tenter cet ouvrage, nous les « verrions, bientôt, perdus dans un chaos inextricable, renoncer à « l'entreprise ; » et il ajoutait : « Supposons que le roi régnant seul et « ayant à payer 1 700 millions de dettes sans compter les dépenses « courantes, eût dit à son ministre des Finances de lui présenter un « plan ; que le ministre eût fourni ce plan, tel que nous l'avons vu ; « que, sans pouvoir expliquer ses raisons, sans pouvoir entrer dans « la discussion publique de ses moyens, le ministre, muni d'un arrêt « du Conseil, eût voulu mettre ce plan à exécution, nous demandons « encore ce que serait devenue la France. Le Parlement de Paris « forcé à l'enregistrement, n'aurait-il fait aucune remontrance ? Les « Parlements de province n'auraient-ils point élevé la voix ? Les pays « d'État n'auraient-ils point réclamé ? La noblesse et le clergé n'au- « raient-ils point fait valoir leurs privilèges ? Les peuples toujours dis- « posés à refuser l'impôt, émus par toutes ces oppositions, ne se

« seraient-ils point révoltés? Une pareille résistance, au moment où
« un levain de discorde fermentait encore parmi nous, nous aurait,
« n'en doutons point, précipités dans une nouvelle révolution. Eh
« bien ! grâce à la Charte, le budget, discuté dans les deux Chambres,
« a semblé nécessaire par le fait, ingénieux dans ses ressources ; il a
« passé paisiblement ; et le peuple, satisfait d'avoir été consulté dans
« ses représentants, s'est soumis à des impôts qui jadis l'auraient
« soulevé d'un bout à l'autre de la France. »

Nous ne pouvons plus sentir, aujourd'hui où nous sommes si loin de l'ancien régime, la portée d'un tel argument. Il avait plus de force pour les contemporains, pour les vieux surtout, ceux qui avaient connu la complexité de l'organisation administrative d'avant la révolution, à propos de laquelle Calonne, dans un jour de découragement, avait déclaré : « Cette dissonance générale complique l'administration, interrompt son cours, embarrasse ses ressorts et multiplie partout les frais et le désordre (1). »

La seconde raison n'était pas plus philosophique que la première, mais elle était aussi très frappante : « Enfin, disait-il, quand les objections contre le nouvel ordre de choses seraient aussi fortes qu'elles nous semblent peu solides, voici qui répond à tout. On ne peut pas faire que ce qui est ne soit pas et que ce qui n'est pas existe. *Le roi nous a donné une Charte, notre devoir est donc de la soutenir et de la respecter.* »

Il ajoutait : « Sans doute l'ancienne constitution était excellente pour le temps... déplorons à jamais la chute de l'ancien gouvernement, de cet admirable système dont la durée seule fait l'éloge... Il n'est pas question d'examiner si ce qu'on appelle progrès des lumières est un progrès réel ou une marche rétrograde de l'esprit humain... Tout cela peut se soutenir. Mais il faut, dans la vie, partir du point où l'on est arrivé. »

D'ailleurs, en habile avocat, il s'efforçait de montrer à chaque catégorie de Français les avantages que le régime nouveau lui apportait. Aux « hommes d'autrefois », à la petite noblesse de province surtout, celle qu'il savait la plus défiante, il disait ingénieusement : « Autrefois quel était l'espoir et l'ambition d'un gentilhomme? De devenir capitaine après quarante ans de service, de se retirer sur ses vieux jours avec la croix de Saint-Louis et une pension de six cents francs. A moins d'une étrange faveur ou d'une action extraordinaire, un cadet de Gascogne ou de Bretagne serait-il jamais devenu sous l'ancien régime, colonel, général, maréchal de France?... »

(1) Voir GAXOTTE, *la Révolution française*, p. 17.

« Quel rôle jouait-il dans les antichambre des ministres? Qu'était-ce
 « aux yeux d'un monde ingrat et frivole qu'un pauvre gentilhomme
 « de province? Souvent d'une noblesse plus ancienne que celle des
 « courtisans qui occupaient sa place au Louvre, il ne recevait de ces
 « enfants de la faveur que des refus et des mépris...

« Le temps de ces dédains est passé. Dans les provinces, vous, gen-
 « tilshommes, vous jouirez de la considération attachée à votre
 « famille; à Paris, vous entrez partout en entrant dans le palais de
 « vos rois. Une carrière immense et nouvelle s'ouvre pour vous auprès
 « de cette ancienne carrière militaire qui ne vous est point fermée.
 « Vous pouvez être élu membres de la Chambre des députés... Devenus
 « pairs du royaume, appelés peut-être au timon de l'État, nouveaux
 « chefs de votre ancienne famille et patrons de votre province, ce
 « sort éclatant sera l'ouvrage de vos propres mains. »

Aux hommes nouveaux, d'autre part, il déclarait : « Chacun peut
 « se dire, voilà ce que j'avais désiré : les droits naturels sont re-
 « connus; tous les Français appelés aux emplois civils, aux grades
 « militaires, à la tribune des deux Chambres, peuvent également
 « s'illustrer au service de la patrie. Qu'auraient pu attendre les vrais
 « républicains dans l'ordre politique que la Restauration a détruit;
 « l'égle admission aux places et honneurs? Ils en jouissent sous le
 « roi légitime; ils n'en n'auraient jamais eu sous l'étranger. Déjà les
 « distinctions les plus outrageantes étaient établies. Il était plus dif-
 « ficile d'approcher le dernier subalterne du palais que de pénétrer
 « aujourd'hui jusqu'à la personne du monarque. »

Par malheur, seulement, il ne s'en tenait pas à ces généralisations
 adroites et, somme toute, justes. Entrant dans le détail des institu-
 tions, dans le mécanisme des Chambres, il voulait montrer que là
 aussi tout se passait depuis l'ouverture de la session aussi bien qu'il
 était possible. Il approuvait sans réserve : « Observez ce qui se passe
 « dans la Chambre des députés, disait-il. Elle est laissée entièrement
 « à elle-même; l'influence que les ministres y exercent se réduit à
 « quelques politesses qui ne changent pas le sort d'un seul député;
 « eh bien, qu'arrive-t-il? La majorité suit tranquillement sa con-
 « science, louant, blâmant ce qu'elle trouve de bon ou de mauvais;
 « une chose se fait particulièrement remarquer : toutes les fois qu'il
 « s'est agi d'affaires d'argent, les Chambres n'ont pas hésité; le
 « noble désintéressement de la nation s'est montré dans toute sa
 « franchise... Mais a-t-on traité d'autres sujets? Les Chambres se
 « sont divisées selon les principes et les idées de chacun; l'opposi-
 « tion ne s'est plus formée de tels et tels individus; elle a grossi,
 « diminué, grossi encore, sans égard à aucun parti; on aurait cru

« qu'il n'y avait pas de ministres tant on avait oublié que c'était
« eux qui avaient proposé la loi pour ne s'occuper que de la loi
« même. Nous ne connaissons rien de plus propre à honorer le carac-
« tère national que la conduite actuelle des Chambres. »

Ici, Chateaubriand avait tort. Sans doute, nous le savons bien, il était utile de ne pas exaspérer les esprits, déjà trop échauffés ; sans doute, il était politique d'accepter franchement le principe de la Charte d'autant plus que d'ailleurs, le roi qui, de sa pleine autorité, l'avait octroyée au mois de mai, ne pouvait plus se déjuger ; il était sage enfin, pour affermir la monarchie, d'insister le plus possible sur les côtés heureux de la situation. Cependant si la plus grande partie de la brochure de Chateaubriand était excellente et prouvait qu'il savait s'élever au-dessus des rancunes de parti, il était maladroit de sa part et surtout impolitique de vouloir trop prouver. Quand il déclarait que l'absence complète dans les Chambres de partis unis par des doctrines communes, que l'absence d'un ministère solidaire étaient un bien, quand il déclarait que la façon dont fonctionnaient les assemblées était heureuse en soi et conforme aux nécessités constitutionnelles, il soutenait un paradoxe dont il allait le premier reconnaître la fausseté quelques années plus tard.

La situation parlementaire et ministérielle, en effet, était incontestablement mauvaise. Les Chambres avaient bien, sans doute, voté le budget, mais, contrairement aux termes de la Charte, un des premiers actes du ministère avait été de déposer et de faire voter un projet de loi qui rétablissait la censure ; et, sans autre argument que leur intérêt particulier, on avait vu des hommes connus pour leurs tendances libérales le soutenir. Les anciens révolutionnaires ne manquaient pas une occasion de blesser les vieux fidèles de la monarchie. C'est ainsi, en particulier, qu'ils avaient manifesté une opposition absolue à tout projet d'indemnité pour les anciens propriétaires dépouillés par la vente des biens nationaux, et, au grand scandale des royalistes, le ministre des Finances, le baron Louis, en contradiction d'ailleurs avec plusieurs de ses collègues, les avait approuvés avec violence. Aucun plan, aucune entente n'apparaissaient possibles non plus, ni sur l'organisation administrative, ni sur la loi électorale. Les mêmes hommes, libéraux de théorie, mais qui sachant l'impopularité dont ils étaient personnellement l'objet, redoutaient de compromettre leur situation personnelle, s'ils laissaient le corps électoral libre, se contredisaient à chaque vote. Il n'était pas vrai qu'ils étaient ralliés sans arrière-pensée au régime. Plus que jamais la nécessité d'élections nouvelles, amenant des hommes nouveaux, se faisait sentir.

Aussi en croyant politique et généreux de dissimuler les difficultés de la situation et les torts des parlementaires, Chateaubriand faisait une faute. Il est vrai qu'il avait plusieurs excuses : le mécanisme parlementaire était pour lui assez neuf encore, il ne connaissait pas encore bien non plus le personnel politique que les circonstances avaient maintenu aux affaires ; il n'avait pas encore pu en mesurer l'égoïsme ; et il avait cru bien faire en allant demander conseil à Royer-Collard, ainsi qu'il nous l'a dit lui-même plus tard dans son *Congrès de Vérone* (1). Or, Royer-Collard, un des inspirateurs de Montesquiou, était le type de ces métaphysiciens constitutionnels qui, partagés entre leur doctrine et le souci de leurs intérêts du moment, savaient habiller fort gravement de formules philosophiques les combinaisons que les circonstances leur imposaient momentanément. Et sans doute est-ce lui qui avait suggéré à Chateaubriand ses thèses sur les mérites de la Chambre. Mais dans la mesure où cette approbation sans réserve confirmait, consolidait le ministère, la défense tentée par Chateaubriand était imprudente. Il n'allait pas tarder à s'en rendre compte lui-même.

D'abord, malgré ses assurances et ses encouragements, la situation parlementaire ne s'améliorait pas, l'apaisement des esprits ne progressait pas, au contraire ; quand au mois de décembre la Chambre se séparait, le ministère, dans le dernier vote, avait eu de la peine à réunir une majorité dont l'instabilité était inquiétante pour l'avenir. L'armée également, qu'on avait eu l'imprudence de laisser organisée comme elle était avant le 31 mars, tout en l'agaçant d'un certain nombre de blessures d'amour-propre dont nous avons déjà parlé, subissait le contre-coup du mécontentement général ; et déjà des conspirateurs, au milieu desquels s'agitaient Fouché, Barras, Carnot, commençaient à rêver de coups d'État.

Si, d'autre part, en écrivant ses *Réflexions politiques*, Chateaubriand avait cru servir son ambition personnelle, il allait être bientôt déçu.

Sans doute son intention d'écrire en faveur de la réconciliation des esprits avait été bien accueillie dans les sphères officielles. Royer-Collard, nous l'avons vu, l'avait aidé de ses conseils. Le roi lui-même s'était intéressé à la publication. Recevant le 30 novembre le bureau de la Chambre des députés, il avait fait devant lui l'éloge des *Réflexions politiques*, et s'était même, paraît-il, vanté d'en avoir corrigé les épreuves, assure, dans une lettre adressée à Talleyrand alors à Vienne. M. de Jaucourt, qui faisait l'intérim des Affaires étrangères

(1) Tome I, p. 303.

pendant le Congrès où devait être réglé le sort des territoires laissés vacants en Europe par la chute de Napoléon. Dans la presse, non seulement *les Débats*, mais le *Journal général*, le journal de Royer-Collard, *l'Ambigu*, pamphlet royaliste, approuvaient : et la satisfaction officielle apparaissait un moment si générale et si complète qu'on parlait de Chateaubriand pour un ministère.

« Il m'a paru, écrivait Jaucourt à Talleyrand (1), que le roi était « dans l'intention de faire écrire souvent M. de Chateaubriand et, dans « ce cas, je vous invite à me parler de ce que vous jugerez à propos de « proposer pour lui, car très certainement il ne partira pas. » Le 10 décembre, il ajoutait qu'on parlait de Chateaubriand pour la chancellerie de la Légion d'honneur (2), et le 13 *les Débats* annonçaient la nomination comme certaine ; le 30 enfin, à la Chambre des députés, prononçant le discours de clôture de la session, le président Lainé faisait son éloge en l'appelant : « Un homme dont la France se glorifie. »

Mais les hommes au pouvoir avaient eu vite fait de se raviser. Si Royer-Collard acceptait de le guider de ses avis, si Montesquiou et les autres étaient heureux d'avoir l'appui de sa plume pour couvrir leurs maladresses et relever leur prestige aux yeux du public ; s'ils n'étaient pas fâchés non plus, en l'attirant à eux, de le brouiller avec les royalistes ; (« les matadores de l'émigration le dénigrent et je crois que ce serait le cas de le brouiller avec ces braves gens-là », écrivait Jaucourt le 30 novembre) (3), ils n'étaient nullement disposés à faire auprès d'eux une place à un homme qui leur ressemblait si peu.

Pasquier laisse entendre que l'entourage de Montesquiou : Royer-Collard, Guizot, Pasquier lui-même, somme toute le clan des constitutionnels à tendance philosophique, s'opposait formellement à son entrée dans le ministère (4). Blacas, de son côté, et les royalistes de cour ne semblent pas l'avoir défendu davantage, et ils n'insistèrent pas pour lui faire obtenir la chancellerie de la Légion d'honneur dont on avait parlé pour lui.

Ce n'est pas tout : après les premières amabilités qu'elles lui avaient valu, ses *Réflexions politiques* étaient maintenant attaquées de gauche comme de droite. A gauche un nommé Bail, inspecteur aux revues, publiait contre lui une brochure intitulée : *Réveries de M. de Chateaubriand* ; un autre qui signe : « Un chasseur de la vieille garde impériale à cheval, » publiait une réfutation de ses ouvrages ; d'autres, pour le compromettre, éditaient des extraits adroitement

(1) *Correspondance avec le prince de Talleyrand*, p. 103.

(2) *Id.*, p. 116.

(3) *Correspondance avec le prince de Talleyrand*, p. 103.

(4) PASQUIER, *Mémoires*, III.

découpés de son ancien *Essai sur les révolutions*. Carnot, enfin, publiait une réponse aussi pompeuse que grossière où on lit des phrases comme celles-ci : « La défunte doctrine des fils de Loyola « paraît avoir germé depuis longtemps dans le cœur pieux de M. de « Chateaubriand... C'est par des personnalités atroces qu'il appelle « à la réconciliation, c'est par des insinuations perfides qu'il invite « à la concorde... C'est Némésis parlant au nom de Jéhova, Tisi-« phone exhalant des sentiments d'amour de sa bouche infernale. » En même temps à droite dans le *Journal royal*, le journal de Bonald, un ex-chasseur noble à l'armée de Condé maintenait qu'il fallait distinguer les émigrés qui n'ont jamais quitté le drapeau blanc de ceux « qui ont rampé dans les antichambres de Bonaparte » et sommait Chateaubriand d'abandonner « sa chimère de conciliation sous peine d'être mis au ban du parti royaliste » (22 décembre 1814).

En vain, dans le *Journal des Débats* du 8 janvier, Bertin publiait, d'accord avec Chateaubriand sans doute, un long article où, rappelant les diverses étapes de la carrière de l'auteur des *Réflexions politiques*, les divers services rendus par lui à la monarchie, il posait indirectement sa candidature pour un poste de gouvernement ; aucune des promesses qui lui avaient été faites n'était tenue. Trop fidèlement, trop traditionnellement royaliste pour plaire aux constitutionnels, Chateaubriand n'adoptait pas non plus avec assez d'ardeur les rancunes et les préjugés de certains émigrés pour trouver un appui de leur côté.

Pour la première fois, ce ne sera pas la seule, son indépendance était un obstacle pour lui. Sans doute allait-il lui falloir se résigner à partir pour la Suède et à laisser, sans pouvoir rien empêcher, les hommes et les clans en présence, multiplier les imprudences et au milieu du mécontentement grandissant, compromettre chaque jour davantage le régime.

De nouveau, s'enfermant dans sa Vallée-aux-Loups, il avait des crises de découragement : « Après avoir fait moi-même des projets de courses, écrivait-il à Mme de Duras, je suis resté dans mon trou. Au fait, je ne sais trop ce qui me plaît, et ce que je veux. J'ai cependant un grand plaisir, c'est de m'enfermer dans ma vieille France et d'oublier la nouvelle, excepté vous et quelques personnes rares. Tant que je bouquine, cela va bien ; mais quand je cesse de lire et de griffonner, malheur à moi (1). »

Pourtant, encore une fois, il réagissait. Le 19 janvier, pour célé-

(1) *Correspondance générale*, I, 284.

brer l'anniversaire de la mort de Louis XVI, qui devait être honorée par un service solennel à Saint-Denis, il publiait un nouvel article qui fut, assure le général de Reiset (1), reproduit à 30 000 exemplaires ; puis, le mois suivant encore, le 16 février, et cette fois, assure Jaucourt (2), à la demande de Louis XVIII, il en écrivait encore un autre, à propos d'un incident assez grave : la manifestation provoquée par l'enterrement d'une actrice morte sans sacrements, Mlle Raucourt, à laquelle le curé de Saint-Roch avait refusé d'accorder des funérailles religieuses.

Ainsi tandis que des symptômes inquiétants se multipliaient, Chateaubriand, pendant cette première année de la Restauration, qui était aussi la première de sa carrière politique, avait, dans la mesure du possible, utilement servi. Sans doute, il commençait à peine à pouvoir apprécier le personnel des hommes au pouvoir ; sans doute, son éducation constitutionnelle était encore incomplète, et il avait, un peu à la légère, apprécié la Charte ; sans doute enfin, il avait déjà montré son manque de souplesse à l'intrigue, son impatience de caractère et son inquiétude. Mais aussi, au milieu de l'aveuglement des uns, de l'égoïsme des autres, du cynisme de quelques-uns, de la niaiserie pompeuse d'un grand nombre, il s'était tout de même montré un des plus dignes serviteurs du régime. Il joignait à cette ferveur royaliste, à ce respect passionné de l'honneur qui faisait le principal mérite des hommes de l'ancien régime, une modération véritable, un sentiment très juste des concessions ou plutôt des adaptations nécessaires. S'il n'avait pas su se glisser dans les rangs des hommes en faveur, il s'était imposé à l'opinion, il avait su mieux qu'aucun autre parler au grand public. Au milieu de la froide et pompeuse logomachie officielle, il avait su faire vibrer une éloquence plus ferme, plus lucide, appuyée de convictions sincères.

Mais ses débuts dans le monde officiel le laissaient triste ; il n'avait plus la vie retirée mais entourée d'amis fidèles qu'il avait connue sous l'Empire, il n'avait pas davantage de certitude d'avenir public ; il ne savait qu'espérer, ni même que désirer, quand tout à coup, le 5 mars, à une heure de l'après-midi, une dépêche télégraphique envoyée de Marseille par Lyon, annonçant que Napoléon était débarqué le 1^{er} au golfe Juan, venait bouleverser tous les projets.

(1) *Souvenirs*, III, 68.

(2) Ouvrage cité, p. 201.

*
* *

En apprenant la nouvelle du débarquement de l'Empereur, le roi et ses ministres avaient tout d'abord affecté une grande tranquillité. Il était impossible, assuraient-ils, que l'aventure de Napoléon réussît. Isolé, avec le petit détachement de grenadiers qui l'avait suivi, il serait bientôt pris, arrêté par les premières troupes fidèles qui le rejoindraient ou, à défaut même, par les populations. Le fait est que les premiers jours, à travers les routes des Alpes, qu'il avait prises pour se diriger sur Grenoble, il n'avait rencontré aucun appui. Mais bien vite les choses s'étaient gâtées.

Sans doute, on le sait aujourd'hui, Napoléon avait quitté l'île d'Elbe à l'improviste, sans prévenir les partisans qu'il avait en France. Mais ceux-ci, de leur côté, nous le savons, préparaient des complots ; les préfets, les généraux, tous anciens fonctionnaires de l'Empire qu'il rencontrait sur son chemin, lui étaient plutôt sympathiques. Si les premiers tout d'abord s'étaient contentés de se retirer devant lui sans l'aider et sans lui résister non plus, bientôt, dans l'énervement, dans le mécontentement général des esprits, le romanesque de l'aventure devait troubler les imaginations. A Grenoble, la première place fortifiée qui se trouvait sur sa route, il entra sans coup férir. A partir de ce moment, son succès était assuré. Le 10, il était à Lyon, le 14 à Mâcon ; le 17, à Auxerre, il rencontrait Ney qui, après avoir promis à Louis XVIII de le ramener dans une cage de fer, faisait tout à coup défection.

A Paris, après la confiance du début, l'affolement dans les sphères gouvernementales était complet. Tandis que le comte d'Artois partait pour Lyon où il essayait vainement de retenir quelques régiments dans le devoir ; tandis que le duc d'Angoulême, avec plus de succès, groupait des éléments fidèles dans le Midi ; tandis qu'à Paris une foule de jeunes gens demandaient à s'enrôler, les Chambres étaient convoquées et le roi venait lui-même, le 16, présider une séance solennelle où il était accueilli par des cris enthousiastes. Mais les ministres se contentaient de faire des discours, de lancer des nouvelles optimistes et rassurantes, et faisaient des avances à tout ce qu'ils pouvaient rencontrer de libéraux, en s'opposant aux projets de ceux qui, comme Vitrolles, voulaient organiser la résistance en province et entraîner le roi dans l'Ouest. A la Chambre, le 13, Montesquiou avait fait publiquement l'éloge du *Censeur*, le journal qui

avait lancé et soutenu le mémoire de Carnot. Guizot, au nom de son ministre, se contentait d'envoyer l'une sur l'autre des circulaires contradictoires. Puis, quand tout à coup on apprenait les désastres : la prise de Lyon, la défection de Ney, l'approche sans cesse plus rapide de Napoléon, alors, brusquement, on perdait pied. En vain quelques hommes proposaient-ils au roi de demeurer à Paris, et d'y résister. Louis XVIII avait, paraît-il, répondu au maréchal Marmont qui insistait : « Voulez-vous donc que je me mette sur une chaise curule ? Je ne suis pas de cet avis et de cette humeur (1) ». Cependant, aux Tuileries, chacun songeait à sa sûreté et cherchait à se faire payer sa fidélité ou sa trahison. Les généraux Dessolle et Maison entre autres, se faisaient verser de la main à la main 200 000 francs par Blacas ; les ministres décidaient de s'attribuer chacun 100 000 francs pour suivre le roi ; puis secrètement, sans même prévenir ceux dont on craignait la désapprobation, on préparait le départ. Enfin, le 19 dans la nuit, tandis que Napoléon se trouvait à Fontainebleau, le roi montait en voiture et prenait la route de Lille.

Chateaubriand avait jusqu'au bout désapprouvé le projet de fuite du roi. Pendant les quelques jours qui séparèrent le débarquement de Napoléon de son entrée à Paris, tandis que se succédaient à la cour et au gouvernement les proclamations, les projets contradictoires et les mesures désordonnées au milieu d'une agitation croissante, assistant de côté et d'autre aux parlotes affolées des parlementaires et des gens de cour, il n'avait cessé de prêcher la résistance.

Un jour à une réunion chez Lainé, le président de la Chambre, (le fait a été confirmé par La Fayette), il avait exposé tout un plan : le roi devait demeurer à Paris même, entouré de sa maison militaire au milieu de la ville, couverte de barricades, tandis que les princes auraient organisé la défense en province. Mais il n'avait pas convaincu les constitutionnels du gouvernement, préoccupés avant tout de ne pas se compromettre.

A partir de ce moment, on s'était plus encore défié de lui. Cependant Mme de Duras, sa fidèle amie, se rendant compte des dangers auxquels l'auteur de *Buonaparte et des Bourbons* serait exposé si Napoléon le trouvait à Paris, avait obtenu qu'on ne l'oublîât pas tout à fait dans la distribution des subsides qui devaient permettre aux royalistes les plus en vue de se mettre à l'abri. Elle était venue prier Vitrolles, alors secrétaire général du Conseil avec le titre

(1) *Mémoires d'Hyde de Neuville*, tome II, 52.

de secrétaire d'État, de songer à lui ; dans son émotion même, paraît-il, elle se trouva mal (1). Mais la fuite de la cour était préparée sans qu'on le mît dans le secret. Lui-même d'ailleurs, tout en faisant surveiller les abords des Tuileries par son domestique, se refusait à croire que le roi quitterait Paris. « Le 19 au soir, raconte-t-il dans « ses *Mémoires* (2), je venais de me mettre au lit, quand M. Clausel « de Coussergue entra. Il nous apprit que Sa Majesté était partie et « qu'elle se dirigeait sur Lille. Il m'apportait cette nouvelle de la « part du chancelier qui, me sachant en danger, violait pour moi le « secret et m'envoyait 12 000 francs à reprendre sur mes appointe- « ments de ministre en Suède. Je m'obstinais à rester, ne voulant « quitter Paris que quand je serais physiquement sûr du déménagement royal. Le domestique envoyé à la découverte revint : il « avait vu défiler les voitures de la cour. Mme de Chateaubriand me « poussa dans sa voiture le 20 mars à quatre heures du matin. J'étais « dans un tel état de rage que je ne savais où j'allais, ni ce que je « faisais. »

Mme de Chateaubriand, dans son *Cahier rouge*, a raconté comment elle et son mari partirent à l'aventure sans connaître l'itinéraire précis du roi, ni même le but exact de son voyage. Louis XVIII lui-même, à cette date, n'était pas fixé ; il pensait s'arrêter à Lille, ou s'installer à Dunkerque. Beaucoup de ses fidèles lui conseillaient en effet de ne pas franchir la frontière pour bien montrer aux gouvernements étrangers et à ses propres partisans que Napoléon n'était pas maître de la France, et que le roi n'abandonnait pour une émigration nouvelle ni ses droits ni la lutte.

Chateaubriand et sa femme, après un voyage difficile sur une route encombrée par la fuite des gens de cour, arrivaient à Lille peu après que le roi en était sorti, se décidant à se retirer en Belgique. Ils remontaient en voiture, et à Bruxelles ils apprenaient que le roi était à Gand. Le duc de Berry, après avoir licencié la plus grande partie des troupes de la Maison du roi, qui, composées de nobles et de royalistes éprouvés, avaient protégé le voyage, s'était installé à Alost avec quelques détachements de gardes du corps et de volontaires ; le comte d'Artois était à Bruxelles, le duc d'Orléans était parti pour l'Angleterre où le duc de Blacas avait, à un moment, voulu entraîner Louis XVIII, ce qui, remarque Chateaubriand, eût été très maladroit, car il aurait été là moins à même de profiter des événements et sa rentrée en France aurait été plus difficile.

(1) *Mémoires de Vitrolles*, I, 346.

(2) III, 492.

Chateaubriand et sa femme, dans leurs *Mémoires*, font l'un et l'autre avec une ironie légère, le récit de cette fuite sans ordre. Et l'on comprend que, dans sa disposition d'esprit, Chateaubriand ait alors envisagé l'avenir avec quelque amertume. A Bruxelles, il avait retrouvé d'autres royalistes, partis, comme lui, sans plan et plus ou moins découragés : « J'aperçus, dit-il (1), le duc de Richelieu fumant, à demi couché sur un sofa au fond d'une chambre noire ; il me parla des princes de la manière la plus brutale, déclarant qu'il s'en allait en Russie et ne voulait plus entendre parler de ces gens-là. »

Malgré son exaspération, pourtant, il ne désespérait pas. Dès les premiers jours, de Bruxelles où il s'était d'abord arrêté, discutant avec ceux qu'il retrouvait l'attitude qu'il convenait d'adopter et le ton sur lequel il convenait aux royalistes d'expliquer les événements, il gardait son sang-froid. Il voulait que le départ du roi ne marquât ni un abandon de sa cause, ni une renonciation à la lutte. Il voyait Blacas, le comte d'Artois, tous les personnages influents partis de Paris à la suite de la famille royale.

« Il faut à tout prix, écrivait-il le 31 mars à Blacas (1), que le roi gouverne et parle ; je ne doute pas de la chute de Bonaparte ; mais si nous ne prenons pas des mesures convenables, il se présentera à sa mort des difficultés nouvelles et peut-être de dangereux héritiers. Pourquoi laisser s'éloigner tout ce qui porte un nom, tout ce qui peut jeter quelque éclat sur notre fuite !... Formons un gouvernement qui agisse avec concert et vigueur. »

Il avait de longues et utiles conversations avec le comte d'Artois qui paraît avoir, à ce moment, assez bien jugé la situation, et qui, dans ses lettres, insistait sur l'importance, sur la nécessité « d'agir et de parler en roi à Gand et sur l'urgence absolue de former un gouvernement par intérim ».

Il semble même avoir pris tout à coup sur la cour fugitive une influence imprévue. « J'ai eu, écrit le comte d'Artois le 1^{er} avril (3), une longue conversation ce matin avec d'Andrée, Chateaubriand, Mgr l'évêque de Nancy, qui m'ont confirmé dans mon opinion par des raisonnements qui peuvent paraître sans réplique. Je vous conjure au moins d'appeler près de vous l'évêque, Chateaubriand et Anglès, et d'écouter avec attention ce qu'ils vous diront à ce sujet. »

De son côté d'Andrée, un des courtisans les plus en faveur, écrivait à Blacas le 31 mars (4) : « Lacretelle, Chateaubriand, Lally sont

(1) *M. O.-T.*, III, 496.

(2) ROMBERG et MALET, *Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*.

(3) *Id.*

(4) *Id.*

ici. Ne pourrait-on tirer parti de ces écrivains fameux? Ne serait-ce pas une bonne idée que de faire rédiger un journal auprès du roi?

Le fait est que quelques jours après, Chateaubriand était appelé à Gand : Louis XVIII venait de se décider à former autour de lui, sinon un ministère, au moins un conseil.

Sans doute, tout d'abord, ce gouvernement en exil apparaissait comme un paradoxe.

Tandis que Louis XVIII s'installait à Gand, Napoléon, à Paris, voyait revenir à lui tous ceux qui, quelques semaines plus tôt, réclamaient sa mort. Les maréchaux avec Ney et Soult, celui qui quelques mois auparavant, comme ministre du roi, avait solennellement inauguré un monument à Quiberon ; Benjamin Constant qui, le 19 mars encore, écrivait contre lui, dans les *Débats*, un article d'une violence insensée ; La Fayette, une foule d'autres, oubliant une fois de plus les mille serments prêtés au cours de leur vie, lui juraient à nouveau fidélité. Il publiait l'*Acte additionnel aux constitutions de l'Empire*, sorte de démarquage de la Charte de 1814 ; il préparait les élections d'une Chambre nouvelle, il rassemblait ses troupes, il hâtait leur mobilisation, cependant qu'à Londres, sans vouloir revenir retrouver Louis XVIII, le duc d'Orléans poursuivait des intrigues obscures.

Mais les souverains alliés en apprenant à Vienne, où ils étaient réunis pour le Congrès, le retour de l'île d'Elbe, avaient, sans attendre, décidé de reprendre la lutte, et, rassemblant leurs troupes, s'étaient hâtés de rentrer en campagne. Napoléon, de son côté, rencontrait des difficultés qu'il n'avait pas prévues ; il devait lutter dans le Midi contre le duc d'Angoulême ; dans l'Ouest aussi, son autorité n'était pas reconnue ; les élections s'annonçaient pénibles, la nouvelle mobilisation difficile. On se rendait compte de côté et d'autre que sa folle aventure devait aboutir à un échec, que les Bourbons allaient retrouver des chances nouvelles. Alors, peu à peu, sentant le vent tourner, arrivaient à Gand des visiteurs, des courtisans de plus en plus nombreux, pour faire ce que les bonapartistes appelaient par dérision : « leur voyage sentimental ». Le baron Louis débarquait le 12 mai, Beugnot le 19, Guizot, émissaire de Montesquiou et de Royer-Collard, le 28. Les ambassadeurs de la plupart des cours arrivaient à leur tour et, quoiqu'ils fussent souvent en désaccord avec le roi, leur présence donnait à son gouvernement plus de prestige. On essayait, sans grand succès d'ailleurs, faute d'argent, de réorganiser à Alost une petite armée royaliste française sous le commandement du duc de Berri.

Peu à peu, alors, se formait autour du roi une sorte de ministère véritable. Tandis que le duc de Blacas, toujours favori et qui, dit Jaucourt, « se sent tout ranimé de se retrouver en position d'émi-

gré (1) », conservait son titre de ministre de la Maison du roi, Jaucourt gardait l'intérim des Affaires étrangères qu'il avait occupé à Paris depuis le départ de Talleyrand pour Vienne; le maréchal Victor, le seul des maréchaux qui eût suivi le roi, avait le titre de ministre de la Guerre; le baron Louis, Beugnot, retrouvaient leurs portefeuilles, cependant que l'Instruction publique était donnée à Lally-Tollendal, sorte de journaliste éloquent et agité de l'époque révolutionnaire; et que Chateaubriand, tout en conservant son titre de ministre en Suède, recevait la charge de « faire des rapports sur l'Intérieur », « ce qui ne veut pas dire, écrivait-il un peu plus tard, le 3 juin, à son ami Frisell (2), que si nous retrouvons jamais un Intérieur, on me chargera de ce ministère. »

En attendant les événements, la vie à Gand était assez douce. Les *Mémoires* du temps ont tous décrit, avec des traits qui se complètent, l'existence pittoresque et très simple, à la fois inoccupée et agitée de la petite cour.

Le roi, qui avait été bien accueilli par la population, restée très française, logeait dans le riche hôtel d'un des plus gros bourgeois, Haine de Sternhuis, et s'efforçait de faire autour de lui le plus possible respecter l'étiquette. Tous les jours il faisait le tour de la ville dans sa voiture attelée de six chevaux et accompagné de ses gardes. Avec son frère il assistait, à la grande édification de la population, aux offices solennels de la cathédrale. Il donnait à dîner aux membres de son conseil. Ceux-ci n'étaient guère absorbés par les affaires. Logés à l'auberge ou chez l'habitant, ils suffisaient seuls, ainsi que Chateaubriand et Beugnot le remarquent dans leurs *Mémoires*, à remplir tous les postes de leurs départements. Une fois par semaine, ils travaillaient avec le roi à la préparation de quelques ordonnances qui seraient exécutées quand on le pourrait, et à la rédaction d'un journal, le *Journal universel*, fondé dans les premiers jours d'avril, et qui devait servir de moniteur au roi.

Ils dînaient en table d'hôte à trois francs par tête et s'en allaient parfois faire des parties de campagne à la guinguette du Poisson blanc, dont Chateaubriand et Beugnot ont conservé le souvenir dans leurs *Mémoires* et où le roi lui-même se faisait conduire de temps en temps.

Chateaubriand, en particulier, qui sut toujours s'accommoder sans effort du train de vie le plus modeste, et que ses fonctions absorbaient peu, était disposé à trouver ce genre d'existence assez à son goût. Sa femme et lui étaient de nouveau entourés d'un cercle d'amis

(1) Ouv. cité, p. 265.

(2) *Corr., gén.*, I, 289.

fidèles rapprochés par l'exil commun et en compagnie de qui ils passaient, comme au temps de l'Empire, dans leur retraite de la Vallée-aux-Loups, des heures de conversation charmantes : les Bertin, les directeurs des *Débats* avec lesquels ils habitaient un moment, le duc et la duchesse de Levis, dont les paroles et les sentiments, dit Chateaubriand, ramenaient la sérénité dans son âme, la marquise de La Tour du Pin, et surtout la fidèle Mme de Duras, à propos de laquelle, en évoquant dans ses *Mémoires* le souvenir de ces heures d'exil, il a écrit, avec une délicatesse qui, mieux que bien des commentaires, fait comprendre son caractère et la noblesse de son esprit : « Je ne veux plus dire du mal du malheur, puisque j'ai passé trois mois auprès de cette femme excellente, causant de tout ce que les esprits et les cœurs droits peuvent trouver dans une conformité de goûts, d'idées, de principes et de sentiments (1). »

Parfois aussi il partait se promener seul, à travers la campagne, avec un livre dans sa poche, ou bien il s'en allait rêver dans le béguinage.

Lui-même, qui sut toujours très bien s'observer, a montré ce qu'étaient ces rêveries auxquelles il se plaisait tant, et qui ont fait sa force et en même temps sa faiblesse, en donnant, d'une part, plus de hauteur et de générosité à ses pensées, mais aussi en lui laissant trop de dédain pour les mesquineries de la carrière politique.

Comme au temps où dans les bois de Combourg il imaginait à sa fantaisie sa sylphide, à Gand, sous la secousse du dépaysement, ainsi, nous le verrons, que dans tous les endroits où sa carrière l'entraînera et où il aura le loisir de rêver à son aise, son imagination se réveillait.

Il aimait jouer avec les souvenirs de sa vie et les belles légendes de l'histoire. Tantôt il construisait et reconstruisait sa carrière, tantôt, riche de son immense érudition, évoquant les grandes époques et les grandes figures du passé, il songeait aux destinées des peuples.

Il n'en oubliait d'ailleurs pas les fonctions dont il était chargé. La principale était la rédaction du *Journal universel*.

Une des affaires les plus importantes pour le roi, depuis qu'il avait quitté les Tuileries, était de répondre aux attaques, aux proclamations de Napoléon, et de ramener à lui l'opinion publique, en défendant la conduite du gouvernement de la Restauration, et en faisant comprendre aux Français que seule la monarchie des Bourbons pouvait assurer la paix. En même temps il lui fallait continuer, dans la mesure du possible, à garder vis-à-vis de la France et de l'étranger l'attitude d'un souverain et non d'un prétendant en exil.

(1) *M. O.-T.*, III, 498.

Aussi avait-on décidé, dès le début d'avril, de publier à Gand une sorte de journal officiel du gouvernement royal qui fut appelé le *Journal universel* (le nom de *Moniteur* avait été pris dans le premier numéro daté du 14 avril, mais fut abandonné sous l'observation du gouvernement hollandais, que le véritable *Moniteur* continuait à être publié à Paris, par le gouvernement des Cent-Jours). Selon la formule habituelle à la plupart des journaux du temps, le *Journal universel* publiait surtout des communiqués des principaux pays d'Europe. Une place importante était faite à la chronique du Congrès de Vienne, à des nouvelles de la santé du roi, à quelques échos de Paris. L'administration avait été confiée aux amis de Chateaubriand, les frères Bertin, que Napoléon venait une seconde fois de déposséder des *Débats*. Un des principaux collaborateurs était Lally-Tollendal, dont Chateaubriand se moque, à cause de ses discours « plus amples et plus joulflus encore que sa personne », mais qui avait cependant parfois des expressions heureuses. La plupart des personnages politiques qui se trouvaient à Gand collaboraient à l'occasion. Chateaubriand présidait à la publication. Une brochure reproduisant un article de lui, déclare le journal « rédigé sous l'autorité du roi par MM. de Lally-Tollendal et Chateaubriand ». L'*Indépendant*, journal créé à Paris par Fouché, se moquant du *Journal universel*, l'appelle le *Moniteur Chateaubriand*.

Dans les vingt numéros qui forment la collection complète, trois rapports seulement cependant ont été revendiqués par lui et rien ne permet de lui en attribuer d'autres. L'un, daté du 17 juin, commente une ordonnance de Louis XVIII, du 20 mai, contre les fonctionnaires qui exécuteraient les poursuites et confiscations de biens ordonnées par Napoléon. Un autre, du 2 juin, est consacré à la dernière déclaration du Congrès. Enfin le plus important est le « rapport sur l'état de la France, fait au roi dans son conseil », qui est daté du 12 mai.

Chateaubriand tenait beaucoup à ce rapport, qui, dit-il dans ses *Mémoires* (1), « prouve que mes sentiments sur la liberté de la presse et sur la domination étrangère ont, de tous temps, été les mêmes ». Sans doute, aujourd'hui, le ton en apparaît un peu déclamatoire; sans doute est-ce une œuvre de circonstance, un plaidoyer fait pour défendre le gouvernement de Louis XVIII et accabler Napoléon, mais aussi le plan et le thème en sont assez habiles. Ce qui importe surtout c'est de signaler et de préciser l'attitude générale à laquelle Chateaubriand se tenait. Après comme

(1) *M. O.-T.*, III, 505.

avant le retour de l'île d'Elbe, il n'envisageait d'autre solution possible, pour ramener la paix et la prospérité, que le roi et la Charte acceptés sincèrement l'un et l'autre. Il blâmait également les royalistes qui n'accueillaient la Charte qu'avec l'arrière-pensée de la détruire et les constitutionnels qui ne se ralliaient au roi que comme à un expédient momentané et sans véritable fidélité monarchique. Ce qui aussi, comme toujours dans les ouvrages politiques de Chateaubriand, était excellent, c'est la partie polémique. Avec une grande adresse il s'efforçait de montrer, d'après les faits récents, que seul le roi était capable de ramener la liberté ; avec beaucoup de verve, il se moquait des promesses de liberté faites par Napoléon, et qui, dès son retour, s'étaient traduites par de nouvelles mesures arbitraires, par des emprisonnements et par la toute-puissance de la police, tandis que l'année précédente Louis XVIII n'avait emprisonné personne. « On a reproché au roi d'avoir procédé à de « nombreuses destitutions, faisait-il remarquer. Et, cependant, il a « accueilli tous les militaires, il a conservé presque tous les fonctionnaires, et même la plupart des préfets sont restés en place. Il n'est « pas de meilleure preuve de la large confiance faite à la France. » Peut-être même, ajoute-t-il, aurait-il mieux valu être plus prudent. Il montrait ensuite Napoléon tiraillé entre les révolutionnaires et les partisans de l'ordre auxquels la situation fausse où il se trouvait l'obligeait à faire alternativement des concessions : « La nouvelle « constitution de Bonaparte, déclarait-il avec un dédain ironique, « est encore un hommage à votre sagesse (celle du roi). C'est à « quelques différences près la Charte constitutionnelle. Nous voyons « dans l'acte additionnel que Bonaparte s'occupant d'une grande « confédération européenne (c'est-à-dire de la conquête des États « voisins), avait ajourné la liberté de la France. Il est arrivé ce léger « malheur que 4 ou 5 millions de Français, morts pour le système « fédératif, n'ont pu jouir de la liberté que Bonaparte réservait aux « générations présentes. Que diront aujourd'hui ceux qui trouvaient « mauvais que votre Majesté s'intitulât roi par la grâce de Dieu, « qu'elle ait gardé l'initiative des lois, qu'elle ait fait réserver l'espace d'une année pour l'épuration des tribunaux et la nomination « des juges à vie ? L'acte additionnel conserve ces dispositions. Que « diront ceux qui oseraient blâmer le roi d'avoir donné la Charte de « sa pleine autorité au lieu de l'avoir reçue du peuple ? Bonaparte suit « son exemple. »

Ce rapport, on le voit, s'il n'apportait au point de vue constitutionnel aucune thèse à proprement parler nouvelle, était, comme plaidoyer, aussi habile que vigoureux.

Chateaubriand lui-même signalait très simplement, dans une lettre du 12 mai à M. de Blacas, l'importance de la publication : « Je ne suis nullement pressé, disait-il, de donner quelques pages de plus au public ; mais je connais, par une longue expérience, l'influence que j'exerce sur l'opinion, et je suis sûr, sans être aveuglé par mon amour-propre, qu'un rapport signé de mon nom ne laissera pas les Français indifférents ». En effet, tout de suite, le rapport frappait l'attention. Il eut, dit Duvergier de Hauranne « un immense retentissement » ; une réimpression faite clandestinement à Paris, par l'éditeur Lenormand, permettait de le répandre dans toute la France. Les coups de Chateaubriand portaient et sa modération même donnait confiance.

Mais il n'avait pas seulement à parler à l'opinion. Une autre question, toujours la même, la plus délicate et la plus brûlante, occupait les discussions des politiques de Gand, celle de savoir à quels hommes le roi, quand il rentrerait en France, confierait le pouvoir. Comme toujours autour des souverains, les compétitions, les intrigues s'affrontaient, plus âpres, plus acharnées encore peut-être au milieu du désœuvrement de l'exil, tandis que tous, pressés les uns sur les autres dans la petite ville où ils se rencontraient vingt fois par jour, plaidant chacun sa propre cause, cherchaient à rejeter sur l'adversaire la responsabilité des fautes qui avaient provoqué l'échec.

Deux tendances principales partageaient les exilés : d'une part les gens de cour, de l'autre les constitutionnels. C'est-à-dire les hommes de l'empire qui, par prudence, par hostilité personnelle pour Napoléon, s'étaient ralliés en 1814, et s'étaient tenus à l'écart au 20 mars, mais que leurs intérêts et leur instinct rattachaient à la révolution.

Les gens de cour, convaincus non sans quelque raison que le retour de l'île d'Elbe était dû à la maladroite faiblesse que les constitutionnels avaient montré au pouvoir, se groupaient autour du duc de Blacas, le seul des membres du cabinet de l'année précédente, qui, par sa qualité d'ancien émigré, de vieux familier du roi, leur inspirait confiance. Certains d'entre eux aussi, plus ou moins ouvertement, accusaient la Charte, réclamant, au retour du roi, une répression sévère. (Guizot assure avoir vu un mémoire dans lequel des exaltés avaient déclaré « que sur 10 hommes qui ont servi le roi, il y en a 7 à pendre, 2 à envoyer aux galères et le dernier peut, à la rigueur, être honnête homme (1) ».)

En même temps, pourtant, à la légère, les uns ou les autres, pour

(1) POUTHAS, *ouv. cit.*, p. 93.

ruiner les constitutionnels, jugeaient adroit ou habile d'intriguer en secret avec certains bonapartistes tels par exemple le maréchal Soult ou Fouché, lequel, redevenu ministre de la police de Napoléon mais soucieux, lui aussi, de ménager l'avenir, jouait sur les deux tableaux, et après avoir fait arrêter M. de Vitrolles, recevait la femme de celui-ci, l'assurait de son dévouement secret aux Bourbons et l'envoyait à Gand plaider en sa faveur.

Et tandis que certains, note Mme de Chateaubriand dans son *Cahier rouge*, raillaient le maréchal Victor, parce qu'il ne savait pas se faire valoir, « ils traitaient à merveille le traître Marmont, l'abbé Louis, prêtre défroqué, et Beugnot dont la platitude aux pieds des Bourbons ne pouvait égaler, dit-elle, que celle dont il avait pendant dix ans fatigué l'empereur (1) ».

Mais ces flatteries et ces intrigues ne servaient pas à grand'chose. Si Beugnot, l'abbé Louis et les autres, exagéraient leur platitude en face des Bourbons, ils restaient cependant attachés par tous leurs intérêts aux constitutionnels. Or, ceux-ci, à ce moment, enfermés dédaigneusement dans leur orgueil gourmé de spécialistes, poursuivaient patiemment un double but : ils voulaient éliminer le duc de Blacas et faire imposer Talleyrand comme chef du gouvernement.

Blacas, resté seul avec le roi dans les premiers jours de l'exil, avait vu à Gand, par la force des choses, grandir son influence. Toutes les affaires passaient par ses mains. C'est lui qui répondait à toutes les lettres adressées au roi.

Or, il était en quelque sorte le porte-drapeau des gens de cour. Aussi, par tous les moyens, les constitutionnels cherchaient-ils à combattre son influence. Ils le rendaient responsable de toutes les fautes commises ; ils faisaient de lui le symbole de l'émigré maladroit ; ils montaient contre lui une véritable cabale. Guizot raconte dans ses *Mémoires* qu'il était venu tout exprès de Paris pour soutenir auprès du roi, au nom de ses amis, la nécessité de l'écarter. Et Jaucourt, de son côté, écrit à Talleyrand : « Tout ce qui vient de France crie au Blacas comme au loup (2). »

Ce qui facilitait leur tâche, c'est que l'abord froid, renfermé, de Blacas écartait de lui les sympathies. Parmi les royalistes eux-mêmes, plus d'un était gêné, agacé par ses manières. Et le général de Reiset, entre autres, qui pourtant n'avait aucune attache avec les constitutionnels, écrivait à son sujet le 1^{er} juin (3) : « Il m'a semblé encore plus froid et gourmé qu'aux Tuileries ; sa longue figure blême, sa

(1) *Cahier rouge*, p. 132.

(2) *Ouv.*, cit., 296.

(3) *Souvenirs*, III, 176.

perruque trop blonde et ses gestes compassés ont toujours le don de me glacer et je n'ai jamais pu comprendre la faveur dont il jouit auprès du roi. Quoiqu'il ne soit pas un méchant homme, chacun a été heureux de lui faire porter le poids des événements. »

Aussi la campagne allait bientôt réussir, si bien que Blacas, se rendant compte de sa propre impopularité, allait lui-même conseiller au roi de se séparer de lui.

Talleyrand par contre était l'homme qui convenait le mieux aux constitutionnels. Comme eux, il était compromis par la Révolution et l'Empire ; avec eux et à leur profit, c'était lui qui, l'année précédente, en qualité de chef du gouvernement provisoire, avait préparé le changement de régime. Dans les mois qui avaient suivi, sans doute, chargé en qualité de ministre des Affaires étrangères de représenter la France au Congrès de Vienne, il s'était trouvé éloigné des négociations intérieures. Mais justement son prestige avait gagné encore à cet éloignement.

Tandis que d'autres se compromettaient, dans les difficultés de la lutte des partis, lui, à Vienne, s'était refait une sorte de virginité royaliste.

Son attitude, chacun le sait, avait été très adroite. Quand après avoir signé le traité de Paris, les Alliés avaient évacué la France, ils avaient décidé de se réunir à Vienne, pour attribuer et répartir entre eux les territoires laissés vacants par la défaite de Napoléon. La situation du représentant de la France vaincue, au milieu de l'assemblée des coalisés vainqueurs, semblait devoir être assez difficile. Or, le contraire s'était produit. Chacun des États en présence avait, en effet, à faire valoir des réclamations qu'il n'allait pas toujours être facile de mettre d'accord. La France seule ne réclamait rien ; seule elle apparaissait désintéressée dans le Congrès, et Talleyrand avait su exploiter la situation avec une habileté qui devait servir à la France et, au moins autant, à lui-même. Puisque, disait-il, c'est comme défenseurs du principe de la légitimité que les princes s'étaient coalisés contre Napoléon, c'est le principe de la légitimité aussi qui devait présider au partage. Les territoires vacants devaient revenir à leur souverain légitime. Et chaque fois qu'une compétition s'élevait entre deux souverains, au sujet d'un territoire quelconque, Talleyrand était intervenu comme défenseur désintéressé du principe de la légitimité. Si bien que la France, d'une part, était devenue en quelques mois l'arbitre de la situation, avait repris son rang dans le conseil des souverains, divisé la coalition, signé un traité particulier avec l'Angleterre et l'Autriche ; si bien aussi que Talleyrand de son côté qui avait repris, par ses succès et par son attitude de défenseur de la légitimité, un prestige nouveau aux yeux des royalistes.

Sans doute, certains ont fait remarquer depuis que la conduite de Talleyrand à Vienne n'avait pas, autant qu'on s'est plu à le répéter, été digne d'admiration ni même d'estime. Si les circonstances l'avaient servi, il n'avait peut-être pas été très bien inspiré en signant avec l'Autriche et l'Angleterre un traité qui mécontentait la Russie ; il avait en outre eu le tort de laisser attribuer à la Prusse les provinces rhénanes, compromettant ainsi la sécurité de notre frontière la plus vulnérable ; et, chose particulièrement grave, certains historiens assurent que cet abandon ne fut pas le fait de sa légèreté seulement, mais bien de sa vénalité. (La Prusse, en effet, souhaitait à l'origine s'agrandir aux dépens de la Saxe. Mais le roi de Saxe aurait, moyennant finances, obtenu l'appui de Talleyrand, et c'est alors que celui-ci aurait imaginé l'accord qui consistait à attribuer à la Prusse, à la place des provinces saxonnes, un agrandissement en Rhénanie.)

Quoi qu'il en soit, son succès personnel à Vienne avait été très grand. Il en imposait aux diplomates de toute l'Europe et, à Gand, l'équipe des constitutionnels, heureux de cette aubaine inespérée, chantaient à qui mieux mieux ses louanges et le présentaient partout comme l'homme indispensable.

Or, si Chateaubriand avait su prendre vis-à-vis de l'opinion publique l'attitude la plus sage, il n'allait pas savoir, avec une égale justesse, naviguer entre les intrigues. Lui-même plus tard s'en est aperçu, et se rendant compte qu'il n'était pas doué pour de semblables négociations, il a écrit : « Mme de Duras (1) était ambitieuse pour moi... Elle se désolait des obstacles que mon caractère apportait à ma fortune, elle me grondait, elle me voulait corriger de mon insouciance, de ma franchise, de mes naïvetés, et me faire prendre des habitudes de courtoisie qu'elle-même ne pouvait souffrir. »

Nous verrons, en avançant dans l'étude de sa carrière, que Chateaubriand en parlant ainsi n'exagérait pas. Quoi qu'aient pu dire, de son temps ou depuis, ses adversaires, si curieux que cela puisse paraître de la part d'un homme qui, pendant quinze ans a été mêlé à toutes les affaires politiques, qui a été chef de parti et a, lui-même, mené et dirigé des coalitions, ce qui, au cours de sa carrière politique, a le plus manqué à Chateaubriand, c'est de savoir ou de vouloir se mêler avec assez de suite aux intrigues des hommes qui l'entouraient.

Si parfois, conscient de sa valeur et avide de jouer un beau rôle, il réclamait, il exigeait un poste ou une situation ; si, blessé, il se vengeait durement et menait contre ses adversaires une campagne

(1) *M. O.-T.*, III, 498.

violente, il le faisait sans cette habileté patiente et tenace de ceux dont le seul but est de parvenir.

Il ne savait pas se maintenir en place, parce qu'il dédaignait de plaire à ceux dont il avait besoin, et de rivaliser avec les intrigants professionnels. Il savait mal se faire valoir. Impatient, incapable de dissimuler, il excitait des jalousies. Et c'est pourquoi, malgré la supériorité de son esprit et la lucidité de ses vues, nous le verrons vaincu par des hommes qui étaient loin de le valoir, poursuivi après sa mort par les calomnies de ses adversaires, et, aux yeux même de la postérité, mis souvent dans une attitude indigne de lui.

Le roi, sans doute, à Gand, n'était pas mal disposé pour lui. « Encore sous l'agréable impression des *Réflexions politiques* il l'avait, assure Mme de Chateaubriand dans son *Cahier rouge*, accueilli avec une bienveillance marquée. »

Chacun, d'autre part, était bien obligé de reconnaître la puissance de sa plume.

Mais avec cela on se défiait de lui. Les hommes de cour lui reprochaient sa fidélité à la Charte : « Mon mari, dit Mme de Chateaubriand (1), était regardé comme un incorrigible, comme un jacobin, bien plus que cela, comme un constitutionnel. C'était un honnête homme au fond, mais qui avait un dada, une idée fixe, et dont il fallait toujours se défier et tâcher surtout de l'éloigner du roi. »

Pour beaucoup, il n'était qu'un homme de lettres, utile tout au plus à employer comme journaliste. Stuart, l'ambassadeur d'Angleterre, écrivant à son ministre Castlereagh, le 28 avril (2), affecte de le mettre sur le même plan que Lally-Tollendal.

Quant aux constitutionnels, ils devinaient secrètement en lui un rival et ne manquaient pas une occasion de le rabaisser. Jaucourt écrivant à Talleyrand, le 4 avril, déclarait dédaigneusement (3) : « Pour manier la plume, nous avons MM. de Lally et Chateaubriand, » et, ajoute-t-il méchamment : « celui-là veut que sa première phrase lui soit payée du titre de ministre du roi. » « Il est, disait-il ailleurs, dévoré du démon de la publicité. » Et ce dédain affecté apparaissait même si choquant que Guizot, bien que constitutionnel lui-même, a écrit dans ses *Mémoires* : « Je fus surpris et choqué comme d'une injustice et d'une faute du peu de cas que l'on faisait de Chateaubriand tout en se servant tant de lui (4). »

En outre, manquant de ce flair instinctif que donne aux vrais

(1) *Cahier rouge*, p. 140.

(2) ROMBERG et MALET, *Louis XVIII et les Cent-Jours à Gand*.

(3) Ouv. cit., 201.

(4) *Histoire de mon temps*, I, 89.

arrivistes la volonté de prendre le vent à tout prix, il conservait, à ses débuts dans la carrière politique, une certaine candeur ; il ignorait l'art des demi-trahisons ; avec les meilleures intentions du monde, voyant très bien ce qui pouvait sauver la France, il se confiait imprudemment.

Son attitude, en la circonstance, est doublement intéressante ; d'abord par les conséquences qu'elle devait entraîner, puis par l'idée de son caractère qu'elle nous donne.

Dans la rivalité entre Talleyrand et Blacas, entre les constitutionnels et les gens de cour, il allait prendre le parti de Talleyrand contre celui de Blacas avec une vivacité telle que Jaucourt pouvait écrire à Talleyrand le 6 mai (1) : « Lally et M. de Chateaubriand sont à votre merci, ils vous écrivent et vous récrivent car ils vous ont déjà écrit. »

Ce n'était pas, nous le savons déjà, qu'il éprouvât une sympathie particulière pour les constitutionnels. S'il était sévère pour les bizarres et vaines combinaisons des émigrés, s'il était agacé de les voir « trotter de chez le roi chez Monsieur, de chez Monsieur chez le roi » (2), et combiner leurs naïves intrigues avec Fouché ou le maréchal Soult, d'autre part la grossière brutalité de l'abbé Louis, la platitude de Beugnot, les prétentions des anciens fonctionnaires de l'Empire, de ces hommes spéciaux, comme il les appelle, gonflés de leur expérience des affaires, ne lui plaisaient pas davantage ; et les portraits qu'il a laissés d'eux dans ses *Mémoires* sont loin d'être flattés.

Il n'avait pas non plus les mêmes raisons que les constitutionnels d'en vouloir à Blacas. Et bien qu'il crût avoir à se plaindre personnellement de lui ; bien qu'il fût convaincu que Blacas lui avait toujours été hostile (ce qui n'est d'ailleurs pas exact, car il existe au moins une lettre écrite par Blacas au début d'avril à la duchesse d'Angoulême qui parle de Chateaubriand en termes assez flatteurs) (3), bien qu'il ne se gênât pas sans doute à l'occasion pour se moquer de lui dans le salon de Mme de Duras où, dit le général de Reiset (4), « M. de Blacas n'était pas en odeur de sainteté », il assure cependant dans ses *Mémoires* qu'il tint à demeurer toujours en bons termes avec lui ; « justement, assure-t-il, parce que tout le monde le détestait, » ce qui, vu l'indépendance instinctivement frondeuse de son caractère est, somme toute, dans une certaine mesure possible.

Si pourtant, il avait pris le parti de Talleyrand, il avait pour cela deux raisons. Il nous a lui-même indiqué la première dans *la*

(1) Ouv. cit., p. 330.

(2) *M. O.-T.*, III, 512.

(3) Voir NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, II, 289.

(4) T. III, 198.

Monarchie selon la Charte, à un moment où déjà il s'était rendu compte de son erreur :

« La plus belle carrière, dit-il, s'ouvrait devant M. de Talleyrand ; il pouvait achever son ouvrage et consolider le trône qu'il avait contribué puissamment à relever. Il lui suffisait de bien sentir sa position, *de renoncer franchement à la Révolution et aux révolutionnaires*, d'embrasser franchement la monarchie constitutionnelle, mais en l'asseyant sur les bases de la religion, de la morale et de la justice, *en lui donnant pour guides des hommes irréprochables, nécessairement fixés dans les intérêts de la couronne*.

« Le nom de ce ministre, ses talents, son expérience des affaires, son crédit en Europe, tout l'appelait à remplir ce rôle aussi brillant pour lui qu'utile à la France. Il aurait joui dans la postérité du double éclat de ces hommes extraordinaires qui perdent et qui sauvent les empires. A force de gloire il eût forcé les ennemis au silence. »

Bref, impressionné lui aussi par les récents succès diplomatiques de Talleyrand, par la position de défenseur de la légitimité que le prince de Bénévent venait de prendre à Vienne, il espérait que celui-ci saurait et voudrait se détacher des hommes de l'Empire dont les intérêts demeuraient opposés à une sincère restauration des Bourbons ; il espérait le voir prendre la tête de ce gouvernement sincèrement royaliste et franchement attaché à la Charte qui seul, à son avis, pouvait assurer le rétablissement du régime.

La seconde raison, celle qui explique peut-être qu'il ait à ce moment accordé tout à coup à Talleyrand une confiance si complète, c'est, il semble bien, que Talleyrand, avec sa rouerie habituelle, avait su le flatter.

Le fait est que c'est Talleyrand, il semble bien, qui avait fait les premiers pas. Dès le 4 avril, de Vienne, il avait écrit à Chateaubriand : « J'ai appris avec un grand plaisir, monsieur, que vous étiez à Gand, car les circonstances exigent que le roi soit entouré d'hommes forts et indépendants. »

Et il avait continué en exposant tout un plan de polémique de presse à entreprendre « pour réfuter, par des publications fortement raisonnées, toute la nouvelle doctrine que l'on veut établir dans les pièces officielles qui paraissent en France ».

Chateaubriand, en citant cette lettre dans ses *Mémoires* (1), affecte d'y avoir attaché peu d'importance et de s'être moqué du « brevet d'homme fort » que lui décernait Talleyrand. Mais il a lui-même

(1) *M. O.-T.*, III, 529.

reconnu ailleurs « qu'il savait peu résister à la louange » ; et d'ailleurs il devait tenir assez soigneusement compte des indications de Talleyrand dans ses articles du *Journal universel*, dans celui du 2 juin en particulier, qu'il consacrait à une défense « des transactions politiques qui ont précédé et suivi la Restauration ainsi que des princes et de l'habile ministre qui ont si parfaitement jugé les intérêts pressants de la patrie ».

Quoi qu'il en soit, une fois son parti pris, il s'y était attaché sans réserves avec une franchise, imprudente certes, mais parfaitement sincère. Et le récit vaut d'être suivi pas à pas.

Le 28 avril il avait répondu à Talleyrand et tout de suite, avec un réel abandon il lui avait écrit (1) : « Le roi m'a chargé de lui faire des rapports sur l'intérieur, mais, mon prince, il faut avoir un intérieur, et nous comptons sur vous pour nous le rendre. Votre présence ici est absolument indispensable. Venez, prévenez de nouvelles sottises. Il faut que vous vous mettiez à notre tête, que nous formions un ministère dont vous serez le guide et l'appui... Venez, venez, rien au monde n'est plus nécessaire. » .

Le 6 mai il avait écrit plus chaleureusement encore et même il avait laissé ce jour-là entendre avec quelque hésitation, dans un *post-scriptum* ajouté à sa lettre qu'il comptait sur Talleyrand pour assurer sa propre carrière : « J'ai eu l'honneur, disait-il (2), de vous écrire précédemment que le roi m'avait appelé à son Conseil et qu'il m'avait chargé de lui faire des rapports sur l'intérieur. J'aurais, d'après cela, quelque droit à ce ministère ; mais, mon prince, mes prétentions sont subordonnées aux intérêts du roi et de la patrie ainsi qu'à vos vues et à vos projets. »

Ne cherchons dans ces protestations aucune arrière-pensée. Chateaubriand, à cette date, paraît bien avoir été sincère. Tout au plus peut-on lui reprocher d'étaler à la légère une affectation de dévouement chevaleresque un peu excessive. Car, peu après, il nous confirmera la sincérité de son attitude dans une lettre toute intime adressée à son ami Frisell où nous pouvons peut-être distinguer aussi que le ton hésitant et presque timide qu'il prenait pour demander à Talleyrand de l'aider dans sa carrière était moins une tactique d'ambition que l'attitude d'un homme modestement incertain de ce qu'il est en droit d'attendre, et de ce qu'il désire lui-même.

Le 3 juin donc, il écrivait à Frisell (3) : « On attend M. de Talleyrand, c'est lui qui doit tout régler. Ce qu'il y a de certain, c'est que

(1) *Corr. gén.*, I, 287.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, I, 289.

je suivrai son sort. » Et il ajoutait : « Il n'y a que mon amour pour la France et pour le roi qui ait pu m'engager à le suivre. Mais il faut que cela finisse, car je suis un peu las. Au reste, quant à ma position politique, vous savez que je suis dans le Conseil du roi, mais sans titre et sans position déterminée ; j'ai seulement l'ordre de parler au roi de l'intérieur. Cela veut-il dire que si nous retrouvons un jour un intérieur on me chargera de ce ministère ? Je n'en sais rien et je ne le crois pas... Je suis bien noir, mon cher ami, et si vous étiez ici, vous en verriez bien la cause ; si nous ne prenons pas garde, nous périrons sans retour. L'Autriche m'a offert une retraite et une existence honorable, cela sera ma dernière ressource en cas d'événement. J'irai mourir à Rome, et peut-être je vous y verrai. »

Tout au long de la carrière de Chateaubriand, nous retrouverons ces accès de lassitude et d'inquiétude ; quand le dégoût des intrigues et des sottises politiques le prenait, il songeait à tout abandonner. Ce n'était de sa part ni dilettantisme, ni orgueilleux égoïsme ; et là où trop souvent ses adversaires ont voulu voir de la vanité et de la pose, il n'y avait bien souvent que le dégoût des trahisons et des mesquineries de la carrière d'ambitieux.

Seulement, avec un tel tempérament, il devait fatalement être vaincu par d'autres qui ne le valaient pas, mais se raccrochaient inlassablement à leurs ambitions.

En effet, tandis que Chateaubriand se désespérait des malheurs de la France et prétendait demeurer fidèle à Talleyrand, celui-ci, de son côté, était loin de montrer pour le service du roi le même dévouement et le même désintéressement. C'est en vain que Louis XVIII, convaincu par ses conseillers, et persuadé lui-même de l'appui que pouvait lui donner auprès des souverains d'Europe la présence de son ministre, avait fait dire au prince de Bénévent de venir le rejoindre à Gand et lui avait écrit le 5 mai : « Je vous ai mandé de venir me joindre aussitôt que vous aurez signé en mon nom l'acte final du Congrès. Mais je me sens aujourd'hui plus pressé de vous revoir. Ainsi donc, à moins que cette signature ne doive être retardée que de deux ou trois jours, partez sans l'attendre. » Talleyrand, lui, ne s'était pas pressé de se mettre en route. Il n'était pas encore assez sûr du succès des Bourbons pour se compromettre irrévocablement en leur faveur. Il savait que parmi les souverains alliés, plusieurs n'étaient guère favorables à Louis XVIII. Il savait que l'empereur de Russie, à Vienne, envisageait comme une solution possible l'élévation du duc d'Orléans au trône et lui-même correspondait avec le duc d'Orléans réfugié à Londres qui lui adressait la copie des lettres qu'il échangeait avec le roi.

Napoléon, de son côté, bien que Talleyrand, il ne l'ignorait pas, l'eût trahi à plusieurs reprises, et l'année précédente eût été le premier à l'abandonner au moment de ses défaites, Napoléon avait essayé de l'attirer de nouveau à lui, et les *Souvenirs* du comte Mollien renferment des renseignements curieux sur une négociation qui fut tentée à cette époque.

Si bien que Talleyrand, pour voir venir les événements et se ménager au besoin la possibilité d'une nouvelle et fructueuse trahison, avait préféré rester à Vienne ; et, dans ses lettres, s'était contenté d'expliquer son retard par divers prétextes tout en multipliant les plaintes contre les familiers du roi et Blacas en particulier.

Le 10 juin pourtant, il s'était décidé à partir ; mais, prudent jusqu'au bout, il avait voyagé à petites journées ; et, chance ou habileté, quand enfin il arrivait en Belgique, le sort de la guerre était fixé et les voies du pouvoir s'ouvraient librement devant lui.

Le 18 juin, après un premier succès à Ligny, Napoléon venait d'être définitivement battu à Waterloo. Tandis que les armées alliées poursuivaient leur marche sans plus rencontrer de résistance et franchissaient à nouveau la frontière, Louis XVIII, sans attendre, s'était aussitôt mis en route pour rentrer en France. En même temps, cédant aux plaintes de son entourage, il venait de se séparer de Blacas, en l'envoyant à Londres, chargé d'une mission auprès de la duchesse d'Angoulême.

Rien ne s'opposait plus aux ambitions de Talleyrand qui, pressant sa dernière étape, rejoignait la Cour à Mons le 22 juin, et voyait, dès son arrivée, tout le petit groupe des constitutionnels se précipiter au-devant de lui comme au-devant de leur sauveur. Par malheur, tant de succès l'avaient grisé ; il prétendait profiter de la situation plus complètement encore, et payant d'audace et d'insolence, il faisait une maladresse.

Depuis deux mois, dit Pasquier dans ses *Mémoires* (1), il avait combiné avec Metternich un plan qui devait lui assurer une influence entière sur la cour de Gand. Il s'agissait de persuader au roi de ne pas rentrer dans la capitale avant que la guerre fût terminée et que les conséquences en fussent réglées. De cette façon Talleyrand aurait eu le temps de négocier pour lui-même avec le gouvernement provisoire établi à Paris et d'imposer les conditions qui lui conviendraient.

Or, en arrivant à Mons le 22, à 6 heures du soir, il avait appris que Louis XVIII, malgré ses avis, avait décidé de se diriger sans tarder sur Paris. Pour manifester alors sa désapprobation, il avait

(1) III, 291.

dédaigné de se présenter au roi ; c'est en vain que Chateaubriand essayait de s'entremettre pour éviter un éclat ou un scandale : « Je ne suis jamais pressé, il sera temps demain, avait-il répondu. » Et comme on lui annonçait que le roi comptait se remettre en route dès l'aube : « Il n'osera pas », avait affirmé superbement le prince de Bénévent, tant il se croyait nécessaire.

Louis XVIII cependant ne s'était pas laissé intimider. A 3 heures du matin, il était monté en voiture. Chateaubriand et Pasquier ont raconté dans leurs *Mémoires* comment, à ce moment, on vit accourir tout boitillant Talleyrand qui, réveillé par ses partisans, tentait une dernière démarche et déclarait que, puisque le roi paraissait mettre peu de prix à ses services, il ne voyait rien de mieux à faire que de se retirer à l'écart.

Louis XVIII qui était descendu pour donner à son ministre une brève audience s'était contenté de répondre avec sang-froid : « Prince de Bénévent, vous nous quittez ? Les eaux vous feront du bien, vous nous donnerez de vos nouvelles. » Puis, remontant dans sa berline, il avait donné le signal du départ.

« M. de Talleyrand, dit Chateaubriand, bavait de colère. Il n'en revenait pas d'être planté là. » Et convaincu qu'on ne pourrait se passer de lui, il avait décidé d'attendre les événements à Mons.

Deux membres du Conseil seulement, Dambray et le duc de Feltre, avaient suivi le roi. Jaucourt, Louis, Beugnot, bien entendu, étaient restés avec leur chef. Chateaubriand crut bien faire en demeurant, lui aussi, auprès de l'homme dont il estimait la présence utile au ministère et, qui plus est même, le lendemain, dans une conférence tenue à Mons entre les amis de Talleyrand, il s'offrait de lui-même, raconte Pasquier, « pour aller dire au roi à quel point, en souffrant l'éloignement d'un homme aussi important, Sa Majesté courait le risque de jeter le découragement dans l'âme de ses meilleurs serviteurs et les plus vives inquiétudes dans l'âme de ses peuples. »

Dans ses *Mémoires*, il s'est accusé d'avoir commis là une maladresse, une faute énorme. Il aurait, en s'attachant à ce moment au sort de Talleyrand, manqué sa fortune et fait à la Restauration un tort considérable. « Cette fois, dit-il (1), mes qualités me jouèrent le mauvais tour que m'auraient pu jouer mes défauts... » « Moi, demeuré auprès du roi, ajoute-t-il, la combinaison du ministère Talleyrand-Fouché devenait presque impossible, la Restauration commençait par un ministère moral et honorable, toutes les combinaisons de l'avenir pouvaient changer. L'insouciance que j'avais de ma per-

(1) *M. O.-T.*, IV, 40.

sonne me trompa sur l'importance des faits. La plupart des hommes ont le défaut de se trop compter ; j'ai le défaut de ne pas me compter assez ; je m'enveloppai dans le dédain habituel de ma fortune ; j'aurais dû sans doute voir que la fortune de la France se trouvait liée à ce moment à celle de mes petites destinées. »

Chateaubriand, à distance, exagère sans doute. Il n'est nullement prouvé que sa seule présence auprès du roi aurait empêché le ministre Talleyrand-Fouché de se former quelques jours plus tard.

Pourtant, il est vrai que dans ces quelques jours décisifs son influence sur l'esprit du roi aurait pu être utile ; il est vrai aussi que le désintéressement excessif ou la confiance exagérée avec lesquels il liait son sort à celui de Talleyrand allaient lui nuire à lui-même.

Il est certain, enfin, qu'une telle attitude montrait de sa part un réel souci de conciliation nationale, et un non moins réel désintéressement.

En tous cas, il ne fut pas récompensé.

Il raconte qu'au moment de quitter Gand, le roi lui aurait dit affectueusement : « Je vais me séparer de M. de Blacas, la place sera libre, monsieur de Chateaubriand. »

Or, malgré cette invite indirecte, il était resté auprès de Talleyrand. Louis XVIII, bien entendu, avait été froissé ; et Talleyrand, par contre, ne lui eut aucune reconnaissance. Racontant cet incident dans ses *Mémoires*, Talleyrand, en effet, se contente de dire insolemment (1) : « Les amis du roi s'agitaient autour de moi. Je ne fus pas peu étonné de trouver parmi ces amis si ardents Chateaubriand. » Et sitôt rentré en grâce, il allait faire ou laisser rayer le nom de Chateaubriand de la liste des hommes qui allaient être appelés à former le nouveau ministère.

Il nous reste à suivre les conséquences. Son indépendance et son honnêteté allaient attirer encore à Chateaubriand d'autres déboires.

Ni Talleyrand, ni Louis XVIII ne souhaitaient sincèrement une rupture. Louis XVIII, satisfait d'avoir montré sa puissance à l'homme qui se vantait « de lui avoir remis sa couronne sur sa tête », ne désirait pas s'en faire un ennemi et, dès le lendemain, il autorisait Wellington, lequel l'accompagnait dans son voyage, à écrire à Talleyrand pour lui conseiller de revenir. Talleyrand de son côté, embarrassé de son geste d'indépendance, ne demandait pas mieux que de se laisser convaincre. Sans se faire plus longtemps prier, il se mettait en route et, suivi de ses fidèles et de Chateaubriand, il rejoignait le roi à Cateau-Cambrésis.

(1) Tome III, p. 299.

Par malheur, si le roi avait été le plus fort, il n'avait peut-être pas été le plus habile ; du moment qu'on estimait encore avoir besoin de Talleyrand, peut-être, comme Chateaubriand l'avait pensé, aurait-il mieux valu ne pas l'humilier. Car Talleyrand, sentant son prestige faiblir, allait, pour le ressaisir, s'appuyer, plus encore qu'auparavant, sur les hommes de l'Empire. Il allait même s'allier avec Fouché, ministre de la police de Napoléon.

Jusque-là, Fouché avait été pour lui un rival dangereux. Tandis que l'un, ministre de Louis XVIII, comptait de nouveau comme l'année précédente jouer à la chute de Napoléon le rôle de sauveur de la monarchie, l'autre, à Paris, comptait profiter de ses fonctions de ministre de la police pour servir d'arbitre pendant l'inter règne.

Comme la plupart des hommes politiques, Fouché s'était bien vite rendu compte que le succès de l'aventure de l'île d'Elbe était impossible et, tout en se ralliant dès les premiers jours à Napoléon, il avait, par prudence, travaillé en sous-main à se faire des alliés parmi les royalistes restés en France, en profitant de ses fonctions pour les effrayer et les protéger tour à tour.

Il avait fait arrêter M. de Vitrolles, un des hommes dont le rôle avait été des plus importants en 1814 ; mais il avait reçu sa femme et lui avait laissé entendre qu'il était secrètement dévoué aux Bourbons.

Il avait accordé des faveurs à quelques personnes du faubourg Saint-Germain, si bien qu'avant même Waterloo on avait vu arriver à Gand Mme de Vitrolles envoyée en ambassade par lui et plaidant en sa faveur.

Aussitôt après Waterloo, tandis que le roi, par lentes étapes, se rapprochait de Paris et que Napoléon, accablé par sa défaite, abdiquait pour la seconde fois, il s'était fait nommer président du gouvernement provisoire et poursuivait son plan. Il séduisait Hyde de Neuville que Louis XVIII avait envoyé en courrier, avec de pleins pouvoirs, préparer sa rentrée dans la capitale ; il le persuadait que l'on pouvait compter sur son dévouement à condition de lui assurer en France une situation honorable. En même temps, pour se rendre indispensable, il s'efforçait de faire peur ; il agitait la Chambre des Cent-Jours, il annonçait que la rentrée du roi provoquerait des troubles ; il cherchait à faire naître dans Paris des manifestations hostiles aux Bourbons que lui seul, assurait-il, pourrait contenir.

En réalité les périls dont il menaçait étaient à peu près imaginaires. Le jour de la rentrée du roi aucune des manifestations hostiles annoncées par lui n'allait se produire. Sans être aussi enthousiaste que l'année précédente, la cérémonie allait, dit le général de Reiset, se passer dans le calme et au milieu d'une sympathie chaleureuse.

Et quelques jours plus tard la Chambre des représentants, qui avait fait une foule d'appels à la population et dont Fouché affectait de croire l'influence considérable, allait être dispersée sans provoquer la moindre émotion publique, par une simple escouade de gardes nationaux qui vint fermer la salle des séances. Le reste, sans doute, au milieu de la lassitude générale n'était pas plus dangereux et l'on allait bientôt se rendre compte, au moment des élections, que l'influence de Fouché ne dépassait pas les barrières de Paris.

Mais, en attendant, il avait su faire peur à un grand nombre de royalistes. Vitrolles, dont l'opinion ici n'est pas suspecte, puisqu'il fut un des premiers à être dupé, dit, dans ses *Mémoires* (1) : « L'opinion des royalistes les plus marquants du faubourg Saint-Germain se prononçait d'une manière inattendue en faveur de Fouché. Avait-il exercé sur eux des assurances dont il connaissait l'art mieux que personne? ou le vent de l'opinion soufflait-il sur eux? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'y eut qu'un cri pour appeler Fouché au ministère de la police. Lui seul pouvait préserver le trône des complots ennemis. Le bailli de Crussol, ancien capitaine des gardes de Monsieur, le plus arrêté dans ses principes, le plus entêté dans ses opinions, prêchait sur tous les toits que le salut du roi et de la royauté était dans le ministère de Fouché. » Mme de Chateaubriand, avec sa verve habituelle, confirme le fait dans son *Cahier rouge*. Wellington, de son côté, avait été conquis.

C'est alors que Talleyrand avait pris le parti de s'allier à l'ancien régicide. Certes, il aurait préféré tout d'abord, Chateaubriand le constate, n'être pas « accouplé à M. Fouché » ; il avait pensé un moment à faire, cette fois encore, la Restauration à son seul profit ; et s'il avait tant cherché à retarder la rentrée du roi à Paris, c'était pour pouvoir se donner le temps d'organiser à son gré le changement de régime sans avoir à compter avec les hommes du gouvernement provisoire et sans être obligé de leur faire place. Mais, après son échec de Mons, il ne se sentait plus assez fort pour parler en maître.

Le 29 juin, Wellington lui avait écrit une lettre qu'il a publiée dans ses *Mémoires*, en lui indiquant une entente avec Fouché comme nécessaire. Fouché, de son côté, lui envoyait en ambassadeur, d'abord son frère, Archambaud de Périgord, puis un nommé Gaillard. Plutôt que de lutter, il se résignait et, raconte Beugnot, à Roye (2), qui fut la troisième étape du voyage royal, il donnait à M. Gaillard, les garanties désirées.

(1) Tome III, p. 104.

(2) *Mémoires*, II, 318.

Sans doute n'avait-il pas les mêmes illusions que les naïfs négociateurs du faubourg Saint-Germain, mais l'essentiel était pour lui de rester d'une façon quelconque et aux moindres frais possible aux Affaires ; et avec cette insouciance criminelle qui le fit, pendant toute sa carrière, se plier à toutes les circonstances quelles qu'elles fussent, du moment qu'il y trouvait d'une façon quelconque une place, il sacrifiait délibérément l'intérêt de la monarchie en appuyant la candidature de Fouché.

L'entrée de Fouché dans le ministère était en effet, à ce moment, une faute énorme. Fouché était un régicide ; Fouché avait été ministre de la police de Napoléon ; déjà, avant le retour de l'île d'Elbe, il avait comploté contre les Bourbons, il avait joué pendant la Révolution un rôle particulièrement criminel, puisque, comme Chateaubriand devait le rappeler dans *la Monarchie selon la Charte*, l'année suivante, la Convention elle-même l'avait expulsé, le 9 août 1795, à la suite d'un rapport qui le déclarait « un voleur et un terroriste dont la conduite atroce et criminelle communiquait le déshonneur et l'opprobre à toute assemblée quelconque dont il deviendrait membre ». Il était un des hommes les plus tarés, les plus compromis de France. Son retour aux Affaires ne pouvait qu'exaspérer la masse des royalistes espionnés naguère, emprisonnés et fusillés par lui quand il était ministre de la police, et dont les Cent-Jours venaient d'irriter encore les justes révoltes.

Pour se maintenir il allait être obligé de s'appuyer sur tout ce que les Bourbons possédaient d'ennemis déclarés ou secrets. Il allait aussi, nous le verrons, pour compromettre les royalistes, jouer le rôle d'agent provocateur, pousser tout le premier aux excès de la Terreur Blanche ; il allait, en publiant une liste de proscriptions, être responsable de la mort de Ney et de La Bédoyère ; il allait, par le cynisme de son attitude, provoquer en représailles les excès de zèle souvent maladroits des députés royalistes. Bref, son entrée au pouvoir allait, plus que celle d'aucun autre, compromettre l'œuvre déjà si difficile de la réconciliation nationale.

Le roi, tout d'abord, s'était rendu compte de tous ces dangers. Aux premières ouvertures qui lui avaient été faites, il avait répondu par un refus énergique. « Sa Majesté, raconte Chateaubriand, rougit, et s'écria en frappant les bras de son fauteuil : jamais (1). »

Mais à Gonesse, à l'étape suivante, le 2 juillet, de nouveaux efforts avaient été faits. Le 6, enfin, tandis que le cortège royal arrivait à Saint-Denis, Talleyrand, était allé prendre Fouché à Neuilly, à l'état-

(1) *M. O.-T.*, IV, 49.

major de Wellington, et l'avait amené à Louis XVIII pour prêter serment.

Or, avec Beugnot, paraît-il, Chateaubriand avait été le seul à prendre parti contre Fouché. Dès les premières ouvertures, il s'était efforcé, dit-il, dans ses *Mémoires*, et le fait a été confirmé par Beugnot, de montrer « que partout où il y a une tribune ouverte quiconque peut être exposé à des reproches d'une certaine nature ne peut être placé à la tête du gouvernement (1). » — « Le roi, dit-il, l'avait écouté avec sympathie. » Mais, pris entre les insistances de Talleyrand, celles des généraux alliés, celles aussi de Vitrolles et des autres gens de cour que Fouché avait su séduire, Louis XVIII ne pouvait plus rien.

A partir de ce moment, Chateaubriand avait été écarté. Déjà à Arnouville, l'avant-dernière étape du voyage, il n'avait plus été consulté. Tandis que les intimes et les affiliés au secret étaient seuls assemblés, il rôdait mélancoliquement dans les jardins « d'où le contrôleur général Machaud, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, était parti pour aller s'éteindre aux Madelonnettes ». A Saint-Denis enfin, comme, venu faire sa cour au roi, il rêvait dans une antichambre en attendant d'être introduit, il avait tout à coup vu s'avancer Talleyrand, amenant pour la première fois Fouché à Louis XVIII. Et tout à coup, dans un éclair, comprenant l'imprudence qu'il y avait eu de sa part à se fier à Talleyrand, à compter sur la sincère conversion de l'ancien évêque renégat il poussait un cri de colère.

Tout le monde connaît le beau passage des *Mémoires d'outre-tombe* où il a décrit cette scène : « Une porte s'ouvre : entre silencieusement le vice appuyé sur les bras du crime. M. de Talleyrand marchait soutenu par M. Fouché. La vision infernale passe lentement devant moi et disparaît. Fouché venait jurer foi et hommage à son seigneur. Le féal régicide, à genoux, mit les mains qui firent tomber la tête de Louis XVI entre les mains du frère du roi martyr ; l'évêque apostat fut caution du serment. »

Beugnot qui, paraît-il, assista à la scène, bien que les *Mémoires d'outre-tombe* ne parlent pas de lui, témoigne dans ses *Mémoires* de l'émotion éprouvée par Chateaubriand : « M. de Chateaubriand, dit-il, ne put se contenir quand nous vîmes paraître le duc d'Otrante donnant le bras à M. de Talleyrand, et tous deux s'avancant vers le cabinet du roi avec cet air assuré et tranquille qui blesse au vif ceux dont on vient de triompher. »

S'il s'agissait ici d'une étude de style, il serait curieux de comparer le récit de Chateaubriand à celui de Beugnot et à celui que Mme de

(1) *M. O.-T.*, IV, 51.

Chateaubriand a esquissé dans son cahier. On y verrait comment, sans changer un détail, sans ajouter un commentaire, par le seul effort d'une langue plus ferme et d'images plus saisissantes, Chateaubriand a su donner à la scène un relief d'une dureté toute particulière. Et l'on se rendra mieux compte de l'intensité d'émotion à laquelle devait l'entraîner la puissance de son imagination.

Le lendemain, le ministère allait être définitivement constitué. De Paris arrivaient en foule les gens pressés de faire valoir les services qu'ils avaient rendus et ceux qu'ils se sentaient, avec une ardeur nouvelle, disposés à rendre.

Mme de Chateaubriand nous montre les rues qui conduisaient au tombeau de Louis XVI encombrées d'élégantes voitures, remplies d'ultras imprévus, gens de la cour et encore plus de la ville. C'était un étrange spectacle. Aux toilettes « pavoisées de rubans et de plumes sans pareilles », des dames du faubourg Saint-Germain, se mêlaient les uniformes de toutes les armées de l'Europe et les accoutrements de toutes sortes mi-civils et mi-militaires des voyageurs de Gand.

« C'était, dit Vitrolles (1), de bizarres transformations qui rappelaient à la pensée cette époque de notre monarchie où les rois, peu sédentaires, étaient suivis de leur Parlement. » — « Le chancelier Dambray, dit-il, que je ne connaissais qu'en simarre, venait à moi en chapeau rond et en bottes à l'écuyère. » Le duc de Lévis se promenait en pantoufles que, paraît-il, il ne quittait jamais et quant à Chateaubriand, dit Pasquier, « il portait sur un habit bourgeois un grand sabre de Damas pendu par un cordon rouge. » A partir de ce moment, l'événement allait entraîner ses inévitables conséquences.

Tous les amis de Fouché, tous les hommes du gouvernement provisoire et de l'Empire, se pressaient pour tirer quelque profit de l'élévation imprévue de leur chef et pour s'accrocher aux places qu'ils occupaient encore. Fouché et Talleyrand, en même temps, étaient heureux, pour assurer leur position, de donner satisfaction à leurs clients et d'installer à toutes les avenues du pouvoir des hommes qui, aussi compromis qu'eux, leur seraient entièrement dévoués.

Sans doute, pour satisfaire, non les royalistes dont on se défiait et qui s'étaient laissé trop facilement tromper, mais l'empereur de Russie dont on avait besoin, on avait essayé de faire entrer dans le ministère le duc de Richelieu et Pozzo di Borgo qui, l'un et l'autre, étaient les familiers de l'empereur Alexandre.

Mais l'un et l'autre avaient refusé l'honneur compromettant qui

(1) *Mémoires*, III, III.

leur était offert. Le ministère ne comprenait que des hommes attachés plus ou moins directement à l'Empire.

Pasquier, ancien préfet de Napoléon, était nommé à la Justice et à l'Intérieur ; l'abbé Louis avait les Finances ; Jaucourt, la Marine, Gouvion-Saint-Cyr, la Guerre.

On ne s'en tenait pas là. Il faut lire dans les *Mémoires* de Pasquier le récit de ce partage éhonté des places et des honneurs auxquels, en se congratulant mutuellement, se livraient les cyniques triomphateurs. « On parla, dit-il, de quelques places importantes dont il fallait disposer sur-le-champ. M. de Talleyrand dit que le roi donnait la direction des ponts et chaussées à Molé, ce qui fit plaisir à tout le monde. » (Molé, ancien ami de Chateaubriand, était entré au Conseil d'État sous l'Empire, avait été ministre de la Justice de Napoléon, et pendant les Cent-Jours avait déjà rempli la place de directeur des ponts et chaussées où Talleyrand le maintenait. Il devait, jusqu'en 1830, rester en liaison plus ou moins ouverte avec les adversaires de la dynastie et sous Louis-Philippe être nommé chancelier.) Puis les postes furent données à Beugnot : « Il fallait bien, déclare généreusement Pasquier, faire quelque chose pour un homme d'un talent incontestable qui avait été ministre jusqu'au 20 mars, qui avait suivi le roi à Gand et qui, d'ailleurs, s'était dans les derniers mois, fortement attaché à Talleyrand. »

Sans doute, l'opposition que Beugnot, il s'en plaint amèrement dans ses *Mémoires*, avait, en même temps que Chateaubriand, manifestée à la nomination de Fouché, faisait qu'on lui refusait un ministère, tandis que son ancien collègue et rival Louis était admis au Conseil. Mais Beugnot avait servi sous Napoléon et ce titre lui assurait tout de même quelque indulgence. Chateaubriand n'avait pas les mêmes excuses. Aussi, bien que lui également eût suivi le roi à Gand, bien qu'il eût pris le parti de Talleyrand et qu'il eût eu quelques droits à conserver le ministère de l'Intérieur, nulle offre ne lui était faite. Au moment de quitter Saint-Denis le roi, nous racontent les *Mémoires d'outre-tombe*, reçut Chateaubriand et, paraît-il, eut avec lui la conversation suivante (1) :

« Eh bien, dit Louis XVIII ouvrant le dialogue par cette exclamation. — Eh bien, Sire, vous avez pris le duc d'Otrante. — Il l'a bien fallu ; depuis mon frère jusqu'au bailli de Crussol « et celui-là « n'est pas suspect », tous disaient que nous ne pouvions pas faire autrement. Qu'en pensez-vous ? — Sire, la chose est faite, je demande à Votre Majesté la permission de me taire. — Non, non, dites ; vous

(1) *M. O.-T.*, IV, 60.

savez comme j'ai résisté depuis Gand. — Sire, je ne fais qu'obéir à vos ordres ; pardonnez à ma fidélité, je crois la monarchie finie. Le roi garda le silence. Je commençais à trembler de ma hardiesse quand Sa Majesté reprit : « Eh bien, monsieur de Chateaubriand, je suis de votre avis. »

Sans doute nul autre que les deux interlocuteurs n'aurait pu assurer l'exactitude de ce dialogue. Mme de Chateaubriand, qui le tenait de son mari, précise cependant, en le racontant dans son carnet : « Le fait est vrai à la lettre (1) ».

Quoi qu'il en soit, Chateaubriand avait, à ce moment, bien des excuses pour voir l'avenir avec pessimisme. Peut-être, avec plus d'ambition et plus d'adresse à l'intrigue, aurait-il été en mesure de s'opposer à quelques-unes des fautes qu'il avait vu commettre, à quelques-unes des intrigues qu'il laissait se développer sous ses regards dédaigneux. Mais s'il avait eu un moment le tort de trop se fier à Talleyrand, il était resté indépendant, honnête et désintéressé. Sans égoïsme de clan, sans parti pris d'homme d'ancien régime il s'était efforcé, tant qu'il l'avait pu, de faciliter sans exclusive pour personne, la réadaptation de la France et de la monarchie l'une à l'autre.

Maintenant, pour lui, l'expérience était faite. A voir avec quel cynisme les hommes de l'Empire et de la Révolution, revenus une fois de plus sur l'eau, accaparaient les places ; à voir comment l'équipe des constitutionnels, amis de Talleyrand, sur lesquels il avait compté pour établir un régime sincèrement monarchique et constitutionnel, se livraient par haine des royalistes, aux ennemis les plus compromis des Bourbons et à ceux qui presque ouvertement déjà avaient travaillé au retour de l'île d'Elbe et aux folies des Cent-Jours, il comprenait qu'il s'était trompé en 1814, que la sincère réconciliation, le sincère ralliement auquel il s'était efforcé de travailler était impossible. Fort maintenant de son expérience récente, connaissant mieux les hommes et les appétits en présence, il allait changer d'attitude. Et malgré la crise de pessimisme qu'il venait de traverser, sa véritable carrière politique ou plutôt sa carrière de chef parlementaire allait bientôt commencer.

(1) *Cahier rouge*, page 187.

CHAPITRE II

LA CHAMBRE INTROUVABLE

« LA MONARCHIE SELON LA CHARTE »

Aussitôt le roi rentré à Paris, il allait falloir organiser le régime. Il allait falloir aussi liquider avec la coalition victorieuse les conséquences de Waterloo ; et ces conséquences étaient terribles. Car, cette fois, les Alliés n'allaient pas, comme l'année précédente, se retirer sans rien demander. Ils exigeaient déjà des indemnités ; ils imposaient le licenciement de l'armée impériale ; ils menaçaient d'occuper militairement la France, jusqu'à ce que l'ordre y fût rétabli ; on parlait même de la mutilation de nos frontières.

Nous avons vu que le ministère formé à Saint-Denis était, plus encore que celui de 1814, composé d'hommes de l'Empire. Mais bien vite, pour ceux-ci, la situation allait se révéler très difficile. Malgré les efforts secrets de Fouché, malgré ses rapports au roi, où il déclarait « que l'on trouverait à peine un cinquième de Français qui soient franchement dévoués à l'autorité royale », Louis XVIII avait été très bien accueilli à Paris ; et de toutes les provinces, une instinctive et violente réaction se manifestait contre les hommes des Cent-Jours, considérés par tout le monde comme responsables des souffrances et des charges que l'invasion nouvelle imposait au pays.

Puisque le roi avait déclaré que la Charte était maintenue, il fallait, et le plus tôt possible, pour approuver les conditions de paix et régler les institutions nouvelles, réunir une Chambre.

Fouché aurait voulu convoquer à nouveau la Chambre de 1814, c'est-à-dire, puisqu'il n'y avait pas eu d'élections à la première Restauration, le Corps législatif de l'Empire. « En effet, dit Molé, Cambacérès, dont l'opinion mérite toujours d'être comptée, ne pensait pas que le gouvernement se tirerait jamais des élections ; il conseillait de rappeler tout simplement la Chambre de 1814, laquelle, devant alors au ministère la prolongation de son existence, eût été tout entière dans sa main. »

Mais cette solution, évidemment commode pour les ministres, était,

après une crise aussi grave, devenue impossible. Plus encore que l'année précédente, c'étaient des hommes nouveaux que l'on réclamait ; il fallait se décider à faire des élections ; Fouché se voyait obligé de convoquer les collèges électoraux pour le 22 août, et malgré tous ses efforts, il ne pouvait diriger les élections à sa guise.

« En vain, dit Guizot (1), s'était-il promis de livrer la Révolution au roi et le roi à la Révolution... il eut beau répandre à profusion les circulaires et les agents, il n'exerça pas la moindre influence. » En vain avait-il obtenu que, parmi les hommes choisis pour présider les collèges électoraux, figurassent des individus dont il était sûr, des membres de la Chambre des Cent-Jours. Sa situation à lui-même était déjà trop compromise. Pour satisfaire l'opinion, il lui avait bien fallu faire figurer parmi les présidents de collèges quelques-uns des grands noms de toute origine : prince du sang, grands officiers de la Couronne, maréchaux, pairs de France. Ses créatures même échappaient à son influence ; et craignant de se compromettre, l'administration avait évité d'intervenir dans la lutte électorale. De toutes parts, au milieu des souffrances de l'invasion, l'opinion, plus ardemment, plus violemment cette fois que l'année précédente, se révoltait contre les responsables de la folle aventure des Cent-Jours. Selon l'expression de Nettement, les révolutionnaires avaient épuisé leurs chances dans les vaines tentatives du gouvernement provisoire ; il n'y avait de vivant que la foi et la passion royalistes ; si bien que, dit Guizot (2), « l'élection d'une Chambre ardemment royaliste allait surprendre Fouché comme un phénomène inattendu ».

Au milieu de cette réaction si imprévue pour tous ceux qui, pendant les mois précédents, avaient approché du pouvoir, la crise d'amertume pessimiste que venait de traverser Chateaubriand s'apaisait. Si son propre avenir lui apparaissait encore incertain, il n'en voyait pas moins avec plaisir la situation générale se modifier. D'ailleurs l'autorité que ses publications et sa conduite depuis quelques mois lui avaient assurée n'étaient pas vaine. Après l'avoir dédaigné, le ministère, se sentant faiblir, jugeait nécessaire de se rapprocher de lui. Sans doute, dans le courant du mois d'août, Talleyrand refusait à nouveau de lui confier le ministère de l'Intérieur auquel, paraît-il, Pasquier avait songé à l'appeler. Mais la situation du ministère lui-même était déjà trop peu sûre pour qu'il eût rien à regretter.

Ce qui vaut mieux, par contre, il était, dès le 9 juillet, nommé

(1) *Histoire de mon temps*, I, 102.

(2) *Id.*, I, 105.

ministre d'État, titre il est vrai purement honorifique, mais lucratif, puisqu'un traitement de 24 000 francs y était attaché. Le 27, il est chargé de présider le collège électoral du Loiret. Enfin, au cours des opérations électorales, au moment où le collège qu'il présidait allait l'élire député, il était nommé pair de France.

Aussi ne songeait-il plus à désespérer. Arrivé à Orléans dans les premiers jours d'août, il se consacrait avec beaucoup de zèle à son rôle de président. Le 19 août, il écrivait à Mme de Duras (1) : « Le temps de l'élection avançant et les électeurs arrivant de toutes parts, je ne respire plus... Les dîners, les sollicitations, les invitations, les visites à recevoir et à rendre, les lettres ministérielles, les étrangers, les Français, j'ai tout cela sur le dos. »

Non seulement, en effet, il lui fallait recevoir les électeurs, mais encore négocier avec les officiers du corps bavarois qui occupait la ville et avec lesquels les froissements étaient nombreux. Toute cette agitation officielle lui donnait une grande importance.

Le fait est que les Orléanais étaient très fiers de voir et d'applaudir l'illustre auteur du *Génie du Christianisme*. Ils lui faisaient répéter ses discours, et le *Journal des Débats* ne manquait pas de signaler, au milieu de toutes les manifestations auxquelles les élections donnaient lieu sur tout le territoire, l'importance du succès remporté par Chateaubriand. Lui qui, quelques mois plus tôt, se croyait revenu de tout, révélait tout à coup, pour jouir de ses débuts d'homme public, une fraîcheur d'imagination nouvelle : « Eh bien, chère sœur, écrivait-il le 24 à Mme de Duras (2), après avoir prononcé son premier discours, je sais ce que c'est qu'une assemblée. A peu près trois cents personnes m'ont entendu et vous ne pouvez vous faire une idée de cet effet. On m'a forcé de relire ce matin, à l'ouverture de la séance, le discours que j'avais déjà lu hier ; même enthousiasme, mêmes cris. Au reste, j'ai parlé deux ou trois fois d'abondance avec assez de clarté et de succès. »

A sa femme, il écrivait (3) : « Il est impossible d'être plus fêté, plus aimé que je ne le suis ici. Ils sont désolés que je sois pair, parce qu'ils ne peuvent plus m'élire. »

Sa satisfaction était même si vive que l'on s'en est moqué ; et M. Levaillant, dans un ouvrage intitulé : *Splendeurs et misères de M. de Chateaubriand*, s'est efforcé d'y trouver une occasion de railler la vanité de celui qu'il n'appelle que le noble vicomte. Car on a tendance aujourd'hui à penser que le fait seul de se

(1) *Corr. gén.*, I, 388.

(2) *Id.*, I, 390.

(3) Lettre publiée par Ch. DE LOMÉNIE, *Journal des Débats*, 1^{er} mars 1907.

moquer de Chateaubriand est, pour un écrivain, un brevet d'élégance.

Mais avant d'accabler Chateaubriand, il faut songer qu'il écrivait pour rassurer sa femme et son amie dont l'affection également inquiète se préoccupait des dangers auxquels à une période aussi troublée, un président de collège électoral pouvait être exposé dans une ville où, séparées seulement par le pont de la Loire, se trouvaient cantonnées d'un côté une garnison bavaroise et de l'autre des troupes de l'armée impériale qui n'étaient pas encore licenciées.

Leurs craintes, d'ailleurs, n'étaient pas si chimériques, puisque dans des départements voisins des préfets, pour n'avoir pas voulu satisfaire à toutes les réclamations des ennemis, étaient arrêtés et emmenés en Allemagne; et à Orléans même M. de Talleyrand, neveu du ministre, était obligé de s'enfuir pour éviter le même sort.

Et si, tout en rassurant ses correspondantes, Chateaubriand se plaisait à conter ses succès, il n'en prenait pas moins le soin d'ajouter discrètement (1) : « Gardez pour vous toutes ces folies de mon amour-propre enflé par mes succès de province, » montrant ainsi qu'il ne se laissait pas si facilement griser que certains veulent le croire.

Même et surtout à ce moment, où enfin la carrière politique paraissait s'ouvrir pour de bon devant lui, tout en se laissant aller à la satisfaction et à la confiance, il n'avait cependant nul plan ni même nul désir précis d'ambition. Il écrivait bien le 19 août (2) : « J'espère, par cet apprentissage, que je mènerai un peu messieurs les pairs. » Mais ce n'était là qu'une boutade. Cet homme, en qui l'on a voulu voir un intrigant avide de jouer un rôle et de se pousser, au moment où la fortune politique pour la première fois lui souriait, semblait très sincèrement soucieux de s'assurer sans plus une situation stable et indépendante. Sous l'Empire, il disait que si le roi revenait, il lui demanderait seulement d'agrandir quelque peu son petit domaine. Maintenant, après les premières déceptions que la Restauration lui avait apportées, et malgré ses succès récents, il ne rêvait pas davantage une carrière d'ambitieux.

Lorsqu'il apprenait sa nomination de pair de France, il écrivait à Mme de Duras. « Ma nomination, qui me laisse la perspective du repos avec une situation honorable, ne laisse pas place chez moi à trop de chagrin (3). » Quelques jours plus tard, il écrivait à son ami Frisell : « Dès que je pourrai redevenir indépendant, je prendrai un grand parti, je veux finir mes jours en paix (4). » — « Je suis

(1) *Corr. gén.*, I, 387.

(2) *Id.*, 388.

(3) *Id.*, 388.

(4) *Id.*, 292.

content comme cela, dit-il encore le 20 (1), je retournerai à mon histoire. Je rentrerai dans mon caractère. Je laisserai le monde aller. Nous travaillerons, nous vivrons sans embarras; les intrigues ne nous feront plus rien. Il ne faut plus maintenant qu'ajouter à ma fortune quelques places sinécures; car il faut m'attendre à une diminution d'appointements comme ministre d'État et à perdre l'ambassade de Suède. »

Sans doute un tel plan de vie ne devait pas lui suffire toujours. Mais la préoccupation qu'indiquent de telles phrases est importante à retenir; tout au long de la carrière politique de Chateaubriand, nous la retrouverons chez lui, à maintes reprises. S'il avait un tempérament assez combatif, des opinions politiques nettes et les passions assez vives pour que la lutte l'entraîne et que, plus tard, il se laisse aller à poursuivre avec ardeur par moment le pouvoir et les honneurs, il n'en avait pas moins sincèrement aussi le goût d'une retraite studieuse, d'une position stable et honorée faite de nobles loisirs et de fructueuses méditations, où il serait plus un conseiller qu'un chef. Et c'est cette contradiction qui fait la complexité mais aussi l'intérêt et peut-être la noblesse de son caractère car il ne suffit pas d'accuser son dilettantisme romantique. Et pour bien comprendre ses sautes d'humeur, ses dégoûts et toutes les étapes de son existence, il fallait au début ne négliger aucun des deux aspects de son caractère.

Pour le moment, il était tout à la joie d'avoir rempli avec un plein succès la mission dont il était chargé. Les quatre députés nommés par le Loiret étaient de très fervents royalistes prêts, disait-il dans la lettre qu'il écrivait le 17 août à Pasquier, ministre de la Justice (2), « à donner leur vie pour la gloire et pour le service de Sa Majesté ».

Lui-même, au cours de la campagne électorale, dans les deux discours qu'il avait prononcés les 22 août et 5 septembre, avait nettement pris position une fois de plus en face de la situation. Ardemment royaliste, il restait, comme il l'était déjà l'année précédente, dans ses *Réflexions politiques* et récemment encore dans son *Mémoire du Journal de Gand*, très nettement décidé à défendre la Charte, garante des libertés nécessaires.

En pleine ardeur de réaction ultra-royaliste, il n'est pas sans intérêt de retenir les phrases suivantes de son discours du 22 août : « L'Assemblée constituante eut des intentions sages, mais le siècle l'en-

(1) *Corr. gén.*, II, 382.

(2) *Id.*, I, 294.

« traîna. Avec moins de talent et plus d'audace, l'Assemblée législa-
 « tive attaqua la monarchie que la Convention renversa. Il ne faut
 « pas vous le dissimuler, messieurs, tout dépend des choix que la
 « France va faire. Il s'agit de savoir si nous serons incapables de
 « nous fixer à ces institutions que nous avons cherchées à travers
 « tant d'orages, si nos ruines seront regardées comme un jeu de la
 « fortune, nos calamités comme un châtement mérité, ou, si nous
 « renfermant dans une liberté sage, nous conserverons l'éclat de notre
 « gloire et la dignité de nos malheurs. »

Seulement les trahisons des Cent-Jours lui avaient montré que le roi avait eu tort de faire une trop large confiance à tous ceux qui avaient servi les régimes précédents. La conduite récente de Talleyrand l'avait fait réfléchir. Tout ému encore de la scandaleuse élévation de Fouché, il n'acceptait plus cette universelle indulgence que voulaient réclamer les bonapartistes et il ajoutait : « Sans doute, il
 « faut cicatriser les blessures, jeter sur les fautes de nos pères le voile
 « de la charité chrétienne, nous interdire tous reproches, toute récri-
 « mination, toute vengeance, et, à l'exemple de notre roi, pardonner
 « le mal qu'on nous a fait. Mais il y a loin néanmoins de cette indul-
 « gence nécessaire à cette impartialité qui, obligée de faire un choix,
 « tombe également sur le bon et sur le mauvais citoyen. Laisser à
 « l'écart les auteurs de nos troubles, c'est justice. La justice n'est
 « point une réaction, l'oubli n'est point une vengeance. »

Sans doute, son second discours est moins modéré ; et le 5 septembre, lorsqu'il présentait au roi la députation du Loiret, il ne se contentait plus de demander l'oubli pour les coupables.

« Sire, disait-il, ce n'est pas sans une vive émotion que nous venons
 « de voir le commencement de vos justices. Vous avez ce glaive que
 « le Souverain du ciel a confié aux princes de la terre pour assurer le
 « repos des peuples. Vos mains royales ne s'étaient levées jusqu'ici
 « que pour absoudre les coupables et pour répandre des bénédictions.
 « Mais en sentant tout ce que cet effort a dû coûter au cœur du roi,
 « en pleurant avec Votre Majesté sur des hommes qui n'auraient pas
 « pleuré sur nous, nous ne nous dissimulons pas que le moment est
 « venu de suspendre le cours de votre inépuisable clémence. La France
 « envahie, déchirée, vous demande justice à genoux ; vous le devez,
 « Sire. »

On a affecté de se scandaliser de voir Chateaubriand encourager ainsi les mesures de répression ; on a fait remarquer que lui-même, qui avait fait imprimer son discours du 5 septembre dans les *Mélanges politiques*, qu'il publia en 1816, a négligé de le reproduire dans son édition de 1826. Mais, en effet, à cette date les circonstances

n'étaient plus les mêmes, et après dix ans de paix, le ton de ce discours n'aurait peut-être plus été compris.

En 1815, au contraire, pendant son séjour à Orléans qu'occupait l'armée bavaroise, il avait pu voir de près tous les maux et toutes les vexations que l'invasion, l'occupation étrangère et la menace prochaine d'une lourde indemnité à payer imposaient à la France. Il avait pu se rendre compte de l'exaspération de la population et de l'imprudence qu'il y aurait à ne pas la ménager. « Si vous étiez dans le pays et même dans toutes les provinces, écrivait-il le 20 août à Mme de Duras, vous verriez comme on est royaliste et comme il faut être modéré sur la libéralité (1). »

Lui-même, si libéral qu'il se vantât d'être, n'entendait pas ce mot à la façon de ceux qui n'ont jamais trop d'indulgence et de respect pour leurs adversaires et sont toujours prêts à s'effacer devant eux. Aussi quand Mme de Duras lui faisait des observations sur la sévérité de ses discours, il lui écrivait, après avoir d'ailleurs, sur ses conseils adouci quelques phrases (2) : « Je me suis attendri aussi sur « La Bédoyère ; mais quand je songe à mon malheureux cousin « mort obscurément comme un espion, massacré sans que personne « pensât à lui et sans que les bonapartistes fissent sur lui la moindre « des réflexions touchantes que vous faites (son cousin, Armand « de Chateaubriand, agent royaliste, avait été fusillé en 1809), et que « je vois La Bédoyère, coupable du plus abominable crime, ayant « introduit six cent mille étrangers en France, exécuté avec les « honneurs d'un honnête homme et plaint d'une ennemie telle que « vous, je vous avoue que je m'en veux de ma pitié. (Le colonel La « Bédoyère qui avait ouvert à Napoléon les portes de Grenoble « venait d'être arrêté et exécuté.) A-t-on plaint le malheureux chevalier de Gaux fusillé l'année dernière à Troyes ? (Le chevalier de « Gaux, au début de mars 1814, avait été un des premiers à tenter « un soulèvement royaliste. Napoléon, quelques jours avant sa « défaite, l'avait fait fusiller.) Allons, chère sœur, un peu de courage, « réservons nos larmes pour nous, nous en aurons peut-être besoin. »

Du reste, à ce moment, beaucoup d'autres que les futurs ultras-royalistes estimaient nécessaire que pour ramener la confiance et l'ordre, pour rassurer ceux qui s'inquiétaient de voir encore puissants et en faveur les hommes responsables des Cent-Jours, pour calmer les populations qui, dans certaines provinces, se laissaient aller sans attendre, et malgré les efforts des autorités locales, à

(1) *Corr. gén.*, I, 381.

(2) *Id.*, II, 389.

exercer elles-mêmes les vengeances sanglantes restées célèbres sous le nom de Terreur Blanche, le roi, afin de pouvoir ensuite imposer l'apaisement, exigeât le châtiment exemplaire de ceux qui, comme La Bédoyère, pouvaient paraître les plus coupables. Lainé, au collège électoral de la Gironde, le duc de Duras au collège de l'Indre-et-Loire, d'autres encore dans tous les coins de la France étaient au moins aussi énergiques que Chateaubriand. Les journaux des nuances les plus diverses avaient un ton semblable.

Il est d'autant plus important de signaler cette unanimité que les élections, faites dans de telles conditions et dans une atmosphère de réaction aussi vive contre les hommes de la Révolution et de l'Empire, allaient créer en France une situation toute nouvelle et très particulière que, pour des raisons de parti politique, les historiens ont, le plus souvent, jusqu'ici mal mise en valeur, mais qu'il est indispensable de préciser, par un bref résumé d'histoire générale, si nous voulons bien comprendre l'attitude politique adoptée par Chateaubriand à partir de cette date, et si nous voulons mesurer exactement l'importance du rôle qu'il allait jouer et de l'influence qu'il allait exercer pendant toute la Restauration.



La Chambre élue le 22 août, et à laquelle Louis XVIII heureux et surpris des choix faits par les électeurs allait donner le nom de « Chambre introuvable », était composée en grande majorité de royalistes très ardents, ceux qu'on appellera les « ultras », dont la plupart étaient de ces hommes nouveaux dont la présence eût été si utile dès l'année précédente.

Sur 400 élus, 35 seulement avaient appartenu au Corps législatif de l'Empire et à la Chambre de 1814. Dix-sept seulement avaient siégé à la Chambre des Cent-Jours. Un grand nombre des nouveaux venus étaient des propriétaires terriens, des représentants de la noblesse de province qui s'étaient tenus à l'écart pendant l'Empire ou qui, comme Villèle, conseiller général puis maire de Toulouse, s'étaient confinés jusque-là dans des fonctions municipales.

Pour le grand public, les mots royaliste, réactionnaire, veulent dire partisan de la monarchie absolue, des privilèges réservés à la noblesse et de la suppression de tous les droits politiques du peuple. Mais si, en effet, en 1815, certains journaux anglais annonçaient que tel était le programme des royalistes et qu'on allait les voir bientôt rétablir

la dîme et les droits féodaux, l'événement allait prouver qu'il s'agissait en réalité de toute autre chose.

En 1814, nous le savons, la Restauration s'était faite presque d'elle-même. Louis XVIII en recevant la France telle que l'abdication de Napoléon la lui laissait, avait accueilli et maintenu à leurs postes officiels comme fonctionnaires impériaux. Mais en 1815, la situation était très différente. Les royalistes, exaspérés par les récents désastres, ne pouvaient pas admettre que la révolution du 20 mars eût été possible sans un vaste complot de tous les hommes de l'Empire et de la Révolution. Et sans doute, en effet, le brusque succès de Napoléon ne peut s'expliquer sans l'existence dans les administrations de tous ces hommes dont beaucoup avaient eu trop à se faire pardonner pour que leur ralliement aux Bourbons ait pu être sincère. Aussi, ne voulait-on plus de l'indulgence de l'année précédente. Les députés nouveaux arrivaient de leur province avec un grand mépris pour les transfuges de tous les régimes que l'Empire avait légués à la monarchie. Ils prétendaient établir des listes d'indignité pour les emplois publics, bannir les grands coupables, les régicides en particulier. Et le sentiment aussi qui, dans les malheurs récents, s'était développé chez eux avec le plus de vivacité, était un dévouement passionné à la famille des Bourbons. Si bien que quelques mois plus tard, à la Chambre, Vaublanc allait résumer la situation en disant, aux applaudissements enthousiastes de la Chambre : « Quel est l'état de la France ? Il est enfermé dans ces deux mots : l'immense majorité du pays veut son roi. »

En même temps, enfin, s'était, chez beaucoup de députés, exalté un zèle très vif pour la défense de la religion et du clergé qui, comme la monarchie, avait eu à souffrir plus particulièrement de la Révolution et en qui les gens d'ordre voyaient en outre une force à opposer à la mystique révolutionnaire ; et déjà le mouvement qui, depuis, a été appelé « la Congrégation » commençait à prendre de l'importance. Ainsi donc la majorité de 1815 était ardemment royaliste et violemment hostile aux hommes de la Révolution. Mais ce n'était pas une raison pour qu'elle désirât ni la suppression des libertés politiques, ni le retour à la monarchie absolue, ni le retour non plus à ce qu'il est convenu d'appeler vaguement les droits féodaux.

Certes, lorsqu'il s'agissait de savoir comment on organiserait le régime, quel programme il allait falloir adopter, les idées n'étaient pas très nettes. Sans doute beaucoup de députés apportaient une vive défiance contre le gouvernement des assemblées. Les excès de la révolution étaient, selon eux, dus en grande partie à la toute-puissance des Chambres et Villèle écrivait à son père, le 4 octobre 1815 :

« Peut-on tirer le salut d'un État, d'une assemblée, c'est ce qui me paraît fort difficile (1). » Bonald, d'autre part, théoricien d'un système basé sur l'autorité, était entouré d'un grand prestige.

Mais, en même temps, la plupart des députés apportaient de leur province une grande défiance pour les maux entraînés par la centralisation qu'ils accusaient elle aussi des désastres récents ; ils avaient conservé le souvenir des libertés des pays d'États ; ils réclamaient une plus grande indépendance pour les communes ; ils voulaient pour les contribuables un droit de contrôle sérieux sur les dépenses (Voir à ce sujet la discussion qui s'ouvrit au début de 1816, sur l'organisation de la Cour des comptes). Villèle lui-même, dès le 3 décembre, écrivait à son père : « Tout royalistes que nous sommes, nous voulons conserver la liberté de la nation (2). » Et La Bourdonnaye, un des plus fougueux et des plus écoutés orateurs de la droite, allait, dans un de ses plus célèbres discours de la session, exalter aussi le droit pour les députés de résister à la toute-puissance du gouvernement : « Combinaison admirable, dira-t-il, que celle du régime « qui permet, qui ordonne aux sujets respectueux, devenus législa-
« teurs, de combattre les propositions du gouvernement, de les
« rejeter, d'accuser les ministres, d'être en un mot en opposition
« avec les sentiments personnels du roi pour le maintien des pré-
« rogatives essentielles du trône ; combinaison qu'avaient entrevue
« nos pères et qui constituait le droit du Parlement de refuser l'en-
« registrement et de faire de respectueuses remontrances. »

Il est difficile, on le voit, d'être moins partisan du gouvernement absolu et de la suppression des libertés publiques.

Or, cette tendance, d'abord confuse et contrecarrée par la défiance pour les assemblées allait, à mesure que les mois passaient, se préciser et se définir, sous la pression des circonstances ; si bien que (c'est Molé, un des anciens ministres de Napoléon, qui le reconnaît dans ses *Mémoires*), quand la Chambre discutera un projet de loi électorale, ce seront les membres de la gauche qui seront partisans du suffrage le plus restreint, tandis que Villèle, au nom de la droite, réfutera les articles du projet dans un discours « où les principes et le véritable mécanisme du gouvernement représentatif furent peut-être mieux et plus franchement exposés qu'ils ne l'avaient été jusque-là (3). »

Il est très important pour nous de saisir comment cette double attitude s'explique. En effet, à cette époque, c'est le point essentiel, la lutte n'était pas entre aristocrates partisans du gouvernement

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, I, 352.

(2) *Id.*, 392.

(3) MOLÉ, *Mémoires*, II, 134.

absolu et disciples de la révolution défenseurs des libertés du peuple ; mais entre la majorité royaliste décidée à punir et à écarter du pouvoir les révolutionnaires coupables, et d'autre part les hommes qui avaient fait leur carrière pendant la Révolution et l'Empire et qui étaient décidés par tous les moyens à conserver leurs places.

En 1814, ils n'avaient pas été sérieusement inquiétés, au contraire. De même, après Waterloo, nous avons vu que Fouché, Talleyrand et leurs amis, s'accrochant tout de suite au pouvoir, s'étaient efforcés de conserver leur situation et de maintenir en place leur clientèle. Tandis que Guizot était nommé à nouveau secrétaire général d'un ministère, la Justice cette fois ; Barante, ancien préfet de l'Empire, avait été fait secrétaire général de l'Intérieur ; Becquey, Royer-Collard, Molé avaient repris ou conservé les directions qu'ils avaient occupées sous Napoléon. On avait réorganisé le Conseil d'État en rappelant, tant qu'on pouvait, les fonctionnaires impériaux. « Le nombre prépondérant des anciens fonctionnaires impériaux indique assez qu'aucune pensée de réaction n'y a présidé, » déclare par euphémisme M. Pouthas, l'historien de Guizot. « C'était, dit encore M. Pouthas (1), la revanche des constitutionnels. »

Mais le mot de constitutionnel n'était, ne l'oublions pas, qu'une étiquette ou plutôt même un déguisement. La plupart, en effet, de ces constitutionnels s'étaient très bien arrangés du régime impérial lequel se souciait fort peu de constitution. Comme le reconnaît M. Pouthas : « Ils n'ont en commun d'autre opinion politique que d'être les représentants de la société nouvelle. » En réalité, il s'agissait là surtout d'un syndicat d'aide mutuelle assez cynique et qui était dirigé tout d'abord par Fouché.

Or, avant même que la « Chambre introuvable », qui était convoquée pour le 7 octobre, ne se réunît, à la seule annonce du résultat des élections, Fouché avait dû se retirer et quitter la France. Talleyrand lui-même, se rendant compte que sa situation allait être très difficile, avait demandé au roi de prendre ouvertement parti pour lui contre la Chambre, sans quoi, disait-il, il serait obligé de donner sa démission. Mais Louis XVIII s'était contenté de lui répondre : « Si les ministres se retirent, je ferai comme en Angleterre, je chargerai quelqu'un de former un cabinet. » Et le duc de Richelieu, ancien émigré qui, pendant la Révolution et l'Empire, avait fait sa carrière en Russie comme gouverneur d'Odessa, était appelé au ministère.

Pour la première fois, en France, était appliqué ce principe qui passe aujourd'hui pour le principe essentiel du gouvernement parle-

(1) Ouv. cité.

mentaire : un ministère qui n'est pas d'accord avec la majorité de la Chambre se retire pour céder la place à ses adversaires. Et cette première victoire du régime parlementaire était due à la majorité ultra-royaliste.

Les règles et les conditions du régime parlementaire étaient, il est vrai, encore trop mal connues, pour que les royalistes eux-mêmes se rendissent compte de l'importance et des conséquences du résultat ainsi atteint. Mais les hommes de l'Empire, par contre, comprenaient tout de suite qu'ils n'avaient chance de conserver leur influence et leurs places, qu'ils ne pouvaient empêcher la majorité royaliste de profiter complètement de sa victoire qu'en travaillant à empêcher le régime parlementaire, ou, comme on disait alors, le régime représentatif de s'établir d'une façon régulière.

C'était eux les antiparlementaires. Et, sans attendre, ils entamaient la lutte. Ils avaient, en effet, encore bien des ressources. Tous, hauts fonctionnaires, conseillers d'État, préfets étaient encore puissants ; ils avaient des partisans à la Chambre des députés où un certain nombre d'entre eux avaient été élus. Bien qu'ils eussent des opinions par certains côtés différentes, tous, Pasquier, Beugnot, anciens ministres de Napoléon, Flauguergue, Voyer d'Argenson, anciens députés des Cent-Jours, Royer-Collard qui avait tout un groupe de disciples dans l'ancienne université impériale, tous étaient d'accord pour ce but essentiel : empêcher les hommes nouveaux de prendre les places et l'influence. Ils allaient trouver un appui dans cette classe assez étroite de la bourgeoisie nouvelle composée de commerçants et de gens d'affaires enrichis par la Révolution qui, après avoir conquis l'influence sociale, voulaient se la réserver pour eux seuls, qui redoutaient de voir se réveiller l'aristocratie terrienne en même temps qu'ils allaient s'efforcer, jusqu'en 1848, par des régimes électoraux durement censitaires, d'écarter le petit peuple. Et leur tâche enfin allait être facilitée par le fait que c'est dans le ministère nouveau lui-même qu'ils allaient trouver des appuis.

Sans doute, en effet, la plupart des hommes que le duc de Richelieu réunissait pour remplacer le ministère Talleyrand-Fouché, étaient connus comme des royalistes. Le ministre de la Marine Dubouchage, après avoir siégé parmi les royalistes dans les assemblées du début de la Révolution, avait été pendant tout l'Empire sous la surveillance de la police ; le duc de Feltre, ministre de la Guerre, avait suivi le roi à Gand ; Vaublanc avait été déporté au 18 Fructidor ; Decazes enfin, le ministre de la police, avait, comme préfet de police pendant le ministère Talleyrand, fait de grandes démonstrations d'ultra-royalisme. C'est lui, qui entre autres choses, avait fait arrêter

Ney et La Bédoyère. Et, sous la pression de l'opinion, il fallait bien aussi, à tous les étages de l'administration et de l'armée, faire, cette fois, place aux royalistes.

Mais aussi, sous l'Empire, Decazes avait été secrétaire des commandements de Mme Lætitia, mère de Napoléon. Fils d'un notaire de Libourne, il s'était poussé très rapidement par des intrigues où, peut-être, sa qualité de franc-maçon lui avait servi. Et Molé, qui cependant était un de ses amis, déclare dans ses *Mémoires* : « Il avait fait la cour aux ultras, il affectait des opinions royalistes, mais s'il les avait séduits tout d'abord, il n'avait pas su leur inspirer confiance. » « En effet, ajoute Molé, Decazes s'était servi des ultras comme marchepied, pour arriver au pouvoir et à la faveur ; mais il était pressé de les abandonner pour faire alliance avec la France nouvelle à laquelle il se rattachait par son caractère et ses origines et sur laquelle il comptait seule pour se maintenir. » Il était d'autant mieux poussé à agir ainsi que sa rapide faveur avait excité la jalousie des familiers des princes ; et que pour assurer sa situation il devait travailler à isoler le roi et à écarter de lui ses anciens amis.

Corvetto, le ministre des Finances, Italien d'origine, était un ancien conseiller d'État de l'Empire. Barbé-Marbois, ministre de la Justice, appartenait à l'école philosophique de Royer-Collard et auprès de lui Guizot conservait ses fonctions de secrétaire général, « survivant ainsi, dit son biographe, dans la haute administration ministérielle, au ministère qui avait répondu à ses propres idées (1). »

Royer-Collard présidait le conseil de l'Instruction publique. Le duc de Richelieu lui-même qui, depuis son émigration, avait toujours vécu hors de France jusqu'en 1814, connaissait très mal le pays et, quelque peu embarrassé par ses trop intimes relations avec l'empereur de Russie, malgré son très sincère patriotisme, manquait d'audace et de confiance.

Bref, profitant de ce que la Chambre nouvelle ne se connaissait pas encore, les hommes compromis, obligés de se retirer, avaient su cependant imposer, dans les rangs de l'équipe qui les remplaçait, un nombre important de leurs partisans plus ou moins déclarés. Le ministère comptait une majorité de modérés timides à qui la droite, avec ses projets de réforme et l'ardeur de ses convictions royalistes, faisait peur et sur lesquels le monde des fonctionnaires impériaux et de la bourgeoisie nouvelle allait, par l'intermédiaire d'hommes

(1) POUTHAS, ouv. cit., p. 114.

aussi actifs que Guizot et Royer-Collard, continuer à exercer une influence discrète mais puissante.

Aussi est-ce bientôt dans la minorité de la Chambre que le ministère allait chercher des appuis.

Ce n'est pas qu'au début de la session les principes qui séparaient les diverses parties de l'assemblée fussent nettement tranchés.

La première question qui se posait pour la Chambre était celle du vote des lois d'exception nécessaires, pensait-on, pour rétablir l'ordre : loi sur les cris séditieux, loi de suspension de la liberté individuelle, loi établissant des cours prévôtales destinées à rendre une justice plus rapide. Or, ces lois proposées par les ministres trouvaient des défenseurs aussi bien à gauche qu'à droite et nulle part on n'était choqué par les atteintes qu'elles portaient à la liberté individuelle. Si, depuis, on s'est scandalisé des violences des ultra-royalistes, il ne faut pas oublier que ceux même qui, plus tard, affectèrent de s'en révolter, les trouvèrent sur le moment très justes et même furent des premiers à les encourager.

Le *Journal général*, qui était le journal de Royer-Collard, déclarait qu'il faut « détourner par l'effroi de la peine ceux qui ne seraient pas contenus par l'horreur du délit plus réel qu'apparent ». Le *Journal des Débats* affirmait que « partout on a puni de mort, sauf le cas de démence, quiconque, par des cris séditieux, a demandé la ruine de l'ordre établi ». Le projet sur les cris séditieux était l'œuvre personnelle de Guizot (la minute retrouvée aux archives est de sa main). Pasquier en était le rapporteur ; tandis que Royer-Collard défendait le projet de loi sur la suspension de la liberté individuelle. Cuvier et Royer-Collard présentaient, en qualité de commissaires du roi, la loi sur l'établissement des cours prévôtales. Et Guizot, dans ses *Mémoires*, a tenu à défendre et à expliquer les lois d'exception de 1815, en disant avec sa subtilité protestante : « Les lois d'exception sont, surtout dans un régime libre, le moyen le moins dangereux comme le plus efficace de pourvoir à des nécessités impérieuses et passagères. » On voit que, cela étant, il serait difficile de reprocher à Chateaubriand, en particulier, la sévérité de ses discours de la période électorale.

En effet, quoiqu'on ait pu le prétendre aujourd'hui, pas plus à gauche qu'à droite on n'était à ce moment-là préoccupé de défendre des droits, mais d'assurer la sécurité. Et, aussi bien à gauche qu'à droite, on avait besoin des lois d'exception. Car si les royalistes comptaient s'en servir pour punir les coupables des Cent-Jours, les hommes de l'Empire et de la Révolution, de leur côté, si, comme ils l'espéraient bien, ils arrivaient à se maintenir dans le voisinage du

pouvoir, en avaient besoin, eux aussi, pour contenir et réprimer les réactions royalistes.

C'est ainsi que le ministre de la Justice allait s'appuyer sur la loi des cris séditieux pour poursuivre des associations ultra-royalistes, telles que l'Association des « Francs régénérés » (5 février 1816).

C'est ainsi également que, dans la loi des cris séditieux, on allait insérer un article déclarant « coupables d'actes séditieux, toutes personnes qui accrédi teront des alarmes touchant des propriétés dites nationales. »

Nombreux en effet étaient, parmi les anciennes victimes de la Révolution, ceux qui se plaignaient encore de la spoliation qu'avait constituée la vente des biens nationaux et l'agitation provoquée par cette question ne devait se calmer tout à fait qu'après le vote, sous le ministère Villèle, de la loi dite du milliard des émigrés.

C'est à propos de cette question des biens nationaux que la première discussion vive allait éclater entre les deux partis en présence. C'est, nous le verrons, à ce sujet que Chateaubriand devait prononcer son premier discours à la Chambre des pairs.

Mais bientôt la lutte entre la droite et la gauche, de plus en plus soutenue par le ministère, allait se préciser et s'envenimer à propos de la loi d'amnistie et de la loi sur l'inaliénabilité des juges.

En effet, pour la première fois, à propos de la loi d'amnistie, les intérêts de la gauche risquaient d'être sérieusement menacés. Il ne s'agissait plus d'armer le ministère de pouvoirs dont il pourrait user, contre qui lui plairait. Il s'agissait de décider quels seraient, parmi les coupables des Cent-Jours, ceux qui seraient exclus de l'amnistie générale accordée par le roi ; et, de toute façon, il était clair que ce n'était pas parmi les royalistes que ces hommes se trouvaient, tandis que parmi les députés de la gauche, beaucoup risquaient d'être compromis. L'intérêt de ces derniers était donc de réduire le plus possible le nombre des exceptions.

Fouché, étant ministre, avait publié par une ordonnance une liste de cinquante-huit noms de gens déclarés coupables, liste ridicule où, à côté des véritables responsables comme Ney ou le colonel La Bédoyère, il avait fait figurer des inconnus dont le rôle aux Cent-Jours avait été tout à fait accessoire. On l'accusait de s'être, par ce moyen, préoccupé seulement de se débarrasser de quelques anciens complices devenus gênants. En tous cas, il y avait quelque chose de scandaleux à ce que ce fût Fouché, un ancien régicide, le propre ministre de la police de Napoléon pendant les Cent-Jours, un des plus coupables lui-même, et qui, d'ailleurs, au moment où la Chambre discutera la question de l'amnistie, se trouvera exilé lui-

même, qui eût à lui seul, pendant son bref ministère, établi la liste des coupables. Aussi la droite demandait-elle une révision de cette liste et proposait d'exclure de l'amnistie les préfets, les généraux, les titulaires de grandes charges administratives passés à Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, en graduant la sévérité des peines d'après l'importance du rôle joué par chacun.

Plusieurs solutions différentes étaient présentées. Mais toutes, quelles qu'elles fussent, inquiétaient également les hommes de gauche ; et ceux-ci décidaient le ministère à déposer un projet de loi n'excluant de l'amnistie que les hommes figurant déjà sur la liste de Fouché, plus les membres de la famille Bonaparte.

C'est en vain que Richelieu intervenait lui-même ; c'est en vain que, pensant apaiser le besoin de vengeance de leurs adversaires, en le détournant sur un bouc émissaire, les hommes de l'empire se hâtaient de faire passer le maréchal Ney en jugement devant la chambre des pairs et n'hésitaient pas à voter sa mort.

La commission nommée par la Chambre, c'est-à-dire par la majorité royaliste, opposait au projet du ministère un autre projet par lequel, sans désignation de noms, devaient être bannies certaines catégories de coupables plus les membres de la famille Bonaparte et tous les anciens régicides. Et ce projet allait être voté par la majorité de l'Assemblée.

C'est alors seulement que, se sentant les plus faibles, à propos de cette question, vitale certes pour leur intérêt propre, mais pour ce seul intérêt seulement, les hommes de gauche, dont un grand nombre risquait d'être atteints, pour la première fois, à défaut d'autre argument à présenter, allaient s'attaquer au droit que pouvait avoir la majorité d'imposer sa volonté. C'est toute la théorie du gouvernement représentatif qu'ils allaient mettre en question, mais, ne l'oublions pas, uniquement le jour où leur intérêt particulier se trouvait un peu en jeu.

« Pour la première fois, dit Duvergier de Hauranne, les royalistes et les constitutionnels échangeaient leurs principes et leurs armes. » Et tandis que La Bourdonnaye, pour défendre le projet de la Chambre, s'appuyait sur le droit que la « Charte donne au sujet devenu législateur, de combattre les projets du ministère et de les rejeter », Decazes, qui était ministre et qui défendait les intérêts de la minorité, déniait à la majorité le droit de discussion, et, pour faire passer sa loi, faisait intervenir la volonté du roi en déclarant : « Les ministres du roi parlent aussi au nom de l'honneur, car ils parlent au nom du roi ; ils parlent au nom de la nation, car ils parlent au nom du roi ; ils parlent au nom de la raison, car ils parlent au nom du roi. »

Ces paroles prennent toute leur saveur quand on songe que les mêmes hommes qui, en les approuvant, soutenaient une thèse nettement absolutiste, n'allaient pas hésiter, quand leur intérêt aura changé, à renverser en 1830, au nom cette fois de la volonté du peuple, le frère de ce roi dont, en 1816, la parole, selon eux, était la parole même de la nation. Et l'on songe que les vrais royalistes sincèrement dévoués aux Bourbons avaient quelques raisons pour vouloir défendre leur roi contre ses ministres. C'est à ce sujet que M. de Béthisy, exposant la thèse royaliste, termina son discours par le cri devenu fameux : « Vive le roi quand même ! »

La seconde affaire qui mit aux prises la majorité et la gauche, fut celle de la loi tendant à suspendre, pendant un an, l'inamovibilité des juges. Les royalistes n'ignoraient pas que, pour la bonne et impartiale administration de la justice, il vaut mieux que les magistrats soient des fonctionnaires inamovibles ; mais ils n'ignoraient pas non plus que le personnel judiciaire, plus qu'aucun autre corps de fonctionnaires, comprenait un grand nombre d'hommes que tous leurs intérêts rattachaient à l'Empire et à la Révolution ; et ils voulaient que l'on attendît un an pour donner aux juges l'investiture royale. Naturellement la gauche redoutait une semblable mesure qui risquait de lui enlever de l'influence.

Enfin, la plus violente discussion, et aussi la plus caractéristique, intervenait à propos de la loi électorale.

En 1814, on n'avait pas eu le temps de régler par une loi le mode d'élection à la Chambre des députés. Aussi, en 1815, est-ce en vertu d'une simple ordonnance du ministère Fouché et avec le corps électoral très restreint de l'Empire que la « Chambre introuvable » avait été élue. On ne pouvait s'en tenir là. Il était indispensable qu'une loi décidât quelles conditions seraient exigées pour être électeur ou éligible, si le droit de suffrage serait restreint ou étendu, quelles conditions enfin et quel rôle la monarchie restaurée comptait donner à la représentation nationale.

Or, et c'est là un fait tout particulièrement significatif, dans le projet présenté le 18 décembre par le ministère et qui fut soutenu par la gauche, le nombre des électeurs était tellement restreint et leur indépendance si réduite que Fievvé pouvait en résumer les dispositions essentielles dans ces termes : « Les ministres nomment les électeurs qui nomment les députés » et Molé, de son côté, reconnaît dans ses *Mémoires* (1) « que le projet de loi déposé par le ministère faisait à peu près nommer tous les députés par le roi ou par les fonc-

(1) II, 134.

tionnaires délégués. » — « On devait s'attendre, dit-il, qu'il serait soutenu des partisans de l'ancien régime. Le contraire précisément arriva ». Royer-Collard, dans le discours où il défendit le projet du ministère, soutint (c'est encore Molé qui parle, et il ne fait d'ailleurs que résumer le discours) « que le gouvernement n'était pas, comme on le prétendait, représentatif ; que le roi avait voulu seulement se donner, en établissant les Chambres, deux conseils publics ; qu'en France la majorité ne devait point gouverner comme en Angleterre. »

A ce projet du ministère, la droite en opposait un autre qui comprenait des élections à deux degrés, et qui, en abaissant le cens exigé pour être électeur, étendait considérablement le droit de vote. Le but était de réduire ainsi l'influence de l'administration sur les élections et d'empêcher que la majorité des électeurs ne fût composée de la bourgeoisie, de la classe moyenne où, on le savait bien, les hommes de l'Empire et de la Révolution avaient le plus grand nombre de leurs partisans.

Et Villèle, rapporteur du projet de la Chambre, déclarait dans une lettre à son père, le 18 février 1816 (1) : « Plusieurs de mes amis trouvent notre projet de loi trop démocratique. Je ne puis être de leur avis... Si j'avais seul décidé de la question, j'aurais laissé voter, dans les assemblées cantonales, tous les habitants payant 25 francs d'imposition directe. Dans mon opinion, les auxiliaires de la haute classe sont dans la dernière, et la classe moyenne est la plus à craindre. » Et lui, qui, quelques mois plus tôt manifestait une vive défiance pour le régime des assemblées, ajoutait : « Au reste, plus j'acquiesce la connaissance du monde qui nous gouverne, plus je vois qu'il est impossible que nous nous passions de cette représentation, si opposée à notre caractère national, mais qui peut seule remplacer ce qui nous manque d'ailleurs et nous manquera longtemps encore. *Tout croulerait certainement avant six mois, sans l'existence de la Chambre des députés. Vous ne pouvez vous figurer jusqu'à quel point ce que je vous ai dit là est vrai.* »

J'arrête l'exposé que j'ai fait de la situation politique des partis en 1815-1816 sur cette citation d'autant plus caractéristique qu'elle est de l'homme qui fut, pendant toute la Restauration, un des chefs les plus écoutés du parti ultra-royaliste. C'est alors, nous le verrons, que les hommes de l'Empire commencèrent à envisager la nécessité d'obtenir la dissolution de la Chambre.

Sans doute, si on voulait refaire une histoire complète de la

(1) *Mémoires*, I, 472.

« Chambre introuvable », il faudrait signaler les nombreuses violences de langage auxquelles leur exaltation royaliste entraînait certains députés de la droite ; il faudrait étudier les diverses lois qu'ils proposèrent sur la situation du clergé, sur la réorganisation de la Cour des comptes, etc.

Mais ce que je tenais surtout à signaler et à bien faire comprendre, c'est que c'étaient les ultras qui, à cette date, prenaient la défense du régime représentatif, tandis que les hommes de la Révolution et de l'Empire s'appuyant sur le ministère prétendaient, comme leur attitude de l'année précédente l'avait déjà fait pressentir, et pour des raisons d'intérêt personnel, réduire le rôle de la Chambre ; et, parce qu'il s'agissait de ne pas laisser la majorité royaliste parlementaire les écarter du pouvoir, affectaient de défendre les prérogatives royales avec des arguments parfaitement opposés à ceux dont ils devaient se servir en 1830, pour faire à leur profit la révolution de Juillet.

Les historiens, pour des raisons de parti politiques ont, la plupart, négligé de faire comprendre cette situation très particulière. Mais il était indispensable pour nous de l'exposer le plus clairement possible. Si, en effet, on n'en tient pas compte, on ne peut ni comprendre ni juger sainement l'attitude, les opinions et l'influence politique de Chateaubriand pendant les premières années de la seconde Restauration. M. Levaillant, par exemple, écrit dans son ouvrage, *Splendeurs et Misères de M. de Chateaubriand* (1) : « Il assit d'abord sa fortune politique sur les plus fougueuses mais les plus sincères des opinions ultras. En même temps, et non moins sincèrement, il était partisan des libertés constitutionnelles ; et voilà le paradoxe secret qui, jusqu'en 1830, rongera toute sa politique. »

Il n'y avait pas là de paradoxe. Nous en savons assez maintenant pour voir que cette double attitude était, en 1815, celle que l'immense majorité des royalistes avaient adoptée et que d'ailleurs les circonstances leur imposaient.

Il n'y a entre Chateaubriand et la majorité ultra qu'une différence ; c'est qu'il avait compris avant elle la nécessité de se rallier à la Charte, c'est qu'il avait plus de véritable modération dans le caractère.

Certes, il continuait, comme à Gand, à ne pas se faire d'illusion sur la maladresse de certains gens de cour avec lesquels il ne pourra jamais avoir de véritable intimité et qui plus tard se retourneront contre lui. Mais il comptait sur les hommes nouveaux de la Chambre ; et d'ailleurs la conduite de Talleyrand, de Fouché et des fonctionnaires

(1) P. 40.

impériaux lui avait montré que l'essentiel était de s'appuyer sur de sincères royalistes. C'était là l'idée nouvelle que l'expérience des Cent-Jours lui avait donnée et qui, pendant plusieurs années, allait guider sa politique. Seuls peuvent s'étonner ceux qui n'ont pas étudié la situation politique ou qui veulent se donner le facile plaisir de charger de pittoresque et de dilettantisme romantique la figure de Chateaubriand. Il n'en est pas pour cela moins curieux d'étudier comment il comprenait son rôle.

Nous allons voir se préciser et cette inquiétude de caractère sur laquelle on a tant insisté sans la bien comprendre, et cette active lucidité politique que l'on a trop souvent refusé de lui reconnaître.



A la fin de 1815, Chateaubriand votait les trois lois d'exception proposées par le ministère : la loi de suspension de la liberté individuelle, la loi sur les cours prévôtales, et la loi sur la répression des cris séditieux. Il n'hésitait pas non plus à voter la condamnation à mort du maréchal Ney. Mais, tout en souscrivant à ces mesures de répression que la crise si grave des Cent-Jours avait rendues inévitables et qui, nous l'avons vu, étaient demandées aussi bien par la gauche que par la droite des deux assemblées, il conservait cependant une attitude qui n'est pas en contradiction avec celle qu'il avait adoptée l'année précédente lorsque, dans ses *Réflexions politiques*, il demandait l'apaisement. Le 3 novembre, prenant pour la première fois la parole à la Chambre des Pairs, dans la discussion de la loi sur la répression des cris séditieux, il déclarait : « Qu'on se hâte de confier le pouvoir à des mains pures. La Charte et les honnêtes gens, et la France sera sauvée. »

Cette formule qu'il a reproduite en tête de la *Monarchie selon la Charte* et qui allait devenir sa devise, correspondait aux vœux des royalistes qui songeaient, non pas à attaquer les institutions nouvelles données par le roi, mais à écarter du pouvoir les coupables. Et le 13 novembre, le *Journal des Débats* commentant le discours de Chateaubriand, disait : « Ce cri de la raison, de la sagesse politique et du véritable patriotisme, a été répété de toutes parts. »

Sans se laisser entraîner par les exagérations de certains députés, Chateaubriand, dans chacun des quatre grands discours qu'il prononçait au cours de la session, posait très nettement, quand l'occasion se présentait, les principes essentiels auxquels il tenait.

Dans son discours sur la loi des cris séditieux, tout en approuvant le principe il critiquait certaines modalités.

« Telle qu'elle est, dit-il, la loi me paraît encore un peu confuse. Les peines y semblent trop fortes pour les fautes et les châtimens trop faibles pour les crimes. » Il craignait que, sous prétexte de punir les cris séditieux, on n'entravât la liberté de la presse ; et il ne manquait pas, à cette occasion, de prendre la défense de cette liberté de la presse dont il allait être jusqu'à la fin de sa carrière le plus chaud partisan.

Puis il consacrait la plus grande partie de son discours à attaquer l'article 8 qui déclarait coupable d'actes séditieux toute personne qui « répandrait ou accrédi­terait des alarmes touchant l'inviolabilité des propriétés nationales ». Cet article, nous l'avons vu, avait été introduit dans le projet par la gauche pour rassurer sa clientèle. Certains royalistes, comme Villèle, n'osaient le critiquer. Chateaubriand, lui, déclarait dans son discours : « Sans doute le roi a reconnu dans la Charte que la vente des biens nationaux est définitive. Il n'y a pas à y revenir. Et d'ailleurs la loi du 7 pluviôse an IX, laquelle n'est pas abrogée, suffit à punir ceux qui inquiéteraient les acquéreurs de biens nationaux. » Mais, ajoutait-il, l'opération de la vente des biens nationaux n'en est pas moins une spoliation très injuste en elle-même.

Et s'il approuvait que l'on punit ceux qui répandraient de faux bruits sur un prétendu rétablissement des dîmes et des droits féodaux, il trouvait indigne de la monarchie que la première loi de la première assemblée royaliste fût destinée à frapper des hommes innocents, victimes de leur fidélité au roi, en menaçant de peines très dures ceux qui rappelleraient, fût-ce par de simples paroles, l'injustice qu'ils avaient subie.

Il prenait encore la parole le 19 décembre pour soutenir le projet de suspension pendant un an de l'inamovibilité des juges que la Chambre des députés venait de voter : Si, en effet, dit-il, il était partisan de l'inamovibilité des magistrats, il estimait qu'après une révolution aussi profonde dans les habitudes que celle dont le retour du roi avait été la cause, ce n'était pas trop d'un an pour trouver des hommes dignes de rendre la justice et il ajoutait, fort habilement : « Je ne sais si les magistrats se soulèveront contre ce délai d'un an. Je sais qu'ils n'ont pas murmuré quand Bonaparte s'est donné cinq ans pour confirmer leur inamovibilité. »

Il serait curieux, à propos de ce discours très travaillé, comme tous les siens, de montrer Chateaubriand faisant appel à sa grande érudition historique pour étudier, à travers toute l'histoire de France, l'évolution du principe de l'inamovibilité des magistrats.

« Depuis plusieurs mois, dit-il, occupé de recherches historiques, « je me trouve sur un terrain qui m'est assez connu. On rencontre « la justice amovible auprès de la première race, dans le berceau de « la monarchie à la cour, chez les Leudes et parmi le clergé. Elle offre « un singulier spectacle. Les rois de la première race rendaient la « justice comme les anciens Hébreux et comme les Pelages, à la « porte de leur palais. Autour du roi étaient placés les officiers de la « Couronne, les ducs, les comtes, les fanons ou les barons. Deux offici- « ers recevaient les requêtes, le comte juge était le rapporteur. Ce « conseil s'appelait plauta, d'où notre nom de plaid. »

Est-ce là un discours politique ou une page semblable à celles qui avaient révélé sa vocation au jeune Augustin Thierry et qui ouvraient la voie à l'école historique du dix-neuvième siècle? Le *Journal des Débats* du 15 décembre déclarait : « c'est un excellent ouvrage d'érudition et d'éloquence où l'auteur, du haut des considérations les plus élevées, et le flambeau du passé à la main, éclaire tous les points de sa matière. Si ses conclusions n'ont pas été adoptées, son récit n'en restera pas moins comme un de ceux où nous pouvons le mieux apprendre le cas que tout homme public, que tout orateur appelé à discuter des grands intérêts de l'État doit faire de nos antiquités historiques. »

Le 9 janvier 1816, Chateaubriand prononçait une harangue toute pathétique dans la discussion de la résolution de la Chambre des députés tendant à instituer le 21 janvier un deuil général pour célébrer l'anniversaire de la mort de Louis XVI. Il savait y faire vibrer avec éloquence, à la mode du temps, les sentiments royalistes. Il proposait d'élever un monument à la mémoire de Louis XVII ; et certaines de ses phrases semblent déjà servir de thème au poème par lequel, quelques années plus tard, le jeune Victor Hugo débutant devait commencer à attirer l'attention. « A peine, disait-il, dans les « projets divers, a-t-on nommé le roi enfant, ce jeune martyr qui « a chanté les louanges de Dieu dans la fournaise ardente. Qu'est « devenu ce pupille royal laissé sous la tutelle du bourreau, cet « orphelin qui pouvait dire, comme l'héritier de David, mon père et « ma mère m'ont abandonné? Où est-il le compagnon de l'adversité, « le frère de l'orpheline du Temple? Où pourrais-je lui adresser cette « interrogation terrible et trop connue : « Capet, dors-tu, lève-toi ! » « Il se lève, messieurs, dans toute sa gloire céleste et il vous demande « un tombeau. »

Le 10 février, dans un discours sur la question de la restitution au clergé de ceux de ses biens, confisqués à la Révolution, qui n'auraient pas encore été vendus, il demandait que l'Église fût relevée de l'in-

terdiction établie par les articles organiques du Concordat de recevoir des dotations en fonds de terre. Il demandait aussi que la tenue des registres d'état civil fût de nouveau confiée au clergé, mais, en même temps, il prenait nettement parti pour la politique traditionnelle de l'ancienne monarchie qui assurait l'indépendance nécessaire de l'Église de France ; et il rappelait que la disparition des Parlements et de l'ancienne organisation ecclésiastique obligeait à veiller, plus encore qu'autrefois, au maintien des libertés gallicanes.

Le 12 mars, il parlait contre la proposition tendant à conserver une pension aux anciens prêtres mariés pendant la Révolution. Le 9 avril, il faisait une proposition relative aux mesures à prendre pour protéger les côtes de la Méditerranée contre les incursions des barbaresques, et mettre un terme à l'esclavage des chrétiens. Et il glissait dans son exposé un éloge du régime représentatif : « Si vous agréez ma proposition et qu'elle se perde ensuite par des circonstances étrangères, du moins votre voix se sera fait entendre et il vous restera l'honneur d'avoir plaidé une si belle cause. Tel est l'avantage de ces gouvernements représentatifs par qui toute vérité peut être dite, toute chose utile proposée. »

Enfin, le 3 avril, dans la discussion ouverte sur le projet de loi électorale que, malgré le ministère, la Chambre des députés avait voté et que Villèle et les royalistes avaient opposé au projet défendu par le gouvernement et la gauche, il prenait, une fois encore, le parti de la majorité royaliste.

Comme elle, il s'opposait à un renouvellement de la Chambre par cinquième, tous les ans, dont le premier résultat devait être de soumettre à la réélection, dès la fin de la session, un cinquième de la Chambre introuvable. Il insistait sur la nécessité d'organiser le plus tôt possible les collèges électoraux par une loi. Il savait en effet que, pressés de se débarrasser de la majorité royaliste, les ministres, puisqu'ils n'avaient pu organiser législativement les collèges électoraux comme ils l'auraient voulu, cherchaient à faire des élections avant que le projet voté par les députés ne fût devenu loi et en profitant de l'absence d'une législation régulière pour choisir, en vertu d'une ordonnance émanant d'eux seuls, les électeurs à leur gré.

« De nouvelles élections, dit-il, exécutées sans loi dans ce moment, « soit qu'elles fussent partielles, soit qu'elles fussent générales, en-
« lèveraient la France au pouvoir légal de la Charte, pour la livrer à
« l'empire d'une espèce de dictature ministérielle... Vivement émus,
« les députés ont senti qu'il fallait mettre le plus tôt possible la
« France à l'abri du caprice des hommes. Nous convient-il, mes-
« sieurs, quand le roi lui-même veut nous sauver de l'arbitraire en

« nous proposant une loi, quand la Chambre des députés nous demande cette loi au nom de tous les citoyens, vous sentez-vous assez de courage pour prendre sous votre responsabilité tout ce qui peut arriver dans l'intervalle d'une session à l'autre dans le cas où vous repousseriez la loi d'élection? »

Et après avoir fait allusion aux arguments de ceux qui, pour s'opposer au projet, faisaient valoir qu'il déplairait aux souverains d'Europe, il ajoutait : « La Charte, messieurs, c'est le descendant de saint Louis, c'est le frère de Louis XVI, c'est un Français qui nous l'a donnée, je la chéris comme le garant de mes libertés, comme un présent de mon roi ; c'est pour cela que je la veux tout entière, c'est pour cela que je demande une loi d'élection. »

Ainsi donc, au cours des quelques interventions qu'il avait faites pendant la session, Chateaubriand s'était montré, avec modération et sans contradiction dans ses attitudes, un allié de la majorité royaliste de la Chambre ; il avait défendu les sentiments, les traditions royalistes, il avait soutenu le clergé et l'Église, en même temps qu'il avait su s'appuyer sur la Charte et les institutions données par le roi en comprenant et en faisant valoir le parti que les circonstances permettaient aux royalistes d'en tirer.

Ses discours avaient été très goûtés dans la société royaliste ; il en donnait, selon la mode du temps, des lectures dans les salons ; il les faisait imprimer aussitôt qu'il les avait prononcés, et il en envoyait des exemplaires à ses amis. C'est du moins ce que nous indique un billet du 14 février adressé à Mme de Damas (1). Il exerçait une influence certaine sur l'opinion, et Duvergier de Hauranne peut dire de son discours sur le clergé : « Ce discours longuement médité était signalé à l'avance comme le manifeste éloquent du parti royaliste. » C'était un manifeste en effet qui devait produire et qui produisait une émotion considérable.

Nous voyons aussi Chateaubriand figurer dans quelques commissions législatives : commission de l'Instruction publique, commission de l'adresse. Il était élu secrétaire de la Chambre des pairs. Bref il faisait honorable figure parmi les chefs de la droite.

Cependant, à la fin de ce premier hiver législatif et après ces débuts parlementaires, il était quelque peu déçu. En effet, tout d'abord, malgré ses succès, il ne semble pas que son action parlementaire au cours de la session ait été de premier plan. Tandis que son futur rival, Villèle, inconnu la veille et arrivé directement

(1) *Corr. gén.*, I, 297.

de sa province, s'était, en quelques mois, imposé à la Chambre des députés, par l'à-propos de ses observations, par son application méthodique et consciencieuse, par la part qu'il avait prise à la préparation des projets de lois, du projet en particulier de loi électorale dont il avait été rapporteur, Chateaubriand au contraire n'avait ni assez de patience, ni assez de goût à réussir dans les affaires pour se plaire à une assiduité semblable.

Dans un jour d'impatience, il écrivait le 7 juin 1816 à Mme de Duras (1) : « L'ambition chez moi est chose étrangère. Certainement je me crois tout aussi capable que les gens que je vois à la besogne de conduire les affaires de la France, mais après tout mon goût n'est pas là. »

Certes, quand il parlait ainsi, il faut bien l'entendre. Il avait toujours eu et le sentiment de sa valeur et le souci de s'assurer un grand nom. Il n'avait pas non plus dédaigné de jouer un rôle public et c'est de son plein gré qu'à la rentrée du roi il avait très nettement abordé la carrière politique.

Mais il devait un jour, dans ses *Mémoires*, définir curieusement le genre d'ambition qui était le sien : « D'Andilly, dit-il, parlant de lui, semble avoir peint un côté de mon caractère : « Je n'ai jamais eu « aucune ambition, dit d'Andilly, parce que j'en avais trop, ne pouvant souffrir cette dépendance qui resserre dans des bornes aussi « étroites les effets de l'inclination que Dieu m'a donnée pour des « choses grandes, glorieuses à l'État et qui peuvent procurer la félicité des peuples. »

Cette citation, que Chateaubriand fait de d'Andilly, est en effet frappante.

Ce que lui, Chateaubriand, ne pouvait souffrir, c'est l'agitation vaine des couloirs d'assemblée, les discussions interminables des médiocres solennels, les intrigues de ceux qui cherchent à se faire des clients ou des amis. Il n'avait d'ailleurs pas, tous ceux qui l'ont connu de près l'ont remarqué, assez d'aisance, de bonhomie naturelle ou feinte, de liant pour réussir dans ce genre de manœuvre ; il restait guindé avec ses collègues, il ne savait ni flatter les gens utiles, ni écouter les importuns ; il dédaignait les politiques professionnels pleins de l'importance qu'ils ont conquise lentement par des platitudes faites à tous les régimes, « ces esprits transcendants à qui l'accident bon ou mauvais est obligé de rapporter quelque chose (2), » ces « pygmées », ces « valets », comme il les appelle le 2 juillet 1816, dans une lettre à Mme de Duras.

(1) *Corr. gén.*, II, 384.

(2) *M. O.-T.*, V, 5.

S'il assistait aux conférences où les députés et les pairs de la droite se réunissaient entre leurs séances pour préparer leur action et discuter l'attitude à adopter, il nous a, dans ses *Mémoires*, laissé de la plus célèbre de ses réunions un tableau aussi spirituel qu'amèrement ironique (1) :

« Nous allions souvent, rue Thérèse, passer la soirée en délibération
« chez M. Piet ; nous arrivions extrêmement laids, et nous nous
« asseyions en rond autour d'un salon éclairé d'une lampe qui fumait. Dans ce brouillard législatif, nous parlions de la loi proposée, de la motion à faire, du camarade à porter au secrétariat, à la questure, aux diverses commissions... J'étudiais beaucoup
« d'individus, j'apprenais beaucoup de choses, je m'occupais de beaucoup d'intérêts dans ces réunions. Les finances que j'ai toujours
« sues (il a toujours en effet affecté une grande compétence dans les questions financières), l'armée, la justice, l'administration, m'initiaient à leurs éléments. Je sortais de ces conférences un peu plus
« homme d'État et un peu plus persuadé de la pauvreté de cette science. Le long de la nuit, dans mon demi-sommeil, j'apercevais
« les diverses attitudes des têtes chauves, les diverses expressions de ces Solon peu soignés et mal accompagnés de leur corps.
« C'était bien vénérable assurément, mais je préférais l'hirondelle qui me réveillait dans ma jeunesse et les muses qui remplissaient
« mes songes. »

Ces derniers traits sont évidemment un peu placés là pour l'élégance de l'antithèse, et c'est le Chateaubriand déçu, d'après le 1830 qui les a tracés. Il semble bien cependant qu'il se déplaisait dans cette atmosphère gourmée, d'autant plus que sa gêne et son dédain l'empêchaient d'y réussir autant qu'il l'aurait inconsciemment désiré ; et ce qui le mécontentait surtout c'est que, beaucoup plus encore qu'à la Chambre des députés, c'est à la Chambre des pairs, dont il était membre, que s'étaient cette gravité vaine et cette prétentieuse solennité.

La principale activité politique était concentrée à la Chambre des députés. C'est là que la droite avait la majorité ; c'est là que les nouveaux élus, à la tribune et dans les commissions, menaient une opposition très vive. La Bourdonnaye et quelques autres, très exaltés et souvent excessifs, ne s'en étaient pas moins révélés de remarquables orateurs. Et les journaux royalistes, dans les longs comptes rendus qu'ils donnaient des séances, publiaient d'importants extraits des principaux discours qui enthousiasmaient l'opi-

(1) IV, 150.

nion ; si bien que, selon l'expression de Chateaubriand dans une de ses lettres, « la Chambre des députés était en vénération. » La Chambre des pairs, au contraire, avait un rôle beaucoup moins éclatant et était beaucoup moins goûtée.

L'aristocratie, en effet, par principe, n'aimait pas cette assemblée copiée sur la Chambre des pairs anglaise et dont l'organisation rompait avec toutes les traditions de la noblesse française (1).

De plus, c'est toujours les anciens sénateurs nommés pairs l'année précédente qui formaient la majorité de la Haute Assemblée. Enfin, la Charte avait décidé que les séances de la Chambre héréditaire ne seraient pas publiques, et cette mesure avait été comprise de façon très stricte. Les journaux, pour rendre compte des séances, en étaient réduits, selon l'expression du *Journal des Débats*, à user d'une algèbre bizarre. Il leur était défendu à tous, au *Moniteur* lui-même, de publier autre chose qu'un bref résumé des discours sans nommer les orateurs. Chateaubriand étouffait de ce silence, et, avec son éloquence travaillée et pompeuse, le droit qui lui était laissé de faire imprimer à part ses discours ne compensait pas la publicité des journaux et l'éclat de la tribune publique.

Pour toutes ces raisons, il se déplaisait à la Chambre des pairs et après avoir accueilli avec plaisir sa nomination, il regrettait bientôt la Chambre des députés.

« Sans doute, dit-il, mes habitudes et mes mœurs étaient plus en rapport avec la pairie... mais j'étais placé dans une assemblée où ma parole, les trois quarts du temps, tournait contre moi... On peut remuer une Chambre populaire, une Chambre aristocratique est sourde. Sans tribune, à huis clos, devant des vieillards, restes desséchés de la vieille monarchie, de la Révolution et de l'Empire, ce qui sortait du ton le plus commun semblait folie. Un jour,

(1) Barante, dans ses *Mémoires* (tome II) explique que la noblesse, qui avait entre elle un grand souci d'égalité, aurait voulu une Chambre Haute élective dans laquelle tout noble choisi par ses pairs aurait pu être admis. Faire arbitrairement, et par simple choix du gouvernement, des pairs à vie et surtout des pairs héréditaires, c'était établir entre les membres de l'aristocratie une distinction et une barrière que rien ne justifiait.

En Angleterre, les pairs héréditaires étaient les représentants d'une aristocratie terrienne dont l'influence et la richesse étaient solidement assises. Ils figuraient donc bien à proprement parler les chefs naturels d'une classe sociale et avait leur raison d'être. En France, au contraire, la Révolution en enlevant à un grand nombre de familles nobles leur fortune et leurs terres leur avait fait perdre leur influence traditionnelle. Et Villèle, dès 1814, disait déjà dans sa brochure intitulée *Observations sur le projet de Constitution* : « Où trouver ces hommes qu'il faut que nous consentions à voir élever eux et leurs enfants à perpétuité si fort au-dessus de nous et des nôtres, ces hommes qui, par leur fidélité éprouvée, doivent s'être rendus dignes de devenir les fermes appuis du trône, ces hommes enfin qui, par leur richesse, leurs talents, leurs services, et leur considération doivent égaler les anciens ordres de l'État qu'ils sont appelés à remplacer dans cette nouvelle balance politique? »

« le premier rang des fauteuils tout près de la tribune était rempli de
« respectables pairs plus sourds les uns que les autres, la tête pen-
« chée en avant, et tenant à l'oreille un cornet dont l'embouchure
« était dirigée vers la tribune. Je les endormis, ce qui est bien na-
« turel. Un d'eux laissa tomber son cornet ; son voisin, réveillé par
« la chute, voulut ramasser poliment le cornet de son confrère ; il
« tomba. Le mal fut que je me pris à rire, quoique je parlasse alors
« pathétiquement sur je ne sais quel sujet d'humanité. Les orateurs
« qui réussissaient dans cette Chambre étaient ceux qui parlaient
« sans idées, d'un ton égal et monotone ou qui ne trouvaient de sen-
« sibilité que pour s'attendrir. »

Ce passage pittoresque laisse deviner quels étaient par moment ses impatiences. Mais ce n'était pas seulement ses déceptions personnelles qui le préoccupaient. L'avenir du parti royaliste et du régime lui paraissait chargé de menaces.

En effet, l'hostilité entre la majorité et le ministère n'avait pas cessé de s'envenimer au cours de la session. La majorité n'avait pas triomphé des ministres. Le projet de loi électorale, auquel les royalistes tenaient d'une façon toute particulière, qu'ils étaient parvenus à faire voter par la Chambre des députés après une discussion très longue, avait été rejeté par la Chambre des pairs, malgré le discours de Chateaubriand. Les ministres, heureux de ce succès, s'étaient empressés de faire voter le budget et de clore la session dès le 29 avril, en laissant sans solution la question, pourtant essentielle, du régime électoral. Ils préparaient ainsi la revanche des gens de l'Empire.

Sans doute, en effet, les Chambres devaient être convoquées à nouveau le 19 octobre. Mais, d'ici là, les ministres pouvaient, s'ils le voulaient, décider par ordonnance le renouvellement d'un cinquième de la Chambre, puisque nulle loi n'était encore intervenue pour déterminer si la Chambre serait réélue par cinquième tous les ans ou intégralement tous les cinq ans. Ils pouvaient également dissoudre l'Assemblée et, dans ce cas encore, l'absence de loi électorale devait leur permettre d'organiser à leur gré les collèges électoraux, de faire les élections comme il leur plairait et de reprendre les erreurs de 1814.

Bientôt, en effet, les projets de dissolution allaient se préciser. Les souverains et les ambassadeurs étrangers, qui se souciaient surtout de voir en France une Chambre souple et prête à voter sans résistance le paiement des milliards d'indemnité qu'ils réclamaient, soutenaient le ministère et l'encourageaient. Le 1^{er} mars, de Goltz, ambassadeur de Prusse, écrivait à Hardenberg, son ministre (1) : « En raison des

(1) E. DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, p. 116.

suites que pourrait avoir la marche inconsidérée de la Chambre des députés, nous avons été pénétrés de la nécessité urgente de faire, en outre de nos instructions, des démarches actives pour empêcher que le ministère soit renversé. » Le tsar écrivait de son côté à Richelieu « qu'il fallait renouveler la Chambre ou en neutraliser l'esprit. »

Sans doute, cette intervention de l'étranger déplaisait à Richelieu. Mais Decaze, qui était moins scrupuleux et qui, du reste avait, plus encore que Richelieu, intérêt à la dissolution, se servait de l'appui qui lui est ainsi offert pour influencer le roi, et il le faisait avec d'autant plus de hâte que les députés de la droite, en rentrant dans leurs circonscriptions, après la session, avaient presque partout été accueillis avec enthousiasme, et que, si l'on voulait les empêcher de s'affermir définitivement, il fallait un coup d'éclat.

En attendant, les mesures destinées à favoriser la gauche se poursuivaient ; Vaublanc, ministre de l'Intérieur, qui, au cours de la session avait paru soutenir quelque peu les ultras et avait en particulier approuvé le projet de loi électorale, était renvoyé et remplacé par Lainé.

Dans les postes administratifs de nombreuses nominations étaient faites en faveur des adversaires de la droite. Villèle se désolait dans ses lettres de voir remplir le *Moniteur* d'ordonnances qui organisaient la magistrature dans un sens hostile à la monarchie.

Les ministériels même cachaient à peine leurs intentions ; et Villèle raconte qu'à un dîner, à la fin de la session, M. Portal, conseiller d'État et partisan de Decazes, sans dissimuler ni l'antipathie profonde du ministère pour la Chambre ni l'empire de Decazes sur l'esprit de Louis XVIII, alla même, déclare Villèle (1), jusqu'à dire « que le comte d'Artois n'était probablement pas destiné à recueillir l'héritage de son frère », trahissant ainsi les intentions secrètes du parti qui préparait dès lors, en France, la Révolution de 1830.

Au mois de mai, éclatait à Grenoble une conspiration bonapartiste qui paraissait un moment dangereuse.

En même temps, d'autre part, tandis que la tactique du ministère se dessinait et que son plan se révélait menaçant pour la droite, Chateaubriand se rendait compte que, même si le ministère ne se décidait pas à dissoudre la Chambre, il n'était pas certain du tout que les députés de la majorité sauraient, à la rentrée, s'entendre avec sagesse sur la politique à suivre.

Ils avaient montré qu'ils étaient d'accord pour défendre le roi et qu'ils étaient violemment opposés à la révolution et à l'absolutisme

(1) VILLELE, *Mémoires*, II, 47.

napoléonien. Cependant, sur bien des points essentiels, leurs opinions manquaient d'unité. Tandis que Villèle, avec plusieurs de ses amis, hostile tout d'abord, au régime des Assemblées, se ralliant, quelques mois après au gouvernement représentatif, écrivait, nous l'avons vu : « Il est impossible que nous nous passions de cette représentation ; » d'autres députés par contre, n'étaient que très incomplètement convaincus et pensaient de la Charte ce que M. de Béthisy résumait dans cette formule pittoresque : « Il faut enfourcher cette haridelle et la faire marcher jusqu'à ce qu'elle crève ou qu'elle nous sauve (1). » Si les circonstances avaient fait d'eux des défenseurs des droits de la Chambre, un certain nombre ne voyait là qu'une nécessité accidentelle et gardait contre le régime des Assemblées une défiance que leur premier contact avec les intrigues parlementaires avait parfois plutôt aggravée encore.

On n'était même pas d'accord sur la question, essentielle cependant, de la responsabilité des ministres. Et tandis que dans une brochure sur *la Monarchie et le gouvernement représentatif*, Vitrolles soutenait que les ministres devaient être responsables devant les Chambres, c'est-à-dire dépendre de la majorité, le cardinal de La Luzerne, un ultra lui aussi, et qui, quelques années après devait collaborer avec Chateaubriand au *Conservateur*, traitant de la même question, déclarait : « Les ministres exécutent la volonté du roi, donc ils ne sont responsables qu'envers lui ». Et *la Quotidienne*, le grand journal royaliste, dans son numéro du 23 février, discutait assez vivement cette thèse.

Enfin, un certain nombre de députés, grisés par leurs succès de la session précédente et par l'accueil enthousiaste qu'à leur retour dans leur département ils avaient reçu de leurs électeurs, se laissaient aller imprudemment à promettre des réformes de toute nature. Et le philosophe Maine de Biran qui, il est vrai, était député ministériel, et par conséquent ne pouvait être tout à fait impartial, écrivait le 20 juillet de Saint-Sauveur, dans les Pyrénées, où il avait rencontré quelques députés de la droite (2) : « Vous ne pouvez vous faire une idée des prétentions des ultras et de leur ton de supériorité et des assurances qu'ils donnent aux belles dames pour la session prochaine. »

Aussi, Chateaubriand qui connaissait et qui jugeait cette situation complexe et délicate avait-il des raisons de s'inquiéter. De sa propriété de la Vallée-aux-Loups où il était revenu s'installer à la clôture de la session, préoccupé de ses déceptions personnelles et de ses inquiétudes politiques, il écrivait le 2 juillet à Mme de Duras (3) : « Les

(1) VILLÈLE, *Mémoires*, I, 136.

(2) E. DAUDET, *Louis XVIII et le duc Decazes*, 133.

(3) *Corr. gén.*, I, 397.

Chambres reviendront ; je ne vois pas que l'on prenne ici un système propre à ramener l'union. On laissera le temps s'écouler avec cette légèreté et cette insouciance qui nous caractérisent et quand on se verra près du dénouement, on prendra quelque décision précipitée qui aura les plus graves inconvénients. »

Par instants, il manifestait le désir de partir pour l'Italie où il rêvait, où il rêvera toujours d'aller en qualité d'ambassadeur et où, à ce moment, Mme de Duras paraît avoir cherché à le faire nommer. « Certainement, écrit-il le 7 juin (1) à Mme de Duras, je me crois tout aussi capable que les gens que je vois à la besogne de conduire les affaires de la France. Mais après tout mon goût n'est pas là ; et si j'étais seul et libre dans la vie, vous me verriez bientôt secouer la poussière de mes pieds et dire adieu aux affaires. Tout calculé, c'était Rome qui me convenait si la place eût été à donner. » « Si M. de Blacas revenait, écrivait-il encore le 23 juin (2) (Blacas avait été nommé ambassadeur à Rome après les Cent-Jours) et qu'on voulût bien m'envoyer à sa place, j'irais volontiers vivre et mourir en Italie. Un voyage vous ferait du bien et nous oublierions, sous un beau ciel, au milieu des arts, la politique, les petites gens, et les trop longues inquiétudes qui nous agitent depuis tant d'années. »

Mais en même temps, dans la même lettre, avec son étonnante faculté d'espérer et de désespérer tour à tour, il disait : « Je suis revenu à Paris pour le mariage (le mariage du duc de Berry avec une princesse de Naples qui avait été célébré quelques jours avant et qui était un événement royaliste d'autant plus important que le duc de Berry était le seul à pouvoir donner des héritiers au trône), l'opinion publique paraît s'améliorer et le royalisme gagne. Si le ministère est assez insensé, comme il le fait jusqu'ici, pour contrarier ce mouvement, il sera entraîné et tombera malgré lui en faisant beaucoup de mal à la France. L'opinion des provinces n'est plus douteuse sur la Chambre des députés. Cette Chambre est en vénération et c'est s'aveugler que de ne pas le voir. Il faut donc se rapprocher d'elle et tout ira bien. Je vais continuer mon travail. »

Ce travail qui l'occupait à ce moment allait paraître quelques mois plus tard. C'était *la Monarchie selon la Charte*.

En effet, au moment même où Chateaubriand semblait désespérer, il était en train de réagir. Il s'était dit que, soit que la Chambre introuvable rentrât au mois d'octobre, soit que de nouvelles élections intervinssent, le parti royaliste allait se retrouver sans plan et sans

(1) *Corr. gén.*, II, 383.

(2) *Id.*, II, 385.

programme précis : « La majorité, disait Villèle (1), était sans guide et sans direction. » Reprendrait-elle la lutte contre les hommes de la Révolution, se laisserait-elle, au contraire, absorber par Decazes ou bien écarter par lui ; ou bien encore, prétendrait-elle attaquer directement la Charte, c'est-à-dire les instructions données par le roi, et entrer par suite en lutte avec le roi lui-même ?

Chateaubriand pensait donc à écrire un ouvrage où, reprenant et adaptant les thèses déjà développées par lui en 1814 dans ses *Réflexions politiques*, il montrerait aux royalistes comment et pourquoi, sans abandonner aucun de leurs principes, ils devaient accepter et interpréter la Charte, et où en même temps il dénoncerait le plan des adversaires du régime et de la dynastie et ferait comprendre au pays les dangers auxquels la monarchie était exposée.

Mieux qu'à la tribune non publique de la Chambre des pairs, mieux que dans les conférences guindées où il retrouvait ses collègues, il allait pouvoir, dans un ouvrage que sa signature glorieuse imposerait à l'attention du public, guider l'opinion et sortir à nouveau avec éclat de l'effacement qui, malgré lui, lui pesait.

Il n'avait pas tout d'abord d'ailleurs mesuré la grande importance que dans sa carrière et dans l'histoire du parti royaliste, *la Monarchie, selon la Charte* allait jouer. C'est à mesure qu'il y travaillera et à mesure aussi que les intentions du ministère apparaîtront, que le véritable caractère de son œuvre se précisera à ses yeux.

Le 28 mai, il écrivait (2) : « Je pars ce soir pour la Vallée où je vais travailler à mes *Considérations* ; j'espère qu'elles seront sous presse dans quinze jours. »

En réalité, il allait les méditer et les revoir pendant tout l'été ; et, prévoyant que des événements graves se préparaient, il allait attendre, pour publier son ouvrage, jusqu'au mois de septembre, au moment où Decazes, triomphant enfin des hésitations du roi, aura obtenu la dissolution de la Chambre et entamé ouvertement la lutte contre les ultras ; au moment par conséquent où le parti royaliste aura plus particulièrement besoin de conseils et de guides.

Chateaubriand, comme on l'a souvent remarqué, a toujours eu, pour la publication de ses ouvrages, un sens très juste de l'opportunité ; son ouvrage allait donc être une date essentielle. Mais, avant de l'étudier en lui-même, avant d'étudier les conditions dans lesquelles il allait être publié et grâce auxquelles son influence et son retentissement allaient être considérablement accrus, il faut tout

(1) *Mémoires*, I, 379.

(2) *Corr. gén.*, I, 394.

d'abord lire et méditer les lettres que, pendant cet été de 1816, Chateaubriand écrivait à Mme de Duras.

Rien ne fait mieux comprendre son caractère qui se révèle somme toute si séduisant dans l'intimité. Après avoir éclairé les circonstances dans lesquelles cette correspondance fut écrite, je voudrais pouvoir la citer à nouveau tout entière. On y voit, pendant que Chateaubriand travaille, ses sautes d'humeur, ses mouvements de dépression et d'enthousiasme, ses gaietés simples et son besoin de briller, ses préoccupations d'argent et son souci du bien de l'État, son application au travail, son ardeur de polémiste, et aussi, par moment, son dégoût de la politique et son regret du temps où il n'était occupé que de ses rêves de poète. Et l'on peut mesurer ainsi ce qu'il lui fallait, avec tout cela, de volonté et de domination de lui-même pour achever et mener à bien son ouvrage.

Le 7 juin, il écrivait (1) : « Je vis au jour le jour, très ennuyé dans le présent, très sombre et découragé pour l'avenir. J'écris de la politique, comme on remplit un devoir par conscience. Quand je créais Velléda dans cette Vallée et que je faisais parler Blanca, ces personnages-là, quoique très peu raisonnables, m'occupaient tout autrement que M. de Talleyrand et l'abbé Louis. Voilà un bien mauvais temps, bien triste. J'entends gronder le vent dans ma fenêtre, à onze heures du soir, comme si nous étions en automne. Il me rappelle tous les rêves de ma jeunesse, mais par cela même il me fait mal ! Je n'ai plus le courage d'être heureux en m'attristant. »

Un autre jour son ton changeait brusquement ; le Chateaubriand gai et bon enfant, qui plaisait tant à Joubert et que l'on oublie trop souvent, reparaisait et il écrivait (2) : « Chère sœur, je suis à la Vallée tout seul comme le père Aubry ! Je nage dans la joie, je suis venu pour travailler et je ne fais rien. Je soigne mes arbres et je suis dans une telle passion de mes pins que je me donne à peine le temps de dîner. Je vois mes vieilles hirondelles qui s'en iront cet automne. Si elles voulaient m'emmener avec elles. Mais je n'ai plus d'ailes. »

Mais quoi qu'il en dît, ces moments de fantaisie joyeuse ne l'empêchaient pas de retourner à son travail : « Je continue toujours mon travail, écrivait-il le 2 juillet (3). J'espère faire un ouvrage utile. J'aurais bien voulu qu'on m'en eût épargné la façon, mais puisqu'on ne veut rien écouter, il faut encore faire un dernier effort pour avertir la France du danger. Ce qui m'encourage un peu, c'est que si j'ai eu quelque influence sur les destinées de Bonaparte, je puis espérer

(1) *Corr. gén.*, II, 383.

(2) *Id.*, II, 387.

(3) *Id.*, I, 397.

quelques succès contre des valets. Les pygmées ne doivent pas être plus difficiles à renverser que le géant ; d'ailleurs ma destinée est de combattre. »

Puis, à mesure que son travail avançait et qu'il en mesurait mieux l'importance, il apercevait aussi très nettement l'audace qu'il allait y avoir de sa part à le publier et les dangers auxquels il s'exposerait lui-même. Le 17 juillet, il écrivait (1) : « Mon ouvrage est presque achevé. Si je le publie, je rendrai, je crois, un service immense à la France, je l'empêcherai peut-être de périr mais ce sera à mes dépens. J'ai tout dit, il fallait tout dire pour faire quelque chose digne de mes autres sacrifices. Jamais, je crois, je n'aurai prêché un langage plus élevé et des vérités plus nobles sous tous les rapports ; mais en réclamant à la fois la religion, la liberté, la morale et la justice, en dévoilant tous les faux systèmes, en montrant pourquoi on nous a perdus, pourquoi on nous perd, et pourquoi on nous perdra, je cours le risque de me briser. Decius se jeta dans l'abîme, mais il était jeune. Mes cheveux blancs commencent à me rendre timide. Si j'étais dans une autre position de fortune, mon parti serait bientôt pris ; je publierais l'ouvrage et, le même jour, je partirais pour vous soigner en Italie. Ce serait mon testament et mes adieux à la France. Ils veraient qu'aucun intérêt personnel ne me fait parler puisque je m'éloignerais d'eux et ne leur demanderais rien. »

Chateaubriand est toujours avide de beaux gestes à faire. Mais le fait est qu'en cette circonstance il courait des risques très réels et il allait délibérément se faire de terribles ennemis.

Il y avait, nous le verrons, du courage de sa part à écrire sa *Monarchie selon la Charte* ; il y en avait d'autant plus qu'il était sans fortune et, par suite, comme il le disait, lié et enchaîné par mille entraves. De plus, il était à ce moment très isolé. Tous ses anciens amis de l'Empire, Fontanes en tête, s'étaient ralliés au parti qu'il attaquait. Le 7 mai, il écrivait à Chénedollé (2) : « Quant à Fontanes, je ne le vois plus ; son opinion dans la Chambre des pairs le range sous des bannières différentes de la mienne et j'avoue qu'après la dernière expérience je ne sais plus capituler avec des opinions.

Mme de Duras elle-même, qui déjà l'année précédente s'inquiétait de ses violences, ne semble pas, d'après les réponses qu'il lui fait, l'avoir encouragé non plus. Les Bertin enfin, tournaient eux aussi à la prudence, et le 26 juillet publiaient un article qui semblait amorcer une critique des ultras. Or, pendant que Chateaubriand ainsi isolé

(1) *Corr. gén.*, II, 386.

(2) *Id.*, I, 298.

travaillait dans sa Vallée-aux-Loups, à rassembler les éléments d'un programme qui ferait de la droite un véritable parti du gouvernement, Decazes, de plus en plus activement, préparait une mesure qui, rejetant les royalistes dans l'opposition, séparant le roi de ses vieux fidèles et de sa famille, devait remettre définitivement le pouvoir aux hommes de l'Empire et, s'il y avait lieu, préparer un changement de dynastie. Il cherchait à obtenir la dissolution de la Chambre introuvable. Pendant tout l'été, il menait son intrigue avec une étonnante obstination.

Plus qu'un autre ministre en effet, il tenait à cette dissolution que lui imposait en quelque sorte la situation très particulière dans la quelle il se trouvait.

Son aventure est une des plus curieuses qui soient. Fils d'un petit avoué de Libourne en Gironde, un moment juge sous l'Empire, il avait été nommé secrétaire de Lætitia, la mère de Napoléon, puis conseiller à la Cour. Rallié aux Bourbons, comme tout le monde en 1814, il s'était, aux Cent-Jours, prudemment retiré en province. Puis, rentré à Paris, après Waterloo, il avait, par la grâce de Talleyrand, été nommé préfet de police. Il avait fait la cour adroitement à son protecteur, si bien que lorsque le cabinet Fouché-Talleyrand avait dû se retirer, les hommes de l'Empire l'avaient proposé comme ministre de la police. A peine nommé, il avait d'abord, pour s'imposer, fait des démonstrations de royalisme. Il avait même exagéré son zèle en faisant arrêter Ney, en réprimant, avec une dureté particulière, l'insurrection de Grenoble. Profitant en outre de ses fonctions de ministre de la police pour apporter au roi des détails piquants sur la vie privée des personnages de la société, il avait su amuser Louis XVIII, si bien qu'il était devenu en quelques mois le favori du vieux roi. Mais alors, une fois arrivé à la faveur, il avait dû, pour se maintenir, se retourner contre les ultras. Ceux-ci en effet, n'avaient guère confiance dans ce nouveau venu dont les excès de zèle et l'avancement inexplicables les scandalisaient. Les hommes de l'Empire, au contraire, heureux de l'importance prise par un homme qui était un des leurs, s'étaient rapprochés de lui, le soutenaient, et Decazes, de son côté, était content de retrouver cet appui. Molé déclare à ce sujet : « Brouillé avec la cour et la noblesse qu'il n'avait caressées si longtemps que pour s'introduire auprès du roi, il travaillait sans relâche, depuis le milieu de la session, à se mettre à la tête des hommes de la Révolution et des Cent-Jours en les persuadant que seul il les protégeait contre la violence de leurs ennemis (1).

La meilleure manière de les satisfaire était de les débarrasser de la

(1) *Mémoires*, II, 170.

Chambre introuvable, mais la mesure était difficile à faire accepter. La majorité royaliste, malgré la maladresse de certains de ses membres, avait montré par toute sa conduite qu'elle était dévouée au roi, que, dans sa généralité, elle ne prétendait pas renverser le régime nouveau et qu'il serait facile, en la guidant, de le lui faire adopter avec une vraie confiance. Même Richelieu, président du Conseil, qui avait été gêné par l'opposition qu'elle lui avait faite, n'était pas d'avis de se séparer d'elle. L'insurrection de Grenoble, en effet, le faisait réfléchir aux dangers de s'appuyer sur la gauche : « Je suis noir comme le temps, disait-il, et ce que j'ai vu chez ceux qui se disent nos amis ne me rend pas couleur de rose (1). » Il ne voulait pas rompre avec la droite : « Après tout ils sont royalistes, il faut gouverner pour eux et malgré eux si cela est nécessaire. » Il était choqué de voir Decazes s'appuyer sur les ambassadeurs étrangers et faire valoir leur opinion pour pousser à la dissolution : « Tout ce que je crains, c'est que l'on croie que ce sont les étrangers qui nous soutiennent, ce qui commence à se répandre. »

Mais Decazes, pour le convaincre, allait lui faire valoir que dissoudre la Chambre, c'était montrer la force du ministère, rassurer les étrangers sur la stabilité du régime ; et que surtout, par suite, on obtiendrait de ces derniers, pour l'évacuation et le paiement des indemnités, des conditions plus favorables ; tandis que le succès de la droite pourrait provoquer de nouveaux troubles et rendre les Alliés plus exigeants. Pozzo di Borgo de son côté, l'ambassadeur de Russie, faisait écrire par l'empereur Alexandre des lettres dans le même sens. Le roi lui-même était bientôt troublé.

Dissoudre la Chambre c'était pour lui se séparer de sa famille et de ses plus vieux partisans. Mais Decazes, à lui seul, semblait depuis quelque temps devoir lui tenir lieu de tout. En multipliant les démonstrations d'affection, en écoutant ses conseils et ses avis, en affectant un dévouement absolu à sa personne, il avait ému Louis XVIII qui, isolé par ses infirmités, séparé à beaucoup de points des idées et des goûts des siens, avait d'autant plus besoin d'un favori qu'on venait de l'obliger en quelque sorte à se séparer du duc de Blacas. Nous connaissons, depuis la publication du livre d'Ernest Daudet (2), l'étonnante intimité à laquelle était arrivé en quelques mois Decazes. Le roi, dans les lettres qu'il lui écrivait presque tous les jours, l'appelait son Élie, son cher fils, multipliait les protestations d'affection et lui parlait longuement de sa propre santé.

(1) E. DAUDET. *Ouv. cit.*, p. 137.

(2) *Louis XVIII et le duc Decazes.*

Aussi pour arriver à son but, Decazes mettait-il en œuvre toutes les ressources dont il pouvait disposer. Tous les jours, profitant de ses fonctions de ministre de la police, il faisait au roi des rapports très sombres sur l'état de l'opinion. Il mettait sous ses yeux une correspondance de royalistes, tronquée, assure Villèle. Pour enlever sa décision, il lui remettait trois rapports dont il rédigeait l'un et dont il faisait rédiger les deux autres par Pasquier et Guizot (1).

Comme le roi hésitait encore, il menaçait de démissionner : « Il est impossible, disait-il, de gouverner avec une Chambre qui insulte et humilie tout ce que la France a de soldats, la gloire nationale de vétérans, qui inquiète les existences, attaque les intérêts (2)... »

Le roi cependant, avait bien du mal à se décider ; le 20 août, il écrivait à Decazes (3) : « J'ai lu votre note avec beaucoup d'attention ; je la relirai ; elle a, je ne vous le cache pas, ébranlé mon opinion sans cependant la détruire. Vous allez parler de l'affaire aujourd'hui, elle me sera rapportée demain et je désire qu'en ma présence chacun développe sa pensée. »

Enfin, il céda ; mais lui et Decazes décidaient de garder le secret de leur projet jusqu'au dernier moment de façon à éviter une intervention de la famille royale. Le 4 septembre au soir encore, Decazes déclarait aux ambassadeurs étrangers que la convocation des Chambres serait retardée mais que l'on voulait savoir, avant de prendre un parti, quelle serait l'attitude des députés pendant la session nouvelle.

Seuls étaient mis dans le secret, par Decazes, Pasquier, Molé, Guizot, Barante, c'est-à-dire les principaux constitutionnels de 1814, les disciples de Royer-Collard qui bientôt allaient prendre le titre de « doctrinaires ». Royer-Collard était informé de son côté, le 3 septembre, au cours d'un dîner donné par Decazes aux chefs de la minorité et, s'il faut en croire les *Mémoires* de Barante (4), la nouvelle l'enthousiasma à un tel point, qu'en l'apprenant, il se leva, embrassa Decazes et s'écria « qu'il fallait lui élever une statue. » L'ordonnance était signée le 5 septembre et publiée le 7 au *Moniteur* sans que Monsieur, ni la famille royale eussent été informés de rien.

C'était bien le complot d'un parti qui cachait jusqu'au bout ses intentions et son but. En effet, l'ordonnance qui fut publiée le 7 au *Moniteur*, tout en affectant d'expliquer pour quelles raisons la Chambre était dissoute, ne faisait pas la moindre allusion aux véritables motifs

(1) Voir POUTHAS. *Civ. cit.*, p. 135-136.

(2) E. DAUDET. *Ouv. cit.*, p. 142.

(3) *Id.*, p. 144.

(4) II, 254.

qui avaient déterminé la mesure. On n'osait pas dire publiquement que l'on voulait changer la majorité ; on se contentait de faire valoir que les élections de 1815, faites en vertu d'une ordonnance du ministre Fouché, avaient modifié les conditions électorales prévues par la Charte en augmentant le nombre des députés et en fixant l'âge d'éligibilité à trente ans. L'expérience d'une année aurait appris, assurait l'ordonnance, qu'il était mieux de revenir à l'application stricte du texte de la Charte : « Nous nous sommes convaincu, faisait-elle dire au roi, que les besoins et les vœux de nos sujets se réunissaient pour conserver intacte la Charte constitutionnelle, base du droit public en France et garantie du repos général ; nous avons en conséquence jugé nécessaire de réduire la Chambre des députés au nombre fixé par la Charte et de n'y appeler que des hommes de l'âge de quarante ans. Mais pour opérer légalement cette réduction il est devenu indispensable de convoquer de nouveaux collègues électoraux afin de procéder à l'élection d'une nouvelle Chambre des députés. »

Il est difficile de se montrer plus cyniquement hypocrite lorsqu'on sait avec quelle passion, depuis six mois, la gauche avait travaillé à obtenir la dissolution. Car, bien évidemment, ce n'était pas pour être arrivé à porter de trente à quarante ans l'âge d'éligibilité des députés que Decazes méritait, aux yeux de Royer-Collard, de se voir élever une statue. Le rapport même de Guizot au roi avait indiqué clairement les raisons véritables du ministère.

Et, comme le fera remarquer Chateaubriand quelques jours plus tard, l'hypocrisie affectée par l'ordonnance ministérielle était de plus fort maladroite. On mettait en effet en contradiction avec lui-même le roi qui, quelques mois plus tôt à peine, disait dans le discours qu'il avait prononcé à la Chambre : « C'est pour donner plus de poids à vos délibérations, c'est pour en recueillir moi-même plus de lumières que j'ai créé de nouveaux pairs et que le nombre des députés des départements a été augmenté ; » et qui, dans l'ordonnance du 13 juillet 1815, avait déclaré : « Nous avons pensé qu'il était de notre justice de faire jouir dès à présent la nation des avantages qu'elle doit recueillir d'une représentation plus nombreuse et moins restreinte dans les conditions d'éligibilité ; mais voulant cependant que, dans aucun cas, aucune modification à la Charte ne puisse devenir définitive que d'après les formes constitutionnelles, les dispositions de la présente ordonnance seront le premier objet de la délibération des Chambres. Le pouvoir législatif dans son ensemble statuera sur la loi des élections. »

Or, non seulement on n'avait pas laissé le pouvoir législatif, malgré les intentions formellement exprimées par le roi, statuer sur la loi

des élections, mais on donnait au roi les apparences d'une versatilité inexplicable en lui faisant oublier en septembre les raisons très importantes qui l'avaient guidé en janvier ; enfin, on s'en tenait au régime inconstitutionnel du gouvernement par des ordonnances, et l'on reconnaissait tacitement n'avoir pas de reproches avouables à faire à la Chambre que l'on renvoyait, puisque nulle part dans l'ordonnance on ne faisait allusion ni à sa conduite, ni à son opposition.

Les royalistes qui ne se laissaient pas tromper étaient outrés et désespérés ; la gauche faisait éclater sa joie ; et, comme le dit M. de Montlosier, un homme de gauche cependant : « Tout ce qui avait l'habitude de crier vive le roi garda le silence, tout ce qui avait l'habitude de garder le silence cria vive le roi. C'était le spectacle le plus singulier de voir dans les rues d'effrénés jacobins poursuivant les royalistes du cri de : Vive le roi ! »

Mais on ne peut retrouver dans la presse nulle trace de cette émotion de la droite. Le ministère avait pris ses précautions. Il avait établi un tel régime de censure que toute critique, même la plus légère, était interdite aux journaux. M. Michaud, directeur de *la Quotidienne*, homme très modéré cependant, mais qui avait défendu la Chambre Introuvable, venait de se voir, à titre d'avertissement, retirer son brevet d'imprimeur du roi pour avoir laissé sortir de ses presses un écrit contraire à la vente des biens nationaux.

Le *Journal des Débats* lui-même osait à peine indiquer de timides réserves.

Un seul homme avait l'audace, malgré le ministère, de rompre ce silence durement imposé à tout le monde. Chateaubriand choisissait ce moment pour faire paraître sa *Monarchie selon la Charte* à laquelle il avait travaillé tout l'été ; et pour donner à son ouvrage toute la signification que celui-ci pouvait comporter il y ajoutait, au dernier moment, un *post-scriptum* qui était, nous le verrons, une attaque directe contre le ministère, et une préface où il déclarait : « Si n'étant
« que simple citoyen, je me suis cru obligé, dans quelques circons-
« tances graves, d'élever la voix et de parler à ma patrie, que dois-je
« faire aujourd'hui ? Pair et ministre d'État n'ai-je pas des devoirs
« plus rigoureux à remplir, et mes efforts pour mon roi ne doivent-ils
« pas être en raison des honneurs dont il m'a comblé?... »

« Hé quoi, si la France me semble menacée de nouveaux malheurs,
« si la légitimité me paraît en péril, il faudra que je me taise, parce
« que jè suis pair et ministre d'État ! Mon devoir au contraire est de
« signaler l'écueil, de tirer le canon de détresse et d'appeler tout le
« monde au secours... C'est pour cette raison que, pour la première
« fois de ma vie, je signe mes titres afin d'annoncer mes devoirs et

« d'ajouter si je puis, à cet ouvrage, le poids de mon rang politique.

« Ces devoirs sont d'autant plus impérieux que la liberté individuelle et la liberté de la presse sont suspendues. Qui oserait, qui pourrait parler? Puisque ma qualité de pair de France me donne, en vertu de la Charte, une sorte d'inviolabilité, je dois en profiter pour rendre à l'opinion publique une partie de sa puissance...

« Enfin, le public m'a prêté quelquefois une oreille bienveillante. J'ai quelque chance d'être écouté. Si donc, en écrivant, je peux faire un peu de bien, ma conscience m'ordonne encore d'écrire. »

On peut trouver pompeux le ton de cette préface, il n'était que juste; dans le silence général Chateaubriand faisait œuvre utile. Il montrait aussi un réel courage. Car le ministère, nous le verrons, n'allait rien ménager pour tenter d'étouffer sa voix, puis, ensuite, pour se venger de lui.

Mais il nous faut maintenant, d'abord, étudier l'ouvrage en lui-même et le considérer sous son double aspect : doctrinal et polémique.

La valeur de Chateaubriand à ces deux points de vue est, nous le savons déjà, assez inégale. Il n'était pas, nous l'avons montré à propos des *Réflexions politiques*, un homme qui travaille à exposer et à imposer un système de philosophie politique conçu de façon abstraite. Il ne peut être comparé à un Bonald construisant lentement sa *Théorie du pouvoir*, déterminant patiemment les lois auxquelles, selon lui, toute société doit obéir pour vivre, se faisant, une fois pour toutes, une conviction raisonnée, et ensuite, sa vie durant, jugeant et interprétant les faits et les événements d'après ses immuables principes. Chateaubriand, lui, était moins préoccupé de systématiser les doctrines politiques que d'étudier comment l'application en est effectivement possible et quelles mesures pratiques s'imposent aux chefs du gouvernement.

Comme ses précédents ouvrages politiques, la *Monarchie selon la Charte* est, elle aussi, un ouvrage de circonstance. Lui-même indiquait nettement ses intentions polémiques en écrivant en tête du volume la devise devenue célèbre : « Le Roi, la Charte et les Honnêtes gens. » Sans doute, cette fois, il avait fait à la doctrine une place plus considérable qu'en 1814; il s'était documenté plus longuement. Mais il ne visait pas à apporter un système constitutionnel original et l'interprétation qu'il donnait de la Charte était, nous le verrons, directement inspirée par les ouvrages récents publiés par d'autres écrivains politiques. Il avait utilisé en particulier la *Correspondance politique et administrative* publiée depuis peu par un nommé Fiévée, journaliste de droite et homme de lettres qui

avait été un moment préfet de Napoléon et, depuis la Restauration était devenu un des plus ardents polémistes ultras et, plus encore, deux ouvrages publiés anonymement par Vitrolles : un manifeste intitulé : *Déclaration de la majorité*, et une brochure : *Du ministère dans le gouvernement représentatif*.

Et son livre, écrit en quelque sorte au jour le jour en tirant la leçon des événements récents, allait être tour à tour un exposé de programme politique, un plaidoyer et un réquisitoire.

Aussi, peut-on le dire mal composé si on le considère comme conçu à loisir pour la démonstration d'une thèse longuement méditée et si l'on oublie qu'il s'agit d'un ouvrage de polémique fait pour répondre aux nécessités du moment et qui comprenait plusieurs parties différentes dont le but n'était pas le même.

Chateaubriand lui-même distingue deux parties sans compter le *post-scriptum* qui n'est qu'une réponse à l'ordonnance du 5 septembre.

La première partie, dit-il, traite des principes : « Je tâcherai de montrer ce qui manque à nos institutions, ce qu'il faut faire, ce qu'il faut détruire. » C'est la partie théorique, — il s'était efforcé d'y poser en chapitres courts, rédigés sur le ton de *l'Esprit des lois* de Montesquieu, les règles du régime représentatif. La seconde partie traitait des systèmes suivis par le gouvernement. Il y étudiait la conduite et le programme des ministres, c'est la partie critique et polémique, de beaucoup la plus longue. La troisième, qui n'était qu'une conclusion, indiquait le système qu'il fallait opposer au système suivi depuis la Restauration.

En entreprenant son travail, Chateaubriand s'était proposé d'abord d'écrire une suite à la seconde partie de ses brochures de 1814. « Cet ouvrage, écrit-il en note de son premier chapitre, est comme la suite des *Réflexions politiques*. »

Dans les *Réflexions politiques*, il s'était efforcé de montrer la nécessité, pour ramener l'ordre et la paix, de se rallier franchement à la Charte et aux institutions données par le roi. Il avait étudié comment ces dernières devaient être interprétées.

C'est de ce point-là qu'il partait à nouveau en 1816, après que, pendant deux ans, le régime avait fonctionné et que l'on avait pu voir par où il péchait. Pas plus qu'en 1814, il ne discutait les mérites du régime représentatif en soi. Il ne prétendait pas voir en lui la forme de gouvernement par elle-même la meilleure, et dans ses *Réflexions politiques*, il avait très simplement envisagé que les institutions nouvelles pourraient encore être modifiées avec le temps et l'usage. S'il s'en tenait à la Charte, c'est que c'était le roi qui l'avait donnée ; et en royaliste fidèle il admettait que c'est du roi qu'émanait le pouvoir

constitutionnel ; d'ailleurs il estimait avoir démontré qu'étant donné les circonstances, il n'était pour le moment d'autre solution possible que la Charte. « Si l'ancien régime ne peut se rétablir, comme je crois l'avoir rigoureusement démontré dans les *Réflexions politiques*, dit-il, que voudrait-on mettre à sa place? » (Chapitre 92.)

« Reste la monarchie avec la Charte. C'est la seule bonne aujourd'hui. C'est d'ailleurs la seule possible, cela tranche la question » (chapitre 1^{er}). Et il continuait (chapitre 2) : « Partons de ce point que nous avons une Charte, que nous ne pouvons avoir autre chose que cette Charte. »

Ce qu'il prétendait seulement c'était interpréter cette Charte en montrant les modifications que l'expérience et la pratique révélaient nécessaires : « Je tâcherai de montrer ce qui manque à nos institutions, ce qu'il faut créer, ce qu'il faut détruire, ce qui est raisonnable, ce qui est absurde. » Il admettait (chapitre 3) que le régime établi par le roi comprenait quatre éléments essentiels : la royauté ou la prérogative royale, la Chambre des pairs, la Chambre des députés et le ministère. Il est à remarquer que dans cette énumération il ne passait pas en revue toutes les institutions nouvelles nées depuis la Révolution ; il ne disait rien de l'organisation administrative, des assemblées locales ; et, en particulier, il n'abordait pas une question très importante et qui préoccupait beaucoup les royalistes, celle de la décentralisation, à l'étude de laquelle Fiévée avait consacré la plus grande partie de sa *Correspondance politique et administrative*. Il devait reconnaître lui-même un jour, dans une lettre écrite le 1^{er} décembre 1821 au baron de Barante (1) : « Cette question de l'organisation des communes n'était pas du tout traitée dans *la Monarchie selon la Charte* ». Il est vrai que pour étudier sérieusement cette question, il aurait fallu mettre en discussion le principe même des institutions données par la Charte. Or, il ne voulait rien entreprendre de tel pour le moment ; il cherchait seulement à démêler comment le régime une fois admis on pouvait et on devait le faire fonctionner ; il cherchait à faire comprendre et à indiquer dans quel sens il convenait, pour le bien de la France et de la monarchie, d'interpréter les règles posées par la Charte.

En effet, l'interprétation constitutionnelle était encore très confuse. Nous avons vu que pendant la session des discussions très vives s'étaient ouvertes entre le ministère et la majorité sur la responsabilité ministérielle, sur l'indépendance royale, sur les droits de la Chambre et sur ses rapports avec le gouvernement.

(1) *Corr. gén.*, II, 284.

Chateaubriand, comme la majorité, s'était, pendant la session, rendu compte du danger qu'il y avait, pour l'indépendance et la dignité de la couronne, à laisser les ministres parler au nom du roi devant les Chambres et faire intervenir l'autorité de celui-ci dans la discussion. Du moment que les actes des ministres et les propositions de lois étaient discutées publiquement, il fallait que le roi lui-même restât en dehors du débat. « Le roi, dans la « Monarchie représentative », disait-il est une divinité que rien ne peut atteindre. Inviolable et sacrée elle est encore infaillible. Car, s'il y a erreur, cette erreur est du ministère et non du roi. Ainsi on peut tout examiner sans blesser la majesté royale, car tout découle d'un ministère responsable » (chapitre 4).

Il faut éviter en particulier que les projets de lois ne soient présentés au nom du roi. Car alors ou les députés, par respect pour la volonté du roi n'osent plus discuter librement, ou, s'ils rejettent la proposition, la majesté et l'autorité du roi risquent d'être atteintes. Il faut donc que ce soit le ministère qui parle en son nom propre et soit responsable de ses actes.

Cette conclusion est très importante à signaler. Elle entraînait en effet en contradiction avec la thèse soutenue pendant la session par les ministres qui, pour se maintenir au pouvoir malgré l'opposition des Chambres, se présentaient comme les simples porte-paroles du roi et par ce moyen arrivaient à impressionner d'autant mieux les royalistes que, même à droite, à ce moment, malgré l'opposition faite au ministère, il était des hommes qui, comme le cardinal de La Luzerne, soutenaient l'irresponsabilité du ministère.

Aussi Chateaubriand insistait-il longuement sur les inconvénients de cette irresponsabilité ministérielle. En agissant ainsi, il n'inventait d'ailleurs rien. Vitrolles, quelques mois plus tôt, dans sa brochure : *Du ministère dans le gouvernement représentatif*, avait écrit : « Le premier principe du gouvernement représentatif est que la personne du souverain est inviolable. Il ne doit exercer le pouvoir que par des intermédiaires toujours prêts à s'offrir en sacrifice si les actes de leur administration sont susceptibles d'être attaqués par l'opinion soutenue de la force des lois. » Et la *Quotidienne*, rendant compte, dans son numéro du 12 janvier 1816, de cet ouvrage, avait soutenu chaleureusement la thèse de l'auteur.

Chateaubriand précisait en outre les conclusions que comportait une telle doctrine. Si les ministres sont responsables, « le roi doit donc les laisser agir d'après eux-mêmes puisqu'on s'en prendra à eux seuls de l'événement. S'ils n'étaient que les exécuteurs de la volonté royale il y aurait injustice à les poursuivre pour des desseins qui ne seraient pas les leurs » (chapitre 5). D'où, autres conséquences ; puisque les

ministres ne sont pas les simples porte-paroles du roi et sont responsables, il faut tout d'abord que le ministère appartienne à la majorité. En effet, si « sous la monarchie constitutionnelle c'est l'opinion publique qui est la source et le principe du ministère », par une conséquence qui dérive de celle-ci, le ministère doit sortir de la majorité de la Chambre des députés, puisque les députés sont les principaux organes de l'opinion publique.

C'est, on le voit, tout à fait le point de vue auquel s'était placée la droite pendant la session. Et Fiévée, de son côté, avait déjà dit : « Dans le genre de gouvernement que nous avons adopté, dire à un ministre qu'il n'a pas besoin de la majorité, c'est le tromper (1). » Chateaubriand se contentait de donner des arguments nouveaux à la thèse.

Il faut en outre que le ministère soit *un* : « Cela ne veut pas dire, déclarait Chateaubriand, que la différence d'opinion dans des hommes de mérite, lorsqu'ils étaient encore isolés, soit un obstacle à leur réunion dans un ministère. Mais une fois assis au timon de l'État, ils ne doivent plus gouverner que dans un même esprit. »

Cela non plus n'était pas, à proprement parler, une découverte. Chateaubriand se contentait d'exprimer, sous une forme particulièrement nette, une observation qui avait déjà frappé beaucoup d'hommes politiques et Talleyrand en particulier. Pour Chateaubriand, cependant, c'était une nouveauté car, dans ses *Réflexions politiques*, impressionné par Royer-Collard, il avait soutenu que le contraire était sans inconvénient.

D'ailleurs, il n'attaquait pas le principe d'autorité royale. C'est dans l'intérêt du roi, il tenait bien à le préciser, qu'il posait la responsabilité des ministres : « J'ai appuyé sur cette doctrine, dit-il, parce qu'elle a été méconnue ; on a profité de la passion que la Chambre des députés a pour le roi afin de donner des scrupules à cette Chambre admirable. Les députés ont été quelque temps à démêler les intérêts véritables du trône quand on se servait du nom même du roi pour l'opposer à ses intérêts. » Plus tard, en écrivant ses *Mémoires*, après 1830, il s'est vanté d'avoir exposé le premier le principe : « le roi règne et ne gouverne pas ; » c'est la formule qui était devenue à la mode sous Louis-Philippe. En vérité dans *la Monarchie selon la Charte*, il avait employé une formule bien meilleure : « Que fait donc le roi dans son conseil ? Il juge, il a une puissance absolue pour rejeter la loi, pour dissoudre les Chambres si les besoins de l'État le requéraient. » Car, avait-il déjà dit dans les *Réflexions politiques* et répétait-il

(1) *Correspondance politique et administrative*, V, 88.

dans *la Monarchie selon la Charte* (chapitre 4) : « La prérogative royale doit être plus forte en France qu'en Angleterre. Le roi se présente comme le grand et premier législateur pour dire : « Cela est bon, cela est mauvais, je veux ou je ne veux pas. » Seul le roi rejette ou sanctionne la loi, seul il nomme et déplace les ministres à volonté, sans opposition, sans contrôle. »

Ainsi donc, si Chateaubriand, dans le mécanisme des rapports des ministres avec la Chambre, exposait les principes parlementaires, il ne discutait cependant pas, bien au contraire, le principe posé par Louis XVIII, dans le préambule de la Charte, que « l'autorité tout entière réside en France dans la personne du roi ».

Le régime qu'il préconisait était absolument opposé à tout système de souveraineté du peuple ; et il luttait contre les thèses de ceux qui, sous prétexte que le roi était irresponsable, tiraient comme conclusion qu'il ne devait rien faire par lui-même et que les ministres agissaient seuls. Cette attitude est importante à signaler chez celui que l'on accuse d'avoir fondé le régime parlementaire. Peut-être peut-on dire qu'il y a, dans le système qu'il défendait, quelques contradictions, et qu'en laissant au roi toute l'activité qu'il lui laissait, il devait être difficile d'empêcher que l'on ne fît intervenir son nom dans les débats parlementaires ou que ne se produisissent des conflits où il serait directement mêlé. Rien n'est moins sûr cependant. Il aurait fallu une expérience plus longue pour pouvoir juger. C'est là surtout, en effet, affaire de mœurs politiques.

Une chose en tout cas est sûre, c'est que les lois essentielles et le mécanisme du régime représentatif étaient exposés par Chateaubriand de façon claire, logique et beaucoup plus pratique qu'ils ne l'avaient été jusque-là. Il n'inventait rien, ne faisait pas de construction *a priori*, il se contentait de prendre la situation telle qu'elle se présentait, et, en utilisant les travaux et les réflexions des hommes qui avaient étudié la question avant lui, en les présentant de façon vive et cohérente, il raisonnait « en évitant, dit-il, de s'écarter des premières notions du sens commun ».

A l'exposé que nous venons de résumer, Chateaubriand ajoutait encore d'autres remarques tirées de l'observation des faits. Il soutenait que le régime représentatif impose la liberté de la presse, nécessaire pour éclairer et diriger l'opinion publique. Il insistait aussi sur la nécessité, pour faire contrepoids à la Chambre des députés, d'avoir une Chambre des pairs puissante. Il faut, expliquait-il, que les pairs soient héréditaires et possèdent une importante fortune terrienne : « La terre noble ferait le noble plus sûrement que la volonté politique. Tel est le moyen de rétablir en France des familles aris-

tocratiques, barrières et sauvegarde du trône. Sans privilèges et sans propriétés, la pairie est un mot vide de sens, une institution qui ne remplit pas son but. »

On ne peut passer en revue toutes les réformes de détail qu'il proposait. Il demandait que le ministère de la police fût supprimé, que les séances de la Chambre des pairs fussent rendues publiques, que les ministres assistassent régulièrement aux séances des Chambres.

Sans doute, on fera remarquer que ces observations lui étaient le plus souvent inspirées par les circonstances, que s'il désapprouvait l'existence d'un ministère de la police, c'est la conduite de Decazes qui le faisait raisonner ainsi ; que s'il recommandait d'éviter de gouverner par des ordonnances, il songeait à l'ordonnance du 5 septembre ; que si même il tenait tant à ce que le ministère ne gouvernât que d'accord avec la majorité, c'est la situation particulière du parti royaliste, dans la Chambre introuvable, qui tout d'abord l'avait fait s'intéresser à cette question. Surtout on peut lui reprocher de mal discerner les causes générales et lointaines que pouvait entraîner l'application du gouvernement parlementaire. On peut dire qu'il passait bien rapidement sur les inconvénients possibles du régime et il serait facile de lui reprocher l'exagération de son panégyrique. Quand, par exemple, il disait « que le roi dans cette monarchie est plus absolu que ses ancêtres ne l'ont jamais été ; que sous un régime représentatif, il n'y a pas à s'inquiéter si les ministres changent souvent », il est difficile d'admettre que lui-même fût absolument convaincu. Mais, il ne faut pas l'oublier, son ouvrage était surtout un plaidoyer ; le but qu'il se proposait était beaucoup moins philosophique et théorique qu'immédiatement pratique. Il ne discutait pas, nous l'avons vu, l'essence du régime établi par la Charte. Il l'admettait comme le seul possible pour le moment. On ne peut donc pas lui reprocher de n'en avoir pas fait une critique assez profonde puisqu'il s'était interdit d'entreprendre cette critique. Ce dont il était certain seulement c'est que, somme toute, ce régime, le seul possible, était momentanément le meilleur et que, d'ailleurs, le temps pourrait l'améliorer encore. Il reste surtout qu'il s'était efforcé ingénieusement de concilier dans le cadre de la Charte l'autorité et la dignité royales avec l'indépendance des Chambres. Il avait donné un programme à l'opposition de droite en coordonnant les thèses soutenues par les principaux théoriciens royalistes, et il avait travaillé à grouper et à organiser son parti en lui montrant que l'opposition était légale et respectueuse des principes posés par la Charte.

Mais il ne s'agissait pas pour lui seulement de montrer que l'opposition royaliste au ministère était légale. Il fallait montrer encore

qu'elle était juste et utile. Chateaubriand entreprenait donc la critique de la politique suivie par les ministres. C'est la seconde partie de son ouvrage, la plus longue et la plus vivante.

Ce n'était plus du tout ici le théoricien qui discutait les avantages et les inconvénients du régime, c'était l'homme politique, le polémiste qui attaquait ses adversaires, lesquels il estimait en même temps les adversaires du roi.

Le ton changeait. Chateaubriand qui s'était exercé à raisonner de façon abstraite, à résumer sa pensée dans des paragraphes concis, allait peu à peu se laisser entraîner à nouveau par sa verve oratoire et imagée ; les périodes se développaient, les chapitres s'allongeaient. Ce n'était plus un plaidoyer pour la Charte, mais un réquisitoire d'une violence terrible et d'une précision cinglante contre les fautes des hommes au pouvoir. Le polémiste passionné et vigoureux que nous avons déjà entrevu s'imposait cette fois mieux que jamais.

Passant en revue l'histoire des trois ministères qui s'étaient succédé depuis 1814, le premier ministère Talleyrand d'avant les Cent-Jours, le second ministère Talleyrand d'après Waterloo et le ministère qui était encore au pouvoir au moment où il écrivait, celui que présidait le duc de Richelieu et où Decazes exerçait la principale influence, Chateaubriand allait montrer que non seulement la Charte avait été souvent mal comprise et mal interprétée mais que les ministères avaient gouverné, volontairement ou non, de façon à servir les intérêts et les plans des adversaires de la monarchie.

« Depuis la Restauration, disait-il, une grande et fatale erreur a été constamment suivie ; les ministères qui se sont succédé ont marché sur les mêmes traces avec les seules différences que les caractères particuliers des ministres apportent dans les affaires publiques et avec les lenteurs plus ou moins grandes produites par la résistance courageuse de la minorité dans les ministères (chapitre 41)...

« Dès 1814, lorsque le ministre des Affaires étrangères fut parti pour Vienne, il laissa derrière lui une administration polie, spirituelle, mais incapable de travail, portant dans les affaires pour lesquelles elle n'était point faite cette humeur que nous sentons lorsque notre secret se découvre et que notre réputation nous échappe. »

Aussi, ajoutait-il, bien que le ministère comptât parmi ses membres d'excellents royalistes, trouva-t-on plus simple de changer dans l'administration laissée par Napoléon le moins d'hommes possible ; on se confia à ceux qui, sous l'Empire, avaient dirigé les affaires ; et les royalistes, par principe, furent considérés comme incapables, parce qu'on ne les avait pas vus à l'œuvre et qu'il était plus simple

de ne pas chercher parmi eux : « Peu à peu, déclare Chateaubriand, il fut reconnu qu'un homme n'avait pas de talent s'il n'avait servi la Révolution. » Aussi les hommes qui devaient leur carrière à leurs opinions révolutionnaires n'avaient pas manqué d'exploiter la situation et c'est cela, et cela seul qui expliquait le succès si brusque de Napoléon à son retour de l'île d'Elbe. « Si vous n'aviez mis des révolutionnaires dans toutes les places, l'usurpateur n'aurait pas réussi ; ce sont vos préfets révolutionnaires, vos commandants bonapartistes qui ont ouvert la France à leur maître » et il ajoutait, résumant sa pensée dans une image saisissante : « Il avait raison de dire que ses aigles volaient de clocher en clocher ; il allait de préfecture en préfecture coucher chaque soir, grâce à vos soins, chez un de ses amis » (chapitre 62).

Tout cela, nous l'avons vu, était strictement exact. Chateaubriand n'avait qu'un tort, il semblait dire que c'était sans arrière-pensée qu'avait été suivie, en 1814, cette politique appuyée par les hommes de l'Empire.

Après Waterloo, ajoutait-il, il était temps de réagir ; instruit par l'expérience, le premier ministre avait la plus belle carrière ouverte devant lui ; « il lui suffisait de renoncer franchement à la révolution « et aux révolutionnaires, d'embrasser avec franchise la monarchie « constitutionnelle mais en l'asseyant sur les bases de la religion, de « la morale et de la justice, en lui donnant pour guides des hommes « irréprochables nécessairement fixés dans les intérêts de la couronne. »

Mais une véritable fatalité l'en avait empêché. Tandis que le roi était encore à Gand, à Paris, rappelait Chateaubriand, Fouché groupait autour de lui tous les hommes compromis par leur rôle pendant les Cent-Jours. En même temps, il arrivait à persuader aux personnalités influentes du monde royaliste que l'opinion publique ne permettrait pas le retour du roi si lui, et lui seul, ne prenait pas le pouvoir pour apaiser les bonapartistes. Il créait une terreur factice avant que la cour fût rentrée à Paris. « Une coalition puissante se formait pour « lui, à mesure que nous avançons en France. Il ne fut plus possible d'y résister en approchant de Paris. Tout s'en mêlait, la « religion comme l'impiété, la vertu comme le vice, le royaliste « comme le révolutionnaire, l'étranger comme le Français. Je n'ai « jamais vu aventure plus étrange. »

Chateaubriand, nous l'avons vu au chapitre précédent, n'inventait rien. En soutenant Fouché, par irréflexion ou faiblesse, en installant à nouveau les hommes de l'Empire au pouvoir malgré l'exaspération des populations, on avait préparé la Terreur Blanche et on avait laissé

les adversaires des Bourbons, inquiets de leur impopularité, mais maîtres de l'administration, organiser sourdement, pour se maintenir eux-mêmes, la lutte contre le régime qu'ils étaient chargés de rétablir et de défendre.

Chateaubriand rappelait alors avec fierté que seul ou presque seul, il avait tenté jusqu'au dernier moment de s'opposer à une telle imprudence : « Je soutins que, dans aucun cas, il ne fallait admettre un tel ministre, que si jamais on lui livrait la conduite des affaires, il perdrait la France et ne resterait pas trois mois en place. Ma prédiction s'est accomplie. »

Fouché en effet, nous le savons, n'avait pu tenir. Mais c'est en vain que le pays avait instinctivement réagi en élisant la Chambre introuvable ; les créatures de Fouché étaient restées en place, décidées, elles, pour se défendre, à ne rien ménager et les menaces auxquelles elles étaient exposées les pressaient davantage encore. Malgré la leçon des Cent-Jours on avait repris la politique d'avant le retour de l'île d'Elbe à laquelle venaient prêter la main les royalistes qui, se laissant convaincre, les uns par timidité, les autres par un sincère désir d'apaisement, tentaient encore de réconcilier les révolutionnaires avec le régime nouveau.

Si bien, déclarait Chateaubriand, que tout le monde, consciemment ou non, est d'accord sur ce principe : « *Il faut gouverner la France dans le sens des intérêts révolutionnaires* (c'est lui qui souligne la phrase)... Servez-vous, dit-il, de ce système comme d'un fil, et vous pénétrerez dans tous les replis de l'administration. »

Ici cependant, pour Chateaubriand, une distinction s'imposait : le tort de ceux qui, de bonne foi, défendaient le système suivi par le ministère c'est qu'ils confondaient « les intérêts matériels révolutionnaires et les intérêts moraux de la même espèce ». « Protégez les premiers, ajoute-t-il, détruisez et anéantissez les seconds. »

Pour bien comprendre et bien juger cette formule et ce conseil de Chateaubriand, il faut les éclairer par un commentaire du contexte car, il n'y a pas à se le dissimuler, sa formule est maladroite et confuse. Chateaubriand philosophe a souvent de ces gaucheries. Il est vrai que dans le cas particulier qui nous occupe, la formule n'était pas de lui. Il l'avait empruntée presque en propres termes à Fiévée qui, dans sa *Correspondance politique et administrative*, avait, dans un style abstrait et pénible, tenté le premier d'établir une distinction entre les deux catégories d'intérêts révolutionnaires, et à Vitrolles qui, dans sa « déclaration de la majorité », avait cherché à établir la même distinction. Mais si la formule est gauche, la pensée lorsqu'on l'éclaire est juste. Que veut dire en effet Chateaubriand ? Lui aussi se déclarait,

tout autant que ses adversaires, soucieux de ramener en France l'apaisement. Il avait soutenu, nous l'avons vu, que le retour à l'ancien régime était impossible ; il faut savoir, pensait-il, se plier aux circonstances. Aussi distinguait-il ce qu'il fallait conserver : certaines institutions, certaines situations, nées de la Révolution que l'on ne pouvait attaquer sans troubler l'ordre public ; tels sont, disait-il, « la possession des biens nationaux par leurs propriétaires actuels, les droits politiques développés par la Révolution et consacrés par la Charte et enfin divers avantages que la Constitution accorde aux diverses classes de citoyens. Ce sont là des intérêts matériels. »

Ce qu'il fallait attaquer par contre, ce qu'il appelait les intérêts moraux de la Révolution, c'était « l'établissement des doctrines antireligieuses et antisociales, la doctrine du gouvernement de fait, en un mot tout ce qui tend à faire regarder comme indifférent ou même légitime, le manque de foi, le vol et l'injustice. »

La définition, bien qu'un peu vague, peut s'éclairer cependant. Chateaubriand ne prétendait pas revenir sur les changements sociaux, sur les modifications de fortune qui étaient le fruit de la Révolution. Ce qu'il attaquait, c'étaient les principes au nom desquels ces modifications avaient été obtenues ; c'étaient les doctrines qui proclamaient la souveraineté du peuple, l'égalité des citoyens, le droit d'insurrection contre l'autorité. Car de telles doctrines, si on les reconnaît, ruinent l'ordre social

Au cours de la Révolution, des spoliations avaient été faites, des situations particulières avaient été bouleversées, des formes politiques nouvelles avaient été établies. Il se trouvait que le roi, en rentrant en possession de son trône, jugeait préférable, dans l'intérêt de la paix publique, de ne pas remettre en question les situations acquises dont certaines d'ailleurs correspondaient à des réformes justes et que la simple évolution naturelle des choses aurait, de toutes façons, imposées à la monarchie. Mais ce n'était pas une raison pour faire l'apologie des principes et des méthodes au nom desquels la Révolution avait été faite : « Faut-il par exemple, dit-il, parce qu'on a vendu des biens qui ne nous appartenaient pas, que la Charte a reconnu cette vente (pour ne pas amener de nouveaux troubles), faut-il déclarer légal de garder ceux qui ne sont pas encore vendus. Une injustice commise devient-elle un droit pour commettre une autre injustice? »

De même si la Charte avait reconnu certaines des formes constitutionnelles établies pour la première fois pendant la Révolution, il n'en restait pas moins que, pour la monarchie nouvelle comme pour la monarchie ancienne, la sanction du roi seule donne aux institutions

un caractère légal et il fallait réprouver l'interprétation de ceux qui considéraient que la Révolution avait changé les principes sur lesquels reposait l'ordre social et politique. Vitrolles avait dit avant Chateaubriand, presque dans les mêmes termes et avec plus de précision encore (1) : « Nous entendons que tous les intérêts créés par la Révolution, qui sont finis, soient irrévocablement assurés. Nous maintenons l'abolition des privilèges et des ordres privilégiés comme corps politique ; l'égalité des droits et l'admission dans tous les emplois, la liberté des cultes, l'aliénation des propriétés opérée dans le cours de la Révolution. Mais nous n'admettons plus dans l'avenir l'application des principes qui ont créé ces intérêts et nous les regardons comme destructeurs de tout gouvernement. »

Tout cela est assez clair et la distinction entre intérêts moraux et matériels s'explique assez bien, si on s'en tient là. Ce qui complique seulement la formule de Chateaubriand c'est qu'ensuite, malgré la définition qu'il avait posée lui-même, il attaquait, outre les doctrines révolutionnaires, les hommes à qui leur passé, leur carrière avait donné et devait donner, pour se maintenir aux affaires, intérêt à soutenir la Révolution et ses principes. Si, déclarait-il, le parti de la Révolution est aujourd'hui dangereux, c'est qu'avec des intentions d'apaisement, on a non seulement garanti les situations matérielles des citoyens en général, on a encore maintenu au pouvoir et aux affaires les hommes de la Révolution. On espérait, il est vrai, en agissant ainsi, faire d'eux des royalistes : « Le chef-d'œuvre du ministère serait de rattacher au roi tous ses ennemis ; » or, affirmait Chateaubriand, c'est là une erreur. « On ne fait pas de royalistes par le système des intérêts révolutionnaires. »

« Moi aussi, dit-il, j'ai prêché cette doctrine, moi aussi j'ai dit qu'il « fallait fermer les plaies, oublier le passé, pardonner l'erreur. Mais « ce que je concevais avant le 20 mars, je ne le conçois plus. Être « un bon homme, soit ! Mais un niais, non. Vous prétendez rendre au « royalisme des hommes qui vous ont déjà perdus. Et que ferez- « vous pour eux qu'on n'avait point fait alors ? Ils occupaient toutes « les places, ils dévoraient tout l'argent, ils étaient chargés de tous « les honneurs. Essayer encore après le 20 mars de gagner encore les « révolutionnaires, remettre encore toutes les places entre les mains « des ennemis du roi, continuer encore le système de fusion et « d'amalgame, croire encore qu'on enchaîne la vanité par les bienfaits, « les passions par les intérêts ; en un mot retomber dans toutes les « fautes qu'on a faites après une leçon si récente, une expérience si

(1) *Mémoires de Vitrolles*, III, 245.

« rude, disons-le sans détours : il faut qu'un arrêt fatal ait été prononcé contre cet infortuné pays. »

Ainsi donc Chateaubriand proclamait qu'il fallait ne pas se confier aux révolutionnaires repentis ; et sa lutte contre les intérêts révolutionnaires comportait nettement une lutte contre les hommes de la Révolution. Il voulait, dit-il, « les choses politiques de la Révolution et non les hommes politiques de la Révolution. »

Sa première formule, par suite, ne convient pas ; sa distinction entre les intérêts moraux qu'il fallait combattre et les intérêts matériels qu'il fallait protéger ne sauraient s'appliquer de façon absolue car les hommes qu'il voulait écarter des affaires avaient conquis, au cours de leur carrière, des avantages matériels qui allaient se trouver compromis ; et en attaquant les hommes, Chateaubriand attaquait aussi leurs intérêts matériels. Si bien que lui-même, à la fin de l'ouvrage, remplaçait sa formule maladroite par une autre meilleure et plus précise : « La France, dit-il (chapitre 92), veut les intérêts politiques et matériels créés par le temps et consacrés désormais par la Charte, mais elle ne veut plus ni les principes ni les hommes qui ont causé nos malheurs. »

Voilà qui est net. Il était nécessaire d'analyser dans le détail la façon dont Chateaubriand, instruit par les Cent-Jours, comprenait la lutte contre les intérêts révolutionnaires pour répondre à ceux qui, pour avoir mal lu *la Monarchie selon la Charte*, ont dit comme Charles Maurras (1) : « Ce que voulait Chateaubriand, c'étaient les idées de la Révolution sans les hommes et les choses de la Révolution. Il opinait de conserver la doctrine et de biffer l'histoire (Chateaubriand recommandait exactement le contraire). Or, ceci ne se biffe pas et cela ne se peut garder dans une tête saine. Les idées de la Révolution sont proprement ce qui a empêché le mouvement révolutionnaire d'enfanter un ordre stable : l'association du tiers état au privilège du clergé et de la noblesse ; la vente, le transfert, le partage des propriétés, les nouveautés agraires, la formation d'une noblesse impériale, l'avènement des grandes familles jacobines, voilà des événements naturels et en quelque sorte physiques qui, doux ou violents, accomplis sous l'orage ou sous le beau temps, se sont accomplis. Je les nomme des faits. Ces faits pouvaient fort bien aboutir à reconstruire la France, comme fut reconstruite l'Angleterre de 1688. Il suffisait qu'on oubliât des principes mortels. »

Il est difficile de s'être plus parfaitement trompé. Si Charles Maurras avait bien lu *la Monarchie selon la Charte*, il aurait vu que

(1) *Monarchie et Révolution*, p. 277 et 278.

sur les principes et les choses de la Révolution, il pensait, sans s'en rendre compte, exactement comme Chateaubriand. Il reprenait même sans le savoir, jusqu'aux propres expressions de *la Monarchie selon la Charte*. Seulement Chateaubriand estimait en outre que momentanément (1), et tant que la monarchie légitime ne serait pas solidement raffermie sur son trône, il était indispensable et essentiel d'écarter du pouvoir les hommes que tout poussait à défendre les principes et les traditions révolutionnaires. En pensant ainsi, instruit par l'expérience de 1814, il pensait juste. En l'écrivant, il montrait une belle audace, car il ne s'en tenait pas à des généralités, et son attaque, extrêmement vive, était en même temps très précise et très lucide.

Nous avons vu qu'au cours de la session la lutte s'était poursuivie entre les royalistes qui voulaient écarter les coupables des Cent-Jours, et le ministère qui soutenait les bonapartistes et les révolutionnaires accrochés par tous les moyens au pouvoir. C'est pour cela que le ministère avait rejeté les royalistes dans l'opposition ; et déjà la gauche déroulait de façon très nette des intentions hostiles aux Bourbons.

Nous avons vu Portal déclarer publiquement que le comte d'Artois n'était probablement pas destiné à recueillir l'héritage de son frère. Ce n'était pas là une parole en l'air.

Molé, dans ses *Mémoires* (2), raconte une conversation qu'il eut en 1817 avec Mme de Staël sur la même question : « Vous voyez, disait Mme de Staël, nous recommençons l'histoire d'Angleterre ; les révolutions ne se consomment pas... Heureusement le roi, auquel je suis sincèrement attachée, fermera tranquillement les yeux sur le trône. Mais vous ne pensez pas sûrement que son frère lui succédera. Monsieur aura le sort de Jacques II. » Et après avoir ajouté que le successeur serait le duc d'Orléans, elle disait : « Mais le besoin du moment, le plus pressant besoin, c'est qu'il entre dans le ministère un homme supérieur, un homme qui ait l'intelligence, qui sache, en évitant les choses, préparer les voies et modérer sans le contraindre l'inévitable. » Et Molé qui était un des hommes influents du parti ministériel acquiesçait, il le reconnaît, à ce programme.

N'est-ce pas assez montrer que Chateaubriand n'avait pas tort de

(1) Chapitre 92 : « Quant à ces hommes capables mais dont l'esprit est faussé par la Révolution... qu'ils aillent cultiver leurs champs. La France pourra les rappeler quand leurs talents lassés d'être inutiles seront sincèrement convertis à la religion et à la légitimité. Pour ce qui est du troupeau des administrateurs subalternes, il serait insensé de les juger avec rigueur ; donnez-leur des chefs fidèles, des gardiens sûrs et vigilants, et vous n'aurez rien à craindre. »

(2) Tome II, p. 388.

ne pas croire à la sincérité de conversions accompagnées de semblables arrière-pensées.

Il y a plus ; comme il le prévoyait, nous allons voir, pour soutenir au pouvoir les hommes de la Révolution et de l'Empire, se former, se préciser, s'étaler de plus en plus ouvertement dans les journaux doctrinaires et ministériels une thèse qui représentait la Charte comme l'expression des principes révolutionnaires.

Et Guizot, dans les *Archives politiques et littéraires*, écrira expressément en 1818 : « La Charte c'est la Révolution dégagée de ses désordres, de ses divisions, de ses violences. Elle a reconnu dans l'état actuel de la France *des principes et des intérêts vainqueurs, des principes et des intérêts vaincus.* » « Enfoncez-vous dans le terrain *des principes et des intérêts nationaux qui sont ceux de la Révolution comme de la Charte.* Professez-en les maximes, adoptez-en les conséquences, poussez-en l'application, surveillez-en la pratique. »

Chateaubriand n'avait pas tort de soutenir que les hommes de la Révolution n'étaient pas réconciliés et tournaient la Charte à la défense des doctrines révolutionnaires. Nous aurons plus tard l'occasion de revenir sur ce sujet. Mais pour le moment déjà, il ne s'en tenait pas à des accusations vagues. Cette instinctive tendance des hommes de la Révolution à travailler contre la monarchie, il l'appelait une conspiration :

« Je dis, déclarait-il (chapitre 75), qu'il y a une véritable conspiration formée contre la monarchie légitime. Je ne dis pas que cette conspiration ressemble à une conspiration ordinaire, qu'elle soit le résultat des machinations d'un certain nombre de traîtres prêts à porter un coup subit, à tenter un enlèvement, un assassinat. *Je dis seulement qu'il existe une conspiration, pour ainsi dire forcée, d'intérêts moraux révolutionnaires, une association naturelle de tous les hommes qui ont à se reprocher quelque crime ou quelque bassesse.* »

Benjamin Constant, un des plus compromis, nous le verrons, dans cette conspiration occulte et diffuse contre la monarchie, peut, dans la brochure qu'il écrira pour répondre à la *Monarchie selon la Charte* (*De la Doctrine politique qui peut réunir les partis en France*), se moquer de cette obsession du complot, nous en savons assez pour ne pas juger de même. Chateaubriand, du reste, tenait à préciser une fois de plus que, dans cette conspiration, étaient engagés, sans le savoir, beaucoup d'hommes qui n'étaient pas hostiles à la monarchie, les uns par légèreté, d'autres par faiblesse, d'autres encore par ambition.

« Tel chérit la monarchie légitime mais abhorre la noblesse, mais « n'aime pas les prêtres ; tel est attaché aux Bourbons, les a servis, « les servirait encore ; mais il veut aussi la liberté, les résultats

« politiques de la Révolution ; et il s'est mis ridiculement en tête que
« les royalistes veulent détruire la liberté et revenir sur tout ce qui a
« été fait. Toutes ces personnes ne trahissent pas la monarchie
« légitime mais elles servent d'instrument à la faction qui la trahit. »

Or, cette faction, déclarait Chateaubriand, a son plan déjà complètement tracé. Ce plan, il allait le dénoncer ; et avec une lucidité véritablement prophétique il exposait, quatorze ans d'avance, ce que serait la révolution de 1830 :

« Ce que j'appelle la conspiration des intérêts moraux révolutionnaires, écrivait-il (chapitre 77), a pour but principal de changer
« la dynastie, pour but secondaire d'imposer au nouveau souverain
« les conditions que l'on voulait faire subir au roi à Saint-Denis :
« prendre la cocarde tricolore, se reconnaître roi par la grâce du
« peuple, rappeler l'armée de la Loire et les représentants de Bonaparte si ceux-ci existent encore au moment de l'événement. »

Tant d'exactitude dans les prévisions serait presque impossible à expliquer si leur précision même ne nous prouvait que, comme l'assure Chateaubriand, au moment où il écrivait existait déjà tout tracé le plan du complot qui devait un jour renverser les Bourbons.

Il allait plus loin encore ; il précisait comment on s'y prendrait pour arriver au but : « On travaille à séparer le roi de la famille royale, on
« écarte les royalistes des places, on donne toute l'influence aux
« bonapartistes, on s'attaque à la religion en empêchant l'Église de
« reconstituer sa fortune. Enfin, on s'attaque à la Chambre des
« députés où les royalistes ont la majorité et on forme toutes sortes
« de projets pour se débarrasser d'elle. »

Nous savons que ces accusations de Chateaubriand étaient strictement exactes ; nous l'avons vu, dans la première partie, encourager la Chambre à la résistance, en faisant pour elle la théorie du régime représentatif. Maintenant il dénonçait avec une ironie impitoyable les méthodes employées pour contrebattre l'influence parlementaire des royalistes ; et de nouveau il prophétisait en assurant qu'après avoir nié la responsabilité parlementaire des ministres, quand ils étaient les plus faibles à la Chambre, les hommes de gauche, quand ils auraient la majorité, soutiendraient les théories qu'ils attaquaient quand ils étaient les moins nombreux. « Quelle pitié, dit-il (chapitre 85),
« d'entendre aujourd'hui les constitutionnels nier l'existence des
« gouvernements représentatifs, soutenir qu'une Chambre des députés
« doit se réduire à la passive obéissance, combattre la liberté de la
« presse, préconiser la police, enfin changer entièrement de rôle et de
« langage !... Sont-ils convertis ? Non. C'est toujours le même libéra-

« lisme. Mais les doctrines constitutionnelles ont enfin armé la
 « Chambre actuelle des députés ; mais cette Chambre veut à la fois
 « la liberté et la religion, la Constitution et le roi légitime. Furieux
 « contre ce résultat de vingt-cinq ans de rébellion, ils ne veulent
 « plus de la Chambre. Alors il faut déclamer contre le gouvernement
 « représentatif parce qu'ils sont arrêtés par sa vigilance, contre la
 « liberté de la presse qui ne serait plus à leur profit, quitte à re-
 « prendre les principes libéraux lorsque la dynastie sera changée et
 « que l'on n'aura plus à craindre le rétablissement des autels. »

On voit quel progrès avait fait Chateaubriand depuis 1814, depuis le moment où il croyait encore à la sincérité des constitutionnels, où, à Gand, il se faisait le défenseur de Talleyrand. Les trahisons successives l'avaient éclairé. Il ne lui restait plus qu'à conclure en opposant au système suivi par les adversaires du régime celui qu'il estimait lui-même propre à sauver la monarchie.

Ce système, nous le connaissons déjà ; Chateaubriand, pressé de donner un programme au parti royaliste, l'avait en quelque sorte sous-entendu pendant tout le cours de son livre, bien que, par une curieuse méthode de composition, il attendit les dernières pages pour le définir. Après avoir analysé le fonctionnement du régime représentatif, montré pourquoi les adversaires de la monarchie légitime étaient en même temps les adversaires de la Charte, dénoncé leur plan et leur système, il déclarait qu'il était essentiel d'appuyer les institutions nouvelles non sur les principes révolutionnaires mais sur les principes monarchiques et traditionnels de morale et d'autorité : « Voici, dit-il, le système à suivre pour sauver la France. Il faut conserver l'ouvrage politique résultat de la Révolution, consacré par la Charte, mais extirper la Révolution de son propre ouvrage au lieu de l'y enfermer comme on l'a fait jusqu'à ce jour. »

Pour cela, en même temps que l'on prendra la défense *des formes* représentatives, il faudra, disait-il, protéger les *institutions* essentielles à l'ordre social, et qui ne sont nullement en contradiction avec le régime nouveau.

Il faudra encourager la religion en faisant au clergé la situation matérielle dont il a besoin, en permettant aux Églises d'acquérir, en faisant siéger à la Chambre des pairs des représentants du haut clergé. Ainsi l'Église elle-même prendra la défense du régime représentatif aux avantages duquel elle participera. De même, il faudra soutenir le principe aristocratique par le maintien d'une hiérarchie nécessaire au bon ordre social, en intéressant l'ancienne noblesse au régime nouveau au lieu de l'en écarter systématiquement.

Bref, Chateaubriand voulait « toute la Charte, toutes les libertés,

« toutes les institutions amenées par le temps, le changement des « mœurs, le progrès des lumières, mais avec tout ce qui n'a pas péri « de l'ancienne monarchie, avec les principes éternels de la justice « et de la morale. » Car, « la France veut les intérêts politiques et « matériels créés par le temps et consacrés désormais par la Charte, « mais elle ne veut ni les principes ni les hommes qui ont causé nos « malheurs ».

Il conseillait de maintenir les formes et les institutions nées de la Révolution, mais il s'attaquait aux systèmes, aux doctrines, aux idées de la Révolution et aux hommes qui les servent. Et il prétendait, par ce moyen, assurer la réconciliation de l'ancienne et de la nouvelle France et sauver la monarchie.

Sans doute, pour la commodité de son exposition, il simplifiait outre mesure le problème. La solution « si simple » qu'il proposait n'était évidemment pas aussi facile à appliquer qu'il le dit. On peut trouver qu'il avait trop complètement négligé les inconvénients que risquait de comporter le régime représentatif où les Chambres, naturellement, doivent tendre à accaparer tous les pouvoirs et l'on peut estimer moins aisé qu'il ne le croyait de distinguer et de séparer toujours les uns des autres les formes et les principes révolutionnaires.

Mais pour juger avec justice, il ne faut pas oublier que *la Monarchie selon la Charte* était avant tout un ouvrage de circonstance fait pour répondre aux nécessités du moment où elle était écrite. Il était utile de plaider pour la Charte et d'en faire comprendre le mécanisme. Et Chateaubriand l'avait fait en sachant indiquer avec précision quelques réformes pratiques et en résumant avec clarté les thèses et les commentaires que les principaux écrivains politiques de la droite avaient conçus avant lui.

Enfin seul il avait su, et seul il avait osé découvrir et dénoncer *le péril essentiel et immédiat*, celui que faisaient courir au régime et à la monarchie les hommes dont le ralliement n'était pas et ne pouvait pas être sincère. La politique qu'il amorçait ainsi et qu'il allait poursuivre pendant quatre ans allait, nous le verrons, préparer une réorganisation du parti royaliste, rallier bientôt des hommes comme de Serre qui, d'abord séduits par Decazes, avaient commencé par prendre parti pour le système révolutionnaire ; rendre enfin possible le ministère Villèle. Et peut-être aurait-elle permis des résultats plus durables encore si, comme nous aurons à le montrer, des fautes dont Chateaubriand ne fut pas responsable n'étaient survenues par la suite.

Il était nécessaire d'expliquer à quelles circonstances politiques

correspondait la *Monarchie selon la Charte*. La plupart des écrivains qui ont parlé de Chateaubriand n'ont compris ni ses intentions, ni l'utilité politique de son œuvre. Étant admis qu'il était un égoïste, ils ont considéré qu'il n'écrivait que pour venger des blessures d'amour-propre et soulager des ressentiments personnels. Et l'abbé Pailhès, dans son livre sur Mme de Duras, a même déclaré que ce qui l'avait décidé, c'était la déception de n'être pas nommé membre de la Commission du budget.

En réalité, nous pouvons nous en rendre compte maintenant, il s'agissait d'une manœuvre politique d'une autre envergure.

Cette œuvre, mal composée si l'on veut, d'une philosophie politique trop optimiste et surtout peu originale, était cependant, du point de vue pratique de la politique royaliste, très importante et très utile. C'était un manifeste qui résumait avec beaucoup d'à-propos les thèses essentielles du programme royaliste.

Malgré la gaucherie de certaines formules, le style tantôt d'une concision frappante, tantôt d'une verve oratoire éclatante, précise et digne des plus belles satires, en faisait une arme très puissante qui, en dénonçant pour la première fois la conspiration des intérêts révolutionnaires, portait un coup très dur aux adversaires de la monarchie. Et l'on peut imaginer la rage des hommes des Cent-Jours en lisant des pages aussi dures et aussi vraies dans leur ensemble que celle-ci :

« Voyez avec quelle simplicité admirable ils vous parlent de leur signature au bas de l'acte additionnel : ils n'ont rien fait de mal, ils sont innocents comme Abel ; ils ont écrit contre les Bourbons des calomnies abominables, ils les ont insultés par des proclamations trop connues ; eh bien, ils vont faire aujourd'hui la cour à nos princes avec ces proclamations dans leur poche ; ils parlent monarchie légitime, loyauté, dévouement, sans grimacer. On dit qu'ils sortent des forêts vendéennes, et ils arrivent du champ de Mai. Ils ont raison, puisque toutes les fois qu'ils violent la foi jurée, ils obtiennent un emploi de plus. Comme on compte l'âge des vieux cerfs aux branches de leur ramure, on peut aujourd'hui compter les places d'un homme par le nombre de ses serments. »

Cette rage de ses adversaires, Chateaubriand allait l'accroître encore en écrivant le *post-scriptum* qu'au dernier moment, lorsque le livre était déjà composé et prêt à paraître, il ajoutait en apprenant que la Chambre était dissoute.

En effet, dans l'ordonnance qui renvoyait la Chambre royaliste, il voyait la confirmation de sa thèse :

« La Chambre des députés est dissoute, cela ne m'étonne point, c'est le système des intérêts révolutionnaires qui marche ; j'avais

« prévu le dénouement et je l'ai plusieurs fois annoncé ; dissoudre
 « la seule assemblée qui, depuis 1789, ait manifesté des sentiments
 « purement royalistes, c'est, à mon avis, une étrange manière de
 « sauver la monarchie. »

Il dénonçait, comme nous l'avons déjà signalé, tout ce qu'avait de maladroit et de cynique la rédaction de l'ordonnance.

Toujours prophète, il signalait le danger qu'il pouvait y avoir à laisser un ministère abuser des ordonnances ; et c'est encore une fois la Révolution de 1830 qu'il prévoyait lorsqu'il disait : « En vertu
 « de l'article 14 de la Charte qui donne au roi le pouvoir de faire les
 « règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et
 « la sûreté de l'État, les ministres ne pourront-ils pas voir la sûreté
 « de l'État partout où ils verront le triomphe de leur système ? Il
 « est possible qu'un beau matin toute la Charte soit confisquée
 « au profit de l'article 14. »

Il ne parlait qu'avec respect du roi qui, peut-être, affectait-il de croire, n'avait accepté la dissolution que pour en faire porter le poids à ses ministres. Mais par contre, il attaquait avec une sévérité nouvelle les ministres et le parti « qui n'a jamais pu pardonner aux députés d'avoir démêlé ses projets et frappé dans les régicides les princes de la Révolution » : et il terminait en adjurant les électeurs et les ministres de renoncer « à des systèmes qui perdront le roi et la France ».

*
* *

Au milieu de l'émotion causée par l'ordonnance du 5 septembre, le retentissement de *la Monarchie selon la Charte*, nous sommes en mesure de le comprendre maintenant, allait être immense ; et Decazes allait mettre tout en œuvre pour tenter de l'étouffer et pour se venger de l'auteur.

Avant sa publication, on avait déjà beaucoup parlé de l'ouvrage. Une lettre de M. Piet à Hyde de Neuville (1) signale avec quelle impatience il était attendu. Chateaubriand, comme il le faisait d'ordinaire avant de faire paraître ses œuvres, avait donné des lectures à ses amis pour avoir leur avis. Des copies avaient circulé. Le roi lui-même, nous apprend une des lettres de Louis XVIII à Decazes, en avait eu connaissance. Tout le monde, dans les milieux politiques, se rendait compte de l'importance de l'attaque que le ministère allait subir. De Goltz,

(1) Hyde de NEUVILLE, *Mémoires*, II 253.

l'ambassadeur de Prusse à Paris, écrivait à sa cour (1) : « Je sais de bonne part que l'ouvrage de Chateaubriand est très violent contre le ministère et qu'il est plus que jamais décidé à le publier malgré les vives représentations. »

Plusieurs des amis de l'auteur, inquiets de son audace, lui avaient vivement conseillé de s'abstenir. Decazes avait tout fait pour arrêter la publication. A son instigation, Louis XVIII avait prié le chancelier Dambray de faire savoir à Chateaubriand que la publication lui serait personnellement désagréable. Puis, comme cette démarche était restée sans succès, en désespoir de cause le ministre de la police avait conseillé au roi de faire agir le duc d'Angoulême ou même d'intervenir personnellement. Mais Louis XVIII cette fois avait refusé : « Vous inclinez à croire, avait-il répondu (2), que je pourrais éviter le scandale soit par l'intermédiaire de mon neveu, soit par une défense formelle. Mais le premier moyen serait une négociation, ce qui semblerait au-dessous de ma dignité et de la qualité du négociateur. J'ai employé mon neveu à arrêter l'armée espagnole. Je ne l'emploierai pas à arrêter la publication d'un libelle. J'ai été plus loin que le deuxième moyen, j'ai employé la menace ; si on la brave, le scandale sera grand mais la punition sera exemplaire. »

Une telle lettre est frappante et caractéristique. Malgré sa sympathie personnelle pour son favori, malgré le mécontentement qu'il éprouvait à voir attaquer celui en qui il avait mis sa confiance, Louis XVIII était trop respectueux de son devoir royal pour compromettre son autorité par une mesure de favoritisme aussi arbitraire.

Mais Decazes, grisé par sa puissance nouvelle, n'acceptait pas de se résigner. Et alors, sans consulter cette fois ni le roi, ni le président du Conseil, le 18 septembre, le jour où l'éditeur Lenormand mettait l'ouvrage en vente, il prenait sur lui d'envoyer au procureur général Bellard l'ordre de faire saisir sur l'heure *la Monarchie selon la Charte*.

C'était là, de sa part, nous allons le voir, un véritable abus de pouvoir sinon, à proprement parler, une illégalité. Et Chateaubriand, furieux, au moment où la saisie serait exécutée, allait protester violemment et provoquer dans l'atelier de l'imprimeur une scène que Decazes, de son côté, allait qualifier aussitôt d'appel à la rébellion :

Il faut regarder les choses de très près afin de départager les responsabilités de chacun.

A cette date, la législation qui régissait les imprimés non pério-

(1) E. DAUDET. Ouv. cit., p. 155.

(2) *Id.*, p. 157.

diques était purement répressive. Depuis la loi du 21 octobre 1814, complétée par l'ordonnance du 20 juillet 1815, tout ouvrage de plus de vingt feuilles, régulièrement publié, pouvait être mis en vente sans obstacle ; et il fallait des poursuites devant les tribunaux et un jugement pour en autoriser la saisie. De Goltz, rendant compte de l'affaire, précisera (1) : « L'ouvrage ne pouvait être confisqué que par un jugement... Il ne semble pas d'ailleurs pouvoir être placé dans la catégorie de ceux dont les auteurs sont condamnables. »

Mais, d'autre part, la loi du 21 octobre 1814, déterminant dans quelles conditions la mise en vente devait être faite, déclarait : « Nul imprimeur ne peut mettre en vente un ouvrage, ni le publier de quelque manière que ce soit avant d'avoir déposé le nombre prescrit d'exemplaires... *Il y a lieu* à saisie et séquestre d'un ouvrage si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de dépôts. »

Il s'agissait là d'une règle de forme destinée à empêcher la circulation clandestine d'ouvrages dont nul ne serait responsable, à permettre à l'administration d'être informée de toutes les publications nouvelles et à la mettre en mesure d'entamer aussitôt, si elle le jugeait nécessaire, des poursuites devant les tribunaux contre l'auteur ou l'éditeur.

Mais une fois remplie cette formalité du dépôt légal, laquelle est encore en vigueur aujourd'hui, seules les poursuites judiciaires restaient autorisées. Or, c'est sur cette loi destinée uniquement à interdire les publications clandestines que Decazes allait s'appuyer.

La Monarchie selon la Charte, pourtant, représentait aussi mal que possible un ouvrage clandestin. Non seulement sa publication prochaine était connue de tout le monde, le nom de l'auteur ni celui de l'éditeur n'étaient ignorés ; mais encore l'éditeur Lenormand, en commençant l'impression, avait, comme l'exigeait la loi de 1814, fait une déclaration annonçant ses intentions.

Seulement Lenormand, qui savait l'intérêt que le ministère mettait à empêcher la diffusion du livre, et qui n'ignorait pas combien il était facile à la police d'arrêter ou de retarder les envois faits par la poste, avait jugé prudent, pour ne pas manquer le succès de sa mise en vente hors de Paris, d'envoyer aux correspondants qu'il avait dans les principales villes de province, avant de faire le dépôt légal, un certain nombre d'exemplaires. Il avait de même livré directement quelques exemplaires à l'auteur. Enfin, il avait cru pouvoir approvisionner les libraires du Palais-Royal dès le 17, en remettant au lendemain l'application des prescriptions légales.

Cette seule contravention, très anodine, puisque le dépôt était seu-

(1) E. DAUDET. Ouv. cit., p. 160.

lement une formalité à laquelle Lenormand n'avait nul intérêt à se refuser, suffit à Decazes. Informé par ses agents, il donnait aussitôt l'ordre de procéder à la saisie.

Le procès-verbal rédigé par le commissaire chargé de l'opération permet de se rendre compte des circonstances dans lesquelles la mesure fut décidée et des conditions dans lesquelles elle fut exécutée.

« Le 18 septembre, écrivait le commissaire (1), en exécution du « mandat de son Excellence dudit jour, portant la saisie d'un ouvrage « intitulé : *De la Monarchie selon la Charte*, par M. de Chateaubriand, « imprimé chez Lenormand, rue de Seine, n° 8, lequel a été mis en « vente sans que le dépôt des cinquante exemplaires ait été fait à la « direction de la librairie, je me suis transporté avec MM. Joly et « Dussiriez, officiers de paix, et des inspecteurs chez ledit sieur Lenormand, où nous sommes arrivés avant dix heures du matin.

« Le sieur Lenormand nous a exposé qu'il avait fait la déclaration et pas encore le dépôt des cinquante exemplaires de M. de Chateaubriand. Il a prétendu qu'il avait envoyé ce même jour sur les neuf heures du matin à la direction générale de la librairie, mais qu'on a répondu que les bureaux n'étaient pas ouverts, ce dont il n'a pu produire aucune preuve.

« Il a déclaré qu'il avait imprimé deux mille exemplaires de cet ouvrage, se proposant de faire une nouvelle déclaration, la première n'étant que pour quinze cents ; qu'il en avait livré plusieurs centaines à l'auteur, qu'enfin il en avait mis en vente chez les principaux libraires du Palais-Royal, Delaunay, Petit et Fabre.

« Pendant que je dressais procès-verbal de ces faits et déclarations, M. de Villeminet, officier de paix, s'est présenté avec un particulier entre les mains duquel il avait aperçu, près le pont des Arts, l'ouvrage dont il s'agit au moment où ce particulier qui a dit s'appeler Derosne en parcourait le titre. Le sieur Derosne a déclaré qu'il l'avait acheté pour 4 francs ce même jour, 18, à près de 9 h. 30 du matin ; cet exemplaire a été déposé entre nos mains et le sieur Lenormand en a remboursé le prix au sieur Derosne.

« Nous avons saisi, dans le grand magasin au premier, trente exemplaires brochés auxquels nous avons réuni celui du sieur Derosne. Dans les ateliers du rez-de-chaussée, j'ai saisi une quantité considérable de feuilles d'impression du même ouvrage que le sieur Lenormand a évalué à neuf mille feuilles et trente et une formes qui avaient servi pour l'impression de ces feuilles. »

La faute de l'imprimeur était, on le voit, très légère et il avait fallu

(1) Guizot, *Histoire de mon temps*, I, pièces historiques, p. 437.

à Decazes ne pas perdre un instant pour pouvoir donner à la saisie une apparence de légalité.

Pendant que le commissaire de police opérait, Chateaubriand prévenu, était arrivé à l'imprimerie pour protester.

« Tout à coup, déclare le procès-verbal, des cris tumultueux se font entendre du fond de la cour d'entrée (M. de Chateaubriand venait d'arriver ; il pérorait au milieu des ouvriers qui l'entouraient). Ses phrases étaient interrompues par les cris : C'est M. de Chateaubriand. Les ateliers retentissaient du nom de M. de Chateaubriand. Tous les ouvriers sortaient en foule et se précipitaient du côté de la cour en criant : C'est M. de Chateaubriand ! M. de Chateaubriand ! Je distinguai moi-même le cri de : Vive M. de Chateaubriand ! Au même instant une douzaine d'ouvriers arrivent furieux à la porte du jardin où j'étais avec M. de Villeminet et deux inspecteurs occupés à terminer le scellé sur les formes. On brise le scellé et l'on se dispose à emporter les formes ; on crie à mes oreilles d'un air menaçant : Vive la liberté de la presse ! Vive le roi !... »

« M. l'officier de paix qui mettait les scellés, obligé par la violence de suspendre l'opération, aborde M. de Chateaubriand et lui demande s'il a un ordre du ministre. Celui-ci répond avec emportement : qu'un ordre du ministre n'est rien pour lui, qu'il s'oppose à son exécution, qu'il est pair de France, qu'il est le défenseur de la Charte. Il défend de rien emporter... Je montais l'escalier dans l'intention de signifier à M. Lenormand qu'il eût à joindre à mes ordres l'influence qu'il pouvait avoir sur ses ouvriers afin de les faire tous rentrer dans les ateliers et de le rendre devant eux responsable des événements, lorsque M. de Chateaubriand parut au bas de l'escalier et dit d'un ton très emporté et en élevant fortement la voix au milieu des ouvriers, dont il se sentait vigoureusement étayé, à peu près ces paroles : « Je suis pair de France, je ne reconnais par l'ordre du ministre ; je m'oppose au nom de la Charte, dont je suis le défenseur, et dont tout citoyen peut réclamer la protection, je m'oppose à l'enlèvement de mon ouvrage ; je défends le transport de ces feuilles, je ne me rendrai qu'à la force, que lorsque je verrai les gendarmes. »

« Bientôt après la gendarmerie est survenue. J'ai donné ordre aux ouvriers de rentrer dans les ateliers. M. de Chateaubriand, aussitôt que les gendarmes sont entrés, s'est retiré dans les appartements de M. Lenormand et n'a plus reparu. Nous avons terminé notre opération et nous avons dressé procès-verbal de tout ce qui venait de se passer. »

Chateaubriand, aussitôt la saisie terminée, pour donner à sa mani-

festation un caractère de solennité plus grande, se rendait chez un notaire, M. Mesnier, qu'il pria de prendre acte officiellement de sa protestation.

M. Mesnier rédigeait la déclaration suivante (1) :

« Aujourd'hui, 18 septembre 1816, est comparu devant M. Louis-Marthe Mesnier et son collègue, notaires royaux à Paris, soussignés M. François-Auguste de Chateaubriand, pair de France, chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, demeurant à Paris, rue de l'Université 25, lequel a enjoint et requis spécialement les notaires soussignés de consigner ici les faits suivants ; et à l'instant nous a déclaré que s'étant rendu chez son libraire, Lenormand, rue de Seine n° 8, vers midi, il y a trouvé des hommes qui faisaient enlever son ouvrage nouvellement imprimé ayant pour titre : *la Monarchie selon la Charte*; ayant demandé à ces hommes de la part de qui ils venaient, ils ont répondu qu'ils venaient de la part du ministre de la police. Sur cette réponse, le vicomte de Chateaubriand voyant d'ailleurs qu'on ne lui exhibait aucun ordre par écrit et ne connaissant pas de loi particulière qui autorise la police à enlever un ouvrage, que cette violence va directement contre les principes de la Charte et que le vicomte de Chateaubriand, comme pair de France, devait avoir l'entière liberté de manifester son opinion et de la publier jusqu'à ce qu'il y ait une loi qui prive les pairs de France de leurs droits les plus sûrs, a répondu aux employés de la police que jusqu'à ce qu'ils eussent appelé la force armée, ils n'enlèveraient pas son ouvrage ; que quand cette force armée serait venue, ils pourraient faire alors tout ce qui leur plairait. Là-dessus, il a défendu qu'on laissât sortir aucune feuille de son ouvrage, ouvrage qui, étant sa propriété particulière et n'appartenant pas à son libraire, devait être défendu par le vicomte de Chateaubriand, d'après tous ses droits de citoyen et de pair de France. La force armée étant survenue, le vicomte de Chateaubriand a dit à son libraire de laisser partir l'ouvrage sans faire la moindre résistance, n'ayant voulu protester que de ses droits et assurer par cette protestation tous les droits des citoyens français et des pairs garantis et consacrés par la Charte.

« En foi de quoi, il a cru devoir laisser cette protestation authentique entre les mains desdits notaires. »

« Laquelle il a signée après lecture à lui faite : « F. A. vicomte de Chateaubriand, pair de France. »

(1) Inédit, communiqué par M^e Vincent, successeur de M^e Mesnier.

Les notaires avaient été très surpris et très embarrassés quand Chateaubriand était venu faire auprès d'eux cette démarche inusitée ; et ils ajoutaient, pour se couvrir, à la fin de la protestation, la déclaration suivante :

« Et de ce que ci-dessus il nous a requis, acte que nous lui avons
« à l'instant octroyé pour valoir ce que de raison et après plusieurs
« refus de notre part, nous n'avons pu lui refuser effectivement, cette
« déclaration ne nous ayant pas paru contraire ni aux lois, ni aux
« bonnes mœurs et y étant d'ailleurs obligés, ne pouvant refuser
« notre ministère à toute personne qui le requiert. »

Chateaubriand ensuite écrivait au chancelier Dambray et lui envoyait une copie de sa protestation. (En agissant comme il le faisait il était un précurseur. Comme il le fait remarquer dans ses *Mémoires*, en 1830 M. Baude, un des signataires de la protestation des journalistes contre les ordonnances, devait faire, lui aussi, enregistrer la protestation devant notaire.)

En même temps, il s'adressait directement à Decazes, et le même jour il lui écrivait (1) : « Monsieur le comte, j'ai été chez vous pour
« vous témoigner ma surprise. J'ai trouvé à midi chez M. Lenor-
« mand, mon libraire, des hommes qui m'ont dit être envoyés par
« vous pour saisir mon nouvel ouvrage, intitulé *de la Monarchie selon*
« *la Charte*. Ne voyant pas d'ordre écrit, j'ai déclaré que je ne souf-
« frirais pas l'enlèvement de ma propriété, à moins que des gen-
« darmes ne parussent : les gendarmes sont arrivés et j'ai ordonné
« à mon libraire de laisser enlever l'ouvrage. Cet acte de déférence
« à l'autorité, monsieur le comte, n'a pu me laisser oublier ce que je
« devais à ma dignité de pair. Si j'avais pu n'apercevoir que mon
« intérêt personnel, je n'aurais fait aucune démarche ; mais les droits
« de la pensée étant compromis, j'ai dû protester et j'ai l'honneur
« de vous adresser copie de ma protestation. Je réclame, à juste titre,
« mon ouvrage ; et ma franchise doit ajouter que si je ne l'obtiens
« pas, j'emploierai tous les moyens que les lois politiques et civiles
« mettent en mon pouvoir. »

Decazes aussitôt lui répondait le même jour (2) :

« Monsieur le vicomte, le commissaire de police et les officiers de
« paix contre lesquels vous avez cru devoir autoriser la rébellion des
« ouvriers du sieur Lenormand étaient porteurs d'un ordre signé
« d'un ministre du roi et motivé sur une loi. Cet ordre avait été
« exhibé à cet imprimeur qui l'avait lu à plusieurs reprises et n'avait

(1) *Corr. gén.*, I, 302.

(2) *Guizot*, *ouv. cit.*, p. 444.

« pas cru pouvoir se permettre de s'opposer à son exécution réclamée
« de par le roi...

« J'ai vu avec peine que vous aviez pensé autrement, que vous
« aviez préféré, ainsi que vous me le mandez, céder à la force
« qu'obéir à la loi. Cette loi à laquelle le sieur Lenormand était en
« contravention est formelle, monsieur le vicomte, elle veut qu'aucun
« ouvrage ne puisse être publié clandestinement et qu'aucune publi-
« cation ni vente n'en soit faite avant le dépôt qu'elle ordonne
« d'effectuer à la direction de l'imprimerie. Elle exige aussi que l'im-
« pression soit précédée d'une déclaration de l'imprimeur. Aucune
« de ces dispositions n'a été remplie par le sieur Lenormand. S'il a
« fait une déclaration, elle a été inexacte, car il a lui-même consigné
« au procès-verbal dressé par le commissaire de police qu'il se propo-
« sait de tirer à 1 500 exemplaires et qu'il en avait imprimé 2 000.

« D'un autre côté, j'étais informé que, quoique aucun dépôt n'ait
« été fait à la direction de l'imprimerie, plusieurs centaines d'exem-
« plaires avaient été distraits ce matin, avant 9 heures, de chez le
« sieur Lenormand et envoyés chez d'autres libraires ; que d'autres
« exemplaires étaient vendus par le sieur Lenormand chez lui au
« prix de 4 francs, et deux de ces exemplaires se trouvaient ce
« matin à 8 heures et demie dans mes mains.

« J'ai dû ne pas souffrir cette contravention et ne pas permettre
« la vente d'un ouvrage aussi clandestinement et illégalement publié.
« J'en ai ordonné la saisie, conformément aux articles 14 et 15 de
« la loi du 21 octobre 1814...

« Je vous ferais observer, monsieur le vicomte, que c'est dans le
« domicile de l'imprimerie du sieur Lenormand qui n'est pas pair de
« France, que l'ordre donné constitutionnellement de saisir un ou-
« vrage publié par lui en contravention à la loi était exécuté ; que
« cette exécution était consommée quand vous vous êtes présenté,
« et lorsque, sur votre déclaration que vous ne souffririez pas qu'on
« enlevât cet ouvrage, les ouvriers ont brisé les scellés, repoussé les
« fonctionnaires publics et se sont mis en révolte ouverte contre
« l'autorité du roi. Et il ne vous sera échappé, monsieur le vicomte,
« que c'est en invoquant ce nom sacré qu'ils se sont rendus coupables
« d'un crime dont, sans doute, ils ne sentaient pas la gravité et
« auquel ils ne se seraient pas laissé entraîner s'ils avaient été plus
« pénétrés du respect dû à ses actes et à ses mandataires et s'il pou-
« vait se faire qu'ils ne lussent pas ce qu'ils impriment. »

A cette lettre dont les dernières phrases étaient si insolentes de la
part d'un jeune ministre arrivé tout récemment par la faveur aux
affaires, s'adressant à l'un des plus grands écrivains de son temps,

qui avait donné depuis vingt-cinq ans des preuves de fidélité royaliste, Chateaubriand le lendemain répondait à nouveau (1) :

« ...Vous me parlez d'écrits clandestinement publiés (à la face du soleil avec mon nom et mes titres). Vous parlez de révolte et de rébellion, et il n'y a eu ni révolte ni rébellion. Vous dites qu'on a crié : Vive le roi ! Ce cri n'est pas encore compris dans la loi des cris séditieux, à moins que la police n'en ait ordonné autrement que les Chambres. Au reste, tout cela s'éclaircira en temps et lieu. On n'affectera plus de confondre la cause du libraire et la mienne ; nous saurons si, dans un gouvernement libre, un ordre de la police que je n'ai même pas vu est une loi pour un pair de France ; nous saurons si l'on n'a pas violé envers moi tous les droits qui me sont garantis par la Charte, et comme citoyen et comme pair. Nous saurons, par les lois même que vous avez l'extrême obligeance de me citer (il est vrai avec un peu d'inexactitude), si je n'ai pas le droit de publier mes opinions, nous saurons enfin si la France doit désormais être gouvernée par la police ou par la Constitution. »

Les adversaires de Chateaubriand ont affecté de se scandaliser de son attitude et des manifestations auxquelles il s'était livré. Guizot, dans ses *Mémoires* (2), parle de démonstration plus hautaine que sensée et Decazes ne craint pas de les appeler des actes de rébellion.

Nous sommes en mesure de juger avec plus d'impartialité. Les textes que nous avons publiés sont formels. Pour donner à la saisie un caractère de légalité, Decazes avait été obligé de recourir à des subtilités très mesquines et à une mauvaise foi incontestable. D'après ses propres déclarations, les seuls griefs qu'il pouvait faire valoir étaient : 1^o que l'éditeur, après avoir annoncé une édition de 1 500 exemplaires, avait tiré à 2 000 ; et 2^o que le jour de la mise en vente à 9 heures et demie du matin, la formalité du dépôt légal n'était pas encore remplie. La seule loi sur laquelle il s'appuyait était celle de 1814. Or, cette loi, en cas de contravention du libraire, *n'ordonnait pas*, mais, comme le reconnaîtra lui-même le chancelier Dambray, *autorisait* seulement la saisie. Ces rigueurs ne s'adressaient pas au libraire qui avait négligé de remplir une formalité (il suffisait, pour punir ce dernier, de lui infliger une amende), mais elles avaient pour but d'empêcher la circulation des ouvrages clandestins. Si bien que, contre tout bon sens, Decazes en était réduit à appeler *la Monarchie selon la Charte* un ouvrage clandestin.

De ce point de vue, Chateaubriand était très fort. Il avait raison

(1) *Corr. gén.* I, 304.

(2) I, 152.

d'être furieux de la conduite du ministre et d'accuser sa mauvaise foi.

Peut-être, par contre, peut-on lui reprocher la scène qu'il avait provoquée dans la cour de l'imprimerie ; et peut-être peut-on critiquer les termes de sa première protestation. Les apparences de la légalité étaient en effet contre lui. Et comme la saisie était censée punir l'imprimeur seul et non l'auteur, ce dernier n'avait, théoriquement au moins, pas lieu d'intervenir.

Mais ici encore il faut préciser. Quand, prévenu de la saisie, il était accouru chez Lenormand, Chateaubriand n'avait pas encore compris, le fait ressort clairement de toutes ses déclarations, en vertu de quelles subtilités juridiques Decazes opérait. Il se croyait, et il avait lieu à première vue de se croire, en présence d'un acte de violence arbitraire ; et c'est pourquoi il protestait. D'autre part, il estimait que sa qualité de pair de France lui assurait des garanties particulières d'indépendance. Il n'avait pas tort. En effet, le texte de la Charte déclarait expressément : aucun pair ne peut être arrêté que de l'autorité de la Chambre et jugé par elle en matière criminelle. Et la loi de 1814 précisait que les pairs n'avaient besoin d'aucune autorisation pour se faire imprimer. Enfin, si on peut admettre que la saisie était une mesure contre l'éditeur responsable seul, il n'en reste pas moins que l'ouvrage était de Chateaubriand. Et, comme l'écrivait ce dernier au chancelier Dambray (1) : « N'est-il pas « étrange, monsieur le chancelier, qu'on enlève en plein jour, à « mains armées, malgré mes protestations, l'ouvrage d'un pair de « France, signé de son nom, imprimé publiquement à Paris, comme « on aurait enlevé un écrit séditieux et clandestin : *le Nain jaune* ou « *le Nain tricolore* ? Outre ce que l'on devait à ma prérogative comme « pair de France, j'ose dire, monsieur le chancelier, que je méritais « *personnellement* un peu plus d'égards. »

Bref, on peut se faire l'opinion que l'on veut sur l'opportunité de la manifestation faite par Chateaubriand chez son imprimeur. On peut, soit lui reprocher d'avoir manqué de sang-froid et de dignité, soit au contraire estimer qu'il avait eu raison de faire un scandale pour mieux rendre sensible la mauvaise foi de Decazes ; c'est là uniquement affaire d'appréciation personnelle.

Mais quant à la saisie (et c'est là le point essentiel), bien que du point de vue de la stricte application des textes elle ne fût pas illégale, elle n'en constituait pas moins, dans les circonstances où elle était faite, un véritable abus de pouvoir. Elle était de plus une maladresse. Tant par la mesure elle-même que par le ton de la lettre qu'il

(1) *Corr. gén.*, I, 303.

écrivait à Chateaubriand, Decazes exaspérait inutilement son adversaire et tout le parti dont celui-ci était un des chefs les plus en vue, sans parvenir pour cela à empêcher la diffusion du livre qui après une nouvelle déclaration, cette fois régulière, allait être quelques jours après mis en vente sans qu'on pût en arrêter la circulation. Et il faisait preuve en outre, publiquement, d'une mauvaise foi et d'une brutalité qui allaient donner aux royalistes, des raisons nouvelles de se défier de lui.

Aussi le président du Conseil et le roi lui-même avaient-ils très nettement blâmé l'imprudente initiative du ministre de la police. Le duc de Richelieu n'était pas à Paris le jour de la saisie et n'avait pas été mis d'avance au courant des intentions de Decazes. Aussitôt informé, il écrivit à son collègue (1) : « Je suis fâché que le procureur général ait attaqué l'ouvrage de Chateaubriand, il me semble que nous étions convenus du contraire. A quoi cela nous mènera-t-il? A aigrir et à envenimer encore... »

Le roi lui-même, qui n'avait pas été consulté davantage, écrivait de son côté à son favori (2) : « Je crois que si vous m'aviez consulté avant d'ordonner la saisie, je l'aurais déconseillée. Ce n'est pas que ce ne fût une mesure très légale, *que l'Évangile même publié de la sorte ne fût saisissable* (le mot est frappant et indique mieux que de longs commentaires ce que sous ses apparences de légalité la saisie avait d'absurde). Je le dirai à quiconque m'en parlera, fût-ce au duc de Berry et à Lainé. Mais à vous seul j'aurais dit hier soir, si j'avais eu le temps, et je le dis aujourd'hui qu'on ne verra pas la chose ainsi dans le monde, qu'on regardera tout au plus la faute de l'imprimeur comme un prétexte. »

Louis XVIII, on le voit, ne se faisait pas illusion. Il jugeait clairement la faute de Decazes et ses conséquences, mais en même temps il allait mettre son amour-propre à soutenir son favori et à prendre, contre sa propre pensée, la défense de la conduite de celui-ci (3) : « Je crois nécessaire que vous voyiez le duc d'Angoulême, lui écrivait-il peu après. Il vous sera aisé de prouver : 1^o que la saisie est parfaitement légale ; 2^o que j'ai fait à l'égard de Chateaubriand ce qu'a fait le roi d'Angleterre à l'égard de Fox ; 3^o que Bellard aurait trahi son devoir en ne saisissant pas. »

C'est que dans l'intervalle Decazes était intervenu ; il avait fait craindre à Louis XVIII le danger que courait l'indépendance de son autorité royale s'il ne soutenait pas son ministre. Il avait mis à profit

(2) E. DAUDET, ouv. cit., p. 162.

(2) *Id.*, p. 161.

(3) *Id.*, p. 163.

jusqu'au mécontentement et à la désunion que son influence croissante et bientôt exclusive de favori excitait dans la famille royale. Comme un jour le duc de Berry, dont toutes les sympathies allaient aux ultra avait pris chaleureusement la défense de *la Monarchie selon la Charte* et déclaré que « ce livre devrait être écrit en lettres d'or », Decazes bientôt rapportait le mot au roi ; et celui-ci, piqué de voir son propre neveu prendre aussi nettement la défense de l'adversaire de Decazes, montrait pour Chateaubriand une sévérité dont il ne s'était pas soucié tout d'abord :

« Avant que ce livre parût, mon cher enfant, écrivait-il à Decazes (1), prévoyant qu'il faudrait le punir, je craignais, vous vous le rappelez, d'agir plus en ami qu'en roi ; la lecture du livre m'a rassuré... J'étais loin cependant de prévoir le mal qu'il me ferait à moi-même. *Ce livre devrait être écrit en lettres d'or !* Or, depuis que je le sais, il est écrit dans mon cœur en lettres de sang. Je ne puis cesser d'aimer l'enfant égaré qui a prononcé de si cruelles paroles, mais je crains de sortir de mon caractère à l'égard de celui qui l'a, à ce point éloigné de moi. » C'est alors qu'il céda aux sollicitations de son ministre, et le 20 septembre, pour punir de façon éclatante l'auteur de *la Monarchie selon la Charte*, il signait une ordonnance qui rayait Chateaubriand du nombre des ministres d'État.

Decazes, impitoyable, aurait voulu davantage encore ; et il demandait que Chateaubriand fût exclu de la Chambre des pairs. Mais, dit Molé dans ses *Mémoires* (2) : « M. de Richelieu se prit de pitié et, en raison de son manque absolu de fortune, on ne lui ôta que le titre et le traitement de ministre d'État, soit 24 000 francs, et on lui laissa l'indemnité de 12 000 francs attachée au titre de pair de France. »

Le même jour, 20 septembre, Decazes écrivait à tous les préfets pour leur ordonner de saisir, comme on l'avait fait à Paris, tous les exemplaires mis en vente de *la Monarchie selon la Charte*, en leur recommandant, pour ne rien laisser passer, de surveiller et d'arrêter à la poste les envois de Lenormand des 16, 17 et 18 septembre. Et les réponses des préfets, conservées aux Archives nationales (3), nous montrent que la mesure fut exécutée partout avec la plus grande rigueur.

Certains même font un amusant étalage de leur zèle :

« J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 20 de ce mois, écrivait le préfet de l'Allier le 24, pour m'informer qu'un ballot de librairie avait été expédié par le sieur

(1) E. DAUDET, *ouv. cit.*, 163.

(2) II, 261.

(3) Inédit. Archives nationales, F 18-14.

Lenormand à l'adresse des sieurs Andriot et Vidal, en m'invitant à m'assurer immédiatement si cet envoi ne renfermait pas des exemplaires de l'ouvrage de M. de Chateaubriand, intitulé de *la Monarchie selon la Charte* et, dans ce cas, de les faire saisir. Le commissaire de police de Moulins, que j'ai chargé de cette opération, vient de me rendre compte qu'il a fait la visite des boutiques de librairies et des cabinets de lecture. »

« Plusieurs personnes de ce département, écrit le préfet de l'Ain, le 29 avaient déjà fait la demande aux imprimeurs... Jusqu'à présent, ils n'ont reçu que des réponses négatives de leurs commettants. Je leur ai donné les ordres les plus sévères afin que, dans le cas où il leur en arriverait quelques-uns, ils me les fassent apporter sur-le-champ. J'ai également donné des ordres au directeur de la poste de m'apporter tous les exemplaires qu'ils pourraient recevoir, et j'invite MM. les sous-préfets à prendre de leur côté toutes les mesures nécessaires. »

Dans l'Ariège on faisait la chasse au seul exemplaire qui fût encore entré dans le département : « J'ai appris que l'ouvrage avait été reçu à Toulouse et qu'un voyageur venant de cette ville et passant à Foix en avait laissé voir *un exemplaire*, écrit le 30 le préfet. Mais je n'ai pas encore pu savoir dans quelles mains il se trouve. »

L'administration, en effet, n'avait pas encore oublié les traditions du temps de l'Empire, et le contrôle de la librairie était très strict. Decazes, d'ailleurs, impitoyable, ne s'en tenait pas à sa première circulaire ; il écrivait à nouveau aux préfets dont les réponses lui paraissaient insuffisantes ; et le 27 il adressait une lettre au préfet de la Gironde pour lui reprocher très sévèrement d'avoir laissé passer dans le *Mémorial bordelais* une note annonçant *la Monarchie selon la Charte*. Enfin, on se préparait à entamer des poursuites judiciaires que du reste le duc de Richelieu parvenait à arrêter.

Telles étaient les mesures impitoyables et arbitraires prises par Decazes pour se venger des attaques de Chateaubriand ; telle était la façon dont, deux ans après la Restauration, l'ancien soldat de l'armée de Condé, blessé pour le roi au siège de Thionville, l'ancien émigré exilé dix ans en Angleterre, le grand écrivain qui après avoir presque seul résisté ouvertement à Napoléon, avait en 1814 mis sa plume au service de la Monarchie légitime, était traité par un jeune ministre, royaliste de fraîche date et favori sans illustration, pour avoir osé tenter de mettre le roi en garde contre le danger que faisait courir au trône légitime la présence aux Affaires des hommes que tous leurs intérêts rattachaient à la Révolution.

On comprend qu'une sévérité si injuste ait exaspéré, et Chateaubriand lui-même et tous les royalistes que venait déjà, quelques

jours plus tôt, de révolter l'imprudente ordonnance du 5 septembre.

Du jour au lendemain, Chateaubriand devenait pour les royalistes un martyr de leur cause : « Il reçoit par jour plusieurs centaines de visites, écrit de Goltz ; nombre de femmes lui écrivent des billets remplis d'éloges pompeux (1). »

Partout l'ouvrage, dès son apparition, avait obtenu un grand succès ; les lettres des préfets à Decazes, à propos de la saisie, nous apprennent que dans toutes les villes les premiers exemplaires envoyés par l'éditeur avaient été enlevés aussitôt (2). A Chalon-sur-Saône, sur vingt-six exemplaires, vingt-quatre étaient vendus sur-le-champ. A Marseille, dit le préfet, « le sieur Masoit à qui il en avait été adressé un nombre d'une cinquantaine, les avait tous débités dans l'espace de peu de temps » (lettre du 25 septembre). « A Bordeaux, soixante exemplaires étaient vendus en peu d'heures » (lettre du 24 septembre). « Les salons retentissent des éloges de cet ouvrage et de la hardiesse de son auteur, » déclarait le préfet de la Côte-d'Or le 21 septembre. Dans plusieurs départements, des imprimeries locales publiaient des résumés, des extraits ou des contrefaçons de l'ouvrage qui s'enlevaient avec le même succès. Le préfet de Marseille signalait le 30 septembre une brochure : *Aux électeurs de France*, qui était une analyse de l'ouvrage de Chateaubriand et en rapportait tous les chapitres les plus remarquables ; plusieurs autres signalaient que le *post-scriptum* avait été imprimé et vendu séparément sous le titre : *Des élections ou de la Monarchie selon la Charte*. Chateaubriand lui-même préparait avec son éditeur une nouvelle édition.

Lui qui, quelques mois plus tôt n'était qu'un des chefs parlementaires de la droite, devenait tout à coup le plus en vue. Il avait fait un bel et utile acte de courage ; il montrait aux royalistes un terrain solide sur lequel quelques années plus tard allait pouvoir s'appuyer leur résistance. Mais pour le moment, le ministère était encore le plus fort ; sous le coup qui le frappait, ses partisans désorientés le laissaient seul ; la perte de son traitement de ministre d'État allait le replonger dans des difficultés d'argent très pénibles. Tandis que l'opinion royaliste découragée s'épuiserait en efforts désordonnés, il allait, pendant deux ans, traverser une des périodes les plus tristes de sa carrière.

(1) E. DAUDET, ouv. cit., 165.

(2) Archives nationales, F 18-14.

CHAPITRE III

L'OPPOSITION A DECAZES

PREMIÈRE PARTIE : 1816-1817

L'ordonnance du 5 septembre, c'est-à-dire la dissolution de la Chambre introuvable, entraînait des conséquences très graves pour le régime et allait modifier profondément l'attitude du parti royaliste et par suite celle de Chateaubriand.

Il semble bien prouvé aujourd'hui que cette mesure fut, avant les ordonnances de 1830, la plus grande faute de la Restauration, celle qui, plus que toute autre, allait rendre très difficile la réadaptation réciproque de la monarchie et de la France l'une à l'autre.

Certes elle s'explique et, dans une certaine mesure, elle s'excuse. Les gens de cour, absorbés de subtiles et naïves intrigues qui se résolvaient trop souvent en bruyants bavardages, avaient montré bien de la maladresse, aussi bien à Gand, au moment où ils s'étaient laissé jouer par Fouché, que pendant l'été de 1816 où ils avaient de façon trop éclatante fait sonner leurs succès de la Chambre introuvable. Et plus d'un, pendant les années suivantes, allait continuer à montrer la même absence de sens politique et de hauteur de vues. Louis XVIII, qui connaissait ses amis depuis longtemps, était sans illusion à leur sujet. Il se sentait très isolé au milieu d'eux, au milieu en particulier de sa famille dont il ne partageait pas la dévotion exaltée.

D'ailleurs il était un peu agacé de se voir sans cesse rappeler le dévouement de ses anciens fidèles et le droit que ceux-ci, non sans raison du reste, considéraient avoir à sa reconnaissance. Et, par un sentiment instinctif très naturel, il était disposé beaucoup plus à remarquer la plus légère faute d'un royaliste qu'à se scandaliser des trahisons de ceux qu'il était habitué à considérer comme des adversaires.

D'autre part, dans la position qu'il occupait d'un prince peu solidement rétabli sur son trône, obligé à des ménagements constants, il ne lui déplaisait pas, pour se faire sentir à lui-même sa propre puissance, de faire de temps en temps des actes d'autorité. Or il était plus

facile de se montrer sévère avec des serviteurs dévoués dont l'abandon n'était pas à craindre. C'est ainsi qu'à propos d'une scène sans importance provoquée par quelques-uns de ses gardes du corps il allait un jour écrire fièrement (1) : « J'ai dit ce matin au duc de Berry que les jeunes gens de ma garde se proposaient de recommencer demain le tapage de lundi, que ma garde était faite pour me garder et maintenir l'ordre et non pas pour le troubler, que je ne voulais pas qu'il le fût, que c'était au chef à me répondre du corps et qu'il m'en répondrait. »

Puis comme tous ses contemporains il était impressionné par la grande figure de Napoléon, et il ne déplaisait pas à son orgueil royal de voir ceux qui avaient été les compagnons de l'Empereur à son service. Un jour qu'il venait de causer avec M. de Rémusat dont il venait de faire un préfet, il écrivait à Decazes (2) : « Il m'a paru drôle de causer longtemps et familièrement avec un homme qui a été si avant que lui dans l'intimité de Bonaparte (18 mars 1817). »

Sans doute ceux-ci ne lui rendaient guère la bienveillance qu'il leur témoignait, et l'on peut voir en particulier dans les *Mémoires* de Molé et de Pasquier ceux qui avaient servi Napoléon faire par derrière des comparaisons sans cesse désobligeantes pour le roi. Mais quand ils étaient en sa présence ils le flattaient ; Decazes en particulier avait su mieux qu'aucun autre jouer auprès de lui le rôle d'un disciple respectueusement attentif. On comprend que Louis XVIII ait dans ces conditions cru longtemps à la sincérité du ralliement des hommes de l'Empire et tenté de faire réussir la politique de conciliation que, nous l'avons vu, d'autres que lui, et Chateaubriand entre autres, avaient tout d'abord crue possible.

Mais ce ralliement des hommes de l'Empire n'était pas sincère. Pour la plupart il n'était qu'un pis-aller. Nous avons vu qu'aux Cent-Jours ils étaient aussitôt retournés à Napoléon ; nous avons vu par les déclarations d'un Portal, d'un Molé, par l'interprétation qu'un Guizot donnait à la Charte, en voulant y voir seulement l'expression des idées révolutionnaires, que leur fidélité à la dynastie était toute superficielle. Après Waterloo la force des choses, en exaspérant les officiers des armées impériales réduits au rôle de demi-soldes, allait dans l'opinion moyenne donner encore plus de forces aux rancunes.

Livrés à eux-mêmes, maîtres du pouvoir et tenus par la foule des aigris qui les entouraient, les politiques formés de près ou de loin par la Révolution ou l'Empire, aussi bien un théoricien constitutionnel comme Royer-Collard ou Guizot qu'un ancien fonctionnaire de Napo-

(1) E. DAUDET, ouv. cit.

(2) *Id.*

l'éon comme Molé ou Pasquier, allaient se trouver entraînés à travailler contre le régime trop faible qui se remettait imprudemment entre leurs mains ; nous allons les voir sans révolte accueillir les complots répétés des demi-soldes, nous allons les voir demeurer en relations avec eux, et même bientôt Guizot encourager le développement des sociétés secrètes.

Sans doute officiellement ils allaient être tenus à des ménagements, ils allaient dissimuler leurs manœuvres instinctivement antilégitimistes sous le voile du libéralisme, mais d'un libéralisme si peu sincère qu'ils allaient imposer à la presse le régime d'une censure très stricte, et que, mêlant en outre l'hypocrisie à la lâcheté, ils allaient, eux ministres du roi, gardiens de la presse censurée, imaginer la plus étrange et la plus audacieuse manœuvre pour répandre eux-mêmes les informations et les commentaires hostiles aux royalistes et même à la famille royale : ils allaient envoyer aux journaux d'Angleterre et d'Allemagne, alors très lus en France, ce que l'on appela les *Correspondances privées*, c'est-à-dire des nouvelles de Paris dans lesquelles ils allaient faire passer tout ce que leur titre de ministres du roi ne leur permettait pas de tolérer officiellement dans la presse censurée de Paris.

Les royalistes, justement exaspérés, allaient se trouver ainsi rejetés davantage encore dans les imprudences et dans les folies. L'opinion qu'on prétendait, qu'on feignait de vouloir rattacher à la monarchie, tout en combattant ceux qui étaient, par une fidélité un peu profonde, par un sentiment un peu chaud, pénétrés du culte royaliste, allaient se trouver sans guide, incapables de savoir à quelle conviction se rattacher.

Après la fièvre guerrière et patriotique de l'Empire, l'enthousiasme royaliste avait un moment, en 1814, occupé les esprits. Mais voici que cet enthousiasme était officiellement condamné lui aussi. La jeunesse en particulier était désorientée. Il est peu d'époque, intellectuellement et moralement, plus pénible que ces premières années de la Restauration, et ceux qui se demandent les causes du fameux mal du siècle feraient bien de songer au désarroi créé par la dissolution de la Chambre introuvable et la politique des années suivantes.

Chateaubriand, comme tous les royalistes, allait devant cette situation nouvelle subir une crise de découragement et de révolte. Mais au lieu de se laisser abattre ou entraîner comme d'autres aux récriminations vaines, il allait réagir et organiser peu à peu la résistance. Pour comprendre la conduite qu'il allait adopter à partir de cette date, il est nécessaire de reprendre une analyse des faits politiques à partir du début de septembre.

Une fois la Chambre dissoute, le ministère avait travaillé très activement à empêcher la réélection des députés ultras.

L'ordonnance de dissolution, nous l'avons vu, n'avait pas mis en cause la conduite de la majorité. Mais sitôt la période électorale ouverte, le ton du ministère avait changé. C'est Decazes, naturellement qui, bien qu'il ne fût que ministre de la Police, dirigeait la campagne.

Le 12 septembre, il envoyait aux préfets une instruction signée de lui pour leur ordonner d'agir sur les électeurs et d'user de toute leur influence autant contre les candidats de droite que contre les adversaires des Bourbons (1) :

« La confiance que Sa Majesté a placée dans les préfets, écrivait-il, ne sera point trompée dans cette circonstance. Elle attend d'eux qu'ils dirigent leurs efforts pour éloigner des élections les ennemis du trône et de la légitimité qui voudraient renverser l'un et écarter l'autre, et les ennemis insensés qui l'ébranleraient en voulant le servir autrement que le roi ne veut l'être ; qui, dans leur aveuglement, osent dicter des lois à sa sagesse et prétendent gouverner pour lui. Le roi ne veut aucune exagération. »

Decazes allait même plus loin, et faisait savoir à tous les fonctionnaires qu'il leur ordonnait de voter et de faire voter pour les candidats du ministère :

« J'ajouterai que l'intention du roi et des ministres est que tous les fonctionnaires publics contribuent de tous leurs moyens à ce qu'il soit fait de bons choix. Je suis convaincu qu'ils useront de toute leur influence pour parvenir à ce but si désirable, et je crois inutile de prévenir messieurs les employés que si un fonctionnaire public s'écartait à cet égard de la ligne de ses devoirs, il perdrait sans retour la confiance du gouvernement, » écrivait, sur l'ordre du ministère, un directeur de l'enregistrement à ses subordonnés.

Dans une circulaire aux électeurs, le préfet du Pas-de-Calais écrivait le 27 septembre : « Je suis autorisé à le dire, à le répéter, à l'écrire, le roi verrait avec mécontentement siéger dans la nouvelle Chambre ceux des députés qui se sont signalés dans la dernière session par un attachement passionné à la majorité opposée au gouvernement. A votre arrivée à Arras, monsieur, faites-moi l'honneur de venir chez moi. Moi seul peux vous faire savoir la volonté du roi, ses véritables intentions. »

Grâce au système de centralisation administrative qui datait de l'Empire, le ministère exerçait sans scrupule sur les électeurs

(1) Archives nationales, F 18.

une pression d'autant plus forte que le suffrage était restreint.

La présidence des collèges électoraux était confiée à des hommes de gauche.

On déplaçait un certain nombre de préfets ; un des journaux ministériels, le *Journal général*, reconnaît le 13 septembre que les présidents de collèges ont été choisis parmi les hommes décidés à lutter contre « ces royalistes qui contestent au roi sa volonté pour lui montrer plus de respect et lui désobéissent pour lui témoigner plus de fidélité ». Et Molé précise dans ses *Mémoires* (1) : « Le ministère prit tous les présidents de collèges sur lesquels il comptait parmi les fonctionnaires publics. Decazes appela tous ses présidents à Paris pour les faire voir au roi en audience particulière et pour leur prodiguer lui-même les caresses et toutes les séductions dans lesquelles il met toute sa confiance ; en même temps ses émissaires se répandaient d'un bout de la France à l'autre pour travailler les électeurs. »

Cependant, malgré tant d'efforts, le résultat ne répondait pas complètement aux espoirs du ministère. Si un certain nombre de députés de la Chambre introuvable n'étaient pas réélus, la droite cependant, dans la nouvelle assemblée, comprenait encore 94 membres sur 238 ; et d'autre part les ministres qui, pour lutter contre les royalistes, avaient dû faire des avances à tout ce qui était opposé à l'ancienne majorité, voyaient élire à l'extrême gauche une quarantaine de députés qui, sitôt élus, allaient se montrer nettement hostiles aux Bourbons. Si bien que Decazes qui n'avait mené sa campagne contre la droite que pour assurer sa propre situation de ministre favori, en écartant les royalistes qui le gênaient, mais qui ne pouvait gouverner avec l'extrême gauche antidynastique, allait bientôt être assez embarrassé.

Il n'avait pour lui en effet qu'un centre d'une centaine de membres environ ; majorité si les oppositions de droite et de gauche étaient séparées, mais minorité si elles s'unissaient contre le ministère. Son plus solide appui, même, était composé seulement par le petit groupe des constitutionnels purs, les théoriciens disciples de Royer-Collard qui, avec Guizot et quelques autres, allaient prendre bientôt le nom de « doctrinaires ». Pour gouverner et se maintenir, il allait tenter d'un système de bascule. Il allait s'appuyer d'abord sur la gauche dont il pensait pouvoir être le maître et essayer ensuite de se retourner vers la droite quand l'extrême gauche à son tour l'inquiéterait. Cependant cette dernière manœuvre ne sera jamais poursuivie par lui avec sincérité.

(1) II, 258.

Pour s'assurer le concours ferme de la droite, il aurait fallu en effet lui offrir des garanties, lui donner une part au gouvernement. Or, c'est justement à ce partage du pouvoir et de l'influence que ni Decazes, ni les clients qu'il s'était faits dans le personnel impérial ne voulaient se résoudre à aucun prix. Cette coterie, comme Chateaubriand l'appelle, préférera s'en tenir à son alliance avec la gauche ; et, sans avoir sans doute lui-même d'intentions antidy-nastiques, Decazes, pressé par ses partisans, se laissera entraîner peu à peu, après quelques hésitations, à tendre la main aux ennemis les plus déclarés de la famille royale. Et quelque temps plus tard (décembre 1818), Pozzo di Bogo exposera ainsi son attitude (1) :

« M. Decazes a cherché un appui dans les principes d'administration
 « conformes au goût de la généralité des hommes qui n'avaient pas
 « été étrangers à toutes les phases de la Révolution. Sa marche dans
 « cette carrière a été lente et réservée au commencement. Elle est
 « devenue accélérée en proportion des attaques de ses ennemis et
 « de sa confiance dans ses forces. Dans le nombre des partis qui
 « divisent la Chambre des députés, il en existe un sous le nom de
 « doctrinaires libéraux. Quoique composé d'environ trente indi-
 « vidus, il renferme des talents oratoires d'une grande distinction
 « et des théoriciens spéculatifs confiants dans leur opinion avec tout
 « l'orgueil des gens qui n'ont jamais été instruits ni corrigés par
 « l'expérience des affaires. A côté de cette fraction d'idéologues
 « se trouvent des soi-disant indépendants, ennemis déclarés de la
 « royauté. Les premiers se sont constitués les amis et les pané-
 « gyristes de Decazes, et jusqu'à un certain point, sans qu'ils
 « veuillent l'avouer, se sont rendus ses tyrans. La liaison avec les
 « seconds établit une nuance fâcheuse qui donne lieu à toutes les
 « craintes et à toutes les alarmes de ceux qui en ont de réels ou qui
 « les exagèrent pour des fins personnelles. »

La droite, de son côté, se trouvait dans une situation très particulière : entrés dans la carrière politique depuis trop peu de temps pour se connaître les uns et les autres, désorientés par la dissolution qui les avait privés d'un certain nombre de leurs collègues, les parlementaires royalistes étaient sans chef et sans guide. D'ailleurs, s'ils détestent Decazes et son parti, s'ils allaient lui montrer bientôt une opposition systématique, ils n'étaient pas hostiles au président du Conseil. Ils restaient tout d'abord disposés en principe à un accord avec Richelieu et se prêteront bientôt à des combinaisons plus ou moins adroites que, dans le désarroi des partis et des groupes,

(1) *Correspondance de Pozzo di Bogo et de Nesselrode*, II.

les intrigants allaient poursuivre de côté et d'autre, tantôt avec Talleyrand, tantôt avec Blacas auxquels, dans l'absence d'hommes nouveaux assez en vedette, on tentera de revenir. Mais la faveur grandissante de Decazes et son intransigeance rendront bientôt tout accord impossible.

Chateaubriand allait, comme les autres chefs de la droite, se trouver mêlé à toutes les négociations ; son attitude et sa conduite allaient en subir le contre-coup ; et il était nécessaire d'exposer tout d'abord la situation respective des partis pour faire comprendre le rôle que lui-même allait être amené à jouer.

La session des Chambres après les élections s'ouvrait le 4 novembre ; dès le début, fort du prestige nouveau que lui avaient donné parmi les royalistes les persécutions dont il venait d'être victime, Chateaubriand représentait l'opposition de droite à la Chambre des pairs comme Villèle à la Chambre des députés. Il était présenté par ses amis pour remplir à nouveau, pendant la session, les fonctions de secrétaire qu'il occupait déjà l'année précédente. Les ministres, di Pozzo di Borgo dans sa correspondance le 13 novembre (1), prétendirent s'opposer à cette nomination. Chateaubriand obtint cependant 56 voix contre 145 ; c'était là une manifestation de sympathie pour l'auteur de *la Monarchie selon la Charte* et d'opposition contre Decazes. « Le roi, dit Villèle (2), en témoigna son mécontentement. » Et Chateaubriand de son côté écrit à sa sœur Mme de Marigny (3) : « J'étais à Notre-Dame et à la séance royale ; j'y ai obtenu un tel succès que les ministres ont été furieux de ma popularité. »

A peine la session ouverte, il commençait la lutte en déposant le 23 novembre une proposition « tendant à ce que le roi soit humblement supplié d'examiner ce qui s'était passé aux dernières élections ». Il ne s'agissait pas, indiquait l'exposé des motifs, de faire casser les élections que la Chambre des députés, dès sa réunion, avait déclaré valides, mais de révéler les manœuvres faites par le ministère pour empêcher l'élection des députés de la droite et de dénoncer les atteintes portées à la liberté électorale. Car, disait Chateaubriand, « il est du devoir de chaque branche de la législation et plus particulièrement de la Chambre des pairs de veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit faite aux lois constitutives de l'État. » Sous la pression du ministère la Chambre s'opposait à ce que fût discutée

(1) *Corresp. de Pozzo di Borgo et de Nesselrode*, I, 446.

(2) *Mémoires*, II, 74.

(3) *Corr. gén.*, III, 345.

la proposition, laquelle cependant, dit Villèle dans une lettre du 27 (1), « avait réuni plus de voix qu'on ne s'y attendait ». — « Il y eut même, ajoute-t-il, un doute sur le résultat de la première épreuve. On pense que c'est là une fausse attaque dont Chateaubriand ne pouvait ignorer le résultat et qu'il n'a faite que pour s'autoriser à faire imprimer une collection de faits intéressants sur la matière ».

En effet, Chateaubriand publiait sa proposition ainsi que le dossier très considérable de documents qu'il avait réunis sur la question. Il reproduisait les circulaires du ministre de la police aux préfets, les notes adressées aux fonctionnaires ; il signalait que dans certains départements avaient été envoyés par le ministère des commissaires chargés, sous le titre d'inspecteurs d'opinions, d'agir sur les électeurs et d'empêcher la réélection des principaux chefs royalistes, Bonald, Villèle, Vitrolles, Castelbajac, etc.

Il montrait que certains hommes, placés l'année précédente sous la surveillance de la haute police, à cause de leur conduite pendant les Cent-Jours, avaient été mis en liberté pour pouvoir voter et re-placés ensuite en surveillance. Il dénonçait enfin l'attitude de quelques préfets qui auraient renchéri encore sur les instructions des ministres, celle du préfet du Lot en particulier, qui aurait, s'il faut en croire un mémoire signé d'un grand nombre d'électeurs, été jusqu'à se faire recevoir, au cours d'une tournée dans le département, sous des arcs de triomphe ornés de drapeaux tricolores.

Sans doute certains des faits allégués par Chateaubriand sont discutés. Une brochure anonyme (comme beaucoup de celles qui ont été écrites contre lui) intitulée : *Encore un mot sur M. de Chateaubriand*, mêlant l'ironie à l'insulte, et qui, selon le procédé habituel à ses adversaires, lui conseillait dédaigneusement de retourner à ses romans, prétend que l'histoire du préfet du Lot était inexacte et que l'on pouvait opposer aux accusations portées contre le ministère les discours de certains présidents de collège électoral ou les sermons de certains prêtres.

Il n'en reste pas moins que dans l'ensemble les textes cités par Chateaubriand étaient indiscutables et que le ministère avait organisé contre la droite la pression électorale la plus active.

En publiant son dossier, Chateaubriand ne se contentait pas de prendre la défense des royalistes, mais aussi celle des libertés garanties par la Charte. Il restait dans la ligne royaliste et constitutionnelle qu'il avait adoptée et où il se trouvait irréfutable.

(1) *Mémoires*, II, 110.

Le ministère de la police était si embarrassé par cette publication qu'il s'efforçait, cette fois encore, d'empêcher la brochure de paraître. Sans doute pour l'impression d'une proposition faite à la tribune, il ne pouvait s'agir de saisie. On tentait alors des manœuvres d'autres sortes que Chateaubriand, dans un avertissement ajouté au dernier moment, rapporte ainsi : « J'avais envoyé à l'imprimeur de la « Chambre des pairs ma proposition, les pièces justificatives annon- « cées dans ma proposition et l'analyse de ces pièces. Étant allé « lundi de ce mois (décembre) à dix heures du matin chez M. Didot « pour corriger des épreuves, je le trouvai alarmé des menaces « qu'on était venu lui faire relativement à l'impression de ma propo- « sition. Il me représenta qu'étant père de famille il craignait de « se compromettre en continuant cette impression. Je respectai ces « motifs, je ne voulus pas exposer à des persécutions un homme esti- « mable et dont les talents font tant d'honneur à son art. En con- « séquence M. Didot me rendit deux cent cinquante exemplaires déjà « tirés de ma proposition et de l'analyse des pièces justificatives : il « me remit encore une épreuve des pièces justificatives elles-mêmes « et le reste du manuscrit. Mon imprimeur, M. Lenormand, ayant « déjà été poursuivi pour la publication d'un de mes ouvrages, je « ne voulus pas l'exposer aux nouvelles chances de ma fortune. « Je cherchai et je trouvai enfin un imprimeur assez hardi pour « imprimer la proposition d'un pair de France. »

Et il ajoutait : « Je ne me plains pas en ce qui me touche personnel- « lement de ce nouveau genre d'abus, pas plus que je ne me plains « des libelles que l'on imprime tous les jours contre moi, avec ou « sans la protection de la police. Je trouve très bon qu'on m'attaque, « quoique je ne puisse me défendre ; mes intérêts ne me feront « jamais abandonner mes principes. Je suis donc charmé que la « liberté de la presse existe pour quelqu'un. Cela du moins em- « pêche la prescription. »

Il n'exagérait pas en parlant ainsi. Car, nous aurons l'occasion de le voir maintes fois, il fut pendant cette époque de la Restauration un des très rares hommes à ne jamais changer d'opinion et de principes au gré des intérêts de son parti ; et toujours, en particulier, il mit en tant qu'écrivain, son point d'honneur à défendre le principe de la liberté de la presse.

Peu après sa brochure sur les élections paraissait, à la fin de décembre, chez Lenormand, une édition nouvelle des écrits politiques publiés par lui depuis 1814, avec une préface qui, aux dires de Villèle, eut un certain retentissement.

« On remarquera, disait l'auteur, que depuis mon entrée dans les

« affaires, je n'ai jamais eu qu'une seule et même doctrine politique.
« Je disais déjà en 1814 ce que je dis en 1816. Seulement, le 20 mars,
« qui n'a rien changé à mes opinions sur les choses, m'a éclairé sur
« les hommes...

« Deux systèmes sont possibles : la Charte et les honnêtes gens ou
« la Charte et les révolutionnaires, c'est-à-dire le pouvoir absolu et
« les révolutionnaires. Chaque moment qui s'écoule confirme une
« ligne de *la Monarchie selon la Charte*. Je sais que je prêche dans
« le désert et que l'on ne m'écouterà pas. L'événement viendra trop
« tôt me justifier.

« Quel que soit cet événement, quel que soit le lieu où il me trouve,
« j'accourrai pour ne servir que mon roi légitime. »

Déjà, à cette époque, les ennemis de Chateaubriand feignaient, par ignorance ou par jalousie, de ne pas comprendre la raison de ses attaques et lui reprochaient de ne songer qu'à venger des ressentiments personnels. Il était nécessaire pour lui de faire saisir l'unité de sa conduite. Et cette page qui ne manque pas de hauteur montre une fois de plus la franchise de l'attitude qu'il adoptait et qu'il prêchait au parti royaliste : acceptation des institutions données par le roi et fidélité à la monarchie

En même temps à la Chambre des députés, rassemblés autour de Villèle qui, de jour en jour s'imposait comme un chef de groupe énergique, les quatre-vingt-quatorze membres de la minorité royaliste, manifestant dès les premiers votes une grande discipline, entamaient la lutte contre Decazes.

La situation de celui-ci était d'autant plus difficile qu'en outre des oppositions déclarées de la droite et de l'extrême gauche, il avait au centre même des adversaires parmi certains des hommes politiques les plus en vedette, de ceux qui les premiers l'avaient poussé au premier rang, mais qui maintenant trouvaient son ascension trop rapide et ne se résignaient pas à voir toute l'influence passée entre ses mains.

Pasquier, Beugnot, Talleyrand surtout s'agitaient. Talleyrand, après le grand rôle qu'il avait joué en 1814 et 1815, n'acceptait pas de se voir écarter définitivement du pouvoir. Il avait encore beaucoup de clients.

Il avait des attaches de famille dans le monde royaliste, des relations nombreuses dans le monde impérial, et un grand prestige auprès des diplomates étrangers. Dans son salon où il recevait beaucoup il ne se gênait pas pour critiquer durement les ministres qui lui

avaient succédé, et le 5 décembre même, à un dîner à l'ambassade d'Angleterre, il se lançait dans une diatribe furieuse contre Decazes, allant, déclare Molé, jusqu'à s'écrier : « Un ministre de la police n'est autre chose qu'un maquereau ; et une Chambre ne peut, sans s'avilir, avoir aucune relation avec lui. » Le scandale était si grand que le roi, pour punir Talleyrand, lui interdisait de paraître à la cour jusqu'à nouvel ordre.

Afin d'asseoir son pouvoir, Decazes déposait au début de la session trois projets de loi : un projet sur les élections et deux projets provisoires sur les journaux et sur la liberté individuelle qui tendaient, les uns et les autres, à consolider sa majorité et à ruiner l'indépendance de l'opposition, en organisant un corps électoral très restreint et très facilement dirigeable, en établissant une censure très stricte et en autorisant les arrestations arbitraires.

En même temps il travaillait à éliminer du cabinet plusieurs ministres qui échappaient encore à son influence. Sans doute il n'était pas encore assez fort pour s'attaquer au duc de Richelieu, le seul nom illustre du ministère, le grand seigneur dont le désintéressement indiscuté était une garantie vis-à-vis de l'opinion publique et de l'étranger. Mais il allait l'isoler en écartant le chancelier Dambray, ministre de la Justice, le duc de Feltre, ministre de la Guerre, M. Dubouchage, ministre de la Marine, tous les ministres enfin qui conservaient encore des attaches avec la droite. Et le duc de Richelieu, trop honnête homme et trop candide pour soupçonner les intrigues du favori, trop dévoué au roi pour douter du ministre qui avait sa confiance, allait rester deux ans encore avant de se rendre compte des dangers auxquels la politique de Decazes exposait la monarchie et avant de se séparer du ministre de la police en démissionnant.

Ceux des royalistes qui voyaient clair étaient dans une situation très pénible. Sans doute les orateurs de la droite, Villèle, Castelbajac, Corbière, quelques autres encore faisaient à la Chambre des députés, contre les lois proposées par Decazes, des discours très remarquables, se partageant le travail et revenant sans cesse à la charge ; sans doute derrière eux les députés royalistes votaient avec discipline, mais ils étaient trop peu nombreux pour pouvoir arrêter aucune des lois proposées. Ils n'avaient d'autres ressources que de voter avec l'extrême gauche quand celle-ci était contre le ministère ; mais pour des royalistes fidèles qui déjà souffraient d'être en opposition avec les ministres du roi, c'est là une situation délicate et pénible dont Villèle, dans sa correspondance, se lamentait.

A la Chambre des pairs, les conditions étaient moins favorables

encore, à cause du grand nombre d'anciens sénateurs de l'Empire qui y siégeaient. C'était Talleyrand qui exerçait la plus grande influence. De plus, les séances n'étaient pas publiques ; le ministère pouvait, s'il le voulait, ne donner dans les journaux qu'un compte rendu écourté et anonyme des discours.

Enfin, il était très difficile pour les royalistes de trouver une influence à opposer à celle de Decazes. Comme ils n'avaient pas exercé le pouvoir depuis la Révolution, il n'y avait personne dans leurs rangs qui eût une véritable réputation d'homme d'État capable d'en imposer aux Chambres et au roi. Le seul sur lequel ils croyaient pouvoir compter, le duc de Richelieu, se laissait de plus en plus étouffer par Decazes. Alors, dans leur embarras, ils s'épuisaient en vaines négociations. Quelques-uns se retournaient vers Talleyrand, lequel, de son côté, leur faisait des politesses. Le 13 novembre Pozzo di Borgo, l'ambassadeur de Russie, écrivait (1) : « Les royalistes, convaincus qu'il n'y a pas parmi eux d'hommes de notoriété suffisante pour prendre le pouvoir, se sont adressés à Talleyrand, leur ennemi de l'année dernière, ce qui pourrait être dangereux (pour Decazes) ; car parmi les hommes au pouvoir il y en a beaucoup aussi qui comptent sur Talleyrand. »

Villèle écrivait le 6 décembre (2) : « Le bruit a couru que les maisons de banque anglaises ne voulaient pas prêter (pour un emprunt alors en préparation) sans que M. de Talleyrand entrât au ministère. On voit maintenant MM. Louis, Pasquier et Molé se rapprocher de M. de Talleyrand sans rompre avec les ministres. Il pourrait surgir de tout cela un cabinet ainsi composé : Richelieu, président du Conseil, Talleyrand aux Affaires étrangères, Gouvion-Saint-Cyr à la Guerre, le duc de Raguse à la Marine, M. Molé à la Justice, M. Laine à l'Intérieur, le baron Louis aux Finances, M. Decazes à la Police et M. Beugnot aux Postes. » Mais il ajoutait : « ...Tous ces bruits sont fort en l'air., du reste, je ne suis pas en état d'avoir par moi-même une opinion arrêtée sur des affaires auxquelles, mes amis et moi, nous sommes tout à fait étrangers. »

Il disait, d'autre part, le 22 novembre (3) : « Talleyrand se vante d'être soutenu par Monsieur, et j'ai la presque certitude que c'est faux. Il dit les royalistes d'accord avec lui et je suis certain qu'il n'y a pas un seul mot de vrai. »

Cependant si Talleyrand voulait revenir au pouvoir, comme il n'avait pas l'appui de Decazes, il lui fallait celui des royalistes et il

(1) *Pozzo di Borgo*, ouv. cit., I, 443.

(2) *Mémoires*, II, 131.

(3) *Id.*, II, 100.

est naturel que ceux-ci, malgré leurs défiances, aient, de leur côté aussi, envisagé la possibilité d'un accord.

En tout cas Talleyrand, à cette date, multipliait les avances aux chefs de la droite et en particulier à Chateaubriand. On remarquait que lui et ses clients, à la Chambre des pairs, avaient voté en faveur de la proposition de Chateaubriand. On disait qu'en retour (le fait a été rapporté par Villèle), lors de la disgrâce de Talleyrand, après son scandale à l'ambassade d'Angleterre, Chateaubriand, à la séance des pairs, serait allé lui serrer la main à sa place. Le 23 janvier Villèle écrivait avec quelque ironie (1) : « Talleyrand qui est ultra et ultra-royaliste a attaqué hier à la Chambre des pairs la loi de la liberté individuelle (proposée par le ministère). Cela a fait quelque sensation sur ses vieux camarades. » Enfin, le 14 février, Pozzo di Borgo écrivait (2) : « Talleyrand, poursuivant ses intrigues, reparait à la Chambre des pairs entouré de Polignac, Mathieu de Montmorency, Chateaubriand et autres, qui sont censés n'agir que sous la volonté des princes. »

Mais pendant que se poursuivaient dans le monde parlementaire ces négociations menées un peu à l'aventure et acceptées par les royalistes comme un pis-aller, Decazes, de son côté, obtenait du roi, pour assurer sa propre situation, un premier remaniement du cabinet. Au début de février 1817, M. Dambray, le ministre de la Justice, un de ceux des membres du gouvernement qui avait la confiance de la droite, était remplacé par Pasquier, l'ancien préfet de police de Napoléon : « C'était, dit Molé dans ses *Mémoires* (3), une nouvelle victoire sur le pavillon de Marsan, un nouvel acheminement vers l'oubli des Cent-Jours. »

C'était, de toutes façons, un coup dur pour les royalistes qui, en attendant de pouvoir faire plus, reprenaient sans grand espoir, mais avec énergie, leur opposition parlementaire, à propos de la discussion du budget et des trois projets de loi déposés par Decazes à la fin de décembre.

Le projet de loi sur les élections réservait le droit de suffrage aux contribuables payant 300 francs d'impôts, c'est-à-dire à un corps électoral tout à fait restreint, sur lequel le ministère avait facilement de l'action, et dont la majorité était composée de la bourgeoisie commerçante, la classe la moins favorable aux Bourbons.

Le projet de loi sur la presse organisait la censure sur les journaux et mettait ceux-ci entre les mains du ministère.

(1) *Mémoires*, II, 180.

(2) Ouv. cit.,

(3) *Mémoires*, II, 335.

Enfin, le projet sur la liberté individuelle prolongeait l'effet des mesures exceptionnelles votées pour un an après les Cent-Jours et qui permettaient les arrestations arbitraires.

Cette fois, plus encore que l'année précédente, la conspiration des hommes des Cent-Jours alliés aux libéraux, pour faire passer les lois qui assuraient leur influence, s'asseyait sans scrupule sur les principes dont elle se recommandait en théorie.

Seuls, les orateurs de la droite restaient pour défendre les libertés nécessaires. A la Chambre des députés d'abord leurs orateurs : Corbière, Castelbajac, Bonald même, Villèle surtout, qui prenait la parole sans cesse, s'efforçaient de montrer que l'intérêt de la monarchie n'était pas de remettre tous les pouvoirs à une petite coterie d'hommes rattachés par trop d'intérêts à la Révolution, et comme l'année précédente ils opposaient aux arguments des ministres les principes et les droits reconnus par la Charte.

Mais ils étaient trop peu nombreux et bien que parfois quelques voix d'extrême gauche vinssent les appuyer, ils étaient battus.

Le roi lui-même continuait à ne voir que par les yeux de son favori. Les princes de sa famille lui écrivaient en vain, au moment de la discussion de la loi électorale, une lettre qui faisait sensation et où ils exposaient les craintes des royalistes ; Louis XVIII, quand la discussion s'ouvrit à la Chambre des pairs, allait intervenir personnellement auprès des membres de la haute assemblée qui occupaient des charges de cour pour les empêcher de voter contre la loi.

A la Chambre des pairs, pendant la session, la droite royaliste conservait la même attitude d'opposition qu'à la Chambre des députés, et Chateaubriand, qui votait avec ses amis contre les projets de loi, prononçait lui-même deux discours ; le premier le 22 février à propos de la discussion de la loi sur la presse périodique ; le deuxième le 21 mars, à propos de la discussion du budget.

La liberté de la presse était, nous le savons, une question qui lui tenait particulièrement à cœur. Les libéraux ministériels y étaient à cette date absolument hostiles. Molé avait prononcé, pour défendre la censure, un discours très violent auquel le duc de Fitz-James pouvait répondre : « La postérité prononcera entre nous et ces libéraux exclusifs qui, ayant toujours à la bouche le mot de liberté, n'ont jamais su établir que le despotisme révolutionnaire. »

A la lecture du discours de Chateaubriand, nous pouvons voir quelle différence d'attitude il y avait entre les royalistes, lorsqu'ils réclamaient des libertés, et les libéraux de tradition révolutionnaire. Chateaubriand ne se plaçait pas sur le terrain des droits de l'homme ;

il ne défendait pas la liberté de la presse en soi comme un droit de l'individu ; son discours cherchait à prouver seulement que la liberté des journaux était une des conditions nécessaires du régime représentatif tel que celui-ci avait été établi par la Charte. Sans doute, précisait-il, ce qu'il demandait, ce n'était pas la liberté de tout dire impunément, mais une liberté garantie par une loi qui punirait sévèrement les calomnies, les mensonges, les informations inexactes. Ceci posé, puisqu'il existait des Chambres, il fallait que le public pût être tenu au courant des opinions exprimées, de la situation des hommes et des partis en présence et que le ministère ne fût pas en mesure de retirer, par une censure préalable, la parole à ses adversaires. La censure, en effet, dit-il, en reprenant un argument exprimé avant lui par Castelbajac à la Chambre des députés, c'est la presse remise entre les mains d'un parti. Et il précisait, développant ce qu'il avait lui-même indiqué dans *la Monarchie selon la Charte* : « Comment
« le public connaîtra-t-il la vérité, si les journaux sont sous la main
« des ministres, c'est-à-dire sous l'influence d'un des partis intéressés?
« Comment les ministres et les Chambres connaîtront-elles l'opinion
« publique qui fait la volonté générale, si cette volonté ne peut libre-
« ment s'exprimer? »

« Grâce à la censure, le ministère peut faire porter les accusations
« les plus graves contre ses adversaires les plus honorables, en ôtant
« à ceux-ci le moyen de répondre? »

Et, citant des articles récemment publiés, il ajoutait : « Je vous
« le demande, messieurs, est-il possible de laisser traiter ainsi sous
« le régime de la censure, la magistrature et la pairie? Puisqu'ils
« sont publiés avec permission, c'est donc l'autorité qui cherche à
« avilir l'autorité... On me répondra peut-être que, puisque je veux
« la liberté de la presse, les journaux étant libres auraient imprimé
« les mêmes articles. Sans doute, mais la réplique aurait été per-
« mise, mais l'opinion, éclairée par d'autres journaux, aurait su que
« penser de ces ignobles déclamations. »

C'était bien là les arguments les plus propres à frapper les royalistes, attaqués et calomniés sans pouvoir répondre par les journaux que dominaient la censure de Decazes. Chateaubriand prenait en outre le soin de déclarer : « Que répondront à cela quelques per-
« sonnes? Elles diront : Vous avez raison pour le moment actuel.
« Mais la question que vous examinez est une question d'hommes,
« et non pas une question de choses. Si l'on suivait un autre système,
« ne seriez-vous pas bien aise qu'on eût établi la censure des jour-
« naux? »

« Non, messieurs, ajoutait-il, mes opinions sont plus fixes et plus

« nettes et je les crois plus favorables à la monarchie constitutionnelle. Je pense que toutes ces lois d'exception trop prolongées, loin de fortifier l'autorité de la couronne, l'affaiblissent. Si j'avais la moindre influence sur le pouvoir, je l'emploierais pour faire accorder liberté pleine et entière avec une loi. Je ne sais pas ce que c'est que de vouloir et de ne pas vouloir un gouvernement. Je vois l'ensemble du système. Je prends les détails pour ce qu'ils sont, avec leurs avantages et leurs inconvénients. Je ne veux pas me faire dire que tantôt j'adopte la constitution et que tantôt je la rejette. »

Ces paroles prennent toute leur saveur lorsqu'on songe qu'en effet un grand nombre des royalistes qui applaudissaient Chateaubriand en 1817 allaient, quelques années plus tard, quand ils allaient être à leur tour au pouvoir, montrer pour la presse la même sévérité qu'ils avaient auparavant reprochée à leurs adversaires et proposer avec Villèle la loi « vandale » de 1826. Chateaubriand presque seul, à cette date, devait se souvenir de ses opinions passées. Ceux qui blâment son opposition au ministère Villèle, oublient trop qu'un homme d'honneur comme lui ne pouvait pas ne pas se sentir tenu par ses anciennes déclarations faites avec l'approbation unanime des royalistes. Et pour apprécier justement la conduite de Chateaubriand sous Charles X, il faudra nous souvenir de 1817.

Il ne s'en tenait pas là dans son discours ; et par une de ces élégances hautaines, auxquelles la dignité de son style donnait parfois une véritable grandeur, il ajoutait :

« Je pourrais maintenant, messieurs, vous prouver par une troisième citation que la censure établie sur les journaux ne met pas les particuliers à l'abri de la calomnie. Je me tais, parce qu'il faut vous parler de moi... Quelle que soit la manière dont on s'est exprimé sur mon compte, je trouve tout bon et ne me plains pas. Un ministre défendant à la tribune des députés la loi que je combats dans ce moment, m'a désigné comme un individu qui siège dans une autre Chambre et qui avance des absurdités telles qu'on ne doit pas les répéter (1).

« Je ne suis pas assez important pour employer à mon tour un ton

(1) En note de ce discours imprimé, Chateaubriand disait : « M. le ministre de la police a déclaré qu'il ne s'était pas servi du mot absurdité en indiquant quelques-unes de mes opinions. Alors j'aime à reconnaître que je me suis trompé. J'ai été induit en erreur par une fausse version du *Journal des Débats* du 30 janvier et par la même version répétée par le *Journal de Paris* du 1^{er} février. » Rien n'est d'ailleurs moins probant que la rectification faite après coup par Decazes.

« aussi haut ; si jamais M. le comte Decazes était exposé à ces revers dont j'ai vu déjà tant d'exemples, il peut être sûr que le jour où il serait rayé du tableau des ministres, son nom ne serait prononcé dans mes discours qu'avec les égards dus à un homme qui, après avoir été honoré de la confiance du roi, a éprouvé l'inconstance de la fortune. »

Le discours de Chateaubriand faisait une grosse impression et Villèle le lendemain écrivait (1) : « On dit que Chateaubriand a fait hier un excellent discours sur la liberté de la presse, que Decazes a été obligé de monter à la tribune et s'en est mal tiré, que le duc de Richelieu y a été appelé aussi pour repousser une inculpation dirigée contre lui et l'a fait un peu moins gauchement que Decazes. En somme on me paraît assez content de l'effet du discours de Chateaubriand. »

De la part de Villèle qui, dès cette époque, malgré leur communauté d'opinions et d'intérêts, avait peu de goût personnel pour Chateaubriand, cette appréciation sur un sujet qui devait plus tard si vivement les séparer mérite d'être retenue.

Le 22 mars Chateaubriand prenait la parole une seconde fois dans la discussion du budget ; il ne prétendait pas faire un discours financier mais il prenait texte d'un des articles du projet du gouvernement pour entreprendre une critique de quelques-uns des principes qui dirigeaient la conduite du ministère :

« Il ne s'agit pas d'un discours d'affaires, mais d'un discours politique et religieux », écrit-il le 19 mars à Mme de Duras (2). Et au début de son discours, il disait en exposant le but qu'il se proposait : « Tout imparfait que me semble le budget j'aurais voté pour son adoption si je n'y avais rencontré le titre 15 ; c'est donc, messieurs, de ce titre seul que je vous demande la permission de vous entretenir. » Parmi les ressources prévues au projet de budget figurait le produit à tirer de la mise en vente des bois qui, faisant en 1789 partie des biens du clergé, avaient été rattachés au domaine de l'État. Il y avait quelque chose de choquant à voir la monarchie restaurée reprendre en quelque sorte à son compte les confiscations révolutionnaires et, loin de rendre au clergé les biens qui lui avaient été enlevés, poursuivre même la vente de ceux d'entre eux qui n'avaient pas encore été aliénés. Le scandale était aggravé par le fait que ce n'était pas dans un intérêt seulement budgétaire que la mesure avait été proposée. Le ministère prétendait discuter le droit pour l'Église d'être propriétaire. Il voulait en outre rassurer une fois de plus les acquéreurs de

(1) *Mémoires*, II, 200.

(2) *Corr. gén.*, I, 309.

biens nationaux en leur montrant que loin de discuter la validité de leurs acquisitions, le gouvernement royal poursuivait ce que la Révolution n'avait pu achever.

L'affaire avait déjà provoqué un grand scandale lors de la discussion à la Chambre des députés. Bonald, au nom de la droite, avait prononcé un discours où il insistait surtout sur les avantages que comportait pour la société l'existence d'un clergé propriétaire. Ce discours très remarqué avait, selon sa propre expression, « piqué l'honneur » de Chateaubriand qui, pour être digne du grand philosophe royaliste, travaillait de son côté le sien avec beaucoup de soin.

Déjà, l'année précédente, il avait abordé dans son discours du 10 février la question des biens du clergé. Cette fois il commençait par faire un bref exposé historique du principe de l'inviolabilité du domaine de la couronne. Puis passant à la discussion de la mesure proposée par le ministère, il insistait premièrement sur les inconvénients et les dangers qu'elle comportait en elle-même : vendre à la fois une trop grande quantité de bois, c'était les vendre dans de mauvaises conditions et à vil prix. De plus, détruire une trop grande quantité de bois, c'est faire un tort grave à l'agriculture.

« Partout où les arbres ont disparu, les hommes ont été punis de leur imprévoyance. » Et ne s'en tenant pas à cette déclaration, il développait, sur un ton auquel on peut sans doute reprocher d'être trop oratoire, une idée fort juste. « Je puis vous dire mieux qu'aucun « autre, messieurs, ce que produit la présence ou l'absence des forêts, « puisque j'ai vu les solitudes du nouveau monde où la nature semble « naître et les déserts de la vieille Arabie où la création paraît « expirer. Les Cévennes étaient autrefois couronnées de mélèzes ; le « pays chartrain conserva longtemps sa fameuse forêt, des taillis « épais répandus dans les landes de Bretagne et sur la côte maritime « depuis Boulogne jusqu'au Havre mettaient la France à l'abri des « vents d'ouest qui la tourmentent. Par ces plantages soigneusement « entretenus, nous avions à peu près 50 000 lieues de ruisseaux inta- « rissables qui fécondaient les terrains dont un tiers est aujourd'hui « stérile... C'est ignorer notre histoire que de se représenter la France « gothique comme un pays sauvage parce qu'on y propageait les bois. « Lorsque Édouard III vint rendre hommage à Philippe de Valois, il « fut frappé de la beauté de notre patrie que les forêts du domaine « couvraient comme d'un manteau royal... Colbert voyait la des- « truction de la France dans la destruction des bois. Je préfère son « sentiment à celui de quelques-uns de ces amis de l'égalité (mais « non de la liberté) dont la haine s'obstine à poursuivre dans les « futaies la mémoire des anciens possesseurs de ces futaies, et qui,

« désolés de n'avoir pu niveler les hommes, en veulent encore à la noblesse des chênes. »

Déjà, répondant à Bonald à la Chambre des députés, Camille Jordan s'était moqué des lieux communs oratoires qu'avait inspirés aux membres de la droite la disparition des « magnifiques ombrages », « berceau des peuples naissants, asile des peuples malheureux ». Il faut avouer que si Chateaubriand pouvait, lui aussi, mériter le reproche d'abuser de l'éloquence, son éloquence, cependant chargée d'idées, nourrie d'une abondante et sûre érudition, n'en gardait pas moins le plus souvent une précision et une richesse qui la sauvait du lieu commun inutile. Et puisque la question du déboisement est toujours à l'ordre du jour, il y a dans son exposé des arguments qui ne seraient pas à dédaigner aujourd'hui.

La dernière et la plus longue partie de son discours était consacrée à discuter les conséquences politiques de la mesure proposée. La vente des biens du clergé non encore aliénés, même si elle pouvait se défendre au point budgétaire, devait être politiquement une faute très grave.

En effet, de ceux de ces biens séquestrés à la Révolution mais non encore vendus au moment du retour du roi, le clergé devait être considéré comme légalement propriétaire : « Que l'on n'oppose pas, » disait Chateaubriand, un droit de prescription produit par une interruption de jouissance de plus de vingt-cinq ans. Nous avons vu l'Assemblée constituante rendre, en 1789, aux protestants des propriétés non vendues dont ils avaient été dépouillés en 1685 et nous avons tous applaudi à une réparation qui venait plus d'un siècle après l'injustice. Ne prononcerons-nous la déchéance que pour la religion de l'État ? » Sans doute, peut-on dire, en poursuivant sous la monarchie restaurée la vente des biens séquestrés sous la Révolution, on rassure les acquéreurs de biens nationaux et l'on finit la Révolution. « Mais, messieurs, déclarait Chateaubriand, combien de fois encore faudra-t-il rassurer la Révolution... Vous aurez beau multiplier les aliénations, il n'est pas en votre pouvoir de changer la nature des faits. Le temps seul peut guérir la grande plaie de la France. On distingue encore en Irlande les propriétés dont l'origine remonte à des confiscations. Loin de nous en affliger, félicitons-nous de trouver parmi les peuples ce sens moral que le succès ne peut corrompre et qui n'admet pas même la prescription centenaire. »

Sans doute, précisait-il, il n'était pas question de revenir sur les ventes déjà faites dont la Charte avait consacré la validité. Mais dans la Chambre des députés on ne s'en était pas tenu là. On avait soutenu que la loi révolutionnaire en vertu de laquelle les biens

du clergé avaient été séquestrés n'était pas abrogée, que, par suite, même si les bois n'étaient pas encore vendus, le séquestre continuait à être valable. C'est contre cette thèse que Chateaubriand se révoltait. En effet, pour lui, soutenir cela c'était admettre que les lois révolutionnaires étaient encore en vigueur, que le régime nouveau était et se reconnaissait l'héritier de la Révolution. C'était déjà préparer la voie à la doctrine des hommes de gauche qui devaient dire bientôt avec Guizot, « que la Charte n'était que l'expression des intérêts et des principes révolutionnaires. »

Au contraire, pour Chateaubriand, il l'avait déjà dit dans *la Monarchie selon la Charte*, et il devait le redire encore, si l'on voulait que la royauté légitime et le principe monarchique fussent respectés, il était essentiel de présenter la Charte non comme une reconnaissance des principes révolutionnaires victorieux en 89, mais comme une libre concession de la volonté royale, et de n'admettre aucune autre loi de la période révolutionnaire que celles sanctionnées expressément par la Charte.

Par suite, il fallait reconnaître la vente des biens nationaux, parce que cette vente avait été consacrée par la Charte « et il importe au salut de la France, disait Chateaubriand, de s'attacher à la Charte ». Mais, par suite aussi, comme la Charte avait aboli la peine de la confiscation, les biens confisqués mais non encore vendus de l'Église et de l'ordre de Malte devaient être rendus à leurs légitimes propriétaires.

Il s'agissait pour lui beaucoup moins du fait matériel que de la question de principe ; et celle-ci était à ses yeux si importante qu'il terminait son discours en annonçant « que si, malgré lui, étaient votés les articles du budget relatifs à la vente des biens du clergé, il se verrait obligé de voter contre le budget tout entier ».

Ce discours très étudié, très caractéristique par sa variété de ton de la manière de Chateaubriand orateur était, au point de vue doctrinal, très ferme, très embarrassant pour la majorité et remportait un grand succès. La réponse des ministres ne parvenait pas à effacer la vive impression qu'il avait faite et le roi, malgré ses préventions contre les ultras et contre Chateaubriand en particulier, l'avait loué.

Malheureusement, comme les autres manifestations de la droite, celle-ci demeurait vaine. A la Chambre des pairs, comme à la Chambre des députés, les royalistes votaient contre le budget sans l'empêcher de passer. A part leurs succès de tribune, ils n'avaient rien obtenu. Toutes les lois proposées par le ministère avaient été votées grâce aux voix de l'extrême gauche et la situation personnelle de Decazes et de ses clients s'en trouvait, au moins en apparence, fortifiée.

Par suite du renouvellement par cinquième alors en vigueur, allait

avoir lieu en septembre (1817) les élections nouvelles qui, faites d'après la récente loi électorale, et sous la direction de Decazes, promettaient de réduire encore le nombre des députés royalistes. La politique des intérêts révolutionnaires allait pouvoir se développer librement.

Aussi quand la session de 1817 finissait au début d'avril, les royalistes étaient-ils très découragés. Bonald, Villèle, voulaient démissionner. Ce dernier était particulièrement abattu et il écrivait, en quittant Paris pour reprendre le chemin de sa province (1) : « Je ferai tout pour quitter le plus tôt possible cette triste arène où nous avons sans doute acquis de l'honneur en faisant notre devoir, mais où notre pays a vu prendre malgré nous tant de déterminations funestes. *J'en ai cent pieds par-dessus la tête.* »

Notons cette phrase sous la plume de Villèle. Ceux qui l'ont retrouvée vers la même époque dans les lettres de Chateaubriand se sont plu généralement à en tirer d'ingénieuses dissertations sur le dilettantisme du poète égaré dans la politique. S'ils avaient étudié de plus près la situation parlementaire, s'ils avaient compris les raisons très sérieuses que les royalistes dévoués à la monarchie légitime avaient de perdre confiance, s'ils avaient vu un esprit aussi froid que Villèle rêver à ce moment d'abandonner Paris pour toujours, ils se seraient peut-être moins lourdement moqués de Chateaubriand que nous allons voir, lui aussi, quelques mois plus tard, poursuivi à nouveau par le désir de partir s'exiler en Italie.

Cependant, puisque l'opposition parlementaire avait échoué, les royalistes de cour, les familiers des princes qui, plus que les provinciaux de la Chambre des députés, avaient le goût des intrigues savantes, imaginaient une dernière manœuvre pour opposer auprès du roi une influence à celle de Decazes : ils essayaient de réveiller l'ancienne influence de Blacas.

Sans doute le duc de Blacas, l'ancien familier de Louis XVIII, avait, on le sait, après les Cent-Jours été envoyé à Naples, puis à Rome comme ambassadeur. Son éloignement avait été une sorte de disgrâce, et la faveur sans cesse croissante de Decazes avait achevé de le rejeter au second plan. Mais, en Italie, il avait eu à diriger les négociations entreprises avec la cour de Rome pour la rédaction d'un nouveau Concordat destiné à remplacer celui de 1801. Ces négociations, qui n'étaient pas encore terminées, l'avaient de nouveau mis en vedette, et certains pensaient à se servir de lui.

Le 23 avril, sans avoir prévenu le ministre des Affaires étrangères de son voyage, il arrivait à Paris sous le prétexte de venir chercher

(1) *Mémoires*, II, 206.

des instructions. Le roi l'accueillait, dit Pozzo di Borgo (1), avec tendresse, l'invitait à déjeuner, l'autorisait à occuper pendant son séjour à Paris l'appartement que son titre de grand maître de la garde-robe lui valait aux Tuileries. Rien ne permet de savoir exactement quelles étaient alors ses intentions. Mais aussitôt son arrivée connue, les gens de cour, dont la légèreté devait quelques années plus tard faire tant de mal au parti royaliste, les amis du comte d'Artois l'entouraient, le fêtaient bruyamment, laissant entendre que l'on comptait sur lui, l'assurant « qu'il y avait depuis son retour deux soleils à l'horizon », « et qu'il allait avoir à nettoyer les écuries d'Augias (2) ».

On remarquait que dans les visites qu'il faisait aux ministres, il négligeait de se rendre chez Decazes. Talleyrand lui-même, son ancien adversaire, faisait, aux dires de Pozzo, son éloge. On répétait qu'il allait préparer un nouveau ministère ; et de Goltz écrivait « que son apparition inopinée a fait une très grande sensation et répandu autant de joie dans les partis des ultra-royalistes que d'inquiétude et même de consternation dans les autres partis ».

Chateaubriand, comme les autres personnalités royalistes, allait le voir et paraît avoir dès le début su ce que l'on attendait de lui : « M. de Blacas est arrivé, écrivait-il dès le 23 à Mme de Duras (3). Revenez, s'il vous est possible, à Paris. Je ne puis rien faire sans vous. » Mais trouvant sans doute que l'affaire était menée bien légèrement il ne se faisait dès le début aucune illusion sur son succès ; et le soir même, dans un autre billet adressé à son amie, il lui disait : « Je ne sais rien que son arrivée ; je le vois demain matin à huit heures. J'irai chez vous en sortant du rendez-vous. Mais je sais d'avance que le voyage n'aura *aucun effet*. »

Et quelques jours après, il écrivait à sa sœur la comtesse de Margny (4) : « M. de Blacas est très bien pour moi, mais il est reparti pour Rome et sa présence ici ne produira aucun changement. »

Le fait est que l'intrigue n'aboutissait à rien. Decazes, qui avait d'abord fait bon visage à son rival, avait obtenu de Richelieu et du roi que, sitôt rédigées les instructions nécessaires pour les négociations du Concordat, Blacas recevrait l'ordre de retourner sans tarder à son poste ; pour plus de sûreté il faisait annoncer lui-même dans les journaux du 27 avril le prochain départ de l'ambassadeur ; et le 4 mai, en effet, Blacas quittait Paris laissant après son échec le favori plus puissant encore qu'auparavant.

(1) Ouv. cit., II.

(2) E. DAUDET, ouv. cit., p. 182.

(3) *Corr. gén.*, I, 312.

(4) *Id.*, III, 351.

Ni parlementairement, ni par intrigues de cour, les royalistes n'avaient, pendant cet hiver de 1817, rien obtenu. Leur opposition acharnée mais conduite sans plan précis n'avait fait que de rejeter davantage Decazes vers la gauche.

Decazes, en effet, il faut le répéter, n'ayant d'autre programme et d'autre but que de rester en place et tout-puissant allait, pour lutter contre ses adversaires de droite, être amené à resserrer de plus en plus les liens avec les politiques de l'Empire unis aux doctrinaires. Et, d'accord avec eux, il allait faire à la gauche des concessions de plus en plus complètes. Après avoir remanié le cabinet on allait changer les préfets ultra-royalistes nommés au temps de la Chambre introuvable ; on allait réintégrer dans les cadres le plus grand nombre possible d'officiers en demi-solde. Pour en arriver là, Molé, il le raconte lui-même, s'efforçait d'expliquer à Richelieu (1) « qu'on ne pouvait étouffer la Révolution qu'en l'embrassant, la terminer qu'en se plaçant à sa tête. » Decazes de son côté écrivait à Richelieu de longues lettres qui ont été publiées par Ernest Daudet pour lui persuader que le duc de Feltre était un incapable, que les officiers qu'il avait nommés l'étaient aussi (2).

Bref le système qui tendait à écarter des affaires les hommes de droite s'affirmait. Nous en trouvons l'aveu formel dans la correspondance de Pozzo di Borgo, l'ambassadeur de Russie. Corse de naissance, Pozzo di Borgo était passé au service de la Russie ; mais son ambition était de redevenir Français pour être nommé pair de France et, il ne le cachait pas à Molé, ministre de Louis XVIII. Il comptait sur Decazes

(1) *Mémoires*, III, 28.

(2) C'était la grande prétention des anciens serviteurs de Napoléon que de se considérer comme plus capables que les autres sous prétexte que Napoléon avait, en se servant d'eux, fait de grandes choses. Déjà Chateaubriand, dans *la Monarchie selon la Charle*, avait dénoncé cette prétention et les conclusions qu'on voulait en tirer : « On prétend que les royalistes sont incapables, qu'il n'y a d'habiles que les hommes sortis de l'école de Bonaparte ou formés par la Révolution. Apporte-t-on une preuve ? Aucune, mais on regarde la chose comme démontrée ». Et quelques mois plus tard, dans son *Système politique suivi par le ministère*, il ajoutera en reprenant la même idée : « Si Montesquieu avait vécu jusqu'à nos jours, je doute que le ministère l'eût trouvé capable d'entrer au Conseil d'État. »

Remarquons que lorsque les anciens fonctionnaires de Napoléon prétendaient écarter des affaires la noblesse royaliste, sous prétexte de sa nullité, c'est, sans y penser, la politique suivie par Napoléon lui-même qu'ils critiquaient indirectement. Car, enfin, Napoléon s'était efforcé d'attacher à son service le plus grand nombre possible de représentants des familles aristocratiques. C'est à cette politique que Molé lui-même, Barante, plusieurs autres avaient dû leurs premiers succès. Aussi n'était-ce pas en tout cas à eux à trouver absurde sous le roi légitime une politique qu'ils avaient trouvée fort bonne quand il en profitaient sous Napoléon ; d'autant plus que ceux qu'ils prétendaient écarter maintenant, sortis des mêmes classes sociales, ayant reçu une éducation semblable, ne différaient d'eux-mêmes que parce qu'ils avaient refusé de servir l'usurpateur, particularité qui ne suffisait pas à prouver leur incapacité.

et son parti pour lui permettre de mener à bien son projet. Aussi soutenait-il avec ardeur la politique de Decazes en l'aidant de toute l'autorité que lui donnait son titre d'ambassadeur du tsar.

Dans ses conversations avec les princes il insistait sur la nécessité de ne rien accorder à la droite. C'est en vain que le comte d'Artois lui avait dit (19 mai) qu'il approuvait la Charte autant que qui que ce fût, et que tout ce qu'il demandait c'était de la voir appliquer par des royalistes purs et honnêtes ; qu'un autre jour il essayait de le convaincre « de la nécessité d'un accommodement du ministère avec la minorité royaliste de la Chambre », Pozzo était intraitable.

Comme Decazes et Molé, il affectait de considérer que : « Monsieur était incorrigible » ; li s'efforçait de démontrer à Richelieu (14 juin) (1). qu'il fallait « l'empêcher d'agir en fortifiant le gouvernement constitutionnel par des institutions, *des nominations*, des actes qui rendraient, au moment de son élévation au trône, fatale toute attaque contre le système adopté par le ministère. » Le 2 août (2), il ajoutait avec plus de précision encore : « Je persiste dans la négation absolue de toute concession quelconque avec la droite ». — « Le système suivi, ajoutait-il encore le 3 octobre (3), est sage et populaire. A ce titre, il se trouve soutenu par tout ce qu'il y a de modéré et de raisonnable dans la nation et les Chambres. *La réunion des royalistes exagérés doit donc être une adhésion simple et non un traité.* »

En même temps, pour appuyer la politique du ministère et pour répondre aux écrivains royalistes et en particulier au principal d'entre eux, Chateaubriand, on imaginait et on répandait dans la presse une doctrine de philosophie politique assez contradictoire, du reste, et à laquelle les faits allaient donner quelques années plus tard le plus éclatant démenti, mais qui est très caractéristique. Un incident va nous permettre de saisir clairement de quoi il s'agit.

Le 5 juin, Chateaubriand faisait paraître dans le *Journal des Débats* un article où il avait pris texte d'une insurrection qui venait peu de temps avant d'éclater au Brésil, pour montrer que le trouble répandu dans le monde, par la Révolution française, était loin d'être apaisé. « Il n'existe aujourd'hui qu'une grande chose, disait-il, le combat de l'incrédulité contre la religion, *de l'esprit républicain contre l'esprit monarchique*... Je me demande souvent si l'ancien monde peut éviter une Révolution générale. La chute de la religion qui entraîne celle des lois et des mœurs, a toujours été suivie chez les peuples d'un bouleversement dans l'ordre politique. Quand le poly-

(1) POZZO DI BORGO, *ouv. cit.*, II, 127.

(2) *Id.*, II, 125.

(3) *Id.*, II, 236.

théisme tomba, l'empire romain, c'est-à-dire le monde, fut renversé. »

Cependant, expliquait-il, il ne croyait pas qu'il y avait lieu, pour les royalistes, de désespérer. Le succès de la République lui semblait, en effet, difficile à admettre car, raisonnant d'après Montesquieu (qui est, remarquons-le une fois de plus, l'écrivain politique qui semble bien avoir exercé sur lui la plus grande influence), il se disait que la République, pour pouvoir établir un gouvernement stable et solide, exigerait de chaque individu des vertus que la corruption des civilisations modernes ne comportait pas :

« Mais, ajoutait-il, si l'Europe ne peut être républicaine, elle peut « toujours tenter de le devenir ; cet essai amènerait des malheurs « épouvantables. » Il faut donc, pour éviter ces malheurs, que les « souverains d'Europe veillent et se défendent, ce qui ne veut pas « dire, d'ailleurs, s'opposer à toute évolution : « Accordez à la raison, « au progrès des lumières, à l'esprit du siècle, tout ce qu'il faut lui « accorder, mais ne cédez jamais sur les principes de morale et de « religion qui doivent se trouver dans les agents que vous employez. « Faites la part au temps, à l'inévitable nécessité ; par delà cette « part, tout doit être donné à la justice, non à cette justice rigou- « reuse, qui élève des échafauds et passe partout où le crime a passé, « mais à cette justice morale qui consiste à préférer le bon au « méchant, le sujet fidèle au traître, l'homme qui a tenu ses ser- « ments à celui qui les a trahis... C'est ainsi que l'Europe pourra « devenir constitutionnelle, sans devenir gothique ou républicaine, « deux sortes d'états qu'elle ne supporterait pas... Car, disait-il en « terminant, pour maintenir les monarchies, il faut surtout que les « rois croient à leur propre pouvoir s'ils veulent que les sujets y « croient. »

Il y avait bien dans cet article un peu improvisé, semble-t-il, quelques maladresses d'expressions (comme souvent, d'ailleurs, lorsqu'il se lançait dans les théories philosophiques), mais l'important était que Chateaubriand insistait une fois de plus sur l'attitude politique qu'à ses yeux les circonstances imposaient au roi et à la monarchie.

Et reprenant ce qu'il avait déjà dit dans *la Monarchie selon la Charte*, il montrait qu'en face du danger révolutionnaire toujours pressant l'essentiel était de confier le pouvoir à des mains sûres et de ne pas, sous prétexte de conciliation, se livrer imprudemment à ceux que leur passé forçait presque malgré eux à travailler contre le régime.

C'était là, nous le savons, l'argumentation qui gênait le plus la coterie des fonctionnaires de l'Empire. Aussi, le 13 juin, un article

de Guizot, publié par le *Moniteur*, répondait-il à Chateaubriand en citant longuement son article, et en opposant à la thèse soutenue par lui une thèse susceptible de favoriser les intérêts des clients de Decazes.

L'attitude adoptée par Guizot était simple et a souvent resservi depuis. Pour montrer que la monarchie n'avait rien à redouter des hommes qui venaient de la Révolution et de l'Empire, il commençait par nier l'existence du péril révolutionnaire et la persistance en France d'un esprit républicain. C'est se jouer de notre bon sens, disait-il, que de nous parler aujourd'hui d'esprit républicain et de République. On cherche, on recueille tous les désordres, toutes les inquiétudes, toutes les innovations qui se manifestent dans les deux hémisphères, et l'on en forme un épouvantail que l'on appelle République. « La République n'est qu'un épouvantail, qu'un fantôme, car, précisait-il, la monarchie a accompli toutes les promesses raisonnables de la Révolution ; » et, prétendait-il, « on ne fait peur avec l'épouvantail républicain que pour s'attaquer en réalité à la Charte et aux institutions nouvelles ».

C'est en vain que les députés de la droite avaient pris la défense du régime représentatif ; c'est en vain que Chateaubriand avait écrit : « Soyez généreux pour les choses ; accordez à la raison, au progrès des lumières, à l'esprit du siècle, tout ce qu'il faut lui accorder ; » Guizot et ses amis affectaient de voir là une manœuvre de gens qui, désirant un retour à l'ancien régime, mais n'osant pas s'attaquer directement à la Charte, feignaient de redouter les menaces révolutionnaires.

La tactique de Guizot était, on le voit, très claire : 1^o pour faire croire à la nécessité de leur propre présence aux affaires, les hommes de l'Empire soutenaient que les royalistes étaient hostiles à la Charte et aux libertés qu'elle comportait dont eux-mêmes, disaient-ils, étaient les défenseurs ; 2^o ils précisaient que si les hommes formés par la Révolution, les hommes de la société nouvelle étaient les défenseurs de la Charte, c'est qu'il n'y avait rien dans la Charte qui ne fût l'expression des principes révolutionnaires. Et, dans les *Archives philosophiques*, revue qu'il fondait cette même année pour poursuivre la même propagande, Guizot disait en propres termes : « La Charte, « c'est la Révolution dégagée de ses désordres, de ses divisions et de « ses violences... Elle a reconnu dans l'état actuel de la France des « principes et des intérêts vainqueurs, des principes et des intérêts « vaincus. En tant que destructive, la Révolution est faite ; en tant « que constructive, elle commence ! Ou encore : « Nous sommes, par « le seul fait de la monarchie constitutionnelle, sur le terrain de la

« Révolution... et la France est révolutionnaire car enfin elle n'a pas « émigré (1). »

Or, il nous est facile d'apprécier ce que valent ces deux affirmations. En ce qui concerne la première, d'abord, nous en savons assez pour être sûrs que, parmi le grand nombre de royalistes qui voulaient écarter du pouvoir les hommes compromis et les traîtres, il n'y avait pas que des ennemis de la Charte ; que, lorsque la Chambre introuvable prenait la défense du gouvernement représentatif, lorsque Chateaubriand écrivait *la Monarchie selon la Charte*, il n'y avait pas là qu'une manœuvre destinée à préparer un retour à l'ancien régime ; tandis que, d'autre part, la conduite des ministériels, pendant les sessions de 1816 et 1817, prouvait qu'ils se souciaient en réalité beaucoup moins de défendre la Charte que de garder le pouvoir.

La seconde affirmation entraînait Guizot à imaginer une doctrine à la fois fausse, contradictoire et dangereuse pour le régime. Car enfin, si certaines des institutions reconnues par la Charte dataient de la Révolution, il n'en restait pas moins que la Charte octroyée par le roi « volontairement et par le libre exercice de son autorité royale », déclarait dans son préambule que « l'autorité tout entière réside en France dans la personne du roi » ; et par suite, si l'on s'en tient au texte même, elle était en contradiction avec un des principes essentiels de la Révolution, le principe de la souveraineté du peuple.

Guizot lui-même avait reconnu cette contradiction lorsque, attaquant la Chambre introuvable en 1816, il disait : « Quand les députés prétendent représenter les opinions, les intérêts, les volontés nationales ; quand ils parlent au nom de la nation qui les a élus, ils s'arrogent un mandat illimité, antérieur et supérieur à celui que la Charte leur assigne (2). »

Si, au contraire, on prétendait, comme Guizot le faisait à partir de 1817, que l'esprit de la Charte, malgré les termes mêmes dont s'était servi son rédacteur, était entièrement d'accord avec les principes révolutionnaires, c'est avec les principes de la monarchie héréditaire et légitime qu'elle serait en contradiction.

De toute façon, quand Guizot prétendait que la forme même du régime importait peu, que ce n'était qu'un nom, un mot pour lequel les peuples ne songeaient pas à se tourmenter, il se trompait et les faits allaient lui donner plus tard un éclatant démenti.

De plus, l'interprétation de la Charte imaginée par lui était non

(1) *Archives philosophiques*, II. Article sur Chateaubriand.

(2) GUIZOT. Note à la traduction de l'ouvrage d'ANCILLON, *de la Souveraineté et des formes du gouvernement*.

seulement fausse, mais dangereuse pour la paix publique et pour l'avenir du régime. Chateaubriand s'était donné pour tâche de réconcilier les hommes de l'ancien régime avec les institutions nouvelles en leur présentant, dans ses *Réflexions politiques* de 1814 et dans *la Monarchie selon la Charte* en 1816, la Charte comme l'aboutissement normal de l'histoire de la monarchie, comme une forme neuve, adaptée aux besoins et aux progrès modernes de nos vieilles institutions, sans rupture avec aucun des principes traditionnels de la monarchie. Il faisait valoir à chaque classe les avantages que les institutions nouvelles lui apportaient. Et le résultat, tout d'abord, paraissait devoir être tel qu'il l'attendait, puisqu'en 1815 les royalistes avaient, à la Chambre introuvable, pris les institutions nouvelles très à cœur, puisque le roi lui-même, en 1814, s'était vanté d'avoir corrigé les épreuves des *Réflexions politiques* et qu'en 1817, le comte d'Artois, assurait Pozzo di Borgo, approuvait la Charte autant que qu'il le fût.

Chateaubriand pouvait ainsi, avec quelque raison, penser travailler à une sincère et complète réconciliation nationale.

Guizot, au contraire, qui se proposait, non d'amener à la Charte les hommes d'ancien régime, mais seulement d'écarter les royalistes du pouvoir, leur disait, leur répétait, et poussait après lui tous les journaux ministériels à leur répéter : « La Charte, c'est la Révolution. » Le résultat de cette tactique, poursuivie pendant plusieurs années, allait être de convaincre un grand nombre de royalistes qu'en effet le régime nouveau était d'essence révolutionnaire et de les amener à se détacher de la Charte. Et l'on comprend qu'ensuite, une fois au pouvoir, ils aient regardé avec défiance des institutions qu'un grand nombre d'entre eux étaient tout d'abord prêts à accueillir avec faveur.

Bref, à tous points de vue, la politique poursuivie par le ministère apparaissait dangereuse, d'autant plus que vers l'été de 1817 survenait un grave accident qui, tout en exaspérant les passions, montrait au duc de Richelieu lui-même le danger qu'il y avait à faire trop de confiance aux hommes de la Révolution.

Le 18 juin, éclatait à Lyon une insurrection bonapartiste, vite réprimée par les autorités locales, mais où l'on voyait les traces d'un vaste complot. Le gouvernement, après le premier moment d'affolement, au lieu de reconnaître l'imprudence de la politique suivie par lui en un temps où les esprits étaient si agités, imaginait alors, pour pouvoir continuer à nier le péril révolutionnaire, de laisser accuser les royalistes d'avoir eux-mêmes, d'accord avec les autorités de Lyon, préparé la conspiration pour en tirer prétexte à poursuivre les bonapartistes.

Pour rendre les royalistes tout à fait odieux, on leur reprochait d'avoir, avec une particulière cruauté, mené ensuite une répression inutile. Le maréchal Marmont et son aide de camp, le colonel Fabvier, envoyés à Lyon par le ministère pour enquêter, envoyaient des rapports très violents contre le préfet du Rhône et le gouverneur militaire de Lyon, le général Canuel, qu'ils accusaient d'être capables de tout et dont ils demandaient l'arrestation ; et le ministère laissait imprimer et publier ces rapports.

Cependant, bien que l'affaire n'ait jamais été élucidée, les faits principaux sont aujourd'hui incontestablement admis par les historiens. Le complot bonapartiste avait eu une existence réelle, et avait compris plusieurs milliers de personnes. Le seul tort des autorités locales qui avaient été informées paraît avoir été d'abord de le laisser éclater pour le réprimer ensuite durement au lieu de le prévenir, et ensuite d'avoir, dans leurs rapports, exagéré le péril couru. Mais le danger bonapartiste n'en avait pas moins été sérieux. Les rapports étaient de leur côté injustes ; et le gouvernement le savait si bien qu'il n'osait punir ni le général Canuel ni le préfet, et se contentait de les déplacer après avoir eu le tort de laisser répandre sur eux et sur leurs amis les accusations les plus considérées.

La situation était d'autant plus grave que Louis XVIII, à cette date, subissait de plus en plus complètement l'envoûtement de Decazes. Aussi, depuis que la session était finie, depuis que l'affaire Blacas avait échoué, le découragement des royalistes avait grandi encore. Tandis que les courtisans légers se soulageaient inutilement en déclarations vaines dans les salons où ils se retrouvaient tous les jours, les plus intelligents eux-mêmes étaient sans forces. Ils se demandaient s'il valait encore la peine de lutter, s'il n'était pas plus sage de se résigner à laisser faire sans plus rien tenter pour la monarchie.

En l'absence des Chambres et d'un chef de parti assez incontesté pour avoir de l'autorité sur le roi et sur le duc de Richelieu, Chateaubriand, comme les autres, une fois la session finie, s'énervait en visites, en récriminations mondaines. Sans que nulle émotion un peu vive l'attachât, semble-t-il, à ce moment il dînait chez Mme de Staël, dont la différence de leurs opinions n'avait pas refroidi l'amitié pour lui ; il allait à peu près tous les jours chez la duchesse de Duras qui, très liée avec le duc de Richelieu, cherchait à réconcilier son ami avec le ministère. Mais il ne voyait pas plus qu'un autre des chances prochaines de succès. Et surtout il traversait à ce moment une crise d'argent très grave, qui lui enlevait

beaucoup de son indépendance et de sa liberté d'esprit, et qui allait faire de ces quelques mois de l'été de 1817 une des périodes les plus tourmentées de sa carrière.

*
* *

Chateaubriand n'avait jamais eu de fortune. Son rang de cadet ne lui laissait qu'une petite part des biens de sa famille ; et la Révolution lui avait pris, avec les bénéfices de l'ordre de Malte dont il jouissait depuis son entrée au service, la fortune que sa femme lui avait apportée en mariage. Après ses années de misère à Londres pendant l'émigration, le brusque succès de ses premiers ouvrages lui avait procuré des sommes importantes, grâce auxquelles il avait payé et son voyage en Palestine et l'achat de sa propriété de la Vallée-aux-Loups ; mais comptant sur l'avenir, il avait fait pour l'aménagement de cette dernière des dépenses considérables qui n'étaient pas toutes payées en 1814.

Sans doute, au début de la Restauration, il avait obtenu le titre de ministre en Suède et pendant plusieurs mois il en avait touché le traitement. Mais les Cent-Jours étaient survenus et le voyage de Gand avait coûté cher. Nommé à la seconde Restauration pair de France et ministre d'État, il avait reçu un double traitement : 12 000 francs comme pair, 24 000 comme ministre d'État, avec lesquels il avait espéré pouvoir payer ses dettes et tenir son rang nouveau de pair de France. Or, à la publication de *la Monarchie selon la Charte*, Decazes lui avait brusquement retiré le titre et le traitement de ministre d'État, et du jour au lendemain il s'était trouvé dans une situation matérielle de nouveau pénible. Sans doute il ne s'était pas laissé abattre. Habitué déjà aux sautes de la fortune, il avait vécu pendant l'hiver 1816-1817, en attendant des jours meilleurs et en se contentant, dit-il, en fait d'économies de se priver de sa voiture et d'aller à pied à la Chambre des pairs.

Mais il avait toujours des dettes importantes qui le pressaient. La Vallée-aux-Loups était grevée d'hypothèques. Vers la fin de mars, il lui avait fallu prendre un parti plus énergique. Il s'était décidé, pour se procurer des ressources, à vendre sa bibliothèque et à se défaire de sa propriété qu'il essayait de mettre en loterie. Le 29 avril, une note du *Journal des Débats* annonçait pour le jour même et les jours suivants, la vente à la salle Sylvestre, rue des Bons-Enfants, « des livres provenant de la bibliothèque de M. de Chateaubriand. »

Lui-même écrivait à Mme de Duras (1) : « Un auteur qui vend ses livres est comme un marchand qui vend son fonds de boutique. Tout cela est pour la plus grande gloire du roi très chrétien. »

Le besoin d'argent était même pour lui très pressant sans doute. Car le 5 mai il écrivait à Mme de Duras (2) : « La bibliothèque est vendue, je ne puis aller déjeuner, car j'attends l'argent. J'ai aussi la permission de mettre la Vallée en loterie. Ainsi me voilà bien dépouillé. Comme Job je suis venu au monde nu et je m'en irai nu. » Il envoyait à sa sœur, Mme de Marigny, des prospectus de la loterie qu'il préparait en lui demandant de les faire circuler jusqu'en Bretagne. Il faisait annoncer la loterie dans le *Journal des Débats*, mais bien peu de personnes ayant pris des billets, la vente ne pouvait avoir lieu.

S'il faut en croire les *Mémoires* de Vitrolles, il aurait en même temps imploré ses amis de lui obtenir quelque secours de la duchesse d'Angoulême ou du comte d'Artois, lesquels lui auraient, assure Vitrolles, donné de l'argent à diverses reprises (3).

La duchesse de Duras enfin essayait d'obtenir du duc de Richelieu qu'on lui rendit le traitement de ministre d'État, faisant valoir, assure Molé, que pour mériter cette faveur il offrait d'intervenir « auprès du clergé et des dévots » en faveur du Concordat. Chateaubriand aurait même écrit une lettre au roi dans ce sens. Vitrolles et Molé, à ce sujet, se moquent de sa prodigalité. Mais malgré les instances de Mme de Montcalm, la sœur de Richelieu, les ministres étaient impitoyables. « On lui fit, dit Molé (4), une réponse telle, que Chateaubriand devint furieux : « S'il a besoin d'emploi à la session « prochaine, dit avec insolence Pozzo di Borgo, c'est là qu'il devra « faire pénitence, mais, auparavant, une indulgence mettrait au « désespoir tous les constitutionnels (5). »

Or, sans doute, Chateaubriand avait fait de l'opposition sinon au duc de Richelieu, du moins à certains ministres et à la politique que ceux-ci préconisaient. Sans doute aussi, il l'a toujours avoué avec bonne humeur, il ne savait pas économiser ; malgré un train de vie assez simple, il dépensait sans beaucoup compter, aussi bien il est vrai pour les autres que pour lui-même ; car, comme l'a fort justement remarqué M. Levaillant, il faisait des charités très nombreuses. Enfin,

(1) *Corr. gén.*, I, 310.

(2) *Id.*, I, 312.

(3) Le malheur seulement est que Vitrolle ne donne aucune précision sur les circonstances ou la date de ces démarches et que, par ailleurs, le passage où il y fait allusion, violente diatribe contre Chateaubriand, fourmille d'erreurs de faits incontestables.

(4) *Mémoires*, III, 96.

(5) *Corr. de Pozzo di Borgo*, II.

par la vente publique de ses « guenilles », comme il disait à sa sœur, il avait mis quelque ostentation à étaler sa misère.

Mais l'attitude du ministère à son égard n'en était pas moins scandaleuse. Cette faveur qu'il demandait, il pouvait, à juste titre, la considérer presque comme un droit. Non seulement il avait donné des preuves de fidélité royaliste, telles que, pour la publication d'un ouvrage comme *la Monarchie selon la Charte*, un titre réputé inamovible comme celui de ministre d'État n'aurait pas dû lui être retiré.

Surtout il était pair de France, il était membre de cette aristocratie nouvelle à laquelle, pour assurer son indépendance et son prestige, une fortune stable était nécessaire. Le roi et les ministres reconnaissaient si bien cette nécessité qu'ils étaient en train de préparer des ordonnances décidant qu'à l'avenir tous les pairs nouveaux, au moment de leur nomination, devraient former un majorat héréditaire. Sans doute, et c'était là une des faiblesses de cette pairie improvisée, un grand nombre de ses membres nommés en 1814 et 1815 étaient loin de satisfaire à une telle condition. Mais pour leur permettre de tenir leur rang, le gouvernement, en plus des 12 000 francs prévus tout d'abord, leur avait dispensé généreusement les pensions, les sinécures, les charges de toutes sortes, honorifiques et largement rémunérées. Il suffit de parcourir l'*Almanach royal*. On y voit que tous, quelle que fût leur origine et quelle que fût l'opinion politique sous laquelle ils se rangeaient, maréchaux de Napoléon, sénateurs de l'Empire à qui avaient été conservées leurs dotations et leurs pensions, descendants des familles d'ancien régime à qui avaient été rendues leurs charges de cour d'avant 1789, nouveaux venus, pour qui avaient été créées des sinécures, conseillers d'État, directeurs des grandes administrations qui touchaient alors des traitements de 60 à 80 000 francs, tous, aussi bien ceux qui avaient profité de tous les régimes que ceux qui étaient restés fidèles aux Bourbons, indépendamment des fortunes personnelles parfois considérables qu'ils pouvaient avoir, émargeaient largement au budget, sans pour cela considérer que l'indépendance de leur attitude politique dût en souffrir.

Ce n'étaient pas les anciens serviteurs de Napoléon qui se montraient les moins avides. Et tandis qu'affectant des attitudes de vertu outragée, ils prétendaient punir leur illustre collègue Chateaubriand de son opposition cependant parfaitement légale en lui retirant le droit de participer aux faveurs royales et en le réduisant à la gêne jusqu'à ce qu'il eût fait pénitence devant eux, eux-mêmes, oubliant leurs trahisons successives, estimaient indigne de leur rang de se séparer de leur place. Non seulement Talleyrand, malgré sa demi-disgrâce, continuait à toucher 100 000 francs en qualité de grand chambellan,

mais Molé, qui cependant était riche par lui-même, écrivait une lettre bien curieuse à Barante en juillet 1817, un jour que de dépit de ne pas encore être nommé ministre il songeait à se brouiller avec Decazes. En tout état de cause cependant, expliquait-il (1), il était décidé à ne pas abandonner la place de directeur des Ponts et Chaussées qu'il avait occupée pendant les Cent-Jours, qui lui avait été conservée par la Restauration, et qui lui rapportait 50 000 francs par an. « Quant à ma place, je la conserverai aussi longtemps que je pourrai : 1^o parce que les fonctions m'en plaisent ; 2^o parce que j'aime le corps savant avec lequel elle m'a mis en rapport ; 3^o *parce que si mon traitement n'est pas nécessaire à ma subsistance, il l'est tellement à mon aisance que sans cela j'irais à la Chambre des pairs en fiacre ou à pied.* »

Chateaubriand était moins exigeant, lui qui ne se croyait pas déshonoré d'être obligé d'aller à pied à la Chambre des pairs. Mais on comprend sa rage quand il voyait ses adversaires, si avides pour eux-mêmes, prétendre le forcer à faire pénitence en le condamnant à abandonner à ses créanciers sa propriété de la Vallée-aux-Loups, le seul bien qu'il possédât encore, celui que sa plume lui avait gagné. Il ne s'inclinait pas cependant. Puisque ses ennemis politiques lui interdisaient toute part à ces faveurs, que son rang littéraire et sa fidélité royaliste lui donnaient pourtant plus que bien d'autres le droit d'attendre ; puisque le désarroi des royalistes laissait peu d'« espoir », dit-il, d'un rôle à jouer, il rêvait de demander à nouveau à sa plume seule de le faire vivre. Il décidait de quitter Paris pour plusieurs mois, de s'enfermer à la campagne pour y travailler de nouveau à son *Histoire de France* que ses occupations politiques lui avaient fait abandonner depuis trois ans, et de se conquérir ainsi une nouvelle indépendance, avec laquelle, s'il n'avait pas d'autres ressources, il irait s'exiler en Italie, comme Villèle au même moment songeait à aller s'enfermer à Toulouse.

Malheureusement sa propriété de la Vallée-aux-Loups, mise en vente, était déjà en partie démeublée. Il en était réduit à demander l'hospitalité à des amis et à des parents. Il avait, par économie, abandonné son appartement de Paris ; sa femme, de santé toujours faible, venait d'attraper une bronchite suivie d'une fougéole, dont la convalescence était lente et pénible ; et pendant trois mois, avec sa femme malade, il allait traîner de château en château, se débattant avec son homme d'affaires, M. Lemoine, au milieu de comptes compliqués, sans pouvoir envisager de solution stable aux difficultés qui le pressaient.

(1) Mémoires de Barante, II, 288.

Or, pourtant, au milieu de tant de complications de toutes sortes, sa puissante vitalité ne se laissait pas abattre ; son tempérament de lutteur, au contraire, semblait se ranimer ; il retrouvait une lucidité, une activité nouvelle. Il est peu de périodes de sa vie où apparaissent mieux la diversité de son génie, l'inquiétude de son imagination, la clarté de son esprit et la dignité de son caractère. Sans projet fixe, sans domicile assuré, absorbé par les soins attentifs qu'il donnait à sa femme (1), occupé à se débattre avec les créanciers qui le pressaient, à suivre les négociations qui se poursuivaient entre les partis, il jugeait, dans ses longues lettres à Mme de Duras, la situation générale avec une passion qui ne lui ôtait pas sa lucidité ; il imaginait un plan d'action nouveau, il préparait une brochure qui allait servir de programme aux royalistes désemparés ; et même, tout absorbé qu'il fût par tant de soucis et de difficultés intérieurs, il trouvait assez de loisirs et de liberté d'esprit pour se consoler de ses déboires présents en reprenant le manuscrit commencé et interrompu depuis plusieurs années de ses *Mémoires* ; et oubliant le projet qu'il avait formé de travailler à son *Histoire*, il se vengeait en quelque sorte des déceptions que la lutte politique lui apportait en écrivant le célèbre et séduisant récit de sa jeunesse dans les bois de Combourg, en jouant à nouveau avec le souvenir des projets et des rêves de son adolescence, en traçant le portrait de cette fameuse sylphide dans laquelle il s'est plu à résumer toutes les fantaisies de son imagination d'adolescent solitaire ; car, dit-il, au début de ce chapitre : « Le cœur humain est le jouet de tout, et l'on ne saurait prévoir quelle circonstance frivole cause ses joies et ses douleurs. »

M. Levaillant, dans son ouvrage : *Splendeurs et misères de M. de Chateaubriand*, a consacré trois chapitres à cette période qu'il appelle : « les orageuses vacances de 1817. » Le malheur est que M. Levaillant, ignorant le détail des événements politiques et la situation respective des hommes et des partis, n'a pu saisir ni la justesse des vues de Chateaubriand, ni les raisons véritables de ses colères et de ses révoltes. Il n'a pu ni comprendre ni interpréter les allusions innombrables contenues dans les lettres à Mme de Duras ; et se contentant trop souvent, de dissertations, sans lien avec les textes cités, il a, sans s'en rendre compte, fait une caricature beaucoup plus qu'un

(1) Mme de Chateaubriand écrivant aux Joubert le 12 août, dit de son mari : « il s'est tant tourmenté et inquiété et surtout fatigué pendant ma maladie qu'à présent que l'agitation ne le soutient plus, il sent tout le mal que je lui ai fait ». — « Le bon chat est à la messe, écrit-elle un autre jour ; j'ai peur quelquefois de le voir s'envoler dans le ciel, car il est trop parfait pour habiter cette mauvaise terre et trop pur pour être atteint par la mort. Quels soins il m'a prodigués pendant ma maladie, quelle patience quelle douceur ! » Voir RAYNAL : *Les correspondants de Joubert*.

portrait. Aussi faut-il reprendre à nouveau son récit et ses commentaires.

Le 3 juillet Chateaubriand arrivait avec sa femme malade au château de Monboissier en Eure-et-Loir chez la comtesse de Colbert-Monboissier, alliée de sa famille.

Il était, disait-il le lendemain à Mme de Duras (1), bien las de lutter contre une destinée qui l'entraînait. Il savait que ses gestes étaient épiés par des adversaires, que ses lettres étaient ouvertes par la police (nous verrons plus loin qu'il ne se trompait pas) : « Qu'importe cependant la police ! écrivait-il. Vous ne l'estimez pas plus que moi, et vous lui direz ce que vous lui avez dit cent fois. Notre amitié n'est pas un secret et notre politique est connue de toute la terre... Demain, ajoutait-il, j'essaierai le travail. »

En même temps, il écrivait à son homme d'affaires pour lui demander s'il n'aurait pas moyen de trouver 100 000 francs à emprunter pour lui permettre de rembourser ses dettes les plus pressées et d'attendre (2) « la mise en ordre de ses papiers pour se faire une petite fortune » avec laquelle il pourrait aller s'installer en Italie...

Cependant ses amis, malgré le récent échec de leurs précédentes démarches, n'avaient pas renoncé à insister auprès de Richelieu pour obtenir en sa faveur quelque secours qui le sauvât de la ruine. Ils espéraient même obtenir de Richelieu des concessions politiques, des mesures d'apaisement en faveur de la droite : « Mme de Monboissier et M. Frisell, qui voient la sœur de M. de Richelieu, s'intéressent à moi dans le sens que vous avez écrit, écrivait-il le 13 juillet à Mme de Duras, et parlent de leur côté de la nécessité d'en finir avec moi (3). »

La chose paraissait un moment avoir quelque chance de réussir enfin, car Richelieu, malgré Decazes, n'avait pas renoncé de son côté à tenter un rapprochement avec la droite ; et pour cela une réconciliation avec Chateaubriand était nécessaire.

Aussi Chateaubriand tout d'abord laissait-il faire ses amis. Il paraissait momentanément renoncer à publier la brochure de polémique qu'il venait d'entreprendre. Il n'y a qu'un seul point sur lequel il était intraitable. Il ne voulait à aucun prix que son titre de ministre d'État, si on se décidait à le lui rendre, lui fût rendu au moment de la rentrée des Chambres. Car on aurait pu croire alors que la faveur ainsi accordée serait le prix d'un engagement de sa part à défendre à la tribune la politique des ministres. Cette seule idée lui « faisait bouillir le sang », écrit-il le 9 juillet. « La seule chose que vous ayez à écrire au

(1) *Corr. gén.*, I, 314.

(2) LEVAILLANT, *Splendeurs et Misères de M. de Chateaubriand*, p. 50.

(3) *Corr. gén.*, I, 316, 317 ; II, 3.

duc, écrit-il le 9 août, c'est qu'à l'époque des Chambres rien n'est faisable et que si c'est là l'idée qu'on a il n'y a rien à faire. »

Parfois les lettres de ses amis qui lui transmettaient les promesses de Richelieu lui redonnaient des moments d'espoir. Cependant il n'avait pas beaucoup d'illusion ; à mesure que les jours passaient, il croyait de moins en moins au résultat.

Car, tandis que Richelieu continuait à se montrer bien disposé, Decazes, qui apparaissait de plus en plus comme le vrai maître du ministère, poursuivait de son côté une politique dont les résultats éclataient. « Nous verrons sans doute évêques les aumôniers de Bonaparte et les chapelains du cardinal Fesch, écrivait le 9 juillet Chateaubriand, c'est dans l'ordre. Mais les vieux confesseurs et martyrs de l'exil du roi, les prêtres déportés à Cayenne, ceux-là auront leur pension de cent écus et les insultes de MM. Molé, Dareste et C^{ie}. »

Le 26 juillet il avait un accès de fureur : Bertin, le directeur des *Débats*, qui, en raison du rôle joué par lui à Gand pendant les Cent-Jours, avait obtenu le privilège d'être le censeur de son propre journal ce qui lui assurait quelque indépendance, venait d'être dépouillé de ses fonctions par Decazes, et Decazes même, aussitôt maître des *Débats*, avait poussé l'insolence jusqu'à faire attaquer Chateaubriand dans le journal où il écrivait encore le mois précédent :

« Votre amitié vous trompe, chère sœur, écrivait alors Chateaubriand (1) On se moquera de vous, il n'y a rien à espérer de gens d'aussi mauvaise foi. Remarquez qu'au moment même où vous rêvez arrangements et conciliation, ils envahissent le seul journal où les royalistes étaient sinon défendus, du moins respectés. Mon pauvre Bertin, si longtemps victime de son zèle pour la cause royale, a perdu la censure ; et le premier acte de la police et de ses honorables agents a été de me faire attaquer dans la propriété et pour ainsi dire sous la garantie de mon malheureux ami. Cette dernière indignité m'a révolté au delà de tout. Si je vous ai donné quelque parole, je la reprends. Ils veulent la guerre, je vais la faire, et cette fois c'est aux personnes que j'irai tout droit. Nous verrons si je ne les marquerai pas au front. Ils m'ont trop joué, ils ont trop abusé de ma franchise. »

Le 4 août il répétait : « Laissons toute cette affaire. » Il savait bien d'ailleurs que, si la situation changeait, ce n'est pas lui qui en profiterait. Il se remettait à sa brochure et aussi, bien qu'il n'en parle pas dans ses lettres, à ses *Mémoires*.

(1) *Corr. gén.*, I, 316, 320.

Entre temps, il avait quitté le château de Monboissier, le 3 août, pour se rendre, avec sa femme, toujours malade, à quelques kilomètres de là, au château de Mongraham, chez le comte et la comtesse de Puisieux ; les difficultés d'argent le poursuivaient. La mise en loterie de sa propriété n'avait pas réussi. Un beaucoup trop petit nombre de billets avaient été pris. Il allait falloir, le 20 août, renvoyer aux quelques souscripteurs, parmi lesquels se trouvaient le duc et la duchesse d'Orléans, leur argent.

Le 28 août, laissant sa femme à la campagne, il revenait passer quelques jours à Paris pour ses affaires. Il voyait ses amis politiques, il lisait à Mme de Duras le fragment de ses *Mémoires* qu'il avait composé pendant l'été.

Et grâce à une garantie que lui offrait son neveu, Christian de Chateaubriand, il espérait avoir trouvé en principe les 60 000 francs qui lui permettraient de payer ses dettes les plus pressantes.

Mme de Duras, après l'avoir vu, écrivait à Mme Swetchine, qu'elle l'avait trouvé « en meilleures dispositions, adouci et ayant renoncé à cette terrible expatriation ». « Ce qui lui a fait du bien, ajoutait-elle, c'est qu'il a continué les *Mémoires* de sa vie (1) ».

Si Chateaubriand renonçait ainsi à quitter la France, ce serait aussi et surtout même, a prétendu M. Levaillant, parce que, à cette date, il venait brusquement de s'attacher à Mme Récamier ; ce serait même pour elle qu'il se serait remis à travailler à ses *Mémoires*. Sans doute Chateaubriand lui-même a raconté dans ses *Mémoires* que, quelque temps avant la mort de Mme de Staël, à un dîner chez elle, il avait rencontré Mme Récamier, qu'il connaissait jusque-là fort peu : « C'était, écrit-il, chez cette femme illustre que j'avais connu Mme Récamier. Et après de longs jours de séparation, Mme de Staël réunissait deux personnes voyageuses devenues presque étrangères, elle leur laissait, à un repas funèbre, son souvenir et l'exemple de son attachement immortel... J'allai voir Mme Récamier... »

Or, Mme de Staël était morte le 14 juillet, pendant que Chateaubriand était absent : « tout porte à croire, assure M. Levaillant, que c'est à son bref séjour à Paris, le 18 septembre, qu'il fit à Mme Récamier cette visite dont il parle lui-même ». Et, tout de suite conquis, il aurait aussitôt abandonné ses projets d'exil. Dans une certaine mesure l'hypothèse est séduisante et même vraisemblable.

À l'époque où le poids des déceptions lui faisait une sensibilité plus vive et réveillait le souvenir des rêves de sa jeunesse à Combourg, « quand désespéré de n'être qu'un petit Breton obscur sans beauté,

(1) PAILHÈS, *la Duchesse de Duras et Chateaubriand*, p. 144.

sans talents » (1) il voulait la gloire pour conquérir la sylphide qu'il s'était créée, il se peut que la rencontre de Mme Récamier auprès du cercueil de Mme de Staël l'ait tout à coup ému, et, faisant travailler à nouveau son imagination, lui ait, dans une certaine mesure, rendu le goût de la lutte. Mais n'exagérons pas, par goût d'un romanesque facile. La rencontre de Mme Récamier, si même elle eut lieu à cette date, ce qui n'est pas prouvé, n'explique pas tout. D'abord, en effet, le témoignage de Mme Lenormant est formel sur ce point, c'est un an plus tard seulement, après une saison d'eaux faite par Mme Récamier à Aix-la-Chapelle, qu'il commença à venir régulièrement chez elle. Et c'est seulement en 1819 que, si l'on en croit leur correspondance, les amis de Mme Récamier commencèrent à s'inquiéter de la place prise dans son intimité par le nouveau venu.

Et puis bien d'autres circonstances avaient influencé elles aussi sur sa décision de rentrer à Paris pour la session. Sans doute en effet, son voyage ne lui avait redonné que peu de confiance dans l'avenir prochain ouvert au parti royaliste ; mais, dans les diverses villes de province où il avait passé, il avait rencontré un grand nombre de ses partisans politiques parmi les provinciaux demeurés toujours fidèles royalistes. Les visites et les courses qu'il avait faites l'avaient distrait, lui avaient montré que l'on comptait sur lui et que l'opinion royaliste offrait encore beaucoup de ressources. Quels que fussent les rêves et les fantaisies avec lesquels il se plaisait à jouer, il gardait, pour se juger lui-même, beaucoup de bon sens et de maîtrise de soi et, dès le 8 septembre, il écrivait sur un ton où, malgré le dégoût qu'il affectait, perçait la bonne humeur : « Me voilà revenu à Mongraham, en train de politique comme un chien qu'on fouette, plein de vous et de mes *Mémoires*, et sentant le vent d'automne comme du temps du défunt René... Cet accès passera et alors malheur aux ministres (2). »

Tous les amis qu'il avait vus, tous ceux qui lui écrivaient, l'assuraient qu'il fallait revenir pour la session, que l'honneur l'y obligeait, que les royalistes l'attendaient. Et comme, momentanément au moins, ses affaires étaient arrangées, il comprenait qu'il ne pouvait, sans lâcheté, se retirer. Cela n'empêchait pas qu'il vît nettement les complications auxquelles il s'exposait et, le 13 septembre, il était de nouveau revenu aux idées noires : « J'ai quitté Paris pour travailler à mes ouvrages, pour me créer, dans l'espace d'un an, une indépendance avec laquelle j'irai vivre en Italie ou partout

(1) *M. O.-T.*, I, 151.

(2) *Corr. gén.*, II, 10.

où bon me semblera ; au lieu de cela, me voilà revenant à Paris, sans que rien soit changé dans mes affaires. J'y vais faire un établissement nouveau et augmenter tous mes embarras de fortune. Qu'arrivera-t-il ? Je vais paraître à la Chambre à la fin de la session. Loin d'avoir raccommodé mes affaires, elles seront encore plus mauvaises que jamais. Le maître sera encore plus irrité, mes dettes seront augmentées, et je n'aurai pas fait une ligne... Que deviendrai-je au mois de mars ou d'avril ? (1) » Ainsi, au gré des événements, ses sautes d'humeur se succédaient.

Malgré son pessimisme, pourtant, il ne s'en tenait pas moins avec énergie à la décision prise et il écrivait le 18 à Mme de Duras qui, sans doute, avait été inquiétée par sa précédente lettre : « Vous m'avez mal compris, je raisonne tout simplement de ma position, la jugeant très bien et l'acceptant. »

*
* *

La situation au début de septembre 1817 était, en effet, loin d'être bonne pour les royalistes. Les élections d'un cinquième de la Chambre des députés allaient avoir lieu à la fin du mois ; et pour la campagne électorale qui s'ouvrait, Decazes, pressé d'augmenter sa majorité, s'appuyait de plus en plus ouvertement sur les hommes de l'Empire et multipliait les mesures hostiles à la droite.

Ce n'est pas seulement l'administration d'où l'on voulait écarter les royalistes, c'était aussi l'armée. A propos de la conspiration de Lyon, le ministre ne se contentait pas de laisser publier sans réfutation dans les brochures, dans les correspondances privées des journaux anglais, des attaques violentes contre les autorités qui avaient dirigé la répression, mais il annonçait la mise en disponibilité du général Canuel. En même temps il rappelait à l'activité le maréchal Davoust, qui avait été mis à la retraite pour sa conduite au gouvernement provisoire après Waterloo, où il avait ouvertement fait campagne contre le rétablissement des Bourbons. On l'accusait même, rapporte la correspondance privée du *Times* du 5 septembre, d'avoir dit à la Chambre des représentants : « Les Bourbons sont rejetés par la majorité de la nation française, parce qu'ils n'offrent pas de garantie à la nation. » A tous les rangs de l'armée se poursuivait l'application du programme qui consistait à écarter les royalistes, les anciens

(1) *Corr. gén.*, II, 11.

émigrés rentrés dans les cadres en 1814 et 1815, pour rappeler les demi-soldes et Pozzo di Borgo écrivait par euphémisme : « La nomination des officiers se ressent jusqu'à un certain point des circonstances où elle s'est opérée. Cependant, il en existe un certain nombre très considérable de très expérimentés. Les moins habiles se dégoûtent et sont disposés à se retirer ; *et l'on ne doute pas qu'avec le système d'épuration qui va régner dans ce département, le remède ne soit efficace* (1). »

Le *Times* du 27 octobre définissait ce système d'épuration de la façon suivante : « Chaque jour des royalistes sont renvoyés et des hommes du parti révolutionnaire mis à leur place. » Il précisait un autre jour : « Des royalistes éprouvés, le général O'Mahony, le colonel Cadoudal, le frère de Georges, le colonel Vandreuil, ont été dernièrement enlevés au service actif. »

En même temps, on faisait de nouveaux changements de préfets. Decazes, en effet, était arrivé à obtenir, le 12 septembre, le remaniement ministériel auquel il avait travaillé tout l'été. Le duc de Feltre était renvoyé, Gouvion-Saint-Cyr nommé à sa place ministre de la Guerre ; et le portefeuille de la Marine était donné à Molé, l'ancien ministre de la Justice de Napoléon en 1813, qui avait, on le sait, repris du service sous ses ordres pendant les Cent-Jours, en qualité de directeur des ponts et chaussées ; qui était, depuis lors, particulièrement suspect à la droite, et au sujet duquel la correspondance privée, signalant son entrée au ministère, écrivait le 19 septembre : « Molé est considéré comme un partisan ardent des principes d'administration de Bonaparte. »

Pozzo di Borgo était pleinement satisfait : « Nous venons de compléter le ministère, écrit-il ; Saint-Cyr passe à la Guerre, et Molé est appelé à la Marine. Les factions ultras dans les deux sens ne se convertiront pas pour cela, mais elles perdront de leur importance. » Il ajoutait encore le 3 octobre : « Le ministère du roi est complet. »

Chateaubriand, par contre, était révolté de toutes ces nouvelles.

La nomination de Molé surtout le mettait en colère, et avec amertume il écrivait le 18 : « Molé a réussi, et tous les gens de sa sorte réussiront : il est médiocre, bas avec la puissance, arrogant avec la faiblesse ; il est riche, il a une antichambre chez sa belle-mère où il insulte les solliciteurs et une antichambre chez les ministres où il va se faire insulter. Il a été de plus, sous Bonaparte, traître à ses serments pendant les Cent-Jours. Voilà comment on devient ministre

(1) *Correspondance avec Nesselrode*, II.

de la Marine sans avoir vu d'autres vaisseaux que les péniches que Bonaparte faisait construire à Chaillot. « Je me trompe beaucoup ou le peu qu'il est paraîtra au ministère. Je le connais, c'est un écolier et, du moins, je suis juge en capacité. »

Le portrait où éclate la verve du polémiste est d'autant plus dur que Chateaubriand et Molé avaient été jadis assez intimement liés pour s'être rencontrés chez Mme de Beaumont. Chateaubriand avait conseillé Molé dans la rédaction des *Essais de morale*, que celui-ci avait publiés au début de l'Empire. Mais Molé s'était rallié à Napoléon et son rapide avancement l'avait détaché d'un homme qui gardait une attitude aussi indépendante que Chateaubriand. Quel que fût d'ailleurs son arrivisme politique, il ne manquait pas non plus de prétention littéraire ; il ne pardonnait pas à Chateaubriand d'être devenu le premier écrivain de son temps et il se montrait, nous l'avons vu dans l'affaire du ministère d'État, toujours prêt à lui nuire.

Chateaubriand de son côté, malgré son dédain, n'acceptait pas sans révolte de voir au pouvoir, sous tous les régimes successifs, celui en qui il s'obstinait, à tort certes, à ne voir qu'un écolier, mais dont, incontestablement, la nomination était une nouvelle preuve de la dangereuse orientation adoptée par le ministère.

Enfin arrivaient les élections qui allaient faire éclater les conséquences de la politique suivie depuis un an et mettre Decazes dans une situation assez fautive en montrant, à ne considérer même que son seul intérêt, qu'il était allé trop loin à gauche.

C'est à Paris surtout que la lutte électorale était, cette année là, caractéristique. C'est le résultat des élections de Paris qui était attendu avec impatience. Les ministériels présentaient une liste en tête de laquelle figurait Pasquier, le ministre de la Justice. La droite en présentait une autre ; enfin les indépendants de gauche, c'est-à-dire les adversaires déclarés du régime, proposaient aussi une liste comprenant, avec le banquier Laffitte et Casimir Périer, Manuel, La Fayette, Benjamin Constant, tous hommes dont l'attitude avait été nettement hostile aux Bourbons pendant les Cent-Jours et qui ne s'étaient pas ralliés depuis.

En vain Decazes, pour assurer l'élection des principaux au moins de ses candidats, et éviter un succès trop éclatant de l'extrême gauche, antidynastique, avait essayé d'entrer en négociation avec les indépendants, et offert une place sur la liste ministérielle à Casimir Périer et à Laffitte. Les indépendants refusaient tout accord. La situation était grave pour Decazes, car Laffitte exerçait une grande

influence sur la bourgeoisie commerçante à laquelle la récente loi électorale donnait la majorité ; et c'était pour le prestige personnel du favori un rude coup si la première fois où sa politique était éprouvée, elle aboutissait à faire élire à Paris les ennemis les plus déclarés de la dynastie.

En même temps, Richelieu qui était en train de négocier avec les Alliés l'évacuation du territoire, songeait aux conséquences que pourrait avoir à l'extérieur un échec aussi caractérisé du ministère. « Si M. Pasquier n'est pas nommé, écrivait-il à Decazes (1), c'est le plus grand malheur qui puisse arriver à la France et à nous, car il en résultera que notre influence sera regardée comme nulle ; alors tous nos rêves d'évacuation, de libération du territoire s'enfuiront. » Aussi essayait-on, pour empêcher un désastre, d'obtenir des voix à droite. Richelieu et Lainé tentaient à nouveau, malgré Decazes, un rapprochement avec les royalistes. « Tout le monde a parlé de réunion, écrivait Pozzo di Borgo (2), c'est maintenant le thème du jour ; MM. de Richelieu et Lainé se sont livrés avec la chaleur et l'abandon qui les portent au bien. » Mais il ajoutait que les autres ministres restaient hostiles à toute idée d'accord : « Le ministère du roi est complet, le système du gouvernement est sage et populaire ; la réunion des royalistes au ministère doit donc être une adhésion simple et non un traité. »

Si on avait besoin des voix à droite, on restait toujours décidé, avec entêtement, à ne faire aucune concession de personnes. On ne voulait ni rendre aux royalistes les places qu'ils avaient perdues dans le ministère, ni faire voter pour leurs candidats aux élections. « On s'efforçait, dit Pozzo, de démontrer au comte d'Artois qu'il était bien plus avantageux de faire contenir et combattre par les *constitutionnels*, les hommes ennemis de sa race et qui aspirent à des changements de révolutions nouvelles. » Et dans un article d'allure officielle, publié par le *Journal des Débats* le 12 septembre, et intitulé : « A tous les royalistes », on invitait ceux-ci à voter tous pour la liste ministérielle et à abandonner la liste de droite en disant : « Le sacrifice doit venir du côté qui a le moins de chance de succès personnel, la réunion doit se faire autour du centre qui a le plus d'avantage. » Mais malgré tant d'efforts, au premier tour de scrutin un seul candidat obtenait la majorité suffisante pour être élu : c'était Laffitte ; tandis que les royalistes, qui avaient peu de chance de passer eux-mêmes, obtenaient cependant, de leur côté, assez de voix pour pouvoir, aux pro-

(1) Voir NETTEMENT, *Hist. de la Restauration*, IV, 292.

(2) Ouvrage cité, II.

chains tours, faire pencher la balance du côté où ils se porteraient.

Decazes, affolé, faisait arrêter les opérations électorales pendant cinq jours, sous prétexte d'erreurs dans le dépouillement. On négociait à nouveau avec la droite, prêt cette fois à lui offrir une ou deux places sur la liste ministérielle. Et dans un second article du *Journal des Débats*, paru le 23, on ne songeait plus qu'à faire bloc contre l'extrême gauche : « Êtes-vous avant tout attachés à la loi, choisissez des hommes que l'on ne puisse accuser d'aucun motif secret et contre lesquels il ne sera pas possible d'alléguer le 20 mars, quand ils parleront de justice et de liberté. Royalistes, votre opinion est divisée en plusieurs nuances. Mais toutes ces nuances se réuniront lorsqu'on les opposera à des noms qui rappellent la République et les Cent-Jours. »

Il y avait, pour qui raisonnait froidement, quelque chose d'absurde dans une telle manœuvre de la part des ministres après la politique qu'ils venaient de suivre pendant plusieurs mois et alors que depuis huit jours ils comptaient dans leurs rangs Molé, c'est-à-dire un de ces hommes des Cent-Jours, contre lesquels on demandait à tous les royalistes de s'unir. Et Benjamin Constant, qui se sentait particulièrement visé par l'article des *Débats*, répondait par une brochure où il faisait remarquer que, s'il avait en effet servi Napoléon pendant les Cent-Jours, son cas était absolument le même que celui de Molé.

Mais le résultat cherché par Decazes était cependant atteint. Le scandale d'un succès complet d'extrême gauche était évité. Cinq sur huit des candidats de la liste ministérielle étaient élus. Les plus compromis des indépendants ne passaient pas, et d'ailleurs, malgré les promesses faites aux royalistes, aucun candidat de la droite n'obtenait rien.

En province, les résultats des élections avaient été à peu près semblables. Et sans doute la campagne avait prouvé, à ceux qui savaient réfléchir, que Decazes et ses conseillers se trompaient lorsqu'ils assuraient que le ministère en se séparant de la droite avait toute la France pour lui et ne s'exposait à aucun danger. Cependant, pour un homme d'expédients comme Decazes, l'essentiel était d'avoir conservé la majorité à la Chambre ; et sitôt passée l'alerte des élections, il allait reprendre la politique de gauche à laquelle les partisans qu'il s'était choisis, le condamnait.

Quand, à la fin de décembre, Richelieu, qui, lui, n'était pas rassuré, allait tenter de nouvelles négociations avec Villèle et Corbière, Decazes allait s'opposer toujours à cet accord. Pozzo allait écrire le 13 décembre : « Le projet de rallier les députés désignés sous la dénomination « d'ultras » au système adopté par le ministère, quoique provenant d'un sentiment louable, a été regardé comme impraticable

par ceux qui connaissent les erreurs et l'ambition vague de cette classe de personnes. » Et le 7 janvier, il allait ajouter : « J'ai toujours regardé ces rapprochements comme dangereux. *Dans une conférence que Villèle et Corbière ont eue avec le ministre de la police, celui-ci, de concert avec tous ses collègues, a rejeté l'idée de tout sacrifice de la part du ministère quant aux choses et quant aux personnes* (1). »

Les textes sont probants ; nous pourrions multiplier les citations qui les confirment. La situation préparée par la politique suivie depuis la dissolution de la Chambre introuvable apparaît clairement. Pressé par sa clientèle de fonctionnaires de l'Empire, Decazes, entraînant Richelieu, était allé plus à gauche qu'il ne l'avait voulu. Devant le danger que les élections avaient révélé, on avait essayé un moment de réagir en faisant quelques promesses à la droite ; mais on était resté décidé à ne rien céder en fait, et sitôt le danger immédiat passé, ou dès que l'on s'était rendu compte que la droite prétendait, pour une alliance véritable, poser des conditions, on avait rompu les négociations, on était retourné à la politique de gauche. Et les conséquences de celle-ci allaient se développer bientôt de façon si éclatante que le duc de Richelieu lui-même, à la fin de 1818, se déciderait à démissionner.

Chateaubriand, commentant dans ses lettres les événements de la campagne électorale, avait essayé d'en tirer des leçons et il est bon de remarquer qu'il ne se trompait pas dans ses prévisions.

Il avait quitté, le 20 septembre, le château de Mongraham pour passer, en attendant son retour définitif à Paris, quelques jours dans l'Orne, au château de Lonné. C'est de là que le 24 septembre il écrivait à Mme de Duras : « Je vois par les articles des journaux que l'alarme est au camp. Avant-hier, on insultait les royalistes ; hier, on les appelle au salut de la France (allusion aux articles des *Débats* des 22 et 23 septembre). Je ne doute pas que les ministres n'écartent, en définitive, les jacobins ; mais les nominations des secrétaires (les secrétaires des bureaux de vote nommés par les électeurs avaient été choisis en grande majorité parmi les indépendants) doivent leur faire voir quels risques ils ont courus et combien il serait plus simple de changer leur loi d'élection et d'en revenir enfin aux honnêtes gens. » Il ajoutait : « Je travaille toujours à ma politique, je serai prêt à imprimer en arrivant à Paris, nous verrons quel parti il faudra prendre et où en sont les choses. »

Deux jours après, le 26, il reprenait : « Tout est sans doute ter-

(1) Ouvrage cité, II.

miné à Paris et j'en suis encore à Laffitte, Roy et Delessert. (Laffitte élu au premier tour, Roy et Delessert au second. Il fallut un troisième tour de scrutin pour compléter la liste et, comme Chateaubriand le prévoyait, en effet les derniers élus furent des ministériels.) Je pense qu'à l'exception de Manuel, qui passera peut-être, le reste sera ministériel. Les ministres vont se renforcer dans leur système. Je vois d'ici les articles que l'on va publier, en contradiction directe avec ceux qui ont paru et où l'on disait qu'il fallait éviter les hommes des Cent-Jours. Dans leur effarade, ils ont avoué leur système et tiré sur leurs propres troupes. Car enfin le citoyen Molé est, je pense, un pair des Cent-Jours, quel pauvre diable ! » (1)

Chateaubriand triomphait ; et le fait est, nous le savons, qu'il en avait le droit, à la suite des contradictions piteuses des ministres. Il ne prétendait pas, cependant, abuser de la situation, et restait disposé, si la chose était encore possible, à suivre, pendant la session qui allait s'ouvrir, une politique conciliante. « Au reste, disait-il, je vais arriver avec un ouvrage, je serai pacifique si l'on veut, et prêt à attaquer si enfin on ne veut pas servir la France. » Mme de Duras, en effet, continuait à l'assurer que M. de Richelieu, pour sa part au moins, voudrait encore tenter une conciliation avec la droite et lui-même, malgré le peu d'espoir qu'il gardait dans le succès de la négociation, ne s'y refusait pas : « Je suis au roi et à la France. On a fait des fautes, on peut les réparer. J'oublie tout le mal qu'on m'a fait, et si je puis être utile, je suis prêt ; toute ma peur, c'est qu'après le premier moment d'effroi, on ne s'endorme de nouveau et que la vanité ne vienne s'opposer à une réconciliation à laquelle tient le salut de la France. »

Il était si peu disposé à une lutte systématique, qu'il n'était pas encore décidé à publier la brochure à laquelle il avait travaillé tout l'été et qui, disait-il, était prête à imprimer. Si un accord était possible, il ne la ferait pas paraître. « Nous verrons quel parti il faudra prendre et où en sont les choses (29 septembre). » « J'apporte un ouvrage, nous verrons ce qu'il sera bon d'en faire (1^{er} octobre) (2). »

Mais quelques jours plus tard, la défiance l'avait repris, la conduite des ministres le persuadait à nouveau qu'il n'y avait pas à compter sur leur sincérité et qu'il ne restait plus qu'à se préparer à rentrer dans l'opposition.

Le 8 octobre, il écrivait (3) : « Vous voyez qu'au lieu d'ouvrir les yeux, on suit plus que jamais le même système. Canuel déplacé,

(1) *Corr. gén.*, II, 12, 13-14.

(2) *Id.*, II, 14.

(3) *Id.*, II, 8.

Marneti est nommé, etc., c'est de la belle et bonne folie. Le prétendu rapprochement des ultras n'est qu'une pure jonglerie à laquelle je n'ai pas cru un moment. J'arrive avec un bon ouvrage, un des plus désagréables et des plus effrayants qu'on puisse faire pour mes lâches persécuteurs. Je pense que le seul parti honorable pour moi est de suivre franchement ma ligne ; j'ai assez, jusqu'ici, capitulé, attendu, écouté. A présent il est trop tard et il faut accepter ma position avec tous ses inconvénients et ses avantages. »

Il n'y avait plus qu'une façon, il en était sûr, de sauver la monarchie, c'était d'attaquer les ministres. Il n'y avait qu'un rôle pour lui : faire comprendre aux royalistes que tout espoir d'accord avec les ministres était vain et les grouper autour d'un programme précis, d'opposition systématique, organisée à la mode anglaise. Il comprenait qu'il était le seul à pouvoir imposer cette attitude, qu'il fallait, dit-il à Mme de Duras, que sortant de son silence, il se décidât à se présenter en « chef d'une opposition honorable ».

Cependant, il ne voulait pas se séparer de son parti. Sans doute, il ne se payait plus d'illusion : « Les ministres, écrivait-il, vous tiendront le bec dans l'eau, toujours parlant de réconciliation, de nécessité de s'entendre ; la session s'écoulera, j'aurai perdu le moment de l'attaque et ils riront de vous et de moi. » Mais il tenait à ne rien décider sans l'aveu de ses amis. « Soyez tranquilles je serai aussi faible et aussi muet que vous le jugerez à propos ; au fond, mon indifférence pour eux est grande et comme, dans tous les cas, je me regarde comme perdu, mieux vaut l'être de la façon qui plaira à mes amis (12 octobre). »

Ceux qui le représentent comme un exalté, comme un isolé soucieux seulement de ses vengeances personnelles, ont, on le voit, bien tort. Si passionné qu'il fût, il se dominait et prévoyait avec une justesse qu'on a eu trop souvent le tort de lui dénier.

Rentré à Paris le 20 octobre, et toujours gêné d'argent, il s'installait tant bien que mal avec sa femme, toujours malade, dans un appartement rue du Bac, où manquaient à leur arrivée, dit Mme de Chateaubriand à Joubert : « une cuisine, une cave, des chambres de domestiques, une remise et une porte d'entrée. Nous avons obtenu, ajoute-t-elle, quelques-unes de ces bagatelles, de sorte que nous sommes assez bien pour que ma pannerie ne soit pas aux abois ni ma tête à l'envers (2). »

En attendant que la session s'ouvrît et que la politique du minis-

(1) *Corr. gén.*, II, 9.

(2) RAYNAL, *les Corresp. de Joubert*.

tère se décidât, il avait repris ses habitudes de vie à la fois simple et mondaine, passant les après-midi en visites dans les salons plus ou moins politiques des dames de la cour et, le soir, recevant à dîner chez lui ses vieux et modestes amis, le philosophe Joubert, Frisell, son homme d'affaires Lemoine, etc... Il était allé aussi passer quelques jours dans sa Vallée-aux-Loups, qui n'était pas encore vendue, dire adieu à ses arbres en travaillant à ses *Mémoires*, et il avait écrit mélancoliquement (1) : « Voici les dernières lignes que je trace dans mon ermitage : il le faut abandonner, tout rempli des beaux adolescents qui déjà, dans leurs rangs pressés, cachaient et couronnaient leurs pères. Je ne verrai plus le magnolia qui promettait sa rose à la tombe de ma Floridienne ; le pin de Jérusalem et le cèdre du Liban, consacré à la mémoire de Jérôme ; le laurier de Grenade, le platane de la Grèce, le chêne de l'Armorique, aux pieds desquels je peignis Blanca, chantai Cymodocée, inventai Velleda. Ces arbres naquirent et crurent avec mes rêveries, ils en étaient les Hamadriades. Ils vont passer sous un autre empire. Leur nouveau maître les aimera-t-il comme je les aimais ? Il les laissera dépérir, il les abattra peut-être. Je ne dois rien conserver sur terre. »

Cependant déjà, dans le public, on commençait à parler de la brochure qu'il avait préparée pendant l'été et l'on s'en inquiétait : « On assure, écrivait Barante à sa sœur, Mme Anisset du Perron, que celle de l'an dernier était du miel comparée à celle que nous lirons (2). »

Mme de Duras, toujours inquiète pour son ami, tentait jusqu'au dernier moment de le décider à ne pas la faire paraître. Mais, comme il l'avait prévu, loin de consentir à un accord avec la droite, le ministère, dès le début de la session, reprenait son hostilité. Et dans un important discours, le 15 décembre, à propos de la loi sur la presse, Decazes lançait une attaque d'une particulière violence contre Villèle et l'extrême droite.

C'est alors que Chateaubriand se décidait. Et dans les derniers jours de décembre, sous le titre : *Du Système politique suivi par le ministère*, paraissait la brochure.

L'année précédente, dans *la Monarchie selon la Charte*, il s'était contenté de critiquer et de mettre en garde. Cette année, confirmant et expliquant ses critiques, il allait, en outre, se poser cette fois en chef de parti et définir un programme d'opposition.

Il était important, pour répondre une fois de plus à ceux qu

(1) *M. O.-T.*, I, 148.

(2) *Mémoires*, II.

n'ont vu en Chateaubriand qu'un égoïste impulsif, de faire voir combien cette attaque contre le ministère avait été longuement méditée par lui, combien il avait hésité, combien il s'était prêté aux critiques de ses amis. Il faut aussi, par une analyse détaillée, faire comprendre la justesse de ses vues et la modération qu'il savait garder dans sa violence même.

Il avait remanié son travail jusqu'au dernier moment et l'avait fait précéder d'un avertissement où il exposait son but : « C'est un usage, disait-il, établi dans le Parlement d'Angleterre, de s'enquérir de temps en temps de l'état de la nation. Cet usage sert puissamment les libertés et les intérêts de la patrie. Un combat corps à corps s'établit entre l'opposition et le ministère, et le public intéressé à ce combat en est à la fois le spectateur et le juge. Les règlements de nos Chambres n'admettent pas cette manière de procéder. Il serait à désirer qu'elle fût introduite parmi nous. C'est pour y suppléer qu'on s'est déterminé à composer ce petit écrit et à le publier au commencement de la présente session. »

Il ajoutait, indiquant par là son accord avec son parti : « Avant de le livrer à l'impression on a cru devoir le communiquer à plusieurs membres de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés. Ils ont pensé que la publication de cet écrit serait utile, et que dans tous les cas elle ne pourrait avoir d'inconvénients que pour l'auteur. »

Déjà, l'année précédente, il avait montré le danger qu'il y avait à adopter le système des intérêts révolutionnaires. Puisque, depuis lors, ce système avait fonctionné, puisque les conséquences qu'il entraînait s'étaient révélées, il était, plus encore que l'année précédente, nécessaire de montrer que ce n'étaient pas les royalistes qui compromettent le gouvernement, « mais bien les hommes qui, par un faux système de politique, retardent l'union de tous les Français... »

« Puisque, disait-il en débutant, l'on s'obstine à défendre ce système, puisqu'un ministre, dernièrement encore, l'a vanté comme « un chef-d'œuvre, il faut montrer que ce n'est qu'un chef-d'œuvre « d'inconséquence à la fois violent et faible. Vous commandez « l'union et vous divisez, vous établissez la liberté en théorie et « l'arbitraire en pratique, vous ne parlez que de la Charte et vous « demandez sans cesse des lois d'exception. »

Puis entrant dans le vif du sujet, il commençait par passer en revue toutes les inconséquences de la politique suivie depuis un an, il rappelait comment, en 1816, on avait tout mis en œuvre pour écarter les royalistes des élections, pour les faire passer pour des incapables,

tandis que l'on s'attendrissait sur le sort des conspirateurs « que les royalistes, disait-on, ont poussés à bout ».

Le résultat de cette tactique, nous l'avons vu, c'est qu'on avait obtenu en 1817 l'élection de quelques-uns des ennemis les plus déclarés de la monarchie et que le ministère affolé avait perdu la tête.

Chateaubriand s'amusait à relever, avec une ironie impitoyable, toutes les savantes maladresses du gouvernement : « On avait, « disait-il, fait passer une loi des élections dans les meilleures « intentions du monde ; seulement on n'avait pas prévu les résultats : la frayeur s'empare du parti ; il n'est plus question de système. On ne pense plus à ce qu'on a fait aux premières élections « contre les royalistes, on les appelle au secours. Le 23 septembre « on disait : choisissez des hommes contre lesquels il ne sera pas « possible d'alléguer le 20 mars quand ils parleront de justice et de « liberté. Il y a tel choix qui, sans importance par lui-même, serait « un danger uniquement parce qu'il serait un scandale. On disait « le 24 septembre : ce ne sont pas les rédacteurs de l'acte additionnel « qui peuvent mériter de parler au nom de la Charte dans l'ensemble de la nation. La Charte, ouvrage du roi, ne sera pas « remise entre les mains des hommes qui ont voté à la Chambre des « représentants l'exil de la dynastie. Et l'on oubliait que la Chambre « actuelle des députés compte dans son sein plusieurs représentants « de la Chambre de Bonaparte lesquels votent avec les ministres ; « et l'on s'attirait la juste réponse d'un candidat (Benjamin Constant) qui, se croyant insulté, trouvait étrange que le parti « ministériel stigmatisât les hommes du 20 mars quand on pouvait « en remarquer jusque dans les places les plus élevées. » — « Mais, ajoutait-il, on niera sans doute la terreur que l'on a éprouvée. Victoire obtenue, frayeur oubliée. La veille on avait embrassé les royalistes, on leur tourne le dos le lendemain. On se sert des traîtres mais on ne les aime pas, disait jadis un ministre. On se sert de la fidélité mais on ne l'aime pas, c'est ce que semblent dire nos ministres aujourd'hui. »

Nous avons vu, en résumant les incidents de la campagne électorale, que Chateaubriand n'exagérait pas. Il n'est pas sans intérêt, si l'on veut saisir comment il s'y prenait pour rendre plus frappantes les antithèses et plus dure l'ironie, de comparer avec les lettres que lui-même, en septembre, écrivait à Mme de Duras, le passage de sa brochure où il commentait à nouveau les mêmes incidents.

Ce n'est pas sans raison qu'il avait passé plusieurs mois à revoir et à corriger son texte. Si l'on se place au seul point de vue littéraire,

on peut admirer le patient travail par lequel lui, dont le style prenait si facilement une ampleur oratoire, savait, quand il le voulait, briser la période pour imposer à ses raccourcis historiques plus de vigueur et couper son récit en phrases brèves qui donnaient à la polémique plus de vie et plus de verve.

Mais il ne s'agit pas seulement de pittoresque. Pour Chateaubriand le ministère, par ses variations continuelles, s'enlevait à lui-même tout crédit : « A la seconde Restauration, disait-il, on fit des épurations « dans un sens ; on appela quelques royalistes, puis on les destitua « pour remettre en place les premiers épurés ; et maintenant les « hommes de droite sont traités une seconde fois en ennemis. Quand « finirons-nous ? On embrasse un système, puis on a peur, puis on n'a « pas la force d'en changer. On blesse toutes les opinions, on se « rend suspect à tous ; et au milieu des haines qu'on a amassées, « n'effaçant point les maux du passé, ne préparant pas les bonheurs « de l'avenir, on reste environné d'une multitude d'ennemis, fatigués « par leurs souffrances, vous déclarant ou peu sincère ou incapable « de conduire les affaires humaines. »

Si maintenant, expliquait-il, après avoir étudié comment le ministère traite les hommes et les opinions, on considère les lois proposées par lui, on arrive à des constatations semblables.

Qu'il s'agisse de la loi électorale, de la loi sur la presse, ou de la loi militaire, ni les intérêts de la monarchie légitime, ni les principes de la Charte, assurait-il, n'ont été ni compris, ni respectés. Enfin, si l'on observe ce que sont devenus sous un tel régime la Chambre des députés et le gouvernement représentatif, on constate également que l'influence du système adopté par le ministère a été désastreuse.

1^o On a eu tort de réduire le nombre des députés en oubliant que dans une assemblée peu nombreuse il était beaucoup plus facile que dans une autre, à un petit noyau d'individus bien groupées, de s'entendre pour gêner par une opposition systématique l'action du pouvoir.

2^o Dans la Chambre on est arrivé à une distribution contre nature des partis : « L'opposition naturelle aujourd'hui, disait-il, serait une opposition démocratique, combattue par une forte majorité royaliste. » Cette majorité, selon lui, si elle était conduite par des hommes d'État, vraiment fidèles, fermes et intelligents, pourrait accepter dans son sein même les hommes qui, après avoir servi la Révolution, s'étaient ralliés à la monarchie, pourvu qu'ils n'eussent pas de crime à se reprocher.

Poursuivant son raisonnement il dénonçait les causes véritables et secrètes de la situation des parties. Si l'on écartait les royalistes des

affaires, si au lieu de s'appuyer, comme il eût été sage, sur une majorité de droite compacte, on en était réduit à louvoyer entre des minorités, enlevant ainsi au ministère toute véritable autorité dans les Chambres, ce n'était pas, comme le prétendaient les ministres, parce que les hommes de droite, aveuglés par leurs préjugés, s'opposaient à toute collaboration, c'était en réalité, disait-il, parce que le pouvoir appartenait à une petite coterie qui ne travaillait que dans son seul intérêt ; et il écrivait :

« Ceux qui, dans l'origine, donnèrent naissance au système politique si menaçant aujourd'hui, ce fut une trentaine d'hommes qui s'arrangèrent pour renfermer l'autorité administrative dans leur petit cercle, et la conserver à tout prix... Ce n'est qu'une coterie poussée par une faction. Cette coterie a été forcée de prendre son point d'appui dans cette faction. C'est de là qu'elle tire sa puissance, c'est de là que viendra sa perte. C'est pour cette cause que le ministère, soumis malgré lui à l'action du système, tend naturellement à s'épurer, à restreindre la base sur laquelle il peut compter, à se dégager des hommes qui ne sont pas assez prononcés dans un certain sens pour les remplacer par des hommes plus décidés ou plus soumis. »

Pour garder le pouvoir, la coterie des doctrinaires amis de Decazes poussée par la faction des hommes des Cent-Jours, rend impossible, expliquait-il, le fonctionnement normal du régime établi par la Charte, écarte des affaires les soutiens naturels de la monarchie, pour se livrer chaque jour davantage aux ennemis de la dynastie, et expose la France aux plus graves dangers : « Car, déclarait-il pour finir, il arrivera qu'à force d'épurations, l'esprit du gouvernement se trouvera changé, une opinion aura pris la place d'une autre sans qu'on s'en aperçoive. » Et il sera alors trop tard pour réagir, car bientôt la faction sera partout maîtresse, les ennemis du roi seront seuls au pouvoir.

Telle était la menace à laquelle Chateaubriand aboutissait, telle était l'accusation qu'il lançait contre Decazes et ses amis. Telles étaient aussi les raisons en vertu desquelles, disait-il, il serait vain pour les royalistes de se fier aux promesses de la réaction.

Mais s'il avait nettement renoncé à tout espoir de conciliation avec Decazes, Chateaubriand ne s'était pas contenté de critiquer. Tout ultra qu'il fût par ses votes et ses discours, tout hostile qu'il se montrât aux hommes des Cent-Jours, il ne craignait pas de recommander aux royalistes de faire place dans leurs rangs à tous ceux, même anciens révolutionnaires, qui avaient fait preuve d'honnêteté ; en même temps, il dénonçait aux ministériels le complot de la coterie qui, pour

se maintenir aux affaires, faisait le jeu de la faction des ennemis des Bourbons. Il montrait que la politique de bascule imaginée par Decazes, était aussi inutile que dangereuse, et il rêvait d'opposer un vrai cartel des droites à l'union des gauches vers laquelle, il le voyait, étaient entraînés, volontairement ou non, les ministériels.

Tout ce que nous savons, tout ce que nous allons voir, indique que Chateaubriand ne se trompait pas en assurant que le ministère, si l'on refusait de gouverner franchement avec la droite, allait de plus en plus devenir le prisonnier des ennemis que le régime avait à gauche et qui, le jour où ils seraient les maîtres de toutes les branches de l'administration, profiteraient du premier complot, de la première émeute pour abattre la monarchie. Il était le premier à découvrir et à analyser le mécanisme de ce complot qui menaçait la dynastie.

Enfin, pour terminer, insistons sur l'idée essentielle du programme qu'il préconisait : la nécessité de gouverner avec une large union des droites. C'est par là qu'il allait montrer son sens politique et sa modération. Nous allons le voir s'attacher à cette politique qui seule, selon lui, devait permettre au régime de s'installer de façon durable. Nous allons le voir travailler à la faire réussir, à la faire adopter par les royalistes ; rendre par elle possible le ministère Villèle et s'y tenir encore quand, grisé par le succès, Villèle se sera imprudemment confié aux courtisans d'extrême droite dont les maladresses devaient amener sa chute et bientôt celle de la monarchie.

Par sa brochure, dont il avait fait une sorte de manifeste, Chateaubriand avait pris nettement l'attitude de « chef d'une opposition honorable » qu'il annonçait à Mme de Duras au mois d'octobre.

Bien entendu, aussitôt paru, l'ouvrage avait eu un grand retentissement. Les partisans du ministère publiaient, pour lui répondre, toute une série de brochures, dont nous avons retrouvé plus d'une douzaine à la Bibliothèque nationale. Les unes se contentaient de l'injurier, les autres lui reprochaient de faire le jeu de la gauche ou soutenaient qu'attaquer les ministres que le roi s'était choisis, c'était attaquer le roi. Les *Archives philosophiques*, en particulier, dans un article très violent, lui reprochaient son obscurité, sa confusion, déformaient tout ce qu'il disait pour mieux s'en moquer, et l'accusaient une fois de plus d'hypocrisie lorsqu'il prenait la défense de la Charte, car, pour la nécessité de leur propagande, les hommes de gauche prétendaient et affirmaient sans preuve que les royalistes n'étaient pas sincères lorsqu'ils réclamaient des libertés.

Il n'y en avait pour Chateaubriand que plus de courage à oser, comme il l'avait fait, mettre en cause la coterie ministérielle et attaquer, toujours seul, non seulement telle ou telle mesure, mais le système

adopté par les hommes au pouvoir. Sans doute certains diront qu'il aurait mieux valu pour lui ne pas procéder ainsi ; qu'il aurait fait aboutir plus vite la politique qu'il préconisait si, au lieu de se contenter de parler au public, et de se poser bruyamment en adversaire des ministres, il avait, avec adresse, dépensé toute son activité à tenter de convaincre le duc de Richelieu et le roi.

Le malheur seulement est, nous le savons, que pour une telle tâche il manquait de souplesse et d'esprit d'intrigue ; trop guindé, trop raide avec les gens en place, il était plus fait pour la lutte à découvert, pour la polémique, que pour les machinations habiles et savantes. Il n'aurait eu ni le goût ni le talent de rivaliser avec le souple et insinuant Decazes. D'ailleurs ce n'était pas d'hommes d'intrigue que le régime avait besoin. Il en était déjà accablé. Pour mener à bien la tâche essentielle du moment, la réadaptation réciproque de la France et de la monarchie, c'était des idées claires qu'il fallait, c'était à l'opinion d'abord qu'il fallait parler.

Telle quelle, l'influence exercée par Chateaubriand avec les armes qu'il possédait était considérable. La politique nouvelle qu'il préconisait allait rallier les royalistes découragés par les échecs qu'ils venaient récemment de subir à la cour et dans les Chambres. Et quelque mois plus tard, nous allons voir sous sa direction, avec un programme rédigé par lui, tous les hommes en vedette de la droite se grouper pour une action commune et fonder le journal *le Conservateur*, qui, au bout d'un an et demi, allait abattre Decazes et mettre les royalistes au pouvoir.

CHAPITRE IV

L'OPPOSITION A DECAZES ; DEUXIÈME PARTIE ; 1817-1820.

LA CONSPIRATION DU BORD DE L'EAU. — LE « CONSERVATEUR ».

L'année 1818 qui, avec la fondation du *Conservateur* allait marquer un des moments les plus importants de la carrière politique de Chateaubriand, commençait pour lui de façon assez calme.

Les effets de son manifeste de décembre n'allaient pas se faire sentir tout de suite. Tandis que Decazes, dont l'influence sur le roi ne cessait de grandir et qui était au mois de février nommé pair de France, poursuivait sa politique de gauche où le plus fantaisiste arbitraire interprétait la Charte, Chateaubriand, soutenant et encourageant ses amis de la Chambre des députés, prononçait, lors de la discussion à la Chambre des pairs des projets de loi déposés par le ministère sur la presse, sur le Concordat et sur le recrutement, quelques importants discours dont le principal intérêt est de faire voir comment il posait, précisait et enseignait peu à peu les règles et le mécanisme du régime représentatif.

Le projet de loi sur la presse comprenait deux parties : la première concernait les journaux pour lesquels le ministère demandait à maintenir, pendant trois ans encore, le régime de censure établi par la loi provisoire de l'année précédente ; la seconde, concernant la presse non périodique, devait compléter la loi de 1814, et préciser les conditions dans lesquelles les livres et les journaux pourraient être publiés, saisis et poursuivis devant les tribunaux.

Dans la brève discussion sur la loi des journaux, Chateaubriand, comme ses amis de la droite, demandait à nouveau, sans pouvoir l'obtenir, la suppression du régime de la censure. A propos de la presse non périodique, il prenait la parole le 10 février.

Les orateurs des deux oppositions de droite et de gauche insistaient surtout sur la nécessité de faire juger les délits de presse par le jury et non par les juges du tribunal correctionnel. (L'opposition de gauche demandait que le jury compétent fût le jury ordinaire de la cour d'assises, la droite que l'on organisât un jury spécial choisi parmi les citoyens éligibles.)

Le projet du gouvernement s'occupait surtout de préciser les conditions de la publication. L'article VIII, l'article principal, décidait qu'à l'avenir, sitôt remplie la formalité du dépôt légal et avant même leur mise en vente effective, les livres seraient considérés comme publiés et seraient susceptibles d'être saisis, tandis qu'auparavant, il fallait attendre la publication véritable pour pouvoir agir.

L'intérêt d'une telle mesure était de permettre aux ministres d'empêcher qu'un ouvrage qui leur déplaisait ne vînt à la connaissance du public, en le faisant poursuivre et saisir avant qu'aucun exemplaire fût encore sorti de chez l'imprimeur. C'était par suite une gêne nouvelle apportée à la liberté de la presse. L'article avait déjà été modifié par la Chambre des députés. Mais le ministère, en portant le projet à la Chambre des pairs, avait d'autorité rétabli le texte primitif en se contentant d'annexer en note l'amendement adopté par la Chambre des députés, paraissant indiquer ainsi qu'un texte rejeté par les députés continuait encore cependant à être valable.

C'était là du point de vue constitutionnel une irrégularité que Chateaubriand tout d'abord signalait. Le ministère avait le droit, si les amendements des députés ne lui plaisaient pas, de retirer le projet ; mais du moment qu'il le présentait aux pairs, il devait le présenter tel que la Chambre des députés l'avait modifié ; et il n'avait pas le droit de considérer la Chambre des députés comme un simple conseil des votes duquel le gouvernement pouvait, à son gré, ne pas tenir compte.

Passant ensuite au fond de la question, Chateaubriand protestait énergiquement contre l'assimilation faite par le gouvernement entre le simple dépôt légal et la véritable publication. Et comme les orateurs du gouvernement avaient fait valoir que la mesure proposée par eux permettrait d'empêcher de façon beaucoup plus efficace la diffusion des livres dangereux, Chateaubriand, pour leur répondre, esquissait, des conséquences du régime représentatif, une théorie d'un libéralisme, semble-t-il, beaucoup plus absolu qu'il ne l'avait fait jusque-là. Si, disait-il, « sous la monarchie absolue, rien n'est plus explicable que l'axiome qui veut qu'on prévienne le crime pour ne pas être obligé de le punir, dans la monarchie représentative, il n'en va pas de la sorte. Une telle monarchie ne peut exister sans la plus entière indépendance de l'opinion ». Aussi, expliquait-il, laisse-t-on en Angleterre se rassembler librement toutes les réunions publiques, au risque même de provoquer des troubles, et en se contentant de réprimer ensuite et très sévèrement, s'il y a lieu, le désordre aussitôt qu'il est commencé.

Il est vrai que lorsque Decazes en répondant à ce discours lui aura

réproché de regretter que l'on ne voie pas à Paris les émeutes de Londres, Chateaubriand répondra par une note ajoutée à l'édition imprimée de son discours en disant : que loin de pousser le libéralisme aussi loin que le ministre feignait de le croire, il se contentait « de tirer un exemple du plus grand délit pour argumenter *a fortuitu* en passant au plus petit ».

D'ailleurs, si dans cette affaire il avait défendu les droits de l'opinion et des Chambres contre le gouvernement, peu après, dans la discussion sur la loi du recrutement, il prenait, avec la droite, la défense de l'autorité royale contre les prétentions des Chambres.

La question de la loi du recrutement se présentait de la façon suivante :

Aussitôt après la débâcle des Cent-Jours et le licenciement de l'armée de la Loire, le duc de Feltre avait, comme ministre de la Guerre, travaillé à réorganiser de façon provisoire quelques régiments sûrs et fidèles en les composant d'hommes choisis parmi les anciennes troupes impériales et d'engagés nouveaux. Tous ses soins avaient été donnés surtout à l'organisation des corps de la garde royale.

Mais, une fois la crise passée et l'ordre rétabli, la France allait avoir besoin, à nouveau, d'une armée plus considérable, propre à lui permettre de tenir en Europe un rang digne d'elle. Or, la Charte avait, en 1814, supprimé la conscription, c'est-à-dire le système de l'appel obligatoire établi par la Révolution, et qui avait, pendant les dernières années de l'empire, excité tant de mécontentement et rencontré tant de mauvaise volonté de la part des conscrits réfractaires. Il allait falloir décider comment serait recrutée l'armée nouvelle, comment seraient organisées les réserves, comment enfin serait réglé l'avancement.

Recrutement, réserve, avancement, telles étaient les trois questions résolues par le projet de loi que le maréchal de Gouvion Saint-Cyr, le nouveau ministre de la Guerre, avait déposé à la Chambre des députés le 28 novembre 1817.

1^o Deux modes de recrutement étaient prévus : les engagements volontaires et des appels obligatoires par tirage au sort. La durée du service était fixée à sept ans, le contingent annuel était, en temps de paix, de 40 000 hommes et pouvait être augmenté en temps de guerre. C'était revenir, en partie au moins, à la conscription que la Charte déclarait abolie. Mais le ministre de la Guerre soutenait dans son exposé des motifs que, d'une part, puisque au lieu d'appeler les classes en entier comme le faisait la conscription de Napoléon, on n'en appelait chaque année qu'une partie, on ne contredisait pas la Charte, qui, assurait-il, n'avait voulu abolir que le régime de la

conscription de l'Empire et non pas toute espèce d'appel obligatoire.

D'autre part, l'expérience, selon lui, prouvait que les engagements volontaires ne pouvaient suffire au recrutement d'une armée moderne. D'ailleurs les procédés de racolage de l'ancien régime avaient laissé, disait-il, de mauvais souvenirs. Il fallait donc se résigner au système du service obligatoire.

Un autre argument que le ministère omettait dans son exposé, mais qui allait être utilisé au cours de la discussion par certains orateurs de la gauche, avait aussi contribué à faire adopter le principe du service obligatoire. La gauche préférait ce qu'elle appelait les armées de citoyens recrutées par des appels aux armées de métier recrutées par engagement. Et Camille Jordan, un des doctrinaires disciples de Royer-Collard, allait déclarer à la tribune (1) que si l'engagement pouvait être admis comme un soulagement précieux aux difficultés que pouvaient comporter les appels obligatoires, une telle ressource ne devait pas être exagérée au point de devenir le moyen principal lui-même.

Car, expliquait-il : « L'appel obligé seul fait les États libres, les armées recrutées par engagement sont gages d'esclavage ; » déclaration curieuse, presque paradoxale à première vue et qui prouve bien que si les libéraux se préoccupaient d'assurer ce qu'ils appelaient la liberté de l'État, le souci de la liberté individuelle des citoyens leur était parfaitement étranger.

La droite était naturellement hostile aux appels obligatoires en temps de paix ; elle soutenait que la Charte, en promettant la suppression de la conscription, avait entendu supprimer toute forme d'appels obligatoires et qu'après avoir pris un engagement aussi solennel, la monarchie allait s'attirer une grande impopularité en rétablissant une institution qui, sous l'Empire, avait laissé des souvenirs si odieux. Elle n'ignorait pas non plus qu'admettre le principe du service obligatoire, c'était rendre possibles des armées plus nombreuses et par suite des guerres plus terribles. En outre, le principe du service obligatoire était, à ses yeux, à la fois despotique et démocratique : despotique, parce qu'il levait des hommes de force ; démocratique, parce qu'il appelait les hommes sans distinction de condition. Enfin, la droite se rendait compte de l'arrière-pensée qu'avait la gauche en voulant faire ce que l'on appelait une armée citoyenne, laquelle pourrait, en cas de troubles, être opposée à la monarchie.

2^o Pour l'organisation des réserves, le projet de loi prévoyait que les anciens soldats, une fois leur temps de service terminé, seraient organisés en légions de vétérans soumises à des revues périodiques

(1) Séance du 17 janvier 1818.

et susceptibles d'être appelées en temps de guerre. Or, pendant plusieurs années encore, les légions de vétérans, si on les organisait, allaient être composées par les soldats des armées impériales. La droite jugeait bien imprudent de rassembler à nouveau, en corps organisés, ces anciens soldats qui avaient déjà abandonné les Bourbons aux Cent-Jours, de maintenir chez eux l'esprit de corps, de s'exposer ainsi à raviver sans cesse leurs rancunes contre le régime et à préparer d'avance une armée aux insurrections possibles.

3^o Enfin, le régime prévu pour l'avancement consistait à décider que les deux tiers des grades, jusqu'à celui de colonel, seraient donnés à l'ancienneté, et que nul ne pourrait être nommé à un grade supérieur s'il n'avait servi quatre ans au moins dans le grade inférieur, sauf en cas de guerre.

En consacrant plusieurs articles du projet de loi à l'avancement, et en proposant que les deux tiers des grades fussent réservés à l'ancienneté, l'arrière-pensée du ministère et de la gauche était d'enlever au roi le plus possible d'influence sur la nomination et l'avancement des officiers et d'empêcher que la couronne ne pût, par la faveur, donner une place prépondérante dans l'armée à la noblesse.

C'est cette question de l'avancement qui provoquait de la part de la droite la plus grande révolte. Sans doute on reconnaissait que les règles de l'avancement devaient être fixées de façon stable, de manière à ne pas permettre le favoritisme : « Tous, dit M. de Vogüé à la Chambre des députés (1), nous rendons hommage aux motifs qui ont fait proposer le mode d'avancement ; tous nous désirons que ce mode devienne un statut immuable de l'organisation militaire... Mais, ajoutait-il, ce statut ne peut exister que dans un acte d'administration publique. » Car ce que les royalistes n'admettaient pas, c'est que ce fussent les Chambres qui, par une loi, réglassent ce statut. Le roi, disaient-ils, est le chef suprême de l'armée. C'est à lui et non aux Chambres à régler l'avancement par une ordonnance émanant de lui seul et révocable par lui : « En dépouillant le monarque de la plus importante de ses prérogatives, du droit de récompenser les services de l'armée, dit La Bourdonnaye, en mettant l'avancement sous la garantie des deux Chambres, les ministres concentrent en elles tous les pouvoirs et préparent la ruine de la monarchie. » Cette question préoccupait tellement les royalistes, que le comte d'Artois se décidait à une démarche, qui demeura du reste sans succès, en écrivant à son frère une lettre où il le mettait en garde contre les dangers où l'entraînait sa confiance exagérée en Decazes.

(1) Séance du 16 janvier 1818.

Le discours que Chateaubriand prononçait le 2 mars lors de la discussion à la Chambre des pairs était en complet accord avec la thèse des autres membres de la droite ; il mérite d'autant plus de retenir l'attention qu'il exposait de façon particulièrement nette quelques-uns des principes qui, selon Chateaubriand, devaient servir de base à l'ordre social.

Tout d'abord, critiquant comme les orateurs qui l'avaient précédé le système des appels obligatoires et de la conscription, il déclarait : « La conscription, messieurs, reproduite sous le nom d'appels, est à la fois le mode naturel de recrutement du despotisme et de la démocratie, et ne peut appartenir, pour cette double raison, à la monarchie constitutionnelle ; elle est le mode de recrutement sous le despotisme parce qu'elle lève les hommes de force, viole les libertés politiques et individuelles et est obligée d'employer l'arbitraire dans la forme de son exécution. Elle est le mode de recrutement dans la démocratie parce qu'elle établit une égalité métaphysique qui n'existe pas dans la propriété, l'éducation et les mœurs.

« Aussi quand on étudie les discours des orateurs qui ont parlé contre le mode des appels forcés, on croit remarquer qu'ils se réfutent les uns les autres. Ceux-ci disent que la conscription attaque la liberté, ceux-là prétendent qu'elle favorise la tyrannie. La vérité est qu'ils ont également raison. Rien n'est plus naturel que la conscription qui convient au despotisme convienne aussi à la démocratie. *Il y a une grande analogie entre la tyrannie de tous et la tyrannie d'un seul. Le despote est niveleur comme le peuple.* Aussi la conscription décrétée sous la République par le Directoire, passa comme un héritage naturel à l'Empire sous Bonaparte...

« Vous voulez qu'une monarchie à peine rétablie résiste à tant de secousses, surmonte tous les obstacles que vous faites naître autour d'elle. Cette monarchie n'a presque rien encore de ses éléments propres, hors son roi ; sa partie aristocratique n'est encore, pour ainsi dire, qu'une fiction, et vous lui refusez son mode naturel de recrutement et vous affaiblissez sa prérogative royale ! Et vous lui donnez pour ses élections une loi démocratique ! Que voulez-vous donc qu'elle devienne ? »

Ainsi donc Chateaubriand insistait, comme il l'avait déjà fait dans *la Monarchie selon la Charte*, sur la nécessité de maintenir et d'organiser une aristocratie armée d'un certain nombre de prérogatives. C'est là un des points sur lesquels il a toujours le moins varié. Même après 1830, lorsque la chute des Bourbons lui aura enlevé beaucoup de sa confiance dans la possibilité d'une restauration monarchique

stable, il insistera encore sur la haine et le dégoût que lui inspirait un nivellement égalitaire et démocratique. Aussi, dans son discours sur le recrutement, s'efforçait-il de montrer l'antinomie profonde qui existe entre les deux principes de liberté et d'égalité que la Révolution prétendait unir. Il montrait l'absurdité de cette égalité métaphysique que l'on veut établir entre les hommes et il soutenait que seul un système de privilèges peut assurer aux individus des libertés fermes et réglées. Il se trouvait incontestablement, en parlant ainsi, dans la plus stricte tradition de la doctrine monarchique telle que, plus tard, devait la définir le comte de Chambord ; et ceux qui affectent de voir en lui un esprit troublé d'utopies révolutionnaires, devraient ne pas oublier des déclarations aussi nettes que celles-ci.

D'autre part, il gardait, comme toujours, la même dignité de style pour répondre à ceux qui, voulant signaler les inconvénients du régime de recrutement par engagement volontaire, cherchaient à opposer les défauts de l'armée de l'ancien régime à la gloire de l'armée de Napoléon :

« Ce n'est pas, disait-il, que l'enrôlement volontaire sous l'ancienne monarchie fût exempt de tout reproche. M. le ministre de la Guerre a fait une peinture frappante, mais peut-être un peu vive des abus auxquels cet enrôlement donnait lieu. J'ignore, par exemple, ce que veulent dire les conséquences notoires en fait de l'enrôlement volontaire pour notre ancienne armée : admirons les prodiges de nos nouveaux soldats ; mais ne soyons pas injustes pour nos anciens défenseurs. Les victoires de Fournoue, de Marignan, de Lens, de Fribourg, de Fontenoy sont réellement notoires en fait. Nous avons été quelques fois battus avec la conscription comme nous l'avons été avec l'enrôlement volontaire. Je sais encore que du temps de l'enrôlement volontaire, les femmes de Paris étaient comme les femmes de Sparte : elles n'avaient jamais vu la fumée d'un camp ennemi. Dans tous les cas, il n'est pas déjà trop mal d'être arrivé de défaites en défaites avec l'enrôlement volontaire, depuis Charles VII jusqu'à Louis XIV, depuis Dunois jusqu'à Turenne. Dieu veuille que la conscription nous conduise aussi loin de victoire en victoire. »

Abordant ensuite la question des réserves, il montrait, comme les autres orateurs de droite, les dangers qu'entraîneraient les organisations de légions de vétérans : « Rien, dit-il, de plus utile, de plus équitable, que d'employer individuellement les braves qui ne paraissent jamais sur un champ de bataille sans remporter des victoires et des blessures. Mais les réunir dans un corps séparé, cette mesure est-elle d'une sage politique ? »

Enfin, il traitait la question de l'avancement, et il est curieux, pour ceux qui veulent voir en lui un des fondateurs du parlementarisme contemporain, de l'entendre défendre la prérogative royale contre les usurpations du pouvoir législatif.

Régler l'avancement par une loi, c'était à ses yeux attaquer dangereusement la prérogative royale : « On ne le nie pas, dit-il ; mais « on se retranche dans ce raisonnement reproduit de cent manières, « savoir : que la royauté est, entre les mains du roi, un trésor « qu'il fait valoir pour le bien des peuples et non un dépôt stérile « qu'il serait simplement chargé de transmettre à ses descendants. « Ce raisonnement, messieurs, est-il aussi solide qu'il est brillant et « ingénieux ? Je ne le pense pas. Il y a des trésors inaliénables dont « ne peut jamais se départir celui qui en a la garde et la jouissance. « Au nombre de ces trésors sont les pouvoirs politiques. La cou-
« ronne ne peut pas plus s'en dépouiller que les Chambres ne « peuvent abandonner le principe qui les constitue. Il plaît à la « couronne aujourd'hui de nous faire part d'un de ses droits les « plus sacrés, celui de nommer aux emplois de l'armée. Mais, si « demain il lui plaît encore de livrer aux Chambres le droit de paix « et de guerre ; *si, de concessions en concessions, elle énerve l'autorité « royale et finit par nous revêtir de sa puissance, alors la souveraineté « passe aux Chambres, de là au peuple et nous tombons dans la « démocratie.* Si, au contraire, ce sont les Chambres qui cèdent à la « couronne, qui la laissent lever l'impôt sans leur concours, disposer « à son gré de la liberté individuelle et de la liberté de la presse, « alors tout se concentre dans la couronne et nous arrivons au « despotisme. »

Ainsi donc, voilà qui est clair, pour Chateaubriand le roi possédait et exerçait la souveraineté, les Chambres ayant pour rôle de contrôler les impôts et de faire, par les lois qu'elles votent, respecter les libertés des personnes. Nous sommes loin, on le voit, du régime parlementaire, tel qu'il est conçu et pratiqué aujourd'hui.

Chateaubriand montait encore une fois à la tribune dans les derniers jours de la session, au mois de mai, à propos de la discussion du budget. Le discours qu'il prononça n'a pas été publié par lui. Il faut croire cependant qu'il avait eu un certain retentissement, car le *New-Times*, le journal anglais dans lequel écrivaient les ultras pour répondre aux correspondances privées publiées par le ministère dans le *Times*, le *Morning Chronicle* et le *Sun*, en citait d'importants passages. Mais, expliquait le rédacteur, ces passages avaient été reproduits de mémoire, car, ni dans le *Moniteur*, ni dans aucun journal français, la censure de Decazes n'avait permis qu'on y fit la moindre allusion.

Un tel trait permet de se rendre compte de ce qu'était alors le régime imposé à la presse. Chateaubriand protestait, en effet, contre la façon dont le budget avait été présenté à la Chambre des pairs, quelques jours à peine avant la clôture de la session, trop tard pour permettre le moindre examen et la moindre discussion. « C'était là, disait-il, traiter la Chambre des pairs comme le Sénat de Bonaparte ». Et une fois de plus il insistait sur la nécessité, pour assurer la paix et l'ordre, d'accepter franchement les institutions données par la Charte en laissant jouer aux Assemblées leur rôle essentiel de contrôle des finances et en n'employant pas contre elles ces petites ruses qui, sous prétexte de permettre aux ministres de se maintenir, « usent peu à peu, disait-il, les institutions et ruinent la confiance ».

Après avoir défendu la prérogative royale, il défendait ainsi les droits des Chambres. Sans doute, pour lui comme pour les autres, dans ces discussions qui posaient sans cesse des questions de principe, les interprétations données au texte de la Charte étaient, dans une certaine mesure, inspirées par les circonstances, mais il ne se laissait entraîner à aucune imprudence. Avec ses amis, il construisait peu à peu une interprétation réaliste de la Charte par laquelle devaient être conciliés à la fois l'entière indépendance de l'autorité royale et le respect des libertés constitutionnelles.

Bien qu'il eût au cours de l'hiver été arrêté par un léger accident (il s'était cassé un muscle de la jambe et avait dû rester couché plusieurs semaines), son autorité parlementaire n'avait fait que s'accroître. L'opposition royaliste tout entière, loin de se décourager comme on aurait pu le craindre après ses échecs électoraux, avait conservé assez d'influence dans les deux Assemblées pour que, le jour où fut votée à la Chambre des pairs la loi sur le recrutement, Decazes, afin d'obtenir une majorité, ait dû prier le roi de sortir ce jour-là se promener, malgré une pluie violente, en emmenant dans sa voiture trois dignitaires de la cour, membres de la Chambre des pairs dont le suffrage, on le savait, aurait été hostile au ministère s'ils avaient pu assister à la séance. En dehors des Chambres aussi, par l'appui que leur donnait le comte d'Artois, par les brochures, par les influences de cour et de salons, les royalistes continuaient à lutter.

Sans doute, dans ce domaine-là ils faisaient bien des maladresses ; dans les salons en particulier, l'éternelle agitation trop bavardée des gens de cour exagérait inutilement les lamentations, les fanfaronnades et les vaines violences de langage. Nous pouvons juger du ton de leurs conversations d'après les lettres que, quelques mois plus tard, Mme de Nesselrode, la femme du ministre

russe, pendant un séjour qu'elle faisait à Paris, écrivait à son mari, pour le mettre en garde contre les renseignements intéressés que lui transmettait Pozzo di Borgo, l'ambassadeur : « Je ne puis, disait-elle (1), t'exprimer l'horreur et l'épouvante qui règnent ici parmi les honnêtes gens qui sont en plus grand nombre qu'on ne pense... les événements se précipiteront certainement avec une impétuosité incalculable. Des dérangements sans fin en résulteront de nouveau, et tout cela pour quoi? pour un groupe de misérables. »

Decazes, pour elle, était un « coquin ». — « Quant au roi, écrivait-elle le 4 avril 1819, c'est une simple machine qui fait ce qu'on lui dit de faire. Il croit, à ce prix, être en droit d'occuper le château des Tuileries et d'avoir à dîner. C'est l'homme du siècle le plus misérable. » « Le premier jacobin, est le roi, écrivait-elle le 9 avril, il finira avec le bonnet rouge sur la tête. »

Certaines de ces intempérances de langage étaient si choquantes que Mme de Duras elle-même, pendant la maladie de Chateaubriand, quand pour le voir elle avait été obligée d'aller chez lui, où elle retrouvait toujours, autour de sa chaise longue, quelques exaltés du pavillon de Marsan, Mme de Duras, un jour d'impatience, écrivait à Mme Swetchine (2) : « En fait d'ultras, je n'aime que trois ou quatre hommes politiques distingués, les généraux, mais les soldats m'ennuient, je ne les vois guère... Si M. de Chateaubriand était longtemps malade, je deviendrais ministérielle, par l'ennui ou la déraison de ceux qui entourent sa chaise longue. »

Il est vrai que Mme de Duras n'était pas tout à fait impartiale. Habitée aux visites que Chateaubriand lui faisait presque tous les matins et où, écrit-elle, elle l'écoutait « penser tout haut devant elle » et pour elle seule, elle s'impatiait d'être obligée de partager, de ne pouvoir mener la conversation à sa guise.

Il est vrai, surtout, que les royalistes avaient des raisons d'être exaspérés. Tandis que Louis XVIII préparait lui-même le mariage de son favori avec une des plus riches (il est vrai aussi une des moins jolies) héritières du royaume, Mlle de Saint-Aulaire, Decazes, poussé par ses partisans de gauche et impatient de la résistance que la droite continuait malgré tout à lui imposer, multipliait les mesures vexatoires, les provocations les plus injustes. Il continuait à révoquer les préfets dont les opinions paraissaient trop royalistes, et dans les journaux anglais il annonçait des remaniements plus complets encore : « Le ministère a renvoyé M. de la Selle, préfet de la Haute-

(1) *Lettres et papiers du comte de Nesselrode*, VI.

(2) PAILHÈS, *ouv. cité*, p. 157.

Marne, à cause de ses opinions ultra-royalistes, écrivait le *Sun* du 23 mars ; ceux qui suivent de près la marche du ministère pensent que ces mesures seront suivies de plusieurs autres. »

Le général Milhaut, comte de l'Empire, un ancien conventionnel, un de ceux qui avaient voté la mort de Louis XVI, et à qui, à cause de sa conduite sous la Révolution le gouvernement royal avait refusé tout d'abord de confirmer ses lettres de noblesse, recevait de Louis XVIII lui-même, une lettre lui annonçant que ses mérites comme soldat avaient fait oublier ses erreurs comme juge et que son titre de comte lui était rendu (voir *Morning Chronicle* du 26 mars) ; mais le général Donadieu, le gouverneur de Grenoble, qui avait réprimé la conspiration de 1816, était relevé de son commandement. Et tandis que, signale Villèle le 27 février (1), paraissaient coup sur coup sur l'affaire de la conspiration de Lyon une foule de brochures « plus révolutionnaires les unes que les autres », que l'on croyait, précise-t-il le 6 mars (2), approuvées par le ministère, le deuxième volume de la *Correspondance politique* de Fievéé était saisi et des poursuites étaient ordonnées contre l'auteur.

Grisé par le succès, Decazes allait même se laisser entraîner à une sottise. Pour écraser définitivement ses adversaires en compromettant les chefs du parti royaliste et les gens de cour les plus en vue, il imaginait ou utilisait une étonnante intrigue policière qui, par malheur, trop audacieusement combinée, allait se retourner contre lui. Il montait de toutes pièces le scandale de la « Conspiration du bord de l'eau ».

* * *

Pasquier raconte dans ses *Mémoires* (3) qu'à la fin de juin 1818 le procureur du roi, M. Jacquinot de Pampelune, vint le voir pour lui annoncer qu'un M. de Mesmay, capitaine de gendarmerie, qui avait servi à Lyon sous Canuel, venait de dénoncer un projet de conspiration où se trouvaient mêlés les généraux Canuel et Donadieu.

Les conjurés, paraît-il, avaient l'intention, avec la complicité d'un régiment de cuirassiers de la garde, que commandait M. de la Rochejaquelein, et de deux régiments de la garde à pied, d'enlever les ministres au sortir du conseil qui se tenait à Saint-Cloud, où se trouvait la cour, de les conduire à Vincennes, où l'on s'était assuré

(1) *Mémoires*, II, 234.

(2) *Id.*, 236.

(3) Tome IV, 241.

la complicité du commandant du fort et de forcer ensuite le roi à prendre d'autres ministres, choisis bien entendu parmi les ultras.

Un M. Pyraud qui avait fait, assure Pasquier, des déclarations semblables à Lainé, précisait qu'en cas de résistance du roi on était décidé « à lui faire subir le sort de Paul I^{er} de Russie ».

Molé qui, dans ses *Mémoires* (1), confirme le récit de Pasquier, dit en outre que, d'après les dénonciateurs, les réunions des conjurés se tenaient chez Chateaubriand et que le duc de Fitz-James et M. de Bruges étaient dans le complot.

Les ministres, paraît-il, en recevant ces premières dénonciations, ne les avaient tout d'abord pas prises au sérieux, quand, pendant une séance du conseil, on apporta à Decazes une lettre de Donadieu à Chateaubriand, qui avait été saisie par la police et qui, racontent Molé et Pasquier, fit beaucoup d'impression sur les membres du cabinet (2).

Decazes, nous le savons, était avant tout un policier. En arrivant au ministère, il avait repris et perfectionné les méthodes d'espionnage mises en usage sous l'Empire par Fouché et Savary. Non seulement il faisait ouvrir à la poste les correspondances particulières dont il mettait sous les yeux du roi des extraits habilement choisis pour impressionner Louis XVIII dans un sens favorable à ses propres desseins, mais il faisait surveiller les moindres faits et gestes de ses adversaires politiques. Chateaubriand était un de ceux qui étaient le plus jalousement espionnés. Ernest Daudet a retrouvé, dans les archives de la famille Decazes, le dossier renfermant les rapports des policiers attachés à sa personne. Ils étaient deux qui suivaient tous ses pas et, avec la complicité des domestiques, fouillaient dans ses papiers, ramassaient dans sa corbeille ou dans les cendres de la cheminée les débris de lettres et de manuscrits : « Les rapports des deux agents attachés à sa personne, dit Ernest Daudet (3), constituent un volumineux dossier où se trouvent des manuscrits en lambeaux, des débris de papiers jetés au panier ou dans les cendres, et dont quelques-uns attachés par des épingles à une feuille blanche portent encore sur leurs bords déchiquetés, la trace de la morsure des flammes. »

Chateaubriand devait même finir par être informé de la surveillance dont il était l'objet un jour où un jeune domestique breton, qu'il venait d'engager, le mit au courant des propositions qui lui avaient été faites. Et, dans un article du *Conservateur* de février 1819,

(1) III, 289.

(2) PASQUIER, *Mémoires*, IV, 243. — MOLÉ, *Mémoires*, III, 290.

(3) *Le Temps*, numéro du 22 décembre 1898.

sans prendre la peine de se plaindre, il allait se contenter de dénoncer publiquement les procédés du ministre de la Police.

C'est le domestique de Chateaubriand qui avait pris la lettre de Donadieu dans la poche d'un habit que son maître venait de quitter, et c'est lui qui avait assuré que les conjurés se réunissaient, chaque soir, à son domicile.

Or, le général Donadieu venait d'être mis quelques mois plus tôt en disponibilité, par le ministère, et mécontent de voir ainsi récompensés les services qu'il avait rendus à Grenoble, il s'agitait et se plaignait auprès de ses amis du monde royaliste. De plus, le 14 juin, sur le boulevard de Gand, il avait eu une altercation qui avait inquiété la police, avec un nommé Ducheny, à propos des incidents de Grenoble (1). Aussi désirant l'éloigner de Paris sans scandale, lui avait-on confié une mission d'inspection des régiments suisses dans le Berry et dans l'Auvergne ; et il avait quitté Paris le 25 juin, après avoir eu, le 23, une audience du roi.

Ses amis de la droite pouvaient craindre de voir là, de sa part, une sorte de capitulation devant Decazes. C'est alors qu'il aurait, pour les rassurer, écrit à Chateaubriand.

D'après Pasquier, Molé et Pozzo di Borgo, qui les uns et les autres, disent avoir vu la lettre, il déclarait que, malgré la faveur qu'il venait de recevoir, ses sentiments n'avaient pas changé. « Voyez, ajoutait-il, si ce qui devait se faire aujourd'hui pourrait s'exécuter demain. J'attends votre réponse. »

Cette seule phrase, paraît-il, suffit à convaincre les ministres de l'existence du complot, et de la part que Chateaubriand d'un côté et Donadieu de l'autre y prenaient.

Mais on n'en était pas moins, disent Pasquier et Molé, très embarrassé pour savoir à quelle décision s'arrêter. Car Chateaubriand était pair de France. Si des poursuites étaient engagées contre lui, c'est la Chambre des pairs qui devait le juger ; et l'on s'exposait à des complications très graves. De plus, on n'avait d'autre indice de sa participation dans le complot que la lettre de Donadieu, et l'on était très gêné pour expliquer publiquement comment cette lettre était tombée entre les mains des ministres.

En attendant de prendre une décision, on faisait enquêter par la police. On découvrait que Canuel et Donadieu se rencontraient sur la terrasse du bord de l'eau aux Tuileries et dans un café du Palais Royal avec diverses personnes, parmi lesquelles, en particulier, Rieux-Songy, aide de camp de Canuel à Lyon ; M. de Romilly, offi-

(1) Archives nationales. Police générale, rapports des 14 et 15 juin.

cier destitué par Marmont à Lyon ; M. de Chappedelaine, ancien chef de chouans. On remarquait aussi que l'un des régiments dont les chefs étaient soupçonnés d'être du complot et qui était caserné à Rueil était sorti faire l'exercice certains jours où le conseil se tenait à Saint-Cloud, et était demeuré sous les armes plus longtemps que d'ordinaire. C'était là, paraît-il, des présomptions graves.

Certains ministres, cependant, faisaient remarquer qu'en l'absence de tout commencement d'exécution, et, étant donné la qualité de ceux que l'on soupçonnait, mieux valait se contenter d'écarter discrètement, sans scandale, les officiers soupçonnés, et que les complices alors, comprenant qu'ils étaient découverts, s'abstiendraient d'agir.

Mais le procureur général Bellard, qui avait été consulté, ou plus vraisemblablement Decazes lui-même, estimèrent qu'il fallait ouvrir une instruction régulière.

Et le 2 juillet, à cinq heures du matin, étaient arrêtés quatre des « conjurés » que les dénonciations de police faisaient considérer comme les plus compromis pour leurs conciliabules avec Canuel : MM. de Chappedelaine, Romilly, Rieux-Songy et Joannis. Ils étaient aussitôt mis au secret, traités avec une grande dureté. Joannis et Chappedelaine restaient pendant plusieurs jours enfermés à la Force avec des galeux. Les premiers interrogatoires qu'on leur faisait subir et que publia quelque temps plus tard Berryer leur avocat, dans une brochure intitulée : *Conspiration dite royaliste, Recueil de pièces*, n'apportaient du reste aucune preuve de leur culpabilité.

Tout en reconnaissant qu'ils étaient en relation ensemble, qu'ils connaissaient Donadieu et Canuel, les inculpés niaient s'être occupés de la moindre conspiration : « N'assistiez-vous pas à des réunions en secret dans lesquelles on s'occupait du changement du gouvernement, demandait le juge d'instruction à Rieux-Songy, lequel répondait : Non, monsieur, mais dites-moi où se tenaient ces réunions, car il me serait aisé de vous prouver que c'est encore une fausseté ou, du moins, si elles ont existé, que je n'y ai jamais été.

« *Demande* : N'assistiez-vous pas à celles qui ont eu lieu chez M. de Chappedelaine où on s'occupait de la conspiration ?

« *Réponse* : J'allais souvent le soir chez M. de Chappedelaine, mais je n'ai jamais rien entendu dire qui pouvait me faire soupçonner une conspiration. »

Et il expliquait qu'avec Joannis et Canuel il s'occupait seulement d'un nouveau procédé de combustion du bois. Quant à Chateaubriand il ne l'avait vu qu'une fois chez Canuel.

Joannis de son côté confirmait que ses réunions avec Rieux-Songy

avaient toutes pour but de s'occuper de leurs affaires de charbon.

Cependant, malgré le peu de renseignements ainsi recueillis, le ministre de la police ne craignait pas de faire annoncer, dans les journaux anglais, la découverte de la conspiration.

Dès le 1^{er} juillet, le *Times* publiait une lettre de Paris datée du 27 juin, annonçant que le bruit se répandait d'une conspiration tramée par les ultras pour exciter des troubles dans Paris et les départements et obliger les souverains alliés à ne pas évacuer la France.

Et le 2 juillet, aussitôt les arrestations faites, et bien que les interrogatoires n'eussent apporté aucune révélation, on avait envoyé au *Times* deux lettres publiées dans le numéro du 7 et qui disaient que la conspiration des ultras était découverte et déjouée, que si tous les détails n'en étaient pas encore connus, le plan d'ensemble au moins ne faisait plus de doute et qu'il s'agissait « d'un coup d'État à la Malet ».

Il était bien évident, comme devaient le faire remarquer plus tard les accusés, que seul le ministère, à cette date, était en mesure de transmettre de pareilles informations aux journaux de Londres ; c'était bien Decazes qui, alors que nulle preuve n'était encore apportée, accusait publiquement les ultras. D'ailleurs le *Times* ajoutait : « C'est le ministre de la police qui a tout découvert et mis l'affaire, dimanche 28, sous les yeux du roi. »

Du reste, comme on n'était pas sûr du tout de pouvoir apporter des preuves précises contre les soi-disant auteurs du complot, on déclarait en outre, « qu'à l'exception de quelques subalternes qui seront sans doute livrés aux tribunaux, l'éloignement de la cour de certaines personnes qui ne savent pas se prêter au système constitutionnel sera la seule punition infligée par le roi. »

En réalité, si peu certain que l'on fût du succès, on ne voulait pas que les dénonciations fussent perdues et l'on s'efforçait de compromettre le plus grand nombre de royalistes possible. Le *Sun* annonçait qu'un ministère avait été préparé par les conjurés avec Fitz-James aux Affaires étrangères, Donadieu à la Guerre, Villèle aux Finances et Chateaubriand à l'Intérieur.

On faisait planer les soupçons sur toute une série de personnalités du monde royaliste. Chateaubriand remarquera un peu plus tard (1) que c'étaient les hommes les plus connus pour leur dévouement à la famille royale pendant la Révolution qui étaient ainsi accusés : « C'est La Rochejaquelein, c'est le marquis de Vibraye, disait-il, un des

(1) Dans le *Conservateur*, tome I, p. 244.

naufragés de Calais ; c'est M. le baron de Vitrolles, négociateur pour les Bourbons à Troyes et prisonnier de Bonaparte pendant les Cent-Jours ; c'est M. le marquis de Puyvert enfermé dix ans dans les cachots de l'usurpateur ; c'est M. Agier, défenseur des compagnons de Moreau, Georges et Pichegru et qui, pendant les Cent-Jours, osa présenter une pétition à la Chambre des représentants pour les Bourbons ; c'est moi-même enfin et plusieurs autres, c'est cette troupe de *conspirateurs* qui devait, avec les sauveteurs de Lyon et de Grenoble, attenter à la liberté et peut-être à la vie du roi. »

Et le duc de Richelieu lui-même, quand ses collègues voudront destituer le colonel de La Rochejaquelein, s'écriera au Conseil, déclare Molé dans ses *Mémoires* (1) : « Messieurs, c'est déchirer le drapeau blanc. Faites-le si vous jugez nécessaire ; mais qu'il me soit permis de dire combien j'en suis malheureux. Voilà ce qui empoisonne ma vie, c'est cette nécessité de frapper successivement les hommes qui ont montré le plus de dévouement à la cause des Bourbons. »

Mais après cela, aveuglé par sa confiance en Decazes, il n'osait pas s'opposer aux demandes de ses collègues dont l'intérêt cependant, il n'aurait pas dû l'ignorer, était si vif à compromettre les royalistes.

On avait même l'audace de mettre Monsieur directement en cause. Le *Morning Chronicle* écrivait le 13 juillet : « Monsieur a dit aux ministres : il n'y a que des jacobins et des bonapartistes en place ; les royalistes sont disgraciés ou dans la misère et la monarchie marche rapidement vers sa ruine. » On voulait prouver par là la complicité du prince avec les conjurés ; et le même journal reprenait quelques jours après : « A cause de son hostilité, les ministres voudraient que Monsieur soit requis de renoncer à ses droits au trône de France en faveur du duc d'Angoulême. On en a parlé aux Alliés et on espère convaincre le roi. »

Sans doute cette fois Monsieur se fâchait, exigeait des excuses ; et après des négociations et des hésitations de toutes sortes, on se décidait à publier, dans le *Journal des Débats* du 31 juillet, une note dont le texte, dit Molé, avait été corrigé par le roi lui-même et qui déclarait : « C'est avec la plus profonde indignation que nous voyons, dans les journaux anglais, des insinuations qui tendent à outrager la Majesté royale, à insulter le gouvernement et à froisser le cœur de notre monarque chéri en paraissant méconnaître les sentiments de respect, de fidélité, d'obéissance et de vive tendresse dont tous les princes de son auguste famille sont toujours animés envers sa personne sacrée. »

(1) Tome III, p. 348.

Mais en même temps on tentait de poursuivre l'instruction. Le général Canuel, qui, à l'annonce de l'arrestation de ses soi-disant complices, avait quitté Paris, pour préparer sa défense, disait-il, et n'avait pas été tout d'abord inquiet, venait, sur le conseil de Chateaubriand (1), de rentrer le 24 juillet pour assister à l'audience d'un procès qu'il avait intenté quelque temps avant au colonel Favier. Il était arrêté et mis également au secret. On interrogeait Vitrolles et les officiers de la garde soupçonnés. Le 2 septembre enfin, on inculpait et on interrogeait, sans l'arrêter, le général Donadieu.

Cependant, bien qu'on eût multiplié les interrogatoires et les enquêtes, on n'arrivait à découvrir aucun complice. Et le 6 octobre, publiant leur défense, après trois mois d'emprisonnement, les accusés pouvaient écrire : « Dans un complot dont l'objet est de renverser le gouvernement et la légitimité, assurément il y a eu des chefs de bande, des embaucheurs, et un grand nombre de complices. Où sont-ils donc ces embaucheurs, ces chefs de bande et ces complices? Pas un seul n'est encore arrêté. Pas un seul même ne paraît indiqué. Les deux officiers généraux comme chefs et leurs quatre principaux agents demeurent depuis trois mois emprisonnés, seuls et sans complices. »

Il n'y avait rien à répondre. Néanmoins, comme on ne voulait pas avouer un échec, on cherchait, pour corser l'affaire, un nouveau chef d'accusation ; on imaginait l'affaire de la « note secrète ».

On annonçait avoir découvert que non seulement les conjurés avaient voulu enlever les ministres, mais qu'ils avaient demandé l'appui des puissances étrangères pour obtenir un changement de gouvernement et le rétablissement des privilèges de la noblesse. Le plan de cette intrigue avait, paraît-il, été développé dans une note adressée quelques mois plus tôt par les conjurés aux gouvernements alliés. Le ministère venait d'avoir connaissance de cette note ; il la faisait imprimer et il la publiait avec un grand renfort de réclame dans une brochure intitulée : *Note secrète exposant les prétextes et le but de la dernière conspiration!*, et où un avertissement préliminaire expliquait que l'on avait cru nécessaire de donner une grande publicité à un tel document « pour faire évanouir les insinuations perfides et les calomnies dangereuses qu'il renferme contre le gouvernement du roi et contre la nation ».

« Il a toujours existé en France, ajoutait-on, depuis la Restauration, un parti qui a rejeté la Charte ou qui la présentait comme une simple

(1) Voir POLOVKZOFF : *Correspondances diplomatiques des ambassadeurs russes en France*. Lettre de Pozzo di Borgo à Nesselrode, 25 juillet 1818.

carte d'entrée, comme une concession nécessaire, mais momentanée... Ce parti agissait dans l'ombre... mais on manquait d'une pièce positive qu'on pût regarder comme le manifeste et la profession de foi de ce parti... »

Et on terminait en disant : « Ce honteux appel aux étrangers pour faire changer par leur influence le système du gouvernement sera désavoué par ceux mêmes qu'un moment de vertige a pu égarer au point de leur suggérer de pareils blasphèmes. Car cette pièce réunit les trois caractères d'un acte de souveraineté, d'un manifeste et d'un plan de conspiration, en un mot d'un acte de trahison envers la nation et le roi. »

Et la correspondance du *Times*, en annonçant la publication, déclarait que les auteurs du document étaient : Chateaubriand, de Bruges, Vitrolles, Fitz-James, tous les chefs enfin du parti ultra.

Qu'y avait-il de vrai dans cette affaire? Qu'est-ce qu'était exactement cette note secrète publiée avec tant d'éclat par le ministère? Et tout d'abord quel en était en réalité l'auteur et dans quel but avait-elle été écrite?

Vitrolles nous a renseigné sur ce point dans ses *Mémoires*. Vitrolles, nous le savons, était un des plus agités parmi les royalistes de cour amis du comte d'Artois. Il avait joué un rôle assez en vue lors des deux Restaurations de 1814 et de 1815. Depuis il avait, à plusieurs reprises, mis sa plume au service des ultras ; mais, s'il écrivait facilement, il manquait d'à-propos et déjà, en particulier, le manifeste appelé *Déclaration de la majorité*, publié par lui en 1816 sans consulter personne, avait excité naguère le mécontentement de Villèle et d'un certain nombre de royalistes. Or, Vitrolles raconte (1) qu'au mois de mars M. de Bruges, le seul aide de camp général de Monsieur, dit-il, qui s'occupât de politique, lui avait demandé de la part de Monsieur de rédiger une note qui serait remise au comte Orloff, aide de camp de l'empereur de Russie, et pourrait éclairer ce dernier sur la situation intérieure de la France et la faire connaître telle qu'on devait la juger au prochain congrès. (Le congrès d'Aix-la-Chapelle qui allait avoir lieu à l'automne devait décider de la date à laquelle finirait l'occupation militaire et déterminer quelle serait l'attitude des puissances vis-à-vis de la France.)

Informé par Pozzo qui, nous le savons, était, par intérêt, tout acquis à la politique du ministère, le gouvernement russe ne voyait la situation de la France que par les yeux de Decazes. Il pouvait donc être raisonnable que des hommes autorisés fissent entendre un son de cloche

(1) *Mémoires*, III, 254.

différent. Mais le comte Orloff quittait Paris deux jours après ; il fallait se hâter. Vitrolles qui déjà d'ailleurs à deux reprises, en août 1817, avait rédigé des rapports semblables, destinés à certains diplomates étrangers, improvisait en deux jours, dit-il, le mémoire demandé. Mais il paraît, explique-t-il, que le comte Orloff fut tellement frappé de son dernier rapport qu'au lieu de l'envoyer seulement en Russie, il en fit faire plusieurs copies qu'il adressa à diverses légations d'Europe où elles circulèrent accompagnées de commentaires pessimistes sur la situation intérieure de la France.

Decazes, indirectement informé de l'affaire et croyant que le mémoire était l'œuvre collective des chefs du parti ultra, pensait qu'il y avait là moyen de compromettre les royalistes. Il s'adressait aux journaux anglais et faisait préparer l'édition de la note elle-même, en la présentant, nous l'avons vu, comme un manifeste et un plan de conspiration dont le but, assurait-il, était de décider les Alliés à maintenir leurs troupes en France et par suite de retarder le relèvement du pays.

Or, si la démarche de Vitrolles était peut-être mal calculée, et si elle avait donné lieu à des commentaires maladroits, le texte même de sa note était, nous allons le voir, très modéré ; et il fallait beaucoup de mauvaise foi pour y voir un plan de conspiration et pour oser dire que l'auteur réclamait le maintien des troupes étrangères en France ou la suppression du régime représentatif.

La note commençait en effet par un préambule montrant que la France était encore exposée à de graves menaces révolutionnaires appuyées par la gauche et encouragées par la politique des ministres. « La position et la marche actuelle du gouvernement de la France conduisent au triomphe certain et prochain de la Révolution. Or, l'Europe ne peut envisager avec indifférence un succès nouveau de la Révolution en France car elle en subirait elle-même le contre-coup. Il convient donc de prendre des mesures de sauvegarde. »

L'auteur envisageait alors toutes les solutions susceptibles d'empêcher la Révolution de se développer en France et par suite en Europe. Il en passait d'abord en revue quatre qu'il rejetait successivement avant de s'arrêter à la cinquième :

1^o Partager la France ou l'occuper militairement. Sans discuter cette solution, Vitrolles, après l'avoir énoncée, se contentait d'ajouter sans plus : « J'avoue que mon sang tout français se révolte à cette pensée et que je ne pourrais la discuter publiquement. D'ailleurs les résultats de si exécrables déterminations sont démontrés dans la note du 15 août 1817. » Il faut donc beaucoup de cynisme pour oser, comme le faisait Decazes, prétendre que l'auteur de la note secrète demandait le maintien de l'occupation étrangère.

2^o Changer la dynastie. La question ne saurait être envisagée non plus. Et l'auteur déclarait seulement : « On jugera bien que c'est uniquement pour compléter le tableau de toutes les suppositions qui peuvent se présenter que nous avons cru devoir discuter les questions d'un changement de dynastie, de l'occupation militaire de la France et du partage de ses provinces.

3^o Détruire le régime représentatif.

« Ceci, dit l'auteur, mérite une discussion plus sérieuse. » Après avoir étudié de façon peut-être un peu simpliste les raisons pour lesquelles le régime représentatif était établi en France et donné quelques regrets à l'heureuse tranquillité de la France d'autrefois, il ajoutait : « Mais on ne pourrait pas rétablir ce qu'on appelle l'ancien régime. Tous les éléments en sont brisés et la poussière même en est dispersée. On ne retrouverait pas même les fonctions de ces grands corps de l'État qui, à la fois défenseurs des droits de la couronne et des privilèges du peuple, se balançaient noblement dans le cercle qui leur était tracé et garantissaient à la fois les libertés de la nation et l'inviolabilité du trône. La seule garantie d'ordre possible actuellement reste le régime représentatif. » Et l'auteur déclarait pour conclure : « Il restera démontré à tout esprit judicieux que toutes les tentatives que l'on ferait pour détruire en France le gouvernement que l'on a établi seraient dangereuses, et que les formes constitutionnelles sont les mieux adaptées aux circonstances où la France se trouve placée. »

4^o Changer le système politique en gardant les mêmes ministres. Cette solution-là aussi, dit l'auteur, est impossible ; car trop d'intérêts et d'engagements tiennent les hommes qui sont actuellement au ministère pour qu'ils puissent changer de système.

Il ne restait donc qu'une solution, la cinquième, à laquelle l'auteur aboutissait : changer le système du gouvernement par le changement des ministres qui le dirigent. Car on ne peut changer les principes sans changer les hommes qui se sont identifiés avec eux.

Ceci posé et la nécessité de changer de système et de ministres une fois établie, c'est alors que l'auteur demandait aux puissances étrangères de faire intervenir leur influence.

En effet, il était, pour Vitrolles, incontestable que si le ministère Richelieu avait pu se maintenir, c'est parce qu'il était soutenu auprès du roi par les gouvernements et les ambassadeurs étrangers, lesquels voyaient à tort en lui les gardiens de la paix en France et par suite de la tranquillité en Europe, et dont l'influence était considérable puisqu'ils pouvaient, à leur gré, prolonger l'occupation ou y mettre un terme.

Il fallait, en conséquence, faire comprendre aux souverains qu'il

était de leur intérêt de voir différemment et de faire agir en sens opposé leur influence.

Ainsi donc, la seule conclusion à laquelle aboutissait Vitrolles était de montrer aux puissances qu'elles avaient eu tort de soutenir le ministère Richelieu-Decazes, et qu'il était de leur intérêt, comme de celui de la France, d'appuyer de leur influence un changement de ministère.

On comprend qu'une telle thèse ait déplu à Decazes, mais il n'y avait là incontestablement aucun plan de complot, ni contre le roi, ni contre le régime, ni contre l'indépendance du territoire français. L'auteur, quoi qu'on pût prétendre, ne demandait pas, bien au contraire, la prolongation de l'occupation étrangère, et la machination qui tendait à le présenter comme un conspirateur était incontestablement grossièrement mensongère.

De plus, on s'était fort imprudemment avancé en annonçant que la note était l'œuvre collective du parti ultra et en cherchant à compromettre Chateaubriand.

Vitrolles lui-même raconte, dans ses *Mémoires*, qu'à la lecture des journaux anglais Chateaubriand et Fitz-James surpris et furieux de se voir accusés d'être les chefs d'une conspiration et les auteurs d'un manifeste dont ils n'avaient même pas encore entendu parler, vinrent le trouver, pour lui proposer de signer avec eux une lettre de protestation qu'ils se proposaient d'adresser au duc de Richelieu :

« Leur étonnement, dit-il (1), fut grand, quand je leur dis que je ne pouvais signer avec eux. Je les laissai un moment dans l'incertitude. Je ne peux pas signer, moi, leur dis-je enfin, parce que j'ai écrit. Mais vous, mes chers amis, vous pouvez parfaitement désavouer une œuvre à laquelle vous n'avez eu aucune part. Au reste, je vais vous la faire connaître. »

Il leur lut alors la note où l'un et l'autre, qui ne la connaissaient encore que par les commentaires des journaux, furent d'autant plus étonnés de ne rien trouver à reprendre. « Les opinions que je leur exprimais, dit Vitrolles, étaient tellement conformes aux leurs, qu'après avoir approuvé, pour ainsi dire, chaque paragraphe, ils me proposèrent généreusement de la signer. »

Mais Vitrolles refusa de les laisser partager la responsabilité d'un écrit auquel ils n'avaient pris aucune part. L'un et l'autre alors décidèrent de ne pas envoyer leur lettre à Richelieu ; Chateaubriand se contenta d'attaquer en calomnie le *Times*, et il écrivit à Vitrolles, pour confirmer sans doute les conversations qu'ils venaient d'avoir

(1) Tome III, 259.

ensemble (1) : « Je n'écrirai point de lettre, mais je vais faire mettre dans les journaux que j'attaque *le Times* en calomnie, sans désigner le genre de calomnie, ni les journaux dont je me plains. Je crois que cela arrange tout pour la partie qui me regarde, sans vous compromettre ni vous abandonner. »

Le 30 juillet, en effet, le *Journal des Débats* publiait la note suivante :

« On lit dans *le Times* du 25 juillet, l'article suivant : « C'est avec « satisfaction que nous reparlons du mémoire écrit par certains « royalistes dans la vue de solliciter les souverains alliés de ne point « retirer de France leurs armées, parce que nous pouvons mainte- « nant, d'après un document authentique du vicomte de Chateau- « briand, publier que ce noble pair n'a eu aucune part, directe ou « indirecte, dans la rédaction de ce mémoire dont l'existence nous a « été signalée pour la première fois au mois de mai dernier, par notre « correspondant de Paris. Il est possible, même probable, que le « mémoire soit tel que notre correspondant nous l'écrit. Mais, « comme d'une part notre correspondant n'affirme pas avoir vu la « signature du noble vicomte, et que de l'autre M. de Chateaubriand « nie formellement avoir travaillé au prétendu mémoire, cité par le « correspondant anonyme du *Times*, ni à aucun autre mémoire de « quelque nature que ce soit, et qu'enfin le vicomte de Chateaubriand « déclare n'être pour rien, ni de près ni de loin dans cette affaire (en « français dans le texte), nous ne pouvons hésiter plus longtemps à « déclarer qu'en attribuant ledit mémoire en tout ou partie au « vicomte de Chateaubriand, nous avons été induits en erreur par « une méprise de notre correspondant, et nous devons d'autant « plus faire cette déclaration que le noble pair a répété les assu- « rances ci-dessus, d'une manière formelle, à un ami commun qu'il « a autorisé à nous faire part de sa dénégaion absolue. »

Le *Times*, embarrassé par la poursuite en calomnie entamée par Chateaubriand, cherchait, à l'aide de cette mise au point discrète, à éviter les complications. Mais Chateaubriand, pour faire éclater la mauvaise foi de ses adversaires, tenait à préciser qu'il ne s'était pas contenté de protester contre une « inexactitude » du *Times*, mais qu'il poursuivait en justice la condamnation d'une calomnie et il adressait aussitôt au *Journal des Débats* la lettre suivante :

« Paris, 30 juillet 1818. — « Monsieur, un article du *Times*, inséré « aujourd'hui dans votre journal, parle d'un document authentique, « d'après lequel l'éditeur du *Times* se serait déterminé à désavouer

(1) *Corr. gén.*, II, 17.

« la calomnie avancée contre moi par son correspondant anonyme. « Je déclare, monsieur, que je n'ai adressé au *Times* aucune réclamation. J'ai seulement envoyé en Angleterre une instruction de mon affaire à mon avocat qui se chargeait de la poursuite de mon procès. Cette instruction semblerait être parvenue à la connaissance de l'éditeur du *Times*. C'est là le document authentique dont il paraît avoir extrait quelques phrases où se trouvait nommé le point de fait que devait plaider mon avocat. »

Le procès cependant ne paraît pas avoir été plaidé. Il semble, en effet, si l'on en croit une nouvelle réponse du *Times* du 4 août, que les tribunaux anglais n'étaient pas disposés à intervenir dans une semblable affaire, et peut-être Chateaubriand s'était-il engagé un peu à la légère, en déclarant qu'il ferait condamner le journal pour calomnie. Il avait, du moins, obtenu l'essentiel, qui était de forcer les auteurs de la correspondance privée à reconnaître la fausseté des attaques portées par eux.

La mauvaise foi cependant des historiens est telle, lorsqu'il s'agit d'accabler Chateaubriand, que, dans un article de la *Revue d'histoire littéraire de la France* de juillet 1924, intitulé : « Une affaire Chateaubriand en 1818 », M. Jules Deschamps, après avoir reproduit les documents que nous citons ici, trouve moyen de donner tous les torts à Chateaubriand et de faire, comme tant d'autres, des gorges chaudes à son sujet. Le malheur seulement est qu'il suffit de lire les textes pour se rendre compte que le seul tort de Chateaubriand, s'il en eut un dans cette affaire, fut, et le fait n'est même pas sûr, de se vanter trop tôt qu'il allait obtenir réparation en justice. Mais en tout cas, ce qui est incontestable, c'est que ses adversaires l'avaient accusé à tort et qu'ils avaient été forcés de reconnaître leur erreur (1).

(1) Ce ne devait pas être la seule fois d'ailleurs que la *Correspondance privée* lançait contre Chateaubriand des accusations inexactes et que celui-ci les relevait vertement. L'année suivante, à la suite du séjour que la comtesse de Nesselrode, la femme du ministre russe, avait fait à Paris, le *Times* publiait une lettre de Paris, datée du 2 juin, déclarant : « Nos ultras ont, ces derniers temps, fait grandement la cour à Mme la comtesse de Nesselrode. Ils attachent une grande importance à ce qu'elle a diné la veille de son départ avec M. de Chateaubriand et les autres membres du parti. Ils se flattent qu'elle conservera et transmettra les expressions de leur éloquence contre la conduite du roi et de son gouvernement. »

Or, s'il était exact que Mme de Nesselrode, pendant son séjour à Paris avait fréquenté un certain nombre d'ultras, et en particulier rencontré plusieurs fois Chateaubriand, il était faux qu'elle eût diné avec lui la veille de son départ et qu'elle eût reçu de lui une mission quelconque. Elle-même en effet, dans une lettre qu'elle adressait à son mari le 15 juin, protestait contre l'affirmation de la *Correspondance privée*, et déclarait qu'elle avait diné le jour en question chez Mme de Duras où elle avait vu seulement le mari de celle-ci, sa fille Clara et Mme Swetchine. » (*Papiers et correspondance du comte de Nesselrode*, VI, 37.) L'erreur du journal tenait sans doute

Il ne se contentait pas de protester dans les journaux, et exaspéré de voir à quelles machinations se prêtait le ministère pour compromettre les royalistes, il composait en outre une courte brochure de trente-deux pages, datée du 31 juillet, et intitulée : *Remarques sur les affaires du moment*, où il discutait et réfutait vertement les accusations et les calomnies répandues contre les royalistes à propos de la prétendue conspiration.

Son écrit, disait-il dans un avertissement préliminaire, n'était pas une brochure, mais une réclamation : « Quand les journaux cesseront d'être sous la censure qui détruit le gouvernement représentatif par sa base, alors ils seront naturellement chargés de combattre la calomnie. » Mais en attendant, puisqu'on l'attaquait, lui et les royalistes, il prenait, pour se défendre, les armes qui s'offraient à lui.

« J'avais renoncé à la politique. Des travaux d'histoire, depuis longtemps entrepris, sollicitaient mon retour à l'étude... C'est au milieu de ces occupations, lorsque je fouillais les tombeaux de nos ancêtres, que déroulant les vieux titres de notre gloire, je cherchais à élever à la France un monument ; c'est dans ce moment même que l'on me peint comme un indigne enfant de cette France ! La plus lâche et la plus noire calomnie arrête ma plume sur la ligne même où je venais d'exprimer mon amour et mon admiration pour ma patrie. Je recherchais l'origine de la noble race de saint Louis et voilà que je suis dénoncé comme un ennemi de cette race dont j'ai défendu les droits et partagé l'exil. On m'arrache à mes paisibles recherches ; on vient me provoquer au milieu de la poussière des livres ; j'étais déterminé au silence, à la paix, à l'oubli, et l'on ne veut ni de ce silence, ni de cette paix, ni de cet oubli, on me jette le gant, je le relève. »

Sans doute Chateaubriand prenait-il ici un ton un peu trop oratoire, peut-être surtout exagérait-il, pour les besoins de la cause, l'effacement dans lequel il s'était tenu ; mais il n'était pas homme à se contenter de lamentations, et nous le connaissons assez pour savoir que, pour se défendre, il savait attaquer :

à ce que la police avait saisi chez Chateaubriand la lettre suivante que celui-ci avait reçue le même jour de Mme de Duras : « Cher frère, Mme de Nesselrode vient dîner ici pour me dire adieu et elle a grande envie de dîner avec vous. Tâchez de vous arranger pour cela, je vous écris de bonne heure pour que vous ayez le temps de faire des excuses si vous devez dîner ailleurs. Ne me refusez point. » On en avait conclu à tort que Chateaubriand, comme lui demandait Mme de Duras, avait accepté son invitation et on s'était empressé de communiquer la lettre avec des commentaires appropriés, aux rédacteurs de la *Correspondance privée*. » Chateaubriand avait adressé, dès le 6 juin, une lettre rectificative et très violente à la presse qu'il avait bien fallu insérer ; et cet incident prouve la bonne foi et l'exactitude des informations de la *Correspondance privée*.

« Non seulement, disait-il, je dois soutenir mon honneur, mais je dois défendre les royalistes. » Et entrant dans le vif du sujet, il commençait par rappeler ce qu'il avait dit dans *la Monarchie selon la Charte*, quand il prévoyait que ce qu'on appellerait deux ans plus tard la conspiration des royalistes « ne serait que la simple et naturelle conséquence de la politique du ministère ». « J'avais dit, écrivait-il, que les plus grands ennemis du roi affecteraient pour lui le plus grand amour ; que le roi que l'on avait tant outragé pendant les Cent-Jours deviendrait le très juste objet des hommages de ceux qui l'ont trahi. J'ajoutais que ces démonstrations d'admiration et d'amour ne seraient que l'excuse des attaques dirigées contre la famille royale, qu'on affecterait de craindre l'ambition de ces princes qui, dans tous les temps se sont montrés les plus fidèles et les plus soumis ; qu'on essaierait de leur enlever le respect et la vénération des peuples ; qu'on calomnierait leurs vertus, que les journaux étrangers seraient chargés de cette partie de l'attaque par des correspondants officieux. »

Poussant de là plus loin l'attaque, il s'en prenait à la *Correspondance privée* dont il dénonçait le mécanisme et dont il faisait sentir la honteuse hypocrisie :

« Il faut qu'on sache qu'il existe certaines correspondances privées dont la source est à Paris : cette correspondance privée est confiée à des hommes qui osent tout, excepté signer leur nom, ce qui prouve au moins qu'ils rougissent de quelque chose... Qu'est donc devenu en nous le sentiment de la dignité nationale ? Ce sont les lectures des journaux de l'Allemagne et de l'Angleterre qui nous instruisent de nos discordes. Dans quel rang inférieur nous plaçons-nous ? Nous voyons ce que nous n'avions pas encore vu dans l'histoire de nos malheurs. Nous voyons des Français acheter au poids de l'or une place dans les feuilles publiques étrangères, pour y flétrir des Français. Qu'on ne s'y trompe pas : ces outrages, faits à des particuliers, retombent sur la nation entière. Nous ne pouvons que nous attirer le mépris de nos voisins en nous déchirant ainsi dans leurs journaux. »

Passant alors au plan de la conspiration tel que les journaux l'avaient dévoilé, il montrait tout ce qu'il y avait d'absurde dans le projet auquel on affectait de croire. « D'ailleurs, ajoutait-il, quand un ministre serait enlevé, quand un prince opprimé aurait consenti à tout, ne resterait-il pas les deux Chambres ? Croit-on qu'à l'ouverture de la session aucune voix ne se ferait entendre, qu'une si abominable scène n'attirerait l'attention d'aucun pair, d'aucun député ? Ce serait alors que les deux autres parties du pouvoir

« législatif restées libres s'armeraient bien justement, et qu'une loi
 « forgée comme la foudre tomberait sur la tête des conspirateurs,
 « rendrait au roi son inviolabilité, à la nation son indépendance. »

Certes, la période était trop éclatante, Chateaubriand avait trop vu avec quelle lâcheté les Assemblées savent supporter les coups de force pour pouvoir sérieusement beaucoup croire à leur résistance. Il n'en reste pas moins qu'il avait raison d'insister sur la nécessité de compter avec l'opinion publique. Après les déceptions de la Révolution et de l'Empire, beaucoup de gens de tous les partis s'étaient réfugiés dans une confiance très sincère à la Charte. Tout ce qui pouvait apparaître comme une attaque dirigée contre la Charte était, à ce moment, une maladresse, et Chateaubriand connaissait bien son temps et prévoyait assez justement 1830 lorsqu'il écrivait en outre : « Les conspirateurs se seraient débarrassés des Chambres ! Je l'ai dit ailleurs, et je le répète ici, la Charte est plus forte que nous ; quiconque voudra la détruire sera détruit par elle. »

En tout cas, ce n'était pas là les déclarations d'un chef de parti travaillant à combattre la Constitution. Reprenant alors son attaque contre le ministère, il montrait tout ce qu'il y avait de scandaleux dans la procédure suivie contre les soi-disant conspirateurs : mise au secret, arrestations de prévenus que l'on ne savait même pas de quoi inculper ; et il ajoutait un couplet fort juste contre l'usage et l'abus des mandats de dépôt, créés par le Code pénal de Napoléon et qui constituaient, contre la liberté individuelle, une atteinte plus grave que les anciennes lettres de cachet. « La Charte n'existe plus
 « pour un homme frappé d'un mandat de dépôt. Or, comme tout le
 « monde peut se trouver dans ce cas, personne n'étant à l'abri d'une
 « fausse déclaration, il en résulte qu'avec le Code pénal, s'il arri-
 « vait jamais que les juges se laissassent séduire ou corrompre par la
 « puissance, on pourrait toujours, aussi longtemps qu'on le voudrait,
 « maintenir un homme en prison. »

« D'ailleurs, ajoutait-il, il est honteux de voir qu'avec le système de la censure aux mains du ministère, aucun journal n'a licence de défendre même la famille royale lorsque celle-ci est attaquée. Si les ministres étaient compromis, que de braves gens prendraient leur défense, que de champions en campagne ! Mais les personnages les plus distingués sont attaqués et nulle voix ne s'élève pour étouffer celles du mensonge. » (C'est seulement quelques jours plus tard, sur les réclamations réitérées de Monsieur, que le *Journal des Débats* devait publier la médiocre rectification que nous avons citée, au sujet de la conduite des princes.)

Enfin, il en venait à la *note secrète*. Il rappelait les accusations

lancées contre lui à ce sujet, sa protestation ; et il ajoutait : « Il paraît que la fermeté de cette dénégation a poussé à bout les ennemis ; et pour ne pas en avoir le démenti, pour prouver qu'il existait un mémoire, ils ont tout à coup produit au grand jour cette œuvre d'iniquité. »

Le malheur seulement, nous l'avons montré pour notre part en étudiant le texte lui-même, c'est que ce mémoire n'était pas du tout ce qu'annonçait la préface ajoutée par l'éditeur. Chateaubriand n'avait pas de peine à se moquer de ceux qui avaient voulu s'en faire une arme pour compromettre les royalistes : « Chacun se demande « comment les ennemis des royalistes ont fait la sottise d'imprimer une note qui justifie complètement ceux qu'ils prétendent « accuser. Dans l'impossibilité de trouver la solution de cette maladresse, les uns disent que c'est un tour des royalistes, les autres « mettent ce tour sur le compte des indépendants, tandis que tout « semble prouver que l'impression de cette note a été l'œuvre irréfutable de la police.

« On aura été séduit par l'idée de rendre publique la doctrine « secrète des royalistes. Qui sait si, dans la séduction de cette idée, « on se sera donné la peine de lire cette note ? En France, les personnes les plus graves sont bien légers. »

Et Chateaubriand concluait en recommandant la confiance aux royalistes et en leur conseillant à nouveau la discipline et la modération : « Que les royalistes ne se laissent ni abattre, ni effrayer de tout « ce bruit. Leur innocence, tôt ou tard, éclatera. Je dois surtout « les avertir de ce qui pourrait les égarer. J'entend quelquefois « dire : les royalistes sont sans force parce qu'ils sont isolés, dispersés sur la surface de la France. Personne ne les représente, ne « combat pour eux en public. C'est là une erreur grave. Les royalistes « n'ont point de chef et ne doivent point en avoir. Dans le gouvernement représentatif, on ne se place pas derrière un homme, « mais derrière une opinion. Les royalistes sont aujourd'hui dans « l'opposition. Leur guide alors est la minorité des deux Chambres. « C'est là qu'ils doivent mettre leur espoir. Tous leurs efforts doivent « tendre à augmenter cette minorité. Ils doivent se rendre aux « élections, ils doivent avoir leurs choix faits d'avance et les maintenir invariablement. La maxime connue des ministériels est « celle-ci : alliance avec les Jacobins le plus tard possible, avec les « royalistes jamais. A cette haineuse et illibérale maxime, les « royalistes doivent opposer celle-ci : alliance avec les honnêtes « gens de toutes les opinions. »

Bien entendu, comme toujours, aussitôt parue, la brochure de Chateaubriand provoquait des réponses nombreuses. Sans compter plu-

sieurs lettres ouvertes signées Azaïs, toute une série de brochures anonymes (*Esprit de la note secrète, Remarques sur les remarques de M. de Chateaubriand, etc...*), prenaient la défense du ministère en accusant Chateaubriand d'avoir des idées incohérentes et en soutenant, malgré l'évidence, que la note secrète était coupable. Si l'on ne pouvait démontrer que les royalistes avouaient vouloir supprimer le régime représentatif, on soutenait que s'ils ne le disaient pas, ils le pensaient ou devaient le penser ; « car la Charte a été faite contre eux, car eux seuls sont intéressés à sa ruine (1). »

Le texte de la note disait que les royalistes ne voulaient pas de l'occupation ennemie ; on allait rechercher un autre texte, la note du 15 août 1817, dût-on, pour les confondre, tronquer les phrases que l'on citait. Dans la note de 1817, pour montrer le danger auquel on s'exposait en s'appuyant sur les étrangers, Vitrolles avait dit : « Le prince qui les appellerait à son secours faute d'avoir su gouverner lui-même, deviendrait odieux à la nation tout entière ; et le parti qui chercherait son appui dans leurs armes serait aussi ennemi que les étrangers et serait repoussé avec eux. D'ailleurs que seraient les 120 000 hommes qui devraient occuper toute la France contre le sentiment profond d'horreur qui s'établirait contre eux dans toutes les classes de la nation ? Croirait-on qu'on aurait le temps, les moyens, de rassembler encore une fois un million d'hommes pour les jeter sur cette malheureuse France ? »

La brochure intitulée *Esprit de la note secrète*, pour compromettre les royalistes, utilisait ce passage de la façon suivante : « Les puissances étrangères furent suppliées par ces hommes qui se disent les plus honnêtes gens de France, et sous peine de voir encore la Révolution de France aller les chercher dans leurs propres États, de ne pas compter que les 120 000 hommes de l'armée d'occupation suffiraient pour étouffer les mouvements dangereux, pour comprimer l'insurrection quand elle aurait éclaté, ni que l'on aurait le temps, les moyens, de rassembler encore une fois un million d'hommes pour les jeter sur la France. » — « *Exclamation générale*, ajoutait la note, *dont la conséquence nécessaire est qu'il faut dès à présent porter la garnison à un million d'hommes.* »

Toutes ces répliques dont nous pouvons maintenant juger la bonne foi n'empêchaient pas que la brochure de Chateaubriand, par sa netteté et sa verve, avait une grande force ; et la façon dont il insistait sur l'in vraisemblance du prétendu complot et sur la falsification de la *note secrète* était frappante.

(1) *Esprit de la note secrète.*

D'ailleurs Decazes et sa police avaient, Molé le reconnaît lui-même, agi avec une telle légèreté qu'ils avaient mis le ministère dans une situation très fausse. Malgré les interrogatoires qui se poursuivaient tout l'été, malgré la mise au secret des accusés, on n'arrivait à trouver aucune preuve contre eux. Richelieu reconnaissait lui-même, dit Molé (1), que « les témoins entendus dans la conspiration Canuel, étant tous des agents publiquement ou secrètement salariés par la police, leurs dépositions lui semblaient terriblement suspectes ».

Les prisonniers demandaient en vain à être jugés. Le 7 septembre, ils adressaient une requête au juge d'instruction, pour le prier de déposer son rapport ; le 12 septembre, il en adressait une autre au président du tribunal. Enfin, ils s'adressaient directement au roi le 22 septembre. C'est seulement le 7 octobre, après trois mois d'instruction, que la Chambre des mises en accusation en était saisie. Mais on était bientôt obligé de reconnaître qu'il n'y avait pas matière à poursuites (2).

Après avoir annoncé tout d'abord des révélations formidables, on était arrivé seulement à démontrer que quelques officiers en disponibilité qui s'occupaient d'une affaire de charbon de bois, se voyaient aux Tuileries, et, dans la conversation, disaient du mal des ministres. Et le 3 novembre, la cour royale de Paris rendait un arrêt déclarant « qu'il n'y avait lieu d'ordonner un supplément d'instructions, et qu'il n'y avait lieu à accusation contre les sieurs Canuel, Rieux-Songy, de Romilly, etc... »

Sans doute il était vraisemblable que tout n'était pas absolument inventé dans les rapports des policiers. A une époque où les esprits de chacun étaient si exaltés, il n'était pas invraisemblable que des royalistes exaspérés aient agité plus ou moins vaguement des projets de complot. Frénilly, dans ses *Mémoires*, dit lui-même qu'il avait reçu des propositions à ce sujet. Mais ce qui ressort nettement de l'enquête, c'est que tout en était resté à des conversations et à des bavardages de mécontents sans autorité. Ni les chefs autorisés du parti royaliste, ni moins encore le comte d'Artois, n'avaient cherché à enlever les ministres ou à réclamer l'appui des armées étrangères.

Il est vrai que Pasquier et Molé (qui d'ailleurs affectent l'un et l'autre de n'avoir pas cru tout d'abord à la conspiration) disent dans leurs *Mémoires* que si l'on rendit un non-lieu et si on arrêta les poursuites, c'est parce que l'instruction avait montré qu'il fallait, pour atteindre les responsables, remonter très haut, jusqu'aux familiers

(1) *Mémoires*, III, 351.

(2) *Conservateur*, I, 179.

des princes, et qu'on avait préféré éviter un trop grave scandale. Mais un tel raisonnement ne tient pas.

Si en effet, c'était bien pour éviter le scandale qu'on avait arrêté les poursuites, comment se fait-il que dès le début, alors qu'on ne savait rien de précis encore, on n'avait rien eu de plus pressé que de compromettre dans les journaux des personnages très haut placés, et le frère du roi lui-même ; on avait exigé que Vitrolles fût rayé de la liste des ministres d'État, on avait laissé publier sur Chateaubriand des calomnies qu'il fallait bien ensuite laisser rectifier. Il aurait été sage, si vraiment on avait cherché à éviter le scandale, d'attendre avant de ne rien révéler, d'être sûr de la culpabilité des accusés et de ne pas commencer par envoyer à toute la presse d'Europe des communiqués sensationnels lançant les accusations les plus fantastiques. En réalité, sachant que les ultras le détestaient, qu'ils voulaient utiliser l'influence des Alliés sur le roi pour le faire tomber, Decazes avait, par tous les moyens, et avec une grande légèreté, cherché à compromettre ses adversaires, se disant que d'une calomnie il reste toujours quelque chose. Les hommes de gauche, décidés à user de toutes les armes contre les royalistes et la famille royale, avaient été heureux de pouvoir exploiter une telle affaire ; et sans doute une partie de l'opinion impressionnée par leur campagne avait cru au complot. Cette fois pourtant le ministère avait été trop loin. Il devenait peu trop manifeste que, sous le voile du libéralisme, c'est la cause monarchique que les hommes au pouvoir cherchaient à compromettre.

Tandis que Chateaubriand publiait ses remarques, Canuel et ses co-accusés imprimaient leur défense ; et en voyant la mauvaise foi avec laquelle étaient traités les royalistes, le public entraînait en défiance. Les chefs du parti surtout, jusque-là hésitants, se rendaient compte de la nécessité de ne pas s'en tenir à leur opposition parlementaire et aux lamentations de salons. Ils comprenaient que pour agir sur l'opinion, pour répondre aux accusations de toutes sortes lancées par le ministère, ses partisans et sa presse, il fallait un grand organe. On se décidait à fonder *le Conservateur*, où Chateaubriand allait jouer le principal rôle.

* * *

La fondation du *Conservateur* marque une date dans l'histoire du parti royaliste, une date aussi dans la carrière politique de Chateaubriand. Grâce au *Conservateur*, les doctrines et les chefs de la droite

allaient reprendre en très peu de temps, vis-à-vis de l'opinion, une autorité et un prestige que les événements politiques, la conduite du gouvernement à leur égard et les maladresses des gens de cour leur avaient peu à peu enlevés les années précédentes. Et Chateaubriand, devenu de façon ostensible chef de parti et guide d'une action énergique, allait changer d'attitude.

Dans l'ardeur de l'action, le découragement amer auquel il se laissait peu à peu glisser allait disparaître bien vite. Heureux de la réussite de l'entreprise qu'il menait, heureux de la popularité nouvelle et des succès de toute sorte qu'il en recueillait, il allait s'épanouir à nouveau et reprendre confiance.

Mais aussi son prestige grandissant allait exciter bientôt dans son propre parti la jalousie de ses rivaux. Vitrolles, qui connaissait bien ses amis politiques et qui d'ailleurs avait lui-même tous leurs défauts, a écrit dans ses *Mémoires* une phrase curieuse (1) : « Chateaubriand, disait-il, ne dut point son importance politique au parti royaliste dont il avait été la plus brillante expression. Ce parti, orgueilleusement égalitaire, ne reconnaît de supériorité ni dans les talents, ni dans les services qu'on lui rend. Il semble qu'on n'ait fait que son devoir ; *loin de toute reconnaissance, il s'acharne à abaisser ceux qui pourraient s'élever dans son sein.* » Ce qui enlève peut-être quelque valeur à cette remarque de Vitrolles, c'est qu'en l'écrivant, celui-ci sans doute pensait plus à ses propres déconvenues qu'à celles de Chateaubriand. La réflexion n'en reste pas moins intéressante. Et, nous le verrons, c'est en effet à partir des grands succès personnels remportés par Chateaubriand grâce au *Conservateur*, que commencèrent à se refroidir et à se tendre les rapports entre lui et quelques-uns des chefs royalistes.

Il semble bien que la première idée de la fondation du *Conservateur* appartient à Vitrolles. M. de Frénilly, un des collaborateurs du *Conservateur* qui, peu après devint député, a écrit dans ses *Mémoires* (2) : « Le projet de cet écrit périodique remonte à l'hiver de 1816 quand Vitrolles voulut m'aboucher avec Fiévée. Mon refus et peut-être celui de quelques autres le fit avorter. L'été suivant, il ressuscita dans le *Correspondant gallo-breton* (petit périodique lancé sans succès par quelques royalistes et qui dura peu). » Mais, dit-il, « ce mariage de circonstance entre deux peuples très ennemis menaçait déjà de finir par un divorce pour incompatibilité d'humeur » quand, au printemps de 1818, Vitrolles vint lui proposer l'entreprise du *Conservateur*.

(1) II, 469.

(2) Page 417

Il s'agissait, puisque les journaux quotidiens et les périodiques paraissant à dates régulières étaient soumis à la censure et, par suite, ne pouvaient pas mener de campagnes contre le ministère, de créer un organe qui, comme la *Minerve française*, fondée quelques mois plus tôt par quelques écrivains d'extrême gauche, paraissant à des dates irrégulières, avec le format qu'ont aujourd'hui les revues, ne serait pas soumis à la censure des journaux et pourrait parler avec une entière indépendance.

Vitrolles, il nous le dit lui-même, avait obtenu de M. le comte d'Artois une première subvention de 24 000 francs. Mais il s'agissait en outre de rassembler les collaborateurs. Or seul, parmi les hommes politiques de droite, Chateaubriand avait, comme écrivain, une autorité assez grande pour en imposer de façon incontestée et assurer dès le début le succès de l'entreprise. Ce fut à lui que Vitrolles s'adressa tout d'abord. Vitrolles écrit méchamment à ce sujet (1) : « Après les premiers sourires que me valurent les révérences que je faisais à son amour-propre, il me présenta une foule d'objections. Les 24 000 francs que le prince donnait levèrent enfin quelques-unes des difficultés, d'abord parce que c'était toujours 24 000 francs à manger et ensuite parce que c'était un témoignage authentique de l'acquiescement de Monsieur, frère du roi. »

Vitrolles, en effet, avait déjà donné assez de preuves de légèreté un peu inconsidérée pour que Chateaubriand ait cru nécessaire de demander, avant de s'engager, quelques garanties supplémentaires. Quoi qu'il en soit, à partir de ce moment, grâce au prestige de Chateaubriand, il ne fut pas difficile de rassembler l'élite des hommes politiques et des écrivains de droite :

« Trente ou quarante personnes, dit Vitrolles, réclamaient à différents titres, comme un droit, ce qu'elles me refusaient avec dédain un mois avant. » On forma un conseil d'administration comprenant, avec Chateaubriand et Vitrolles, Mathieu de Montmorency, de Talaru, de Polignac, Villèle, Castelbajac, de Bruges, Fiévée et l'abbé de Lamennais. Bonald, qui avait refusé tout d'abord son adhésion, regretta par la suite et fut bientôt un des collaborateurs les plus réguliers. On s'était assuré aussi le concours de Berryer et de Genoude, qui étaient encore l'un et l'autre de jeunes débutants. Le cardinal de la Luzerne écrivait parfois ; le vicomte Sosthène de La Rochefoucauld et quelques autres gentilshommes à la plume facile donnèrent également quelques articles.

Bref, comprenant parmi ses collaborateurs les royalistes les plus

(1) *Mémoires*, III, 277.

distingués, tant par leur talent que par leur situation sociale, le *Conservateur*, dès ses débuts, devenait non seulement un journal, mais en quelque sorte l'organe officiel de tout un parti.

C'était d'ailleurs une chose très curieuse et très neuve qu'une semblable entreprise. Chateaubriand à ce sujet a écrit avec esprit dans ses *Mémoires* (1) : « Je mis la plume à la main aux plus grandes familles de France ; j'affublai en journalistes les Montmorency et les Lévis. Je convoquai l'arrière-ban, je fis marcher la féodalité au secours de la liberté de la presse... Je ne pouvais m'empêcher de bénir la Providence toutes les fois que j'étendais la robe rouge d'un prince de l'Église sur le *Conservateur* pour lui servir de couverture, et que j'avais le plaisir de lire un article signé en toutes lettres « le cardinal de la Luzerne ».

Chateaubriand pouvait d'autant mieux être satisfait que le *Conservateur* était bien son œuvre. Ce mérite sans doute lui a été contesté et Frénilly en particulier a écrit dans ses *Mémoires* : « Chateaubriand se posa dans l'exorde comme l'architecte et nous, Bonald, Lamennais, Fiévée, Castelbajac, d'Herbouville et moi, comme ses manœuvres. La suite fit voir promptement que si ce recueil lui dut sa naissance, c'est à d'autres qu'il dut sa fortune. » Mais tout ce que nous savons par ailleurs contredit cette affirmation.

Non seulement quand il s'agit de rédiger le manifeste annonçant la fondation du *Conservateur*, c'est à Chateaubriand que l'on s'adressa et on fut fort heureux, reconnaît Vitrolles, de lui voir offrir de rédiger le premier numéro tout entier. Tout nous indique en outre que, tant que le *Conservateur* vécut, Chateaubriand fut partout reconnu sans contester pour son chef.

Le *Journal du commerce* appelle (11 février 1819) le *Conservateur* : le recueil fondé par Chateaubriand ; la *Minerve* déclare à la fin de 1819 (2) : « Ce qui donne quelque importance aux écrits de M. de Chateaubriand sous le rapport politique, c'est qu'il est regardé comme le premier interprète des hommes ultra-monarchistes. » Le *Journal des Débats* reproduit *in extenso* les articles de Chateaubriand comme des déclarations officielles des royalistes. A un moment, comme pendant plusieurs numéros de suite la signature de Chateaubriand n'avait pas paru au sommaire, tous les journaux signalaient le fait, les royalistes s'en inquiétaient, et pour rassurer ses lecteurs, le *Conservateur* publiait, dans sa vingt-quatrième livraison, une note déclarant : « Un journal jacobin a annoncé que M. le vicomte de Cha-

(1) *M. O.-T.*, IV, 153.

(2) Tome VIII, p. 60.

teaubriand avait cessé de travailler au *Conservateur*. Un journal royaliste n'aurait pas tiré la même conclusion du silence momentané de M. de Chateaubriand, puisqu'un journal ne peut être royaliste sans connaître les conditions de la monarchie et sans savoir par conséquent *qu'il n'y a nul danger à ce que le chef se repose quand il a trouvé de bons ministres.* »

Chateaubriand était donc ainsi, par le *Conservateur* lui-même, reconnu ouvertement pour son chef. D'autre part, en juin 1819, la correspondance privée du *Times* assurait (1) que « la maison de Chateaubriand est le quartier général des royalistes où chacun vient prendre le mot ».

Lui-même, dès le début et jusqu'à la fin, consacrait à l'entreprise beaucoup de travail et de soin. Sans cesse ses lettres de ce moment font allusion au temps que lui prennent et aux démarches que lui coûtent ses responsabilités nouvelles (2). « J'attends ce soir les actionnaires pour prendre une dernière délibération, après quoi le numéro paraîtra jeudi, écrivait-il à Mme de Duras le 5 octobre 1818, quelques jours avant les débuts du *Conservateur*; je ne pourrai donc vous voir ce soir. » — « Je ne peux vous voir, il faut finir le terrible article, écrivait-il un autre jour. » Un autre jour encore : « Chère sœur, il me sera impossible de vous voir ce matin. Je suis accablé de travail. Castelbajac est absent et je suis chargé de la lecture et de la correction de toutes les feuilles du *Conservateur*. » Un autre enfin : « Mais ne fais-je pas encore l'article du *Conservateur* cette fois? Je ne puis sortir. Avant-hier, toute ma journée fut prise par le comité du *Conservateur* chez moi. »

Des formules semblables se retrouvent sans cesse sous sa plume, à cette époque. Et Mme de Chateaubriand, de son côté, écrivait le 17 novembre 1818 à ses amis Joubert : « M. de Chateaubriand vous dirait mille choses s'il parlait; mais depuis qu'il s'occupe du *Conservateur*, il ne voit, n'entend, ni ne répond (3). »

D'ailleurs, en plus des articles qu'il donnait sous son nom, c'est Chateaubriand qui rédigeait les « Lettres de Paris », signées « LE CONSERVATEUR », où était résumée, dans chaque numéro, la chronique des événements politiques du jour.

Enfin, nous le verrons, c'est, Vitrolles le reconnaît lui-même, quand Chateaubriand le voudra et malgré Bonald, que le *Conservateur* cessera de paraître.

Bref, quoi qu'en ait pu dire plus tard tel ou tel de ses collabo-

(1) Voir *Journal des Débats* du 26 juin.

(2) *Corr. gén.*, II, 52-54-55.

(3) RAYNAL, ouv. cit.

rateurs jaloux, et bien que nul des membres du conseil ne fût, en titre, supérieur aux autres, c'était bien Chateaubriand le chef et le metteur en œuvre. Et le succès incontestable de l'entreprise allait lui donner le droit d'être fier. A peine quelques mois après sa fondation, le *Conservateur* faisait autorité partout. Tous les journaux disputaient et commentaient chacun de ses numéros ; les journaux de droite : *Débats*, *Drapeau Blanc*, *Quotidienne* pour le couvrir d'éloges, les journaux ministériels et de gauche, pour le critiquer ou l'injurier. Le moindre mot du *Conservateur* faisait même tant d'effet aux hommes de gauche, que le *Drapeau Blanc* s'en amusait et écrivait, le 12 août 1819, à propos d'une politesse adressée par Chateaubriand à Benjamin Constant, dans un article du *Conservateur* : « On dit que M. Benjamin Constant, que M. de Chateaubriand a eu l'extrême politesse de qualifier d'hommes d'esprit et de talent, a ressenti de cette marque de courtoisie, qu'il a prise à la lettre, une joie si prodigieuse qu'elle a manqué lui être fatale. »

La meilleure preuve du succès, c'est la situation financière. Les fondateurs n'avaient pas pensé que le *Conservateur* leur rapporterait de l'argent ; d'autant plus qu'ils avaient fait, pour son établissement, d'assez grands frais ; qu'ils avaient signé avec leur imprimeur, Lenormand, un contrat assez onéreux, et qu'ils payaient leurs collaborateurs assez cher pour l'époque : dix francs la page. Et pourtant le nombre des abonnés était si considérable que bientôt, tous frais payés, il restait plusieurs milliers de francs à distribuer chaque trimestre à chacun des dix fondateurs.

Trois mois après la fondation, le *Journal de Paris*, bien qu'il fût un adversaire, reconnaissait au *Conservateur*, le 20 janvier 1819, déjà 4 000 abonnés. Hatin (1) assure que ce chiffre s'éleva jusqu'à 8 000, c'est-à-dire plus haut que celui d'aucun des périodiques du temps (Vitrolles parle de 30 000 abonnés, mais il avait beaucoup d'imagination.)

Les affaires marchèrent même si bien, qu'au début de janvier 1820, on put partager en deux les parts de fondateurs de manière à faire profiter des bénéfices que celle-ci rapportaient un nombre doublé de collaborateurs. D'Herbouville, Fitz-James, Frénilly, Benoist, Calvière, quelques autres firent ainsi partie du conseil (2).

Les fondateurs s'occupaient avec le plus grand soin de la direction. Ils se réunissaient deux fois par semaine, une fois, dit Vitrolles (3), pour discuter les sujets proposés par ceux qui voulaient

(1) Bibliographie de la presse.

(2) *Mémoires* de FRÉNILLY et VILLÈLE, II, 315.

(3) *Mémoires*, III, 286.

les traiter ; l'autre réunion ajoutait-il « était consacrée à la lecture des articles qui devaient former la publication de la semaine. Ces articles étaient souvent l'objet de discussions sérieuses. Parfois même ils étaient refusés ou renvoyés à leurs auteurs, auxquels on demandait des rectifications qui n'étaient pas toujours faciles à obtenir.

Chateaubriand, malgré sa supériorité et malgré l'influence prépondérante qu'il exerçait dans le conseil, se prêtait, comme les autres, à la critique : « Comme les autres rédacteurs, écrit Vitrolles, Chateaubriand « nous soumettait ses articles et supportait nos observations lorsque « l'entraînement de son imagination ou l'arrondissement de sa « phrase lui avaient inspiré quelques propositions malsonnantes, que « nous ne pouvions accorder à nos principes... C'est ainsi que nous « fûmes souvent témoins de son mode de composition et de l'importance qu'il attachait à l'harmonie de son style. Lorsqu'il avait « écrit une page, il se la récitait à lui-même en la psalmodiant ou « plutôt en la scandant sur un mode que je ne saurais mieux « représenter que par : tatata, tatata, tatata, en descendant sur « trois tons, dont le dernier était le plus bas. Ensuite, il nous les « relisait simplement comme le reste.

« Un jour, je me trouvais plus embarrassé. Il avait écrit au sujet « de la chute de M. Decazes et son article, devenu célèbre par la « vivacité de l'expression, était d'abord écrit en ces termes : « Le « pied lui a glissé dans le sang et il a été emporté par le torrent « de nos larmes. »

« Je regardai mes collègues tout autour de la table ; personne ne « parlait. Alors, très embarrassé et prenant toutes les précautions « oratoires, je demandai pardon au grand poète d'oser me permettre une observation qui ne portait pas sur l'expression de « nos idées politiques ; il recevait celles-ci avec une admirable « abnégation, ce qui m'encourageait à lui avouer que je n'aimais « pas la fin de sa phrase. Je n'aimais pas : *le torrent de nos larmes* ; « c'était du Brébeuf tout pur.

« — Mais, reprit-il avec vivacité, il faut bien finir l'image.

« — Mais non, dis-je, j'aimerais bien mieux que l'image ne fût « pas finie ; le : *qu'il mourût* de Corneille n'a rien gagné au *beau désespoir le secourût*.

« Il s'arrêta un moment en silence, puis il raya les derniers mots « en disant : « Vous avez raison. »

L'aventure, qu'elle soit ou non tout à fait authentique est curieuse : « J'avoue, remarque Vitrolles, que je trouvai dans cette déférence « le caractère d'une véritable supériorité. » — « Mais au fait, ajoutet-il aussitôt avec son amertume habituelle, je ne lui rendis pas un

« mauvais service, ce n'est pas un de ceux dont j'attendais de la « reconnaissance. »

Un trait rapporté dans la correspondance de Villèle, confirme cette facilité de Chateaubriand à accepter la critique et montre aussi quelle vivacité avait la discussion entre les collaborateurs du *Conservateur*.

Le 12 janvier 1820, Villèle écrit à sa femme que Chateaubriand, dont il n'avait pas eu de nouvelles depuis un temps infini, vient de lui écrire pour demander à lui communiquer un article. Villèle va au rendez-vous. Mais après lecture, devant le conseil assemblé, il trouve l'article trop violent : « Tout s'est ensuite, dit-il (1), terminé en explications aigres et pénibles et nous nous sommes séparés fort mécontents les uns des autres. » Et déjà, de mécontentement, il voulait démissionner de l'action qu'il avait dans le *Conservateur* quand Chateaubriand lui écrivit pour lui dire qu'il avait refait son article et voulait le lui soumettre encore une fois. Et Chateaubriand, en effet, avait tellement bien tenu compte des désirs de ses amis que Villèle, le soir même, écrivait sur son carnet : « Été chez Jules de Polignac où Chateaubriand, s'étant ravisé, nous a communiqué un excellent article pour le *Conservateur* que nous avons approuvé. »

L'entreprise, on le voit, était très sérieusement comprise par tous ceux qui s'en occupaient, mais il n'était pas facile de mettre ceux-ci tous d'accord et de les faire collaborer utilement.

C'était, en effet, un monde bien curieux et par certains côtés bien disparate que celui des quinze ou vingt collaborateurs réguliers du *Conservateur*. A côté d'un Bonald, philosophe puissant, universellement respecté depuis son gros ouvrage sur la *Théorie du pouvoir*, paru sous l'Empire mais très systématique, obstinément ennemi des nouveautés politiques et qui, chose curieuse pour un journaliste, restait, sans toujours l'avouer ouvertement, un adversaire acharné de la liberté de la presse ; à côté d'un Lamennais théoricien très absolu, lui aussi, et prêtre déjà enfermé dans son ascétisme égoïstement orgueilleux qui devait, quelques années plus tard, le conduire à l'hérésie, on trouvait un homme à tout faire comme Fiévée, tour à tour vaudevilliste, maître des requêtes, et préfet sous l'Empire, journaliste sous la Restauration, toujours plein de verve et d'ingéniosité, et qui, en particulier, de l'expérience qu'il avait acquise comme préfet, avait tiré sur les dangers de la centralisation administrative des observations très fines et très justes ; un débutant comme Genoude, le futur directeur de la *Gazette de France*, fils d'un aubergiste de Grenoble, qui devait plus tard, une fois veuf, entrer

(1) *Mémoires*, II, 319.

dans les ordres et qui commençait alors à se faire connaître par des traductions de la Bible ; un exalté comme Martinville, tour à tour joyeux convive et partisan passionné, qui, après avoir écrit la comédie du *Pied de mouton* et organisé la Société des dîners des garçons de bonne humeur, fondait le *Drapeau Blanc*, le plus violent des journaux royalistes et se déclarait prêt « à sacrifier aux Bourbons la dernière goutte de son sang et la dernière goutte de son encre » ; un hobereau de province comme Villèle, très méticuleux, très prudent et très entêté, parlementaire habile, mais peu curieux des choses littéraires, sans élégance et sans talent d'écrivain, jaloux de ceux qui brillent et plein de dédain pour leurs succès et leurs audaces, considérées par lui comme des imprudences ; puis toute une équipe de gentilshommes à la fois cultivés, travailleurs, spirituels, riches d'idées comme Vitrolles, capables d'écrire, comme d'Herbouvillle, de études d'histoire très approfondies, mais en même temps très légers, très dédaigneux, et d'un amour-propre ridicule : le comte O'Mahony, chargé du compte rendu des théâtres ; Saint-Marcellin, le fils de Fontanes, jeune officier plein de générosité et de bonne humeur qui allait, quelques mois plus tard, se faire tuer en duel ; le vicomte Sosthène de La Rochefoucauld, grand bel homme et brillant cavalier, sentimental, moralisant et sûr de lui, qui profitait de son intimité avec Monsieur pour donner son avis sur tout et imaginer chaque matin un moyen nouveau de sauver la monarchie ; M. de Salaberry, M. de Frénilly enfin, qui avait été, dans sa jeunesse, un des plus élégants danseurs de la cour de Louis XVI, qui, depuis, avait écrit de gros livres de philosophie politique, mais qui demeurait si agité que Louis XVIII l'appelait M. de « Frénésie », et si vaniteux que Salaberry l'accusait d'avoir « une huppe sur la tête et dans le cœur. »

Les uns pensaient et déclaraient, comme Frénilly le fait dans ses *Mémoires*, avec une désarmante candeur : « Mon premier article en trois parties, sur l'état passé, présent et futur des affaires, eut un succès prodigieux, mon nom fut bientôt connu. Deux ans après, un soir, chez Mme de Duras, son cousin de Longeron débarqua d'Odessa, où il avait remplacé le duc de Richelieu. Après quelques tendresses, on parla politique, politique mena au *Conservateur* ; et tout à coup : je voudrais bien, dit-il, faire connaissance avec M. de Frénilly, qui a écrit des articles admirables ; aucun autre n'en approche. »

Bonald, de son côté, tout dévoué qu'il fût à soutenir l'effort des royalistes, regardait avec quelque défiance l'accueil trop favorable fait par Chateaubriand aux idées nouvelles et ne manquait pas une occasion de glisser dans ses articles des réserves.

Quant à Villèle, il n'aimait pas *le Conservateur*. S'il n'osait pas se séparer ouvertement de ses amis politiques, sans cesse, dans ses lettres à sa famille, il critiquait leur entreprise. Et Vitrolles dit de lui, avec sa méchanceté habituelle (1) : « Au fond, Villèle était mécontent de l'établissement du *Conservateur*. Il s'y était opposé autant qu'il avait pu. Il ne voulait pas d'un théâtre où son rôle était secondaire, parce qu'il n'avait aucun talent pour écrire, et en même temps il redoutait que cet organe du parti donnât de l'éclat à ceux qui pouvaient y prendre une influence politique. »

Chateaubriand enfin, soutenait, nous l'avons vu, le principal effort. Pour avoir, sous l'Empire, administré pendant plusieurs années *le Mercure*, il avait appris le métier de directeur de revue. C'est même à cette époque qu'il avait fait la connaissance d'un certain nombre de ceux qui allaient être les collaborateurs les plus assidus du *Conservateur*. En outre, il n'était pas, nous le savons, de ces hommes qui, pour avoir construit une fois un système cohérent, s'y tiennent obstinément enfermés sans accepter la discussion et sans faire place aux points de vue autres que le leur. Sauf sur certains points estimés par lui essentiels, il admettait sans révolte, avec peut-être même parfois trop de facilité, les idées les plus opposées aux siennes.

« Lorsqu'on ménageait son amour-propre, dit Vitrolles, en enveloppant l'objection de toutes les délicatesses de l'éloge, il acceptait très bien les critiques. »

Il savait montrer à tous cette bonne grâce qui faisait dire un jour à Hyde de Neuville : « Je n'ai jamais vu visage plus souriant et plus franc dans son rire que celui de M. de Chateaubriand, lorsqu'il se livrait à une saillie joyeuse. » Mais aussi, par moment, ennuyé de quelque interminable et solennelle discussion où s'épanouissait l'importante suffisance de tel ou tel de ses collaborateurs, et toujours prêt à se reprocher ses moments de confiance et d'enthousiasme, il oubliait sa belle ardeur et s'enfermait dédaigneusement dans un hautain silence.

Vitrolles nous a fait de lui un curieux portrait (2) : « Il entrait empressé ; ses premières phrases étaient faciles, gaies, obligeantes. Le dîner commençait à l'éteindre ; et ensuite, enfoncé dans un fauteuil, il s'assombrissait peu à peu, comme si on eût jeté sur lui des voiles de crêpe noir les uns sur les autres. »

Et Chateaubriand a dit lui-même, dans ses *Mémoires d'outre-*

(1) *Mémoires*, III, 287.

(2) *Mémoires*, II, 465.

tombe : « Je sortais de ces réunions un peu plus homme d'État et un peu plus persuadé de la pauvreté de cette science (1). »

Cependant, malgré toutes les difficultés que les différences de tempérament et la susceptibilité des amours-propres pouvaient apporter à la mise au point d'une œuvre commune, malgré tous les défauts que chacun d'eux pouvait avoir, les collaborateurs du *Conservateur* n'en formaient pas moins, sous la conduite de Chateaubriand, un ensemble très remarquable d'hommes distingués, de beaucoup supérieur à ce que pouvaient offrir au même moment les journaux de gauche. Ni les pesants doctrinaires des *Archives Philosophiques* avec Guizot et Royer-Collard, ni les sectaires fielleux d'extrême gauche que Benjamin Constant rassemblait à la *Minerve*, ni les polémistes anonymes payés par le ministère ne comptaient parmi eux des talents si variés, des noms si glorieux que le *Conservateur*; et ils n'étaient, ni les uns ni les autres, en mesure de publier des pages aussi bien faites pour plaire et pour enthousiasmer le public.

Le programme en effet avait été, par Chateaubriand, très habilement établi et le plan même du journal très ingénieusement conçu.

Les fondateurs, nous a dit Vitrolles, avaient été tirés d'un grand embarras, quand, pour annoncer le *Conservateur*, Chateaubriand avait proposé de rédiger seul le premier numéro, en composant une sorte de manifeste où seraient indiqués leurs principes et leurs intentions.

Le premier numéro, en effet, contenait seulement deux lettres. L'une très courte, datée du 30 septembre et adressée par l'éditeur Lenormand à Chateaubriand, était ainsi conçue :

« Monsieur le vicomte, vous savez mieux que personne avec quelle
« fureur on recommence à proclamer les principes qui, depuis trente
« ans, ont fait tant de mal à la France. C'est pour opposer une
« digue à ce torrent que j'ai le projet de publier un ouvrage qui,
« sous le titre du *Conservateur*, paraîtra à des époques indétermi-
« nées. Les rédacteurs de cet ouvrage, en conservant les saines
« doctrines, s'attacheront plutôt à combattre les choses que les
« hommes, comme le plus sûr moyen de faire triompher les bonnes
« opinions.

« Le succès de cette entreprise, monsieur le vicomte, serait assuré
« si je pouvais espérer que vous et vos amis vous voulussiez bien
« y concourir. Si vous aviez même l'extrême bonté, dans un mo-
« ment de loisir, de me tracer le plan que je dois suivre, pour
« donner au *Conservateur* l'importance qu'il doit avoir, vous me
« rendriez un réel service... »

La réponse de Chateaubriand, longue de quarante pages et datée du 5 octobre, remplissait le reste du numéro.

Chateaubriand commençait par préciser la raison d'être et l'utilité de l'entreprise :

« L'opinion ministérielle, domine les gazettes censurées, disait-il, l'opinion indépendante règne dans une sorte de journal irrégulier (*la Minerve*). Seule l'opinion royaliste est sans organe. » Il y a bien, ajoutait-il, « quelques feuilles irrégulières, quelques écrits paraissant de loin en loin, comme pour empêcher la prescription. » Mais ce n'est pas de la sorte qu'une opinion se soutient. « C'est en parlant sans cesse, en répétant sans cesse la même chose qu'on peut espérer d'être écouté. »

Ceci dit, passant aux principes qu'allait défendre le journal, il commençait par déclarer que le *Conservateur* devait être parfaitement et strictement constitutionnel : « Nous voulons la Charte, disait-il, nous pensons que la force des royalistes est dans la franche adoption de la monarchie représentative. »

Quelles que pussent être en effet leurs préférences personnelles, c'était, pour les royalistes, à cette date, nous ne le répéterons jamais trop, un devoir de loyalisme, que d'accepter franchement les institutions données par le roi dans la plénitude de son autorité. C'était ainsi que Chateaubriand, nous l'avons déjà montré, avait compris dès 1814, pour les royalistes, l'adhésion à la Charte.

Il déclarait dans son article : La seule arme de leurs adversaires est de prétendre et de faire croire « que les royalistes ont pris la Charte comme un manteau, mais au fond du cœur ont juré la perte de la liberté, le rétablissement de l'ancien régime, le retour des privilèges, de l'inquisition et de la féodalité ».

Il complétait un peu plus loin cette déclaration en précisant comment lui et ses amis comprenaient le régime établi par la Charte et en se déclarant décidé à défendre d'une part l'autorité du roi « qui doit être dégagée de beaucoup d'entraves pour agir avec vigueur et rapidité et doit avoir dans certains cas (les cas de guerre et d'insurrection) *quelque chose de la dictature romaine* » ; d'autre part, l'indépendance des Chambres et de l'opinion qui est nécessaire en temps normal et qui réclame la liberté de la presse.

Une fois de plus, on le voit, Chateaubriand posait, avec plus de fermeté que jamais, sa conception du régime représentatif, très nettement distincte du régime parlementaire moderne.

Passant ensuite au programme même du journal, il s'efforçait surtout, par quelques exemples tirés des questions à l'ordre du jour, de montrer quelles seraient les tendances et les intentions

du *Conservateur*. Il jetait des idées plus qu'il n'exposait un plan.

On ne craindra pas, disait-il, d'attaquer le ministère et de dénoncer le scandale des « correspondances privées ». On insistera sur la nécessité de réformer le code pénal en réclamant la suppression des emprisonnements arbitraires. On montrera la nécessité de la décentralisation administrative (sur ce point d'ailleurs, Chateaubriand s'en tenait aux généralités et conseillait la prudence, car, disait-il, « des systèmes exclusifs dans l'organisation des conseils de département pourraient nous jeter dans la démocratie ou le despotisme »).

On traitera les questions de politique étrangère que les journaux censurés négligent. On défendra la religion et on insistera sur la nécessité de veiller à l'organisation d'un système religieux et moral d'éducation. On encouragera l'agriculture et le commerce ; car, disait-il, « l'agriculture est la vieille France ; le commerce est la nouvelle, confondons-les dans notre amour. »

Pour distraire de ces graves sujets, on n'hésitera pas à faire la satire des mœurs : « On rencontre aujourd'hui dans les salons deux sociétés : l'une finit et l'autre commence. Toutes deux ont des ridicules ; mais on doit écarter des tableaux qu'on en voudrait faire ce qui pourrait blesser. »

On n'oubliera non plus ni les arts, ni la littérature.

Et enfin, Chateaubriand terminait en conseillant la confiance aux royalistes et en leur recommandant de ne pas craindre, puisque leurs adversaires les avaient jetés « dans une opposition contre nature », de jouer leur rôle d'opposants et d'attaquer avec énergie : « Ils savent que la saine majorité de la France partage leurs opinions ; et quand on dit qu'ils ne sont qu'un parti faible et sans capacités, ils sentent qu'ils sont nombreux et qu'ils valent au moins ceux qui les outragent... Leur esprit de condescendance n'a fait qu'accroître le mal. Poussés dans leurs derniers retranchements, calomniés par toute l'Europe, lorsque résignés ils souffraient en silence, traités de conspirateurs, d'ennemis du roi, de traîtres à la patrie, ils sont forcés de se défendre pour ne pas consentir à leur déshonneur. Dans un tel état de choses, le *Conservateur* sera éminemment utile ». Et Chateaubriand assurait l'éditeur de son appui et de celui de tous ses amis.

Le programme ainsi posé par Chateaubriand était neuf ; et dès les premiers numéros, le *Conservateur*, comme il l'avait annoncé, se montrait varié, combattif et vivant. Il ne nous est pas possible de passer en revue tous les sujets traités pendant les dix-huit mois que parut la revue, mais il est nécessaire au moins, par quelques analyses et quelques citations, de faire saisir son ton général et de faire comprendre les raisons de l'influence qu'il allait exercer.

Dans les articles assez nombreux où ils traitaient des questions de doctrine politique, les collaborateurs du *Conservateur* travaillaient surtout à ruiner la thèse imaginée et soutenue par Guizot et les doctrinaires : la Charte n'est que l'expression des idées révolutionnaires, et les ultra-royalistes par suite ne peuvent s'y rallier sincèrement.

Déjà, nous l'avons vu, Chateaubriand avait à plusieurs reprises répondu à une telle argumentation. Dès le second numéro du *Conservateur*, Castelbajac, dans un article destiné à réfuter un article publié par Guizot le 21 août précédent, disait : « Quant à la Charte, moi je n'y reconnais que l'œuvre du roi légitime, je n'y puis voir que le terme et non la suite des révolutions... J'ai peine à concevoir qu'il n'y ait rien d'antipathique entre la royauté et la révolution qui a aboli la royauté, entre la royauté et la révolution qui parcourait l'Europe en détruisant les trônes et en enfantant partout des républiques. »

Et d'Herbouville, un peu plus tard (1), écrivait : « Regarderait-on le gouvernement que le roi nous a donné comme un résultat de la Révolution? Ce serait une grave erreur. La forme actuelle du gouvernement n'est autre chose que notre ancienne constitution modifiée suivant les circonstances... Nos deux Chambres délibérantes, dans leurs attributions les plus étendues, ne sont qu'une combinaison de la faculté législative que nos anciennes constitutions donnaient aux États généraux et aux Parlements. »

Benoît, un député, établissait les avantages du principe d'hérédité monarchique (2) : « Nous disons, nous devons dire, le droit du roi à la couronne. Mais, par là nous devons entendre le droit bien plus essentiel qu'à la nation à ce que personne autre n'y prétende. Ce que la légitimité a d'heureux pour le prince est à peine un intérêt. Ce qu'elle a de part à la paix intérieure, au bonheur domestique de la nation est inappréciable. »

D'Herbouville répondait à ceux qui, par démagogie, accusaient les nobles de vouloir rétablir la dîme et les privilèges, et il montrait tout ce qu'avait d'absurde une telle accusation. Après un historique des coutumes féodales, il montrait qu'en 1788, à la veille de la Révolution, il ne restait presque plus rien de ces anciens usages et il citait un ouvrage du président Hénault qui, sous Louis XV, déjà écrivait : « Heureusement les temps ont bien changé : le nom de fief est bien resté, mais la chose est presque détruite, et hors la prestation de foi et hommage, qui n'est plus qu'un vain nom et quelques droits qui sont dus au suzerain, on n'aperçoit plus guère de différence entre le fief et la

(1) Tome III, p. 549.

(2) Tome I, p. 559.

roture. » D'ailleurs, ajoutait d'Herbouville : « Il y avait encore une chose particulière dans cette possession des fiefs... Comme la faculté seigneuriale tenait, non à la naissance mais à la possession de la glèbe, il en résultait que quelque enrichi pouvait être le suzerain d'un noble dont le nom héréditaire se confond avec le berceau de la monarchie. Messieurs les amis de l'égalité, pouvez-vous en désirer une plus complète? »

Frénily insistait (1) sur l'utilité sociale qu'il y avait à réveiller l'esprit corporatif, « à rechercher tous les principes de corporation pour faire partout en France ce qu'on évite partout aujourd'hui et ce qu'on possède partout ailleurs, des cautions, des solidarités, des soutiens et des résistances, corporation de métiers, d'arts, de finance, de commerce, corporations civiles, religieuses, nobles, politiques. »

Fiévée montrait que dans l'ancienne France le pouvoir royal, loin d'être arbitraire, était limité dans toutes les parties de l'administration par toutes sortes de libertés particulières : « Les Parlements allaient d'eux-mêmes, le clergé avait sa fortune particulière et son indépendance, l'éducation, richement dotée, ne se doutait pas qu'elle deviendrait un jour un ministère ; les pays d'État avaient leurs libertés qui étaient grandes, les communes avaient aussi les leurs. »

Bref, pour répondre aux légendes grossières par lesquelles les adversaires de la monarchie tentaient déjà d'opposer à la liberté révolutionnaire le pouvoir absolu des anciensrois, les rédacteurs du *Conservateur*, par des leçons d'histoire, claires et documentées, s'efforçaient de faire connaître aux générations nouvelles les véritables institutions de la vieille France.

En même temps, Bonald et Lamennais prenaient la défense du clergé et montraient quelle place il convenait de lui donner dans la société. Bonald, en outre, chose curieuse et faite pour surprendre de la part d'un aussi fervent réactionnaire ceux qui confondent aujourd'hui réactionnaires et militaristes, Bonald consacrait un article à dénoncer les dangers de la conscription et il signalait que le service obligatoire mènerait un jour à l'antimilitarisme. « Nous aurons, disait-il, des armées inquiètes et toujours disposées au mécontentement qui résulte de la contrainte, des armées dont le service tout entier aux frais de l'État sera accablant pour les propriétaires. »

À côté des questions de doctrine proprement dite, le *Conservateur* consacrait de nombreux articles aux événements du jour, à la discussion des projets de loi, aux reportages politiques. Fort de son rapide

(1) Tome III, p. 36.

succès et de l'autorité qu'il avait bien vite acquise, il soutenait et encourageait les autres publications royalistes de Paris et de la province : le *Drapeau Blanc*, la *Bibliothèque royaliste*, l'*Oracle français*, la *Ruche d'Aquitaine*. Il attaquait sans cesse les journaux de gauche et surtout la *Minerve*, son principal rival. Il ne craignait pas non plus, comme le conseillait Chateaubriand, d'user de la plaisanterie, pour donner plus de piquant à ses polémiques. L'histoire de *M. Feuille morte* et les dialogues de *M. Dimanche* sont de petites scènes de comédie où apparaît déjà le type du bourgeois libéral, nourri des préjugés et des poncifs que M. Homais devait illustrer quelque trente ans plus tard.

Le comte O'Mahony, dans ses comptes rendus du théâtre, critiquait les thèses et les allusions politiques qui donnaient un succès d'un jour à des pièces aussi complètement oubliées aujourd'hui que *la Famille Glinet* ou *la Fille d'honneur*.

Par toute une série d'échos, de chroniques, inspirées peut-être de la manière du *Nain jaune*, on dénonçait les efforts faits par les adversaires du régime pour créer la légende napoléonienne, en multipliant les gravures et les lithographies, en reproduisant ou en inventant les plus extraordinaires faits d'armes à la gloire des armées impériales? Car, dit fort sagement un jour O'Mahony (1), « c'est ici qu'il faut
« avant tout faire une importante distinction et séparer soigneuse-
« ment dans cette galerie de nombreux tableaux qui rappellent les
« traits de valeur, d'humanité, de dévouement, vraie gloire de la
« France, d'autres tableaux qui, sous la même apparence, en se-
« raient la honte s'ils n'en étaient la risée...

« Par exemple : qu'on nous montre trois soldats français dont
« deux blessés et hors de combat, attaqués devant et derrière par
« deux régiments et se disposant à la défense malgré l'immense
« supériorité des ennemis, jusqu'alors tout est bien, tout est fran-
« çais. On sait que nos braves ne comptent leurs adversaires qu'après
« le combat. Mais à travers cette scène d'intrépidité, si l'on voit une
« jeune fille se précipiter à travers les combattants, et implorer de
« l'un des trois soldats grâce et merci pour l'un des régiments, on
« demeure stupéfait. On se croit transporté au cirque de Franconi,
« si riche aussi en gloire niaise, ou bien à la représentation de
« *M. de Crac*, et l'œil cherche involontairement la Garonne dans
« un coin du tableau. Nous pourrions citer bien d'autres chefs-
« d'œuvre, mais nous indiquerons plutôt aux amateurs de l'héroïque
« l'estampe faite à propos de ce mot : « La garde meurt et ne se

(1) Tome II, p. 610.

« rend pas. » Mot admirable, mot sublime, dont heureusement l'auteur n'est pas mort, ce qui fait espérer que ce n'est pas son dernier mot. »

Le *Conservateur* ne s'en tenait pas là. Aux pathétiques évocations par lesquelles les gens de gauche s'efforçaient d'exalter l'imagination en faveur des gloires de la Révolution et de l'Empire, il opposait les scènes et les figures héroïques de la résistance royaliste. Il profitait des anniversaires pour rappeler les massacres de Septembre, les épisodes de la Chouannerie, pour évoquer les figures de Louis XVI et de Marie-Antoinette, et il savait, lui aussi, exciter l'émotion et l'enthousiasme. Dans ces cas-là, c'est Chateaubriand le plus souvent qui tenait la plume. Ses pages les plus célèbres sont consacrées les unes à évoquer la mémoire de Malesherbes, le défenseur de Louis XVI, les autres, les plus remarquables, à l'histoire des guerres de Vendée. Le récit des guerres de Vendée, qui occupe une livraison tout entière du *Conservateur* (1), est un beau chapitre d'histoire écrit sur le mode lyrique, selon la grande manière de Chateaubriand. Après avoir lu et utilisé toutes sortes de documents sur la question, dont il donnait en tête de son travail une longue bibliographie, Chateaubriand résumait dans des raccourcis saisissants et pathétiques, grâce aux plus éclatantes images et aux plus frappantes antithèses, tous les faits d'armes de ses héros :

« Les forces de la Vendée doublent en raison des périls. Lescure avec 5 800 hommes disperse à Thouars 32 000 réquisitionnaires. La Convention ordonne la destruction entière de la Vendée ; alors commence le système des incendies qu'exécutaient des colonnes justement appelées infernales. Les villes sont embrasées ; les chaumières, les moissons et les bois, réduits en cendres. L'armée de la haute Vendée vole au secours de Charette qui, battu cinq fois, se relevait toujours... Les soldats de l'armée royale et catholique embrassant eux-mêmes sans s'étonner toute la grandeur de leur infortune, ne voulurent point trahir leurs revers. Jamais la Vendée ne jeta un si vif éclat que lorsque errante et fugitive elle était prête à s'évanouir au milieu des forêts de la Bretagne.

« Les Vendéens eurent pour premières armes quelques méchants fusils de chasse, des bâtons durcis au feu, des faux, des broches et des fourches. Leurs cavaliers étaient montés sur des chevaux de labourage. Ils se servaient de bâts faute de selles, de cordes au lieu d'étriers. On voyait sur le champ de bataille, en face des troupes républicaines, des paysans en sabots, vêtus d'une casaque

(1) Tome IV, 4^e livraison.

« brune ou bleue, rattachée par une ceinture de mouchoirs. La brave des Vendéens était reconnue, même de leurs plus implacables ennemis. A la première affaire de Laval, La Rochejaquelein poursuivant l'ennemi se trouve seul en face d'un grenadier qui chargeait son arme. La Rochejaquelein était à cheval, mais blessé et portant le bras droit en écharpe. Il fond sur le grenadier, le saisit au collet, avec la seule main qu'il eût de libre. Le grenadier se débat et cherche à percer de sa baïonnette le cheval et le cavalier ; des paysans surviennent et veulent tuer le grenadier. La Rochejaquelein le sauve et lui dit : « Va rejoindre tes chefs, tu leur annonceras que tu as lutté avec le général de l'armée royale, il n'a point d'armes, il n'a qu'une main de libre, et que tu n'as pu le blesser. »

N'y a-t-il point là quelques embellissements, un grossissement un peu exagéré ? Et armé de tous ses documents, Chateaubriand ne simplifie-t-il pas de façon un peu trop éclatante ? Peut-être. Mais il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire détaillée de la Vendée. Et en tout cas, les pages comme celles que nous venons de citer, plus brièvement qu'il ne le faudrait, car elles sont très belles, constituaient la meilleure propagande royaliste et la meilleure réponse que l'on pût faire à ceux qui opposaient au régime nouveau les souvenirs de l'épopée impériale.

Le succès en était d'ailleurs immense. Le numéro était épuisé en quelques jours, une seconde édition était nécessaire, Chateaubriand recevait une correspondance considérable où les uns le félicitaient avec enthousiasme, les autres lui reprochaient d'avoir, parmi les héros de la Vendée, oublié de citer tel ou tel de leurs parents. Victor Hugo enfin, et ce n'est pas là le résultat le moins significatif, Victor Hugo, âgé de dix-sept ans, enthousiasmé par la lecture du *Conservateur*, composait et publiait une ode sur la Vendée dédiée à Chateaubriand, qui respirait le plus ardent royalisme et qui déjà méritait de retenir l'attention.

C'est qu'en effet le *Conservateur*, bien qu'il fût un organe surtout politique, ne négligeait pas la littérature, et même travaillait de façon fort curieuse à renouveler et à réveiller les inspirations. La chose était, certes, fort nécessaire, car il est peu de périodes littérairement plus pauvres que les premières années de la Restauration. Après les troubles de la Révolution, après l'accablante période de censure impériale, dans le désarroi que la défaite et l'incertitude du régime nouveau avaient développé, les esprits avaient peine à trouver une inspiration nouvelle ; et, déclare Chateaubriand, dans le *Conservateur*, « aux époques les plus orageuses de la Révolution

les lettres étaient moins abandonnées qu'elles ne le sont aujourd'hui. »

Cependant, lui-même consacrait plusieurs articles à signaler les ouvrages de quelque valeur qui paraissaient, à étudier les causes de la décadence littéraire, et à encourager les débutants en conseillant à leur égard la bienveillance.

Ce n'est pas que, bien qu'on l'ait appelé le père du romantisme, il se présentât comme un révolutionnaire en littérature, bien au contraire. Il prenait ouvertement, contre les écrivains du dix-huitième siècle, la défense des hommes du dix-septième. Racine est pour lui un modèle de naturel et de simplicité et Boileau, un maître du goût (1); et lui, l'ancien auteur de *René*, parlant un jour de scandales récents survenus dans certains lycées, signalait le danger qu'il y avait à troubler des agitations et du mal du siècle les enfants « qui commencèrent par se pendre d'ennui et ont fini par se révolter pour se désennuyer (2). »

Mais ce qu'il conseillait aux critiques desséchés par la décadence de l'esprit classique et l'abus du rationalisme révolutionnaire, c'est l'indulgence et la largeur d'esprit nécessaires pour permettre aux jeunes talents les mieux doués de naître et de se développer : « Bossuet fut, dans sa jeunesse, disait-il, un des beaux esprits de l'hôtel de Rambouillet; les premiers sermons de ce premier des orateurs sont pleins d'antithèses, d'images incohérentes, de batto-logie, d'exagération, d'enflure de style... Mais ce génie impétueux, ne trouvant d'abord que bienveillance et admiration, se soumit comme de lui-même à cette raison qu'amènent les années. Il s'épura par degrés et ne tarda pas à paraître dans toute sa magnificence. »

Le Conservateur, sur les conseils de Chateaubriand, s'efforçait de jouer, avec les débutants, ce rôle de guide et de protecteur indulgent. Et, chose curieuse, comme à son appel en effet, et sous son patronage, paraissaient à quelques mois d'intervalle, les deux plus grands poètes de la génération nouvelle, Hugo et Lamartine.

Victor Hugo, le premier, quelques mois après la publication de son ode sur la Vendée, en octobre 1819, et aidé de ses deux frères, entreprenait la publication d'un journal où il faisait paraître ses premiers poèmes et où éclatait la plus ardente conviction royaliste. Pour bien marquer que Chateaubriand était son maître et que les

(1) Tome II, p. 247.

(2) Tome IV, p. 17.

opinions politiques de celui-ci étaient les siennes, il appelait son journal *le Conservateur littéraire*. Chateaubriand le recevait chez lui, l'encourageait (1) ; et *le Conservateur*, en mars 1820, sous la signature de M. Agier, annonçait avec de grands éloges l'apparition de son jeune confrère et disciple.

Quelques jours après, dans la publication suivante, Genoude, avec enthousiasme, annonçait la publication toute récente des *Méditations de Lamartine*. Lamartine a raconté lui-même que c'est Genoude, avec qui il était en relations, qui, le premier l'avait décidé à publier ses *Méditations*, qui avait fait connaître le volume et l'auteur dans les salons. Et le fait est que l'article du *Conservateur* comprenait et signalait toute l'importance et toute la nouveauté d'une œuvre semblable. Il montrait que le nouveau poète devait à la religion le meilleur de son inspiration ; et, avec fierté, il constatait que c'est au réveil de la doctrine royaliste que l'inspiration poétique, elle aussi, devait de renaître.

Le Conservateur, en effet, avait le droit d'être fier. On oublie trop aujourd'hui que le romantisme débutant fut ardemment royaliste et catholique. Plus tard, sans doute, quand la Restauration aura échoué, les jeunes esprits déçus se détacheront de leur inspiration première. Mais aux environs de 1819, après le découragement morne des premières années de la Restauration, c'est sous l'influence de Chateaubriand et des ultras que s'éveillaient, que se formaient les talents de cette génération qui, en tous cas, allait se montrer si riche de vie. L'idée, l'inspiration royalistes que l'on avait pu croire défailtantes redevaient, grâce au *Conservateur*, celles qui enthousiasmaient la jeunesse.

Mais *le Conservateur* n'oubliait pas que son principal rôle était son rôle de conseiller et de guide des royalistes dans la lutte des Chambres et les intrigues des partis. Il indiquait dans quel sens il convenait de voter, il suivait avec soin les incidents des campagnes électorales, il expliquait, il commentait, il jugeait la conduite des ministres, il exposait les revendications et les intentions des royalistes, il servait de centre et de guide à l'opposition ; il allait enfin renverser Decazes.

Ici encore, c'était Chateaubriand qui jouait le principal rôle ; il donnait les conseils électoraux, il attaquait les ministres, il indiquait la ligne politique à adopter, il devenait enfin le chef de parti qui allait amener les royalistes au pouvoir.

(1) Ses premières visites ont été racontées avec quelques fantaisies du reste par Victor Hugo : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*.

*
* *

Pour bien comprendre l'importance de l'influence politique exercée par *le Conservateur* et Chateaubriand, il est nécessaire de considérer la situation des partis et la conduite du gouvernement pendant cette période.

Dans les derniers mois de 1818, au moment où était fondé *le Conservateur*, se préparait une nouvelle crise dans le sein du ministère que présidait depuis trois ans le duc de Richelieu. Ce dernier qui n'était ni un ambitieux, ni un homme d'intrigue s'était, quand il avait accepté le pouvoir, fixé pour seul but d'obtenir des Alliés, le plus tôt possible, la libération du territoire français. Il venait d'obtenir sa satisfaction, puisque au congrès qui s'était ouvert en septembre, à Aix-la-Chapelle, venait d'être décidé que les troupes qui occupaient le nord et l'est de la France seraient retirées en novembre suivant, c'est-à-dire deux ans plus tôt qu'il n'avait été convenu par le traité de 1815.

Heureux de son succès, le président du Conseil ne demandait plus qu'à démissionner, d'autant plus qu'il commençait à se rendre compte de l'imprudente et dangereuse voie où l'entraînait Decazes, et que, sans oser lui-même réagir, il n'osait plus suivre son collègue.

Plus que jamais, en effet, le ministère manœuvrait à gauche. Après les élections de 1817, qui déjà, nous l'avons vu, avaient donné d'importants succès aux indépendants, les élections d'octobre 1818 étaient plus inquiétantes encore. Trois des chefs de l'extrême gauche, adversaires incontestables de la dynastie, Manuel, l'ancien membre de la Chambre des représentants des Cent-Jours, le général La Fayette et Benjamin Constant étaient élus ; la droite perdait quinze sièges, les indépendants en gagnaient dix-neuf.

Le ministre de la Guerre, de son côté, venait de décider, par une ordonnance du 2 août, que les officiers de la garde, dont la plupart appartenaient à des familles très royalistes, perdraient les avantages particuliers qui leur avaient été jusque-là assurés ; tandis que Decazes, le 30 septembre, faisait enlever à Monsieur le commandement des gardes nationales du royaume, et le privait ainsi d'une influence qu'il avait exercée en faveur de la droite.

Devant le mécontentement grandissant des royalistes, Richelieu tentait une dernière démarche de conciliation, convoquait Villèle et songeait à préparer un changement de cabinet dont, s'il le fallait, Decazes serait exclu.

Mais dès les premières démarches, les autres ministres, Roy, Pasquier, Gouvion-Saint-Cyr, avaient menacé de donner leur démission si Decazes était écarté. Or la droite, à ce moment, possédait trop peu de représentants à la Chambre pour qu'on pût penser faire un ministère appuyé sur elle seule, tandis que les hommes de l'Empire, soutenus par leur majorité et par le prestige que leur donnait, depuis deux ans, auprès du roi l'appui de Decazes et de la presse ministérielle, faisaient figure d'hommes indispensables. Decazes, en outre, usant très habilement, nous révèle Molé (1), de ses relations avec le grand banquier Laffitte, avait obtenu à point une baisse de la rente, laquelle, coïncidant avec l'annonce de sa retraite, avait persuadé le candide duc de Richelieu que le prestige du ministre de la police était considérable ; et, n'osant insister, le président du Conseil se retirait. Decazes, toujours soutenu par le roi, triomphait et composait, sous la présidence nominale du général Dessolle, un ministère nouveau dont il était, avec le titre de ministre de l'Intérieur, le chef véritable.

Cette fois, à part le garde des Sceaux, M. de Serres, qui malgré ses attaches avec les doctrinaires demeurait royaliste d'instinct, la droite n'avait que des ennemis décidés dans le cabinet. Decazes, pour se maintenir, devenait sans cesse davantage le prisonnier du clan des doctrinaires, des hommes qui se déclaraient les représentants de la « société nouvelle », c'est-à-dire de cette classe assez étroite de la bourgeoisie qui, après avoir préparé la Révolution, avait profité d'elle, et prétendait, malgré le changement de régime, maintenir et assurer son influence exclusive par un droit de suffrage strictement restreint et basé uniquement sur l'argent. Sitôt ministre de l'Intérieur, il donnait à Guizot, à ses côtés, une place prépondérante, en créant pour lui, une direction générale de l'administration départementale et communale, et en lui assurant par là une influence considérable. « Non seulement, disait Pasquier (2), Decazes est subjugué, mais de Serres subit son influence de façon absolue. »

A partir de ce moment, la lutte contre les royalistes reprenait avec plus de violence encore qu'auparavant. Guizot, en effet, était un homme d'une violence d'autant plus passionnée qu'elle se voilait sous des apparences philosophiques.

Sans doute, par réaction contre la légèreté de l'aristocratie d'ancien régime et par pédanterie d'intellectuel, il affectait une allure grave, un profond dédain pour ceux qui ne savaient pas le suivre

(1) Voir *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1925.

(2) *Mémoires*, IV.

dans ses abstractions. Il se vantait même d'être un écrivain obscur (tellement même que le tout jeune Charles de Rémusat, un de ses disciples enthousiastes, écrira fièrement à sa mère, le 2 octobre 1819, à propos d'un article qu'il venait de publier sur la façon dont devait être compris le rôle du jury : « M. Guizot en est content ; il dit seulement qu'il n'y a pas dix personnes en France en état de nie comprendre. Je vous communique naïvement cet éloge. ») Mais, lorsque ses intérêts étaient en jeu, il ne craignait pas de se contredire, de soutenir les thèses qu'il attaquait la veille. Il avouera même un jour avec cynisme (1) : « que toutes ses dissertations philosophiques, que les lois absolues posées par ses amis et par lui étaient à la merci de leurs intérêts changeants de parti et de classe ». Et il dira expressément : « Le gouvernement représentatif n'est point impartial et neutre de sa nature... C'est un instrument de triomphe, une place de sûreté... les institutions ne sont rien par elles-mêmes ; ce sont des moyens d'attaque et de défense. Et lorsque le pouvoir, qui est le centre et le moteur de toutes les institutions, a été envahi par des adversaires, une seule chose est urgente, c'est de le reconquérir. »

Dans sa lutte contre ses adversaires, quand les arguments lui manquaient, il n'hésitait pas à employer la brutalité et l'injure. Et le *Journal des Débats*, pour se moquer de la politesse et de la modération de ce philosophe, chef des graves doctrinaires, pourra un jour, le 11 août 1819, citer à titre de spécimen la page que voici, parue la veille dans le *Courrier*, pour répondre à un article du *Conservateur* : « Ce sont toujours vos habiletés vieilles dans l'espérance risible de « jeter la désunion entre les hommes dont on redoute l'accord ; et « ces attaques rebattues contre toute discussion philosophique, seul « moyen qu'on ait trouvé pour la soutenir ; et cette petite politique « de personnalités usées, d'invectives prises au hasard, et ces « absurdités d'habitude sur l'autorité de la science opposée à l'inso- « lence du raisonnement qui, après avoir fait la science, a l'inconce- « vable prétention d'examiner si elle est bien faite, si elle est « achevée et en fait ce bizarre mélange de vanité littéraire, de « frivolité mondaine et de fatuité aristocratique, se consolant de « l'ignorance par le dédain et de l'impuissance par l'injure. »

Aussitôt cet ardent sectaire en fonctions la lutte reprenait contre la droite plus impitoyable, plus passionnée que jamais. Une ordonnance du 20 janvier 1819 éliminait du Conseil d'État cinq conseillers ordinaires et quatre vice-présidents, à cause de leurs opinions trop

(1) *Du gouvernement de la France*, 1820.

royalistes. En quatre ordonnances, des 9 et 10 janvier, 10 et 24 février, quatorze préfets, accusés d'ultra-royalisme, étaient destitués et remplacés par des hommes connus comme libéraux, dont cinq avaient été préfets pendant les Cent-Jours. Plus de trente sous-préfets étaient également révoqués, si bien que Barante, quoique ami de Guizot, trouvait un tel « abatis de préfets » trop brutal.

Guizot faisait composer par Rémusat, et imprimer dans *le Moniteur*, un article d'une grande violence qui enthousiasmait les journaux de gauche et qui était dirigé contre les ultras, « ces hommes sans cesse vaincus qui ont, dans leur conduite et dans leurs discours, je ne sais quelle déraison aveugle, dont s'étonnent les esprits même les plus familiers avec les spectacles des folies humaines ».

La Minerve, malgré ses accointances ouvertement déclarées avec les ennemis du régime, reconnaissait elle-même qu'« elle devenait un journal officieux » du ministère (lettre de Paris du 14 janvier). Elle assurait (21 janvier) que les temps commençaient à s'améliorer, et elle dictait leur conduite aux ministres. Cependant, chacun savait à quoi s'en tenir sur l'honorabilité de ses rédacteurs, sur la bonne foi de leurs déclarations libérales ; et Mme de Rémusat, toute heureuse qu'elle fût de voir son fils, à peine âgé de vingt et un ans, dans l'intimité de Guizot, ne pouvait un jour s'empêcher d'être scandalisée en pensant à la place qui leur était faite : « J'ai vu, disait-elle (1), cet Étienne et ce Tissot (deux des principaux rédacteurs de *la Minerve*) aux déjeuners de Savary (le ministre de la police de Napoléon) le qualifier de mécène français. Et aujourd'hui ils craindraient de louer le roi ! Tout cela est révoltant. »

Dès que les royalistes essaieront de résister, Decazes et Guizot aussitôt accentueront encore leur politique de gauche. A la Chambre des pairs, les chefs de la droite, c'est-à-dire Chateaubriand, Polignac, Montmorency et leurs amis, ayant décidé de s'unir au centre droit pour déposer et pour soutenir une proposition tendant à demander la modification de la loi électorale, et ayant obtenu, pour réclamer la discussion de leur proposition, une majorité de quarante-trois voix, Decazes aussitôt répondait, en faisant, le 5 mars 1819, pour changer la majorité de la Chambre haute, une promotion de cinquante-neuf pairs nouveaux, choisis, pour la plupart, parmi les hommes qui, anciens fonctionnaires de l'Empire ou pairs de Napoléon en 1815, avaient, avant la Restauration, comme pendant les Cent-Jours, montré une hostilité déclarée aux Bourbons.

La mesure était si choquante que *le Journal de Paris*, un journal

(1) *Souvenirs et correspondances*, IV.

bien modéré pourtant, écrivait : « C'est un mélancolique spectacle de voir un roi de la Maison des Bourbons cherchant une protection dans les bras de la Révolution et reconnaissant ainsi qu'il est réduit à la dure nécessité d'implorer l'amitié de ses ennemis. »

Sans doute, peu après, sous la pression de l'opinion, le ministère faisait voter une loi supprimant la censure des journaux et il obtenait sur ce point, avec les voix d'extrême gauche, un grand nombre de voix de droite. Mais il n'en continuait pas moins sa guerre violente contre les royalistes.

Guizot fondait et faisait paraître, à partir du 21 juin, avec la collaboration de quelques disciples des doctrinaires, de Rémusat en particulier, un journal, *le Courrier*, qui frappait à coups redoublés sur la droite : « *Le Drapeau Blanc*, M. de Bonald, Lamennais, *le Conservateur*, *la Quotidienne*, les *Débats*, il n'est presque pas de numéro qui ne les harcèle, » dit M. Pouthas, l'historien de Guizot (1).

Déjà Decazes avait organisé de façon fort méthodique la pression électorale. Dans un très curieux article publié par *la Revue de Paris* en 1902, M. Fauchille, étudiant d'après les documents des Archives nationales les instructions données par Decazes à ses agents pour les élections de 1818, a montré que le ministère avait rédigé à cette occasion une sorte de *Manuel du parfait corrupteur*, où il expliquait comment il convenait d'utiliser les vices et les défauts de chacun en accordant entre autres des faveurs « aux maisons publiques dépendant de la police pour faire voter ceux qui les dirigeaient selon les vues du ministère. » Cette année encore il exploitait la même méthode. Guizot de son côté, sans s'embarrasser du cynisme de sa déclaration, exposait ouvertement dans son journal comment, pour agir sur l'opinion, il fallait multiplier les fonctionnaires : « La question en France, disait-il le 22 août, est dès à présent dans les fonctionnaires. *Mais il en faut beaucoup...* En vain aurons-nous des institutions, en vain aurons-nous un ministère disposé à les suivre, à les développer ; rien n'est fait si ses instructions ne descendent pas jusque dans le dernier maire, jusque dans le dernier adjoint (2). »

(1) Ouv. cité, p. 226.

(2) Dans un article sur les élections de 1819, Chateaubriand, après avoir dit que la cause principale des succès électoraux était l'intense pression exercée sur les électeurs par l'administration, ajoutait : « Représentons-nous un ministère royaliste, un ministère qui appuie les hommes monarchiques de toute sa volonté, qui rejette les hommes démocratiques de tout son pouvoir, un ministère qui se serve du nom du roi, qui emploie tous les agents de l'administration, toutes les autorités locales, tous les moyens secrets et publics pour faire nommer des royalistes ; nous soutenons qu'avec la loi actuelle, si révolutionnaire qu'elle soit, vous auriez demain la majorité de la Chambre de 1815 ; tout esprit impartial conviendra de cette vérité. Il est impossible de prévoir ce que serait la force des royalistes si jamais cette force était secondée par sa puissance ana-

Il est bon de signaler, d'après leur propres déclarations, comment et par qui ont été organisées méthodiquement et les pressions électorales, et cette plaie du fonctionnarisme dont tout le monde se plaint aujourd'hui. Plus tard, nous verrons la droite aussi, corrompue par les méthodes que ses adversaires lui auront enseignées, abuser à son tour des pressions électorales ; mais il était nécessaire de rappeler qui lui avait montré la voie, car les coupables eux-mêmes auront à cette date oublié leurs responsabilités avec une étrange inconscience.

On préparait, sous la pression de l'extrême gauche, le rappel des régicides bannis en 1815 ; des troubles éclataient à la Faculté de droit où la propagande révolutionnaire s'étalait presque ouvertement.

Enfin tout se terminait en septembre (1819) par des élections encore plus inquiétantes pour le régime que celles des années précédentes. La gauche antidynastique gagnait trente-cinq sièges, tant sur le côté droit que sur le centre ministériel ; et parmi les nouveaux élus figurait en particulier l'ancien évêque constitutionnel Grégoire, ancien membre de la Convention où il avait voté la mort de Louis XVI.

Cette élection d'un ancien régicide, d'un de ceux qui s'étaient signalés par leurs violences antiroyalistes pendant la Révolution, provoquait un immense scandale dans tout le pays. Les ministres eux-mêmes étaient obligés, bien malgré eux, d'ouvrir les yeux.

Mais seul le garde des Sceaux, M. de Serres, ancien soldat de l'armée de Condé, resté depuis, malgré son alliance avec Decazes et les doctrinaires, sincèrement dévoué aux Bourbons, s'inquiétait véritablement du danger révolutionnaire et commençait à comprendre que, pour sauver la monarchie, un franc retour à droite était nécessaire.

Decazes, lui, tenu par ses liens avec les doctrinaires et les représentants de la « France nouvelle », ne songeait qu'à trouver le moyen de se maintenir ; et sans vouloir voir plus loin, s'efforçait, pour compenser la perte des voix d'extrême gauche devenues trop gênantes, de se rallier quelques députés de droite en faisant quelques concessions de forme et en remplaçant quelques ministres, particu-

logue, c'est-à-dire, par une administration royaliste. On n'a pas encore vu une telle chose en France depuis la Restauration et par conséquent on ne peut pas juger de nos véritables ressources. »

Guizot, avec une étonnante inconscience, affectait dans le *Courrier* du 27 septembre, de se scandaliser d'une telle déclaration : « Ainsi donc, écrivait-il, plus d'équivoque. Livrez le ministère aux ultras et ils sauront bien par les moyens secrets et publics avoir la majorité de 1815. Par le but, jugez les moyens. » Il oubliait seulement ou feignait d'oublier que ces moyens énumérés par Chateaubriand, c'était Decazes, c'était lui-même Guizot, qui les avaient les premiers inventés et mis en œuvre ; et qu'ils étaient moins qualifiés que quiconque pour les reprocher à leurs adversaires.

lièrement compromis, par d'autres appartenant aux mêmes groupes, mais moins en vedette.

Le 19 novembre, en effet, le ministère Dessolles-Decazes démissionnait et était remplacé par un ministère dont Decazes était le président, et où Pasquier, Roy, La Tour-Maubourg, remplaçaient Dessolles, Louis et Gouvion Saint-Cyr. De cette façon c'était toujours, à quelques nuances près, le même clan d'hommes de l'Empire qui gouvernait. On n'avait pas accepté de représentant de la droite dans le nouveau cabinet. Et, comme pour bien montrer que rien d'autre ne comptait que l'intérêt de parti, on n'hésitait pas à abandonner quelques-unes des théories soutenues jusque-là avec le plus de chaleur ; et même à se mettre en contradiction ouverte avec la lettre de la Charte pour laquelle on avait affecté jusque-là un respect presque superstitieux.

Decazes avait en effet, en 1817, fait voter la loi électorale contre l'extrême droite. Depuis, sous la pression des doctrinaires, il l'avait toujours énergiquement soutenue tant qu'il avait cru être en mesure de l'utiliser à son gré.

Les élections de 1819 lui ayant montré qu'il n'était, malgré ses efforts, pas maître du corps électoral, il abandonnait aussitôt sa loi. Il étudiait divers projets, il se préparait à renoncer au renouvellement par cinquième, à établir le double vote, toutes mesures ardemment repoussées par lui et les doctrinaires en 1816 et 1817 comme contraires, avait-on dit alors, aux intentions de la Charte (1).

Même, pour être plus sûr, de garder le pouvoir, il songeait un moment à proroger tout simplement la Chambre pendant cinq ans. Et ainsi, comme le remarquait Villèle dans son carnet, le ministère et le parti qui avaient créé au mois de février soixante pairs nouveaux pour punir la Chambre haute d'avoir osé demander la réforme de la loi électorale, préparait lui-même, quelques mois à peine plus tard, cette même réforme. Il montrait clairement par là qu'il n'avait d'autre plan, d'autre souci que son intérêt momentané et changeant. Il entraînait la monarchie dans une voie où sa perte était certaine ; et tandis que Richelieu se lamentait, les royalistes étaient sans forces.

(1) Mme de Rémusat, la mère du jeune disciple de Guizot, dans une lettre à son mari, alors préfet de Lille, écrivait à ce sujet le 9 août 1819 : « Charles (son fils) est en ce moment fort occupé à relire la session de 1815. Il étudie les discours de ses amis d'aujourd'hui, Royer-Collard, de Serres, etc..., parce qu'il faut qu'il entreprenne de les combattre aujourd'hui, soit dans le *Courrier*, soit dans quelques écrits qu'on lui demande. Ils vont bientôt commencer dans leurs journaux à parler de la nécessité de toucher à la loi des élections. Il se trouve que les doctrinaires d'aujourd'hui, par crainte de la Chambre de 1815, s'opposaient alors au renouvellement quinquennal et à tout ce qu'on veut à présent. On leur jettera sûrement au nez leurs paroles d'alors. Il faut le prévoir, avoir des réponses prêtes et concilier le passé et le présent. Tout cela n'est pas très aisé. », *Correspondance*, IV.

Telle était la situation, le parti, la politique contre lesquels Chateaubriand était entré en lutte, seul avec *le Conservateur*. On comprend que la tâche était difficile. C'est le principal honneur de sa carrière politique de l'avoir entreprise et de l'avoir menée à bien.

Aux royalistes désespérés qui se demandaient s'ils avaient raison de lutter contre les ministres du roi et ne savaient ce qu'ils devaient souhaiter, il donnait des idées claires. Il leur montrait, il leur révélait l'existence et les intentions secrètes mais raisonnées du parti qui, pour défendre les intérêts particuliers d'une classe, « tend, disait-il, à faire sortir le despotisme des principes populaires et veut former une royauté sans royalistes, une monarchie sans bases monarchiques. »

Il ne se contentait pas d'attaquer telle ou telle erreur ou faute des ministres. Au programme de la bourgeoisie nouvelle, née de la Révolution, qui tendait à saper les institutions monarchiques pour établir son pouvoir et instituer le règne de l'argent, il opposait, instruit par les observations des théoriciens royalistes, un programme raisonné d'institutions propres à enraciner en France les intérêts et les sentiments de fidélité monarchique. Pour cela, l'essentiel à ses yeux était de réveiller le sens aristocratique en luttant contre la centralisation, en créant, du haut en bas de la société, des corps, des corporations privilégiées plus aptes que les individus isolés en face d'un pouvoir central tout-puissant, à comprendre les devoirs et l'intérêt sociaux. Car Chateaubriand est et restera jusqu'à la fin un aristocrate à qui le nivellement démocratique fait horreur. Nous l'avons déjà vu dans son discours sur la loi du recrutement insister sur les rapports entre le nivellement démocratique et le despotisme. C'est là une idée à laquelle il reviendra sans cesse.

« Si les royalistes arrivaient au pouvoir, écrit-il en octobre 1819 (1), ils proposeraient les lois les plus monarchiques sur l'organisation des communes et sur la garde nationale. Ils affaibliraient le système de centralisation ; ils rendraient une puissance salutaire aux conseils généraux. *Créant partout des agrégations d'intérêts, ils les substitueraient à ces individualités trop favorables au rétablissement de la tyrannie. En un mot, ils recomposeraient l'aristocratie...* C'est dans cette vue qu'ils solliciteraient les substitutions en faveur de la pairie, qu'ils chercheraient à arrêter par tous les moyens légaux la division des propriétés et qu'ils demanderaient une indemnité en faveur des émigrés. »

En même temps, contre les partisans de l'égalité absolue, il écrivait : « Les royalistes sont en France les hommes qui veulent la Charte

(1) *Conservateur*, V, n° 58.

avec l'égal admission aux places et aux honneurs, avec la faculté d'atteindre à tous les rangs ; mais ils repoussent l'égalité absolue incompatible avec une monarchie constitutionnelle (1). »

D'ailleurs, tenait-il à préciser, en ce qui concerne les hommes, les royalistes sont étrangers à la haine. Ailleurs déjà il avait dit (2) : « En 1815 on a écarté beaucoup d'administrateurs, on en a écarté trop. Le bon sens prescrivait de ne pas confier les hautes places à ceux qui venaient de donner des preuves récentes de leur infidélité. Mais il fallait épargner les subalternes. Il est sans doute quelques hommes qui sont vendus corps et âme au ministère, et qui, dans tout changement possible, tomberont avec les maîtres dont ils ont servi les passions ; mais tout agent du pouvoir qui, ne faisant qu'obéir à un ordre supérieur, l'a exécuté sans blesser l'honneur et la justice, serait conservé par une administration royaliste... »

Ce n'est pas, en effet, l'envie des places et des bénéfices du pouvoir qui, assurait-il, poussait les royalistes. C'est simplement le souci d'opposer à un système dangereux pour la monarchie, un autre système. Aussi s'en prenait-il aux chefs seuls, mais pour ceux-là il était impitoyable. Convaincu qu'ils étaient poussés par des arrière-pensées criminelles, il ne laissait aucune concession de forme l'émouvoir.

Et à mesure que le temps passait, à mesure que les combinaisons ministérielles se succédaient, il poursuivait avec une ardeur croissante sa campagne, tant dans *le Conservateur* où il écrivait que par l'intermédiaire du *Journal des Débats* qu'il inspirait, soit dans les grands articles signés de son nom où il étudiait les questions à un point de vue plus général et où parfois il se laisse entraîner à ces périodes un peu trop pompeuses que ses adversaires lui ont reprochées, soit dans les *Lettres de Paris* qu'il signait « le Conservateur » et où, sur un ton plus familier, il commentait les événements du jour et donnait libre cours à ce « penchant ironique » que, dit-il, dans ses *Mémoires* (3), « j'ai toujours réprimé en moi. » Le remarquable polémiste avec les arguments les plus variés galvanisait, encourageait, soutenait les royalistes.

Il avait commencé, dès le troisième numéro du *Conservateur* (octobre 1818), à redonner confiance aux partisans de la droite en leur faisant voir leur force, en leur montrant que leur fidélité royaliste n'avait pas à s'effaroucher de l'attitude d'opposition imposée par les circonstances, et en les assurant que leur devoir même était d'oser résister aux ministres qui se trompaient ou qui abusaient le roi ; et

(1) *Conservateur*, IV, n° 47.

(2) *Id.*, I, p. 114.

(3) *M. O.-T.*, IV, 155.

d'accepter franchement les conséquences des institutions données par le roi lui-même : « Les royalistes, bien que plus nombreux que leurs adversaires (1), disait-il, ont, jusqu'à présent, paru plus faibles faute d'oser parler et d'avoir un organe. Ils mettaient leur confiance dans quelque chose de vague, d'indéfinissable. L'opposition faisait peur à leurs vertus, je les ouïs souvent s'écrier : « Comment faire quelque chose? Comment prendre un parti? Écrire, parler, se montrer est si peu dans nos mœurs, dans nos convenances... Erreur que tout cela : nous sommes dans l'empire de la Charte... Le refuge des royalistes est donc maintenant dans une opinion. »

Aussi, pour les élections, les royalistes, expliquait-il, doivent-ils bien se garder de faire le jeu des ministériels, même si, pour les amadouer, on leur présente les candidats ministériels comme des hommes modérés à opposer aux excès de la gauche. Les royalistes ne doivent oublier ni les intentions secrètes des ministres ni leur irréductible hostilité pour les hommes de droite :

« Les royalistes, dit la *Lettre de Paris* du 13 octobre 1818, doivent bien se garder de recommencer la sottise qu'ils ont faite l'année dernière, de porter leurs voix à leurs ennemis. La querelle du ministère et des indépendants n'est pas la leur... Les royalistes, dénoncés à toute l'Europe comme des traîtres qui conspirent contre leurs souverains, ne sont les ennemis de personne. Mais ils seraient par trop dupes de prêter leurs forces à ceux dont la haine a répandu d'aussi atroces calomnies. Qu'ils se souviennent du mot échappé à un chef ministériel : « Alliance avec les jacobins le plus tard possible, avec les royalistes jamais. » Le mot nous apprend ce que nous devons attendre. Mais faut-il toujours repousser le ministère? Non, il faut s'unir étroitement à lui le jour où il abandonnera des principes funestes. Pas avant. »

L'année suivante, comme les élections avaient été plus à gauche encore, et que le danger apparaissait de plus en plus menaçant, il insistait sur la justesse de ses prévisions précédentes et sur la gravité des circonstances : « Si le ministère prétend laisser les choses dans l'état où elles se trouvent aujourd'hui, disait-il (2), comme il ne peut pas gouverner avec les ministériels puisqu'il n'y a point de ministériels, comme il ne veut pas se réunir aux royalistes, puisqu'il déteste les royalistes, il n'a d'autre ressource que de se livrer aux indépendants : alors il entre en révolution et nous avec lui. Il faut qu'il se prépare aux nouvelles concessions qu'on va lui deman-

(1) I, p. 119.

(2) IV, p. 620.

der. On exigera la destitution du reste des hommes monarchiques. Un jour viendra que l'on attaquera les Suisses, la garde royale, la liste civile, que l'on arrachera pièce à pièce les soutiens et les attributs de la royauté. La Chambre des pairs ne semblera qu'une institution féodale. On en reviendra à la Chambre unique. On proposera de faire adopter la Charte par les députés, de dater les années du règne du roi de l'époque du consentement populaire. La cocarde tricolore paraîtra plus nationale que la cocarde blanche. Nous nous arrêtons, c'est aux ministres à tirer les conséquences de leur système. »

Ainsi, non seulement Chateaubriand ne craignait pas l'opposition, il conseillait ouvertement une opposition systématique, la seule efficace à ses yeux, car il est vain, pensait-il, de chercher à faire un accord avec ses ennemis déclarés.

Aussi ne laissait-il pas de répit aux ministres. Il les harcelait sans cesse, soit qu'il attaquât leur système, soit qu'il signalât leurs fautes et leurs maladresses. « Les ministres pouvaient conduire la Chambre avec un fil (1), écrivait-il, à la faire marcher avec un mot; ils aimèrent mieux la combattre. Quelques phrases sur la religion, un cri d'honneur, un « Vive le Roi ! » leur assurait une majorité puissante. Ils préférèrent se jeter dans la minorité. De pitoyables raisons d'amour-propre causèrent ce malheur, les intérêts de la vanité furent préférés à ceux de la patrie. »

Dès la chute du ministère Richelieu et le début du ministère Desolles-Decazes, il signalait les raisons d'inquiétude : « Le nouveau ministère, écrivait-il le 8 janvier 1819, se montre avec un système de finances qui pourra engloutir les dernières propriétés nationales, avec une loi de recrutement qui ronge la garde et l'armée, avec une loi d'élection qu'on n'a plus qu'un seul moment pour changer, une administration qui tend à exclure des places jusqu'au dernier royaliste. Il a pour partisan des hommes démocratiques, pour défenseurs des correspondances privées, et pour journal officieux, *la Minerve*. »

Avec l'acharnement des polémistes décidés à ne pas abandonner leurs victimes, il refusait de se laisser convaincre par les apparences conciliantes que le ministère, à un moment, adoptait. « Il y a des bonnes gens, écrivait-il le 17 février, qui s'endorment; *carpebat somnos*. On leur a dit qu'on ne changera plus rien à la garde; les voilà tout satisfaits. Oui, mais il y a des ordonnances préparées, mais tôt ou tard elles seront mises à exécution. On prétend même qu'on

(1) *Conservateur*, I, p. 115.

va changer le système, ce qui amènera la dislocation des cadres d'officiers et la refonte totale des états-majors de l'armée. »

Quand le ministère faisait voter la liberté de la presse, bien qu'il fût lui-même partisan d'une telle mesure il ne songeait (13 avril) qu'à épulcher le projet de loi ministériel pour en montrer les imperfections. Il signalait (1^{er} juin) les contradictions de de Serres (le garde des Sceaux) qui, après avoir annoncé publiquement qu'il se refuserait toujours à admettre le retour en France des régicides exilés, préparait lui-même, quelques semaines après, leur appel. Il se moquait (10 juin) des maladresses du même de Serres qui, après avoir, lui, ancien émigré, multiplié les concessions à la gauche, n'était pas arrivé, malgré tous ses efforts, à lui inspirer confiance et « se voyait menacé de disgrâce par la *Minerve* ». Il relevait les calomnies lancées par la *Correspondance privée* contre le *Conservateur* et contre lui-même.

A mesure que le temps passait, il se montrait sans cesse plus impitoyable, plus irréductible dans son opposition. Non seulement il ne pardonnait rien aux ministres, mais pour les renverser, il était prêt à toutes les alliances.

Déjà, en octobre 1818, il avait écrit (1) : « La querelle des indépendants et des ministériels n'est pas la nôtre. Ce ne sont pas les indépendants qui nous ont poursuivis et calomniés. Nous rejetons leurs principes, mais ils se rencontrent avec nous sur plusieurs opinions constitutionnelles. »

Un an plus tard, comme tout lui montrait qu'il n'y avait pas de réconciliation sincère à attendre avec les ministres, il allait plus loin ; et il déclarait que même au risque de laisser élire des hommes de gauche, mieux valait donner des voix à un royaliste qui n'avait pas de chance qu'à un ministériel (2).

Après les élections de 1819, après que Grégoire avait été nommé, Decazes, inquiet, avait tenté de se rallier des voix de droite en faisant des promesses et des concessions ; mais Chateaubriand ne s'était laissé ni émouvoir, ni circonvenir : « Que si M. le comte Decazes, écrivait-il, le 1^{er} octobre 1819, mécontent de ses collègues, prétend les éloigner, qui mettrait-il à leur place ? Des libéraux ? Il serait bientôt renversé par eux. Des royalistes ? Il n'est pas question de royalistes. Des doctrinaires ? Ils ne forment pas un parti. Restent donc quelques ministériels que l'on a vus traîner dans toutes les places et qui en sortent de plus en plus amoindris, usés, effacés.

(1) *Conservateur*, I, p. 200.

(2) *Id.*, IV, p. 480.

M. le ministre de l'Intérieur aurait là de pauvres seconds. »

Aussi, comme il avait refusé sa confiance au ministère Dessolles-Decazes, Chateaubriand, par principe, refusait tout appui au ministère que Decazes présidait. Et le 14 janvier 1820, il écrivait : « Ne
« nous berçons pas de chimères. M. le comte Decazes n'est point
« changé. Son retour sincère aux principes et aux hommes monar-
« chiques serait, sans doute, un grand bonheur pour la France, mais
« une politique pratique et applicable doit raisonner dans l'ordre
« naturel et peu compter sur les miracles... Le ministre qui, par un
« jeu cruel de la fortune, dispose aujourd'hui de nos destinées, le
« ministre qui pourrait acquérir tant de gloire et qui se prépare
« tant de malheurs, le ministre qui pourrait nous sauver et qui
« s'obstine à nous perdre, cet imprudent ministre, au lieu de com-
« prendre sa position et la nôtre, au lieu de revenir sur ses pas,
« s'enfonce de plus en plus dans le précipice : il continuera
« d'intriguer jusque dans l'abîme, mais cet abîme se refermera sur
« lui. »

Ainsi, malgré les efforts de Decazes pour tromper l'opinion, pour continuer cette paradoxale politique qui consistait à réserver toutes les faveurs du gouvernement royal aux ennemis de la monarchie, en écartant du pouvoir tous les véritables royalistes, en les présentant comme des incapables, les royalistes, un moment découragés, s'étaient regroupés et de nouveau apparaissaient au public comme un parti fort et vivant.

Le nombre des abonnements au *Conservateur* augmentait sans cesse ; les ultras, reprenant confiance, se tournaient vers Chateaubriand comme vers un sauveur. Tandis que le jeune Hugo, et avec lui toute une jeunesse vibrante, l'acclamait comme un maître, tandis que de province les approbations de toutes sortes lui arrivaient, les salons de Paris le fêtaient.

Ce n'était plus seulement, comme dans ses années de disgrâce, la toujours fidèle Mme de Duras qui l'accueillait et l'encourageait, Mme de Lévis, d'autres dames dont le nom ne nous est pas parvenu lui écrivaient une foule de lettres enthousiastes que les policiers, postés chez lui par Decazes, nous ont consciencieusement transmises. Les invitations à dîner lui arrivaient de toutes parts. Il semble bien que c'est à ce moment que Mme Récamier attirée elle aussi par le succès commença à s'intéresser vraiment à lui et que, par l'intermédiaire de son collègue à la Chambre des pairs et au comité du *Conservateur*, le pieux et grave Mathieu de Montmorency qui, depuis des années, lui faisait, à elle-même, une cour platonique et sermoneuse, elle l'attira chez elle. En tous cas, un rapport des poli-

ciers du 7 janvier 1819 nous apprend (1) : « Très souvent, M. de Montmorency vient prendre M. de Chateaubriand et tous deux vont ensemble chez Mme Récamier » ; et, ce qu'ignorait sans doute Mathieu de Montmorency, le policier ajoutait : « Depuis environ trois semaines, Mme Récamier envoie presque tous les jours un billet soigneusement cacheté à M. de Chateaubriand. »

A l'automne, appelé par ses amis de province, il faisait en Normandie une tournée de châteaux triomphale. La police, qui ne le quittait pas de vue, nous apprend qu'il avait quitté Paris en chaise de poste, et couché à Rouen. De là, il était allé au Havre, chez un député royaliste ; puis, en passant par Lisieux d'où à l'auberge, le 18 octobre au soir, il avait écrit à Mme de Duras, il était allé passer deux jours au château de Fervacque, chez sa vieille amie Mme de Custine. De Fervacque, il s'était rendu près d'Alençon, chez le comte d'Orglande, où, dit le rapport des policiers, une foule de personnes était venue le visiter, et où on n'avait parlé que politique. Enfin il était revenu par Versailles, il avait renvoyé son domestique tout seul à Paris. « C'était dimanche, dit le rapport, il est resté à Versailles toute la journée du lundi. Tout annonce qu'il a passé cette journée en tête-à-tête avec Mme Récamier. »

Nous sommes loin, on le voit, du découragement solitaire des années précédentes. Dans la fièvre du succès, il s'épanouissait à nouveau. Tantôt, raconte Mme de Chateaubriand, avec une pointe d'ironie, dans une lettre à Joubert (19 novembre 1818), « il se fricotait, malgré ses rhumatismes, pour aller chez quelques madames » qui, disait-elle un autre jour (3 février 1820), « le nourrissent de feuilles de roses humectées de rosée ». Tantôt, au long des chemins, il retrouvait « en respirant le vent d'automne » une lucidité nouvelle, et il écrivait à sa femme (2) « que le mouvement des roues lui avait causé un grand mouvement d'esprit » ; tantôt, bien qu'il n'eût toujours aucune ressource assurée et que, déclarent les policiers (le 5 janvier 1820), il n'ait même pas eu d'argent pour donner des étrennes à ses domestiques, il s'était, au premier vent du succès, lancé dans des entreprises nouvelles ; et avec l'insouciance, la générosité et le goût du faste qui lui sont propres, il avait entrepris avec sa femme de fonder une œuvre de charité, un hospice destiné aux vieux prêtres et aux dames ruinées par la Révolution, et qui était solennellement inauguré en octobre 1819 par une fête que présidait l'abbé Frayssinous.

(1) Voir E. DAUDET, article cité.

(2) C'est Mme de Chateaubriand qui cite cette phrase dans une lettre qu'elle écrivait elle-même aux Joubert, le 21 octobre 1819. Voir RAYNAL, ouv. cité.

Sans doute, dans cette façon qu'il avait de jouir publiquement de ses succès, y avait-il plus de dédain pour le qu'en dira-t-on que de vanité, car en même temps il restait très simple avec son entourage; et tandis que Mme de Chateaubriand se contentait de sourire sans amertume des nombreux hommages féminins qui venaient à lui, le fils de Mme de Custine, Astolphe, jeune homme à l'esprit curieux, au cœur délicat, dont la figure inquiète mériterait d'être mieux connue, Astolphe, au lendemain du bref séjour qu'il venait de faire au château de Fervacque, écrivait le 19 octobre 1819, à son ami le marquis de La Grange : « Nous l'avons vu arriver il y a quelques jours... Il a été parfaitement aimable et bon; il s'est retrouvé lui-même ici, et n'a pas éprouvé une impression moins vive que nous... Enfin, ces courts instants m'ont retrempé pour longtemps dans la confiance et la joie du cœur (1). »

Par malheur, si sa femme se contentait de sourire, si ses familiers goûtaient la simplicité qu'il savait garder au milieu de tant de succès si divers, ses rivaux politiques et mondains montraient moins de bonne grâce, et leur jalousie s'éveillait.

Mathieu de Montmorency commençait à s'impatienter de l'influence qu'en quelques semaines il avait prise sur Mme Récamier, et dans le style entortillé et dévot qui lui est propre, il se lamentait « du rapide progrès qu'avait fait en quelques semaines ce mal qui, disait-il, vous fait craindre vos plus fidèles amis (2). »

Villèle, pour d'autres raisons, n'acceptait pas mieux le prestige dominant et les brusques succès de Chateaubriand.

Villèle, nous le savons, n'avait jamais aimé le *Conservateur*. Au milieu de ce groupe d'écrivains et de gentilshommes brillants, ni lui, ni son inséparable, le député breton Corbière, ne se trouvaient à leur aise. Pasquier a dit d'eux deux, dans ses *Mémoires* : « Représentants officiels de l'aristocratie, de la noblesse, des anciennes croyances, même des anciens préjugés, leur esprit, leur talent, leurs mœurs rien ne les avait préparés à une pareille situation... Chez M. de Corbière, les façons sont presque vulgaires; tous deux se sont posés en champions des intérêts religieux et leurs croyances n'allaient pas au delà du plus strict nécessaire; ils ont été les plus chauds avocats des prétentions de la noblesse, et ils détestaient les hommes de cour... M. de Villèle était moins préparé que M. de Corbière au rôle qu'il devait prendre dans la politique. L'éducation première lui avait fait défaut. »

(1) *Lettres inédites* publiées par le comte de Luppé.

(2) *Souvenirs et correspondance de Mme Récamier*, I, 315;

A cause, sans doute, de ce dernier trait de caractère, Villèle détestait particulièrement les écrivains. Le 29 février 1820, il écrivait dans son carnet, sous le coup de son impatience : « Tout bien pesé, je crois qu'en politique l'action des écrivains est plus funeste qu'utile ; les meilleurs faiseurs de phrases ne sont pas les meilleurs hommes d'État. » Avant tout différend précis, entre Chateaubriand et lui une opposition latente existait déjà. Aussi dès que l'influence de Chateaubriand s'était révélée prédominante, dès qu'il avait pris le parti de se lancer dans une opposition impitoyable et sans merci contre Decazes, Villèle aussitôt avait eu tendance à prendre le parti opposé, et à soutenir qu'un accord était possible avec le favori.

Sans doute, il ne se faisait lui-même que peu d'illusions sur Decazes. Le 15 décembre 1819, il écrivait : « Nous ne pouvons ignorer que depuis quelque temps on rêve de coups d'État. Les libéraux ne ménagent plus rien et font, ce me semble, toutes les folies nécessaires pour amener la réussite d'une semblable opération. M. Decazes est léger et inconstant, mais il ne manque pas d'audace, il est entouré de gens qui veulent conserver leurs places, le roi lui paraît plus attaché que jamais ; en somme, tout me paraît merveilleusement seconder le succès d'un coup d'État, si, comme je le crois, on a le dessein de le tenter. » — « Il est de fait, disait-il le 22, que le ministère s'arrange de manière à donner beau jeu à ceux qui veulent tout sacrifier au plaisir de le renverser. Figure-toi qu'il en est encore à ne pas savoir quelle loi d'élection il va nous présenter. Il intrigue et finaud quand il faudrait agir avec force et franchise. » Et le 26 décembre, enfin, il déclarait lui-même : « *Decazes a le talent de décomposer tout ce qui a la faiblesse de se laisser aborder* (1). »

Pourtant, malgré la sévérité de ses propres jugements, il s'entêtait à vouloir, tout de même, tenter d'obtenir un arrangement avec les ministres. Il voulait s'efforcer de croire qu'avec un peu de souplesse on obtiendrait d'eux une réforme de la loi électorale qui empêcherait de nouveaux glissements à gauche. Et il écrivait, le 7 janvier : « N'empêchons pas par une opposition systématique le vote d'une bonne loi d'élection. »

En vain, ses amis lui faisaient-ils remarquer que rien n'était plus imprudent pour les royalistes que de se fier aux projets de réforme de Decazes ; qu'en réduisant encore, comme celui-ci cherchait à le faire, le nombre des électeurs, en assurant, par le système du double vote, une influence prépondérante aux électeurs les plus imposés, il se préoccupait surtout de faciliter, plus encore que ne le permettait

(1) *Mémoires*, II, 292-298-302.

la loi de 1817, la pression électorale officielle, et que sans doute ainsi il éviterait une évolution à gauche trop rapide, mais qu'il maintiendrait l'influence électorale aux mains de la bourgeoisie nouvelle, dont le loyalisme était moins sûr que jamais.

Villèle s'obstinait, d'autant plus que Decazes, il le reconnaît lui-même, le ménageait personnellement, le faisait élire vice-président de la Chambre (1). Il résistait à ceux des royalistes qui, pour abattre les ministres, voulaient refuser le vote des douzièmes provisoires du budget. Il se brouillait presque avec eux. Non seulement il était en froid avec les rédacteurs du *Conservateur*, il ne voyait presque plus Chateaubriand et Castelbajac; mais La Bourdonnaye, dit-il le 12 décembre, « ne me parle plus ni moi à lui »; il se brouillait presque avec son inséparable Corbière à qui, disait-il le 26 décembre, « nos enragés sont parvenus à monter la tête. »

C'est en vain que Chateaubriand le ménageait, lui demandait conseil et, malgré ses rebuffades, ses offres de démission, modifiait selon ses avis l'article du *Conservateur* du 14 janvier 1820. Villèle ne voulait pas croire (lettre à sa femme du 12 janvier) (2) « à la réalité d'un tel retour » de la part de son rival.

Lui, le sage, l'intègre Villèle, que l'on oppose volontiers au passionné et égoïste Chateaubriand, refusant de rien céder à ses collègues de la droite, s'isolait et boudait comme un enfant, et il écrivait le 9 janvier : « Il me semble que tout ce que j'ai à faire est de guetter les moyens et l'occasion de quitter tout cela d'une manière convenable. » Ce qui, pour un homme dans sa situation, était une attitude au moins stérile, et qui risquait de compromettre gravement l'unité du parti.

L'effort de deux années de lutte, le magnifique redressement obtenu par les campagnes du *Conservateur* allaient peut-être être inutiles quand un drame imprévu allait apporter une fin aux controverses, donner en quelque sorte raison à Chateaubriand contre Villèle et rendre impossible tout accord avec Decazes. Le 12 février, le second fils du comte d'Artois sur lequel on comptait pour donner un héritier aux Bourbons, le duc de Berry était assassiné par un fanatique nommé Louvel à la porte de l'Opéra.

Sans doute, on savait la duchesse de Berry enceinte. Un faible espoir demeurait encore de voir naître un petit-fils de Charles X. Mais la chance demeurait bien aléatoire et l'avenir du trône apparaissait dangereusement compromis. Tous les royalistes, inspirés par

(1) *Mémoires*, II, 286.

(2) *Id.*, 316-320.

le Conservateur, étaient désolés ; et dans leur douleur ils faisaient instinctivement et non sans quelque raison remonter la responsabilité du crime au favori lui-même qui avait laissé son propre entourage plaider en faveur de la révolution et réhabiliter les régicides.

Dès le soir même, tandis que le prince agonisait lentement dans le salon d'attente de sa loge où on l'avait déposé tout sanglant, tandis qu'autour de lui les princes, les gens de cour, les ministres, des curieux de toutes sortes se pressaient pour voir et se faire voir, la duchesse de Berry, affolée, la robe couverte du sang de son mari s'était jetée aux pieds de Monsieur, et montrant Decazes qui, lui aussi assis tait à la scène, s'était écriée : « Emmenez cet homme, je ne peux supporter sa vue, il me fait horreur. »

Le lendemain, dès que la nouvelle s'était répandue dans Paris, tous les royalistes raisonnaient comme la princesse. C'est Decazes, en effet, ministre de l'Intérieur et directeur de la police, qui avait la charge de veiller à la protection des princes. C'est lui surtout qui, par sa funeste politique, par son alliance avec les hommes de gauche, avec les amis d'un régicide comme Grégoire, avait laissé développer et exposer comme des doctrines officielles les thèses révolutionnaires, et avait accordé des faveurs de toutes sortes aux ennemis de la dynastie.

Sans doute, Louvel, une fois arrêté, assurait qu'il n'avait pas eu de complice, que nul ne l'avait poussé à commettre son crime, et les premiers résultats de l'enquête semblaient prouver qu'il disait vrai. Mais aussi, sa vie passée, ses déclarations, tout montrait qu'il était pénétré et exalté par les doctrines révolutionnaires. Son crime apparaissait bien comme la conséquence logique de la politique suivie par le ministère.

D'ailleurs, l'enquête de police le révélait elle-même dans les jours suivants, mille indices étaient là pour prouver la gravité du danger contre lequel nulle précaution n'avait été prise : les campagnes des journaux de gauche, les sociétés secrètes qui s'organisaient, les conspirations qui se préparaient. Et quelques mois plus tard, en effet, en août, allait éclater à Paris une conspiration très grave dans laquelle un grand nombre d'amis du gouvernement allaient se trouver compromis. Toutes les accusations de Chateaubriand allaient se trouver confirmées.

Aussi le 14 février, à la Chambre des députés, dès le début de la séance, comme le président allait officiellement annoncer à ses collègues l'attentat de la nuit précédente, un membre de la droite, Clausel de Coussergue, montait à la tribune et, sans avoir consulté ses amis, demandait la mise en accusation de Decazes, comme complice de l'assassinat. Sans doute c'était là dépasser la mesure.

Fort honnête homme du reste, ami et familier de Chateaubriand et de sa femme, Clausel de Coussergue était un peu exalté. Ses amis eux-mêmes ne le soutenaient pas. Beaucoup cependant, à la Chambre et au dehors, n'étaient pas loin de penser comme lui. Dans les cafés, des rixes éclataient entre demi-soldes et gardes du corps. Dans les salons on injuriait le ministère. Les journaux de droite exigeaient le départ de Decazes : « Homme de malheur, retirez-vous ! » écrivait *le Drapeau Blanc* le 19, » et *le Journal des Débats* l'appelait « un Bonaparte d'antichambre ». Rien n'était plus excusable, rien n'était plus naturel qu'une telle réaction. La droite opprimée systématiquement depuis quatre ans, mais regroupée depuis peu par Chateaubriand et par *le Conservateur*, profitait, et avait le droit de profiter du scandale énorme survenu à l'improviste pour obtenir enfin le changement d'une politique qui s'était révélée à tant de points de vue si dangereuse.

Chateaubriand, bien entendu, s'était joint aussitôt dans *le Conservateur* à ses amis.

Pendant toute la nuit du 13, il avait assisté, en habit de pair, à l'agonie du duc de Berry. Mêlé à la foule des courtisans affairés, il avait entendu le dernier soupir du prince à travers la porte de la loge où celui-ci râlait. Car, dit-il dans ses *Mémoires* : « Les hommes aiment ce qui est spectacle, surtout la mort quand cette mort est celle d'un grand. » Il s'était trouvé face à face avec le duc d'Orléans, et il avait été frappé « d'une expression mal déguisée, jubilante, dans ses yeux, à travers la contenance contrite qu'il s'imposait » (1). Et dans *le Conservateur*, il écrivait le 18 : « La main qui a porté le coup n'est pas la « plus coupable. Ceux qui ont assassiné Mgr le duc de Berry sont « ceux qui depuis quatre ans établissent dans la monarchie des lois « démocratiques, ceux qui ont banni la religion de ces lois, ceux « qui ont cru devoir rappeler les meurtriers de Louis XVI, ceux « qui ont entendu agiter, avec indifférence à la tribune, la question « du régicide, ceux qui ont favorisé toutes les fausses doctrines, « ceux qui ont récompensé la trahison et puni la fidélité, ceux qui « ont livré les emplois aux ennemis des Bourbons et aux créatures « de Bonaparte. » Et pour terminer, envisageant les mesures à « prendre, il écrivait : « Tout est possible sans un ministre, tout est « impossible avec lui. »

Ce ministre, lui, cependant, ne voulait pas s'en aller. Accroché à sa place, Decazes prétendait, pour résister à l'impopularité grandissante, gouverner avec des lois d'exception. Il déposait un projet de

(1) *M. O.-T.*, IV, 166.

loi rétablissant la censure, un autre suspendant la liberté individuelle, et enfin un nouveau projet de loi électorale.

Le roi, de son côté, tout accablé qu'il fût par la mort de l'héritier de sa race, se refusait à admettre la culpabilité, même indirecte, du ministre qu'il s'était à lui-même choisi. Il mettait son amour-propre royal à le soutenir ; il redoublait, dans les lettres qu'il lui écrivait, les démonstrations d'affection et de tendresse, il s'indignait en lisant les journaux. Et même, perdant quelque peu de la dignité qui convenait à son rang, il allait jusqu'à écrire avec quelque inconscience : « Je lis ordinairement, mon cher fils, un peu en diagonale les œuvres de M. de Chateaubriand. Mais aujourd'hui je me suis imposé la pénitence de le lire en entier. J'en suis indigné. Je voudrais aller trouver l'auteur qui est sûrement un j... f... Tous les calomniateurs le sont ; et le bâton haut l'obliger à signer le désaveu de son infamie (1). »

Mais tous les membres de la famille royale, le comte d'Artois, la duchesse et le duc d'Angoulême, lequel cependant se tenait d'ordinaire à l'écart des intrigues, venaient l'implorer en faisant valoir qu'il était de l'intérêt même de Decazes de céder à l'opinion publique.

Devant les Chambres il allait être, on le prévoyait, impossible de trouver une majorité pour voter les lois d'exception. Outre la droite exaspérée, l'extrême gauche, elle aussi, avait peur de se compromettre en faveur du ministère qu'elle avait bien essayé d'attirer à elle, mais qui, malgré tout, elle le savait, devait, s'il voulait rester au pouvoir, affecter, surtout en de telles circonstances, de se séparer de ses trop compromettants alliés.

Decazes enfin, comprenant qu'il valait mieux laisser passer l'orage, offrait lui-même sa démission, et proposait à Louis XVIII de rendre la présidence du conseil sans portefeuille au duc de Richelieu, en maintenant en fonctions tous les autres ministres.

Louis XVIII se laissait convaincre. Le 21 février, il appelait Richelieu à la présidence.

Sans doute, en même temps, pour montrer qu'il gardait toute son affection à son favori, il nommait Decazes duc, ministre d'État, ambassadeur en Angleterre, et il écrivait au roi d'Angleterre pour lui annoncer la nomination du nouvel ambassadeur : « En quittant le ministère, le duc Decazes n'a rien perdu de ma confiance, et, à ce titre, je me flatte qu'il recevra de vous un accueil favorable. »

Mais, malgré la douceur de la chute, l'essentiel pour les adversaires de Decazes était atteint, d'autant plus qu'en continuant à faire

(1) E. DAUDET, ouv. cit., 413.

preuve de bienveillance pour son favori disgracié le roi avait agi plus par amour-propre que par véritable affection. En effet, si, pour ne pas avoir l'air de céder aux menaces, il tenait à ce que Decazes, après sa chute, continuât à être entouré d'honneurs, plus tard cependant, quand celui-ci essaiera de reprendre son ancienne influence, il ne lui montrera plus qu'une politesse assez distante.

Chateaubriand sortait bien vainqueur du duel engagé par lui quatre ans plus tôt, lorsqu'il avait publié *la Monarchie selon la Charte*. C'est en vain que Decazes avait fait saisir son livre, lui avait retiré son titre de ministre d'État, et l'avait fait, pendant quatre ans, attaquer et calomnier dans les journaux à sa solde. Chateaubriand s'était acharné, beaucoup moins, nous l'avons vu, par rancune, que parce qu'il voyait dans Decazes l'instrument des hommes de l'Empire, des révolutionnaires nantis décidés, les uns et les autres, pour garder les places et l'influence, à écarter par tous les moyens les royalistes, et prêts, s'il le fallait, à compromettre la dynastie et le régime.

Il avait groupé les royalistes au *Conservateur*, il leur avait donné un programme commun, il avait opposé système à système, il avait rallié les hésitants, ceux même qui, comme Villèle, le jalousaient secrètement. Il avait redonné aux royalistes confiance en eux-mêmes ; il les avait persuadés qu'ils étaient assez forts pour n'avoir pas besoin, sous prétexte de vouloir le moindre mal, de donner leur appui aux gens de l'Empire, mal convertis. Il avait, par suite, forcé les ministres à faire, pour garder à tout prix une majorité quelconque, les imprudentes concessions à l'extrême gauche qu'ils avaient perdus. C'est donc bien lui qui avait, dans la chute de Decazes, joué le rôle essentiel. C'est lui qui avait, plus que personne, contribué à rendre possible l'arrivée des royalistes aux affaires. Et il pouvait dire, à peu près sans exagération, en parlant du *Conservateur* : « La Révolution opérée par ce journal fut inouïe. En France, il changea la majorité dans les Chambres ; à l'étranger, il transforma l'esprit des cabinets. Je culbutai l'ancien ministère et je fis entrer M. de Villèle aux Affaires (1). »

Sans lui, de concessions en concessions, le maintien des hommes de la Révolution au pouvoir eût inévitablement entraîné, comme il le prévoyait, un glissement du ministère qui eût encouragé, provoqué des complots et bientôt la chute du trône. Les éléments d'un gouvernement provisoire étaient prêts : les révolutions qui allaient éclater l'année suivantes dans toute l'Europe auraient en France, sans doute, emporté le régime. En réorganisant la droite, en galva-

(1) *M. O.-T.*, IV 153.

nisant l'opposition à Decazes, Chateaubriand avait retenu la monarchie sur la pente ; il l'avait, pour un moment, sauvée.

Si cependant, on apprécie souvent mal le rôle joué par Chateaubriand à ce moment, c'est en partie parce que lui-même, en racontant dans ses *Mémoires* ses souvenirs de cette époque, les a volontairement estompés. Il les a rédigés en effet, en 1839 et en 1845, quand, après la chute de la monarchie légitime, il était déçu et humilié d'avoir tant combattu pour aboutir à un échec : « Sans doute, disait-il ironiquement, il y avait des moments d'orgueil où mes démêlés avec M. de Villèle me paraissaient être à moi-même les discussions de Sylla et de Marius, de César et de Pompée. » Et il ajoutait avec amertume, en songeant à la vanité de tant d'efforts perdus : « Entrer dans des fastidieux détails pour des personnages dont on ne saura pas le nom demain, serait une vanité idiote : d'obscurs et d'ennuyeux remuements qu'on croit d'un intérêt immense et qui n'intéressent personne, des tripotages passés qui n'ont déterminé aucun événement majeur, doivent être laissés à ces béats heureux, lesquels se figurent être ou avoir été l'objet de l'attention de la terre (1). »

Chateaubriand montrait là les scrupules excessifs d'un homme à la fois très intelligent et victime d'un amour-propre exagéré. Il ne voulait point paraître avoir été dupe et il réduisait outre mesure et l'importance des événements, et l'intérêt que lui-même y avait attaché. Si, en effet, il était exact que dix ans plus tard à la suite de fautes nouvelles la monarchie en tombant allait emporter le résultat de tant d'efforts et laisser finalement la victoire aux hommes que Chateaubriand avait combattus avec *le Conservateur* ; si, d'autre part, lui-même, qui ne s'était jamais fait d'illusion sur les défauts des chefs de la droite et sur leur jalousie à son endroit, n'a pas su, ni peut-être voulu toujours avec assez d'obstination et de suite écarter ou étouffer tous les germes de division et d'erreur dans son parti, il n'en reste pas moins qu'en 1819 et 1820, il avait mené sa campagne avec autant d'ardeur que de lucidité, il assurait au parti royaliste un beau succès et au gouvernement de la Restauration quelques-unes de ses plus belles années.

Une nouvelle période allait s'ouvrir. Les royalistes groupés autour d'un programme et d'un chef énergique avaient remporté une première victoire contre les hommes de l'Empire accrochés à leurs places. Tout le monde se rendait compte qu'il allait falloir leur donner part au gouvernement. Mais allaient-ils savoir, à l'approche du succès, demeurer unis, étouffer les germes de division qui déjà naissaient entre

(1) *M. O.-T.*, IV 149.

eux, adopter et appliquer un programme sage capable non seulement de leur donner momentanément le pouvoir, mais aussi d'assurer l'avenir de la monarchie et la sincère réconciliation des Français, sans gaspiller leurs forces en intrigues égoïstes, sans enlever confiance à ceux qui, comme Chateaubriand, voyaient clair?

C'est le moment critique de l'histoire de la Restauration, c'est aussi le moment critique de la carrière politique de Chateaubriand.

CHAPITRE V

LE DEUXIÈME MINISTÈRE RICHELIEU CHATEAUBRIAND A BERLIN

Afin de bien comprendre la période nouvelle qui, à la chute de Decazes, allait s'ouvrir dans la carrière politique de Chateaubriand, il nous faut encore une fois commencer par bien distinguer et déterminer clairement la situation des partis et des groupes ainsi que les différences d'intérêts, d'opinions et de points de vue qui les séparent. Malgré l'importance du succès que représentait pour les royalistes la chute de Decazes, la gauche conservait encore beaucoup d'atouts.

Richelieu reprenait bien la présidence du Conseil qu'il avait déjà occupée deux ans plus tôt. Mais, sous sa présidence aveugle et nominale, le personnel gouvernemental demeurait tout d'abord le même. Les ministres de Decazes, Pasquier, Latour-Maubourg, Roy, etc., restaient en fonctions. A de Serre, le ministre de la Justice, qui avait une mauvaise santé et qui se soignait dans le Midi, on adjoignait seulement, comme secrétaire général, Portalis. Au ministère de l'Intérieur, devenu vacant par la retraite de Decazes, on nommait Siméon, un ancien ministre du roi de Westphalie, sous l'Empire. Enfin Mounier était nommé directeur de la police. Bref, c'était toujours les anciens fonctionnaires de l'Empire qui tenaient les places.

Sans doute l'opinion publique exaspérée, les royalistes qu'ils croyaient avoir écrasés s'étaient révélés tout à coup plus forts, mieux organisés qu'ils ne le pensaient. Et, de l'autre côté, la gauche, la bourgeoisie dite libérale et sourdement antidynastique, sur laquelle ils s'étaient appuyés, qu'ils avaient encouragée un peu à la légère, et qu'en présence du réveil de l'opinion royaliste il était difficile de satisfaire, les tenait. Mais ils n'avaient pas renoncé à se maintenir en loupoyant.

Un moyen de garder le pouvoir leur restait, pensaient-ils : reprendre à leur compte les projets de loi d'exception que Decazes avait pré-

parés avant de tomber, le projet rétablissant la censure, le projet de suspension de la liberté individuelle, le projet réformant la loi électorale et établissant un suffrage de plus en plus restreint, de moins en moins libre.

Par là, ils allaient donner une satisfaction aux hommes d'ordre qui craignaient avant tout des troubles, et ils contiendraient les hommes d'extrême gauche, trop gênants ou trop pressés ; par là aussi, ils éviteraient que le pouvoir ne leur échappât pour passer aux mains de la droite. Car, faisaient-ils valoir, si les royalistes exigeaient tout de suite l'entrée de quelques-uns d'entre eux au ministère, les hommes du centre, dont l'appui était indispensable à la Chambre pour faire une majorité, voteraient aussitôt contre les lois d'exception (1). Mieux valait donc, disaient-ils, dans l'intérêt des royalistes eux-mêmes, ne pas exiger de changement nouveau du ministère pour assurer le plus urgent, c'est-à-dire le vote des lois qui, en donnant des moyens étendus au pouvoir, permettrait de contenir les extrémistes.

La manœuvre était ingénieuse. Les libéraux qui avaient craint un moment de voir définitivement écarter les hommes qui, venus comme eux de la Révolution et de l'Empire, demeuraient malgré tout leurs alliés, n'hésitaient pas, contre leurs principes, à voter les lois d'exception ; à l'extrême gauche même, *la Renommée*, le journal de Benjamin Constant, tout en désapprouvant la loi de suspension de la liberté individuelle et la censure, était contente de voir qu'aucun homme de droite n'était admis dans le cabinet ; et elle évitait de se montrer hostile au gouvernement nouveau.

Les royalistes d'autre part allaient sans doute se diviser. Un grand nombre d'entre eux certes savait à quoi s'en tenir sur les lois d'exceptions, sur les restrictions du droit de vote. Un grand nombre n'ignorait pas que les lois d'exception sont des armes à deux tranchants dont l'utilité dépend surtout des hommes chargés de les appliquer ; que les restrictions du droit électoral basées uniquement sur l'argent n'assuraient pas un corps électoral plus dévoué à la monarchie. C'était tout autre chose qu'ils souhaitaient.

Chateaubriand, en particulier nous le savons, s'était formé peu à peu un système clair, auquel il se tenait depuis quatre ans, qu'il avait peu à peu mûri et complété, et qu'il avait, dès 1816, résumé dans la formule : le roi, la Charte et les honnêtes gens.

10 Il réclamait la fidélité au roi légitime, non seulement parce qu'un chef est nécessaire, mais pour tout ce que le respect de la légitimité représente de traditions d'honneur, de traditions morales

(1) (Voir lettre de Villèle du 5 mars) *Mémoires*, II, 367.

et religieuses. L'autorité du roi, il l'avait souvent répété, devait d'ailleurs être à ses yeux entière, libre et indépendante (1).

2° Il réclamait la franche acceptation de la Charte. C'était là, selon lui, pour les royalistes, un devoir et un intérêt. C'était un devoir parce que la Charte avait été imposée par le roi pour assurer la réconciliation des Français. En outre, le grand argument contre les royalistes était de dire qu'ils étaient un élément de troubles parce qu'ils ne se résignaient pas à la perte des privilèges que la Charte avait supprimés. Aussi était-ce à ses yeux une question d'honneur pour les royalistes que d'accepter franchement la Charte, s'ils voulaient inspirer confiance,

D'ailleurs, la question n'était pas de savoir si la Charte était par elle-même une forme de gouvernement parfaite ou même meilleure que l'ancien régime. Mais étant donné qu'il ne restait aucune des institutions d'autrefois, qu'il était matériellement impossible d'y revenir, un compromis comme la Charte était seul possible ; et, disait-il dans *la Monarchie selon la Charte*, « cela tranche tout. »

Or, ne l'oublions pas, le régime établi par la Charte n'était ni l'arbitraire, ni la dictature ; la monarchie avait intérêt à respecter les libertés et il écrivait (2) : « A Dieu ne plaise que l'on me confonde avec ces hommes qui font des libertés publiques une espèce de machine de guerre pour renverser la monarchie. Les libertés publiques sont les principales sauvegardes du trône dans ces temps d'inquiétude et d'innovation. Soyons donc scrupuleux sur l'abandon de ces libertés dont on a horriblement abusé sans doute, mais dont l'absence, même temporaire, pourrait faire naître une autre espèce de mal. »

Ce n'était pas à dire du reste que pour lui tout fût parfait. Les cadres tracés par la Charte, il l'avait déjà indiqué en 1816 et il s'en était mieux rendu compte depuis, les cadres tracés par la Charte ne suffisaient pas à tout. Il fallait les compléter par des institutions protectrices de l'ordre social et des principes moraux nécessaires à la société. Le grand danger en particulier, à ses yeux, était en ne laissant, comme on l'avait fait depuis la Révolution, qu'un gouvernement central tout-puissant en face d'une foule d'individus isolés au milieu desquels étaient choisis arbitrairement un certain nombre d'électeurs désignés seulement par la fortune qu'ils possédaient, le

(1) Voir, en particulier, ce qu'il disait à ce sujet, tant dans *la Monarchie selon la Charte* que dans son discours de 1818 sur la loi du recrutement et dans le prospectus du *Conservateur*.

(2) *Conservateur*, I, VI, p. 633.

danger était d'instituer une dictature ministérielle appuyée par une bourgeoisie d'argent égoïste et jalouse.

Il fallait donc compléter la Charte par des institutions assurant la stabilité sociale : « La monarchie nouvelle n'a presque rien encore de ses éléments propres, hors son roi ; sa partie aristocratique n'est encore, pour ainsi dire, qu'une fiction », disait-il dans son discours de 1818 sur le recrutement.

L'essentiel en effet, à ses yeux, était tout d'abord d'organiser et de réorganiser une aristocratie terrienne de familles destinées à servir de barrière et de sauvegarde au trône. Car, avait-il déjà dit dans *la Monarchie selon la Charte*, « la terre noble fait le noble plus sûrement que la volonté politique. »

Cette aristocratie, du reste, ne devait pas être une classe isolée et fermée. Tout le monde devait pouvoir y avoir un accès libre et égal par la faculté donnée à chaque famille d'introduire dans son sein le droit de primogéniture. Et le *Journal des Débats* qui, nous le savons, était à cette date entièrement dévoué à soutenir Chateaubriand et sa politique, écrira quelques mois plus tard (11 janvier 1821) : « Nous n'avons pas trop de tout ce qu'il y a d'un peu fort dans l'ancienne et la nouvelle France pour reconstruire un ordre social solide, durable, pour créer ce vaste ensemble d'aristocraties nationales, provinciales et communales, sans lequel une nation de 30 millions d'individus n'est qu'une masse inorganique livrée à toutes les chances du despotisme et de l'anarchie. »

On travaillerait aussi à contrebattre les dangers de la centralisation « en affranchissant les communes de la tyrannie ministérielle » (1) ; on organiserait l'indépendance des régions « en rendant une puissance salutaire aux conseils généraux » (2). On organiserait les métiers et les corporations « de façon à créer partout des agrégations d'intérêts et de les substituer à ces individualités trop favorables au rétablissement de la tyrannie ».

Alors, une fois la Charte complétée par ces institutions propres à régler, à ordonner et à protéger l'usage des libertés publiques, on pourrait, sans danger, étendre le droit de vote au lieu de le concentrer comme le faisaient les projets de loi électorale qui, sans qu'on s'en rendît compte, organisaient de façon sans cesse plus stricte la dictature imprudente et instable des ministres et de la bourgeoisie d'argent, seule investie de tous les droits politiques au détriment de toutes les autres classes sociales.

(1) *Lettre à Pasquier* du 20 février 1821. *Corr. gén.*, IV, 165.

(2) *Conservateur*, octobre 1819.

Le 25 mai 1820, pour soutenir cette argumentation, le *Journal des Débats* prenait à son compte le passage suivant d'un article du *Times* : « On s'occupe beaucoup du nombre plus ou moins grand des électeurs. Il est actuellement de 90 000 et pourtant on trouve cette base trop large pour une nation de trente millions d'individus. Mais il faut observer qu'il n'existe pas dans ce pays assez d'éléments aristocratiques pour opposer une barrière suffisante aux envahissements de la démocratie. Donc, dirons-nous, ce n'est pas un simple changement de la loi des élections qui pourrait satisfaire aux besoins de la monarchie. Nous croyons que la chose requise est la création d'une classe d'hommes qui posséderait nécessairement une grande influence. Après cette création, peu importe dans quelle forme les électeurs éliraient leurs représentants. »

D'autre part, le *Drapeau Blanc* écrivait le 8 mai 1820 : « La justice et la convenance seraient violées, le but du souverain législateur serait manqué si les diverses classes des Français ne jouissaient pas, dans les besoins et les intérêts qui leur sont propres, du bienfait de concourir à l'élection de ceux qui doivent représenter dans la législature tous les intérêts et tous les besoins des particuliers ou des corporations... La Révolution, qui a détrôné les libertés au nom de la liberté, a usurpé tous les droits acquis au profit d'un droit général, toujours défini et jamais appliqué. Les immunités des corps, des villes et des provinces, confisquées au profit d'une action centrale, ont rendu le despotisme facile et l'oppression inévitable par la faculté que les ambitieux ont trouvée de comprimer sur un même point toute la force morale de la nation. »

Ainsi donc, à cette date, Chateaubriand et quelques-uns des journalistes et des parlementaires de droite qui l'entouraient, concevaient et énonçaient, avec sans doute quelques hésitations, car c'était là des idées très neuves, un système respectueux de la Charte et des libertés que celle-ci garantissait, protecteur en même temps de la stabilité monarchique et propre aussi à empêcher l'établissement de l'instable dictature bourgeoise et à combattre les principes révolutionnaires sur lesquels, par un paradoxe ingénieux, mais imprudent, cette bourgeoisie tendait à s'appuyer.

Un tel système ne devait, chez les anciens révolutionnaires accrochés au pouvoir, rencontrer que des adversaires. Tant que ceux-là seraient les maîtres, aucune des réformes royalistes n'avait la moindre chance d'aboutir ni même d'être sérieusement envisagée. Si les ministres étaient prêts à lutter contre l'extrême gauche quand celle-ci les menaçait, s'ils étaient prêts à réclamer toutes les mesures d'arbitraire et d'exception qui pouvaient pro-

téger leur propre pouvoir, il était certain qu'ils n'iraient pas plus loin.

Chateaubriand et ses amis, par suite, comprenaient que les royalistes n'avaient aucun intérêt à soutenir la nouvelle manœuvre des ministres. Ils feraient même une faute grave si, sous prétexte de résister aux menaces d'extrême gauche, ils remettaient de pleins pouvoirs à des hommes prêts à en user aussi bien contre les défenseurs de la monarchie que contre ses adversaires déclarés : « J'aurais quelque raison, disait Chateaubriand (1), d'appréhender que les armes qu'on me demande ne fussent une seconde fois tournées contre l'opinion à laquelle je me fais honneur d'appartenir. »

L'essentiel n'était pas pour eux de voter des lois d'exception, mais d'appeler au gouvernement des hommes sûrs, de faire dans le ministère une place aux royalistes. Toute autre combinaison leur semblait imprudente et dangereuse et ne pouvait, à leurs yeux, qu'aboutir à rendre le régime impopulaire, sans lui assurer de stabilité.

Malheureusement, d'autres royalistes ne voyaient pas si loin ; pour certains, pour Villèle en particulier, une chose seule apparaissait clairement : sous le régime en vigueur, avec la liberté de la presse, avec la liberté individuelle garantie à tous, avec la loi électorale qui rassemblait dans les mêmes collèges tous les contribuables payant 300 francs d'impôts, on avait vu, dans les journaux et les brochures, se multiplier les attaques contre la monarchie : on avait vu se développer la propagande bonapartiste et même républicaine ; on avait vu, à chaque élection, augmenter dans la Chambre des députés le nombre des voix de gauche et d'extrême gauche, et enfin, comme pour révéler à tous la gravité du danger, on avait vu le duc de Berry assassiné par un fanatique. Il fallait réagir au plus tôt. Or, les ministres en exercice proposaient des mesures exceptionnelles qui allaient permettre de réprimer la propagande révolutionnaire en censurant la presse et en réservant, par le double vote, l'influence électorale aux contribuables les plus riches, parmi lesquels devait se trouver une majorité d'hommes amis de l'ordre : et c'était là l'essentiel.

Sans doute, Villèle n'ignorait pas qu'en votant les lois d'exception, ses amis et lui allaient se mettre en contradiction avec eux-mêmes puisque, pendant les années précédentes, et jusqu'à la chute de Decazes, alors qu'ils étaient dans l'opposition, et brimés sans cesse par le ministère, ils avaient protesté contre la censure et réclamé le respect des libertés garanties par la Charte. Sans doute, ils savaient

(1) *Conservateur*, VI, p. 632.

que les hommes auxquels ils remettaient ces pouvoirs étaient loin d'être tous sans reproche. Le duc de Richelieu lui-même, tout honnête homme qu'il fût, ne leur inspirait qu'une confiance relative et Villèle écrivait le 20 février (1) : « M. de Richelieu est loin d'être revenu de toutes ses erreurs et ses préventions contre les royalistes sont toujours les mêmes. » Quant aux autres, on les savait décidés à refuser d'admettre parmi eux aucun représentant de la droite. Mais, espérait-on, la menace d'extrême gauche, plus pressante qu'ils ne l'avaient cru tout d'abord, avait dû leur ouvrir les yeux (2).

D'ailleurs, devant la gravité du danger, on n'avait pas le choix des moyens, d'autant moins que les ministres, pour obtenir un vote favorable, faisaient intervenir la volonté du roi. Villèle, pour s'excuser, écrivait assez piteusement à sa femme le 23 février : « Entre deux maux il faut choisir le moindre : entre *l'anarchie et l'arbitraire j'aime encore mieux m'exposer à ce dernier*. » Et il ajoutait quelques jours plus tard, le 10 mars : « Nous avons pris notre parti de nous joindre au gouvernement afin de le soutenir contre les Jacobins qui allaient sans cela faire majorité pour lui tout refuser et le renverser (3). »

Il est vrai que si Villèle acceptait de remettre des pouvoirs exceptionnels aux ministres, si, bien qu'il n'eût guère d'illusion sur eux, il croyait ou voulait croire à la sincérité de leur conversion, c'est qu'au fond il ne se rendait pas bien compte qu'ils étaient prisonniers d'un système et d'un parti. Très peu penseur, Villèle ne se rendait pas compte du danger que représentait la menace de dictature bourgeoise appuyée par la centralisation et le régime censitaire. Il ne semble pas avoir compris grand'chose ni attaché grande importance au système de décentralisation, de réorganisation aristocratique de la droite. Et sans programme à lui, par peur un peu aveugle et un peu simpliste de la

(1) *Mémoires*, II, 347.

(2) Villèle cependant savait bien que rien n'était moins sûr. Le 29 février, racontant une visite faite par lui au ministre de la Marine Portal, il écrivait : « Quand il m'a consulté sur le projet qu'on a d'expulser dès à présent quelques-uns des Jacobins de la Chambre des postes administratifs que Decazes leur a donnés, et m'a parlé du renvoi de M. de Girardin de sa préfecture, je lui ai dit que suivant le remplaçant qu'on était disposé à lui donner, je serais d'avis de l'opération ou je croirais utile de la remettre à la fin de la session. Aussitôt il m'a répondu : « Oh ! le remplaçant sera excellent, c'est Duvergier de Hauranne. » Je t'avouerai que les bras m'en tombèrent et je ne pus m'empêcher de lui dire que je lui conseillais de garder plutôt Girardin parce qu'au moins ce choix ne pouvait ne leur être imputé, tandis que l'autre, portant sur un ministère de Decazes des plus complaisants, annoncerait qu'ils persisteraient toujours dans leur vieux système et n'avaient nullement l'intention de remplacer les anciens préfets destitués ; que cette manifestation devait tellement nuire à l'union nécessaire des royalistes et du roi que je souhaitais la voir apparaître le plus tard possible. » (*Mémoires*, II, 365.)

(3) *Mémoires*, II, 353-373.

révolution, il acceptait de suivre le ministère et de lui donner sans réserve les pouvoirs exceptionnels qu'il demandait.

Et puis, si Villèle acceptait ainsi de se séparer des opposants de droite pour se confier à ceux qui, la veille encore, étaient les collaborateurs de Decazes, ce n'était pas des raisons désintéressées seules qui le guidaient.

Déjà, avant la chute de Decazes, Villèle, nous l'avons vu, poussé par une sorte de jalousie instinctive, avait, malgré ses amis de la droite, travaillé à se rapprocher personnellement du ministère et s'était presque ouvertement séparé des plus influents des chefs royalistes dont le prestige l'agaçait.

Aussi son intérêt et son instinct s'unissaient-ils pour le pousser à faire bande à part.

Le curieux est que pour cette maladroite politique il trouvait, dans une certaine mesure, un appui auprès de Bonald et de certains des plus intransigeants royalistes d'extrême droite, de ceux qu'il lui arrivait à lui-même d'appeler les fous.

Bonald, après quelques hésitations, s'était en 1818 rallié, au moins officiellement, au programme de Chateaubriand et du *Conservateur*; mais il ne l'avait fait qu'à contre-cœur. Sans doute, comme Chateaubriand, avec plus de violence même, il soutenait la nécessité de confier le pouvoir à des royalistes purs. Mais aussi, philosophe de l'autorité enfermé dans son système abstrait, il ne pouvait se résigner sincèrement à accepter la Charte dans laquelle il ne voulait voir qu'une concession dangereuse aux idées du siècle :

Le 10 juillet 1819, il écrivait à Joseph de Maistre (1) : « Vous me demandez ce que je pense de la Charte, il me semble que mon opinion sur le compte de cette aventure n'est pas plus équivoque que la vôtre. C'est une œuvre de folies et de ténèbres. » Et le *Défenseur*, le périodique qu'il allait fonder en 1820, déclarait dans le prospectus de son second volume : « Il semble que les royalistes attendaient enfin un ouvrage qui leur dît toute la vérité, rien que la vérité, où l'on ne fit aucune concession au siècle dont Dieu et le roi fût la seule devise. »

Étant donné les circonstances, rien n'était plus maladroit pour les royalistes qu'une telle attitude. Puisque c'était le roi qui avait donné la Charte, puisque leur fidélité envers le souverain interdisait aux royalistes d'attaquer ouvertement la Constitution imposée par lui, puisque d'ailleurs l'organisme complexe des institutions de l'ancienne France étant entièrement détruit, rien d'autre que la Charte ne demeurerait pour protéger les libertés nécessaires, mieux valait, comme

(1) *Correspondance de Joseph de Maistre* (tome V de ses œuvres complètes).

Chateaubriand, l'accepter franchement tout en exigeant que le soin de l'appliquer ne fût pas confié aux ennemis de la monarchie et en réclamant un ensemble de mesures et de lois propres à la compléter de façon à protéger et l'autorité royale, et l'organisation monarchique de la société.

Bonald au contraire, en repoussant par principe et de façon absolue cette Charte à laquelle il avait été obligé tout de même de se rallier officiellement, donnait à l'attitude des royalistes une apparence de duplicité regrettable. De plus, il oubliait que, comme le disait Chateaubriand, la monarchie avait intérêt, contre les partisans de la dictature, à s'appuyer sur les libertés ; il en venait à soutenir par principe toutes les mesures d'autorité, d'où qu'elles vinssent ; et bien que, comme Villèle, il n'estimât guère les hommes qui étaient au pouvoir, il commettait comme lui l'imprudence de voter les lois d'exception, c'est-à-dire de remettre tous les pouvoirs à des ministres dont il se défiait.

Derrière les chefs dont les avis différaient, la foule des royalistes, parmi lesquels il y avait, nous le savons, un certain nombre d'exaltés, exaspérés par toutes les attaques qu'ils avaient subies depuis quatre ans, se partageait et hésitait. Les uns voulaient tout refuser aux ministres, et quelles que fussent les conséquences, s'enfermer dans une opposition absolue et systématique (1) ; d'autres, soutenaient qu'étant donné la composition de la Chambre et du corps électoral, étant donné la passion avec laquelle les ministres tenaient à leurs places, toute opposition était vaine et qu'il fallait mieux renoncer à atteindre le pouvoir.

La manœuvre des hommes de l'Empire allait réussir. Heureusement Chateaubriand alors comprenait que le plus grave danger serait de voir les royalistes se diviser. Il savait que s'ils comptaient, si malgré tout ils avaient gardé et repris de l'autorité, c'est parce qu'ils s'étaient unis autour du *Conservateur*. Cette union qui avait été si difficile à établir, qui avait fait leur force, et qui leur avait permis de renverser Decazes, il ne voulait pas prendre l'initiative de la détruire. Et puisque Villèle et ses amis s'entêtaient à ne pas le suivre dans l'opposition, c'est lui qui, après un dernier avertissement, sans abandonner ses principes, faisait un effort de conciliation.

D'une part avec ceux des membres de la droite qui lui étaient le plus attachés, il votait contre les lois de censure et de suspension de la liberté individuelle ; il demandait dans le *Conservateur*, le 3 mars, un

(1) Déjà Fiévée publiait une brochure : *Les trois premiers mois de l'année 1820*, où il blâmait ouvertement l'attitude de Villèle et de ses partisans ; et les journaux de gauche déjà se réjouissaient de voir leurs ennemis en désaccord.

changement de système et de personnel gouvernemental : « Le
 « peuple, en effet, écrivait-il, ne lit pas les lois, il lit les hommes ;
 « et c'est dans ce code vivant qu'il s'instruit. Quand il voit préférer
 « par le gouvernement de droit les partisans du gouvernement de
 « fait, quand il voit placer à la tête des préfectures les anciens agents
 « de la police d'un régicide, quand il voit introduire dans les admi-
 « nistrations les fauteurs de la République et des Cent-Jours ; quand
 « il voit rappeler jusqu'à des infâmes que Bonaparte n'employait
 « qu'en rougissant dans les œuvres les plus viles de l'espionnage,
 « que voulez-vous que ce peuple pense ? Peut-il croire que les Bour-
 « bons règnent encore ? Ne lui semble-t-il pas qu'ils sont sur une
 « mine prête à sauter, et que la main d'un Louvel va mettre le feu
 « aux poudres ?... Nos larmes, nos gémissements, nos sanglots ont
 « étonné un imprudent ministre : les pieds lui ont glissé dans le
 « sang, il est tombé. »

Mais dans le même article, après ce dernier, violent et célèbre réquisitoire contre la politique suivie jusque-là, il tenait à préciser que, malgré tout, il n'était pas d'avance l'adversaire du nouveau ministère, bien que les premières mesures prises par celui-ci ne le satisfassent pas : « Espérons, disait-il avec une dignité hautaine, que
 « ceux qui lui ont succédé (à Decazes) éviteront de marcher sur ses
 « traces. Avant de les voir agir, ne nous hâtons pas de les accuser :
 « Un préjugé peut exister contre eux. Nous-mêmes nous avons par-
 « ticulièrement à nous en plaindre, et c'est pour cette raison même
 « que nous nous sommes abstenus de parler et d'écrire sur le projet
 « de loi de censure passé à la Chambre des pairs. *Nous avons voté*
 « *contre ce projet parce qu'il nous paraît funeste ; mais en conservant*
 « *la rigueur de nos principes, nous avons cru devoir montrer par notre*
 « *silence la modération de notre opinion : nous avons été adversaires,*
 « *non pas ennemis.* C'est ainsi que notre noble ami, le marquis d'Her-
 « bouville, a fait pareillement le sacrifice d'un discours qu'il avait
 « préparé contre le projet de loi. En inquiétant le ministère dans
 « les circonstances graves où nous sommes, on pourrait faire invo-
 « lontairement beaucoup de mal. Désirons la réunion de tous les
 « Français, l'oubli de toutes les inimitiés personnelles, attendons.
 « Contentons-nous de dire à présent aux ministres que s'ils suivaient
 « la route que leurs devanciers ont tracée, avant six mois il n'y
 « aurait plus de France. »

Du reste, expliquait-il, s'il refusait d'accorder la censure, ce n'était pas pour donner un blâme à ses amis de la droite qui avaient été d'un avis différent ; ce n'était pas pour indiquer qu'il se séparait d'eux, car, disait-il, « la faction ne parviendra point à nous séparer des royalistes,

pour la raison que nous ne les abandonnons jamais dans leur adversité et que nous ne leur demandons rien dans leur fortune ». Ce n'était pas non plus par crainte de recevoir les reproches des gens de gauche : « Quel prix, disait-il, en effet, pourrait-on attacher à l'opinion de ces écrivains qui ne se rendent jamais à l'évidence et se font une vertu de leur mauvaise foi ? » C'est seulement parce que la censure lui paraissait inefficace et maladroite : « Des gazettes censurées, disait-il, ne seront d'aucune ressource au ministère ; les meilleurs articles perdent leur autorité dès qu'ils ne sont pas l'expression d'une opinion indépendante. » Une loi répressive contre les calomnieurs aurait, selon lui, été plus utile.

Puis, résolu à ne pas abandonner ses principes tout en évitant ce qui, par la critique d'une politique qu'il désapprouvait aurait pu laisser apparaître une division dans le sein du parti royaliste, il décidait d'interrompre la publication du *Conservateur*.

Sans doute afin d'éviter tout scandale, il se contentait d'expliquer cette décision en disant que le rétablissement de la censure allait gêner à nouveau l'indépendance de sa plume, mais ce n'était là qu'un prétexte. Déjà, en effet, sous le ministère Decazes, le *Conservateur* s'était arrangé de la censure. La vraie raison n'échappait à personne.

Et le 30 mars, pour exposer une dernière fois son point de vue, tout en annonçant la disparition du journal, il publiait, dans le dernier numéro du *Conservateur*, le discours qu'il avait préparé contre la loi de suspension de la liberté individuelle, discours que la clôture de la discussion ne lui avait pas permis de prononcer à la tribune ; et il ajoutait une note où il déclarait : « J'avais formé le projet de finir « cet ouvrage comme je l'avais commencé, c'est-à-dire d'en composer « la dernière livraison tout entière et de la consacrer à retracer les « services que les écrivains du *Conservateur* ont rendus à la cause « monarchique... Le temps m'a manqué pour cette récapitulation ; « mes devoirs comme pair, un autre travail qu'on a daigné confier « sinon à mes talents, du moins à ma fidélité, m'obligeront à me « renfermer dans une courte analyse... Les mêmes principes se re- « trouvent à toutes les pages du *Conservateur* : cet ouvrage prit nais- « sance au moment où nous nous aperçûmes que la monarchie était « en péril. Si les royalistes ont reconquis l'opinion, si la *correspon- « dance privée* a été détruite, si nos adversaires sont obligés de parler « maintenant notre langage, si la loi des élections va subir des chan- « gements, si la garde et l'armée n'ont pas été décomposées, si un « funeste système a été ébranlé sur ses bases, si un ministère plus « funeste encore est tombé, si l'on est éclairé sur la vaste conspiration

« qui menace tous les souverains, toutes les monarchies, on le doit
 « en grande partie aux efforts réunis des écrivains du *Conservateur*...
 « La France et l'Europe en conviennent, nos ennemis l'avouent...

« Une chose m'afflige, je crains que le silence du *Conservateur* ne
 « nuise à la cause monarchique. *Ce recueil, devenu le dépôt général*
 « *des saines doctrines, avait établi une unité de principes et d'efforts*
 « *entre tous les honnêtes gens de l'Europe*. Il disait ce qu'il fallait
 « craindre, il apprenait ce qu'il fallait espérer; et son succès en
 « défendant des victimes lui donnait le moyen d'en secourir d'autres.

« Cependant que les royalistes ne se découragent pas; le *Conser-*
 « *vateur* les laisse dans une position beaucoup meilleure que celle où
 « il les trouva... Pour moi, heureux d'avoir défendu les nobles et
 « touchants intérêts de la France monarchique, je serai trop récom-
 « pensé si elle garde un souvenir bienveillant du *Conservateur*. »

Arrêtons-nous à cette belle et digne page. Il y avait incontestablement quelque grandeur et beaucoup de désintéressement pour un écrivain comme Chateaubriand, maître incontesté de l'opinion publique, à accepter volontairement et en toute lucidité pour ne nuire ni à ses principes ni à l'unité de son parti, de se priver lui-même de l'organe qui lui assurait influence, succès et fortune; et à s'effacer sans un mot d'amertume ou de récrimination en laissant le champ libre à ses rivaux.

Ceux qui se plaisent à ne voir en lui qu'un égoïste, soucieux seulement d'assurer son prestige personnel et de venger ses rancunes, devraient au moins lui tenir compte de cet acte de désintéressement dont bien peu, parmi les écrivains mêmes qui sont pour lui les plus sévères, auraient été capables à sa place.

Les royalistes cependant ne paraissent avoir compris ni sa conduite ni son système. Le philosophe Ballanche écrivant à Mme Récamier s'étonnait de voir, dit-il, « Chateaubriand se séparer de ses propres opinions, de ses propres idées (1). » Bonald de son côté, comme s'il oubliait qu'il avait souscrit aux doctrines constitutionnelles de Chateaubriand, profitait de la disparition du *Conservateur* pour tenter, sans succès d'ailleurs, de fonder avec Lamennais, Frénilly et quelques-uns des plus exaltés parmi les collaborateurs de l'ancien organe royaliste, un nouveau journal, le *Défenseur*, où il se mettait, avec une grande imprudence, à attaquer presque ouvertement la Charte et les « rêveries constitutionnelles (2). »

(1) Archives Lenormant (inédit).

(2) Cette expression se trouve dans la lettre que, le 17 mars 1820, Lamartine écrivait à de Maistre pour lui demander de bien vouloir collaborer au nouveau journal : « Voici ce dont il s'agit, écrivait Lamartine : le *Conservateur* finit ; un journal dans le

Chateaubriand, sans se plaindre, se contentait d'obtenir que le *Journal des Débats* ne fît pas de publicité au nouvel organe ; il veillait à ce que le même journal, le 22 avril, rendant compte de la brochure de Fiévée, prît contre le fougueux et trop indépendant polémiste la défense des royalistes qui, pour éviter les divisions de la droite, avaient refusé de faire de l'opposition au duc de Richelieu. Puis, il s'enfermait, et, pendant deux mois, consacrait tout son temps à écrire une *Vie du duc de Berry* qui lui avait été demandée par le comte d'Artois et où, en célébrant la mémoire du prince assassiné, il trouvait le moyen d'écrire quelques éloquents pages de propagande royaliste dans le style de celles qu'il avait consacrées quelques mois plus tôt dans le *Conservateur* aux héros de la Vendée.

* * *

Pendant ce temps, les événements qui survenaient allaient révéler à quels dangers la politique suivie depuis quatre ans par Decazes avait failli entraîner la monarchie.

Malgré l'habileté de la manœuvre par laquelle, après la retraite du favori, ils avaient rétabli leur ministère, les hommes au pouvoir étaient embarrassés. Ils obtenaient bien, sans trop de difficulté, la loi de censure, la loi suspendant la liberté individuelle ; mais la loi électorale était plus difficile à construire et à faire adopter.

Les ministériels de toutes nuances étaient d'accord sur deux points : il fallait conserver un droit de suffrage censitaire sévèrement restreint et réservé aux contribuables payant au moins 300 francs d'impôts ; il était même prudent, pour empêcher que les plus nombreux, c'est-à-dire les moins imposés, fussent maîtres du scrutin, de réserver des avantages particuliers aux plus riches, que l'on estimait plus particulièrement intéressés au maintien de l'ordre.

Seuls, à l'extrême droite de la Chambre, quelques ultras : Casteljacob, La Bourdonnaye, ceux que Villèle appelait les fous, demeuraient fidèles à leur système électoral beaucoup plus large et à tout prendre beaucoup plus monarchique que nous connaissons. D'ailleurs, pour ne pas trahir leur programme, tout en évitant de rompre

même sens mais dépouillé des *rêveries constitutionnelles* le plus possible lui succède. Il se nomme *le Défenseur* ; il est rédigé par MM. de Bonald, Lamennais, Saint-Victor, Genoude, plusieurs autres hommes distingués et quelques autres inconnus, au nombre desquels ils ont bien voulu m'admettre. » (Correspondance de J. de Maistre.)

l'union du parti royaliste, ils se contentaient de s'abstenir. Leur hostilité n'était donc pas à craindre.

Mais c'est parmi les ministériels eux-mêmes, quand on était entré dans le détail du projet, que des dissentiments étaient survenus. Les plus timorés auraient voulu faire deux catégories d'électeurs; les moins imposés auraient choisi des candidats parmi lesquels les électeurs du second degré, les plus imposés, auraient choisi les députés. Mais certains faisaient remarquer qu'une telle solution aurait mis les choix définitifs entre les mains d'un nombre vraiment par trop restreint de votants. Après bien des hésitations, le cabinet se ralliait enfin à un projet comportant : 1^o les collèges d'arrondissement qui devaient comprendre tous les électeurs et éliraient directement le plus grand nombre de députés; 2^o les collèges de département qui comprendraient seulement les plus imposés et éliraient le reste de l'Assemblée.

Par ce système, que l'on appelait le double vote, devait être assurée, pensaient les ministres, une influence prépondérante à la grande propriété sans que, pourtant, les suffrages des autres électeurs fussent annihilés. Par là, ils espéraient obtenir une de ces majorités à la fois bourgeoise et conservatrice qui leur plaisait. Le centre modéré et Villèle approuvaient ce projet. Mais c'était la gauche et les doctrinaires, avec Royer-Collard et Guizot, qui se regimbaient.

Devant l'exaspération de l'opinion, à la mort du duc de Berry, ceux-ci s'étaient d'abord résignés à faire, au moins momentanément, des concessions, et c'est du reste ce qu'ils avaient de plus adroit à faire. Du moment en effet que l'on conservait le suffrage censitaire et au pouvoir un personnel d'hommes de l'Empire armés de lois d'exception qu'ils pouvaient utiliser à leur gré, la loi électorale, quelle qu'elle pût être définitivement adoptée, n'était pas dangereuse pour eux. Les divers projets entre lesquels on s'est plu à imaginer des oppositions de principe ne se distinguaient en réalité que par des nuances assez secondaires.

Par malheur pour les hommes de gauche, Royer-Collard et surtout Guizot, les doctrinaires qui exerçaient sur leur parti une influence la plus considérable, étaient au fond, sous leur apparence philosophique, des violents. De plus, Guizot, le plus ardent parce que le plus jeune, s'était laissé aller, depuis quelques années, M. Pouthas, son historien, le signale lui-même (1), à encourager, hors des milieux parlementaires, des groupements, des sociétés secrètes à tendance nettement révolutionnaire, « les uns, dit M. Pouthas,

(1) Ouv. cit., p. 280-281.

formés de jeunes gens, étudiants, clercs, employés de commerce, ardents libéraux, et même républicains, réunis d'abord dans la « Société diablement philosophique », puis dans la loge de *la Vérité*, les autres, composés de militaires bonapartistes, débris de l'armée impériale et officiers des légions d'infanterie casernées à Paris, siégeant au bazar de la rue Cadet. » Il était, comme il arrive souvent, en partie prisonnier de ses troupes, et celles-ci, composées d'exaltés aigris et de jeunes gens avides d'agir, que la doctrine officielle des années précédentes avait échauffés, ne comprenant pas la politique de temporisation que les circonstances imposaient, refusaient d'admettre la moindre concession à la droite et par leur imprudence allaient compromettre leur cause.

Tandis que le projet de loi électorale était discuté à la Chambre, tandis que les orateurs les plus brillants faisaient à l'intérieur assaut d'éloquence passionnée, sur la place du Palais-Bourbon, et dans divers quartiers de Paris, éclataient des manifestations au milieu desquelles était tué le jeune Lallemand. En province, en même temps, les meneurs travaillaient les garnisons pour y faire éclater des complots militaires dans la préparation desquels plusieurs des officiers et des généraux réintégrés dans l'armée par Decazes étaient mêlés. A Grenoble, en particulier, était découvert un projet de complot dans lequel était directement compromis le général Leduc des Essarts, gouverneur militaire de la ville (1). Dans divers pays d'Europe, en Espagne et en Italie entre autres, les sociétés secrètes dont beaucoup de membres étaient en relations avec les révolutionnaires de France provoquaient, de leur côté, des insurrections dont plusieurs allaient être très graves; cependant qu'à Paris les dirigeants du bazar de la rue Cadet, d'accord avec quelques députés d'extrême gauche, La Fayette, Laffitte, Benjamin Constant, préparaient avec la complicité d'un certain nombre de soldats et d'officiers de la garnison un complot qui aurait éclaté le 19 août, s'il n'avait été découvert à temps.

Sans doute, les conspirateurs avaient encore, dans les sphères gouvernementales, beaucoup d'alliés qui, une fois leur tentative découverte, s'efforçaient de ne pas les compromettre. Pasquier et le duc de Broglie donnent l'un et l'autre à ce sujet, dans leurs *Mémoires*, des précisions accablantes. Pasquier raconte (2), au sujet de la conspiration du 19 août, qu'avant la date fixée, un nommé Thiriot avait fait au gouvernement d'importantes révélations. Un conseil de régence

(1) Voir les documents publiés par NETTEMENT, *Histoire de la Restauration*, VI, 382.

(2) Tome IV, 458.

était préparé comprenant La Fayette, d'Argenson, Manuel, le duc de Rovigo : « La meilleure partie des renseignements, dit Pasquier, venait de la naïve confiance de La Fayette et de sa facilité à parler des choses secrètes. » Mais une fois au courant, au lieu de laisser les chefs se compromettre, les ministres n'avaient eu qu'une idée : étouffer le scandale, ne perdre ni La Fayette, ni ses amis. Dès le premier commencement d'exécution, ils s'étaient contentés d'arrêter quelques comparses. Les chefs prévenus s'étaient terrés. Et tandis que l'instruction de l'affaire était confiée à la Chambre des pairs transformée en cour de justice, loin de chercher à faire la lumière, on s'était efforcé de réduire les proportions du complot et de mettre hors de cause tous ceux des inculpés qui auraient pu compromettre les chefs parlementaires. Le duc de Broglie, qui était ami des doctrinaires et des ministres, chargé par la Cour de lui présenter un rapport sur l'instruction, a avoué lui-même dans ses *Mémoires* (1) : « Il restait à conduire la délibération de telle sorte que ceux des inculpés dont la présence aux débats pouvait ouvrir le champ du supplément d'instruction, en fussent définitivement écartés. *C'était là l'objet de mes soins.* Je le pouvais, en concentrant tout le nœud de l'affaire sur l'un des inculpés dont la présence devait tout compromettre et dont l'absence, selon moi, devait tout simplifier. C'était le colonel Fabvier. (Il était en effet capable de tout dire.) *Le coup de parti était donc de le mettre hors d'accusation.* »

C'est ce qui fut fait avec la complicité des ministres et telle était la façon dont Villèle et ses amis étaient récompensés de la confiance accordée par eux aux anciens collaborateurs soi-disant convertis de Decazes.

Tout de même, malgré les ménagements qu'ils gardaient pour leurs amis, les ministres n'étaient plus tout à fait libres. De bon ou de mauvais gré, il leur fallait officiellement se désolidariser des conspirateurs, empêcher leurs tentatives. Les révolutionnaires s'y étaient pris trop tôt ou trop tard... Le seul résultat des émeutes, au moment où elles étaient tentées, se trouvait être de faire peur aux gens paisibles, de révéler aux naïfs de la politique qu'on avait jusque-là conduits avec de grands mots le péril auquel ils avaient été sur le point de se laisser entraîner.

L'honnête et candide de Serre, en particulier, était épouvanté. Il rompait publiquement à la tribune avec ses anciens amis doctrinaires, il obtenait que Guizot et Royer-Collard fussent l'un et l'autre rayés du Conseil d'État.

(1) II, 200.

Devant l'inquiétude croissante de l'opinion publique, on se voyait entraîné à imaginer des concessions nouvelles à la droite. On proposait à Villèle une place dans le ministère à condition, il est vrai, qu'il y entrât seul, et sans qu'aucun des ministres en exercice ne fût renvoyé. On commençait même à parler d'une ambassade à offrir à Chateaubriand (1).

Les conspirations, les tentatives révolutionnaires diverses, ayant fait comprendre peu à peu à quels dangers venaient d'échapper la monarchie et ayant révélé à tous la justesse des prévisions du *Conservateur* et le bien fondé des attaques contre Decazes, Chateaubriand voyait de nouveau grandir son prestige. D'ailleurs, la sagesse avec laquelle il avait refusé de rompre avec Villèle avait rassuré les timides, et dans la discussion de la loi électorale, il avait fort sagement aussi refusé de prendre la parole.

Les espions de police (car malgré la chute de Decazes, la police continuait avec le même zèle à faire surveiller le moindre de ses gestes par ses domestiques) (2), les espions de police signalent que plus que jamais sa maison devenait le quartier général des ultras. Quand, au mois d'août, il partait, comme à l'automne précédent, faire un voyage en Normandie pour revoir sa « nourrice la mer » (3), les rapports, à chacune de ses étapes, signalent qu'il recevait la visite d'une foule de royalistes ; les autorités même, sentant que le vent tournait, venaient lui présenter leurs hommages. A Dieppe, il assistait à un banquet de cinquante-cinq personnes ; arrivé le 22 août au Havre, il y recevait, note le rapport, la visite du sous-préfet, du commissaire de police, du commandant et de l'adjudant de place. Il assistait chez M. Lacave, avocat, à un dîner de douze personnes.

Lui-même, comme toujours, heureux du changement et du voyage, écrivait à Mme de Duras des lettres gaies, mêlées de souvenirs et de songes, où il mettait sa coquetterie à ne pas paraître se soucier de la politique, mais où sa satisfaction de ses succès transparaissait tout de même ; et c'est ainsi que le 22 août, le jour de son arrivée au Havre, il écrivait à son amie (4) : « Quel beau temps, quel beau pays ! cette France prospère en dépit de tout ce qu'on a fait... Mais, croyez-vous que je suis ici depuis une heure sans avoir salué la mer ! Je suis arrivé de nuit, j'enrage, j'entends le bruit de ma grande parente et je ne puis la voir. Il se trouve que c'est aujour-

(1) Voir sa lettre à la comtesse de Puisieux du 27 juillet 1820. — *Corr. gén.*, II, 392.

(2) Les rapports de cette époque conservés par Pasquier ont été retrouvés par M. Louis Thomas qui les a publiés. Voir *Nouvelle Revue*, 1913.

(3) Lettre à Mme de Duras. — *Corr. gén.* II, 67.

(4) *Corr. gén.*, II, 70.

« d'hui une foire de la Saint-Michel qui met tout Le Havre en l'air ;
« et au lieu de matelots j'ai trouvé, sur le rivage, Bobèche, les figures
« de cire de Curtius et une femme qui danse sur la tête. Savez-vous
« encore que c'est au Havre que j'ai débarqué en revenant d'Amé-
« rique avec *Atala*. Que de choses se sont passées depuis, toute la
« Révolution et les lourdes années qui me sont tombées sur la tête !
« Je vous écrirai de Fervacques. Je compte écrire à Lady (surnom
« de la fille de Mme de Duras) et à vous. J'ai quelque chose à lui
« dire du roi d'Yvetot, que j'ai vu en passant. »

Pourtant ces moments de fantaisie et de joie étaient encore coupés de bien des déceptions. Les ministres, toujours hésitants, après les offres d'ambassade qu'ils lui avaient faites, laissaient leurs projets dans le vague : « Il me semble que la négociation ne va pas vite, écrivait dès le 10 juillet Mathieu de Montmorency à Mme de Récamier (1). »

Le fait est que rien n'avancait. Chateaubriand, sans doute s'efforçait de ne pas en être ému : « Je sais bien que ces gens ne peuvent vouloir de moi, je vous l'ai dit cent fois, écrivait-il le 27 juillet (2). » Et il ajoutait : « Je ne puis m'empêcher de rire de ces politiques qui me regardent comme un homme que l'ambition dessèche et qui meurt de n'être pas ministre. » Mais les ultras s'impatienzaient. Le 12 août, les rapports de police signalaient que plusieurs des visiteurs de Chateaubriand « manifestaient l'intention de ne plus avoir de ménagements pour les ministres ». Donadieu lui écrivait, le 12 septembre, « de ne pas ménager Richelieu plus que Decazes (3). » Lui-même, entre l'impatience de ses amis et la prudence nécessaire, était embarrassé et, le 10 septembre, il écrivait (4) : « Si les ministres avaient voulu embrasser franchement les mesures monarchiques et dissoudre la Chambre, nous leur aurions assuré les élections. Au lieu de cela ils ont voulu suivre le misérable système du milieu. »

Lui-même restait en butte à des taquineries mesquines qui l'énervaient, l'absorbaient, et lui faisaient perdre son sang-froid. La plus caractéristique, sinon la plus importante, est l'affaire des dames de la halle de Bordeaux. Il faut bien l'étudier en détail, d'abord parce que Chateaubriand lui a consacré lui-même plusieurs pages de ses *Mémoires* sans du reste l'éclairer entièrement ; et puis parce que, dans sa niaiserie même, elle nous permet de nous rendre compte des futiles préoccupations de vanité et de préséances au milieu desquelles Chateaubriand avait à se débattre.

(1) Archives Lenormant.

(2) *Corr. gén.*, Lettres à la comtesse de Puisieux, II, 392.

(3) Rapport de police. Voir L. Thomas, article cité.

(4) *Corr. gén.*, II, 75.

Voici de quoi il s'agissait : l'enfant posthume du duc de Berry devait naître à la fin de septembre. Tous les royalistes qui avaient vu avec désespoir mourir, sans laisser d'enfant mâle, le prince, dernier héritier des Bourbons de France, attendaient avec impatience et angoisse la naissance de celui qui, peut-être, allait perpétuer la famille royale. Il fallait que ce fût un garçon. Chose curieuse du reste, à mesure que la date approchait, une grande confiance se répandait dans le pays. Des fêtes étaient préparées déjà, des cadeaux envoyés d'avance. C'est ainsi, en particulier, qu'à Bordeaux, ville connue pour l'ardeur de son royalisme, les dames de la halle, dès le début de septembre, avaient décidé d'offrir à la duchesse de Berry, pour le royal nouveau-né, un berceau qu'une délégation de trois d'entre elles devait venir présenter à la famille royale. Pour donner plus d'éclat à leur geste, elles avaient souhaité que leur délégation fût introduite auprès des princes par un des hommes politiques les plus célèbres de la droite, lequel prendrait la parole en leur nom et prononcerait, devant le roi, le discours qu'elles se sentaient, elles-mêmes, incapables de faire. Et par l'intermédiaire d'un poète bordelais, Edmond Géraud, directeur du journal *la Ruche d'Aquitaine*, elles s'étaient adressées à Chateaubriand pour le prier d'accepter cette tâche, car disait Géraud, dans la lettre qu'il adressait à Chateaubriand à ce sujet : « Ces dames ont pensé qu'il vous appartenait mieux qu'à tout autre de protéger la couche du royal enfant, après avoir paré de lauriers immortels la tombe de son malheureux père. »

Chateaubriand avait accepté avec empressement, heureux de l'occasion qui lui était offerte, au moment où le gouvernement songeait à se rapprocher de la droite, de figurer dans une manifestation agréable à la famille royale, et peut-être, par un habile discours, de rentrer en grâce auprès du roi. Mais c'était justement cela que ses ennemis et ses rivaux ne pouvaient accepter ; et avec l'ingéniosité mesquine des petits esprits jaloux, on persuada à M. de Sèze, l'ancien avocat de Louis XVI, retraits depuis la Restauration dans les fonctions de président de la Cour de cassation, que c'était à lui que revenait l'honneur de présenter les dames de Bordeaux.

M. de Sèze était d'une famille bordelaise ; de plus, il faisait valoir une lettre qu'il avait reçue du général d'Autichamps, commandant de la division de Bordeaux. Ainsi que toutes les autorités de la ville, le général s'était occupé du voyage des dames de la halle et, peut-être parce qu'il était, lui aussi, hostile à Chateaubriand, il avait eu l'idée de s'adresser à M. de Sèze, avec qui il était en relations, pour lui recommander les voyageuses, et il lui avait écrit, le 8 sep-

tembre, une lettre disant (1) : « J'ai accédé avec empressement à la prière que m'ont faite les dames de la ville de Bordeaux, de vous demander de vous charger d'elles à leur arrivée à Paris... Ces dames doivent partir, avec leur berceau, dimanche, par la diligence qui descend rue Notre-Dame-des-Victoires. Elles arriveront le jeudi 14, à 8 ou 9 heures du matin. Veuillez donc faire trouver quelqu'un à cette heure-là, pour leur indiquer où elles doivent loger et déposer leur offrande et ensuite faire les démarches nécessaires afin qu'elles soient reçues par des personnes de la famille royale. »

Sans doute cette lettre ne parlait pas de discours à prononcer ; sans doute, surtout, une fois arrivées à Paris, les dames de la halle, comme elles l'avaient fait à Bordeaux, s'obstinaient à répéter qu'elles désiraient être présentées par Chateaubriand, et pour bien montrer qu'elles ne voulaient pas d'autre introducteur, c'est chez lui, qu'en descendant de la diligence, elles faisaient porter leur berceau.

Mais M. de Sèze, armé de la lettre du général, intervenait, soutenait que c'était à lui de se charger de tout, et Chateaubriand, bien que ses titres fussent incontestablement plus sérieux, jugeait, pour éviter un esclandre, plus digne de s'effacer. Il a, à ce sujet, écrit dans ses *Mémoires*, avec une mélancolie ironique : « Il était dit que je ne réussirais jamais à la cour, je n'étais pas encore réconcilié avec le ministère et je ne parus pas digne de la charge d'introducteur de ces humbles ambassadrices. Je me tirai de cette grave négociation en payant la dépense. »

Tout cela était très digne ; et tandis que le comte de Sèze, entêté dans son étroit amour-propre, s'obstinait à accompagner malgré elles les dames de la halle à l'audience royale, après avoir préparé un discours qu'elles interrompirent dès les premiers mots par les cris de Vive le Roi et qu'elles ne lui laissèrent pas prononcer, Chateaubriand se contentait de recevoir chez lui à déjeuner et à dîner ses admiratrices et de les complimenter (2).

Mais ses amis, qu'il eut peut-être la faiblesse de laisser faire, voulaient pour lui une petite vengeance. Le 30 septembre, le *Journal des Débats* reproduisait, d'après la *Ruche d'Aquitaine* où elle était parue d'abord, une lettre longue et enthousiaste signée et censée écrite

(1) Voir plus loin pour les références.

(2) Les dames de la halle devaient, du reste, garder un souvenir enthousiaste de son accueil. Chateaubriand a publié la lettre chaleureuse qu'il reçut d'elles le 24 octobre (*M. O.-T.*, IV, 166) ; et dans une relation de son voyage publiée, nous le verrons, par le *Journal des Débats*, l'une des trois voyageuses, Anniche Duranton, écrivait : « Nous avons été reçues par ce digne royaliste avec une affabilité sans égale. Mme de Chateaubriand, qui est une dame bien respectable et bien bonne, nous a fait mille politesses. »

par Anniche Duranton, l'une des trois voyageuses qui, exposant en détail tous les incidents de son séjour à Paris, donnait à Chateaubriand un rôle très brillant et à de Sèze une attitude des plus ridicules. De Sèze, piqué, écrivait au rédacteur des *Débats* une lettre dont il exigeait la publication et où, citant la lettre de M. d'Autichamps, il expliquait son intervention. Il l'expliquait du reste assez mal, car le texte sur lequel il s'appuyait était, nous le savons, fort peu probant. Chateaubriand, aussitôt, à son tour, prenait sa plume et, le 4 octobre, les *Débats* publiaient une lettre de lui où il citait des lettres de Géraud, de de Sèze lui-même qui, incontestablement, lui donnaient raison. Il rappelait « que les dames de la halle avaient déclaré au roi que c'était M. de Chateaubriand qu'elles avaient choisi pour interprète » et, ajoutant que malgré cela, il s'était effacé pour ne pas déplaire à de Sèze, il déclarait : « J'ai eu le bonheur de déterminer moi-même les dames de Bordeaux à se laisser conduire par M. de Sèze ; je leur ai dit qu'elles ne pouvaient prendre un meilleur guide, que, de toutes façons il méritait leur préférence, que c'était à celui qui avait plaidé la cause du roi martyr qu'appartenait l'honneur de parler sur le berceau de l'héritier de l'infortuné monarque. Je suis honteux, très honteux, monsieur, d'avoir été forcé d'entretenir le public de moi dans un moment où aucun Français ne peut s'occuper que de l'héroïque princesse. J'ai eu quelquefois la présomption de me montrer au temps du malheur, mais je n'ai jamais réclamé contre l'oubli au temps de la prospérité. Ce n'est pas ma coutume de me mettre en avant quand il n'y a que des honneurs à recueillir. Je ne me plains pas ; je ne discute rien à personne. Je rends aux autres une justice éclatante ; et le défenseur de Louis XVI ne peut avoir aucun tort envers moi. »

Le comte de Sèze cependant ne se tenait pas pour battu. Le 7 octobre, une nouvelle lettre de lui ergotait encore sur les termes de la lettre de M. d'Autichamps : « M. le vicomte de Chateaubriand, disait-il, a eu raison de remarquer que j'avais cru tout le premier et dû croire comme lui qu'on avait d'abord eu l'idée de s'adresser à lui pour la présentation du berceau. Je l'ai cru, en effet, jusqu'à la lettre précise que j'ai reçue de M. le général d'Autichamps ; et qui en me transmettant la prière que lui avaient faite les dames de Bordeaux de me demander, comme Bordelais, de les présenter avec leur berceau à la famille royale, a dû le désabuser. »

C'était là beaucoup de mauvaise foi. Chateaubriand répondait une fois encore le 8 : « Si les dames de Bordeaux crient de leur côté qu'elles m'avaient choisi comme interprète, si elles l'ont même dit au roi, si elles ont déposé le berceau chez moi, si j'ai eu quelque peine à les empêcher de repartir pour Bordeaux sans remplir leur mission parce

qu'elles s'obstinaient à me vouloir pour guide, je suis désolé que toutes ces choses contrarient M. le comte de Sèze, mais que puis-je y faire et pourquoi vouloir s'en prendre à moi? Quant à moi, persuadé que les ennemis se réjouiront et que la dignité du caractère souffre de ces discussions personnelles, je me tais sur cette affaire pour toujours. »

Certes, Chateaubriand gardait le beau rôle ; ses admirateurs n'en doutaient pas ; et le jeune Victor Hugo, tout fier alors d'avoir été depuis peu admis dans l'intimité du maître, écrivait avec enthousiasme à son ami Saint-Valery : « Dans cette affaire, M. de Chateaubriand a déployé pour la millième fois son noble et grand caractère. » Les lettres de celui-ci avaient d'ailleurs incontestablement une autre allure que celles de son adversaire. Il n'en restait pas moins très regrettable et assez ridicule de voir deux pairs de France, deux hommes aussi en vue que l'ancien défenseur de Louis XVI et Chateaubriand, discuter âprement et échanger lettre sur lettre dans la presse pour savoir auquel des deux devait revenir l'honneur de présenter à la cour trois dames de la halle de Bordeaux.

Mais, les plus grands esprits ont de ces faiblesses, et si cette petite histoire mérite d'avoir retenu notre attention, c'est qu'elle nous permet de nous rendre compte, au milieu de quelles susceptibilités d'amour-propre un chef politique comme lui avait à se débattre.

Toutes ces petites choses, heureusement, allaient se perdre bientôt, pour un moment, dans l'immense joie nationale, provoquée par la naissance du duc de Bordeaux.

En effet, quand le 29 septembre à cinq heures du matin, le canon apprit aux Parisiens que l'enfant de la duchesse de Berry était né et que cet enfant était un prince, la joie populaire éclata avec une spontanéité et une chaleur qui surprirent tout le monde. Tous les témoignages sur ce point concordent : « Il serait difficile de donner une idée de l'enthousiasme de cet instant, écrit dans ses *Mémoires* Mme de Gontaut, dame d'honneur de la duchesse de Berry. » Mme de Broglie, elle-même, la fille de Mme de Staël, bien que pénétrée des traditions protestantes et républicaines de sa mère, et d'autant moins favorable aux Bourbons que son mari était ami de Decazes et de Guizot, reconnaît dans son journal (1) : « La naissance du duc de Bordeaux a donné aux Bourbons un instant de popularité. Le peuple a vraiment été dans la joie. La venue de l'enfant du miracle faisait tourner toutes les têtes. » Et Nettement, de son côté, a écrit dans son *Histoire* : « Ce qu'il faut renoncer à peindre, c'est la joie des familles alors si nombreuses en France qui, sans intérêt et par un sentiment de fidélité

(1) Voir *Souvenirs du duc de Broglie*, 18 octobre 1820, II, 182.

traditionnel étaient dévouées à la famille des Bourbons... Ceux qui n'ont pas été témoins de ces scènes ne sauraient se faire une idée du spectacle que présentait dans la matinée du 29 septembre, entre six et huit heures, la portion de la rue de Rivoli qui longe le pavillon de Marsan. C'était dans les appartements du premier étage que le duc de Bordeaux était né ; et de nombreuses personnes de tous les rangs, avançant l'heure accoutumée de leur lever, accouraient à la hâte... et dans l'espoir de recueillir quelques détails et, qui sait, peut-être d'apercevoir le royal enfant. »

Dans les appartements mêmes, la foule se pressait. La duchesse de Berry avait donné l'ordre qu'on laissât entrer tout le monde. Les militaires, les gardes nationaux de service au château étaient accourus les premiers pour voir le nouveau-né. Puis avec les gens de cour, les grands dignitaires, les passants de toutes sortes étaient admis sans aucun souci d'étiquette.

Chateaubriand, bien entendu, dès six heures était là. Comme il avait assisté à la mort du duc de Berry, il voulait voir la naissance de son fils. Dieu nous l'a rendu, disait-il dans la foule.

Toute la journée la foule stationnait devant le palais acclamant le roi et les princes. Le soir, toute la ville était illuminée. Dans tous les théâtres, on récitait, on chantait des couplets de circonstance. Pendant plusieurs jours, les journaux publiaient des pièces de vers, des poèmes de toutes sortes, mauvais, médiocres, ou tels au contraire que les deux grandes et belles odes de Lamartine et de Victor Hugo, mais presque tous émus et chaleureux. Car, comme le fait remarquer Thureau-Dangin, la Restauration eut le don de faire vivre cette chose souvent si morne qu'est la poésie officielle.

Pendant plusieurs jours les fêtes officielles, feux d'artifice, banquets, distribution de vivres, se succédaient au milieu d'un même et continu enthousiasme. Car chacun comprenait l'importance que revêtait la naissance de cet enfant que Lamartine appelait l'enfant du miracle et dont le nonce, parlant au nom du corps diplomatique, disait : « Cet enfant de souvenirs et de regrets est aussi l'enfant de l'Europe. Il est le présage et le garant de la paix et du repos qui doivent suivre tant d'agitations. »

Le premier résultat de ce réveil d'enthousiasme royaliste provoqué par la naissance du duc de Bordeaux devait être de donner de grands succès à la droite dans les élections de novembre. Car, comme l'a dit Nettement (1) : « Sa naissance avait conféré au gouvernement royal

(1) *Histoire de la Restauration*, V, 479.

le prestige du bonheur qui exerce tant d'influence sur les hommes, et cet espoir d'un avenir qui fortifie toujours le présent. »

Le succès des candidats royalistes allait même être tel qu'il allait surprendre tout le monde et embarrasser gravement le ministère.

Après le vote en juin de la nouvelle loi électorale qui devait, on le sait, faire à l'avenir élire une partie des députés par les collèges dits de départements, comprenant les électeurs les plus imposés, et l'autre, la plus considérable, par les anciens collèges d'arrondissement, comprenant comme auparavant tous les électeurs, tous les contribuables payant trois cents francs d'impôts, on avait pensé à dissoudre la Chambre et à faire, d'après la nouvelle loi, des élections générales. C'eût été logique. Mais les ministres, devinant déjà que le vent allait tourner, jugeaient plus prudent, pour éviter toute surprise grave, de garder le plus possible de leur ancienne majorité, et décidaient finalement de s'en tenir à des élections partielles comprenant le cinquième sortant de l'ancienne Chambre, plus les députés des nouveaux collèges des départements.

D'ailleurs si sans doute, pensait-on, les collèges des départements donneraient une majorité de droite, dans les collèges d'arrondissement les électeurs à trois cents francs restaient les maîtres. Or, ils avaient fait leurs preuves de sympathie pour la gauche et parmi eux les royalistes n'espéraient pas obtenir plus d'un cinquième des sièges. Le ministère avait donc peu de changements à craindre, semblait-il.

Par malheur, seulement, le centre gauche, les doctrinaires, les amis de Decazes sur l'appui desquels on comptait, n'avaient pardonné aux ministres ni le changement de la loi électorale, ni la révocation de Guizot et de Royer-Collard et ils s'opposaient, pour la campagne électorale, à toute alliance avec le nouveau ministère (1).

Aussi les ministres avaient-ils dû chercher un appui beaucoup plus à droite qu'ils ne l'auraient voulu tout d'abord. Les présidents et vice-présidents des collèges électoraux, par l'intermédiaire desquels s'exerçait ouvertement la pression officielle, furent choisis en assez grande partie parmi les royalistes, en excluant cependant, dit Richelieu, la nuance de La Bourdonnaye et du général Donnadieu.

De plus, quelle que fût la sympathie de la bourgeoisie censitaire pour la gauche, les révolutions d'Espagne et d'Italie, la conspiration du mois d'août à Paris, avaient inquiété les gens tranquilles. L'immense prestige que la naissance du duc de Berry donnait aux

(1) Voir à ce sujet la lettre de Camille Jordan à Decazes, citée par DUVERGIER DE HAURANNE : *Histoire du gouvernement parlementaire en France*.

Bourbons fit le reste et, dit mélancoliquement Mme de Broglie : « Les électeurs à trois cents francs nommèrent des ultras. » Sur 226 nominations, la gauche n'en avait que 33. Une foule d'anciens députés de la Chambre introuvable étaient élus à nouveau. La droite avait une majorité solide à la Chambre.

Chateaubriand avait largement contribué à ce résultat. Sans doute les timides avaient essayé de le retenir. Comme il avait préparé une brochure très nette et assez dure contre le ministère, certains la trouvant trop brutale, l'avaient prié de ne pas la publier ; et toujours soucieux d'union, il s'était incliné, en se contentant d'écrire à Mme de Duras avec un peu d'impatience : « Soyez en paix, rien ne paraîtra. C'est une grande faute que l'on fera ; mais ce n'est pas moi qui dois porter la couronne, et l'avenir ne me regarde pas. Or, ce sera comme ils voudront (1). »

Mais pendant les mois d'octobre et de novembre, il ne s'en était pas moins dépensé en faveur de ses amis. Plus que jamais, il apparaissait comme le chef de la droite. Rieux-Songy, en tournée électorale dans le Midi, après lui avoir donné des indications précises sur la situation des partis à Lyon, à Avignon et à Montpellier, lui écrivait le 13 novembre : « J'ai peu usé de votre nom, mais ce que j'ai entendu de la bouche des hommes les plus estimables m'a confirmé ce que je pense depuis longtemps et ce que je désire le plus, c'est de vous voir diriger l'opinion de tous les bons royalistes et d'être leur digne chef. Malgré la position où nos ennemis vous ont placé, mon cher vicomte, personne mieux que vous ne pourrait remplir cette pénible tâche. » Chacun des candidats de droite lui demandait d'écrire, d'intervenir en sa faveur. Cornet d'Incourt, le 24 novembre, le priait d'agir « pour obtenir de bonnes élections » au grand collège d'Amiens. « Il me semble, disait-il, que vous et La Bourdonnaye pouvez tout dans cet admirable collège ». Rieux-Songy lui demandait (15 novembre) d'adresser une réponse aimable au chevalier de Bussy « qui a dépensé beaucoup de zèle comme président du collège d'Arles (2) ». « On me fait écrire à toute la terre, » dit-il lui-même à Mme de Duras le 11 novembre. Et les policiers confirment de leur côté en écrivant le 14 : « Sa correspondance depuis quinze jours a été immense. »

Aussi bien entendu, était-il enthousiasmé par le résultat des élections ; et, toujours vibrant, comme il se lamentait la veille des fautes de son parti, il prenait joyeusement part à ses succès. « Quelle chance,

(1) *Corr. gén.*, II, 76.

(2) Lettres copiées par la police. Voir L. THOMAS, *ouv. cit.*

et comme on peut marcher si l'on veut, » écrit-il le 15 novembre à Mme de Duras. « Nous allons aux nues, » écrivait-il le 19. Seulement il connaissait trop ses collègues pour se faire des illusions. Il n'ignorait pas les difficultés qui allaient se présenter. « C'est dommage, ajoute-t-il, nous aurions pu sauver la France si nous avions commencé six mois plus tôt. Maintenant il est trop tard parce qu'il est clair que la vanité ne voudra pas se sacrifier à la monarchie (1). »

Chateaubriand avait raison d'être content ; il n'avait pas tort non plus de s'inquiéter. Tout heureux que fût le résultat des élections, il était facile cependant aussi, à qui connaissait les hommes, de prévoir que les royalistes ne sauraient pas profiter de la situation.

A cause de l'aveuglement du duc de Richelieu, à cause de la timidité et de l'étroit égoïsme de Villèle, ils allaient, nous allons le voir, au lieu de prendre hardiment le pouvoir, se laisser empêtrer dans des marchandages grâce auxquels les vieux routiers de l'Empire, pendant un an encore, parviendraient à rester aux affaires, et surtout sèmeraient, entre les divers groupes de droite, des germes de discorde si durables que tous les ministères qui allaient suivre en demeureraient infectés. Les efforts de Chateaubriand pour réagir, pour ramener l'union, n'allaient parvenir à établir que des accords instables et précaires et déjà, dans la politique de 1820, la chute de la monarchie dix ans plus tard s'annonce et se devine.

Malgré la surprise et la déception que le résultat des élections leur apportait, les gens de l'Empire ne songeaient nullement à céder la place. Sans doute, ils étaient quelque peu embarrassés par la grosse et imprévue majorité royaliste que les élections avaient donnée ; ils étaient inquiets des prétentions qu'allaient avoir, en rentrant à la Chambre, les anciens députés de 1815, si maltraités depuis quatre ans. Ils se rendaient compte que, de toute façon, pour pouvoir gouverner, il allait falloir faire, de gré ou de force, quelques concessions à la droite et sans doute lui abandonner enfin quelques portefeuilles. Mais ils étaient décidés eux-mêmes à ne pas se laisser écarter. Avec leur roublardise de vieux habitués des ruses politiques, ils allaient jouer de tous les arguments et prendre par son faible chacun des adversaires.

On leur reprochait d'avoir été les collaborateurs de Decazes, d'avoir soutenu sa politique de gauche. Mais, faisaient-ils valoir au duc de Richelieu et aux modérés, n'avaient-ils pas depuis donné des gages ? Si les élections dernières avaient été à droite, n'était-ce pas eux qui les avaient préparées ? Ils oubliaient de rappeler que, s'ils l'avaient

(1) *Corr. gén.*, II, 83, 84, 86.

fait, c'était contraints et forcés parce que leurs anciens amis du centre gauche les abandonnaient. Ils rappelaient, ils faisaient valoir l'expérience qu'ils avaient acquise depuis trente ans sous tous les régimes ; et le menton assis sur leur grosse cravate, avec cette solennité gourmée et importante qui exaspérait tant Chateaubriand, ils faisaient sonner la supériorité que, sur les royalistes nouveaux venus, leur donnait une si longue pratique et proclamaient leur dévouement au roi comme ils avaient fait autrefois à Napoléon.

Sans doute les ultras d'extrême droite, La Bourdonnaye, Donnadieu, les royalistes à qui Chateaubriand naguère avait appris à se défier du système des intérêts révolutionnaires, savaient à quoi s'en tenir sur ce plaidoyer et sur la sincérité de la conversion proclamée si haut. Ils n'oubliaient « ni les abatis de préfets royalistes » au temps de Decazes, ni les scandales de la *conspiration du bord de l'eau*, ni les promesses vaines faites depuis et non encore tenues ; ils savaient les liens secrets des ministres avec la gauche, leur « indulgence » pour les responsables de la conspiration d'août ; et surtout, comme Chateaubriand le leur avait appris dans *la Monarchie selon la Charte* et avec une fermeté que les hommes de droite ont, trop souvent depuis, laissée à leurs adversaires, ils comprenaient que, du moment qu'on joue le jeu parlementaire, il faut le jouer tout entier.

Ils savaient que si souple que soit un adversaire vaincu, tant qu'il tient l'administration, il est le maître ; et que c'est avec des hommes à soi au pouvoir qu'une majorité parlementaire gouverne.

S'ils ne réclamaient pas le renvoi du ministère tout entier (ils avaient trop pour cela le souci de la stabilité gouvernementale), ils exigeaient au moins l'essentiel, c'est-à-dire l'Intérieur et la Police ; et ils menaçaient, si on leur refusait ce qu'ils demandaient, d'empêcher par une opposition systématique le ministère de vivre. « Il s'agissait, disait le duc de Richelieu, d'éloigner deux ministres, Siméon et Portal, plus en butte à ce moment que les autres à la haine du parti royaliste. » (Ce n'est pas sans raison que les royalistes n'aimaient ni Portal, l'homme qui en 1816 proclamait la nécessité d'un changement de dynastie à la mort de Louis XVIII, ni Siméon, lequel, on s'en souvenait, avait jadis au Tribunat traité publiquement les Bourbons de famille de dégénérés (1).)

« Ce changement entraînait celui de M. Mounier et de M. Anglès, préfet de Police. C'était le vœu secret du parti qui poussait Monsieur : l'entourage de ce prince était convaincu qu'en tenant entre ses mains

(1) Voir DUVERGIER DE HAURANNE. Ouv. cit.

l'administration et la police, c'était être maître du royaume. Car on comptait bien remplacer les membres sortants par des hommes dont on serait sûr. »

Tout ce programme était sage et juste. C'est pourquoi les ministres n'en voulaient à aucun prix ; et le bon duc de Richelieu qui, pour s'être trop longtemps et presque contre toute évidence, fait le défenseur de la vertu de Decazes, qui ne plaisait guère aux royalistes, et leur en voulait bien entendu de cette défaveur, se laissait convaincre et aveugler. Et ému par les récentes protestations de fidélité de ses collègues, il s'écriait scandalisé : « qu'il lui paraissait étrange que l'on voulût changer des hommes qui venaient de donner de si grandes preuves de courage et de dévouement. »

Le malheur est que Richelieu n'était pas seul à penser ainsi. Derrière lui, d'autres royalistes, Villèle tout le premier, ne comprenaient pas davantage et se persuadaient ou tentaient de se persuader, une fois de plus, de la sincérité de la conversion des ministres.

Ceux-ci là-dessus se rassuraient et préparaient leur plan de défense. Ils commençaient par proclamer qu'ils étaient décidés à demeurer tous unis, et ils déclaraient ouvertement, rapporte Villèle (30 novembre) : « qu'aucun des ministres actuels ne pouvait honorablement se retirer et avoir l'air d'être chassé par l'arrivée des royalistes (1). » Ils suggéraient, ajoute Villèle, que pour éviter des surprises nouvelles, on ne fit pas d'élection pendant cinq ans et on prolongeât d'autant les pouvoirs de la Chambre, sous le prétexte de substituer au bout de ce temps le renouvellement intégral au renouvellement par cinquième.

Puis, comme il fallait tout de même calmer ou neutraliser la majorité de droite, aussitôt le résultat des élections connu, on écrivait à Villèle pour presser son arrivée à Paris et, une fois de plus, on lui offrait dans le ministère une petite place pour lui, et, s'il le fallait, pour son ami Corbière, en proposant soit de créer deux ministères nouveaux, soit de les nommer ministres sans portefeuille. On préférait du reste s'entendre avec Villèle seul et, dit Pasquier (2) : « rompre cette association si complète qui existait entre lui et M. de Corbière. »

Les ministres avaient, en effet, leurs raisons pour chercher à s'entendre avec Villèle. Voilà déjà quelque temps que celui-ci jouait, presque ouvertement d'ailleurs, un double jeu.

Depuis cinq ans qu'il siégeait à la Chambre sur les bancs de l'extrême droite, il avait pris part à toutes les entreprises de son

(1) *Mémoires*, II, 414.

(2) *Id.*, IV, 62.

parti, il avait collaboré au *Conservateur*, il assistait régulièrement aux séances de la réunion Piet. Mais, en même temps, tandis que ses amis politiques soutenaient la nécessité d'une opposition systématique et renversaient Decazes, lui, nous l'avons vu, bien que sans beaucoup croire à l'honnêteté des ministres, avait travaillé personnellement à se rapprocher d'eux.

Après la chute de Decazes, il avait poursuivi et accentué la même tactique. Il avait, malgré son parti, soutenu et voté les lois d'exception. A peine rentré à Paris, après les élections, il avait repris ses négociations avec les ministres.

Ce n'était pas qu'il se fît à ce moment plus d'illusions qu'auparavant : « La faiblesse et l'égoïsme » dominant toujours, écrivait-il, le 30 novembre, en parlant d'eux. — « On a toujours peur d'en faire trop pour les royalistes, » écrivait-il le 6 décembre (1).

Mais en même temps, plus que jamais, les projets d'opposition des royalistes l'exaspéraient. Sans cesse dans ses lettres, il se lamentait de l'exaltation de ceux qu'il appelait « nos fous », « la bande exaltée ». Il se plaignait (13 décembre) de la disposition à l'hostilité de leur part et « de la difficulté infinie pour nous (lui et Corbières) à les maintenir dans une bonne voie (2) ».

Il était bien évident, certes, qu'il y avait à droite, parmi ceux qui proclamaient la nécessité de l'opposition, quelques exaltés. Mais étant donné l'obstination et le cynisme de leurs adversaires, leurs violences étaient, à ce moment-là, très excusables, et leurs menaces d'opposition fort utiles ; et sans doute aurait-on obtenu bien davantage si Villèle, par politique au moins, avait soutenu ouvertement ses amis au lieu de lutter contre eux sans cesse et de les desservir.

Mais, ne l'oublions pas, ce n'était pas seulement des raisons de politique seules qui guidaient Villèle. Consciemment ou non, nous l'avons vu, nous le verrons encore mieux l'année suivante, il ne souhaitait pas de voir le parti royaliste, et surtout les plus en vue de ses chefs, prendre une trop grande influence. Il avait, plus que personne, contribué à faire mourir le *Conservateur*. Au lieu de chercher, comme il convenait à un chef de parti, à arriver aux affaires avec ses amis, il préférait faire bande à part : « Le ministère, disait-il, en effet lui-même, sait bien que je suis plus facile et de meilleure composition, aussi me voudrait-il à tout prix dans son sein (3). »

La manœuvre, si elle était peut-être avantageuse pour Villèle et pour les ennemis de la droite, était, on le voit, très dangereuse pour

(1) *Mémoires*, II, 414-419.

(2) *Id.*, I, 424.

(3) *Id.*, II, 421.

la monarchie. Elle était en outre, d'ailleurs, pour Villèle lui-même, très délicate à mener à bien. Car, tout en souhaitant rester en bons termes avec les ministres, en homme prudent, il se rendait compte qu'il avait beaucoup à perdre s'il se brouillait tout à fait avec son parti. Aussi ne menait-il la négociation qu'avec lenteur et quelque hésitation.

Mais les ministres, au contraire, soit que la négociation échouât, soit qu'elle réussît, n'avaient, pensaient-ils, rien à perdre, et tout à gagner. Si Villèle entraît au ministère, il serait un collègue peu gênant et commode, il réclamerait peu de chose pour son parti qu'il n'aimait pas. « Il serait, dit Pasquier, le moins gênant. » Peut-être même son attitude impatienterait-elle les ultras, et le parti royaliste serait-il divisé.

Si, au contraire, il se retirait pour n'avoir pu faire accepter sa combinaison par les royalistes, ce serait peut-être encore mieux. En effet, tandis que les ultras se jetteraient dans l'opposition, Villèle, qui lui, on le savait, resterait de toute façon partisan d'un accord et ne voudrait à aucun prix marcher à la remorque de l'extrême droite, se séparerait de celle-ci, ferait bande à part, et entraînant avec lui un certain nombre de modérés, continuerait plus ou moins ouvertement à soutenir les ministres. La majorité royaliste qui, unie, était très dangereuse, serait, de cette façon encore, divisée et sans force, les hommes de l'Empire pourraient continuer à gouverner et à rester les maîtres. Et Villèle lui-même reconnaît, le 1^{er} décembre : « On est fort combattu entre nous prendre comme collaborateurs et nous perdre pour contenir le côté droit. »

Les ministres ne se contentaient pas, du reste, de négocier avec Villèle. En même temps, pour réduire encore la force de cette opposition de droite qui les menaçait et qu'ils redoutaient, ils s'attaquaient à Chateaubriand.

Chateaubriand, en effet, était une force. Sans lui, séparés de Villèle, les ultras d'extrême droite ne risquaient pas d'être dangereux pour les avides intrigants habitués depuis si longtemps à utiliser les arguments les plus variés, afin de se maintenir sous tous les régimes.

Mais avec lui, c'était une autre affaire. On connaissait son immense prestige sur l'opinion, on savait la puissance de sa plume, on savait, fait remarquer Pasquier, « qu'il disposait d'une des feuilles publiques des plus répandues, le *Journal des Débats*, dont les rédacteurs et propriétaires principaux lui étaient dévoués jusqu'au fanatisme (1) ». On l'avait vu triompher de Decazes, et l'on craignait, s'il se reje-

(1) *Mémoires*, V, 62.

taît dans l'opposition, d'avoir affaire à trop forte partie. Il était donc, dit Pasquier, à ménager.

Mais Chateaubriand n'était pas homme à se laisser, comme Richelieu, aveugler par des promesses et des protestations de dévouement ; il n'était pas homme, comme Villèle, à se laisser détacher de son parti. Ce n'était pas qu'il se fit plus qu'un autre d'illusions sur les exagérations, sur les maladresses, sur les jalousies de certains ultras : il avait été lui-même, tout le premier, leur victime, et il devait l'être encore. Mais malgré cela, il n'avait, depuis la Restauration, jamais cessé de proclamer la nécessité, pour les royalistes, de demeurer unis, et de soutenir que l'essentiel en politique, pour aboutir, est de marcher avec son parti. Il avait, lui-même, prêché d'exemple en sacrifiant *le Conservateur* plutôt que de laisser paraître son différend avec Villèle. Et d'ailleurs il estimait que ce que demandaient à ce moment les ultras était parfaitement juste et que, si on ne voulait pas pousser les exaltés à faire des folies et des imprudences, il ne fallait pas les exaspérer en leur refusant tout.

On sait, il l'avait encore montré pendant la campagne électorale en soutenant La Bourdonnaye et Donnadieu, qu'il était pleinement d'accord avec ceux qui, à droite, refusaient de faire confiance à la récente conversion des ministres et qui voulaient des royalistes au pouvoir ; il venait même depuis peu d'adhérer à un petit comité où quelques ultras, groupés par Laborie et Hyde de Neuville (1), travaillaient à organiser et à diriger l'action et l'influence de leur groupe.

Et si les royalistes, mécontents de ne pouvoir obtenir au gouvernement la place à laquelle ils avaient droit, se décidaient à user de leur majorité, et, par une opposition systématique, à renverser le ministère qui, on le sait, ne pouvait vivre sans eux, Chateaubriand, il ne le cachait pas, était décidé à les soutenir.

Avec la menace constante d'une attaque de sa part, on ne devait jamais être tranquille. Aussi, puisqu'on ne pouvait ni le conquérir, ni le détacher, il ne restait pour les ministres qu'une solution, le maîtriser et l'écarter. On allait tenter de se débarrasser de lui en l'éloignant de France.

Déjà, avant les élections, au moment où pour tâter le terrain on avait fait quelques avances à la droite, en même temps qu'on avait fait à Villèle des offres de ministère, on avait suggéré qu'à Chateaubriand pourrait être donnée une ambassade, une ambassade bien lointaine et pas trop importante, ni Londres, ni Vienne, ni Madrid, par exemple ; mais peut-être Constantinople ou plutôt Berlin.

(1) Voir *Mémoires d'Hyde de Neuville*, chap. XII, p. 487.

Berlin présentait le double avantage d'être éloigné et de second ordre. Chateaubriand n'y aurait même pas le titre d'ambassadeur, mais seulement de ministre plénipotentiaire.

La solution évidemment était ingénieuse. Elle avait, dit Pasquier (1), « l'avantage de l'éloigner de Paris, et, ajoute-t-il par un adroit euphémisme, de lui permettre de rompre certaines relations gênantes avec des royalistes exaltés ». (C'était moins, il est vrai, Pasquier oublie de le préciser, pour Chateaubriand que ses relations étaient gênantes que pour les ministres.)

Ce qui facilitait la négociation, c'est qu'à peine formé, le projet des ministres allait trouver à droite aussi un appui parmi tous les hommes que Chateaubriand gênait et qui étaient jaloux de lui. Sans doute, plus tard, quelques-uns de ses vrais amis remarqueront, comme Laborie (dans une lettre à Hyde de Neuville, d'avril 1821) (2), « que son départ aura été une perte immense ». Monsieur, d'autre part, semble un moment avoir souhaité qu'il ne quittât pas la France (3). Mais à côté de cela, Villèle était très content de voir éloigner son rival et, selon sa propre expression : « il catéchisait Chateaubriand pour que celui-ci ne refusât pas (4). » Sans cesse dans ses lettres, il manifestait sa crainte que Chateaubriand ne se décidât pas à partir.

Le vicomte de Montmorency, de son côté, s'entremettait avec zèle pour faire consentir Monsieur (5) ; il faisait, pour convaincre Chateaubriand, intervenir Mme Récamier, laquelle, il semble bien, prêta son concours avec empressement (6).

Chateaubriand avait d'abord refusé. Mais les négociateurs le pressaient et le cajolaient. Ils lui faisaient valoir que son départ serait une preuve de la réconciliation du ministère avec les royalistes ; ils lui faisaient valoir qu'il n'était pas riche, que son traitement de ministre plénipotentiaire lui permettrait d'arranger ses affaires, d'autant plus que, sans doute, promettait-on, on allait lui rendre bientôt le titre et le traitement de ministre d'État qui lui avaient été enlevés en 1816. D'ailleurs, on l'assurait que son absence serait courte, qu'il serait bientôt rappelé, et enfin, on tentait de lui expliquer que si, au lieu de le garder à Paris et de lui faire une place dans le ministère, on l'envoyait à Berlin, c'est que le roi qui lui en voulait toujours de son ancienne opposition, n'accepterait que diffi-

(1) *Mémoires*, V, 67.

(2) Hyde de NEUVILLE, *Mémoires*, chap. XII, p. 487

(3) Voir *Corr. gén.*, II, lettre n° 373.

(4) *Mémoires*, II, 429.

(5) Lettre à Mme Récamier du 21 novembre, citée par Mme LENORMANT : *Souvenirs et correspondances*, et par HERRIOT : *Mme Récamier et ses amis*.

(6) Voir *Corr. gén.*, II, 87, la lettre du 21 novembre de Chateaubriand à Mme Récamier.

cilement de le voir tout de suite entrer au conseil, et qu'il lui fallait auparavant « passer par un poste intermédiaire ».

Ce dernier argument était étrange dans la bouche de ceux qui, cinq ans auparavant, n'avaient pas craint de faire violence à des susceptibilités autrement vives et autrement légitimes du roi, quand ils lui avaient imposé de prendre pour ministre Fouché. Chateaubriand, pourtant, n'était pas complètement insensible aux arguments qu'on lui opposait. Il ne lui déplaisait pas de voir cesser les terribles difficultés d'argent, dans lesquelles il se débattait depuis le début de la Restauration ; il était heureux de voir s'offrir une occasion de montrer aux politiciens si fiers de leur expérience qu'il était autant qu'un autre capable de se plier aux affaires. D'ailleurs, à la seule pensée d'un départ, son goût des voyages se réveillait ; et puis la diplomatie l'avait toujours tenté et on lui faisait entrevoir la possibilité d'arriver un jour aux Affaires étrangères, par le chemin des ambassades.

Il était loin pourtant d'être enthousiaste. Il estimait, non sans raison qu'il aurait pu, autant qu'un autre, avoir droit à un portefeuille (1). Il ne se faisait pas non plus d'illusion sur les raisons pour lesquelles ses adversaires et certains de ses amis politiques avaient, les uns et les autres, tant de hâte à le voir partir : « En m'éloignant, on a ses raisons, écrivait-il le 7 décembre, à M. de la Mare (2). » Il savait très bien qu'à Paris il pouvait être beaucoup plus utile au parti royaliste et à la monarchie en soutenant les justes réclamations de la droite et en contenant l'exaltation des imprudents : « Pourquoi m'a-t-on laissé aller, écrira-t-il le 24 février à Mme de Puisieux, je retenais les fous, j'empêchais les levées de boucliers, je prévenais les divisions. » Et à Pasquier lui-même, à propos d'un scandale provoqué par le général Donnadiou, il écrira de Berlin, le 6 février : « Je regrette de ne pas m'être trouvé plus près de lui pendant la présente session. J'ose me flatter qu'il aurait gardé une mesure dont sa position particulière aurait augmenté la noblesse (3). »

Pour lui-même enfin, pour son prestige, pour son autorité personnelle, mieux aurait valu, il le savait bien, ne pas accepter ; et son orgueilleux dédain des intrigues par lesquelles tant de médiocres arrivent aux honneurs lui faisait envisager sans crainte cette solution : « Vous sentez bien, écrivait-il le 17 novembre à Mme Réca-

(1) « Qu'y aurait-il eu de surprenant, écrivait-il le 20 mars suivant à Mme de Duras, si j'avais demandé pour mon lot l'Instruction publique ? Mes droits ne valent-ils pas ceux de Corbières, et la France eût-elle été surprise de voir l'auteur du *Génie du christianisme* gouverner les générations de la nouvelle monarchie ? » *Corr. gén.*, II, 205.

(2) *Corr. gén.*, II, 90.

(3) *Id.*, II, 175, 137.

mier, que je n'ai pas la tête tournée de la proposition. J'ai bien réfléchi à ce que vous m'avez dit si je refusais tout. Plus j'y pense, moins je m'effraye, je trouve la place que j'ai excellente, je ne demande rien, je ne sollicite rien (1). »

Rien ne nous donne le droit de voir là une comédie comme se sont plu à le faire ceux qui, pour n'avoir étudié Chateaubriand que par le récit de ses ennemis, n'ont présenté de lui qu'une caricature. Bien au contraire, ses hésitations et ses répugnances se justifient parfaitement.

Puisqu'en effet on se moquait des royalistes, puisqu'on leur refusait toutes les places, puisque tous les efforts de conciliation ne rencontraient que l'hypocrisie et la mauvaise foi, il n'avait peut-être pas tort de penser que mieux aurait valu, avec les intransigeants d'extrême droite, reprendre franchement l'opposition et faire tomber par la violence le ministère qui ne savait pas avoir le courage de faire lui-même les concessions nécessaires.

La menace n'était pas vaine. A la seule nouvelle que Chateaubriand refusait de partir et retournait à l'opposition, les ministres s'inquiétaient. Villèle se troublait et se lamentait dans ses lettres. L'extrême droite se faisait plus exigeante.

Le malheur seulement, et Chateaubriand ne l'ignorait pas, c'est que reprendre l'opposition c'était diviser le parti royaliste. Jamais Villèle, si attentif qu'il fût à garder la liaison avec la droite, n'aurait le courage et la franchise de la suivre dans l'opposition, de se confondre avec elle et de rompre avec les ministres. Chateaubriand, à un dîner, le 20 décembre, pouvait lui dire à lui-même : « Que fait aux royalistes votre refus d'entrer dans le ministère, puisque votre intention est de marcher avec lui et de voter ses projets de loi (2)? » Et la droite divisée, c'était pour Chateaubriand le plus grand malheur, car c'était le champ ouvert aux intrigues des ministres et l'affermissement de leur pouvoir.

Alors, inquiet, travaillé de scrupules, au milieu des intrigants qui de côté et d'autre l'assaillaient, il hésitait longuement. Un jour il laissait annoncer dans les journaux sa nomination ; il tentait, dans les lettres qu'il écrivait, de se persuader lui-même qu'il faisait bien d'accepter ; puis de nouveau il refusait et, soulagé, il écrivait le 18 novembre : « Depuis que cette maudite ambassade est allée à vau-l'eau, je me sens déchargé du poids d'une montagne (3) ». Enfin, en désespoir de cause, il croyait avoir trouvé une solution.

(1) *Corr. gén.*, II, 85.

(2) Rapports de police, cités par L. THOMAS, *ouv. cit.*

(3) *Corr. gén.*, II, 86.

Si, forts de l'appui qu'ils pensaient trouver auprès de Villèle, les ministres se trouvaient assez puissants pour tout refuser à la droite ; si Villèle, de son côté, malgré les déceptions que lui apportaient les tentatives d'accord avec les ministres, refusait obstinément de se rallier à l'opposition, Villèle n'en était pas moins cependant, Chateaubriand le savait, embarrassé par la pensée d'une rupture ouverte avec son parti, et souhaitait, pour sa propre autorité vis-à-vis des ministres, n'avoir pas à redouter l'opposition des royalistes.

On mettrait donc à Villèle le marché en main. S'il voulait que l'extrême droite renoncât à faire de l'opposition et, puisque les ministres s'opposaient au renvoi de Portal et ne voulaient accepter d'autres représentants de la droite que lui et Corbière, il n'avait qu'une ressource : accepter la place que lui offraient les ministres en s'engageant vis-à-vis des royalistes à être leur représentant au Conseil, à soutenir leur programme politique, à réclamer pour eux dans l'administration les places auxquelles ils avaient droit.

Moyennant quoi et à cette condition seule, Chateaubriand usant de l'autorité qu'il possédait sur l'extrême droite, se faisait fort d'empêcher celle-ci de faire de l'opposition ; et lui-même accepterait de s'effacer et de partir pour Berlin. De cette façon au moins on sauvegarderait l'avenir et on empêcherait la division des royalistes.

Cette négociation, tentée par Chateaubriand en désespoir de cause, réussissait. Villèle et Corbière d'une part, les ultras d'une autre acceptaient ; les ministres enfin promettaient de soutenir les réclamations des royalistes. Le 20 décembre, après deux mois de négociation, Chateaubriand écrivait au duc de Richelieu (1) : « J'ai vu les deux amis. Villèle consent enfin à entrer ministre secrétaire d'État au Conseil sans portefeuille si Corbière consent, de son côté, à entrer au même titre avec la direction de l'Instruction publique. Corbière, de son côté, veut bien entrer à ces conditions moyennant l'approbation de Villèle. Ainsi il n'y a plus de difficultés. » Et le même jour le duc de Richelieu lui répondait : « Je vous remercie d'avoir fait aboutir l'affaire aussi vite. J'espère que nous arriverons à une heureuse conclusion (2). »

En citant cette dernière lettre dans ses *Mémoires*, Chateaubriand déclare : « J'étais devenu le maître de la France politique par mes propres forces. On ne se doute guère que c'est moi qui ai fait le premier ministère de M. de Villèle et qui ai poussé le maire de Toulouse dans la carrière. »

Bien évidemment Chateaubriand exagère quand il déclare qu'il

(1) *M. O.-T.*, IV, 172.

(2) *M. O.-T.*, IV, 173.

était devenu le maître de la France politique. Lui-même, dans cette affaire, avait dû faire bien des concessions. N'attachons pas non plus trop d'importance à la façon dont vingt ans plus tard, à soixante-dix ans, il résumait et simplifiait les négociations dans ses *Mémoires*. Mais fions-nous encore moins à la façon dédaigneuse avec laquelle Pasquier, de son côté, parle des « services que Chateaubriand prétendait avoir rendus en cette circonstance (1) ».

C'est bien, en fait, par lui que la négociation finale avait été menée ; c'est grâce à *lui* qu'elle avait abouti. Richelieu et Montmorency le reconnaissent de façon incontestable dans les lettres qu'il a lui-même publiées à ce sujet dans ses *Mémoires*. C'est son prestige personnel qui avait détourné les royalistes de rentrer dans l'opposition et qui avait évité une rupture dont les ennemis de la monarchie auraient été seuls à profiter. La preuve nous en est fournie par le rapport des espions de police qui écrivent le 23 décembre (2) : « Une foule de royalistes sont venus le voir pour lui demander si c'était bien sur sa demande à lui que Villèle et Corbière étaient nommés ; il a répondu que rien n'était plus vrai. Il a montré à ceux qu'il connaissait le plus la lettre qu'il a reçue de M. de Richelieu. »

Ce sont enfin les promesses et les engagements qu'il avait exigés et obtenus de Villèle et des ministres qui l'avaient décidé à rallier la droite et à organiser la nouvelle combinaison ministérielle.

La preuve est que sans cesse pendant les mois suivants il rappellera ses promesses dans les lettres qu'il adressera à Pasquier ; et celui-ci, à aucun moment dans ses réponses, ne tentera de les nier.

C'est bien lui par suite qui avait fait arriver au pouvoir les deux représentants de la droite. C'est bien lui qui avait empêché la rupture de la majorité royaliste de la Chambre, et préparé les voies à une politique, cette fois, royaliste. En même temps que son prestige par cette négociation apparaissait, il montrait autant de désintéressement que de lucidité ; et nous pouvons comprendre maintenant pourquoi, quelques mois plus tard, il avait le droit d'écrire à Mme de Duras le 24 février 1821 (3) : « On me doit la majorité actuelle, je pouvais la rompre comme je l'ai formée en poussant Corbière et Villèle au ministère. Et demain, si je le voulais, je couperais cette majorité en deux. Certes je ne le veux pas, mais je ne veux pas non plus qu'on me mystifie et qu'on se joue de ma simplicité. » La meilleure preuve qu'il n'exagérât pas en parlant ainsi, c'est, nous le verrons, que la

(1) *Mémoires*, IV, 66.

(2) Voir L. THOMAS, *ouv. cit.*

(3) *Corr. gén.*, II, 173.

combinaison s'écroulera, le jour où il constatera que les engagements pris envers lui ne seront pas tenus.

Certes d'ailleurs la solution à laquelle il s'était ainsi rallié était loin d'être parfaite. La droite n'obtenait qu'une place bien mince dans le ministère; l'accord négocié avec de vieux politiciens aussi retords que les ministres et un parlementaire aussi soucieux de ménager ses ennemis que Villèle, demeurerait bien instable; et son propre éloignement était un danger.

Il est vrai qu'il s'était heurté à des obstacles bien difficiles à surmonter. Ce n'était pas sa faute si Richelieu, aveuglé par ses collègues, se défiait systématiquement de la droite; ce n'était pas sa faute si Villèle, préparant patiemment son propre accès au pouvoir, avait, consciemment ou non, travaillé, pour mieux écarter ses rivaux possibles, à empêcher ou à éviter tout au moins l'union de son parti; et enfin, ce n'était pas sa faute si on lui reprochait à lui-même son titre d'homme de lettres et si on soutenait qu'il lui fallait un stage dans la diplomatie avant de mériter d'être considéré comme un véritable homme d'État.

Dans la mesure du possible, il avait montré sa sagesse et son désintéressement, quand, après avoir usé de son influence pour assurer l'union, il s'éloignait, il acceptait un poste de second plan, alors que son prestige lui donnait le droit de réclamer et d'obtenir bien davantage, ou que, s'il l'avait voulu, une politique d'opposition lui aurait assuré un rôle beaucoup plus brillant.

Peut-être même peut-on dire qu'il aurait dû, aussi bien pour son parti que pour lui-même, se montrer plus exigeant. Malheureusement, écrivait-il lui-même un peu plus tard (10 avril 1821) (1), « jamais je ne pourrai vaincre les médiocrités jalouses et les défauts de mon caractère. » Il demeurerait gêné par cette espèce de modestie trop orgueilleuse et trop hautaine qui devait l'embarrasser tant de fois au cours de sa carrière. « Je ne veux mettre ni passion, ni orgueil, ni taquinerie à refuser (2), » écrivait-il un jour à Mme Récamier à propos de l'ambassade. Il ne savait, il n'osait réclamer pour lui-même que par à-coups trop brusques et trop hautains, et c'était là sans doute, pour un homme d'État, un défaut et une faiblesse.

Mais gardons-nous, à cause de cela, de prendre pour parler de lui le ton persifleur et injurieux auquel depuis trop longtemps les critiques sont habitués. Que sont sa gêne, ses excès de délicatesse, son impatience à côté des torts autrement graves de ses adversaires sans

(1) *Corr. gén.*, II, 242.

(2) *Id.*, II, 85.

scrupule? Jules Lemaître lui a reproché d'avoir déclaré qu'il « servait le roi sans illusions » et d'avoir « exalté certains principes tout en en détestant les représentants ». Au lieu de nous scandaliser, avouons que dès 1820, quand, après avoir vu pendant quatre ans la cynique équipe des politiciens de l'Empire accaparer le pouvoir grâce à la complicité de Decazes, il voyait l'aveugle et rancunière naïveté de Richelieu, la timidité de Villèle empêcher l'union des royalistes pour une réaction féconde, les raisons de douter de l'avenir de la monarchie ne manquaient pas à un homme dont l'esprit était aussi lucide que le sien.

« S'il a souvent affiché des convictions, a osé dire M. Paléologue, elles n'ont jamais été que l'effet de son humeur, la formule plus ou moins déguisée de ses convoitises et de ses rancunes (1). » Non seulement, un tel jugement est injuste, mais même nous pouvons dire que somme toute, malgré ses défauts et ses maladresses, Chateaubriand, en 1820, avait été le seul à voir clairement quel était l'intérêt de la monarchie. Il avait donné à la crise ministérielle une solution sinon parfaite, au moins acceptable ; grâce à lui, la division du parti avait été évitée ; les royalistes, malgré la coalition des intérêts révolutionnaires, avaient pris pied au ministère ; la défaite de la gauche secrètement antidynastique allait s'accélérer ; et la monarchie des Bourbons voyait de nouveaux espoirs s'ouvrir pour elle.

* * *

Le 21 janvier 1821, par un jour de grand froid où la Seine était gelée, Chateaubriand quittait Paris : « Pour la première fois, écrit-il dans ses *Mémoires*, je courais sur les chemins avec les comforts de l'argent. Je revenais peu à peu de mon mépris des richesses. Je commençais à sentir qu'il était assez doux de rouler dans une bonne voiture, d'être bien servi, de n'avoir à se mêler de rien, d'être devancé par un énorme chasseur de Varsovie, toujours affamé, et qui, à défaut des Russes, aurait, à lui seul, dévoré la Pologne (2). »

Pour un court moment, il était heureux. Après l'agitation et l'inquiétude des mois précédents, le succès de la négociation qu'il avait menée à bien pouvait, au moins momentanément, le rassurer. Il avait des raisons de croire que les leçons données par lui allaient

(1) Maurice PALÉOLOGUE, *Romantisme et Diplomatie*.

(2) *M. O.-T.*, IV, 180.

porter ; que les fautes et la dangereuse politique de gauche des années précédentes allaient pouvoir être abandonnées. Le roi, dans son audience de congé, lui avait dit : « Nous commençons une ère nouvelle. » On lui avait fait espérer également qu'il trouverait, en arrivant à Berlin, son titre de ministre d'État dont il avait été naguère privé par Decazes, et que l'arrivée de ses amis au pouvoir devait lui faire rendre.

S'il partait enfin, il avait la promesse de ne pas rester longtemps absent. Les ministres l'avaient assuré qu'il serait bientôt rappelé. Son parti le réclamait, et déjà, quelques jours avant son départ, le 25 décembre, le *Journal des Débats* écrivait : « Sans doute son absence laissera un vide parmi nous. Qui pourra se flatter de remplir la place de l'illustre défenseur de nos libertés ? Disons pour notre consolation que cette absence ne sera peut-être pas de longue durée. »

De plus, il laissait derrière lui, non seulement les hommes politiques et leurs intrigues, mais aussi des amis dévoués qui allaient travailler à ne pas le laisser oublier : « Faites que je vous revoie bientôt et la France, écrivait-il le 3 janvier à Mme de Duras ; n'oubliez pas de tourmenter les amis pour le retour (1). »

En attendant, il avait de quoi prendre patience. Il avait d'abord la distraction du voyage lui-même qu'il a toujours aimée, qu'il a maintes fois analysée et dont il jouissait pleinement. Il goûtait « l'indépendance, le plaisir de rouler sur les routes ». Il avait trouvé « de très bons chemins, des postes très bien servies, d'excellentes auberges (2). » A travers les vitres de sa voiture, les paysages qu'il apercevait se mêlaient agréablement aux songes qu'éveillait le berceement des roues : « Car, devait-il écrire un jour, lorsqu'on regarde un paysage par la fenêtre quand on rêve à autre chose, il reste toujours dans la pensée un reflet de l'image qu'on a sous les yeux (3). » Et sa riche imagination cultivée, et toujours tournée vers la grandeur, méditait sur les belles et imposantes scènes d'histoire évoquées par les régions qu'il traversait. En Lorraine, d'abord, il avait retrouvé tous les souvenirs de la campagne qu'il avait faite en 1792 avec les émigrés ; il s'était rappelé sa jeunesse et les souffrances de la Révolution. Puis à Mayence, où le passage du Rhin l'arrêtait un moment, il découvrait, sous un ciel de brouillard et de neige, « la vieille Germanie dans toute sa beauté (4) » ; il rêvait l'en écoutant de très beaux chants dans une église. En même temps il notait avec

(1) *Corr. gén.*, II, 99.

(2) Lettres à Mme Récamier du 6 janvier. — *Corr. gén.*, II, 102.

(3) *M. O.-T.*, VI, 22.

(4) Lettre à Mme de Duras, *Corr. gén.*, II, 101.

intérêt les traces de bonne organisation laissées par l'administration française en Rhénanie.

Il se préparait enfin à son rôle d'ambassadeur en lisant les lettres écrites naguère de Berlin par Mirabeau ; dans son esprit passionné et vibrant naissaient les réflexions, les méditations générales et les retours sur lui-même, et le 6, en arrivant à Mayence, il écrivait à Mme de Duras une belle lettre hautaine et mélancolique :

« Savez-vous ce que j'ai fait en route ? J'ai relu les lettres de Mirabeau sur Berlin. J'ai été frappé d'une chose, c'est de la légèreté, de l'incapacité de ces hommes et de ce gouvernement qui voyaient la correspondance d'un pareil homme et qui ne devinaient pas ce qu'il était. Tout Mirabeau, et Mirabeau très supérieur, est dans cette correspondance diplomatique. L'avenir de l'Europe y est à chaque ligne. Cela fait mal à lire, mais aussi cela me fait faire de tristes réflexions. Quand ma correspondance vaudrait celle de Mirabeau, me connaîtra-t-on mieux ? J'ai prédit cinq ans l'avenir de la France. Ne m'a-t-on pas tout nié jusqu'au dernier moment... Mais, ajoutait-il fièrement, Mirabeau si outrageusement méconnu s'est vengé, et je ne me vengerai pas (1). »

Chateaubriand n'avait pas tort de se plaindre. La conspiration des haines et des jalousies a été si puissamment organisée pendant sa vie et depuis sa mort que tout le monde à peu près encore aujourd'hui lui dénie cette lucidité passionnée qui est le plus beau trait de noblesse de son caractère et que je voudrais tant parvenir à faire comprendre.

Enfin, le 13 janvier, il arrivait à Berlin. Il était reçu par les secrétaires et les attachés de l'ambassade qu'il trouvait charmants. Il descendait à l'hôtel en attendant de pouvoir s'installer dans l'immeuble que son prédécesseur avait loué. Il voyait les ministres, il se préparait à présenter ses lettres de créance au roi et dans la fièvre de l'arrivée il trouvait tout parfait.

Sans doute il allait, après les premiers moments, déchanter d'abord un peu. Bien vite il se rendait compte, ce dont il s'était déjà douté d'avance, que le rôle proprement diplomatique qui lui était réservé était mince. Les instructions qu'il avait reçues à son départ du ministre des Affaires étrangères déclaraient « qu'il n'aurait à s'occuper d'aucune affaire politique de haute importance (2) », toutes les négociations du moment étant concentrées au congrès de Laybach qui venait de s'ouvrir. La vie à Berlin était peu animée. A part quelques

(1) *Corr. gén.*, II, 101.

(2) Archives des Affaires étrangères, 23 janvier.

fêtes de cour « la société proprement dite est inconnue (1) », disait-il. « Berlin est un village assez morne. » Lui-même logeait dans un hôtel beaucoup trop grand et vide. Il avait des moments de mélancolie loin des nouvelles de France et loin de la politique où l'on multipliait sans doute les sottises et les rosseries.

Ses quelques mois de séjour à Berlin n'en constituent pas moins une des heureuses et des séduisantes périodes de sa vie politique. Après les pénibles hésitations des premières années de la Restauration, quand, sa première carrière littéraire achevée, il se demandait s'il lui serait possible de réussir une vraie carrière d'homme d'État, s'il ne trouverait pas la route barrée, s'il n'était pas plus digne et plus sage de s'enfermer dans une retraite pour laquelle, tout en la jugeant parfois nécessaire, il ne se sentait au fond pas encore destiné, il arrivait enfin sur un théâtre, sans doute encore de second plan, mais où sa personnalité si richement douée, sa belle intelligence si diverse allaient, pendant quelques mois, pouvoir s'épanouir ; et où, mêlant les fêtes de cour, les succès féminins, les travaux du diplomate, les négociations et les impatiences du chef de parti et les inquiétudes du citoyen soucieux de la grandeur de son pays, il allait donner une pleine mesure de ses talents et de son caractère.

Il avait été, dès l'abord, fort bien reçu à Berlin. La cour s'était mise en frais pour lui. Dès son arrivée, écrit dans ses *Mémoires* M. de Cussy, attaché à l'ambassade (2), « il fut accueilli à bras ouverts par la cour et la société... Certaines inflexions d'étiquette, qu'on se permettait à cause de lui, lui donnaient, plus souvent qu'à ses collègues, l'occasion de voir la famille royale. »

Dans ses *Mémoires*, il s'est lui-même longuement étendu sur l'amabilité que la jeune duchesse de Cumberland, « sœur de la jeune reine », montrait à son endroit ; il a évoqué les promenades qu'elle faisait en sa compagnie, il a publié d'elle des lettres, du reste charmantes ; et d'ailleurs, confirmant ce qu'il avait raconté lui-même, M. de Cussy nous assure que la princesse s'était éprise, pour lui, d'une admiration qui ne fit que croître après son départ.

Elle organisait en son honneur deux représentations d'amateurs, suivies de tableaux vivants dont les scènes étaient tirées de l'histoire de France. Elle l'invitait même à danser avec elle une polonaise à un bal officiel.

Hors de la cour, il était également fêté. Une célèbre cantatrice, Mme Solmar, donnait pour lui des concerts. Il rencontrait et voyait

(1) Lettres à Mme de Duras, *Corr. gén.*, II, 126.

(2) *Nouvelle Revue rétrospective*, n° 72.

fréquemment Humbolt, Ancillon, Chamisso, tous les hommes distingués de Berlin.

En même temps, ses amies de Paris se faisaient pour lui plus attentives et, dans l'éloignement, plus coquettes. Tandis que Mme Récamier lui envoyait de petits billets mystérieux écrits à l'encre sympathique, Mme de Duras, tantôt jalouse de sa rivale qu'elle devinait et que ses relations avaient soin de ne pas lui faire oublier, tantôt satisfaite de savoir son ami loin d'une influence qu'elle redoutait et sûre de reprendre, par correspondance, un avantage que son esprit, à elle aussi, inquiet, lui faisait souvent craindre d'avoir perdu, lui écrivait de longues lettres tour à tour impatientes et détendues : « Cher frère, lui disait-elle, cela me plaît de vous écrire et je me sens bien plus en disposition de causer avec vous à cœur ouvert en votre absence qu'en votre présence. Quand je vous vois, cela me distrait ; et puis j'ai peur que ce que je vous dis ne vous plaise pas. D'ici, je ne vous vois pas bâiller, ni faire cette mine renfrognée qui m'épouvante ou faire de grandes promenades dans ma chambre. » Et il devait garder de ces lettres un si charmant souvenir qu'il lui écrira plus tard : « Écrivez-moi comme à Berlin. »

Elle ne s'en tenait pas d'ailleurs aux amabilités. Toujours plus ambitieuse et plus orgueilleuse pour lui que lui-même, elle continuait à veiller aux intérêts de sa carrière ; elle lui écrivait : « Vous ne pouvez rester à Berlin dans votre situation politique. Vous auriez l'air d'être joué par ceux qui vous ont envoyé (1). » Et elle intervenait auprès de Villèle (le 18 janvier), pour faire nommer son ami plénipotentiaire au congrès de Laybach.

Lui-même donnait des réceptions fréquentes et brillantes. Malgré son absence de fortune, loin de profiter des circonstances pour faire des économies sur son gros traitement d'ambassadeur, il étalait, comme il le fera dans tous ses postes, un faste assez hautain selon les traditions des ambassadeurs d'ancien régime : « La France en effet, disait-il à M. de Cussy, occupe le premier rang, je suis fier de la représenter. Pour mon roi, pour mon pays, je tiens à m'endetter (2). »

Cependant il restait avec ses collaborateurs très simple et très cordial. Les secrétaires de l'ambassade, dit M. de Cussy, avaient été « un peu effrayés » en apprenant sa nomination. Ils redoutaient le grand écrivain, l'ultra intransigeant. Bien au contraire, ils eurent la surprise de trouver leur nouvel ambassadeur très accueillant, très

(1) Voir BARDoux. *La Duchesse de Duras*.

(2) Ouvrage cité.

facile de rapports. Tous les jours il faisait une promenade à pied en leur compagnie, il s'intéressait à eux, à leur carrière, à leur avancement ; après son départ, il demeurera en relations avec eux, il s'efforcera de leur rendre service. Une seule chose, chez lui, choquait M. de Cussy ; son intimité avec un homme aussi vulgaire que son secrétaire particulier, Hyacinthe Pilorge.

Somme toute, à ce moment, pour Chateaubriand, toutes sortes de beaux rêves qu'il croyait depuis longtemps irréalisables reprenaient vie : « Des princesses très réelles, dit-il, remplissaient le rôle de la sylphide de sa jeunesse » et, sous la fièvre du changement, son imagination et son esprit jouaient avec une activité nouvelle.

D'ailleurs, les affaires, les fêtes officielles lui laissaient beaucoup de loisirs : « Les soirées, disait-il, sont longues à Berlin » ; et il avait beaucoup de temps pour rêver et pour travailler. Avec sa tendance naturelle, malgré sa cordialité simple et ouverte, à se replier parfois sur lui-même ombrageusement, il s'enfermait alors dans son appartement « auprès d'un poêle à la figure morne » et il passait ses soirées à écrire. Car, ne l'oublions pas, il fut à toute époque un grand travailleur.

Il reprenait tout d'abord, avec un plaisir nouveau, ses *Mémoires*, que ses préoccupations politiques l'avaient forcé à abandonner depuis l'été 1817 ; et il rédigea alors quelques-uns des plus charmants passages consacrés à raconter son entrée dans la vie, ses débuts à la cour de Louis XVI et à l'armée.

Mais aussi et surtout, il donnait beaucoup de temps à sa correspondance diplomatique. En effet, on l'avait envoyé à Berlin pour expérimenter ses compétences d'homme pratique. Il fallait qu'il montrât officiellement de quoi il était capable. Sans doute, il ne se faisait pas d'illusions sur le métier. « Je connais trente imbéciles qui seraient d'excellents ambassadeurs, écrivait-il à Mme Récamier, le 23 janvier (1). » Cependant il tenait à faire voir à tous les médiocres professionnels de la diplomatie ce qu'un amateur comme lui pouvait faire : « Je soigne mes dépêches, car je veux qu'elles restent comme une preuve de ce que je pouvais faire en affaires, écrivait-il, le 6 février (2). »

Il comprenait d'ailleurs cette correspondance de façon assez originale. En effet, d'abord, par principe, il éliminait de ses lettres les commérages qui tenaient tant de place d'ordinaire dans les dépêches des ambassadeurs. Cela risquait de déplaire, mais qu'importe. « Mes

(1) *Corr. gén.*, II, 120.

(2) *Id.*, à Mme de Duras, II, 139, 156.

lettres, disait-il, mériteront un jour d'être lues et c'est l'essentiel... Vous avez peur de mes hautes dépêches, disait-il le 17 février, à Mme de Duras, et vous avez raison. Mais je le fais dans un autre but ; j'ai une vieille ou plutôt une jeune maîtresse que je soigne et à qui je veux plaire, devinez son nom. »

Ce n'était pas là sa seule originalité. Sans doute, selon les instructions qu'il avait reçues (1), il commençait à préparer un *Mémoire* sur la Prusse, dont il reste d'ailleurs fort peu de chose ; sans doute, il insérait dans ses lettres quelques observations, du reste assez indulgentes et plutôt superficielles, sur la situation intérieure de l'Allemagne et de la Prusse. Mais, de même qu'il n'insistait pas sur les commérages de la cour et de la ville, il ne semblait pas s'être soucié beaucoup de faire connaître à son gouvernement le pays auprès duquel il était accrédité. Il avait d'autres préoccupations. Tout ambassadeur qu'il fût devenu, il était beaucoup moins un agent diplomatique occupé à informer son gouvernement, qu'un chef de parti politique qui, de loin comme il le faisait de près, continuait à conseiller et à critiquer les ministres. Dans les trente-trois longues dépêches que, de janvier à avril, il adressait à Pasquier, ministre des Affaires étrangères, dans les lettres qu'il écrivait à ses amis, il continuait, avec une lucidité qui lui fait grand honneur, à aborder toutes les questions aussi bien intérieures qu'extérieures qui occupaient la politique. Et, comme il le voulait lui-même, il est peu de documents plus caractéristiques pour permettre de juger et d'apprécier son rôle et son système.

En politique étrangère, d'abord, loin de se cantonner aux affaires de Prusse il multipliait les avis et les conseils généraux au gouvernement. La chose, à première vue, peut sembler d'autant plus étrange que c'était ici l'ambassadeur qui faisait la laçon à son ministre, mais, encore une fois, Chateaubriand n'était pas un ambassadeur ordinaire. D'ailleurs, il avait désiré être envoyé au congrès comme plénipotentiaire ; et comme les ministres, redoutant toujours de lui voir prendre trop d'influence, avaient refusé il n'en tenait que plus à montrer que l'on avait eu tort, en faisant voir de quoi il était capable.

Or, à ce moment, le congrès international réuni à Laybach avait pour but d'envisager la situation créée par les révolutions que les carbonari et les sociétés secrètes venaient de faire éclater à Naples d'abord, puis au Piémont et en Espagne ; et les discussions sur l'attitude à adopter par les souverains d'Europe vis-à-vis des révo-

(1) Arch. des Affaires étrangères. Instruction à M. le vicomte de Chateaubriand.

lutionnaires, posaient des questions de principe au sujet desquelles le chef de parti qu'était Chateaubriand avait des idées très nettes et voulait imposer une politique.

Dans ses longues dépêches, dont il était fier à juste titre, la partie concernant la situation internationale est peut-être la plus intéressante. Nous l'y voyons en effet, pour la première fois exposer quelques-unes des idées qu'il aura, quelques années plus tard, à défendre au ministère.

Voici comment la situation se présentait : en Italie, dans le royaume de Naples, un Parlement révolutionnaire avait imposé au roi une Constitution copiée sur la Constitution française de 1791. Les souverains de la Sainte-Alliance s'étaient réunis pendant l'été une première fois, à Troppau. Puis, le roi de Naples ayant quitté ses États pour venir demander, contre ses sujets révoltés, l'appui des puissances, l'Autriche avait provoqué la réunion d'un nouveau congrès à Laybach, destiné à décider comment on lutterait contre la révolution de Naples et si on interviendrait par les armes.

Metternich était d'avis d'employer la force et proposait l'intervention d'une armée autrichienne, d'abord parce que la crainte du danger révolutionnaire l'obsédait puis parce qu'il était heureux d'avoir une occasion d'étendre l'influence autrichienne en Italie, en occupant le royaume de Naples pour une période longue et indéterminée. La Russie et la Prusse étaient disposées à appuyer Metternich. L'Angleterre, au contraire, prête toujours à soutenir contre ses grands rivaux les mouvements révolutionnaires étrangers, se déclarait nettement hostile à l'intervention autrichienne et abandonnait les souverains de la Sainte-Alliance pour s'enfermer dans sa classique politique d'isolement insulaire.

Le gouvernement français était très embarrassé : d'une part, en effet, le roi de France, roi en vertu du principe de la légitimité, et chef de la branche aînée des Bourbons, se devait à lui-même de prendre, comme l'Autriche prétendait le faire, le parti de la légitimité, d'autant plus que le roi de Naples était, lui aussi, un Bourbon et père de la duchesse de Berry. Mais, d'autre part, pensaient les ministres, la France, pays à régime constitutionnel, ne pouvait, sans contradiction, soutenir les prétentions qu'avait l'Autriche de rétablir à Naples un pouvoir arbitraire et sans contrôle. Elle ne pouvait pas davantage accepter de voir l'Autriche, sous prétexte de combattre la révolution, s'installer en maîtresse à Naples et dominer la péninsule.

La difficulté cependant était loin d'être insoluble et même un gouvernement français énergique et habile, profitant de la situation

particulière qu'avait en Europe la monarchie française à la fois légitime et constitutionnelle, aurait pu prendre un rôle d'arbitre qui lui aurait attiré un grand prestige et qui lui aurait permis de combattre en Europe l'influence de la Sainte-Alliance en opposant au système de répression brutale et envahissante de Metternich, un système plus souple. Telles semblent avoir été un moment les intentions du gouvernement (1).

Par malheur le ministère Richelieu était trop timoré pour prendre une attitude nette et trop tiraillé entre les influences contraires pour s'attacher avec suite à un plan quelconque. Par peur de déplaire aux partis de gauche, il n'osait se déclarer ouvertement prêt à soutenir contre le parlement révolutionnaire de Naples le principe des droits légitimes du roi. D'ailleurs, par manque de confiance dans ses troupes qu'il savait travaillées d'influences révolutionnaires (nous savons comment Decazes avait réintégré dans les cadres un grand nombre de demi-soldes dont le loyalisme était peu sûr), il n'osait offrir de s'entremettre entre le roi de Naples, son peuple et les souverains de la Sainte-Alliance. Aussi, les plénipotentiaires de France au congrès, Blacas, ambassadeur à Rome, La Ferronnays, ambassadeur à Rome, et Rayneval, ambassadeur à Vienne, recevaient-ils des instructions hésitantes et contradictoires.

Pasquier leur donnait d'abord l'ordre de s'en tenir à une neutralité stricte en déclarant que la France n'interviendrait pas et ne soutiendrait aucune intervention qui ne serait pas réclamée par les Napolitains eux-mêmes (2). Mais, aussitôt après, Richelieu craignait de paraître, en agissant ainsi, reculer devant la révolution et de sembler abandonner les princes italiens dont la France était la protectrice naturelle. On donnait alors aux plénipotentiaires l'ordre de se rallier au principe de l'intervention si celle-ci était acceptée par les princes italiens. Le ministère pensait en effet que par haine de l'Autriche, les princes italiens seraient, de leur côté, hostiles à une intervention armée. Par malheur, les princes italiens redoutaient encore plus la révolution que l'Autriche. Ils s'en remettaient sans condition à la Sainte-Alliance du soin de rétablir l'ordre à Naples et les représentants de la France au congrès, embarrassés entre les instructions successives et diverses qu'ils avaient reçues, croyaient bien faire en souscrivant, eux aussi, sans réserve aux projets d'occupation militaire de l'Autriche, et en invitant le chargé d'affaires de France à Naples à se conformer

(1) Voir Archives des Affaires étrangères, lettre adressée le 22 décembre par le ministère à M. de Blacas, plénipotentiaire au Congrès.

(2) Voir *Mémoires* de PASQUIER, V, lettre du 26 janvier 1821.

aux instructions adressées par les souverains alliés à leurs représentants respectifs.

Mais, à la nouvelle de l'abdication de ses plénipotentiaires devant l'Autriche, le ministère français s'affolait ; il changeait à nouveau brusquement de politique et, le 20 février, il publiait une note proclamant la neutralité de la France et critiquant ouvertement le principe et le droit d'intervention posé par la Sainte-Alliance.

Une telle manœuvre était maladroite. Non seulement le gouvernement français se désolidarisait publiquement de la Sainte-Alliance avec une brutalité inattendue et blessante, sans pour cela tirer de sa neutralité boudeuse le bénéfice qu'aurait pu lui assurer une médiation mieux préparée ; il proclamait en outre en quelque sorte le droit à la révolte contre les princes légitimes. Il est vrai que, nous le savons, la grande crainte des ministres était de perdre l'appui de leurs alliés de gauche, et ils pensaient se les concilier par une telle manifestation. On ne s'en tenait même pas là. Et comme la majorité royaliste de la Chambre protestait contre l'attitude du gouvernement, Pasquier et Portal, au conseil des ministres (le 14 mars), proposaient déjà, pour amadouer les libéraux, de dissoudre l'Assemblée.

Heureusement, cette fois, Villèle se fâchait et la proposition n'avait pas de suite. Mais le funeste système des concessions à la gauche n'entraînait pas moins ses conséquences inévitables. En Italie, après la révolution de Naples, une insurrection nouvelle éclatait en Piémont, c'est-à-dire sur la frontière même de la France. En France même, les sociétés secrètes qui étaient en relations avec les révolutionnaires d'Italie, provoquaient des mouvements à Grenoble. Les renseignements que possédait le gouvernement laissaient craindre de nouveaux complots militaires ; des scènes scandaleuses se passaient à la Chambre des députés. Et le seul résultat de la politique hésitante des ministres était d'avoir, d'une part, exaspéré les ultras en se donnant l'apparence de complaisances pour les révolutionnaires d'Italie, et d'avoir, en même temps, diminué le prestige et l'autorité extérieurs et intérieurs du gouvernement français en laissant l'Autriche s'étendre en Italie et en manquant maladroitement le rôle d'arbitre qui aurait dû permettre de contre-balancer l'influence et les méthodes de la Sainte-Alliance.

Chateaubriand, lui, avait, de Berlin, jugé cette politique avec sévérité et, dès le début, il avait soutenu et encouragé une tactique fort différente conforme à ses principes de légitimiste et de défenseur des libertés, conforme aussi à la dignité de la France, et où l'on peut déjà reconnaître les principes qui allaient le guider deux ans plus tard quand il préparera la guerre d'Espagne.

Il ne croyait pas à la gravité des insurrections italiennes. Il estimait qu'il fallait tout d'abord rétablir le roi de Naples sans condition, et obtenir ensuite de celui-ci que lui-même, de sa propre autorité, accordât à son peuple les institutions et les libertés justes et nécessaires. L'importance donnée à l'affaire de Naples lui paraissait exagérée et il écrivait le 27 janvier (1) : « La dignité des souverains n'aurait jamais dû permettre de faire d'une boutade napolitaine la matière d'un congrès. » Cependant, puisque le congrès était réuni, il aurait été, pensait-il, très imprudent que sur la question de principe du droit d'intervention des souverains la France se séparât des autres puissances : « Craignez, écrivait-il le 20 février (2), de diviser l'Europe comme le désirent si ardemment les libéraux, entre deux espèces de monarchie : les unes constitutionnelles protégeant les outrages aux souverains et les dogmes révolutionnaires, les autres absolues combattant pour les rois et soutenant les opinions monarchiques ; ce serait la perte de tout. » Aussi blâmait-il nettement la note verbale du 20 février par laquelle, en critiquant le principe du droit d'intervention, le gouvernement français semblait donner raison aux révolutionnaires, et il estimait qu'on n'aurait pas dû manquer l'occasion de s'élever avec force contre le dogme de la souveraineté du peuple (3).

Mais, ceci posé, la France, selon lui, devait éviter également de paraître s'associer aux déclarations de Metternich en faveur du pouvoir absolu et, comme Pasquier, il avait désapprouvé les plénipotentiaires français lorsque ceux-ci avaient souscrit, sans restrictions, le 31 janvier, aux projets de l'Autriche : « Si à une constitution insensée, écrivait-il le 10 février (4), on veut faire succéder des coups de bâton et la perte de toutes les libertés, convient-il à la France de se porter à l'avance pour garante d'un pareil régime ? » — « La souveraineté des rois a dû marcher contre la souveraineté du peuple, ajoutait-il le 17, mais elle n'a pu conspirer contre les libertés légitimes » — « Ce serait là, expliquait-il enfin le 24 février, un beau thème à déclamations pour les libéraux en Europe. »

Au lieu de cela, selon lui, la France, après avoir, avec l'Autriche, soutenu le principe monarchique, serait habile d'offrir sa médiation et d'exiger l'établissement des libertés nécessaires. Elle jouerait ainsi fort adroitement son rôle de protectrice des peuples et des princes d'Italie, elle éviterait aussi, en laissant l'Autriche intervenir seule,

(1) *Corr. gén.*, II, 125.

(2) *Id.*, II, 160.

(3) Lettres du 10 mars, *Corr. gén.*, II, 190.

(4) *Corr. gén.*, II, 145-155-170.

de paraître ne pas compter en Europe, elle empêcherait enfin l'Autriche d'étendre son influence et ses conquêtes en Italie.

Il allait même plus loin ; et quand au mois de mars le Piémont à son tour s'insurgeait, provoquant une agitation sur notre frontière et à Grenoble en particulier, il proposait qu'au lieu de laisser de nouveau l'Autriche réprimer seule cette seconde révolution, puisque c'était cette fois aux abords mêmes du territoire français que la menace éclatait, le gouvernement français, pour se protéger, occupât lui-même militairement la Savoie : « Je suis persuadé, écrivait-il le 10 avril (1), que cet acte de vigueur et de haute politique, en flattant l'amour-propre français, serait par cela seul très populaire et ferait un honneur infini au ministère. »

Sans doute, il le savait bien, les ministres toujours timorés, craignaient de ne pas être assez sûrs de leurs troupes pour une entreprise semblable. Mais, répondait-il à l'avance le 14 avril : « Ce serait mal connaître l'esprit français que de craindre de rassembler vingt-cinq mille hommes pour marcher en pays ennemi et pour tenir rang avec les Russes et les Autrichiens comme puissances militaires. Nous aurions à la fois le bonheur d'ébranler une révolution et l'honneur de rétablir la prépondérance de nos armes. La cocarde blanche sera assurée lorsqu'elle aura revu l'ennemi »... — « Sans me faire en effet d'illusions, disait-il ailleurs, sur les périls de la France, j'ai toujours cru à sa force et au petit nombre de ses ennemis ». — « D'ailleurs, ajoutait-il le 3 avril dans une lettre à Mme de Duras, partout où l'on ne veut point de révolution, il n'y en a point. L'essentiel seulement est de n'avoir pas peur et de gouverner franchement avec les royalistes lesquels, pour être une force, demandent seulement qu'on leur donne confiance. »

Chateaubriand, en effet, qui, dès 1815, avait toujours été pour les partis énergiques, n'était pas de ces libéraux toujours prêts à s'exagérer les périls qui viennent de gauche, et toujours prêts, par lâcheté, à abonder dans le sens révolutionnaire, ou de ces conservateurs toujours défiants de leurs propres forces qui, dix ans plus tard, allaient, sans presque résister, céder aux journées de Juillet 1830.

Lui qui savait comment on émeut et on enthousiasme les foules, avait autrement d'énergie et de lucidité que tous les politiciens usés par les intrigues qui formaient le cabinet. La meilleure preuve en effet qu'il avait raison, c'est que deux ans plus tard, quand nommé ministre des Affaires étrangères il allait diriger à son tour la politique extérieure, il allait appliquer en Espagne, dans des

(1) *Corr. gén.*, II, 241-244.

circonstances très semblables, le même programme qu'il aurait voulu voir appliquer en Italie en 1821. Et son succès allait être incontestable.

Il est bon d'insister dès maintenant sur l'incontestable similitude entre le plan suivi en 1823 pendant le ministère de Chateaubriand, et celui qu'il recommandait déjà en 1821. C'est en effet la preuve que la politique de 1823 sera bien, comme lui-même l'a toujours soutenu, son œuvre, et son œuvre non pas improvisée au hasard des circonstances mais longuement méditée.

Aussi, bien que tous les conseils donnés par lui de Berlin n'aient pas servi, parce que le ministère n'eut pas l'audace d'en tenir compte et laissa l'Autriche réprimer seule les révolutions d'Italie, Chateaubriand cependant avait raison d'être fier de sa correspondance et de ne pas y voir du travail perdu.

En effet, tout d'abord, ses prévisions se sont trouvées justifiées. Les libéraux, les gens de gauche français qui, par les sociétés secrètes, encourageaient et soutenaient les révolutionnaires italiens, avaient tenté dans la presse et à la tribune, pour impressionner le gouvernement, de grossir le péril. Ils avaient pompeusement annoncé que l'Autriche serait battue par les Napolitains et le général Foy même, aux applaudissements de la gauche, avait solennellement déclaré à la Chambre des députés le 20 mars : « Si les Autrichiens sont entrés dans les Abruzzes, ils n'en sortiront pas, et l'Italie sera le tombeau de ces barbares. » Or, tandis que les ministres, déjà émus par ces menaces, parlaient de nouvelles concessions, Chateaubriand, lui, avait soutenu que tout cela n'était que des rodomontades ; et quelques jours après, en effet, l'armée révolutionnaire napolitaine, loin de détruire les troupes autrichiennes, se dispersait devant elles, sans même engager le combat.

De plus, en exposant au jour le jour son plan ferme et clair, en s'instituant d'office conseiller diplomatique du gouvernement, tandis que nos plénipotentiaires au congrès pataugeaient au milieu des contradictions et des demi-mesures, Chateaubriand était arrivé au but qu'il cherchait : « Montrer de quoi il était capable en diplomatie. » Les ministres avaient été frappés de ses dépêches. Mathieu de Montmorency écrivait à Mme Récamier le 3 mars : « J'ai parlé avant-hier à deux ministres qui donnent de grands éloges à ses dernières dépêches (1). » Pasquier, de son côté, le remerciait de ses avis et tenait compte de ses conseils (2) ce dont, avec une amusante

(1) Arch. Lenormant, citée par HERRIOT : *Mme Récamier et ses amis*.

(2) Lettre de Pasquier 4 mars : « Je suis de votre avis sur Laybach, notre rôle sera de concilier l'autorité et les libertés nécessaires » (Archives des Affaires étrangères).

fierté, Chateaubriand, toujours infiniment sensible au succès, s'empressait de faire part à ses amis de Paris.

Enfin, par la confiance qu'il avait su inspirer au gouvernement prussien, il avait pu obtenir communication de documents qui donnaient au ministère français d'utiles renseignements sur les intentions de l'Autriche, et de cela aussi, Pasquier lui était reconnaissant (1).

Somme toute, il était même, à son propre point de vue au moins, très content de ne pas avoir été envoyé au congrès : « J'ai dû, écrivait-il à Mme Récamier le 20 février, insister pour aller à Laybach par honneur et parce qu'on me l'avait promis ; mais c'est ma bonne étoile qui m'a empêché de faire ce voyage (2). »

Là, en effet, sous les ordres de M. de Blacas, chef de la délégation, il n'aurait pu ni empêcher les maladroites de ses collègues, ni faire œuvre d'initiative. Il avait mieux pu donner sa mesure en restant à Berlin.

Les négociations diplomatiques, du reste, ne l'absorbaient pas entièrement. Bien qu'il fût loin, il n'oubliait pas qu'il était le chef de la droite, celui dont le prestige seul avait rendu de la force au parti royaliste, celui qui avait entrepris de diriger une politique nouvelle et qui avait à faire respecter les engagements pris.

Il suivait les négociations en cours ; il se tenait au courant de tous les événements de politique intérieure. Et aussi bien dans ses dépêches à Pasquier que dans ses nombreuses lettres à ses amis il continuait à guider, à conseiller et à encourager.

Nous savons à quelles conditions s'était fait l'accord entre la droite et le ministère. Nous savons que le ministère s'était engagé à gouverner avec la majorité royaliste de la Chambre, en soutenant les projets de loi réclamés par elle, en lui donnant, dans l'administration, les places auxquelles son importance lui donnait droit, moyennant quoi les ultras avaient promis de renoncer à l'opposition et de voter pour le gouvernement.

Mais cet accord, Chateaubriand qui l'avait négocié était seul en mesure de le faire respecter. Dès qu'il était parti, les difficultés avaient commencé. En effet, d'une part, les ministres qui ne l'avaient envoyé à Berlin que pour se débarrasser de leur plus puissant adversaire, n'avaient qu'une idée : accorder le moins possible de ce qu'ils avaient promis, de façon à ne pas se laisser déborder et à conserver pour eux l'influence ; et ils considéraient avoir beaucoup fait quand ils avaient

(1) Lettre de Pasquier, 21 février : « J'ai vu par la communication des pièces que vous avez reçues que vous avez déjà su inspirer une confiance qui aura les plus heureux résultats pour le service du roi. » (Archives des Affaires étrangères).

(2) *Corr. gén.*, II, 167.

donné deux directions à MM. Chabrol et Benoist, tous deux anciens fonctionnaires de l'Empire, modérés sans doute, mais d'autant moins qualifiés pour inspirer confiance à la droite que l'un d'entre eux, Benoist, avait été pendant la Révolution compromis dans un grave scandale financier des comptes de la Compagnie des Indes.

Villèle, de son côté, se résignait mal à n'être au ministère que le porte-parole des ultras. L'extrême droite enfin, toujours impatiente, menaçait sans cesse, puisqu'on ne tenait pas mieux les promesses faites, de retourner à son opposition et de se laisser aller à quelques violences.

Chateaubriand était le seul, il le savait bien, qui pouvait éviter la rupture et assurer la permanence de la politique amorcée par l'entrée de Villèle au ministère. Aussi, ne se lassait-il pas d'intervenir.

A Pasquier d'abord, sous toutes les formes, il rappelait la nécessité, pour les ministres, de gouverner avec la droite. Dès sa première lettre officielle, le 13 janvier, il déclarait : « que la réunion de tous les hommes monarchiques sous un chef aussi loyal que le duc de Richelieu produit à l'extérieur le plus heureux effet. » Le mois suivant, à propos d'une sorte d'attentat qui s'était produit à Paris (un baril de poudre avait explosé dans un couloir des Tuileries sans du reste faire de victimes), il disait : « Qu'on se rapproche franchement des royalistes, que l'on profite d'une majorité certaine pour faire de bonnes lois et nous ne verrons plus se reproduire les forfaits des Louvel et des Gravier. » Le 10 avril enfin, il répétait encore : « Que le ministère se persuade bien de la nécessité d'une union franche et complète avec les royalistes (1). »

Il ne s'en tenait pas aux généralités. Pour avoir cette union franche et complète, il fallait d'abord, précisait-il, accorder aux royalistes la réparation de toutes les injustices qu'ils avaient subies.

Sans doute, il savait bien qu'il y avait, parmi les royalistes, des imprudents d'une violence excessive. Le général Donnadieu, entre autres, avait, dans le courant de janvier, poussé la maladresse jusqu'à faire, en plein jardin des Tuileries, une scène inconvenante au duc de Richelieu. Mais tout en blâmant la violence du général, Chateaubriand recommandait l'indulgence ; il redoutait « qu'on ne tînt plus de compte de la violence d'un royaliste isolé et aigri que d'une tentative qui est le crime de toute une faction » (2) (3 février). Il rappelait que le général Canuel, le héros de la conspiration de Lyon en 1816, la victime de la conspiration du « Bord de l'eau », attendait toujours la

(1) *Corr., gén.*, II, 106-133-240.

(2) *Id.*, II, 133.

réparation à laquelle il avait droit. Il écrivait à La Bourdonnaye, le chef le plus ardent de l'extrême droite, le 13 février et, l'appelant son noble et illustre ami, il l'assurait de l'attachement qu'il lui avait voué pour la vie, et le priait de transmettre « mille choses à Donnadieu et à tous nos amis » (1).

Il ne se préoccupait pas seulement des hommes, mais des institutions. Nous connaissons son programme qui comportait l'organisation d'une aristocratie territoriale, l'institution d'une large décentralisation administrative, la suppression des lois d'exception, des élections annuelles et l'établissement enfin d'une véritable liberté de la presse contrôlée par une sévère loi répressive. Il ne se lassait pas, dans ses lettres à Pasquier, de revenir sur ces divers points. Et le 20 février, condensant l'essentiel de ses revendications dans les quelques propositions suivantes, il déclarait qu'il fallait : « adopter « franchement le gouvernement constitutionnel ; présenter le renouvellement septennal sans prétendre conserver une partie de la « Chambre actuelle, ce qui serait suspect, ni garder le tout, ce qui « serait dangereux ; renoncer aux lois d'exception, source d'arbitraire, sujet éternel de querelles et de calomnies ; remplacer la « censure par une loi formidable telle que j'en tracerais facilement le « plan et qui mettrait à l'abri le religion, le trône, l'honneur des « individus et des familles ; augmenter la puissance et l'action des « tribunaux ; affranchir les communes du despotisme ministériel, les « organiser et recommencer dans leur sein l'aristocratie de la propriété ; ne confier les emplois qu'aux hommes dévoués à la légitimité ; au lieu d'éloigner les royalistes les appeler de toutes parts ; « enfin oser ressentir les outrages et avouer les services, punir sans « crainte et récompenser sans rougir (2). »

Mais si, lorsqu'il écrivait à Pasquier, c'était pour prendre la défense des royalistes, quand il écrivait à ses amis de droite, par contre, c'était pour leur montrer à eux aussi la nécessité de l'union, pour plaider en faveur des ministres et pour détourner les ultras de cette opposition systématique qui, maintenant, pouvait risquer, en divisant les royalistes, de faire le jeu de la gauche.

« Je désirerais qu'un homme de votre mérite se ralliât à une majorité respectable, écrivait-il à un député de droite, M. Dudon. Toute opposition systématique est *dans ce moment* au profit de la gauche (3). » A Fiévée, son ancien collaborateur du *Conservateur*, polémiste toujours indépendant et qui venait de publier une brochure

(1) EGGER, *Chateaubriand inédit, Nouvelles lettres de la Restauration*.

(2) *Corr. gén.*, II, 165.

(3) *Id.*, II, 172.

très violente contre Villèle, il écrivait pour prendre la défense de son propre rival : « Vous attaquez un homme que j'honore, qui n'a cessé de combattre dans nos rangs, et qui n'a rien fait encore pour perdre notre estime. Il se peut qu'il n'ait pas le genre de mérite qui nous plairait le plus. Soyez sûr cependant qu'on ne tient pas cinq ans à la tête d'un parti tantôt en minorité, tantôt en majorité, sans avoir en soi des qualités supérieures. Tous nos efforts n'auraient pu soutenir M. de Villèle s'il ne valait pas lui-même beaucoup (1). »

En même temps, il s'efforçait aussi de rendre confiance à Villèle, bien que, dit-il à Mme Récamier le 3 mars, « celui-ci ait fait de grandes fautes en ne se déclarant pas pour mon système de la Charte et des honnêtes gens ». Il encourageait Bertin, il félicitait Delalot qui avait prononcé un discours modéré.

Bref, pendant tout cet hiver, malgré la distance qui le séparait, malgré les jalousies auxquelles il restait en butte et les rivalités dont il devait tenir compte, en même temps qu'il se révélait diplomate, il poursuivait ce programme franchement monarchique et franchement constitutionnel, à la fois intransigeant et souple, qui devait faire de la droite un grand parti de gouvernement. Il commençait, dans la politique pratique, à donner sa mesure.

Il ne se faisait d'ailleurs guère d'illusions sur les difficultés que son entreprise rencontrait. Le ministère, il s'en rendait compte bientôt, continuait, malgré ses promesses, malgré ses velléités d'accord, à ne rien céder qu'à regret aux royalistes, soit qu'il s'agît des nominations à faire, soit qu'il s'agît des projets de loi à déposer. « On dit, » écrivait-il le 20 février, que la recomposition de l'armée se fait « mal, sauf quelques noms obscurs et insignifiants, que M. de La-
« tour-Maubourg est trompé par ses bureaux, que, sous prétexte
« d'incurie ou de peu de temps de service, on renvoie les officiers
« attachés au roi et on conserve ceux qui sont dévoués à Bonaparte...
« On se plaint de ce qu'aucun changement ne s'opère dans la police
« après toutes les preuves de ce que je veux bien n'appeler que « son
« incapacité (2) ».

En même temps, tandis que la gauche faisait à la tribune des appels à la révolution et au drapeau tricolore, tandis que des mouvements éclataient à Grenoble, à Brest et à Lyon, le gouvernement, par peur de se trouver entraîné à compromettre certains députés, se refusait à pousser à fond l'enquête sur la conspiration du 19 août à propos de laquelle, cependant, des découvertes auraient pu être faites concer-

(1) *Corr. gén.*, II, 176.

(2) *Id.*, II, 165.

nant les sociétés secrètes et leurs rapports avec les révolutionnaires d'Italie. On s'obstinait toujours aussi à vouloir conserver Siméon et Portal dans le cabinet. On continuait à refuser aux royalistes les places qu'ils réclamaient. A Chateaubriand lui-même on tardait toujours à rendre ce titre de ministre d'État que Decazes lui avait enlevé en 1816 et que Richelieu cependant avait formellement promis de lui donner à nouveau. En effet, écrivait le 7 avril M. Laborie à Hyde de Neuville : « Les Mounier, Mézy, Pasquier, Portalis entourent et obsèdent toujours le duc de Richelieu et lui font la même peur des royalistes que vous lui avez connue (1). »

Bref, malgré tous les conseils et toutes les réclamations, on s'entêtait dans les vieux errements. Si bien que, désespérant de convaincre, Chateaubriand, bientôt repris par son impatience inquiète, écrivait le 24 février à Mme de Duras : « On ne suivra en rien le seul plan qui puisse donner à la France le repos, la force et la gloire. On n'abolira pas les misérables lois d'exception, on n'adoptera pas toute la Charte en confiant toutes les places aux hommes fidèles. On aime mieux la censure avec Beugnot que la liberté de la presse avec moi. On ne me comprendra jamais, je le sais, mais que puis-je faire? (2) »

Le moment cependant aurait été particulièrement heureux pour agir après que les libéraux s'étaient compromis et couverts de ridicule avec l'échec des diverses tentatives révolutionnaires d'Europe. Mais, de Berlin, Chateaubriand était trop loin pour exercer une influence. Aussi se décidait-il au mois de mars à demander un congé pour reprendre contact avec les hommes politiques.

Ses ennemis ont vu là, naturellement, une preuve de son instabilité d'esprit. Ils ont dit qu'après avoir vivement désiré son ambassade, il s'en était dégoûté aussi vite, entraîné par son désir continuel de changement. D'autres, M. Herriot entre autres, ont prétendu, par ailleurs, que s'il s'était tant hâté de revenir, c'est que Mme Récamier le réclamait. Rien n'est plus arbitraire que de telles interprétations. Et nous n'avons pas besoin d'y recourir. D'abord, en effet, Chateaubriand n'avait, nous le savons, accepté son ambassade qu'avec fort peu d'enthousiasme. S'il avait joui avec sa vivacité habituelle des succès qu'il remportait à Berlin, il n'en avait pas moins fait promettre aux ministres, dès son départ, que son absence serait brève et qu'il rentrerait à Paris au printemps.

D'ailleurs ses amis politiques le réclamaient : « Toutes les lettres me redemandent à genoux et me disent de tout quitter, » écrivait-il

(1) *Mémoires d'Hyde de Neuville*, voir citation précédente.

(2) *Corr. gén.*, II, 173.

à Mme Récamier le 7 avril. Et, le même jour en effet, Laborie, écrivant à Hyde de Neuville, se lamentait de son éloignement et disait : « Le peu communicatif Bertin de Vaux ne cesse de s'écrier : Ah ! si Hyde et Chateaubriand étaient là ! »

Les ministres et le roi lui-même semblaient, de leur côté, sentir la nécessité d'un accord avec lui.

Et Mathieu de Montmorency, dès le 12 février, avait écrit à Mme Récamier : « J'ai un peu parlé, questionné sur ce qui le regarde, je ne sais rien de nouveau positivement, mais je crois qu'on aurait envie de tenter de se réconcilier avec lui (1). »

Aussi lui-même pressait-il ses habituelles intermédiaires, ses amies toujours prêtes à agir en sa faveur, Mme de Duras et Mme Récamier, de travailler à lui obtenir un congé. Mme de Duras agirait sur le duc de Richelieu ; Mme Récamier, grâce à l'appui de Mathieu de Montmorency, sur le comte d'Artois. L'une et l'autre insisteraient pour qu'on lui rendît enfin son titre de ministre d'État depuis si longtemps et si formellement promis.

L'occasion d'ailleurs était bonne. Le 1^{er} mai allait être célébré le baptême du duc de Bordeaux. Il était naturel que Chateaubriand désirât assister à la cérémonie. Il était naturel aussi qu'il figurât parmi les bénéficiaires des nombreuses faveurs que le roi allait accorder à cette occasion.

Enfin, le 17 avril, il recevait son congé ; le 27 il était à Paris ; le 28 il était reçu par le roi qui l'accueillait très gracieusement ; le 30 il était fait ministre d'État, chevalier de la Légion d'honneur.

Tout heureux de son retour, de ses amis retrouvés, des succès qu'il avait remportés à Berlin, des souvenirs qu'il en rapportait, tout fier des honneurs qu'il recevait, il envisageait son propre avenir politique avec une confiance nouvelle : « Le vent souffle dans mes voiles, écrivait-il à Mme de Duras le 17, ces trois mois d'affaires m'ont fait du bien et on n'objectera plus que je ne les entends pas (2). »

Le fait est que ces trois mois d'éloignement et de demi-retraite lui avaient, à lui-même, fait plus de bien que de mal, et n'avaient pas été perdus. Les ministres, même ceux qui étaient ses adversaires, l'estimaient davantage et comprenaient mieux ce qu'il valait.

Par malheur, comme il l'avait déjà prévu, son absence n'avait pas, à Paris, arrangé les affaires. Comme il l'avait craint, et comme il s'en était plaint pendant qu'il était à Berlin, l'accord conclu par lui et grâce auquel il avait empêché la division du parti royaliste et

(1) Arch. Lenormant.

(2) *Corr. gén.*, II, 250.

l'opposition de l'extrême droite n'avait pas été respecté. Ni les anciens fonctionnaires de l'Empire qui étaient au ministère, ni Villèle lui-même, ne se résignaient à faire à la droite les concessions qu'ils avaient promises.

Villèle continuait à redouter tout ce qui pouvait donner du prestige et de l'autorité à ses rivaux de la droite. Il gardait en particulier, vis-à-vis de Chateaubriand, une défiance jalouse. C'est ainsi que, lorsqu'il s'était agi au Conseil des ministres d'accorder à Chateaubriand son congé et son titre de ministre d'État, il avait tenté de s'y opposer. Pasquier donne à ce sujet, dans ses *Mémoires*, des précisions très frappantes : « Villèle et Corbière, dit-il, étaient en général « assez mal disposés pour Chateaubriand. Lorsqu'il s'était agi de lui « permettre de revenir en congé, ils s'étaient opposés à sa demande. « Quand ils virent que Richelieu et moi avions accordé le congé, « Villèle eut la précaution de voir en particulier le président du « Conseil pour le prier instamment de demeurer avec Chateaubriand « dans la plus grande réserve et de me faire la même recommandation : Si vous laissez prendre pied à cet homme, vous ne savez « pas, dit-il, jusqu'où il peut aller. Il est capable de prétendre entrer « dans le ministère. Le duc de Richelieu fut très frappé de cet aversissement. Et en effet, lorsque arrive Chateaubriand, on eut avec « lui des réticences peut-être trop affectées pour être habiles. »

De même, lorsque peu après, il allait être question de faire entrer Chateaubriand au Conseil comme ministre sans portefeuille, Villèle, de nouveau, allait être contre lui. Il existe à ce sujet une lettre curieuse écrite beaucoup plus tard, en 1838, par la duchesse de Montmorency à Mme Récamier, et qui, faisant allusion à cette opposition systématique de Villèle à tout succès de Chateaubriand, disait : « Votre ami a-t-il jamais su à quel point M. de Villèle avait été opposé à son entrée au Conseil, même sans portefeuille? (1) »

Telle était la façon dont Chateaubriand était récompensé pour avoir facilité l'entrée de son rival au ministère et pour avoir, dans ses lettres de Berlin, pris la défense de celui-ci, vis-à-vis de ses amis de l'extrême droite. Et l'on comprend sans peine que la conduite de Villèle en cette circonstance n'était faite, ni pour faciliter l'union des royalistes, ni pour augmenter leur autorité parlementaire.

Les gens de l'Empire, en effet, n'avaient pas accepté sans regret l'alliance avec la droite qui leur avait été imposée. Si, à la suite des élections de 1820, puis de l'échec des mouvements révolutionnaires d'Italie, ils avaient eu momentanément, pensaient-ils, besoin des voix

(1) Arch. Lenormant.

de la majorité de droite, eux, formés par les méthodes de gouvernement de l'Empire et de la Révolution, représentants de la bourgeoisie nouvelle, et décidés à garder les places et l'influence qu'ils avaient conquises depuis vingt ans, demeuraient instinctivement en défiance devant un parti qui avait un programme différent du leur, un personnel à lui, et qui, ils le savaient, gardait contre eux de justes griefs.

Pour se résigner à leur demi-échec, pour tenir les promesses qu'ils avaient faites, il fallait qu'ils se sentissent forcés. Or, au lieu de cela, trouvant ou croyant trouver un appui chez Richelieu et chez Villèle, ils allaient tenter, tant qu'il en était temps encore, de profiter du répit qu'on voulait bien leur laisser pour rattraper les concessions auxquelles ils avaient été obligés et se refaire, par une politique de gauche, une majorité dont ils seraient vraiment les maîtres.

Aussi évitait-on le plus possible tout ce qui pouvait être une satisfaction donnée à la droite. Le procès de la conspiration du 19 août, après une longue instruction et une pompeuse mise en scène à la Cour des pairs, aboutissait au mois de mai à la condamnation ridicule de trois comparses à des peines minimales, alors que, nous le savons, par l'aveu du duc de Broglie, la complicité de La Fayette et de plusieurs autres chefs de l'extrême gauche était certaine. Le projet de loi sur l'organisation des communes, déposé par le ministère, loin de donner satisfaction au programme de décentralisation administrative réclamé par la droite, continuait, avec quelques modifications de détail, à réserver le choix des maires et des municipalités au pouvoir central, de façon à empêcher la réorganisation d'une aristocratie provinciale attachée à son rôle naturel de patronage, si bien que Fiévée, publiant à ce sujet une brochure ingénieuse, comme tout ce qu'il écrivait, et très vive, pouvait écrire : « Comment a-t-on attendu l'entrée de M. de Villèle au ministère pour produire un projet qui a pour but avoué de consacrer les œuvres du Directoire et de l'Usurpation. » (La chose, en effet, était d'autant plus choquante que Villèle, en 1814, avait été un des plus ardents à réclamer la décentralisation administrative.)

Un autre projet, plus choquant encore pour la droite, dans la forme au moins où il était conçu, était présenté en même temps. Il s'agissait de ce qu'on a appelé la loi des Donataires.

Sous l'Empire, avaient été distribuées par Napoléon un certain nombre de dotations garanties par des biens situés dans les pays conquis. Naturellement, à la défaite des armées impériales, les donataires avaient cessé de jouir de leurs revenus. Le ministère Decazes avait préparé un projet destiné à leur donner une compensation par des indemnités et des pensions. C'est ce projet que reprenait à son

compte le ministère Richelieu. Le choquant était, tandis que l'on indemnisait les donataires de l'Empire, parmi lesquels figuraient un certain nombre des ennemis les plus acharnés de la monarchie, révolutionnaires ou conspirateurs des Cent-Jours, que rien encore n'était fait, ni même tenté en faveur ni des émigrés dépouillés, ni des anciens chouans ou des anciens soldats des armées vendéennes. On se refusait même à envisager aucune indemnité pour ceux-là et pour leurs familles. Et M. Dubotderu, ancien chef de chouans, pouvait dire à la tribune : « Les soldats de la Vendée ont laissé aussi des veuves, des sœurs et des familles. Seraient-elles donc les seules qui n'auraient point part aux munificences des Chambres? Est-ce un titre d'exclusion sous la royauté que d'avoir servi le roi? »

Bien entendu, on s'opposait toujours au remplacement du ministre Portal, malgré l'hostilité particulière que la droite avait contre lui. On se refusait à faire entrer, comme certains le souhaitaient, Chateaubriand au Conseil, même sans portefeuille. Et même, quand Corbière demandait qu'au moins quelques préfectures fussent données à des royalistes, Richelieu, toujours dupe de son honnêteté et toujours incapable de comprendre le jeu parlementaire, déclarait d'un air scandalisé qu'il n'accepterait pas de remplacer des fonctionnaires consciencieux pour satisfaire une opinion politique, oubliant par là que la gauche et le ministère Decazes étaient loin d'avoir montré de semblables scrupules.

Aussi le mécontentement des royalistes, un moment calmé, reparessait-il à nouveau. Les exaltés, La Bourdonnaye et Donnadiou, à plusieurs reprises, attaquant la politique des ministres, avaient été jusqu'à accuser Villèle de trahison. Pour abattre ce cabinet, qui se raccrochait au pouvoir et ne tenait pas ses promesses, certains pensaient à une coalition avec l'extrême gauche.

Déjà Talleyrand, toujours à l'affût pour reprendre une influence qui lui avait échappé, s'était offert comme intermédiaire entre Chateaubriand et les libéraux. Mais prudemment, Mme de Duras avait écrit à son ami : « Ne vous laissez pas prendre ; dans votre position particulière, vous ranger dans ce parti, c'est vous mettre dans la position la plus fausse. On ne manquerait pas de dire que vous avez poussé Villèle et Corbière pour les perdre ; maintenez donc votre indépendance. » Et Chateaubriand, en effet, s'abstenait de tout ce qui pouvait sembler un abandon de son parti.

Cependant, par la force des choses, au début de juillet, pour le dernier projet de loi présenté par le ministère, la droite se trouvait amenée à voter avec l'extrême gauche contre le gouvernement. Il s'agissait cette fois d'accorder au cabinet la prolongation de la cen-

sure jusqu'à la fin de la session suivante. Sans doute tous les royalistes n'étaient pas du même avis sur le principe de la loi. Tandis que certains d'entre eux considéraient que le maintien du régime existant était nécessaire tant qu'une loi réglementant d'une façon complète les abus et les délits de la presse n'étaient pas votée, tandis que même Bonald, toujours ennemi acharné de la presse, proposait d'aggraver la loi par un amendement qui soumettrait tous les écrits périodiques, même non politiques, à la censure, au contraire, l'extrême droite, et les amis de Chateaubriand, La Bourdonnaye, Donnadieu, Castelbajac, Bertin de Vaux, réclamaient la suppression de toute censure ; et Chateaubriand lui-même, prenait, le 24 juillet, à la Chambre des pairs, la parole contre l'amendement de Bonald et terminait son discours en disant : « Il y a trois choses qui, seules, assureront le repos de la France et qu'on ne doit jamais séparer : la religion, le trône et les libertés publiques. »

Mais en même temps, ni les uns ni les autres n'avaient assez confiance dans le ministère et dans l'usage qu'il pouvait faire de la censure, pour lui permettre d'en user à sa guise pendant plus d'une année encore.

Le ministère, en effet, à mesure qu'il se sentait plus faible, abusait de la faculté qu'il avait d'étouffer l'opposition des journaux ; il coupait, blanchissait toutes les feuilles, aussi bien de droite que de gauche. Et enfin, ceux qui, depuis six mois, malgré leur impatience, malgré leur intransigeance naturelle, avaient, pour obéir à leurs chefs, pour plaire au roi, tenté de se rallier franchement au ministère, se révoltaient ; et Delalot, exprimant l'opinion des ultras, disait le 5 juillet, à la tribune de la Chambre des députés : « Je me suis abstenu de dire toute ma pensée tant que j'ai dû craindre de troubler un accord dont la France espérait un si heureux résultat. Mais aujourd'hui que nous touchons au terme d'une session misérablement consumée dans une lutte opiniâtre et scandaleuse sans nous présenter une loi monarchique et en nous en présentant même de révolutionnaires, je croirais manquer à mon devoir, si je gardais le silence. »

Ce n'était pas encore cependant la rupture définitive. Car, tout de même, avec une louable patience, si l'on en voulait au ministère, si on était mécontent de l'attitude incertaine de Villèle, on avait trop, à droite, le sentiment de la discipline de parti pour briser avec celui qui, s'il avait laissé voir quelques faiblesses, quelques velléités de complaisance à l'adversaire, n'avait cependant rien fait encore d'ouvertement condamnable.

On se contentait, à titre d'avertissement en quelque sorte, et pour mesurer ses forces, de proposer un amendement décidant de limiter

à un temps très court l'usage actuellement en vigueur de la censure. L'amendement, proposé par des ultras, était voté à une grosse majorité dans laquelle la droite, une partie du centre et l'extrême gauche se trouvaient confondues.

L'expérience était concluante. D'une part Villèle qui, jusque-là avait tenu derrière lui un nombre important de modérés qu'il écartait de l'extrême droite, voyait tout le monde se détacher de lui et passer à ses rivaux. Il n'avait plus qu'à céder s'il ne voulait pas se trouver seul entre une gauche dont tout son passé l'écartait et une droite entièrement soulevée contre lui.

Les royalistes, de leur côté, confirmant leurs succès, posaient à Villèle et au ministère un ultimatum. Ou ils retourneraient à l'opposition, ou, pour assurer enfin de façon sûre l'exécution des engagements pris depuis si longtemps, on leur accorderait dans le cabinet trois portefeuilles, dont le portefeuille de l'Intérieur. Ils étaient, du reste, tout compte fait, assez modérés, car ils n'exigeaient même pas qu'un seul de ces portefeuilles fût accordé à un membre de l'extrême droite, et les trois royalistes en faveur desquels ils étaient prêts à voter étaient : Villèle, Corbière et le duc de Bellune, lequel remplacerait au ministère de la Guerre M. de La Tour-Maubourg malade.

Malgré l'honneur nouveau qu'on réclamait pour lui, Villèle sentait bien que c'était lui qui était battu et que son parti le tenait. Aussi, sans essayer de résister, il transmettait au cabinet l'ultimatum des royalistes et même il ajoutait que, si les conditions n'étaient pas respectées, Corbière et lui démissionneraient pour se rallier à l'opposition de droite.

Aussitôt, pour montrer ou pour faire croire que malgré les différences momentanées qui avaient pu l'entraver, l'union de la droite restait entière, Chateaubriand, qui avait eu beaucoup de part aux négociations entre Villèle et les royalistes (voir en particulier sa lettre du 19 juin à Mme de Duras), annonçait que si Villèle démissionnait, lui aussi quittait son ambassade. Et dès le 14 juillet, alors que la négociation entre Villèle et ses collègues était encore pendante, il prévenait Pasquier qu'il était pour sa part décidé à démissionner si les royalistes n'avaient pas satisfaction.

Devant cette unanimité de la majorité royaliste, les ministres comprenaient qu'il allait falloir sans doute renoncer enfin à la politique dilatoire suivie depuis si longtemps. Il allait falloir abandonner quelques-uns au moins des portefeuilles, si obstinément conservés jusque-là. Parlementairement, ils le savaient, ils n'avaient rien à espérer, puisque l'extrême gauche les avait abandonnés et que la majorité royaliste, enfin unie, était la plus forte.

Avant de se résigner cependant, ils allaient tenter un dernier effort. Peu leur importaient les lois parlementaires ; peu leur importait le paradoxe qu'il y avait, après six ans de Restauration monarchique, malgré le besoin d'hommes nouveaux que le pays avait témoigné par deux fois, en 1815 et en 1820, à montrer à la France leur petite équipe de fonctionnaires de l'Empire, de vieux révolutionnaires toujours en place. Malgré leur situation paradoxale, ils allaient tenter encore une fois, dans une série de conciliabules, de s'accrocher au pouvoir.

C'est dans les *Mémoires* de Pasquier qu'il faut lire le récit de ces scènes mêlées de cynisme et d'inconscience où, pendant les derniers jours de juillet, les vieux politiciens rompus à toutes les ruses jouèrent de toutes les cordes pour tenter de prolonger, contre toute logique, leur pouvoir. Tantôt, entre eux, ils cherchaient des combinaisons subtiles pour tromper encore les royalistes en leur donnant des semblants de satisfaction, sans abandonner l'essentiel, sans livrer au moins le ministère de l'Intérieur, par lequel, ils le savaient mieux que personne, dans le régime centralisé qu'ils avaient créé sous l'Empire, on tient toute la machine administrative. Tantôt, faisant étalage de leur dévouement monarchique, ils cherchaient à persuader le candide duc de Richelieu que, sans eux, sans leur expérience des affaires, tout était perdu. Tantôt, enfin, ils s'efforçaient encore une fois de détacher Villèle de son parti.

Mais ils n'avaient guère d'espoir. Déjà de Serre, qui, lui, était honnête, était d'avis de faire franchement aux royalistes la place à laquelle ils avaient droit. Si Villèle, lui non plus, ne fléchissait pas, la partie était décidée.

Par malheur, cette fois encore, Villèle jouait un double jeu. Poussé par Corbière, plus intransigeant et plus franc que lui, il avait bien accepté de transmettre à ses collègues l'ultimatum des royalistes. Il allait même, le 23 juillet, pour manifester publiquement sa rupture avec le cabinet, abandonner à la Chambre, avant qu'aucune démission officielle eût été donnée, le banc des ministres, et venir se rasseoir à l'extrême droite. Mais en même temps il poursuivait, avec Richelieu, des négociations au courant desquelles il avait bien soin de ne pas mettre Chateaubriand (1).

Il s'excusait d'être obligé de céder à son parti, et même, nous dit Pasquier, il déclarait à Richelieu : « Vous ne savez pas ce que c'est que de dépendre d'un parti... Tout cela dépend bien moins de moi que vous ne croyez. Moi je suis à vous, vous me trouverez toujours

(1) Voir *Corr. gén.* II, 264. Lettre de Chateaubriand à Mme de Duras du 14 juillet,

prêt à vous seconder, *je voudrais rester avec vous à quelque titre que ce fût*, mais Corbière n'est pas comme moi. Il ne reculera pas et je ne puis m'en séparer, à présent du moins, car il faut espérer qu'un moment viendra où je retrouverai mon indépendance ; le premier usage que j'en ferai, soyez-en sûr, sera pour me rallier à vous et marcher à vos côtés. » (Pasquier ajoute dans ses *Mémoires* (1) : « un quart d'heure après cette négociation, M. de Richelieu me la racontait. Je la transcris ici avec une scrupuleuse exactitude pour le fond des choses, comme pour les termes mêmes. »)

Sans doute en jouant, ainsi sur les deux tableaux, il travaillait fort habilement à préparer d'une façon ou de l'autre sa propre arrivée au pouvoir ; mais il compromettait également l'avenir de la monarchie en retardant l'entrée des royalistes au gouvernement, en provoquant surtout, par sa mauvaise foi, les vifs griefs des ultras et en compromettant par suite à nouveau l'union, cependant si nécessaire, des royalistes.

En effet, les ministres, déjà prêts à céder, retrouvant pour le moment à l'improviste, près de Villèle, un appui sur lequel ils ne comptaient plus, reprenaient confiance. Et se disant que, grâce à lui, ils allaient pouvoir enfin diviser la majorité royaliste, ils se ressaisissaient, refusaient à nouveau tout portefeuille à la droite et se contentaient d'accepter froidement la démission que les deux ministres sans portefeuille avaient offerte quelques jours plus tôt.

Ainsi, après un an, la majorité royaliste, malgré son importance, malgré les promesses faites, malgré la patience et l'obstination de la plupart de ses chefs, malgré l'embarras dans lequel son acharnement avait, à plusieurs reprises, mis ses adversaires, n'avait encore rien obtenu. Les révolutionnaires nantis, affaiblis, sans doute, puisqu'ils ne pouvaient compter sur aucune majorité stable, demeuraient toujours en place. Le résultat des efforts faits depuis cinq ans par Chateaubriand et ses amis, pour ruiner la toute-puissance de la bourgeoisie nouvelle, pour ramener au pouvoir les royalistes, et faire proposer par eux le programme d'institutions propres à compléter la Charte dans un sens monarchique, était encore une fois remis en question. Et cependant, à deux reprises, avec une souplesse et une patience qu'on n'était pas en droit d'attendre d'un aussi passionné

(1) *Mémoires*, IV, 258-259. Villèle appelle cela dans ses *Mémoires* : « être pour tout ce qui lui paraît bon et contre ce qui lui paraît mauvais. » Et cependant, quatre mois après avoir ainsi fait des promesses de fidélité à Richelieu, il allait écrire à sa femme, en parlant de ses anciens collègues : « La position des gens de bien est horriblement difficile, parce qu'ils ne peuvent défendre un ministère qui, depuis son alliance avec les royalistes, s'est entêté à ne leur donner aucune satisfaction, même à l'ouverture de la session. » Et quelques jours plus tard, il allait prendre leur place.

et fougueux polémiste, Chateaubriand avait été sur le point d'aboutir si Villèle n'avait pas lâché son parti au dernier moment.

Aussi, cette fois, il était furieux ; il se révoltait contre Villèle et Corbière qui, disait-il le 20 juillet, « se sont déclarés à peu près ministériels ». — Et, de colère, il ne les appelait plus, dans ses lettres à Mme de Duras (1), que « les deux magots », « les deux petits hommes ».

Pourtant, quand ceux-ci se décidaient à démissionner, il prenait le parti de les suivre dans leur retraite. Malgré ses justes griefs il estimait essentiel à l'intérêt de la cause monarchique de ne pas laisser soupçonner au dehors les dissentiments qui séparaient les royalistes.

Dans la lettre de démission qu'il adressait, le 30 juillet, à Pasquier, il écrivait : « Dans la pratique du gouvernement représentatif, l'usage est que les hommes de la même opinion partagent la même fortune ; ce que l'usage veut, monsieur le baron, l'honneur me le commande, puisqu'il s'agit non d'une faveur, mais d'une disgrâce. » Et quelques semaines plus tard, le 23 août, il expliquait mieux encore dans une lettre au comte de Juigné : « *Je ne ferai jamais comme Villèle, je ne m'isolerais pas de mon parti.* Je ne conçois pas le gouvernement représentatif comme cela, et c'est pour être fidèle à la pratique comme à la théorie de ce gouvernement, que j'ai donné ma démission, car, personnellement, je n'avais pas à me plaindre du ministère ; mais il ne s'agissait pas de moi, il s'agissait des hommes avec lesquels nous marchions plus ou moins d'accord et des opinions générales des royalistes. »

Sainte-Beuve ou M. Herriot ont pu se moquer du Chateaubriand de fantaisie qu'ils nous ont présenté, « voulant tout et ne se souciant de rien, n'ayant pas assez de pitié ou de dédain pour ses pauvres amis, pour ses pauvres diables d'amis, croyant que de son côté sont tous les sacrifices et se plaignant de l'ingratitude des autres, comme si seul il avait tout fait. » Lorsque, ce qu'a négligé de faire Sainte-Beuve, on étudie de près la situation politique et la conduite des amis de Chateaubriand, on comprend qu'il ait eu quelque raison de se plaindre de leur ingratitude et que sa conduite à lui, en effet, témoignait autrement de dignité, de désintéressement et de sagesse que la leur.

Il avait même d'autant plus de mérite à agir comme il l'avait fait, qu'une fois sa démission donnée et la session des Chambres close, tandis que Villèle allait attendre les événements à Toulouse, d'où il poursuivait avec Richelieu une longue et cordiale correspon-

(1) *Corr. gén.*, II, 264-266.

dance, lui, pendant la fin de l'été 1821, traversait une nouvelle période de difficultés et de découragement.

Il avait rapporté de sa brève et brillante ambassade des dettes, des comptes compliqués, qu'il liquidait comme il pouvait, grâce à l'aide de son dévoué homme d'affaires, Lemoine, et des souvenirs qu'il regrettait d'autant plus qu'il avait reçu de Berlin des lettres d'adieux fort flatteuses.

Toutes les fautes, toutes les lâchetés politiques qu'il avait vues sans pouvoir les empêcher l'exaspéraient. Il connaissait maintenant, il jugeait Villèle. Sans renoncer à la lutte, il redoutait déjà l'échec final ; et avec son impatience avide de grandeur et de succès, rien ne lui était plus pénible.

De plus, soit fatigue, soit énervement, il était malade. Il avait la fièvre et des rhumatismes ; une attaque de goutte le rendait momentanément sourd. Auprès de sa femme, malade aussi, il se soignait « les pieds dans la moutarde », au coin de son feu. Et très isolé, car la plupart de ses amis étaient à la campagne, il travaillait de nouveau, dans son petit appartement inconfortable, à ses *Mémoires*, dont il rédigeait la période allant du début de la Révolution jusqu'à son départ pour l'Amérique. Puis, en novembre, comme presque tous les ans, il allait faire chez Mme de Custine, un bref séjour, au château de Fervacque ; et de nouveau, pendant huit jours, oubliant ses déboires et ses préoccupations, il se détendait et s'apaisait entre sa vieille amie et le fils de celle-ci, Astolphe de Custine, qui, le 25 novembre, écrivait à son ami, le marquis de La Grange : « M. de Chateaubriand est venu nous surprendre et nous donner huit jours. Je l'ai retrouvé comme je l'ai toujours vu quand il est dégagé de l'influence des autres : simple, enfant, gai (1). »

Cependant il n'oubliait ni la politique, ni ses responsabilités de chef ; il ne renonçait pas à faire triompher les royalistes. Pour les élections qui se préparaient en octobre, il prêchait une fois de plus le programme qui lui était cher : « Ce que je sais, c'est qu'il nous faut deux choses, écrivait-il au comte de Juigné, le 23 août : 1^o des élections très royalistes ; 2^o des hommes résolus à vouloir et à défendre la Charte. En vain, rêverait-on d'autres plans. Hors de la Charte et des honnêtes gens, point de salut... Si, à l'ouverture de la session prochaine, nous nous replaçons bien sur le terrain du *Conservateur* et que nous y restions inébranlables, nous pouvons retrouver la victoire (2). »

(1) Ouvrage cité.

(2) *Corr. gén.*, II, 274.

Il faisait même plus. Malgré les mauvais procédés qu'il avait subis, il tentait une fois encore des démarches pour décider le duc de Richelieu à reprendre lui-même et à accepter franchement l'accord avec les royalistes et, le 17 octobre, il écrivait à Mme de Montcalm, la sœur du président du Conseil : « Je crains une session orageuse et « je vous ai loyalement avertie. Je vois des mouvements, je re-
« marque de la chaleur. Le retour de MM. Villèle et Corbière au
« ministère *avec portefeuille*, et l'adjonction de M. de Montmorency
« me paraîtraient, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, un
« moyen de tout arranger : il serait de bonne politique d'admettre
« dans le ministère des représentants d'une opinion si prépondé-
« rante dans la Chambre des députés. Je crois que la position de
« M. le duc de Richelieu est excellente pour cette mesure ; il n'a
« point cédé à la fin de la dernière session, lorsqu'on lui a proposé
« un arrangement comme une espèce de marché ou de condition.
« Aujourd'hui, après les élections, lorsqu'on ne lui demande rien,
« il appellerait de son propre mouvement au pouvoir des hommes
« qui lui sembleraient utiles ; rien ne serait plus noble que cet acte
« libre d'une volonté qui agit seule quand le moment d'agir est
« venu. »

Il avait d'autant plus de mérite à se montrer encore une fois aussi conciliant que les élections avaient été pour le ministère un échec.

En vain avait-on choisi pour présidents des collèges électoraux des hommes du centre et du centre droit, en excluant tous les chefs de l'extrême droite.

L'extrême droite et la gauche seules avaient l'une et l'autre gagné des voix aux dépens du centre ministériel. Et tandis que les ultras, mécontents de n'obtenir toujours pas les concessions de personnes qu'ils réclamaient, gardaient leur attitude boudeuse, la gauche, de son côté, tout à coup, malgré sa répugnance à attaquer un gouvernement et les hommes avec lesquels elle avait beaucoup de points communs et qu'elle espérait toujours ramener à elle, se décidait à l'opposition, quitte à donner ainsi le pouvoir à la majorité royaliste.

En effet, explique Duvergier de Hauranne, il était permis d'espérer qu'un ministère de droite, une fois au pouvoir, mécontenterait un bon nombre de membres du centre qui retourneraient alors à l'opposition de gauche ; le ministère royaliste, par suite, durerait peu et il serait plus facile après cela de refaire une politique et un ministère de gauche.

Pourtant, Richelieu et ses collègues cette fois encore s'obstinaient et s'opposaient à tout ce que demandait la droite. Non seulement les projets de remaniements du cabinet étaient écartés, aucun des

projets de lois auxquels tenaient les royalistes n'était présenté. On se contentait d'annoncer une loi prolongeant pour cinq ans le régime de la censure et une loi sur les chemins vicinaux ; on commençait une campagne en faveur de la dissolution de la Chambre des députés et, en même temps, en prévision de leur chute possible, les ministres se hâtaient de se faire, tant qu'il en était temps encore, distribuer de solides faveurs : Siméon était nommé pair et recevait du roi 160 000 francs pour se faire un majorat ; de Serre, également nommé pair, recevait 20 000 livres.

L'inévitable alors se produisait. Dès les premières séances, la commission chargée de rédiger l'adresse en réponse au discours du trône (1) insérait dans son projet une phrase où, à propos d'une allusion aux accords de Laybach, une défiance assez nette était marquée aux ministres. En vain les partisans du ministère voulaient supprimer cette phrase. A la suite d'une discussion très vive où les principaux orateurs de l'extrême droite, Delalot et La Bourdonnaye, disaient de dures vérités aux membres du cabinet, le texte de la commission était voté par une majorité dans laquelle s'unissaient les représentants de la droite et de la gauche.

Villèle, qui, sitôt rentré à Paris, était allé déposer sa carte chez tous ses anciens collègues, après avoir, pour ne pas se compromettre, refusé de faire partie de la commission de l'adresse, votait pour le ministère, avec, il est vrai, dit Richelieu, « une extrême timidité conforme à son caractère » (« à peine, ajoute-t-il, put-on le remarquer et il en était tout honteux (2) »). L'échec du gouvernement était éclatant.

En vain essayait-on encore de se rattraper à la Chambre des pairs où tous les ministériels faits pairs par Decazes en 1818 parvenaient à faire élire comme membre de la commission de l'adresse, au grand mécontentement de la droite, Lally-Tollendal à la place de Chateaubriand. Le cabinet, qui avait de moins en moins de défenseurs, se trouvait dans une situation chaque jour plus ridicule. A la prière de Richelieu, Pasquier et Portal, ceux des ministres que les royalistes détestaient le plus n'osaient plus même assister aux séances de la Chambre des députés de peur de s'y faire insulter.

Quand on entamait la discussion de la loi de censure, toute la commission élue pour étudier le projet était composée d'adversaires.

Aussi cette fois, le roi comprenait qu'il valait mieux ne pas essayer

(1) Le projet d'adresse était préparé par une commission élue par la Chambre et présenté ensuite par cette dernière à la Chambre qui discutait et votait l'adoption du texte définitif.

(2) RICHELIEU : fragment autobiographique.

de garder plus longtemps son ministère ; sur le conseil de son frère, cédant à l'extrême droite, il demandait le 12 décembre, à Richelieu, sa démission, et le président du Conseil se retirait avec tout son cabinet.

Enfin la droite allait arriver aux Affaires. La politique des gens de l'Empire qui avaient voulu, depuis six ans, continuer à s'accrocher au pouvoir, accaparer la Restauration et gouverner pour eux seuls, en sacrifiant à leurs intérêts la réorganisation des institutions monarchiques, avait définitivement échoué. Les royalistes allaient pouvoir cueillir les fruits des six ans de campagnes inlassables de Chateaubriand, et déjà l'extrême droite préparait une liste ministérielle dans laquelle Chateaubriand aurait les Affaires étrangères, Villèle les Finances, Vaublanc la Marine, d'Herbouville l'Intérieur, où, bref, toutes les nuances, des ultras aux modérés, seraient représentées (1).

Malheureusement, tout vaincus qu'ils fussent, les gens de l'Empire avaient pris leurs dispositions pour empêcher un succès aussi complet des royalistes. Ils avaient, depuis longtemps déjà, nous le savons, semé des germes de division dans les rangs de leurs adversaires, de ce parti que Chateaubriand faisait tant d'efforts pour maintenir uni. Ils avaient échauffé Villèle contre l'extrême droite, ils l'avaient flatté, l'avaient attiré à eux, et s'en étaient fait une sorte d'allié sur lequel ils comptaient pour leur garder leurs places. Et quand le roi, suivant la tradition du gouvernement parlementaire anglais, demandait au président du Conseil démissionnaire son avis pour le choix de son successeur, c'est Villèle que Richelieu désignait ; c'est lui en effet que le roi et Monsieur faisaient appeler et c'est lui qu'ils chargeaient de négocier la formation du nouveau cabinet.

Les gens de l'Empire avaient bien joué. C'est en vain que, soucieux d'union, les chefs de l'extrême droite, malgré la conduite double de Villèle, n'avaient pas voulu rompre avec lui et même lui avaient réservé une place sur leur liste. (Villèle lui-même écrit à ce sujet le 12 décembre (2) : « Ils me traitent avec la plus grande considération, me supplient sans cesse de me mettre à leur tête, enfin prétendent que du moment que je ne crois pas pouvoir défendre les ministres sur leur conduite à l'égard des royalistes, nous sommes d'accord sur le fond et ne différons que sur la forme et ne devons pas nous brouiller. ») Villèle, lui, n'avait pas pardonné à ce groupe qui l'avait le premier poussé au pouvoir, mais dont l'autorité lui déplaisait,

(1) C'est Villèle qui donne cette liste dans une lettre à sa femme du 9 décembre, *Mémoires*, II, 477.

(2) *Mémoires*, II, 479

dont l'intransigeance doctrinale l'embarrassait et dont les ambitions le gênaient.

Malgré les avances qui lui étaient faites, sitôt chargé des négociations, il travaillait à éliminer ses rivaux. En deux jours, le cabinet était bâclé avec Villèle, Corbière, le vicomte Mathieu de Montmorency, le maréchal Victor duc de Bellune et quelques autres personnalités de second plan, mais sans aucun des chefs ni des représentants des ultras. Chateaubriand, en particulier, avait été systématiquement tenu à l'écart des conciliabules. On ne lui avait pas demandé son avis, on ne lui avait offert ni le ministère des Affaires étrangères, ni aucun autre, on lui avait proposé seulement, le 17, quand tout était déjà décidé, la présidence du Conseil de l'Instruction publique, sans entrée au cabinet, c'est-à-dire, comme il le dit lui-même, « un poste de chef de division sous les ordres de Corbière, » poste ridiculement indigne de son importance, et que bien entendu il refusait.

Ainsi, c'était l'extrême droite qui avait renversé le ministère Richelieu, mais c'était Villèle qui, après avoir jusqu'au dernier moment voté pour lui, lui succédait et qui, par son habileté à faire des promesses aux deux partis, arrivait à remplacer ceux à qui trois mois plus tôt il promettait « de rester avec eux à quelque titre que ce fût ». Aucun des hommes dont la politique somme toute triomphait, n'obtenait rien. Et Chateaubriand qui, trois ans plus tôt déjà, à la fondation du *Conservateur*, était unanimement reconnu comme le chef des royalistes ; qui, en contribuant plus que personne à la chute de Decazes, en négociant le remaniement du cabinet Richelieu en 1821, en disciplinant l'extrême droite, avait, malgré Villèle lui-même (en ce temps-là défenseur de Decazes), permis la formation du ministère royaliste et l'arrivée de Villèle au pouvoir, Chateaubriand était écarté, lui aussi.

C'était là une situation fausse, paradoxale et injuste qui, pour le plus grand bénéfice des ennemis du régime devait, parmi les royalistes, être la source d'une foule de rancunes, de mécontentements et de jalousies. Chateaubriand en particulier avait lieu d'être profondément blessé.

De son côté, il est vrai, il avait manqué de souplesse, il avait été victime à la fois de son orgueil et de son désintéressement très sincère. Jusque-là, lorsqu'il s'était agi de combattre les adversaires de la monarchie, de rallier les royalistes, de leur donner confiance, de travailler pour eux, il avait montré autant d'obstination que de courage et de diplomatie. Mais cette fois, il s'agissait de lui ; ce n'était plus seulement pour ses amis qu'il devait lutter ; c'est pour lui-même

qu'il lui aurait fallu exiger une place au gouvernement en demandant que l'extrême droite fût représentée dans le ministère. Et, pour une telle négociation, ses qualités comme ses défauts se retournaient contre lui.

Intriguer pour lui-même, faire sa cour, plaire aux gens en place sans les inquiéter, il était pour cela trop naturellement hautain, dédaigneux, gêné par sa supériorité même qui excitait instinctivement la jalousie et la défiance de ses rivaux.

Aussi, dès le 14 décembre, tandis que Villèle discutait avec le comte d'Artois la composition du cabinet, lui ne s'était guère fait d'illusion sur le résultat de cette négociation à laquelle il n'était point appelé. Et au lieu de chercher, comme il l'aurait dû peut-être, à s'imposer, il s'était contenté d'attendre chez lui, malade d'impatience ; et il avait écrit à Mme de Duras à sept heures et demie du soir : « Je souffre horriblement et mon cou est si enflé ce soir que je n'oserai sortir... Je ne sais rien, absolument rien ; il paraît qu'il n'est pas question de moi. Polignac est venu me voir, il a bien recommandé qu'on me donnât sa carte, c'est la fiche de consolation. »

Le lendemain, il n'en avait guère fait plus. Mme de Duras, toujours fidèle amie, était bien intervenue auprès de Villèle qui avait fait de vagues promesses, mais en laissant entendre qu'il n'y avait rien à espérer pour les Affaires étrangères, car, assurait-il, le roi s'y opposait.

Alors lui, sans s'illusionner sur la soi-disant opposition du roi, s'était contenté de chercher à se faire une raison ; et sans insister davantage il s'était contenté d'écrire dès le matin à son amie : « C'est uniquement la faute de Monsieur et de mes faux amis... Je regrette, je l'avouerai, les Affaires étrangères. Je suis convaincu que j'y aurais réussi au dedans et au dehors. L'Instruction publique ne me plaît point du tout... Du reste, je n'aurai pas besoin de faire le dégoûté, je n'aurai rien du tout et je m'en console. »

Sans doute pourtant, ne s'était-il pas consolé aussi facilement qu'il le disait, car quelques heures plus tard il avait écrit à nouveau : « Polignac sort d'ici. Il m'a conjuré, prêché, supplié d'attendre, qu'ils ne pouvaient se passer de moi... J'ai été très dur pour les faux amis, j'ai dit que j'étais mortellement blessé de cette trahison politique, etc... » Et deux jours plus tard, quand il avait reçu la proposition jugée à bon droit injurieuse pour lui, d'être chef de division sous Corbière, sa colère avait augmenté et il s'était écrié : « Croyez-vous qu'ils ont eu l'insolence de me faire demander indirectement si j'accepterais la présidence de l'Instruction publique sans entrée au Conseil ? Moi, chef de division sous Corbière ! Les misérables, je n'ai

jamais été si blessé, j'en tremble de colère en vous écrivant. Monsieur me demande à l'instant, sans doute pour me prêcher dans le même sens. Je vais lui dire tout ce que j'ai sur le cœur. »

Certes, peut-on dire, un chef politique comme lui aurait dû dissimuler davantage. Ce n'était pas, bien évidemment, ces peu diplomatiques colères qui pouvaient lui concilier ses rivaux et calmer leurs jalousies. Pourtant il avait de justes raisons d'être révolté. Après les affronts qui lui avaient été faits, il avait quelque droit à penser que ne pas s'incliner était pour lui une affaire de dignité. Même si maladroitement qu'on puisse les juger, ses violences portaient tout à coup et, au moment où lui-même ne l'espérait plus, la force des choses ou plutôt la force de la situation politique qu'il avait créée allait en quelque sorte condamner Villèle à le ménager à nouveau.

Voici ce qui c'était passé : Quand, au moment de commencer ses négociations, Villèle avait écarté et Chateaubriand et les chefs des ultras à la Chambre, comptant sur ses bons rapports avec ses anciens collègues du ministère Richelieu, il avait cherché d'abord à former un cabinet appuyé par tous les députés du centre droit et du centre. Il avait espéré le concours de quelques-uns des membres de l'ancienne combinaison et il avait offert deux portefeuilles à Roy et à de Serre. Mais en agissant ainsi, il s'était fait des illusions sur la sympathie que ses anciens collègues avaient pour lui et sur le bon vouloir des protestations dont ceux-ci l'avaient auparavant accablé. Roy et de Serre refusaient la collaboration qui leur était offerte.

Dans l'ancien ministère en effet, composé d'une forte majorité d'hommes de gauche, on avait pu un moment accueillir Villèle et Corbière et leur faire la cour. C'était là, pensait-on, des royalistes qu'on compromettait et la droite que l'on travaillait à diviser. Mais, entraînés comme ils l'étaient tous aux ruses politiques, aucun des membres de l'ancien cabinet n'acceptait de se prêter à la manœuvre inverse. Entrer en effet en minorité dans un ministère en majorité royaliste, soutenu à la Chambre par une majorité de droite, c'était, pour eux, se trouver engagés à appuyer une politique hostile, diviser leur parti. Ils avaient pu demander des concessions à Villèle, mais ils n'étaient disposés à lui en rendre aucune. Mieux valait, selon eux, rester unis dans l'opposition et attendre la chute du ministère royaliste, pour être en mesure de le remplacer plutôt que de se compromettre avec lui.

Villèle avait perdu là un appui sur lequel toutes les politesses faites par lui à Richelieu et à ses collègues l'avaient mis, pensait-il, en droit de compter.

En même temps, un phénomène curieux s'était produit à droite.

Si à la demande de Richelieu, tout de suite, le roi et même son frère jusque-là si ultras, avaient accepté de se confier à Villèle, c'est que tous deux à ce moment subissaient une influence nouvelle.

A la chute de Decazes, sachant le besoin que Louis XVIII avait d'un confident, sachant l'influence qu'on pouvait par là exercer sur lui, plusieurs avaient cherché à remplacer ou à faire remplacer par quelqu'un à eux le favori disgracié. Parmi ceux et celles qui s'offraient, une avait su se faire agréer, une femme encore jeune, assez belle, Mme du Cayla, épouse séparée d'un général de l'Empire.

Or, Mme du Cayla était depuis longtemps l'amie, Mme de Boigne assure, la maîtresse du vicomte Sosthène de La Rochefoucauld, fils du duc de Doudeauville. Par lui-même, Sosthène de La Rochefoucauld ne comptait pas encore politiquement beaucoup. Brillant, agité, beau cavalier, impatient de jouer un rôle, il avait été un des premiers, en 1814, à manifester à Paris en faveur des Bourbons ; il avait été député à la Chambre introuvable, il avait écrit quelques petits articles au *Conservateur*, il commandait une des légions de la garde nationale ; il n'était cependant pas parvenu à s'imposer dans le monde politique et parlementaire. Mais par sa naissance, par son nom, il tenait une place à la cour, il était un des familiers de Monsieur. Il avait de plus épousé, sous l'Empire, la fille du vicomte Mathieu de Montmorency, et ce n'était pas là ce qui lui servait le moins.

Le vicomte Mathieu de Montmorency, gentilhomme assez chimerique, candide et léger, après avoir en 1789, aux États généraux, voté la suppression des privilèges et pris la parole pour proclamer les droits de l'homme et pour demander que des honneurs fussent rendus à la mémoire de Rousseau, ému ensuite par la Terreur, avait solennellement abjuré ses erreurs, était devenu, non seulement très pieux, mais avide d'apostolat ; et tout en travaillant, par de longues et sentimentales correspondances, à convertir Mme de Staël, Mme Récamier et d'autres dames de ses amies dont il était chastement amoureux, il avait, pendant l'Empire, au moment où Napoléon entraînait en lutte avec le pape, fondé une association religieuse, la *Congrégation*, très active et bientôt puissante, grâce à laquelle il avait, à la Restauration, pris sur les milieux cléricaux et sur Monsieur, qui était très pieux, une grande influence. Et mettant fort naïvement au service de sa famille l'importance que lui donnaient et son nom et son titre de fondateur de la *Congrégation*, il avait formé au sein du parti royaliste un petit groupe de gens de cour dont Sosthène de La Rochefoucauld était vite devenu le personnage principal et qui s'agitait

sans programme politique bien défini, assez à l'écart des chefs parlementaires des ultras (1).

Sosthène et son groupe n'avaient tout d'abord joué qu'un rôle assez effacé ; mais la faveur de Mme du Cayla étant survenue leur importance et leur autorité avaient aussitôt grandi. Ce n'était pas que Sosthène voulût pour lui-même un poste de gouvernement ; il jugeait et il devait toujours juger plus noble et plus digne de demeurer dans la coulisse en donnant le pouvoir à des gens à sa dévotion : « J'ai fait des rois, seigneur, et n'ai pas voulu l'être, dira-t-il un jour dans ses *Mémoires*. » Pour lui-même, il voulait seulement se réserver une influence occulte ; mais celle-là, aussitôt qu'il l'avait pu, il avait entrepris de la saisir.

Aussi, dès la chute de Richelieu, avait-il tenté de faire entrer son beau-père dans le cabinet nouveau en qualité de ministre des Affaires étrangères, et pour arriver à ce résultat c'est sur Villèle qu'il avait agi en s'engageant à faire, par Mme du Cayla, appeler Villèle au pouvoir si celui-ci, en retour, promettait de prendre le vicomte de Montmorency dans son ministère.

L'importance de Sosthène dans cette affaire est incontestable. Non seulement lui-même s'en est vanté dans ses *Mémoires*, mais Villèle, de son côté, dans les siens, a confirmé l'entière exactitude de son récit. Il peut paraître étonnant que Sosthène, qui affectait des opinions très ultra, ait ainsi pris sous sa protection un homme tel que Villèle et que celui-ci se soit prêté à la combinaison. Le calcul cependant n'était pas mauvais. Villèle effacé, peu brillant, un peu plat, d'apparence souple et qui n'aimait pas les chefs royalistes, rivaux possibles de Sosthène, devait, pour ce grand seigneur intrigant, sembler un intermédiaire plus commode qu'aucun des autres candidats au ministère. Le fait est qu'ils s'étaient entendus. Villèle avait souscrit aux conditions qui lui étaient imposées et sitôt appelé à former le cabinet, il avait insisté pour faire nommer Mathieu de Montmorency aux Affaires étrangères. Malgré la désapprobation du roi, lequel avait déclaré que Mathieu de Montmorency était un homme de coterie qui pouvait causer de graves embarras, le beau-père de Sosthène de la Rochefoucauld avait été nommé ministre des Affaires étrangères et, de plus son père, le duc de Doudeauville, avait été nommé directeur des postes.

(1) La distinction entre les ultras parlementaires et les ultras de cour est importante à signaler. Les historiens de la Restauration confondant d'ordinaire sous la même étiquette tous les adversaires des idées et des hommes de la Révolution, et prêtant à tous le même état d'esprit, ont fait une confusion grave qui rend impossible de comprendre les événements.

Mais, sitôt le ministère formé, Villèle avait compris la faiblesse parlementaire de sa combinaison. Roy et de Serre, en refusant l'offre qu'il leur avait offerte, lui avaient enlevé les voix du centre gauche sur lesquelles il comptait. Il avait lui-même écarté les chefs parlementaires de l'extrême droite, tandis que la coterie de La Rochefoucauld, qui représentait bien quelque chose à la cour, mais rien à la Chambre, allait le gêner plutôt que lui servir d'appui. Comme d'autre part l'hostilité de la gauche était assurée, il avait bien fallu, pour s'assurer tout de même une majorité, renouer avec l'extrême droite ou du moins la ménager.

Et voilà comment, inquiet des conséquences de la colère de Chateaubriand, après l'avoir repoussé, Villèle revenait à lui quinze jours après et lui offrait, à titre de compensation, le poste d'ambassadeur à Londres, c'est-à-dire le premier poste diplomatique d'Europe que venait de quitter Decazes, démissionnaire à la formation du ministère nouveau.

Sans doute Villèle était trop mesquin et trop jaloux pour faire la chose avec bonne grâce. Pendant trois semaines, avant de se décider, on balançait entre Chateaubriand et un autre ami très effacé des La Rochefoucauld, Adrien de Montmorency, cousin de Mathieu, un bègue qui a laissé quelques lettres aimables mais qui, à aucun titre, ne pouvait être d'une utilité comparable à celle que représentait le chef des ultras.

Puis, comme Chateaubriand de son côté posait quelques conditions, réclamait l'application du programme de la droite et demandait que les principaux hommes de son parti, La Bourdonnaye, Casteljacob, Delalot ne fussent pas oubliés dans la distribution des places et des honneurs, on lui opposait toutes sortes de difficultés.

Enfin, cependant, le 7 janvier, il était nommé, et on lui laissait entendre qu'à la fin de la session ses amis auraient satisfaction. Villèle, qui avait prétendu gouverner sans l'extrême droite, était obligé de revenir à la politique du *Conservateur* et de Chateaubriand.

Bien entendu, pendant ces trois semaines, après la colère qu'il avait éprouvée à voir la façon dont il était écarté du ministère, Chateaubriand avait passé une fois de plus par des crises de toutes sortes.

Avec son intransigent orgueil, son impressionnabilité, son impatience qu'il savait mal dissimuler, il avait connu les inquiétudes et les révoltes les plus vives. Tantôt il avait été près de renoncer : « Qu'importent les mensonges de Villèle, écrivait-il. Je ne songe plus à tout cela. » Tantôt il s'irritait : « N'est-il pas clair que Mathieu

doit nommer Adrien de préférence à moi? et, d'ailleurs, cette ambassade me la proposera-t-on? » (1)

S'il mettait son amour-propre à dominer en public son impatience, seul, chez lui, il avait traversé des moments d'énervement terribles. Le jour où le Conseil devait prendre une décision à son sujet, le 1^{er} janvier, attendant les nouvelles avec angoisse, d'heure en heure, il avait écrit des billets à Mme de Duras pour la tenir au courant et lui demander conseil. Le 3, Villèle lui ayant fait faire l'offre officielle, il demandait vingt-quatre heures pour réfléchir. Enfin le 6 il poussait un cri de joie. L'affaire était conclue. Et il se mettait avec ardeur à ses préparatifs de départ; il achetait des meubles, de la porcelaine et des livrées pour le service de son ambassade qu'il voulait, bien entendu, somptueuse, digne de la France et digne de lui.

Certes l'avenir n'était pas encore assuré; l'accord conclu était bien instable. Toute vaincue qu'elle fût, la gauche n'avait pas renoncé à entretenir les germes de troubles qu'elle avait semés entre les divers groupes de royalistes. Villèle de son côté gardait sa défiance jalouse et rancunière contre les rivaux qu'il avait vainement tenté d'évincer et dont il ne comprenait pas bien le programme. Sosthène de La Rochefoucauld avide, lui aussi, de jouer un rôle, et grisé par ses récents succès, n'avait pas renoncé à s'imposer au premier plan. Et Chateaubriand lui-même, enfin, bien que plus lucide, plus désintéressé et plus fort, demeurait gêné par son orgueil et peu fait pour opposer intrigue à intrigue.

Certes aussi les négociations qui avaient amené un tel résultat peuvent sembler confuses, difficiles à suivre, et peut-être inutiles à exposer dans leur détail. Et pourtant non, car si nous ne les avions pas considérées de près, nous ne pourrions saisir pourquoi, au milieu même de ses succès, Chateaubriand avait traversé des crises de mécontentement, d'inquiétude et d'angoisse; comment et pourquoi il restait préoccupé; quels germes dangereux demeuraient, il s'en rendait compte, encore vivants et comment, ce qu'il devinait déjà malgré son acharnement à lutter, la cause royaliste finirait par périr.

Ceux qui nous ont précédé, pour n'être pas entrés dans cet enchevêtrement d'intrigues, n'ont rien compris aux colères de Chateaubriand. Ils n'ont vu en lui qu'un dilettante égoïste et morbide alors qu'il était tout le contraire; et que même, un homme qui jugeait avec autant de lucidité que lui les difficultés de la situation, devait avoir une belle dose d'énergie pour ne pas renoncer à la lutte et ne pas perdre confiance.

(1) *Corr. gén.*, II, 294-296.

C'était bien lui pourtant somme toute et avec lui la politique la plus sage qui avait triomphé. C'est bien lui qui, contre les tergiversations égoïstes de Villèle, contre le cynisme de la gauche, avait préparé et rendu possible la formation d'un ministère à la fois sincèrement royaliste et respectueux de la Charte. A côté des raisons d'inquiétude les raisons de reprendre espoir ne manquaient pas non plus. Aussitôt les négociations de la crise ministérielle terminées, afin de bien montrer que l'on était décidé à suivre une politique nouvelle, on avait, comme le demandait la droite, retiré le projet de loi de censure qui avait causé la chute du cabinet Richelieu et on avait entamé la discussion du projet de loi sur la répression des délits de presse. Tous les journaux royalistes soutenaient et encourageaient le cabinet nouveau. La Bourdonnaye lui-même parlait en faveur du projet ministériel. Le *Journal des Débats* prêchait l'union. Les gens de l'Empire, les révolutionnaires nantis qui, depuis sept ans, s'accrochaient au pouvoir et sourdement, pour se mieux maintenir, travaillaient contre le régime et la dynastie, étaient vaincus. La politique d'union royaliste et constitutionnelle semblait triompher enfin, Chateaubriand lui-même, au premier poste diplomatique de l'Europe appuyé par son parti et réconcilié avec Villèle, allait pouvoir faire œuvre utile. Et le 11 mars, quelques jours avant son départ pour Londres, il écrivait à M. de Marcellus, son secrétaire d'ambassade : « Nos affaires sont très bien ici, toutes les conspirations sont avortées... ce ministère a désormais vaincu les plus grandes difficultés et il restera en dépit des petites ambitions » (1).

(1) *Corr. gén.* II, 308.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE RESTAURATION, LES CENT-JOURS

Chateaubriand jusqu'à 1814 ; les étapes de sa carrière, sa formation politique	1
Situation politique de la France en 1814, la rentrée des Bourbons	6
L'installation du régime, le personnel politique de l'Empire fait effort pour se maintenir aux affaires	8
L'entrée en scène de Chateaubriand : de Buonaparte et des Bourbons	12
Les efforts de conciliation, les <i>Réflexions Politiques</i>	24
Le retour de l'île d'Elbe ; Chateaubriand suit Louis XVIII à Gand	34
Il y publie le <i>Journal universel</i>	40
Après Waterloo, Talleyrand négocie à son profit la rentrée du roi	52
Efforts de Chateaubriand pour éviter la formation d'un ministère d'hommes de l'Empire	58
Son échec ; formation du ministère Talleyrand-Fouché	59

CHAPITRE II

LA CHAMBRE INTROUVABLE ; « LA MONARCHIE SELON LA CHARTE »

Révolution de l'opinion contre les hommes de l'Empire ; les élections à la Chambre des députés	63
Chateaubriand préside le collège électoral d'Orléans ; les discours qu'il y prononce	65
La Chambre Introuvable ; sa composition	70
Session de 1816	76
L'attitude de Chateaubriand ; ses discours, ses projets	82
La dissolution de la Chambre introuvable ; Chateaubriand publie <i>la Monarchie selon la Charte</i>	94
Thèse soutenue dans <i>la Monarchie selon la Charte</i>	102
Colère du ministère ; saisie de <i>la Monarchie selon la Charte</i>	121

CHAPITRE III

L'OPPOSITION A DECAZES ; PREMIÈRE PARTIE

1816-1817

	Pages.
Conséquences de la dissolution ; triomphe des hommes de l'Empire ; Decazes	135
Le personnel de l'Empire s'installe ; session de 1817.....	138
Discours de Chateaubriand pendant la session.....	141
Ses difficultés d'argent ; vente de la Vallée-aux-Loups.....	164
Publication de la brochure du <i>Système Politique suivi par le Ministère</i>	178

CHAPITRE IV

L'OPPOSITION A DECAZES ; DEUXIÈME PARTIE ; 1817-1820.

LA CONSPIRATION DU « BORD DE L'EAU ». — LE « CONSERVATEUR »

Session de 1818 ; les lois sur la presse et sur le recrutement ; les discours de Chateaubriand à ce sujet.....	189
La conspiration du « Bord de l'Eau ».....	199
Publication des <i>Remarques sur les Affaires du Moment</i>	212
Le <i>Conservateur</i> , ses tendances.....	218
Rôle joué par Chateaubriand dans la fondation et la direction du <i>Conserva- teur</i>	227
Remaniement du cabinet à la fin de 1818 ; la session de 1819.....	238
Les premières campagnes du <i>Conservateur</i>	245
Mort du duc de Berry ; chute de Decazes, premiers succès de la politique de Chateaubriand.....	254

CHAPITRE V

LE DEUXIÈME MINISTÈRE RICHELIEU ; CHATEAUBRIAND A BERLIN

Manœuvres des hommes de l'Empire pour se maintenir malgré la chute de Decazes.....	261
Hésitations de la droite, premiers différends de Chateaubriand et de Villèle, Suppression du <i>Conservateur</i>	262
Les premières difficultés du ministère Richelieu ; conspirations à Paris et en province. — Le prestige de Chateaubriand continue à grandir dans le parti royaliste ; son voyage en Normandie pendant l'été de 1820... ..	273
Naissance du duc de Bordeaux ; l'affaire des dames de la Halle de Bor- deaux.....	279
La campagne électorale de 1820, le rôle qu'y joue Chateaubriand ; succès royalistes	284
Remaniement ministériel, part de Chateaubriand dans les négociations ; il est nommé ambassadeur à Berlin.....	288

	Pages
Départ de Chateaubriand ; sa vie à Berlin.....	298
Sa correspondance ; son attitude en face de la situation ministérielle.....	303
Ses plans de politique extérieure.....	308
Son retour à Paris.....	314
Sa démission.....	324
Chute du ministère Richelieu.....	328
Formation du cabinet Villèle-Montmorency ; Chateaubriand est nommé ambassadeur à Londres.....	330

